LÉNINE

œuvres

tome
17

décembre
1910

avril
1912

LÉNINE

de certaines particularités du développement historique du marxisme • léon tolstoï et son époque • le congrès du parti social-démocrate anglais • hyndman et marx • VI[e] congrès du p.o.s.d.r. (" conférence de prague ")

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

17

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
17

Décembre 1910–avril 1912

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1968

PRÉFACE

Le tome 17 des Œuvres de Lénine inclut des ouvrages écrits de décembre 1910 à avril 1912.

Ce tome contient essentiellement des écrits reflétant la lutte menée pour le parti, contre les renégats de la révolution qu'étaient les liquidateurs et leurs complices.

Dans les ouvrages « La situation intérieure du parti », « Nos abrogateurs (A propos de MM. Potressov et Bazarov) », « De la structure sociale du pouvoir, des perspectives et du courant liquidateur », « Les destructeurs du parti dans le rôle de « destructeurs de légendes », « Entretien d'un légaliste avec un adversaire des liquidateurs », « Le manifeste du parti ouvrier libéral », « En provenance du parti « ouvrier » stolypinien » Lénine met en évidence les racines idéologiques et la nature du courant liquidateur et dénonce les obstacles mis systématiquement par les liquidateurs au fonctionnement des organes dirigeants du parti.

L'article « Au sujet d'une nouvelle fraction de conciliateurs, les vertueux » montre comment l'irrésolution et le manque de fermeté des conciliateurs les conduisent à l'indulgence envers les liquidateurs.

Dans les articles « Cadets et octobristes », « Premières révélations sur les pourparlers du parti cadet avec les ministres », « Les partis politiques durant les cinq années de la troisième Douma », « Le bloc cadets-progressistes et ce qu'il signifie », Lénine montre les origines de classe du

parti du libéralisme contre-révolutionnaire qu'est le parti des cadets.

Les ouvrages « La campagne électorale et le programme électoral », « La campagne des élections à la IVe Douma d'Etat », « Questions de principe de la campagne électorale » sont consacrés aux élections à la IVe Douma.

Dans ce tome, de nombreux textes dégagent la signification de la Conférence de Prague du parti, au cours de laquelle les mencheviks liquidateurs furent exclus du parti, ce qui a grandement contribué à sauvegarder et à renforcer le parti révolutionnaire du prolétariat. Se rapportent à ce sujet : l'article « Pour dénouer la crise dans le parti », « Projet de résolution sur le liquidationnisme et le groupe des liquidateurs », les résolutions de la Conférence de Prague, « Rapport sur la conférence générale du P.O.S.D.R. devant le Bureau Socialiste International », la brochure *L'anonyme de « Vorwärts » et la situation dans le P.O.S.D.R.*, « Lettre au secrétaire du Bureau Socialiste International Huysmans ».

Dans ce tome a trouvé place aussi le célèbre article de Lénine « De certaines particularités du développement historique du marxisme ».

Pour la première fois sont publiées deux lettres au Collège russe du Comité central du P.O.S.D.R. (1910-1911). Lénine y dénonce le sabotage du travail du parti par les liquidateurs, les otzovistes, le groupe du *Vpériod*, les trotskistes, et met en avant le problème du regroupement des forces du parti en vue de la lutte pour le relèvement de l'organisation illégale. Pour la première fois trouvent place dans les Œuvres la note « Le rouge de la honte au front du « petit Judas Trotski » ; des documents se rapportant à la conférence de juin 1911 des membres du Comité central : « Lettre à la Conférence des membres du C.C. du P.O.S.D.R. à l'étranger », « Résumé (plan) du rapport des trois bolcheviks membres du C.C. à la Conférence privée de neuf membres du C.C. », « Projet de résolution sur l'habilitation de la conférence » ; les articles : « Le groupe social-démocrate à la IIe Douma », « Une officine de la bourgeoisie libérale » ; des documents de la Conférence des groupes bolcheviques à l'étranger : « Projet de résolution à propos du rapport sur la situation à l'intérieur du parti », « Résolution sur la com-

mission d'organisation de Russie chargée de la convocation de la conférence » ; des documents de la Conférence de Prague : projets de résolutions sur la constitution de la conférence, sur le moment présent et les tâches du parti, sur les tâches de la social-démocratie dans la lutte contre la faim ; « La plate-forme électorale du P.O.S.D.R. », la lettre « A la rédaction du journal *Zvezda* » et l'article « Cartes sur table ».

LETTRE AU COLLÈGE RUSSE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R.[1]

Dans la vie du Parti ouvrier social-démocrate de Russie à l'étranger ont eu lieu ces derniers temps des événements prouvant que la « crise d'unification » du parti allait bientôt trouver son dénouement. C'est pourquoi je considère de mon devoir de vous faire part, uniquement dans un but d'information, de l'importance des derniers événements, de la tournure que semble devoir prendre (au train où vont les choses) le dénouement imminent de la crise et de la position qu'occupent les bolcheviks orthodoxes.

Dans le n° 23 du *Goloss*[2] dans l'article « Où avons-nous abouti ? » Martov raille le plénum[3], l'absence de réunions du Collège russe du C.C. durant toute une année, de toute mise en pratique des décisions du plénum. Il « oublie », bien sûr, d'ajouter que c'est justement le groupe des liquidateurs des Potressov et consorts qui a fait obstacle au C.C. russe : le refus bien connu de Mikhaïl, Roman et Youri[4] de participer et leur déclaration disant que l'existence même du C.C. était nuisible. Le C.C. russe est mis hors d'état de fonctionner. Martov jubile. Il n'y a pas lieu de préciser que le groupe du *Vpériod*[5] exulte lui aussi (on sentait déjà un ton de triomphe dans le n° 1 du recueil *Vpériod*). Mais Martov, entraîné par son allégresse, s'est trop hâté de se découvrir. Il crie dans son enthousiasme que « la légalité les tue (les bolcheviks ou « le bloc bolchevico-polonais ») ». Par ces paroles il veut dire que, *grâce au sabotage du C.C.* par les liquidateurs, il n'y a pas, dans la situation ainsi créée,

d'issue *légale* et conforme à l'esprit du parti. Et bien sûr, il n'y a rien de plus agréable pour les liquidateurs qu'une situation sans issue pour le parti.

Mais Martov s'est trop pressé. Les bolcheviks disposent d'un moyen tout ce qu'il y a de plus légal, prévu spécialement par le plénum et imprimé (au nom du plénum) dans le n° 11 de l'Organe central [6]. Il s'agit de la demande de restitution de l'argent en raison du fait incontestable que les groupes du *Vpériod* et du *Goloss* n'ont pas exécuté les conditions établies, à savoir la liquidation des fractions et la lutte contre les courants liquidateur et otzoviste [7]. Car c'est justement à ces *conditions* dûment stipulées que les bolcheviks ont remis leurs biens au C.C.

Et c'est ainsi que le 5 décembre 1910 (nouveau calendrier) les bolcheviks, qui avaient signé les conditions du plénum [8], déposèrent une demande de restitution. D'après la loi, cette requête *conduit à la convocation du plénum*. Mais si, porte la décision du plénum, on « n'arrive pas », (sic !) en l'espace de trois mois à partir du jour où la requête est déposée, à réunir le plénum, alors, c'est une commission de cinq membres du Comité central qui se réunit : trois nationaux *, un bolchevik et un menchevik.

Le groupe du *Goloss* s'est aussitôt démasqué. L'un d'entre eux, Igor [9], membre du Bureau du C.C. à l'étranger [10], commençant à y voir clair dans la politique des liquidateurs russes, fit savoir qu'il était contre le plénum, mais pour la commission. Le groupe du *Goloss* commet ici une entorse évidente à la légalité, car on peut convoquer le plénum avant l'expiration des trois mois. Après la requête, on ne peut même pas soulever le problème de la commission.

Le calcul du liquidateur Igor, qui sert fidèlement la cause des traîtres au parti, MM. Potressov et Cie, est très simple : le plénum est souverain et, par conséquent, sa convocation offre la possibilité de dénouer toute la crise affectant le parti. Quant à la commission, elle n'est pas souveraine, elle n'a aucun droit si ce n'est l'examen des griefs formulés dans la requête (la décision revenant à trois Allemands). Ainsi, après avoir saboté le C.C. russe, les

* Membres des partis non russes existant dans l'Empire de Russie (social-démocratie polono-lituanienne, lettonne, Bund, etc.). (*N.R.*)

liquidateurs et leurs valets de l'étranger — le groupe du *Goloss* — sabotent maintenant tout C.C. Réussiront-ils ou non dans cette deuxième tâche ? Ce n'est pas tout vu. Les Polonais du Bureau à l'étranger [11] votent pour le plénum. Cela dépend maintenant des Lettons et des bundistes [12], dont on ne connaît pas encore la réponse. Notre représentant au Bureau à l'étranger a présenté et distribué une protestation énergique contre Igor (ci-joint une copie de la déclaration d'Igor et de la protestation).

Le problème était clair. La lutte pour le plénum s'identifiait à la lutte pour la légalité, à la lutte pour le parti. La lutte du groupe du *Goloss* contre le plénum devient la lutte contre une issue de parti à la crise, contre la légalité.

Plékhanov et ses amis [13], que nous avons informés de chaque démarche, sont tout à fait d'accord avec nous en ce qui concerne la nécessité de convoquer le plénum. Ils sont eux aussi pour cette convocation ; le projet de notre action commune en ce sens est discuté maintenant : dans un avenir très proche nous ferons paraître avec Plékhanov et ses amis une déclaration commune ou bien nous enverrons un article à l'Organe central sur ce sujet.

Poursuivons. Le 26 novembre (nouveau calendrier) 1910 Trotski fit passer au club viennois du parti (ainsi appelle-t-on un cercle de trotskistes, d'émigrés à la dévotion de Trotski) une résolution qu'il publia en tirage séparé. Je la joins à cette lettre.

La guerre y est ouvertement déclarée à la *Rabotchaïa Gazéta* [14], l'organe des bolcheviks et du groupe Plékhanov. Les arguments ne sont pas nouveaux. L'affirmation qu'il n'y a plus de « fondement de principe » pour la lutte contre les groupes du *Goloss* et du *Vpériod* est du plus haut comique et de la plus grande hypocrisie. Tous savent bien que les groupes du *Goloss* et du *Vpériod* ne pensaient pas dissoudre leurs fractions, que le groupe du *Goloss* soutient à fond le courant liquidateur, Potressov et Cie, que le groupe du *Vpériod* a organisé (avec des fonds bien connus) une école fractionnelle à l'étranger [15], dans laquelle on enseigne la théorie de Mach, où on enseigne aussi que l'otzovisme est « une nuance légale » (citation textuelle de leur programme), etc., etc.

L'appel de Trotski pour une bonne « entente » dans le travail de parti avec les groupes du *Goloss* et du *Vpériod* est une phrase creuse d'une hypocrisie révoltante. Tout le monde sait bien que pendant toute l'année qui a suivi le plénum, les groupes du *Goloss* et du *Vpériod* ont travaillé (avec le soutien secret de Trotski) « en bonne entente » contre le parti. En fait, seuls les bolcheviks et le groupe Plékhanov ont accompli en bonne entente le travail de parti durant l'année, tant à l'Organe central qu'à la *Rabotchaïa Gazéta*, à Copenhague [16] que dans les organes légaux de Russie.

Pourtant si les attaques de Trotski contre le bloc bolcheviks-groupe Plékhanov ne sont pas nouvelles, nouvelle est la conclusion de sa résolution : le club viennois (alias Trotski) a organisé « un fonds de tout le parti pour la préparation à la convocation d'une conférence du P.O.S.D.R. ».

Voilà ce qui est nouveau. C'est une démarche ouverte en direction du schisme. C'est une violation nette de la légalité du parti et le début d'une aventure de Trotski, qui s'y cassera les reins. Il est clair que c'est le schisme. L'action de Trotski, le « fonds » de Trotski ne sont soutenus que par le *Goloss* et le *Vpériod*. On ne peut parler de participation des groupes Plékhanov et des bolcheviks. Les liquidateurs (le groupe du *Goloss*) ont déjà soutenu Trotski à Zürich, comme on le conçoit. Il est tout à fait possible et plausible que « le fonds » « que l'on sait » du groupe *Vpériod* s'ouvre pour Trotski. Et, comme vous le comprenez, le caractère aventurier de son entreprise s'en trouvera accru.

Il est clair que cette entreprise viole la légalité du parti, car on ne dit pas un mot du C.C. Or seul ce dernier est habilité à convoquer la conférence. En plus, Trotski, en se débarrassant en août 1910 du représentant du C.C. auprès de la *Pravda* [17] s'est privé lui-même de toute légalité et a transformé la *Pravda*, organe soutenu par un représentant du Comité central, en organe purement fractionnel.

Ainsi l'affaire a pris tournure, la situation s'est éclaircie. Le groupe du *Vpériod* a réuni un « fonds » « bien connu » pour la lutte contre le parti, pour la défense d'une « nuance légale » (l'otzovisme). Dans le dernier n° de la *Pravda* (et dans son exposé de Zürich), Trotski multiplie les sourires à l'adresse du *Vpériod*. Les liquidateurs de Russie ont

saboté le C.C. russe. Les liquidateurs de l'étranger veulent saboter le plénum à l'étranger, c'est-à-dire tout C.C. Trotski met à profit cette « violation de la légalité » pour provoquer un schisme de l'organisation en créant « son propre » fonds pour « sa propre » conférence.

Les rôles sont distribués. Le groupe du *Goloss* défend Potressov et Cie, comme une « nuance légale ». Le groupe du *Vpériod* défend l'otzovisme, comme une « nuance légale ». Trotski veut « populairement » défendre les uns et les autres et convoquer sa conférence (peut-être avec de l'argent du *Vpériod*). Triplice (Potressov+Trotski+Maximov) contre biplice (bolcheviks+groupe Plékhanov). La mise en place est terminée, la lutte commence.

Vous comprenez pourquoi je qualifie l'action de Trotski d'aventure. C'est dans tous les sens du terme une aventure. C'est une aventure dans le sens idéologique. Trotski groupe tous les ennemis du marxisme, rassemble Potressov et Maximov qui haïssent le bloc « lénino-plékhanovien » (comme ils aiment à dire). Trotski unit tous ceux qui n'aiment rien tant que la pagaïe dans le domaine des idées, tous ceux qui se moquent éperdument de la défense du marxisme, tous les petits bourgeois qui ne comprennent rien au sens de la lutte en cours et qui ne veulent pas étudier, réfléchir et rechercher les racines idéologiques de cette divergence de vues. En cette période de désaccord, de démembrement et de flottement, Trotski peut facilement paraître le « héros de l'heure », rassembler autour de lui toute la médiocrité. Mais l'échec de cette entreprise sera d'autant plus spectaculaire qu'elle aura été menée plus ouvertement.

C'est une aventure du point de vue politique, du point de vue du parti. Tout permet de conclure aujourd'hui que l'unification réelle du parti n'est possible que sur la base d'un rejet sincère et irréversible de l'otzovisme et du courant liquidateur. Il est clair que Potressov (et les gens du *Goloss*) et le groupe du *Vpériod* n'ont renoncé ni à l'un ni à l'autre. Trotski s'attache à les rassembler et, ce faisant, il se dupe lui-même frauduleusement, dupe le parti, dupe le prolétariat. Trotski, en fait, n'obtiendra rien, si ce n'est le renforcement des groupes antiparti de Potressov et de Maximov. L'échec de cette aventure est inévitable.

Enfin, c'est une aventure au plan de l'organisation. Une conférence réunie grâce au « fonds » de Trotski sans le C.C. est un schisme. Que l'initiative en reste à Trotski. Qu'il en porte la responsabilité.

On peut résumer la situation actuelle du parti en trois mots d'ordre :

1° renforcement et soutien le plus large de l'alliance et du regroupement du groupe Plékhanov et des bolcheviks pour défendre le marxisme, riposter à la désagrégation idéologique, lutter contre les liquidateurs et les otzovistes.

2° lutte pour le plénum, solution légale à la crise du parti.

3° lutte contre l'aventure scissionniste et sans principes de Trotski, qui unit Potressov et Maximov contre la social-démocratie.

Ecrit le 16 (28) décembre 1910 au plus tard.
Publié pour la première fois en 1941 dans le n° 1 de la revue « Proletarskaia Révoloutsia »

Conforme à une copie dactylographiée

LA SITUATION INTÉRIEURE DU PARTI

Le problème de la crise intérieure de notre parti est de nouveau mis au premier plan par la presse social-démocrate étrangère, ce qui provoque force commentaires, embarras et hésitations dans de larges cercles du parti. C'est pourquoi il est indispensable à l'Organe central de donner tous les éclaircissements voulus à ce sujet. L'article de Martov dans le n° 23 du *Goloss* et la prise de position de Trotski, exprimée sous forme de « résolution », imprimée en feuillet séparé du « club viennois » en date du 26 novembre 1910, posent le problème de la crise devant les lecteurs de façon à dénaturer complètement le fond de l'affaire.

L'article de Martov et la résolution de Trotski recouvrent des *actions* pratiques bien définies, des actions *dirigées contre le parti*. L'article de Martov n'est qu'une façon littéraire d'exprimer *la campagne entreprise par le groupe du « Goloss » dans le but de saboter le C.C.* de notre parti. La résolution de Trotski, appelant les organisations locales à la préparation d'une « conférence de tout le parti » en dehors et contre le C.C., est l'expression de ce qu'est le but du groupe *Goloss* : *détruire les institutions centrales détestées des liquidateurs* et, *en même temps qu'elles, le parti aussi, en tant qu'organisation.* Il ne suffit pas de dénoncer ces actions antiparti du groupe du *Goloss* et de Trotski, encore faut-il *lutter* contre elles. Les camarades attachés au parti et à son renouveau doivent de la manière la plus décisive s'élever contre tous ceux qui, en fonction de con-

sidérations et d'intérêts purement fractionnels, s'efforcent de détruire le *parti*.

L'article de Martov « Où avons-nous abouti ? » est une raillerie mal dissimulée des décisions du plénum ; il traduit la jubilation provoquée chez les liquidateurs par les échecs du parti. « On n'a pas réussi *une seule fois à réunir en Russie* le collège de C.C., pourtant peu important en nombre », écrit Martov. Les italiques sont de lui, comme s'il était transporté de la joie que cause aux liquidateurs la proclamation d'un tel fait.

Malheureusement, Martov a raison. Le C.C. russe n'a pas réussi à se réunir. Là où Martov a tort, c'est quand il espère éluder le problème des *responsabilités*. A côté des empêchements policiers à sa réunion, il existait un obstacle *politique*. C'est le refus bien connu de Mikhaïl, Roman et Youri de se présenter, ne *serait-ce* que pour la cooptation, à la séance du Comité central ; c'est la déclaration de ces mêmes personnes disant que « l'existence même du Comité central est nuisible ».

On ne peut contester le fait que le refus de paraître ne serait-ce qu'à la séance de cooptation, le refus de paraître sur l'invitation de gens se débattant dans leur travail avec toutes les machinations de la police est *un sabotage du C.C.* On ne peut contester le fait que cet acte politique, accompagné d'argumentations *de principe*, vient de gens faisant partie du groupe des collaborateurs russes « les plus en vue » du *Goloss* (lettre des *seize* [18] dans le n° 19-20 du *Goloss*), vient d'associés des groupes *légaux* liquidateurs de MM. Potressov et Cie. Tout ceci, ce sont des faits. *C'est le groupe des légalistes indépendants, ennemis de la social-démocratie, qui porte la responsabilité du sabotage du C.C. en Russie.*

Si Axelrod affirme dans le n° 23 du *Goloss* que le « sobriquet » de liquidateur s'emploie « sans distinction », s'il tombe dans l'absurdité au point d'affirmer que nous traitons de liquidateurs des gens personnellement las et accablés par le souci du pain quotidien si, tout en débitant de telles sornettes, *il fait précisément le silence* sur le groupe et les groupes de liquidateurs qui sont *nommés explicitement* dans l'Organe central, alors, il n'y a nul besoin de démontrer la mauvaise foi de tels subterfuges. Si Martov et d'autres

partisans du *Goloss* prétendent « ferrailler » dans leur journal avec les liquidateurs de Russie, voyant dans leurs actions de la « légèreté » (! !), les « exhortant » à attendre encore (Martov parlant de Lévitski dans le n° 23), *et dans le même temps collaborent* pleinement avec eux, la main dans la main, créant ensemble à l'étranger une *fraction* distincte pour lutter contre le parti et pour soutenir les ennemis du parti, M. Potressov et Cie, ceci n'est à nos yeux qu'une manifestation d'hypocrisie politique parmi beaucoup d'autres. Il n'y a pas un homme capable de pensée politique qui puisse dire que M. Milioukov se bat sérieusement contre les *Viékhi* [19] quand il « ferraille » avec eux, les traite « d'esprits légers » et en même temps *travaille* politiquement la main dans la main avec eux. Chacun peut reconnaître qu'en agissant ainsi, M. Milioukov prouve son hypocrisie, mais ne dément en rien sa solidarité politique avec les *Viékhi*. Il n'y a pas un seul homme capable de pensée politique qui prétende que M. Stolypine et son gouvernement se battent sérieusement contre les Cent-Noirs [20] quand ils « ferraillent » avec eux (dans la *Rossia* [21]), les accusent de « légèreté », mais en même temps *travaillent* la main dans la main avec eux. Chacun peut reconnaître que M. Stolypine et le gouvernement tsariste ne prouvent en cela que leur hypocrisie, sans fournir le moindre argument contre leur solidarité politique avec les partisans de Pourichkévitch.

Mais si tous peuvent se rendre compte de l'hypocrisie politique du *Goloss*, *l'allusion* de Martov à « la légalité qui tue » les représentants officiels du parti, ne peut être claire pour 999 lecteurs sur 1 000, car cette allusion est volontairement obscure.

L'Organe central se doit de dissiper le brouillard qui enveloppe les affaires du parti, afin que *tous* comprennent en quoi consistent les divergences.

Martov veut dire *qu'en dehors* d'une décision du C.C., il n'y a *aucune* issue légale de parti à la crise. Et que, par conséquent, *si* les liquidateurs russes ont réussi à saboter le C.C. en Russie (*et si les liquidateurs de l'étranger réussissent à saboter la convocation du C.C. ne serait-ce qu'à l'étranger*), la situation deviendra alors sans issue légale possible. Et Martov triomphe à l'avance : le C.C. est définiti-

vement saboté, dit-il, *il n'y a pas* d'issue légale, la partie est gagnée pour les liquidateurs.

Martov va trop vite en besogne. La *langue* lui démange de dire tout haut ce que l'*esprit* de M. Potressov et autres ennemis du parti a conçu.

Oui, Martov a raison ! L'unique issue à la crise du parti peut être trouvée par le Comité central. Ainsi donc, étant donné les obstacles policiers et politiques que nous avons vus plus haut, si le C.C. ne peut se réunir en Russie, il faut le réunir à l'étranger. C'est le *seul* moyen de sortir de la crise. Et l'un des courants existant à l'intérieur du parti, celui des bolcheviks, en concluant au dernier plénum du C.C. un traité d'action commune au service du parti en dehors des fractions, avait fait un pas en direction de l'unique issue possible de la crise. Les représentants du courant bolchevique mirent les biens de la fraction bolchevique à la disposition du parti *à la condition que*, simultanément à la suppression du centre de la fraction bolchevique, interviendrait celle des centres des fractions menchevique (groupe du *Goloss*) et otzoviste (groupe du *Vpériod*). *Cette condition n'a pas été respectée.* Bien au contraire, le journal *Goloss Sotsial-Démocrata*, qui dirige la fraction du même nom, se mit à protéger et à couvrir ces ennemis intérieurs du parti que le plénum du C.C., à l'unanimité, nous avait chargé de combattre de la manière la plus catégorique, comme des déviations bourgeoises et hostiles au parti. Etant donné une violation si évidente des conditions de l'accord conclu au plénum entre toutes les tendances et groupes du parti, étant donné la politique si clairement antiparti de l'un des groupes qui avaient conclu le contrat, les bolcheviks considérèrent comme indispensable d'exiger la restitution de l'argent qu'ils avaient remis sous condition au parti un an auparavant. Le 5 décembre 1910, ils déposèrent une demande dans ce sens au Bureau du C.C. à l'étranger. Les bolcheviks ont-ils eu raison ou non de le faire, à l'instance prévue par le plénum d'en juger. L'essentiel est que *maintenant*, depuis la déposition de cette demande par les représentants de la tendance bolchevique, la convocation du plénum du C.C. à l'étranger se révèle non seulement comme *requise* pour trouver une solution à la crise intérieure du parti, mais comme *requise* de toutes les ten-

dances et groupes ayant conclu l'accord du 6 janvier 1910, *consacrée par leur propre engagement à ce sujet, par la résolution qu'ils ont prise eux-mêmes à l'unanimité* *. La convocation du plénum du C.C. est devenue non seulement une nécessité *pour le Parti*, elle est devenue *une obligation juridique*. Nous voyons de nouveau qu'*il ne peut pas y avoir d'autre issue légale à la situation que la convocation du plénum du C.C....*

Et c'est ici que la politique du *Goloss* a été mise d'un coup en évidence.

Conformément à l'arrêté si clair et si peu ambigu du C.C., il ne restait, semble-t-il, au Bureau du C.C. à l'étranger, étant donné la demande des bolcheviks, qu'à convoquer le plénum et, au cas seulement où les tentatives de convocation n'auraient pas abouti à un résultat dans un délai de trois mois, à recourir à l'autre moyen envisagé par le Comité central pour trouver une solution au problème. Mais le groupe du *Goloss* adopta une autre ligne de conduite.

Le 12 décembre, Igorev, du *Goloss*, membre du Bureau du C.C. à l'étranger, fit connaître par écrit qu'il était *contre la convocation du plénum*, qu'il n'acceptait que la commission !

Le *Goloss* laisse passer le bout de l'oreille : le plénum est souverain, et, une fois réuni, *il peut* trouver une issue *légale* à la crise, à la situation impossible des affaires en Russie. La commission, elle, *n'est pas* souveraine, n'a aucun droit (en dehors de l'examen des prétentions des bolche-

---

* Le fait est qu'a été conclu au plénum un accord du C.C. avec des représentants précis de la tendance bolchevique sur la remise *sous condition* de leurs biens au parti, que cet accord a été reconnu comme une *loi* du parti, une source de *légalité*. Cet accord a été publié dans l'Organe central (n° 11) en même temps que toute la procédure prévue par le plénum pour la mise en œuvre de cet accord. Ce qui est important, c'est qu'il a été prévu qu'au cas où les bolcheviks porteraient plainte contre une *violation des conditions* d'unification par les groupes du *Goloss* et du *Vpériod*, il y aurait *convocation* du plénum (à l'étranger). « Si pour telle ou telle raison on n'arrive pas, dit l'arrêté du plénum paru dans le n° 11 de l'Organe central, dans un délai de trois mois à compter de la demande des représentants de la tendance bolchevique à organiser le plénum » une commission particulière « sera convoquée ».

viks à recouvrir leur argent), *ne peut* trouver *aucune* issue *légale à la* crise.

Il en advint comme d'après le proverbe : on est puni par où l'on a péché.

Martov n'a pas eu le temps de signaler au parti la situation sans issue, semblait-il, au sens légal du terme, dans laquelle les liquidateurs auraient été si heureux de voir le parti officiel, *qu'un partisan du « Goloss », Igorev, y tombe justement* !

Les liquidateurs russes ont saboté le C.C. en Russie. Maintenant les liquidateurs de l'étranger sabotent aussi la convocation du C.C. à l'étranger. Les liquidateurs triomphent, savourant à l'avance une joie suprême (pour Stolypine et les liquidateurs) : l'absence de *tout* C.C. Quelle félicité pour M. Potressov et Cie, pour la fraction du *Vpériod* !

Nous n'allons pas nous arrêter ici sur les subterfuges d'Igorev et sur la réfutation qu'en fait dans sa contre-déclaration un bolchevik membre du Bureau du C.C. à l'étranger *. Nous remarquerons seulement qu'Igorev a été assez courtois pour nous exprimer clairement sa protestation même contre un plénum *convoqué d'après les statuts généraux* (pour cela il faut l'unanimité du Bureau du C.C. à l'étranger), et non seulement contre un plénum découlant de la décision spéciale prévoyant le cas de demande de restitution des fonds. Igorev considère la convocation du plénum comme « peu pratique », etc. Cela se comprend : pour les liquidateurs, c'est notre parti illégal lui-même qui est terriblement « peu pratique ». Le plénum sera principalement composé d'émigrés : tel est le deuxième « argument » d'Igorev. Mais cela n'empêche pas le groupe du *Goloss* de soutenir de toutes ses forces le projet de convocation par Trotski, envers et contre le Comité central, d'une conférence « de tout le parti » limitée à des émigrés...

Le groupe du « *Goloss* » *dans tous les cas* a décidé de saboter *tout* C.C. !

Nous devons, en plus, attirer l'attention des membres du parti sur un problème plus général, celui de la situation

* Ce dernier camarade, dans une lettre à la rédaction de l'Organe central, nous demande de l'aider à faire connaître au parti les essais de sabotage de la convocation du plénum par le *Goloss*.

au sein du P.O.S.D.R. Comme tout parti révolutionnaire, notre parti ne peut exister et se développer qu'à condition que les révolutionnaires aient le *désir* élémentaire de s'aider les uns les autres dans l'accomplissement des actions *communes*.

Si les statuts et décisions du parti (autrement dit la « légalité » du parti) servent non pas à *faciliter* ce travail en commun, mais à chercher des *chicanes*, qui permettent de le *freiner* à l'intérieur des plus importants collèges du parti, le travail du parti se transforme en indigne comédie. N'importe quel autre parti, aux prises avec des difficultés de convocation du Comité central, aurait aussitôt imaginé des dizaines de formes et de moyens pour contourner les obstacles mis par la police et se serait mis à rechercher de nouvelles méthodes de travail. Chez nous les membres opposants font *au sein du parti* bénéficier de leurs services les uns MM. Potressov et C^ie^, les autres les otzovistes proprement dits et les demi-anarchistes, tous situés *en dehors* du parti. La « légalité » se transforme chez des gens comme Igorev, du *Goloss*, en moyen de nuire au parti *de l'intérieur*, de freiner son travail, d'aider Potressov et ses émules à détruire le parti *. Une situation semblable est intolérable. Et ce ne seront pas « les résolutions bien intentionnées », dont se moque à bon droit le même Martov, qui y remédieront. Pour remédier à une situation, il faut avant tout la *comprendre*. Il faut comprendre pourquoi il est ridicule, indécent et absurde de rédiger des résolutions bien intentionnées sur un travail commun avec des personnages du genre Potressov et C^ie^. Une fois que le parti aura compris qu'il y a ici deux politiques incompatibles, qu'il s'agit de choisir entre social-démocratie et libéralisme, il ne tardera plus à trouver une solution. Alors nous saurons instaurer une « légalité » qui *ne servira pas* aux liquidateurs à tendre des embûches au parti.

Vraiment, on peut *remercier* M. Potressov et ses amis

* Et quand Martov se moque des institutions officielles du parti, en disant que « la légalité les tue », il *a raison dans la mesure* où le travail fécond est tué par des formes « légales » (c'est-à-dire créées par les statuts du parti ou par une décision du plénum) d'institutions qui *permettent* à Mikhaïl, Roman et Youri, aux partisans du *Goloss* (par l'intermédiaire d'Igorev) de paralyser le travail, etc.

ainsi qu'Igorev de faciliter au parti la *compréhension* de tout cela.

L'intervention de Trotski, sans aucun rapport *extérieurement* avec les railleries de Martov à propos des échecs du parti, ni avec le sabotage du C.C. par le groupe du *Goloss*, est en fait lié avec l'un comme avec l'autre d'un lien indissoluble, du lien « de l'intérêt ». Beaucoup dans le parti ne comprennent encore pas où est le lien. La résolution de Vienne du 26 novembre 1910 les y aidera sans doute.

La résolution comprend trois parties : 1° déclaration de guerre à la *Rabotchaïa Gazéta* (incitation à lui « opposer une *résistance décisive* », « comme à de nouvelles entreprises fractionnelles », *dixit* Trotski) ; 2° polémique contre la ligne du « bloc » bolcheviks-Plékhanov ; 3° communication de la décision de « la réunion du club viennois » (c'est-à-dire Trotski et son cercle) « d'organiser un fonds général du parti pour la préparation et la convocation d'une conférence du P.O.S.D.R. »

Nous passons sur la première partie. Trotski a tout à fait raison de dire que la *Rabotchaïa Gazéta* est « une entreprise privée » et qu'elle « *n'est pas habilitée à parler au nom du parti dans son ensemble* ».

Seulement Trotski a tort d'oublier que lui-même et sa *Pravda* n'y sont pas *non plus* habilités. Il a tort de passer sous silence, en rappelant que le plénum avait reconnu l'utilité du travail de la *Pravda*, le fait que le plénum avait nommé un *représentant du C.C.* à la rédaction de la *Pravda*. L'omission de ce point dans un rappel des décisions du plénum concernant la *Pravda* ne peut être considérée que comme une *mystification des ouvriers*. Et la mauvaise foi de Trotski est d'autant plus grande que c'est lui-même, en *août* 1910, qui *a éloigné* de la *Pravda* le représentant du C.C. Depuis cet événement, depuis la *rupture* des liens entre la *Pravda* et le C.C., le journal de Trotski n'est plus rien d'autre qu'« une entreprise privée », qui, d'ailleurs, ne s'est pas acquittée des responsabilités qu'elle avait assumées. Tant que le C.C. ne se réunira pas à nouveau, *il n'y a pas* d'autre juge pour les relations entre la *Pravda* et le C.C. que le *représentant* du C.C., nommé par le plénum, et qui *a qualifié le comportement de Trotski d'antiparti.*

Voilà ce qu'on peut dire de la question soulevée si à propos par Trotski, à savoir : qui « est habilité à parler au nom du parti dans son ensemble ».

Ce n'est pas tout. Puisque (et tant que) le C.C. russe est saboté par ces liquidateurs que sont les légalistes indépendants, puisque (et tant que) le C.C. à l'étranger est saboté par le *Goloss*, *l'unique* instance habilitée à parler « au nom du parti dans son ensemble » reste l'*Organe central*.

Et c'est pourquoi nous déclarons *au nom du parti dans son ensemble* que Trotski mène une politique antiparti, qu'il *foule* aux pieds la *légalité* du parti, qu'il s'engage dans la voie de l'*aventure* et du *schisme*, quand, dans sa résolution, sans faire la moindre mention du C.C. (comme s'il s'était déjà arrangé avec le *Goloss* pour que le C.C. soit saboté), il annonce au nom d'un *seul* des groupes de l'*étranger* « l'*organisation d'un fonds* pour la convocation d'une conférence du P.O.S.D.R. ». Si les efforts des liquidateurs en vue de saboter le Comité central étaient couronnés de succès, nous déclarerions aussitôt, en tant qu'unique instance habilitée à parler au nom du parti dans son ensemble, que nous ne prenons *aucune* part au « fonds » ni à l'entreprise de Trotski, et que nous ne considérerions comme représentant *tout le parti* qu'une conférence convoquée par l'*Organe central*, et non par le cercle de Trotski *.

Mais tant que la suite des événements n'apportera pas une réponse définitive à la question du sabotage du C.C., il y a espoir d'une issue tout à fait conforme à la *légalité* du parti.

En appelant les membres du parti à une lutte décisive pour cette issue légale, nous entreprendrons d'expliquer les « causes principales » des divergences d'opinions que le *Goloss* et Trotski s'empressent de pousser jusqu'au schisme, l'un en sabotant le C.C., l'autre en l'ignorant et en « organisant un fonds » pour la convocation d'une « conférence du P.O.S.D.R. » (tenez-vous bien !) par le cercle de Trotski.

Trotski écrit dans sa résolution que la lutte que mènent

---

* Il va sans dire qu'une conférence représentant authentiquement tout le parti, convoquée le plus *rapidement* possible par le Comité central du Parti, est *indispensable*.

« les léninistes et les plékhanoviens » (en substituant des *noms propres* aux *tendances* que sont le bolchevisme et le menchevisme proparti, Trotski croit exprimer son dédain, mais manifeste en fait qu'il n'a rien compris) est « privée à l'heure actuelle de toute base de principe ».

Et c'est à l'explication de ces bases de principes que l'Organe central appelle les social-démocrates de toutes les Russies : occupons-nous justement de cette intéressante question pendant que la convocation du plénum donne lieu à une lutte « sans intérêt » !

Nous allons relever dans leur ensemble les prétextes invoqués par Trotski pour déclarer la lutte de l'Organe central privée de toute base de principe :

... « Parmi *tous* (souligné par Trotski) les courants du parti s'est profondément enracinée la conviction de la nécessité d'une restauration de l'organisation illégale, de la conjonction des actions légales et illégales, de la mise en application d'une tactique social-démocrate conséquente. Ces directives essentielles ont été fixées par le dernier plénum à l'*unanimité*.

« La difficulté réside maintenant, un an après le plénum, non dans la proclamation de ces vérités, mais dans *leur mise en pratique*. Le meilleur moyen d'y arriver, c'est de faire travailler en bonne harmonie tous les groupes du parti : *Goloss*, « plékhanoviens », « léninistes », *Vpériod*, militants hors fractions, car le parti est déjà sorti spirituellement de l'enfance, et il est temps pour tous ses membres de se penser et d'agir en qualité de *social-démocrates révolutionnaires*, patriotes de leur parti, sans autres dénominations fractionnelles. Et cette collaboration doit se dérouler dans le cadre du parti, et non autour d'organes fractionnels. »

Voici comment des paroles justes peuvent se dégrader en un creux verbiage qui dissimule une contre-vérité flagrante et mystifie au plus haut point aussi bien ceux qui se délectent à ce verbiage que le parti tout entier.

Car c'est réellement une *contre-vérité* hurlante de dire que parmi *toutes* les tendances du parti s'est renforcée la conviction de la nécessité du rétablissement de l'organisation illégale. Chaque n° du *Goloss* montre que les personnes réunies autour de cet organe considèrent le groupe Potressov et C^ie^ comme une *tendance du parti* et que, bien plus, ils prennent part *systématiquement* à ses « activités ». N'est-il pas comique, n'est-il pas honteux maintenant, un an après le plénum, de jouer à cache-cache, de s'égarer et d'égarer

les ouvriers, de se payer de stratagèmes verbales quand il s'agit de « *mise en pratique* », et non de phrases ?

Oui ou non, Trotski considère-t-il Potressov et ses semblables, cités nommément par l'Organe central, comme « une tendance du parti » ou non ? Cette question relève justement de la « mise en pratique » des décisions du plénum, et l'Organe central *l'a déjà posée depuis un an* clairement, en termes précis, sans ambiguïté, de façon à prévenir tout échappatoire.

Trotski s'efforce chaque fois de s'en tirer par un silence ou une belle phrase, car *il lui faut cacher* aux lecteurs et au parti *la vérité*, c'est-à-dire que les groupes de M. Potressov, des Seize et autres sont absolument indépendants du parti, qu'ils constituent des fractions totalement détachées, que non seulement ils ne rétablissent pas l'organisation illégale, mais font obstacle à sa reconstitution et ne suivent *aucune* tactique social-démocrate. Trotski doit cacher au parti la vérité, à savoir que le groupe du *Goloss* représente une fraction de l'étranger tout aussi isolée du parti et pratiquement au service des liquidateurs de Russie.

Et le groupe du *Vpériod* ? Trotski sait très bien qu'eux aussi, *depuis* le plénum, ont renforcé et développé leur fraction propre, avec des moyens indépendants du parti, avec leur propre école fractionnelle, où on n'enseigne pas du tout « une tactique social-démocrate conséquente », mais que « l'otzovisme est une tendance légale », où on enseigne les conceptions otzovistes du rôle de la III^e^ Douma et les points de vue exprimés dans la plate-forme fractionnelle du *Vpériod*.

Trotski passe sous silence cette vérité incontestable qui va à l'encontre des buts *réels* de sa politique. Or ces buts réels se précisent de plus en plus et deviennent évidents même pour les proparti les moins perspicaces. Ces buts réels, *c'est le bloc antiparti de Potressov et C^ie^ et du « Vpériod »*, soutenu et organisé par Trotski. L'acceptation des résolutions de Trotski (dans le genre de celle de Vienne) par le groupe du *Goloss*, les coquetteries de la *Pravda* avec le groupe du *Vpériod*, les racontars de la *Pravda* disant qu'en Russie n'existeraient que des partisans du *Vpériod* et de Trotski, la publicité faite par la *Pravda* à l'école fractionnelle du groupe du *Vpériod*, le soutien direct de l'école

du *Vpériod* par Trotski, ce sont des faits qu'on ne peut cacher longtemps. La vérité finit toujours par percer.

Le contenu de la politique de Trotski est « de faire travailler en bonne harmonie » la *Pravda* et les fractions de MM. Potressov et du *Vpériod*. Les rôles sont clairement distribués dans ce bloc : les Potressov et autres continuent indépendamment du parti leur travail légaliste, leur sabotage de la social-démocratie, les gens du *Goloss*, eux, constituent la section étrangère de cette fraction, quant à Trotski, il prend pour lui le rôle de l'avocat assurant au public naïf que « parmi *tous* les courants du parti s'est profondément enracinée » une « tactique social-démocrate conséquente ». Le groupe du *Vpériod* a de la même façon un avocat qui défend la liberté de leur école fractionnelle, qui dissimule leur politique par des phrases banales et trompeuses. Ce bloc, bien sûr, soutiendra le « fonds » de Trotski et la conférence antiparti qu'il compte convoquer, car MM. Potressov et le groupe du *Vpériod* ont ici tout ce qu'ils veulent : la liberté pour leurs fractions, leur consécration, la couverture de leur activité, les services d'un avocat pour plaider leur cause devant les ouvriers.

Et c'est justement du point de vue des « bases de principe » que nous ne pouvons pas ne pas considérer ce bloc comme de l'*aventurisme* dans le sens le plus exact du terme. Trotski *n'ose* pas dire qu'il voit de véritables marxistes, de réels défenseurs des principes de la social-démocratie en Potressov, dans les otzovistes. L'essentiel de la position d'un aventurier est de se trouver en état de faux-fuyant permanent. Car tout un chacun voit et sait que MM. Potressov et Cie et les otzovistes ont *tous* leur ligne *à eux* (une ligne antisocial-démocrate) et la *suivent*, tandis que les diplomates du *Goloss* et du *Vpériod* ne servent à rien, si ce n'est de couverture.

La cause la plus profonde de l'échec auquel *ne peut manquer* d'aboutir le nouveau bloc, quel que soit son succès auprès des éléments petits-bourgeois, quels que soient les fonds qu'ait pu réunir Trotski, avec l'aide des « sources » *Vpériod* et Potressov, consiste dans le fait que ce bloc est *sans principes*. C'est de plein droit, et non par hasard, que la théorie du marxisme, « *les bases de principe* » de toute notre conception du monde, de tout le programme de notre

parti, de notre tactique, se sont trouvés placées à l'une des premières places de toute la vie du parti. C'est en vertu d'une nécessité et non d'un hasard qu'après l'échec de la révolution, dans *toutes* les classes de la société, parmi les *masses* populaires les plus larges, s'est éveillé un grand intérêt pour les ressorts profonds de tout le système des idées, y compris les questions religieuses et philosophiques, y compris les *principes* de notre enseignement marxiste *dans son ensemble*. C'est en vertu d'une nécessité, et non d'un hasard, que les masses, plongées par la révolution dans une lutte acharnée sur le plan de la tactique, manifestèrent à une époque dépourvue d'actions au grand jour des masses, le besoin de connaissances *théoriques générales*. Il faut de nouveau expliquer à ces masses *les bases* du marxisme, il faut de nouveau mettre en avant la défense de la théorie du marxisme. Si Trotski déclare le rapprochement des mencheviks proparti et des bolcheviks « politiquement vide de sens » et « instable », cela montre simplement la profondeur de son ignorance, cela dépeint simplement sa propre absence de sens. Ce sont justement les bases de principe du marxisme qui ont triomphé dans la lutte des bolcheviks contre les idées antisocial-démocrates du *Vpériod* et dans la lutte des mencheviks proparti contre Potressov et le *Goloss*. C'est justement ce rapprochement sur la question des *fondements de principe* du marxisme qui a servi de *base réelle* au travail mené en bonne harmonie par les mencheviks proparti et les bolcheviks pendant toute l'année qui a suivi le plénum. Ce ne sont pas là des paroles ni des promesses, ou des « résolutions bien intentionnées », mais un fait. Et quelles que soient les divergences entre bolchevisme et menchevisme dans le passé et dans le futur (il n'y a que des aventuriers pour faire *miroiter* aux yeux de la foule la disparition des divergences, leur « liquidation » au moyen d'une résolution) ce fait historique, on ne peut l'effacer. Seul le développement interne des fractions les plus importantes *elles-mêmes*, seule *leur propre* évolution idéologique peut faire entrevoir la disparition future des fractions grâce à leur rapprochement, à leur mise à l'épreuve au cours du travail commun. Et cela a commencé après le plénum. Nous n'avons *encore pas* vu le travail en bonne harmonie de Potressov, du *Vpériod* et de Trotski,

et n'avons vu qu'une diplomatie de cercle, des jeux sur les mots, une solidarité dans les faux-fuyants. En l'espace d'un an, le parti a été témoin du travail en bonne harmonie des mencheviks proparti avec les bolcheviks. Tous ceux qui sont capables de reconnaître la valeur du *marxisme*, tous ceux qui ont à cœur les « bases de principe » de la social-démocratie ne douteront pas un seul instant que les 9/10 des ouvriers des *deux* fractions seront pour *ce* rapprochement.

Le bloc formé par Potressov, Trotski et le groupe du *Vpériod* est justement une aventure du point de vue des « bases de principe ». Ce n'est pas moins vrai du point de vue des tâches *politiques*, des tâches *du parti*. Ces tâches ont véritablement été fixées par le plénum à *l'unanimité*, mais elles ne se réduisent absolument pas à une phrase aussi banale que la conjonction des actions légales et illégales (les cadets aussi unissent la légale *Retch* [22] avec l'illégal Comité central « cadet »), que Trotski choisit exprès pour complaire à Potressov et consorts et au groupe du *Vpériod*, qui n'ont rien contre les phrases vides et les banalités.

« Le contexte historique du mouvement social-démocrate au moment de la contre-révolution bourgeoise, dit la résolution du plénum, fait naître inévitablement, comme expression de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, d'un côté, la négation du parti social-démocrate illégal, la dépréciation de son rôle et de sa signification, des tentatives d'amputer les tâches de programme et de tactique et les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire, etc., et d'un autre côté, la négation du travail de la social-démocratie à la Douma et de l'utilisation des possibilités légales, l'incompréhension de l'importance de l'un et de l'autre, l'incapacité d'adapter la tactique révolutionnaire social-démocrate aux conditions historiques spécifiques du moment présent... »

Après *une expérience d'un an*, on ne peut se dérober à la nécessité de répondre franchement à la question de la signification *réelle* de ces indications. On ne peut oublier qu'au plénum *tous* les nationaux (auxquels s'associait alors Trotski, lui qui s'associe éternellement à *toute* majorité du moment) avaient fait une déclaration écrite disant qu'« *au fond* il serait souhaitable de nommer courant liquidateur le courant mentionné dans la résolution et contre lequel il faut lutter ».

L'expérience de l'année qui a suivi le plénum a montré en fait que ce sont justement les groupes de Potressov et la fraction du *Vpériod* qui *incarnent* cette influence bourgeoise sur le prolétariat. *Éluder* ce fait évident est précisément de l'aventurisme, car personne encore jusqu'à présent ne s'est décidé à dire tout crûment que Potressov et Cie *n'ont pas* une ligne de liquidateurs, et que la reconnaissance de l'otzovisme comme « nuance légale » *est conforme* à la ligne du parti. Nous n'avons pas vécu en vain cette année d'après le plénum. Nous avons une expérience plus riche. Nous avons vu se manifester *dans la réalité* les tendances alors constatées. Nous avons vu des *fractions* incarner ces tendances. Et les *paroles* sur « le travail en bonne harmonie » de ces fractions *antiparti* dans un esprit soi-disant « de parti » ne peuvent plus désormais tromper des couches d'ouvriers tant soit peu importantes.

Enfin, troisièmement, la politique de Trotski est une aventure du point de vue *organisation* car, comme nous l'avons déjà montré, elle foule aux pieds la légalité du parti, et, en organisant une conférence au nom d'un seul groupe à l'étranger (ou bien au nom du bloc de *deux* fractions antiparti, les groupes du *Goloss* et du *Vpériod*), elle marche droit au schisme. Mandatés pour parler au nom du parti dans son ensemble, nous sommes tenus de défendre jusqu'au bout la légalité du parti. Mais nous ne voulons absolument pas que des formes légales dissimulent aux membres du parti le *fond* de l'affaire. Au contraire, c'est justement sur le *fond* de l'affaire, constitué par le *bloc* du *Goloss* et du *Vpériod* en vue de protéger la pleine liberté d'action liquidatrice de M. Potressov et de destruction otzoviste du parti, que nous attirons *principalement* l'attention des social-démocrates.

Nous appelons tous les social-démocrates à une lutte décisive pour la légalité dans le parti, contre le bloc antiparti, au nom des bases de principe du marxisme et de la démarcation de la social-démocratie vis-à-vis du libéralisme et de l'anarchisme.

P.-S. La parution de l'article ci-dessus imprimé en tirage à part (ce qui a été fait sur la base du scrutin de la majorité de la rédaction : — deux représentants de la tendance bolchevique et un représentant de l'organisation

polonaise) a amené les deux autres membres de la rédaction, partisans du *Goloss*, à émettre une protestation également parue en feuillet séparé. Dans ce feuillet, les auteurs, sans examiner le contenu de l'article « *La situation intérieure du parti* », accusent la majorité de la rédaction : 1° de violer leurs droits formels de corédacteurs, 2° d'accomplir « une délation policière ». Nous considérons que le mieux, puisque la dispute a lieu non pas sur le plan des principes et de la tactique, mais dans le cadre d'intrigues au sein de l'organisation et d'accusations personnelles, est de la transmettre entièrement au Comité central. Nous pensons que, sans attendre la décision du C.C. à ce sujet, tous les camarades appartenant *authentiquement au parti* pourront apprécier à leur juste valeur les méthodes de « polémique » des deux rédacteurs Martov et Dan.

Rédigé le 15 (28) décembre 1910 au plus tard.
Publié le 23 ou le 24 décembre 1910 (5 ou 6 janvier 1911) en tirage séparé du n° 19 du « Social-Démocrate »

Conforme au texte du tirage, collationné avec le texte imprimé dans le supplément au n° 19-20 du « Social-Démocrate »

DE CERTAINES PARTICULARITÉS DU DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DU MARXISME [23]

Notre doctrine, disait Engels de lui-même et de son célèbre ami, n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Cette formule classique souligne avec force et de façon saisissante un aspect du marxisme que l'on perd de vue à tout instant. Dès lors, nous faisons du marxisme une momie difforme et mutilée, nous évacuons son âme vivante, nous sapons ses bases théoriques fondamentales que sont la dialectique, la théorie de l'histoire en tant que mouvement plein de contradictions et auquel rien n'échappe ; nous affaiblissons son lien avec les problèmes pratiques et précis de l'époque, susceptibles de se modifier à chaque nouveau tournant.

Or, de nos jours précisément, on rencontre très fréquemment, parmi ceux qu'intéressent les destinées du marxisme en Russie, des gens qui perdent de vue cet aspect. Pourtant, tout le monde se rend compte qu'en ces dernières années, la Russie a connu des bouleversements qui ont modifié à une allure et d'une façon vraiment déconcertantes la situation, le contexte social et politique dont dépendent d'une manière directe et immédiate les conditions de l'action et, par conséquent, les tâches de cette action. Bien entendu, je ne parle pas des tâches générales et essentielles qui ne changent pas aux tournants de l'histoire, dès l'instant que ne se modifie pas le rapport fondamental des

classes. Il est bien évident que l'orientation générale de l'évolution économique (et pas seulement économique) de la Russie de même que le rapport fondamental des différentes classes de la société russe ne se sont pas modifiés au cours, mettons, de ces six dernières années.

Mais les tâches de l'action immédiate et directe se sont très nettement modifiées pendant cette période, en fonction des changements de la situation sociale et politique concrète ; les mêmes aspects du marxisme, doctrine vivante, *ne pouvaient pas dès lors* demeurer au premier. plan.

Pour plus de clarté, voyons quels furent les changements intervenus dans la situation sociale et politique concrète en ces dix dernières années. Il est aisé de constater que cette période se divise nettement en deux triennats : l'un se termine à peu près dans l'été de 1907, l'autre, dans l'été de 1910. Le premier triennat est caractérisé, du point de vue purement théorique, par une transformation rapide des traits essentiels du système politique de la Russie, l'allure de cette transformation étant très heurtée, avec des oscillations d'amplitude très forte dans les deux sens. La base sociale et économique de ces changements de la « superstructure » a été une action de masse, franche et imposante, comme on en voit rarement dans l'histoire, action de *toutes* les classes de la société russe dans les domaines *les plus divers* (à la Douma, en dehors de la Douma, dans la presse, dans les syndicats, dans les réunions, etc.).

Par contre, le deuxième triennat est caractérisé — nous nous bornons ici, répétons-le, à un point de vue « sociologique » purement théorique — par une évolution si lente qu'elle équivaut presque à la stagnation. Aucune transformation tant soit peu sensible du régime politique. Aucune ou presque aucune action franche et diversifiée des *classes* dans la plupart des « arènes » où elle s'était exercée dans la période précédente.

Le point commun à ces deux périodes, c'est que l'évolution de la Russie est restée, dans l'une comme dans l'autre, l'ancienne évolution capitaliste. La contradiction entre cette évolution économique et l'existence de tout un ensemble d'institutions féodales, à caractère médiéval, n'a

pas été supprimée ; elle s'est maintenue, et la relative pénétration de l'élément bourgeois dans diverses institutions, loin de l'effacer, n'a fait plutôt que l'aggraver.

La différence entre l'une et l'autre période, c'est que pendant la première, l'action historique a été dominée par la question du résultat auquel aboutiraient les transformations rapides et brutales mentionnées ci-dessus. Le fond de ces transformations ne pouvait qu'être bourgeois, en raison du caractère capitaliste de l'évolution de la Russie. Mais il y a bourgeoisie et bourgeoisie. La bourgeoisie grande et moyenne, qui s'en tenait à un libéralisme plus ou moins modéré, redoutait, en raison même de sa situation sociale, les transformations brusques, et s'employait à conserver des vestiges importants des vieilles institutions, tant dans le régime agraire que dans la « superstructure » politique. La petite bourgeoisie rurale, étroitement mêlée à la paysannerie qui vit « du travail de ses mains », ne pouvait pas ne pas aspirer à des transformations bourgeoises d'un *autre genre*, laissant beaucoup moins de place aux survivances féodales de toute sorte. Les ouvriers salariés, dans la mesure où ils adoptaient une attitude consciente envers ce qui se passait autour d'eux, ne pouvaient manquer d'avoir une opinion bien définie sur ce choc de deux tendances qui, restant l'une et l'autre dans le cadre du régime bourgeois, ne lui conféraient pas moins des formes absolument différentes, un rythme différent d'évolution, un contenu progressiste de plus ou moins grande portée.

Ainsi, la période triennale précédente a mis au premier plan du marxisme, non par hasard, mais par nécessité, les questions que l'on a coutume d'appeler questions de tactique. Rien n'est plus erroné que l'opinion selon laquelle les discussions et les divergences de vue sur ces problèmes auraient été des discussions d'« intellectuels », une « lutte pour l'influence sur le prolétariat encore peu averti », une « adaptation des intellectuels au prolétariat », comme le croient les gens des *Viékhi* et leurs amis. Au contraire, c'est parce que cette classe a atteint sa maturité qu'elle n'a pu rester insensible au choc des deux tendances de toute l'évolution bourgeoise de la Russie, et que les idéologues de cette classe devaient nécessairement donner des définitions théoriques correspondant (de près

ou de loin, par image directe ou renversée) à ces diverses tendances.

Au cours du deuxième triennat, il *n'a pas été* question du choc des diverses tendances de l'évolution bourgeoise de la Russie, ces *deux* tendances ayant été écrasées par le déchaînement de la réaction brutale, mises en veilleuse, refoulées en elles-mêmes, momentanément étouffées. Les suppôts de la réaction n'ont pas seulement rempli le devant de la scène ; ils ont empli aussi le cœur des plus larges milieux de la société bourgeoise d'un sentiment d'abattement et de renoncement, très bien incarné par les *Viékhi*. Extérieurement, on n'a pas assisté à l'affrontement de deux méthodes de réforme, mais à la perte de tout espoir d'une réforme quelconque, au triomphe de l'esprit de « soumission » et de « repentir », de l'engouement pour les doctrines antisociales, de la mode du mysticisme, et autres phénomènes analogues.

Et ce changement singulièrement brutal ne fut ni un hasard, ni uniquement le résultat d'une pression « extérieure ». La période précédente avait remué si profondément les couches de la population restées, pendant des générations, pendant des siècles, à l'écart des problèmes politiques, étrangères à ces problèmes, que la « remise en cause des valeurs », le réexamen des problèmes fondamentaux, le regain d'intérêt pour la théorie, pour l'a b c, pour l'étude des rudiments, ont fait leur apparition de façon naturelle et nécessaire. Les millions de gens qui avaient été brusquement réveillés de leur long sommeil et confrontés sans transition aux problèmes les plus graves, ne purent se maintenir longtemps à cette hauteur ; ils avaient forcément besoin de souffler, de revenir aux questions élémentaires, de suivre une nouvelle préparation qui leur permît de « digérer » des leçons si riches et d'offrir la possibilité à des masses encore plus considérables d'avancer plus loin, cette fois d'un pas beaucoup plus ferme, plus conscient, plus assuré, plus droit.

La dialectique du développement historique a voulu que la première période ait pour mission la réalisation des réformes urgentes dans tous les domaines de la vie du pays, et la seconde, l'élaboration de l'expérience acquise, son assimilation par des milieux plus larges, sa pénétration,

si l'on peut s'exprimer ainsi, dans le sous-sol, dans les secteurs arriérés des différentes classes.

C'est précisément parce qu'il n'est pas un dogme mort, une doctrine achevée, toute prête, immuable, mais un guide vivant pour l'action, que le marxisme ne pouvait manquer de refléter le changement singulièrement brusque intervenu dans les conditions de la vie sociale. Ce changement a eu pour résultat une désagrégation profonde, le désarroi, des flottements de toute sorte, en un mot : une grave crise *intérieure* du marxisme. Une action vigoureuse contre cette désagrégation, une lutte énergique et opiniâtre pour la défense des *principes* du marxisme retrouvent la priorité. Les couches extrêmement larges des classes qui ne peuvent se passer du marxisme pour formuler leurs tâches, se l'étaient assimilé à l'époque précédente de la façon la plus fragmentaire, la plus difforme ; elles ont retenu des « slogans », des réponses aux questions tactiques, mais *sans comprendre* les critères marxistes de ces réponses. La « remise en cause des valeurs » dans les différents domaines de la vie sociale conduisit à la « révision » des principes philosophiques les plus abstraits et les plus généraux du marxisme. L'influence de la philosophie bourgeoise, avec toutes ses variétés d'idéalisme, se fit sentir dans l'épidémie de machisme qui frappa les marxistes. La répétition de « slogans » appris par cœur, mais ni compris ni médités, lança la mode de la phraséologie creuse ; celle-ci a abouti pratiquement à des tendances petites-bourgeoises, foncièrement contraires au marxisme, comme l'« otzovisme », franc ou inavoué, ou bien le point de vue qui voit dans l'otzovisme une « nuance légale » du marxisme.

D'un autre côté, l'esprit des *Viékhi*, le renoncement qui s'est emparé des couches les plus larges de la bourgeoisie, a pénétré aussi la tendance qui veut faire rentrer la théorie et la pratique marxistes dans le cadre de la « modération et de l'ordre ». Il n'y est resté de marxiste que la phraséologie, qui enveloppe des raisonnements tout imprégnés d'esprit libéral sur la « hiérarchie », l'« hégémonie », etc.

Le présent article ne peut évidemment se fixer pour but l'examen de ces conceptions. Il lui suffit de les signaler pour illustrer ce qui a été dit plus haut de la gravité de

la crise traversée par le marxisme, du lien qui la rattache à toute la situation sociale et économique de l'époque présente. On ne peut tourner le dos aux questions soulevées par cette crise. Rien n'est plus néfaste, plus contraire aux principes que de vouloir les éluder à coup de phrases. Il n'y a rien de plus important que de regrouper *tous* les marxistes ayant conscience de la profondeur de la crise et de la nécessité de la combattre, en vue de défendre les bases théoriques du marxisme et ses principes fondamentaux, dénaturés en divers sens par des « compagnons de route » du marxisme contaminés par l'influence bourgeoise.

Le triennat précédent a fait participer consciemment à la vie sociale de larges milieux qui, aujourd'hui, ne font souvent que commencer véritablement à prendre connaissance du marxisme. La presse bourgeoise engendre à ce sujet beaucoup plus d'erreurs qu'avant, et elle les diffuse plus largement. Dès lors, la désagrégation au sein du marxisme devient particulièrement dangereuse. Aussi bien, comprendre ce qui rend cette désagrégation inévitable en ce moment et se grouper pour la combattre avec fermeté constitue, dans l'acception rigoureusement exacte du terme, la tâche imposée aux marxistes par notre époque.

« Zvezda », n° 2, 23 décembre 1910.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

LE ROUGE DE LA HONTE AU FRONT DU PETIT JUDAS TROTSKI

Petit Judas Trotski s'est mis en quatre au plénum pour faire croire qu'il était contre les liquidateurs et les otzovistes. Il a juré ses grands dieux qu'il était fidèle au parti. Il a reçu des subsides.

Après le plénum, le C.C. s'est affaibli, le groupe du *Vpériod* a progressé, s'est consolidé financièrement. Les liquidateurs se sont renforcés, eux, qui dans *Nacha Zaria* [24] aux yeux de Stolypine, ont craché à la face du parti illégal.

Petit Judas a éloigné de la *Pravda* le représentant du C.C. et s'est mis à écrire dans *Vorwärts* [25] des articles liquidateurs. Malgré la décision très claire de la Commission scolaire [26] désignée par le plénum, qui établissait qu'aucun conférencier du parti ne devait aller à l'école fractionnelle du *Vpériod*, le petit Judas Trotski s'y est rendu et a étudié avec le groupe du *Vpériod* le plan de la conférence qui est publié maintenant par ce groupe dans un tract.

Et le même petit Judas se frappe la poitrine et clame sa fidélité au parti, affirmant qu'il n'a nullement rampé devant le groupe du *Vpériod* et les liquidateurs.

Voilà comment le rouge de la honte se peint sur le front du petit Judas Trotski.

Ecrit après le 2 (15) janvier 1911.
Publié pour la première fois le 21 janvier 1932 dans le n° 21 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

LA CARRIÈRE D'UN TERRORISTE RUSSE

C'est de ce sous-titre que le représentant du parti s.-r.,[27] M. Roubanovitch, a nanti l'article qu'il a écrit sur la mort de Karaoulov dans le journal socialiste français *l'Humanité*. C'est une carrière, en effet, édifiante.

Après le 1er mars 1881, Karaoulov arrive à Paris et propose au chef de la « Narodnaïa Volia »[28] de lui confier le rétablissement de l'organisation. Le rédacteur du *Vestnik Narodnoï Voli*[29], le futur renégat Tikhomirov, lui donne carte blanche. Karaoulov retourne en Russie avec Lopatine, Soukhomline et d'autres. En 1884, on l'arrête à Kiev et on le condamne à quatre ans de bagne, tandis que ses collègues sont condamnés à mort ou aux travaux forcés à perpétuité.

Comment expliquer cette « étrange — d'après les paroles de M. Roubanovitch — indulgence » ? On dit, déclare M. Roubanovitch, que le président du tribunal militaire fut frappé par la ressemblance de Karaoulov avec son fils mort tragiquement. Mais « il existe d'autres explications à cette étrange indulgence », ajoute M. Roubanovitch, bien qu'il ne dise pas quelles sont ces autres explications *.

Par contre, la nouvelle « carrière » de Karaoulov est hors de tout soupçon. En 1905, il a manifesté tellement ouvertement son hostilité aux révolutionnaires que les électeurs lui ont fait subir un cuisant échec aux élections à la Ire et à la IIe Douma. « Si en face de moi j'ai deux camps,

* Allusion vraisemblablement aux soupçons exprimés par certains sur les « déclarations sincères » que Karaoulov aurait faites.

a dit Karaoulov à un meeting (d'après une communication des *Birjévyïé Viédomosti* [30]) dans l'un les troupes du gouvernement, dans l'autre les révolutionnaires avec leur fameux slogan de dictature du prolétariat, alors, sans balancer, j'irai avec les premiers contre les seconds. » Il n'est pas étonnant que Witte soit intervenu pour obtenir le rétablissement dans ses droits d'un tel individu. Il n'est pas étonnant que Karaoulov ait occupé à la III[e] Douma l'une des premières places parmi les cadets [31] les plus contre-révolutionnaires, les plus vils, avec leur éternelle phrase hypocrite aux lèvres.

Il est étonnant qu'on puisse trouver des gens capables de se dire favorables à la démocratie et qui maintenant, à l'occasion de la mort de Karaoulov, l'honorent du titre de « démocrate », de « lutteur », etc...

Il est étonnant que M. Roubanovitch, représentant du parti s.-r., puisse écrire dans l'organe socialiste français : « on peut beaucoup pardonner à l'ancien socialiste-révolutionnaire passé dans le camp des modérés du fait qu'il a su faire vibrer les meilleures cordes » (allusion à la séance de la Douma au cours de laquelle Karaoulov a répondu qu'il en était fier aux gens de droite qui le traitaient de bagnard).

« Pardonner » la carrière d'un renégat pour une *phrase* à effet, c'est bien dans l'esprit des socialistes-révolutionnaires. Il existe des renégats dans tous les partis révolutionnaires, dans tous les pays, et il se trouve toujours parmi eux des maîtres de l'effet. Mais que des révolutionnaires, des représentants de partis « révolutionnaires » disent publiquement : « on peut pardonner beaucoup » à un renégat pour une exclamation habile, voilà qui n'arrive pas souvent. Pour cela il faut que dans le soi-disant parti « révolutionnaire » il y ait un grand pourcentage de *libéraux à bombe*. Pour cela il faut que ces libéraux restés sans bombe puissent s'acclimater au sein des partis « révolutionnaires » si peu préoccupés de la défense des principes révolutionnaires, des préceptes révolutionnaires, de l'honneur et du devoir révolutionnaires.

Il y a une autre leçon, plus profonde, qui découle de la « carrière d'un terroriste russe ». C'est une leçon de lutte de classes, c'est illustration du fait que seules les *classes*

révolutionnaires peuvent maintenant être en Russie le soutien de partis révolutionnaires quelque peu sérieux. Avec Karaoulov c'est la *masse* de l'intelligentsia bourgeoise encore récemment démocratique et même révolutionnaire, qui s'est *détournée* maintenant de la démocratie et de la révolution. Ce n'est pas un hasard, mais le résultat inévitable du développement de la conscience de classe de la bourgeoisie russe qui a vu *par l'expérience* que le moment est proche où le « camp » de la monarchie et le camp de la révolution se dresseront l'un contre l'autre, qui a vu par l'expérience *quel* choix il lui faut faire, à elle, la bourgeoisie.

Celui qui veut assimiler les grandes leçons de la révolution russe doit comprendre que seul le développement de la conscience de classe du prolétariat, seule l'organisation de *cette* classe, seule l'épuration de son parti des « compagnons de route » petits-bourgeois, avec l'absence de principes, l'hésitation et la faiblesse qui leur sont propres, *peuvent* conduire de nouveau et conduiront certainement de nouveau à la victoire du peuple sur la monarchie des Romanov.

« Social-Démocrate » n° 19-20, 13 (26) janvier 1911

Conforme au texte du journal

LÉON TOLSTOÏ ET SON ÉPOQUE

L'époque à laquelle appartient L. Tolstoï et qui s'est reflétée avec un relief remarquable dans ses œuvres géniales comme dans sa doctrine, est comprise entre 1861 et 1905. Sans doute, l'activité littéraire de Tolstoï a commencé avant le début et s'est terminée après la fin de cette période ; cependant, c'est durant ces années que L. Tolstoï s'est définitivement formé comme artiste et penseur, c'est le caractère transitoire de cette période qui a donné naissance à *tous* les traits distinctifs de l'œuvre de Tolstoï et du tolstoïsme.

Par la bouche de C. Lévine, dans *Anna Karénine*, L. Tolstoï a exprimé avec une netteté extrême en quoi avait consisté l'infléchissement subi par l'histoire russe pendant ce demi-siècle.

« ... Les conversations sur la récolte, sur l'embauchage des ouvriers, etc., qu'il était convenu, Lévine le savait, de considérer comme quelque chose de très bas... lui paraissaient, à présent, les seules importantes. « Cela n'a peut-être pas eu d'importance sous le servage, ou en Angleterre. Dans les deux cas, les conditions mêmes sont fixées ; mais chez nous, maintenant que tout cela a été bouleversé et ne fait que s'ordonner, la question de savoir de quelle façon se formeront ces conditions, est la seule question importante en Russie », se disait Lévine. » (Tolstoï, Œuvres, t. X, p. 137.)

« Chez nous, maintenant, tout cela a été bouleversé et ne fait que s'ordonner », il est difficile d'imaginer une caractéristique plus juste de la période comprise entre 1861 et 1905. Ce qui a été « bouleversé » est bien connu de tout Russe, ou du moins lui est parfaitement familier. C'est

le servage et tout l'« ancien ordre » qui lui correspondait. Ce qui « ne fait que s'ordonner » est totalement inconnu de la plus grande masse de la population, lui est étranger, incompréhensible. Aux yeux de Tolstoï, ce régime bourgeois qui « ne fait que s'ordonner », apparaît vaguement sous l'aspect d'un épouvantail : l'Angleterre. Oui, d'un épouvantail, car Tolstoï rejette, pour ainsi dire par principe, toute tentative d'éclaircir les traits fondamentaux du régime social de cette « Angleterre », la liaison de ce régime avec la domination du capital, le rôle de l'argent, l'apparition et le développement des échanges. Pareil aux populistes [32], il se refuse à voir, il ferme les yeux, il se détourne de la pensée que ce qui « s'ordonne » en Russie n'est pas autre chose que le régime bourgeois.

Il est exact que du point de vue des tâches immédiates de toute l'activité sociale et politique en Russie, pour la période de 1861 à 1905 (comme du reste pour les temps présents), l'un des problèmes les plus importants, sinon « le seul important », était de savoir « comment s'ordonnerait » ce régime, le régime bourgeois, qui prend des formes extrêmement variées en « Angleterre », en Allemagne, en Amérique, en France, etc. Mais cette manière précise et concrète de poser la question en fonction de l'histoire répugne profondément à Tolstoï. Il raisonne d'une façon abstraite, il n'admet que le point de vue des principes « éternels » de la morale, des vérités éternelles de la religion, sans se rendre compte que ce point de vue n'est que le reflet idéologique de l'ancien régime (« bouleversé »), du régime du servage, du mode de vie des peuples d'Orient.

Dans *Lucerne* (écrit en 1857), L. Tolstoï déclare que reconnaître la « civilisation » comme un bienfait relève d'une « connaissance imaginaire » qui « détruit les aspirations primitives, instinctives, salutaires au bien qu'éprouve la nature humaine ». « Nous n'avons un seul, rien qu'un seul guide infaillible, s'écrie Tolstoï, l'Esprit Universel qui nous pénètre. » (Œuvres, t. II, p. 125.)

Dans l'*Esclavage de notre temps* (écrit en 1900), Tolstoï, répétant avec plus de zèle encore ces appels à l'Esprit Universel, proclame que l'économie politique est une « fausse science » parce qu'elle choisit pour « modèle » la « petite Angleterre qui se trouve dans une situation tout à fait ex-

ceptionnelle », au lieu de prendre comme modèle « la situation des hommes de l'univers entier pendant toute la période historique ». Quel est cet « univers entier », c'est ce que nous montre l'article « Le progrès et la définition de l'instruction » (1862). Tolstoï réfute l'opinion « des historiens », selon lesquels le progrès serait « la loi générale de l'humanité », par une référence à « tout ce qu'il est convenu d'appeler l'Orient » (t. IV, p. 162). « Il n'existe pas, déclare Tolstoï, de loi générale du mouvement en avant de l'humanité, comme nous le prouvent les peuples immobiles de l'Orient. »

C'est justement l'idéologie du système oriental, asiatique, que représente le tolstoïsme dans son contenu historique réel. De là et l'ascétisme, et la non-résistance au mal par la violence, et des empreintes profondes de pessimisme, et la conviction que « tout est néant, tout est néant matériel » (*Du Sens de la vie*, p. 52), et la foi en l'« Esprit », « principe de toutes choses » par rapport auquel l'homme n'est qu'un « ouvrier », « préposé à l'œuvre du salut de son âme », etc. Tolstoï demeure fidèle à cette idéologie dans la *Sonate à Kreutzer* quand il dit : « L'émancipation de la femme ne se fait pas dans les universités, ni dans les Parlements, mais dans la chambre à coucher », et dans un article de 1862, où il proclame que les universités ne forment que « des libéraux aigris et malades », « dont le peuple n'a que faire », « arrachés inutilement à leur ancien milieu », qui « ne trouvent pas leur place dans la vie », etc. (t. IV, pp. 136-137).

Le pessimisme, la non-violence, l'appel à l'« Esprit » forment une idéologie qui apparaît inévitablement à une époque où l'ancien régime tout entier « a été bouleversé », et où la masse qui a été élevée sous cet ancien régime et en a sucé, avec le lait maternel, les principes, les habitudes, les traditions, les croyances, ne voit ni ne peut voir *quel* est le nouveau régime qui « s'ordonne », *quelles* forces sociales « l'ordonnent » et comment, quelles forces sociales sont *capables* de la délivrer des maux sans nombre, particulièrement redoutables, propres aux époques de « transformations violentes ».

La période 1862-1904 a été justement marquée en Russie par une transformation violente : l'ancien état de choses

s'écroulait pour toujours aux yeux de tous, et le nouveau ne faisait que s'ordonner, tandis que ce n'est qu'en 1905 que les forces sociales travaillant à cette transformation se sont manifestées pour la première fois à l'échelle nationale, par une action de masse ouverte, dans les domaines les plus divers. Les événements de 1905 en Russie ont été suivis par des événements analogues dans toute une série d'Etats de ce même « Orient », dont Tolstoï évoquait en 1862 l'« immobilité ». L'année 1905 marqua le commencement de la fin de l'immobilité « orientale ». C'est précisément pour cela que cette année a mis un terme historique au tolstoïsme, un terme à toute cette époque qui avait pu et avait dû enfanter la doctrine de Tolstoï, non pas comme phénomène individuel, non pas comme un caprice ou un désir d'originalité, mais comme idéologie des conditions d'existence dans lesquelles se sont trouvés, en fait, des millions et des millions d'hommes pendant un certain laps de temps.

L'enseignement de Tolstoï est, sans contredit, utopique et, par son contenu, réactionnaire dans le sens le plus précis et le plus profond de ce terme. Mais il ne s'ensuit nullement que cette doctrine ne soit pas socialiste, ni qu'elle ne contienne des éléments critiques, propres à fournir des matériaux précieux pour l'instruction des classes avancées.

Il y a socialisme et socialisme. Dans tous les pays où le mode de production est capitaliste, il y a un socialisme qui exprime l'idéologie de la classe, appelée à remplacer la bourgeoisie, et il y a un socialisme qui correspond à l'idéologie des classes dont la bourgeoisie prend la relève. Le socialisme féodal, par exemple, se range dans cette dernière catégorie, et le caractère d'un *tel* socialisme a été défini de longue date, il y a plus de soixante ans, par Marx, en même temps que les autres variétés de socialisme [33].

Autre chose. Les éléments critiques sont propres à la doctrine utopique de L. Tolstoï, tout comme ils le sont à de nombreux systèmes utopiques. Il ne faut cependant pas oublier la profonde remarque de Marx, selon laquelle l'importance des éléments critiques dans le socialisme utopique « est en raison inverse du développement historique ». Plus se développe et se précise l'activité des forces sociales qui « ordonnent » la nouvelle Russie et apportent la délivrance des maux sociaux actuels, et plus vite le socialisme critique

et utopique « perd tout sens pratique et toute justification théorique ».

Il y a un quart de siècle, les éléments critiques de la doctrine de Tolstoï pouvaient parfois être utiles, dans la pratique, à certaines couches de la population, *malgré* les traits réactionnaires et utopiques du tolstoïsme. Au cours de la dernière décennie, par exemple, il n'a pas pu en être ainsi, parce que le développement historique a fait un grand pas en avant depuis les années 1880 jusqu'à la fin du siècle dernier. Mais de nos jours, *après* que toute une série d'événements indiqués plus haut eût mis fin à l'immobilité « orientale », de nos jours où les idées sciemment réactionnaires des *Viékhi* — réactionnaires dans le sens strictement de classe de ce mot, dans le sens des intérêts égoïstes d'une classe — ont envahi la bourgeoisie libérale et contaminé même une partie des à peu près marxistes, donnant naissance au courant « liquidateur », toute tentative d'idéaliser la doctrine de Tolstoï, de justifier ou de relativiser sa « non-violence », ses invocations à l'« Esprit », ses appels à un « autoperfectionnement moral », sa doctrine de la « conscience » et de l'« amour » universel, sa prédication d'ascétisme et de quiétisme, etc., est très directement et très profondément nuisible.

« Zvezda » n° 6, 22 janvier 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

LE MARXISME ET « NACHA ZARIA » [34]

La revue de la presse du n° 4 de *Zvezda* constate avec raison l'intérêt suscité dans les milieux marxistes par le courant liquidateur et, en rapport avec lui, par le jugement à porter sur la question de l'hégémonie et note à bon droit que la polémique autour de cette question importante, si elle veut être féconde, doit se baser sur les principes et se distinguer de celle, « personnelle et haineuse, menée par *Nacha Zaria* ».

Partageant pleinement cette opinion, je passerai complètement sous silence les procédés de cette revue, qui fait comme si on pouvait comprendre seulement *de qui* et non pas *de quoi* il s'agit (*Nacha Zaria* n° 11-12, p. 47). Je prendrai simplement la collection d'*un an* de la revue *Nacha Zaria* — cela sera on ne peut plus à propos pour le premier anniversaire de cette publication — et j'essaierai de dégager *de quoi* il s'agit.

Le premier numéro de *Nacha Zaria* parut en janvier 1910. Déjà dans le deuxième numéro, celui de février, M. Potressov énonçait qu'au nombre des « *futilités* » il fallait ajouter la discussion entre partisans de Mach et de Marx et la question des liquidateurs. « Car peut-il exister en été 1909, demanderai-je au lecteur, écrivait M. Potressov, un courant liquidateur qui ne soit pas une hallucination d'une imagination délirante, mais une réalité authentique, un mouvement qui liquide ce qui est déjà inliquidable, ce qui n'existe plus en fait en tant que tout organisé ? » (p. 61).

M. Potressov, par cet essai malheureux d'éluder la ques-

tion, a donné une confirmation inattendue, extraordinaire, d'une audace digne d'Erostrate, du point de vue qu'il s'apprêtait à réfuter. C'est que en janvier et février 1910 justement, M. Potressov ne pouvait pas ne pas savoir que ses adversaires n'approuveraient pas son appréciation de la situation réelle des choses. Ce qui signifie qu'il ne sert de rien de ressasser des « Ça n'existe pas », des « A rien ne sert de discourir sur un néant ». La question n'est pas de savoir si une dixième ou une vingtième ou une centième ou quelque autre fraction est pratiquement égale à zéro. La question est de savoir *s'il y a une tendance* qui considère cette fraction comme inutile. La question est de savoir s'il y a une divergence de principe sur la signification de cette fraction, sur l'attitude à avoir envers elle, sur son augmentation, etc. Répondant au fond *à cette question justement* par des « ça n'existe pas », « c'est zéro », « zéro =zéro », M. Potressov s'est pleinement conformé au courant liquidateur dont il nie l'existence. Son article était de la malveillance à l'état pur (d'après l'expression très juste de la revue de presse du n° 4 de *Zvezda*), il dénotait un manque total de la franchise, de la clarté qui doivent être celles d'un journaliste. Mais justement parce qu'il s'agit non pas de personnes, mais d'une tendance, Moscou vint au secours de Saint-Pétersbourg. Le journal de Moscou *Vozrojdénié* [35] dans son n° 5 du 30 mars 1910, citant avec sympathie M. Potressov, écrivait : « Il n'y a rien à liquider, et ajouterons-nous, le rêve du rétablissement de cette hiérarchie dans son ancienne « etc. » forme est en fait une utopie nuisible et réactionnaire » (p. 51).

Il est tout à fait clair qu'il ne s'agit justement pas de l'ancienne *forme*, mais de l'ancien *contenu*. Il est de même tout à fait clair que la question de la « liquidation » est inséparablement liée à la question du « rétablissement ». *Vozrojdénié* a fait un tout petit pas en avant par rapport à M. Potressov, elle a exprimé *la même* idée un tout petit peu plus clairement, plus justement, plus honnêtement. Ce qui est en cause ici, ce ne sont pas des personnes, mais une tendance. Les personnes peuvent se distinguer non pas par leur sincérité, mais par leur astuce ; quant aux tendances, elles se manifestent sous toutes sortes de formes, d'aspects, de circonstances.

Tenez, il fut un temps, par exemple, où M. Bazarov était bolchevik et, peut-être, continue-t-il à se considérer comme tel. Notre époque abonde en bizzareries. Mais dans le fascicule d'avril de *Nacha Zaria*, il dément M. Potressov avec tant de succès, tant de bonheur (pour Potressov), qu'il a qualifié littéralement de « malentendu des plus retentissants et des plus futiles » la « fameuse question de l'hégémonie » (p. 87). Remarquez que M. Bazarov qualifie cette question de « fameuse », c'est-à-dire de déjà soulevée, déjà débattue en avril 1910 ! Nous mentionnons ce fait car il est très important. Nous remarquons qu'en déclarant que « la question de l'hégémonie disparaîtra comme par enchantement » (p. 88), à condition que la petite bourgeoisie des villes et des villages « soit radicalement opposée aux privilèges politiques », etc... « mais soit pénétrée d'un esprit nationaliste très poussé », M. Bazarov manifeste qu'il n'a en fait rien compris à l'idée d'hégémonie et qu'il la rejette. C'est justement la tâche d'un « hégémon », d'un chef, que de lutter contre le « nationalisme », d'en débarrasser l'« opposition radicale » supposée par Bazarov. Le succès de cette action ne se mesure pas à des résultats rapides, immédiats, perceptibles dès aujourd'hui. Il y a des époques où la résistance au nationalisme, la résistance à l'envasement, la résistance à l'esprit liquidateur qui, à vrai dire, est la même manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat que le nationalisme qui s'empare parfois d'une partie des ouvriers, ne porte des fruits qu'après plusieurs années, de longues années parfois. Il arrive que pendant des années couve une étincelle que la petite bourgeoisie considère, déclare et proclame inexistante, liquidée, morte, etc., et qui en fait vit, oppose une résistance à l'esprit d'abattement et de démission, finit par s'embraser au bout d'une longue période. L'opportunisme, partout au monde, s'accroche toujours à la minute, à l'instant, au jour présent, sans pouvoir comprendre les liens qui unissent « hier » et « demain ». Le marxisme *exige* une conscience claire de ce lien, une conscience non pas verbale, mais agie. C'est pourquoi le marxisme se trouve en contradiction inéluctable avec le courant liquidateur en général, avec la négation de l'hégémonie en particulier.

Après Saint-Pétersbourg, Moscou. Après le menchevik Po-

tressov, l'ancien bolchevik Bazarov. Après Bazarov, Lévitski, adversaire plus droit, plus honnête que Potressov. Dans le fascicule de juillet de *Nacha Zaria* Lévitski écrit : « Si l'ancienne forme (d'union des ouvriers conscients) était à la tête de la lutte de toute la nation pour la liberté politique, la prochaine sera un parti *de classe* (souligné par Lévitski) des masses accédant à leur rôle historique » (p. 103).

Cette seule phrase exprime, condense, saisit admirablement *l'esprit* de tous les écrits de MM. Lévitski, Potressov, Bazarov, de tout *Vozrojdénié*, de tout *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*. On pourrait compléter, remplacer, développer, expliquer la citation de Lévitski par des centaines d'autres. C'est une phrase aussi « classique » que le célèbre mot de Bernstein : « le mouvement est tout, le but final n'est rien »[36] ; ou bien celui de Prokopovitch (tiré du *Credo* de 1899)[37] : aux ouvriers la lutte économique, aux libéraux la lutte politique.

Lévitski a théoriquement tort quand il *oppose* hégémonie et parti de classe. Cette seule opposition suffit à faire dire que ce n'est pas le marxisme mais le libéralisme qui inspire le parti auquel appartient *en fait* « *Nacha Zaria* ». Seuls les théoriciens du libéralisme dans le monde entier (souvenez-vous ne serait-ce que de Sombart et de Brentano) conçoivent un parti ouvrier *de classe* à la manière de Lévitski. Du point de vue marxiste, une classe qui nie l'idée d'hégémonie ou qui ne la comprend pas, n'est pas une classe ou bien n'est pas encore une classe, mais *un corps de métier* ou une somme de différents corps de métier.

Mais, par son infidélité au marxisme, Lévitski est parfaitement fidèle à *Nacha Zaria*, *c'est-à-dire* au courant liquidateur. Il a dit une sainte vérité sur la nature de *cette* tendance. Dans le passé (pour les partisans de cette tendance) il y avait « hégémonie », dans le futur elle n'existera plus, elle ne devra plus exister ; et dans le présent ? Dans le présent, il existe cet agglomérat *informe* qu'est le cercle des écrivains et des amis lecteurs de *Nacha Zaria*, *Vozrojdénié*, *Diélo Jizni*, et qui *maintenant*, en cet été 1911, est occupé justement à prêcher comme nécessaire, obligatoire, utile, normal, le *passage* de l'*ancienne* hégémonie à un *futur* parti de classe à la Brentano[38] (on peut dire tout aussi bien : à la Strouvé ou à la Izgoïev). Que l'absence de forme

est un des principes du courant liquidateur, ses adversaires l'ont dit sans détours dès 1908, *un an avant* l'apparition de *Nacha Zaria*. Si M. Maïevski [39], en décembre 1910, demande ce qu'est le courant liquidateur, qu'il se réfère à la réponse donnée officiellement juste deux ans auparavant [40]. Il verra dans cette réponse une définition des plus exactes et des plus complètes de *Nacha Zaria*, qui devait prendre naissance un an après cette réponse. Comment est-ce possible ? Parce qu'il s'agissait et qu'il s'agit non pas de personnes, mais d'un courant qui a commencé à apparaître en 1907 (voyez ne serait-ce que la fin de la brochure de ce même M. Tchérévanine sur les événements du printemps 1907 [41]), qui s'est exprimé clairement en 1908, a été caractérisé par ses adversaires à la fin de 1908, qui en 1910 s'était doté d'un et de plusieurs organes officiels de presse.

Dire : hégémonie dans le passé, *mais* nécessité d'« un parti de classe » dans le futur, signifie montrer concrètement le lien entre le courant liquidateur, d'une part, et le renoncement à l'hégémonie, d'autre part, la rupture de ce courant avec le marxisme. Le marxisme dit : s'il y a eu « hégémonie » dans le passé, cela signifie qu'une somme de professions, de corporations, de corps de métier, a donné naissance à une classe, car c'est justement la conscience de l'idée d'hégémonie, c'est justement sa mise active en pratique qui transforme une somme de corps de métier en classe. Et du moment qu'il y a « classe », ce germe ne sera étouffé par aucune condition extérieure, par aucune difficulté, par aucune réduction d'un tout à une fraction, aucune jubilation des *Viékhi*, aucune lâcheté des opportunistes. Qu'il reste « invisible » à la surface (c'est *parce qu'*il ne veut pas le voir que M. Potressov et Cie ne le voient pas ou font semblant de ne pas le voir), mais il est vivant, il vit, il maintient aujourd'hui « le passé », il le prolonge dans le futur. Du fait que l'hégémonie était dans le passé, de ce fait les marxistes sont *obligés*, en dépit de tous les apostates, d'en défendre l'idée dans le présent et dans le futur. Cette tâche idéologique correspond parfaitement aux conditions matérielles qui de corps de métier ont fait une classe, qui continuent à créer, à élargir, à renforcer cette classe, qui la rendent imperméable à toutes les « manifestations d'influence de la bourgeoisie ».

La revue *Nacha Zaria* a justement concentré en elle pendant tout une année la manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le courant liquidateur non seulement existe en tant que courant parmi des gens qui désirent être les partisans d'une classe donnée. Il représente l'une des composantes de ce vaste mouvement « de recul » commun à plusieurs classes, qui a caractérisé les trois années 1908-1909-1910 et qui caractérisera peut-être encore plusieurs années. Dans cet article je devais réduire la définition de ce petit ruisseau aux citations des nos 2 à 7 de *Nacha Zaria*. Dans les prochains articles, je pense m'arrêter aux nos 10, 11 et 12 de cette revue et aussi à une démonstration plus détaillée de l'appartenance du petit ruisseau des liquidateurs au large cours d'eau des *Viékhi*.

Rédigé après le 22 janvier (4 février) 1911.
Publié pour la première fois le 22 avril 1911 dans le n° 3 de la revue « Sovrémennaïa Jizn » (Bakou).
Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue

NOS ABROGATEURS

(À PROPOS DE M. POTRESSOV ET DE V. BAZAROV) [48]

Il y a des discours littéraires dont toute la signification est d'égaler l'exploit d'Erostrate. Un texte ordinaire, comme par exemple, les trop fameuses *Prémisses* de Bernstein, acquiert une signification politique éminente, devient le manifeste d'un courant, à l'intérieur du marxisme, qui s'éloigne sur toute la ligne du marxisme. L'article de M. Potressov sur les futilités paru dans le numéro de février de l'année dernière de *Nacha Zaria* et la réponse de V. Bazarov dans le fascicule d'avril de *Nacha Zaria* possèdent sans aucun doute une aussi éminente valeur érostratique. Evidemment les questions soulevées par ces articles sont loin d'être aussi profondes, aussi vastes, d'avoir la même signification internationale que les questions soulevées (plus exactement : mises en avant à la suite de la bourgeoisie) par Bernstein ; mais pour nous Russes, dans les années 1908-1909-1910, ce sont des questions d'une importance considérable, primordiale. C'est pourquoi les articles de M. Potressov et de V. Bazarov *n'*ont *pas* vieilli, et il est nécessaire, indispensable d'en parler.

I

Amateur de mots factices, clinquants, tourmentés, M. Potressov consacre son article « au drame actuel de nos courants socio-politiques ». En fait il n'a montré, et ne pou-

ЦѢНА 30 КОП.

МЫСЛЬ

ЕЖЕМѢСЯЧНЫЙ
ФИЛОСОФСКІЙ и ОБЩЕСТВЕННО-ЭКОНОМИЧЕСКІЙ ЖУРНАЛЪ.

№ 2.
ЯНВАРЬ.
1911.

СОДЕРЖАНІЕ:

Г. ПЛЕХАНОВЪ. Смѣшеніе представленій (*окончаніе*).—Н. Р—КОВЪ. Современная русская аграрная политика и виды на будущее (*окон.*).—В. ИЛЬИНЪ. О статистикѣ стачекъ въ Россіи (гл. II).—Г. Ц—ЧЪ. Къ вопросу объ иностранныхъ капиталахъ въ Россіи.—В. ИЛЬИНЪ. Наши упразднители (*о г. Потрессовѣ и В. Базаровѣ*). НА ТЕМЫ ДНЯ:—ГР. Законъ о лишеніи отдыха торгово-промышленныхъ служащихъ.. — ПОЛЕМИЧЕСКІЯ ЗАМѢТКИ: Р.—1) «Вѣхи» о Толстомъ. 2) Благодушный либералъ. 3) Совѣтъ г. Клейнберту.—ИНОСТРАННОЕ ОБОЗРѢНІЕ: Х. Л. РАППОПОРТЪ. Дѣйствительность и мечты. П ОРЛОВСКІЙ. Литературные наброски.—ОБЩЕСТВЕННО-ЭКОНОМИЧЕСКАЯ ЖИЗНЬ.. — БИБЛІОГРАФІЯ.—НЕКРОЛОГЪ: П. Зингеръ..

МОСКВА.

Couverture de la revue *Mysl* n° 2, janvier 1911, où furent insérés le chapitre II de l'ouvrage de Lénine « Sur les statistiques des grèves en Russie et le début de l'article « Nos abrogateurs (A propos de M. Potressov et de V. Bazarov) »
Réduction

vait montrer, absolument rien de dramatique dans cette évolution post-révolutionnaire du libéralisme, du populisme et du marxisme dont il a entrepris de parler. Par contre, le comique ne manque pas dans les raisonnements de M. Potressov.

« C'est justement le libéralisme, écrit M. Potressov, en tant que courant idéologique, qui fournit le tableau d'une immense décomposition et d'une complète impuissance. Prenons ne serait-ce que cette fissure toujours plus béante, qui s'est fait jour entre le libéralisme pratique et le libéralisme théorisant », entre « l'empirisme » de la *Retch* de Milioukov et les théories des partisans des *Viékhi*.

— Je vous arrête, très cher ! Cette fissure toujours plus béante s'est fait jour entre ce que vous et les demi-libéraux qui vous ressemblent ont dit et pensé des cadets dans les années 1905-1906-1907 et ce que vous êtes obligés de reconnaître, en vous embrouillant et vous contredisant, dans les années 1909-1910. La contradiction entre « l'empirisme » des praticiens libéraux et les théories de ces messieurs *à la* * Strouvé s'est clairement exprimée dès avant 1905 : souvenez-vous donc comment bafouillait l'*Osvobojdénié* [43] d'alors, littéralement à chacun de ses essais de « théoriser ». Quand *maintenant* vous commencez à réaliser que le libéralisme « s'est trouvé brisé » (c'est de nouveau et encore une circonvolution verbale, une phrase vide, car les intellectuels type *Viékhi* n'ont justement pas brisé avec la *Retch*, ni celle-ci avec eux ; bien au contraire, ils se sont accommodés, s'accommodent et s'accommoderont parfaitement l'un de l'autre), qu'il est « stérile », « suspendu en l'air », que ce n'est que « la partie la moins stable » (*sic*) « de la démocratie bourgeoise », « tout juste bon à glisser dans l'urne son bulletin de vote », etc., vos déclarations sur le « drame » du libéralisme ne démontrent en fait que la faillite tragi-comique de vos illusions. Ce n'est pas maintenant que le libéralisme « s'est trouvé » être la partie la moins stable de la démocratie bourgeoise, ce n'est pas au cours des trois années 1908-1910, mais dans les trois années qui ont précédé. « Les moins stables », ce sont les soi-disant socialistes qui servent la moutarde aux convives une fois

* En français dans le texte. (*N.R.*)

le repas terminé. Le caractère dominant des trois années passées, sur le point étudié par M. Potressov, est le libéralisme « suspendu en l'air », « stérile », « juste bon à glisser dans l'urne son bulletin de vote », etc... *Mais alors* le fait de reconnaître ce caractère au libéralisme était le devoir politique du moment, le devoir le plus pressant, non seulement pour les socialistes mais pour les démocrates conséquents, était d'en avertir les masses. C'est en mars 1906, et non en février 1910, qu'il importait de mettre les masses en garde contre le libéralisme des cadets, suspendu en l'air, stérile, condamné par les conditions objectives à l'insignifiance, à la comédie des gens « juste bons à glisser dans l'urne leurs bulletins de vote », de dénoncer dans les victoires des cadets des zigzags perpétuels entre le constitutionnalisme « sérieux » (entendre par là : soi-disant constitutionnalisme) des Chipov ou des Goutchkov et la lutte pour la démocratie des éléments qui *ne* sont *pas* suspendus en l'air et ne *se* bornent *pas* à la contemplation amoureuse des bulletins de vote. Souvenez-vous donc, très cher, qui donc a dit cette vérité sur les libéraux au moment voulu, en mars 1906 ? [44]

Le signe distinctif, le trait caractéristique des trois dernières années (1908-1910) n'est nullement la « stérilité » du libéralisme « suspendu en l'air », etc. Au contraire. L'impuissance de classe du libéralisme, sa peur de la démocratie, sa nullité politique ont toujours été les mêmes, mais cette faiblesse a atteint son apogée au moment où apparaissaient des possibilités de manifester sa force, alors qu'étaient réunies les conditions qui donnaient aux libéraux entière prédominance au moins dans certains domaines précis d'activité. Tenez, quand les cadets avaient la majorité, par exemple, dans la première Douma, ils pouvaient alors utiliser cette majorité pour servir la démocratie ou pour desservir la cause de la démocratie, pour seconder la démocratie (ne serait-ce que pour de petites choses, l'organisation des comités locaux agraires, par exemple) ou pour la frapper dans le dos. Il est *caractéristique* pour cette période justement que les cadets ont été « suspendus en l'air », « juste bons à glisser dans l'urne leurs bulletins de vote », à rédiger des instructions pour la Douma octobriste [45] à venir, un point c'est tout.

Dans les trois années qui suivirent, les cadets, tout en restant tels qu'ils étaient, tels qu'ils ont toujours été, sont *moins* « suspendus en l'air » qu'auparavant. Vous ressemblez justement, M. Potressov, à ce héros d'épopée populaire qui clame toujours ses désirs et ses opinions avec un certain retard. L'école des *Viékhi* en 1909 est *moins* « suspendue en l'air » que Mouromtsev en 1906, elle apporte une aide *sérieuse*, sert *activement* une classe qui jouit d'une grande force dans l'économie nationale de la Russie, à savoir la classe des propriétaires terriens et des capitalistes. Les *Viékhi* contribuent à fournir ces respectables personnes en armes pour la lutte politico-idéologique contre la démocratie et le socialisme : c'est une action qui *ne peut être* supprimée par aucune dissolution de la Douma, par aucun grand trouble politique que ce soit respectant le cadre de la base sociale et économique donnée. Tant qu'existera la classe des propriétaires terriens et des capitalistes, elle aura des gens de plume à ses ordres : les Izgoïev, Strouvé, Frank et Cie. Quant à « l'action » des Mouromtsev et des cadets de la Ire Douma en général, elle pouvait être « supprimée » (car il ne s'agissait pas là d'action, mais simplement de paroles qui corrompaient le peuple et ne le servaient pas) par la dissolution de la Douma.

Les cadets de la IIIe Douma forment le même parti avec la même idéologie, la même politique, avec la même composition, dans une certaine mesure, que dans la Ire Douma. Et c'est justement pour cela que les cadets de la IIIe Douma « sont beaucoup moins suspendus en l'air » que dans la Ire. Vous ne saisissez pas, cher M. Potressov ? Vous avez entrepris bien à la légère de disserter sur le « drame actuel de nos courants socio-politiques ». Je vous confierai même de bouche à oreille que maintenant encore, pendant, sans doute, un assez long laps de temps, l'activité politique des cadets ne sera pas « stérile », non seulement grâce à l'extrême « fécondité » réactionnaire des *Viékhi*, mais aussi grâce au fait que tant que la démocratie comptera des agneaux en politique, les loups du libéralisme auront de quoi croquer. Tant qu'ils auront affaire à un socialisme aussi flou, à une démocratie aussi pleutre que ceux qu'illustrent des personnages du genre de Potressov, les « empiristes » du libéralisme seront toujours assez habiles pour

se régaler d'agneaux. Ne vous lamentez pas, Messieurs les cadets : tant que vivront des Potressov, vous aurez de quoi subsister !

II

Avec le populisme, M. Potressov passe encore plus à côté. Il qualifie les cadets « d'anciens démocrates » et même « d'anciens libéraux ». Il dit de la paysannerie : « la paysannerie, en entrant dans la vie politique » (d'après M. Potressov elle n'est pas encore entrée dans cette vie), « aurait inauguré un chapitre tout à fait nouveau de l'histoire — l'histoire de la démocratie paysanne — et par ce fait aurait mis fin à l'ancienne, celle des populistes, celle de l'intelligentsia ».

Ainsi, les cadets sont d'anciens démocrates, et les paysans, de futurs démocrates. Où sont les démocrates actuels ? Ou bien n'y a-t-il pas eu de démocratie, de démocratie de masse dans la Russie des années 1905-1907 ? Il n'y en a pas dans la Russie des années 1908-1910 ? Le présent est camouflé par Potressov au moyen de phrases enveloppantes qui éludent le fond du problème, car la reconnaissance simple et directe d'un présent évident bat en brèche toute la philosophie liquidatrice de M. Potressov. Cette reconnaissance simple et directe d'un fait historique maintenant tout à fait indiscutable consiste en ce que les cadets n'ont *jamais* représenté en Russie de quelque manière que ce soit une démocratie de masse, n'ont jamais mené une politique démocratique. Quant à la paysannerie — ces mêmes « millions de paysans » dont parle lui aussi M. Potressov — —, elle représentait et représente encore la démocratie bourgeoise (avec toutes les limites de la démocratie bourgeoise). M. Potressov esquive cette question *essentielle* pour sauver précisément la philosophie liquidatrice. Vous ne la sauverez pas !

Escamotant le passé et le présent de la démocratie paysanne, M. Potressov fait un nouveau pas de clerc quand il parle avec assurance du futur. Vous êtes de nouveau en retard, cher Monsieur ! Vous parlez vous-même des « suites possibles de la loi du 9 novembre » [46], c'est-à-dire que vous reconnaissez vous-même la possibilité (bien sûr, purement abstraite) de son succès. Et si ce succès se manifeste, « le

nouveau chapitre de l'histoire » pourra être un chapitre non seulement de l'histoire de la démocratie *paysanne*, mais aussi de la démocratie des paysans *propriétaires*.

Le développement de l'économie paysanne en Russie, et, par suite, le développement de la propriété paysanne de la terre et de la politique paysanne ne peut être que capitaliste. Dans son fond, le programme agraire populiste, tel que le présente, par exemple, la célèbre plate-forme des 104 [47] (de la I^re^ et II^e^ Douma) loin de s'opposer au développement capitaliste, signifie au contraire la création de conditions favorables à un développement capitaliste des plus rapides et des plus larges. L'actuel programme agraire correspond, lui, à un développement capitaliste des plus lents, des plus étriqués, des plus embarrassés de survivances du servage. Les conditions économiques historiques objectives n'ont pas encore résolu lequel de ces programmes en fin de compte déterminera la forme des relations agraires bourgeoises de la nouvelle Russie.

Tels sont les faits simples que les représentants du courant liquidateur en sont réduits à embrouiller.

« Un seul fait est resté inchangé au cours de toutes les transformations, écrit M. Potressov à propos des transformations qui ont affecté la démocratie populiste, celle de l'intelligentsia : la paysannerie concrète n'a pas introduit jusqu'à présent (!) son correctif dans l'idéologie intellectuelle à soubassement paysan ! »

Ceci est du verbiage typiquement *Viékhi* et faux de bout en bout. En 1905, c'est la masse paysanne la plus ordinaire, la plus « concrète » qui a fait son apparition au grand jour sur la scène de l'histoire, introduisant *toute une série* de « correctifs » à « l'idéologie intellectuelle » des populistes et des partis populistes. Les populistes ne les ont pas tous *compris*, ce qui ne les a pas empêchés d'être effectivement *introduits* par la paysannerie. En 1906 et 1907, c'est la paysannerie la plus « concrète » qui a créé les groupes du Travail [48] et le projet des 104, introduisant de ce fait *une série de correctifs* partiellement reconnus même par les populistes. Il a été généralement reconnu, par exemple, que la paysannerie « concrète » a manifesté des aspirations de *patron*, qu'à la « communauté paysanne », elle a préféré la propriété individuelle du sol ou l'association volontaire.

Le groupe des *Viékhi*, occupé à débarrasser le libéralisme de la démocratie et à le transformer systématiquement en valet des fortunés, accomplit justement son rôle historique quand il qualifie d'intellectuel le mouvement des années 1905-1907 et affirme que la paysannerie concrète n'a pas introduit de correctifs dans l'idéologie de l'intelligentsia. La tragi-comédie du courant liquidateur consiste justement en ce qu'il ne voit pas que ses affirmations ne font que transposer les idées des *Viékhi*.

III

Cette transposition est encore plus manifeste quand M. Potressov en vient à l'analyse du marxisme. L'intelligentsia, écrit-il, « s'est substituée..., avec son parti de petits cercles, au prolétariat ». Vous ne pourrez nier le fait que cette idée a été lancée, au moyen des *Viékhi* et de toute la presse libérale, par la bourgeoisie, qui l'a utilisée contre le prolétariat. Axelrod a évoqué, dans le feuilleton où il énonçait cette idée, les « espiégleries de l'histoire », qui aurait pu procurer à la démocratie bourgeoise un chef sorti de l'école du marxisme. Les espiégleries de l'histoire ont fait tomber Axelrod dans le trou que celui-ci menaçait si aimablement de creuser pour les bolcheviks.

Si vous vous penchez sur les faits historiques objectifs, vous verrez que *tous*, toute l'époque des années 1905-1907, même les élections à la II^e^ Douma (s'il s'agit de prendre en exemple un fait des plus simples, sinon des plus importants) *ont prouvé d'une manière irréfutable* que « le parti des petits cercles », loin de masquer le prolétaire, *a donné directement naissance* à une organisation politique et syndicale des *larges masses* du prolétariat.

Mais passons à l'essentiel, au comble de l'érostratisme de M. Potressov. Il affirme que la pensée marxiste « se grise du hachisch de futilités » — la lutte contre le machisme et la lutte contre le courant liquidateur — « débattant de tout, sauf de ce qui constitue le nerf d'un mouvement socio-politique tel que le mouvement marxiste, de tout, sauf des questions économiques ou des questions politiques ». Et combien y en a-t-il, de ces questions, s'exclame M. Potressov. « Comment se fait le développement économique

de la Russie, quelles transformations de forces il occasionne à la barbe de la réaction, ce qui se passe à la campagne et en ville, quelles modifications ce développement occasionne dans la composition sociale de la classe ouvrière de Russie, etc., etc. Où sont les réponses ou les essais de réponse à ces questions, où est l'école économique du marxisme russe » ?

La réponse ou, en tout cas, l'essai de réponse, est donnée par cette même « hiérarchie », dont l'existence est niée avec une mauvaise foi hypocrite par M. Potressov. Le développement des institutions de l'Etat russe durant ces trois derniers siècles nous montre qu'il a changé son caractère de classe dans une direction bien définie. La monarchie du XVII^e^ siècle avec sa Douma des boyards ne ressemble pas à la monarchie des fonctionnaires et des courtisans du XVIII^e^ siècle. La monarchie de la première moitié du XIX^e^ siècle n'est pas la même que la monarchie des années 1861-1904. En 1908-1910 s'est nettement amorcée une nouvelle période qui marque *encore un pas* dans la même direction, que l'on peut considérer comme menant à une monarchie bourgeoise. La III^e^ Douma et notre politique agraire actuelle se rattachent étroitement à ce pas. Cette nouvelle période, de ce fait, n'est pas un hasard, mais un stade distinct de l'évolution capitaliste du pays. Elle ne résout pas les anciens problèmes, n'en étant d'ailleurs pas capable, et par conséquent, elle *ne les fait pas disparaître* ; elle exige l'application de nouveaux moyens d'amener l'ancienne solution des anciens problèmes. C'est en cela qu'est l'originalité de cette période désolée, morne, ingrate, mais qui s'est révélée inévitable. De l'originalité de ses particularités économiques et politiques découle l'originalité des courants de pensée à l'intérieur du marxisme. Ceux qui admettent les nouveaux moyens d'amener l'ancienne solution des anciens problèmes, se regroupent sur une base pratique commune d'action, autour de l'objectif général de la période donnée, bien qu'ils continuent à être divisés sur la question de savoir comment, dans l'avant-dernière période, il convenait d'appliquer ou de faire avancer aux divers moments l'ancienne solution. Quant à ceux qui nient (ou bien ne comprennent pas) soit les nouveaux moyens, soit le fait que nous avons encore devant nous d'anciens

problèmes, que nous allons au-devant de leur ancienne solution, ils abandonnent *en fait* la base du marxisme, ils se révèlent *en fait* prisonniers des libéraux (tels Potressov, Lévitski, etc.), ou bien des idéalistes et des « syndicalistes » (tel V. Bazarov et d'autres).

Prisonniers de gens et d'idées qui leur sont étrangers, tant Potressov que Bazarov et leurs partisans s'embrouillent inévitablement et se trouvent dans une situation des plus comiques et des plus fausses. M. Potressov crie en se frappant la poitrine : « *où* est cet *essai* et quelle est cette *réponse* ? » Martov, qui connaît si bien lui aussi cette réponse, essaie de persuader le public que cette réponse admet « la bourgeoisie au pouvoir » : moyen habituel des libéraux d'utiliser un silence momentané et forcé de l'adversaire. Et on nous demande d'un air offensé : qu'est-ce que le courant liquidateur ?. Mais, chers Messieurs, le fait même, pour des gens qui se targuent de leur appartenance à un tout organisé, de profiter de l'affaiblissement de ce tout organisé pour assurer l'opinion qu'il n'y a pas de « réponse » (alors que « la réponse » est donnée justement par ce tout organisé), relève déjà de la liquidation (sinon du reniement).

Le courant liquidateur est l'« hallucination d'une imagination délirante », écrit M. Potressov, car il n'est pas possible de liquider ce qui « est déjà inliquidable, ce qui n'existe plus en fait en tant que tout organisé ».

Je n'ai pas la possibilité d'exposer au lecteur tout ce que je pense de ces lignes ; je pense en rendre l'essentiel en posant la question suivante : comment peut-on nommer un homme dont les partisans et collègues les plus proches acceptent les propositions avantageuses pour eux qui leur sont faites par un tout organisé (précisément en tant que tout organisé) et qui le lendemain annonce dans la presse que ce tout organisé n'existe pas ?

Tournons la page.

Il reste une question essentielle : la reconnaissance de la nécessité d'une solution ancienne des problèmes anciens peut-elle se modifier en fonction du *degré* de désagrégation, et même, si vous voulez, de disparition du tout organisé ? Chacun peut comprendre que non. Si les conditions objectives, si les traits économiques et politiques essentiels de

l'époque contemporaine exigent l'ancienne solution, la désagrégation, l'aménuisement croissant du tout organisé ne peuvent que susciter l'anxiété, que pousser le publiciste à insister vigoureusement sur la nécessité du tout organisé. Il convient d'admettre les nouveaux moyens d'amener la solution, comme nous l'avons déjà montré, mais qui doit les employer, ces moyens ? Le tout organisé, bien sûr. Il est clair que les devoirs d'un publiciste, aux yeux de ceux qui ont compris la signification, les principales particularités politiques de la période en cours, sont diamétralement opposés à *toute* la ligne de M. Potressov et C^ie^. Il ne peut être question que quiconque ait sérieusement l'idée de nier le lien de la « réponse » que j'ai exposée plus haut (réponse à la question concernant l'économie et la politique de l'instant donné) avec la lutte contre le courant liquidateur.

De l'exposition générale de principe de la question, passons à son exposition historique concrète. Dans la période 1908-1910 s'est nettement dessiné dans le marxisme un courant qui prône la nécessité de l'ancienne solution, et qui mène une politique correspondant à cette idée. Il s'est dessiné un autre courant qui *d'un bout à l'autre de ces trois ans* s'est opposé à la reconnaissance « de l'ancienne solution » et à la création des anciennes formes fondamentales du tout organisé. Il est puéril de nier un tel fait. Il s'est dessiné un troisième courant, qui durant ces trois années n'a pas compris les nouvelles formes de préparation de l'ancienne solution, la signification de l'activité menée à l'intérieur de la III^e^ Douma, etc. De tels gens ont transformé la reconnaissance de l'ancienne solution en une phrase apprise par cœur mais pas comprise, répétée par habitude, et non pas *appliquée* consciemment, à bon escient à une situation modifiée (modifiée ne serait-ce que dans le domaine du travail de la Douma, mais évidemment, pas seulement dans ce domaine).

Le lien du courant liquidateur avec une tendance générale petite-bourgeoise à la « lassitude » est évidente. Les « fatigués » (en particulier les fatigués à ne rien faire) ne s'occupent pas de fournir une réponse précise à la question du jugement à porter, du point de vue économique et politique, sur le moment présent : ils ne sont pas d'ac-

cord tous tant qu'ils sont avec l'appréciation donnée plus haut et formellement *acceptée par tous* comme appréciation portée au nom d'un groupement, mais ils frémissent tous à la seule pensée d'y opposer leur *propre* appréciation, ne serait-ce que l'appréciation des collaborateurs des journaux liquidateurs *Nacha Zaria*, *Jizn*[49], etc. Les « fatigués » affirment : il n'y pas d'ancien, l'ancien n'est pas viable, il est fossilisé, etc., etc., mais ils ne s'embarassent pas de donner une réponse purement politique, une réponse formulée avec précision à la question obligatoire (obligatoire pour tous les publicistes honnêtes) de savoir ce qu'il faut exactement substituer à l'ancien, s'il faut rétablir « ce qui est inliquidable (soi-disant), comme étant déjà liquidé » (d'après Potressov). Depuis trois ans ils décrient et dénigrent l'ancien — en particulier en se servant de tribunes inaccessibles aux défenseurs de l'ancien — et, embrassant tendrement les Izgoïev *, s'écrient : quelles futilités, quelles hallucinations que ces discussions sur le courant liquidateur !

On *ne saurait* appliquer à *ces* « fatigués », à M. Potressov et C^ie^, le vers célèbre : « ils n'ont pas trahi, ils sont las de porter leur croix ; leur esprit de colère et d'affliction les a abandonnés à mi-chemin »[51].

Les « fatigués » qui montent à la tribune de publiciste pour y justifier leur « lassitude » de l'ancien, le manque de désir qu'ils ont de travailler à l'ancien, se révèlent justement des gens qui non seulement « sont fatigués », mais aussi ont trahi.

IV

M. Potressov porte aussi au nombre des « futilités » la lutte philosophique des matérialistes, des marxistes, contre les adeptes de Mach, c'est-à-dire les idéalistes. M. Potressov est profondément indigné par « ces bacchanales (— « Arkadi Nikolaévitch, mon ami, ne parle pas si joliment »[52]) de philosophie » et, en nous rangeant Plékhanov et moi-même du côté des matérialistes, il nous qualifie de

* Voir son article dans *Rousskaïa Mysl*[50] 1910, où il fait de Potressov un partisan des *Viékhi*. M. Potressov ne pourra *jamais* se purifier d'une telle étreinte.

« *politiciens d'hier* ». J'ai bien ri de cette expression. En vérité, la vantardise est ici si claire et si amusante qu'il aurait fallu donner à notre lièvre un bout de l'oreille de l'ours. Plékhanov, etc., « des politiciens d'hier » ! Le politicien *d'aujourd'hui*, sans doute, c'est Potressov et ses « gaillards ». C'est gentil et franc.

Quand il arrive à Arkadi Nikolaévitch, et c'est une exception, de prononcer un mot sans contorsions et sans minauderies, il se démolit lui-même de la manière la plus magnifique. Faites un petit effort, Arkadi Nikolaévitch, essayez de *réfléchir* : vous niez qu'il existe un courant liquidateur, qui soit un mouvement *politique* séparant *non point* le menchevisme du bolchevisme, mais Potressov et Cie de Plékhanov et des bolcheviks *pris ensemble*. Et en même temps vous nous qualifiez Plékhanov et moi-même de « politiciens d'hier ». Regardez donc à quel point vous êtes maladroit : Plékhanov et moi-même pouvons être qualifiés *tous les deux* de politiciens d'hier *justement* dans ce sens que pour nous l'organisation d'hier, en tant que forme du mouvement d'hier (d'hier par ses *bases*), apparaît obligatoire aujourd'hui encore. Ce qui nous a profondément séparés d'avec Plékhanov et continue de nous séparer, c'est la question de savoir quelles démarches il convenait de faire entreprendre à tel ou tel moment à *cette* organisation d'hier sur la base de *ce* mouvement d'hier, mais ce qui nous rapproche, c'est la lutte contre ceux qui, *aujourd'hui*, nient justement les *bases* du mouvement d'hier (ici vient se greffer la question de l'hégémonie que je m'apprête à aborder), les *bases* de l'organisation d'hier.

Eh bien, Arkadi Nikolaévitch, vous ne comprenez toujours pas ce qu'est le courant liquidateur ? Vous continuez à penser que ce qui nous a unis à Plékhanov, c'est quelque plan machiavélique ou quelque désir malveillant de *remplacer* « l'élimination » du courant liquidateur par « une lutte sur deux fronts » ?

Mais revenons aux « bacchanales de philosophie ».

« Nous savons, écrit M. Potressov, quelle profonde fissure creusa en son temps dans la conscience de la social-démocratie allemande la lutte d'Engels contre Dühring et comment les thèses les plus abstraites, semblait-il, avaient en fait une signification concrète, vivante pour le mouve-

ment de la classe ouvrière allemande »... Les thèses les plus abstraites avaient une signification concrète, vivante. De nouveau une phrase, et rien d'autre qu'une phrase. Essayez d'expliquer, si « vous savez », quelle « signification concrète, vivante » avait l'*affirmation* par Engels du caractère erroné des raisonnements philosophiques de Dühring sur le temps et l'espace ! Votre malheur consiste en ce que vous *avez appris* comme un écolâtre : « la dispute d'Engels et de Dühring a eu une grande importance », mais sans *réfléchir* à sa signification. C'est pourquoi vous répétez ce que vous avez appris sous une forme fausse, hideusement fausse. On ne peut dire que « les thèses les plus abstraites (d'Engels contre Dühring) eurent en fait une signification concrète, vivante pour le mouvement de la classe ouvrière allemande ». Les thèses les plus abstraites d'Engels avaient le sens d'une explication aux idéologues de la classe ouvrière de l'erreur qui consiste à s'éloigner du matérialisme pour aller vers le positivisme et l'idéalisme. Si vous aviez donné des conceptions d'Engels une explication de ce genre, d'une certaine précision philosophique, au lieu d'aligner des phrases sonores et vides sur « la profonde fissure », « la signification concrète et vivante des thèses les plus abstraites », vous auriez vu aussitôt que la référence au débat entre Engels et Dühring joue *contre* vous.

...« Nous connaissons, continue M. Potressov, dans l'histoire de la formation du marxisme russe le rôle de la lutte contre la sociologie subjective »...

Plutôt que le rôle des doctrines positivistes et idéalistes de Lavrov et Mikhaïlovski dans les erreurs de la sociologie subjective ? Pas une de vos balles, Arkadi Nikolaévitch, qui ne rate la cible. Si nous faisons un parallèle historique, il faut faire ressortir et montrer avec exactitude ce qui est identique dans les différents événements, car autrement, au lieu d'une comparaison historique, on n'obtient que des mots lancés au vent. Si nous prenons le parallèle historique que vous avez établi, il faut se demander si « la formation » du marxisme *russe* était possible *sans* l'explication par Beltov [53] des fondements du matérialisme philosophique et de leur signification pour réfuter Lavrov et Mikhaïlovski ? Il ne peut y avoir qu'une réponse à cette question, et cette réponse — si on applique les conclusions tirées du parallèle

historique au débat engagé avec les partisans de Mach — va *contre* M. Potressov.

...« Mais justement parce que nous savons tout cela » (bien sûr, nous avons vu maintenant ce que cela signifie quand M. Potressov écrit : « nous savons tout cela »), « nous voulons que soit finalement établi un lien vivant, réel, entre le débat philosophique qui nous occupe et le courant socio-politique marxiste, ses tâches et ses intérêts. Et en attendant »... suit la référence à la lettre de Kautsky disant que le ralliement à Mach est une *Privatsache* (affaire privée), que toute dispute à ce sujet n'est que « chimère », etc...

La référence à Kautsky est un exemple de jugement petit-bourgeois. Il ne s'agit pas ici d'une « absence de principes », de la part de Kautsky, comme le note facétieusement M. Potressov (facéties dignes d'Izgoïev), mais de son *manque d'information*, sur ce que sont les adeptes russes de Mach, de ce qu'il ne prétend pas le savoir. Dans sa lettre, Kautsky reconnaît en Plékhanov un expert du marxisme, il exprime sa conviction de l'incompatibilité de l'idéalisme et du marxisme, et son opinion que le machisme n'est pas de l'idéalisme (ou plutôt : que tout machisme n'est pas idéalisme). Il est indubitable que Kautsky *se trompe* sur le dernier point, et en particulier en ce qui concerne le machisme russe. Son erreur est parfaitement excusable car il n'a *pas étudié* le machisme dans son entier ; il a écrit une lettre personnelle dans le but évident de mettre en garde contre l'exagération des divergences de vues. Pour l'écrivain marxiste *russe* se référer à Kautsky dans ces conditions signifie manifester une paresse d'esprit et une lâcheté purement petites-bourgeoises. Kautsky *pouvait espérer* en 1908, quand il écrivait sa lettre, qu'une interprétation déterminée de Mach était « conciliable » avec le *matérialisme*, mais, dans la Russie de 1909-1910, invoquer là-dessus Kautsky signifie *entreprendre* de concilier les machistes russes avec les matérialistes. Est-ce que M. Potressov ou quelqu'un d'autre est sérieusement prêt à s'en charger ?

Kautsky n'est pas sans principes, mais Potressov et C^ie^, qui veulent déclarer ralliement à Mach « affaire privée », sont, eux, des *modèles de manque de principe* dans le marxisme russe. Kautsky était tout à fait sincère et pas le moins

du monde sans principes, quand en 1908, sans avoir lu les machistes russes, il *leur* conseillait de rechercher la paix avec Plékhanov, comme avec un expert en marxisme, avec un matérialiste, car c'est pour le matérialisme et contre l'idéalisme que Kautsky s'est toujours prononcé, et en particulier dans cette lettre. Mais quand M. Potressov et Cie citent Kautsky en 1909-1910, il n'y a pas chez eux la plus petite *parcelle* de sincérité, la moindre *once* de respect envers les principes.

Vous ne voyez pas, M. Potressov, de lien vivant réel entre ce débat philosophique et le courant marxiste ? Permettez-moi, à moi politicien d'hier, d'attirer votre attention le plus respectueusement du monde sur les circonstances et les considérations suivantes : 1° le débat sur la nature du matérialisme philosophique, sur le danger, le risque de verser dans la réaction, qu'il y a à s'en écarter, est *toujours* lié « d'un lien réel, vivant » au « mouvement socio-politique marxiste », sinon ce dernier courant ne serait pas marxiste, ne serait pas social et politique, ne serait pas un courant. Nier « la réalité » de ce lien ne peut être le fait que des « politiciens réels » bornés du réformisme ou de l'anarchisme ; 2° étant donné la richesse et la diversité du contenu idéologique du marxisme, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'en Russie comme dans d'autres pays, les différentes périodes historiques privilégient tel ou tel de ses aspects. En Allemagne, avant 1848, c'est la genèse philosophique du marxisme qui a dominé, en 1848, ce sont les idées politiques du marxisme, dans les années 50 et 60, la doctrine économique de Marx. La Russie, avant la révolution, a été plus spécialement marquée par l'application de la doctrine économique de Marx à notre réalité ; pendant la révolution, par la politique marxiste ; après la révolution, par la philosophie marxiste. Cela ne veut pas dire qu'on est autorisé à négliger les autres aspects ; cela veut dire simplement que la *prédominance de l'intérêt* pour tel ou tel aspect dépend de l'ensemble des conditions historiques et non pas de désirs subjectifs ; 3° l'époque de la réaction sociale et politique, l'époque de la « digestion » des riches leçons de la révolution, n'est pas par hasard une époque où les principales questions théoriques, et parmi elles philosophiques, se hissent pour chaque courant

vivant à l'une des premières places ; 4° dans les courants d'avant-garde de la pensée russe, il n'y a pas cette grande tradition philosophique qui est liée chez les Français aux encyclopédistes du XVIII^e^ siècle, chez les Allemands à l'époque de la philosophie classique de Kant à Hegel et Feuerbach. C'est pourquoi la classe progressiste de Russie avait justement besoin de procéder à un « examen » philosophique, et il n'y a rien d'étonnant à ce que cet « examen » tardif ait commencé après que cette classe progressiste, lors des récents événements importants, ait atteint la maturité suffisante pour jouer son rôle historique à elle ; 5° l'« examen » philosophique se préparait aussi depuis longtemps dans d'autres pays du monde dans la mesure où, par exemple, la physique moderne a posé une série de nouveaux problèmes, que devait intégrer le matérialisme dialectique. En ce sens « notre » (d'après l'expression de Potressov) controverse philosophique n'a pas seulement une portée locale, c'est-à-dire russe. L'Europe a fourni les éléments d'un « rafraîchissement » de la pensée philosophique, et la Russie retardataire, profitant des loisirs forcés des années 1908-1910, s'est jetée avec une « avidité particulière » sur ces éléments ; 6° Béloussov a qualifié il n'y a pas longtemps la III^e^ Douma de Douma dévote. Il a noté avec justesse l'orientation de classe de la III^e^ Douma à cet égard, et a persiflé avec juste raison la bigoterie des cadets.

Ce n'est pas par hasard mais par *nécessité* que toute réaction dans son ensemble, la réaction libérale (celle des cadets, des *Viékhi*) en particulier, est « friande » de religion. Le bâton, le knout ne suffisent pas ; le bâton malgré tout a été cassé. Le groupe des *Viékhi* aide la bourgeoisie progressiste à retrouver un nouveau bâton, idéologique, spirituel. La doctrine de Mach, en tant que variété d'idéalisme, s'avère *objectivement* un instrument de la réaction, une compagne de la réaction. La lutte contre le machisme « à la base » n'est pas due au hasard, elle est inévitable, dans cette période historique (1908-1910) où « au sommet » nous avons affaire non seulement à la « Douma dévote » des octobristes et des Pourichkévitch, mais aussi à des cadets dévots, à une bourgeoisie libérale dévote.

M. Potressov fait une réserve révélatrice quand il dit qu'« il n'aborde pas pour l'instant » la théorie des « cons-

tructeurs de Dieu ». Voilà en quoi se distingue Potressov, publiciste sans principes et petit-bourgeois, de Kautsky. *Kautsky ne connaissait ni* la théorie machiste de la construction de Dieu, *ni* le groupe dévot des *Viékhi*, et c'est pourquoi il *pouvait* dire que tout machisme n'est pas idéalisme. Potressov le sait bien et, *en « n'abordant pas »* l'essentiel (essentiel pour celui qui adopte un point de vue *étroitement* « publiciste »), il joue l'hypocrite. En déclarant la lutte contre le machisme « affaire privée », M. Potressov et ses émules deviennent des complices des *Viékhi* dans un sens « socio-politique ».

V

Passant de M. Potressov à Bazarov, nous devons remarquer avant tout que, en ce qui concerne la question du débat philosophique, en répliquant au premier, nous avons par la même occasion répondu au deuxième. Il faut ajouter seulement ceci : la patience de V. Bazarov envers M. Potressov, ses tentatives de trouver chez Potressov « une part de vérité » sont tout à fait compréhensibles, car M. Potressov (ainsi que tous les liquidateurs), tout en se séparant verbalement et formellement du machisme, lui cède *au fond* sur l'essentiel. Le machisme, en tant que courant et groupe ayant « une plate-forme », ne se décide à exiger rien d'autre que la reconnaissance de sa rupture avec le marxisme pour « une affaire privée » ! C'est pourquoi ce n'est pas par hasard que Potressov et Bazarov échangent des regards de connivence. Le groupe des journalistes liquidateurs et celui des journalistes machistes sont *réellement solidaires* pour préserver dans notre période de décadence « la liberté de décadence » contre les attaques des partisans du marxisme, des défenseurs des bases théoriques du marxisme. Et cette solidarité *ne* se limite *pas* aux questions philosophiques, comme le montre V. Bazarov *lui-même* par son article.

Je dis : lui-même, car justement Bazarov s'est toujours distingué par une attitude des plus réfléchies envers les questions sérieuses de politique. Il faut noter ce fait pour apprécier la signification des invraisemblables hésitations d'un tel homme, et non seulement pour souligner l'activité des plus utiles dans le passé d'un publiciste rêvant d'égaler Erostrate.

Que penser en effet de la déclaration érostratique suivante : « Je considère comme une des plus grandes et des plus futiles incompréhensions actuelles la fameuse question de « l'hégémonie ». Une sorte de fatalité semble peser sur les machistes sortis de notre sein : les uns défendent « la liberté de décadence » en déclarant l'otzovisme nuance légale, d'autres, comprenant la bêtise et le danger de l'otzovisme, tendent directement la main aux liquidateurs en politique. Ce sont justement les liquidateurs qui dans *Nacha Zaria*, *Jizn*, *Obchestvennoïé Dvijénié* [54] mènent une guerre directe et indirecte contre l'idée d'hégémonie. Constatons avec regret que Bazarov *s'est mis de leur côté.*

Au fond quels sont ses arguments ? Il y a cinq ans l'hégémonie était un fait. « Aujourd'hui, pour des raisons tout à fait compréhensibles, cette hégémonie non seulement a disparu, mais a donné naissance à son contraire. » La preuve : « de nos jours une ruade décochée au marxisme est une condition absolue de popularité dans les cercles démocratiques de la société ». Exemple : Tchoukovski.

On lit et on n'en croit pas ses yeux : Bazarov, qui voulait être un marxiste, se transforme en un homme fini, capable d'aller bras dessus, bras dessous avec Potressov.

Vous ne craignez pas *Dieu*, Bazarov. Les Tchoukovski et autres libéraux, ainsi qu'une multitude de démocrates troudoviks, « ont toujours lancé des ruades » au marxisme, à partir de 1906 en particulier, or l'hégémonie n'était-elle pas « un fait » en 1906 ? Sortez de votre réduit pour gens de lettres libéraux, jetez ne serait-ce qu'un coup d'œil sur l'attitude des députés paysans envers leurs collègues ouvriers à la III[e] Douma. Il suffit de rapprocher des faits indiscutables illustrant leur comportement politique pendant trois ans, de comparer leurs formules de transition à celles des cadets, sans parler, bien sûr, du rapprochement des déclarations politiques à la Douma avec les conditions de vie de larges couches de la population pendant ce temps-là, et on aura la démonstration la plus irréfutable de l'existence de l'hégémonie actuellement. L'hégémonie de la classe ouvrière est l'action politique qu'elle exerce (elle et ses représentants) sur les autres éléments de la population, épurant leurs sentiments démocratiques (si sentiments démocratiques il y a) de toutes impuretés critiquant l'é-

troitesse et la myopie de toute démocratie bourgeoise, combattant l'esprit cadet (en regroupant sous ce terme tout ce que secrètent de perversion idéologique les discours et la politique des libéraux), etc., etc. Il n'y a rien de plus caractéristique pour notre époque que le fait que Bazarov *a pu* écrire de telles invraisemblances, et qu'un groupe des journalistes qui se considèrent, eux aussi, comme des amis des ouvriers et des partisans du marxisme, lui a prodigué ses encouragements!

« Il est tout à fait impensable de prédire comment se présenteront les choses au moment du prochain réveil », affirme Bazarov aux lecteurs de la revue liquidatrice. « Si la physionomie spirituelle de la démocratie des villes et des villages est à peu près la même qu'il y a cinq ans, l'hégémonie du marxisme redeviendra un fait... Mais il n'y a rien qui permette de rejeter absolument la supposition d'un changement important dans la physionomie de la démocratie. Imaginons, par exemple, que la petite bourgeoisie des villages et des villes russes soit suffisamment montée contre les privilèges politiques des classes dominantes, soit suffisamment unie et active, mais empreinte d'un profond esprit nationaliste. Du fait que les marxistes ne peuvent passer aucun compromis avec le nationalisme et l'antisémitisme, il ne sera évidemment pas question d'hégémonie. »

Ceci est non seulement faux mais monstrueusement absurde. Si l'hostilité aux privilèges est contaminée dans certaines couches par le nationalisme, n'appartient-il justement pas au détenteur de l'hégémonie d'expliquer qu'une telle contamination fait obstacle à l'abolition des privilèges ? Peut-il exister une lutte contre les privilèges *non* liés à la lutte des petits bourgeois qui souffrent du nationalisme contre ceux d'entre eux qui en tirent profit ? Toute lutte de toute petite bourgeoisie contre tous les privilèges est *toujours* marquée au coin de l'étroitesse, de l'hésitation petite-bourgeoise, et la lutte contre ces traits est justement le fait du détenteur de l'hégémonie. Bazarov raisonne comme les cadets, comme les *Viékhi*. Ou plutôt : Bazarov est passé dans le camp des Potressov et C^ie^ qui raisonnent déjà depuis longtemps ainsi.

Ce qui ne se trouve pas à la surface n'existe pas en fait. Ce que ne voient pas les Tchoukovski et Potressov n'est pas réel. Voilà sur quoi se basent les raisonnements dont Bazarov fait usage contre le marxisme. Le marxisme nous apprend que les masses petites-bourgeoises, tant qu'existera

le capitalisme, souffriront inévitablement des privilèges antidémocratiques (de tels privilèges « ne sont pas obligatoires » théoriquement sous un capitalisme *pur*, mais l'*épuration* de celui-ci durera aussi longtemps qu'il existera), souffriront de l'oppression économique. C'est pourquoi tant qu'existera le capitalisme, le devoir du détenteur de l'hégémonie sera *éternellement* d'expliquer la source de ces privilèges et de cette oppression, de montrer leurs racines de classes, de donner l'exemple de la lutte à mener contre eux, de dévoiler la fausseté des méthodes libérales de lutte, etc., etc.

Ainsi pensent les marxistes. Ainsi voient-ils les tâches du détenteur de l'hégémonie dans le camp dont les conditions de vie ne permettent pas de s'accommoder des privilèges, dans le camp non seulement des prolétaires, mais aussi des masses à demi prolétaires et petites-bourgeoises. Et les Tchoukovski pensent que, étant donné que ce camp est repoussé, terrassé, rejeté dans la clandestinité, cela veut dire que « l'hégémonie a disparu », cela veut dire que « la question de l'hégémonie est devenue un malentendu des plus futiles ».

Quand je vois Bazarov s'abaisser à tenir de tels propos, bras dessus, bras dessous avec les Potressov, Lévitski et Cie qui persuadent la classe ouvrière qu'il ne lui faut pas l'hégémonie *mais* un parti de classe, quand je vois, d'un autre côté, Plékhanov soulevant (d'après l'expression méprisante de l'inénarrable Potressov) « un tintamarre » aux moindres signes d'hésitations sérieuses à propos de la question de l'hégémonie, je me dis que les bolcheviks se seraient conformés à la description qu'avaient donnée d'eux leurs ennemis comme de fanatiques imbus des canons de leur fraction, si, dans la situation présente, ils avaient hésité ne fût-ce qu'une minute, s'ils avaient douté un seul instant que leur devoir, le devoir de toutes les traditions du bolchevisme, de tout l'esprit de sa doctrine et de sa politique était de tendre la main à Plékhanov, de lui exprimer leur entière solidarité de camarades. La question de savoir comment le détenteur de l'hégémonie devait agir à tel ou tel moment, nous a séparés et nous sépare encore, mais nous sommes ensemble au moment de la décadence, dans la lutte contre des gens pour qui la question de l'hégémonie est « un malen-

tendu des plus futiles ». Et les Potressov, Bazarov et autres personnages sont pour nous des étrangers, non moins étrangers que les Tchoukovski.

Qu'elles prennent acte de tout cela, les bonnes âmes qui qualifient de « fractionnelle », d'étroite, la politique de rapprochement avec Plékhanov, qui désirent « l'élargir » jusqu'à une conciliation avec les Potressov, Bazarov et autres, qui ne veulent absolument pas comprendre pourquoi nous considérons cette « conciliation » soit comme de la bêtise crasse soit comme de basses manœuvres.

« Mysl » n^os 2 et 3, janvier et février 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue

LES « DEUX CAMPS » ET LE « COMPROMIS RAISONNABLE » VUS PAR LES CADETS

La réponse qu'a donnée la *Retch* à un organe officieux du ministère sur la question du « mot d'ordre » pour les élections à la IV[e] Douma et du regroupement politique actuel, représente un événement intéressant et significatif.

La *Retch* est d'accord avec les *Rousskié Viédomosti* [55] sur le fait que « les élections à la IV[e] Douma ne verront que deux camps en présence : les progressistes et la droite ». « Il faudra voter non pas pour des partis, non pas pour des candidats, mais pour ou contre la consolidation en Russie du régime constitutionnel. » (Le mot « consolidation » est particulièrement bien venu !) « Le sens politique de ce mot d'ordre... est la reconnaissance objective du fait indiscutable que la politique du gouvernement a de nouveau uni toute l'opposition, à droite et à gauche des cadets. » Les cadets seront « le centre de ce groupe politique disparate » et, en entrant dans ce groupe, « ils renonceront aussi peu à leur programme et à leur tactique précédents que les social-démocrates n'avaient renoncé à leur programme et à leur tactique en entrant dans les unions existant avant octobre » (éditorial du 21 janvier).

« Messieurs, pouvons-nous répondre à tous les organes officieux et officiels, vous seuls êtes responsables de notre union... Maintenant en Russie plus on va, plus les tendances

politiques se regroupent en deux grands camps, pour et contre la constitution... Notre tâche est maintenant unique, de nouveau unique, comme avant le 17 octobre »... (*ibid.*).

Il convient de distinguer, pour apprécier ces raisonnements, la question des conditions dans lesquelles se déroulent les élections à la IV^e^ Douma, de la question de la signification sociale et politique des transformations étudiées (« du mot d'ordre » et des regroupements). Les conditions dans lesquelles se déroulent les élections d'une manière générale et en province en particulier, sans doute, obligeront « l'opposition » à faire un usage encore plus large qu'auparavant du terme vague de « progressistes » [56], qui ne se réfère à aucun parti. Ce sera une conséquence du refus de l'égaliser même des partis tels que celui des cadets et l'incompréhension de l'organe officieux du ministère à ce sujet n'est, bien sûr, qu'hypocrisie. Dans les grandes villes, comme le reconnaissent eux-mêmes les cadets dans cet éditorial, par exemple, seront présentés des candidats indépendants de groupes « plus à gauche », d'après l'expression des *Rousskié Viédomosti*. On peut voir déjà par là qu'il n'y a pas lieu de parler de *deux* camps.

Ensuite, la *Retch* a choisi d'oublier complètement l'existence de la curie ouvrière prévue par les lois électorales actuelles. Enfin, en ce qui concerne les élections à la campagne (chez les paysans), il conviendra de dire qu'on évitera de prononcer sans aucun doute le *mot* même de « progressistes » et que le « centre » *réel* de groupes « politiques disparates » ou bien politiquement indéfinis ne sera sans doute pas constitué par les cadets.

A quoi aboutit la discussion sur les *deux* camps ? A conclure que les cadets se plaisent, quand ils parlent de la situation politique actuelle, à limiter leur horizon aux *seuls* éléments qui forment la majorité de la III^e^ Douma. Ce n'est qu'à la partie infime de la population représentée par ces éléments que messieurs les cadets daignent étendre la notion de « camps » politiques. Jusqu'à présent la division *principale* de cette société choisie du 3 juin était : gens de droite, octobristes, cadets. (On sait que la physionomie de la III^e^ Douma a été marquée, en fin de compte, par deux majorités : octobristes-droite et octobristes-cadets.) Maintenant il y aura (d'après la prédiction des *Rousskié*

Viédomosti en accord avec la *Retch*) un regroupement de *ces trois* éléments en deux « camps » : droite et progressistes.

Nous reconnaissons pleinement que ces prédictions libérales ne reposent pas seulement sur des désirs libéraux, mais aussi sur des faits objectifs : sur les transformations intervenues dans la situation politique et l'état d'esprit de la bourgeoisie russe. Il n'est simplement pas permis d'oublier qu'on ne peut parler de *deux* camps qu'en limitant son champ d'observation à la majorité de la troisième Douma. Il n'est pas permis d'oublier que le sens *réel* de toutes ces discussions est limité par la tendance au rapprochement, à la fusion, à l'union des « camps » octobriste et cadet en un « camp » progressiste (il est sous-entendu qu'on reconnaît alors qu'une plus ou moins grande partie du camp octobriste réjoint la droite). Quand les cadets disent : on « nous » a unis, « notre » tâche est de nouveau unique, etc., ces mots « nous », « notre », désignent *en réalité* les octobristes et les cadets, et rien d'autre.

Sur quoi « les » a-t-on donc unis ? Quelle est « leur » tâche ? Quel est « leur » mot d'ordre pour les élections à la IV^e^ Douma ? « Consolidation de la constitution », répondent les *Rousskié Viédomosti* et la *Retch*. Cette réponse semble précise, mais en fait elle ne définit rien du tout et se réduit à l'indication vide de sens d'un « milieu » indéfini entre les octobristes et les cadets. Car tant Milioukov que Goutchkov sont d'accord sur le fait que « nous avons, Dieu merci, une constitution », mais ils rêvent de s'entendre sur « consolidation » non de ce que « nous » *avons*, mais de ce que nous n'avons pas. On ne peut de même que rêver, et encore à condition de ne pas être trop perspicace, à une entente possible de Milioukov et de Goutchkov, cadet et octobriste aujourd'hui, « progressistes » demain, sur la définition du contenu de la constitution souhaitée. Ils ne pourraient s'entendre ni sur l'expression juridique de la constitution, ni sur la détermination des intérêts et des classes que ladite constitution devrait effectivement satisfaire et sauvegarder. C'est pourquoi ce mot d'ordre commun signifie *en fait* que, s'ils sont liés par « une tâche *négative* : le devoir de lutter contre un adversaire commun » (expression de la *Retch* tirée du même éditorial), les octobristes et

les cadets ne peuvent définir leurs tâches positives, ne peuvent trouver au sein de leurs camps les forces qui seraient capables de décoller du point mort.

La reconnaissance du fait qu'on en est effectivement au point mort, qu'on doit en démarrer, que les octobristes et les cadets doivent également en démarrer, qu'une fois mis en branle, les uns et les autres, réduits à eux-mêmes, sont impuissants, ressort avec une netteté frappante des considérations auxquelles se livre la *Retch* à propos d'un cas particulier de « compromis raisonnable. »

« Et si au cours des discussions à la Douma au sujet des égouts de Pétersbourg, lisons-nous dans l'éditorial de la *Retch* du 20 janvier, les dessous malsains de la discussion se sont estompés, s'il est apparu comme possible même au centre (c'est-à-dire aux octobristes) d'adhérer à ce compromis raisonnable qui avait été proposé par le groupe de la liberté populaire et accepté par les autorités municipales, l'intervention de P. Stolypine a brusquement arraché les voiles (et vous auriez voulu, Messieurs les cadets, que les questions brûlantes restent voilées ?), pour remettre en évidence ces mêmes vieux dessous, dont tous ont la nausée, ce même vieux conflit *politique* qui oppose l'Etat aux autorités municipales. »

La bourgeoisie libérale se présente sous les traits d'un personnage tout ce qu'il y a de plus innocent, qui rêve « de compromis raisonnables » sur une base pratique, non politique, tandis que les représentants des vieux principes « anticonstitutionnels » jouent le rôle d'éducateurs politiques, arrachant les voiles, mettent en évidence les dessous de classe ! Le compromis raisonnable, soupire le libéral, consiste dans la mise à exécution de ce sur quoi s'étaient entendus les cadets, les octobristes et les gros bonnets sans-parti (les autorités municipales de Pétersbourg). Il n'y a rien de raisonnable au fait que nous vous cédions, répond le gouvernement ; ce qui est raisonnable, c'est seulement que vous, vous nous cédiez.

Une question de rien du tout sur l'assainissement de Pétersbourg, sur la répartition des rôles et des droits entre la municipalité et le pouvoir absolu a servi à mettre en lumière des vérités ayant une grande importance. Qu'est-ce qui est « plus raisonnable », en fin de compte, les désirs,

les rêves, les exigences de toute la bourgeoisie ou bien le pouvoir, mettons, du Conseil de la noblesse unifiée ? [57]

Pour la *Retch*, comme pour tout le parti cadet, un compromis, si on veut qu'il soit considéré comme « raisonnable », doit avoir l'approbation des esprits pratiques, des brasseurs d'affaires, des gros bonnets, des octobristes eux-mêmes, des pontes eux-mêmes de la municipalité pétersbourgeoise. Mais la réalité *effective*, de quelque manière qu'on ne la voile de phrases du genre : « nous avons, Dieu merci, une constitution », déchire ces compromis et ces voiles d'une manière assez brutale.

Conclusion : vous nous avez unis, dit la *Retch* à l'organe officieux du ministère. — Qui « nous » ? — Les octobristes et les cadets, semble-t-il. — Sur quoi unis ? — Sur la tâche commune de la consolidation de la constitution. — Et que faut-il comprendre sous l'expression constitution et consolidation de la constitution ? — Un compromis raisonnable entre octobristes et cadets. — Quel est le critère du caractère raisonnable d'un compromis ? — Son approbation par les pires représentants du capitalisme russe à la Koloupaïev [58], dans le genre des membres de la Douma de Pétersbourg. — Et quel est le résultat pratique de ces compromis raisonnables ? — Le fait que Stolypine, ou bien le Conseil d'Etat, ou bien Tolmatchev [59], etc., etc., « déchirent brutalement » ces compromis... O politiciens à l'esprit pratique !...

...Et quoi, n'y aura-t-il pas aux élections à la IV[e] Douma de troisième camp, caractérisé par la conscience de ce qu'est déraisonnable, comique, naïve la politique de « compromis raisonnable » des cadets ? Qu'en pensez-vous, Messieurs de la *Retch* et des *Rousskié Viédomosti* ?

« Zvezda » n° 8,
5 février 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

LE CINQUANTENAIRE DE L'ABOLITION DU SERVAGE

Il y aura cinquante ans le 19 février 1911 que le servage a été aboli en Russie. Partout on se prépare à fêter ce jubilé. Le gouvernement tsariste prend toutes les mesures pour que dans les églises et les écoles, dans les casernes et au cours de lectures publiques, on propage exclusivement le point de vue des Cent-Noirs sur ce qu'on appelle « la libération » des paysans. De Pétersbourg, on envoie en hâte dans toute la Russie des circulaires pour que les établissements et institutions les plus divers ne fassent venir pour les distribuer au peuple d'autres livres et brochures que ceux publiés par « le Club national », c'est-à-dire par l'un des partis les plus réactionnaires de la III[e] Douma. Dans certains endroits, des gouverneurs zélés ont été jusqu'à dissoudre, en raison de leur peu d'empressement à fêter le jubilé de la manière requise par le gouvernement des Cent-Noirs, des comités de célébration du jubilé de la « réforme » paysanne n'émanant pas directement des autorités policières (mais formés, par exemple, par les zemstvos [60]).

Le gouvernement s'inquiète. Il voit que si abrutis, si terrorisés, si peu conscients, si ignorants que soient bien des ouvriers et des paysans, le simple rappel de la proclamation, il y a un demi-siècle, de l'abolition du servage ne peut pourtant pas manquer d'agiter, de troubler le peuple, écrasé qu'il est par la Douma des seigneurs, des

propriétaires fonciers, en proie plus qu'auparavant aux caprices, aux exactions et au joug des propriétaires esclavagistes, de leur police et de leurs fonctionnaires.

Dans les pays de l'Europe occidentale, les derniers vestiges du servage ont été anéantis par la révolution de 1789 en France, par celle de 1848 dans la majorité des autres pays. En Russie, en 1861, le peuple, qui pendant des centaines d'années, avait été l'esclave des propriétaires, n'était pas en état d'engager une large lutte consciente et déclarée pour la liberté. Les soulèvements de paysans n'étaient alors que des « émeutes » isolées, morcelées, inorganisées, et il était facile de les réprimer. L'abolition du servage fut décrétée non par un peuple soulevé, mais par un gouvernement qui, vaincu dans la guerre de Crimée, se vit dans l'impossibilité totale de maintenir le servage.

Ce sont les seigneurs eux-mêmes, le gouvernement seigneurial du tsar autocrate et ses fonctionnaires, qui « libérèrent » les paysans en Russie. Et ces « libérateurs » se tirèrent *si bien* d'affaire que les paysans recouvrirent la « liberté » dans un état de dénuement confinant à l'indigence, qu'ils changèrent leur dépendance personnelle à l'égard des propriétaires fonciers pour l'asservissement économique à ces mêmes propriétaires et à leurs hommes liges.

La « libération » des paysans russes par les propriétaires nobles octroya à ces derniers *plus du cinquième* des terres paysannes. Pour payer leurs propres terres, qu'ils avaient arrosées de leur sueur et de leur sang, les paysans étaient tenus de verser une *indemnité de rachat*, c'est-à-dire un *tribut* à leurs maîtres d'hier. Les paysans ont payé ainsi aux nobles en se saignant aux quatre veines, des centaines de millions de roubles de tribut. Non contents de s'approprier les terres des paysans, non contents de laisser à ceux-ci les terrains les plus mauvais, voire tout à fait impropres à la culture, les seigneurs ont encore imaginé une foule de pièges, délimitant les lots de façon à priver le cultivateur tantôt de pâturage, tantôt de pré, parfois de forêt, parfois de point d'eau. Dans la *majorité* des provinces constituant depuis toujours la Russie, les paysans restèrent, après l'abolition du servage, totalement assujettis aux propriétaires,

dans la même condition « inférieure », taillables et corvéables à merci, bétail exposé aux brimades des gardes-chiourme que leur imposaient les propriétaires, pressurés, gifflés, fouettés, tyrannisés par eux.

Dans aucun pays au monde, la paysannerie n'a connu, même après sa « libération », un tel besoin, une telle indigence, une telle prostration et de tels outrages qu'en Russie.

Mais l'abolition du servage a secoué tout le peuple, l'a fait sortir de son sommeil séculaire, lui a appris à chercher de lui-même une issue, à mener lui-même la lutte pour son entière liberté.

L'abolition du servage en Russie a donné une vive impulsion à la croissance des villes, à la multiplication des usines et des fabriques, au développement des chemins de fer. La Russie capitaliste a remplacé la Russie du servage. A la place du paysan serf rivé à la terre, arriéré, ne sortant pas de son village, croyant les popes et craignant « les autorités », est apparue une nouvelle génération de paysans qui pratique le travail saisonnier, qui a vécu dans les villes, qui a tiré quelques leçons de l'expérience amère de la vie errante et du travail salarié. Dans les grandes villes, dans les fabriques et les usines, le nombre des ouvriers ne fait qu'augmenter. Peu à peu se sont constituées des unions d'ouvriers luttant ensemble contre le capitalisme et le gouvernement. Ce combat de la classe ouvrière russe a aidé des millions de paysans à se relever, à redresser leur échine, à se débarrasser de leurs habitudes de serfs.

En 1861, les paysans n'étaient capables que d'« émeutes ». Au cours de la période qui a suivi, les révolutionnaires russes qui s'efforçaient héroïquement de pousser le peuple au combat, demeuraient isolés et tombaient victimes des coups que leur assenait l'autocratie. La classe ouvrière russe atteignit 1905 grandie et mûrie au cours de longues années de lutte par la grève, de travail de propagande, d'agitation, d'organisation, dirigé par le parti social-démocrate. Et elle prit la tête de tout le peuple, elle prit la tête des millions de paysans pour les mener *à la révolution*.

La révolution de 1905 provoqua une fêlure dans l'autocratie tsariste. Cette révolution fit pour la première fois

en Russie d'une foule de moujiks tarés par la lourde hérédité du servage, un peuple qui commençait à prendre conscience de ses droits, qui commençait à sentir sa force. La révolution de 1905 a montré pour la première fois au gouvernement tsariste, aux propriétaires fonciers russes, à la bourgeoisie russe que des millions, des dizaines de millions d'hommes étaient en train de devenir des *citoyens*, de devenir des *militants*, qui ne se laisseraient plus mener à la baguette comme du bétail, comme des vilains. Et la libération effective des masses du joug et de l'arbitraire n'a jamais et nulle part au monde été obtenue par autre chose que par la lutte héroïque et consciente menée sur l'initiative de ces mêmes masses.

La révolution de 1905 a seulement fêlé, elle n'a pas brisé l'autocratie. Celle-ci prend maintenant sa revanche sur le peuple que la Douma seigneuriale opprime et écrase encore plus. Le mécontentement et la colère recommencent partout à s'accumuler. Le premier pas sera suivi d'un second. La lutte commencée sera continuée. Après la révolution de 1905 viendra une nouvelle révolution. Tel est le message du jubilé de l'abolition du servage, tel est l'appel qu'il nous lance.

Il nous faut « un deuxième 19 février », pleurnichent les libéraux. Ce n'est pas vrai. C'est là langage de pleutres bourgeois. « Un nouveau 19 février » est impossible après 1905. On ne peut pas « libérer d'en haut » un peuple qui a appris (et *continue* à apprendre, grâce à l'expérience de cette Douma seigneuriale qu'est la III[e] Douma) à se battre d'en bas. On ne peut pas « libérer d'en haut » un peuple dont a pris, ne serait-ce qu'une fois, la tête le prolétariat révolutionnaire.

Les Cent-Noirs le comprennent et c'est pourquoi ils craignent le jubilé de 1861. « 1861, a écrit Menchikov, fidèle chien de garde des Cent-Noirs tsaristes, dans le journal *Novoïé Vrémia*, 1861 *n'a pas su conjurer 1905*. »

La Douma des Cent-Noirs et l'acharnement du gouvernement tsariste à persécuter ses ennemis, loin d'empêcher, accélèrent l'avènement d'une nouvelle révolution. L'expérience pénible des années 1908-1910 a enseigné au peuple une lutte nouvelle. Aux grèves ouvrières de l'été 1910 ont succédé les grèves d'hiver des étudiants. Une nouvelle

lutte grandit, plus lentement peut-être, que nous ne le voudrions, mais elle grandit sûrement, inévitablement.

La social-démocratie révolutionnaire se débarrasse des sceptiques qui se sont détournés de la révolution et du parti illégal de la classe ouvrière, rassemble ses troupes et serre les rangs pour les grandes batailles qui l'attendent.

« Rabotchaïa Gazéta » n° 3, 8 (21) février 1911

Conforme au texte du journal

PAUL SINGER

MORT LE 18 (31) JANVIER 1911

Le 5 février de cette année, la social-démocratie allemande a enterré l'un de ses plus anciens chefs, Paul Singer. A l'appel du parti, toute la population laborieuse de Berlin — des centaines de milliers de personnes — a pris part au cortège funèbre et honoré la mémoire de celui qui avait donné toutes ses forces, consacré toute sa vie à servir la cause de la libération de la classe ouvrière. Jamais les trois millions de Berlinois n'avaient vu un tel rassemblement de peuple : il y eut au moins un million de personnes à participer ou à assister au défilé. Jamais aucun des grands de ce monde n'avait eu de telles funérailles. On peut ordonner à des dizaines de milliers de soldats de s'aligner dans les rues pour rendre un dernier hommage à la dépouille d'un roi ou d'un général célèbre par le nombre des ennemis qu'il a massacrés à l'intérieur comme à l'extérieur, mais on ne peut mettre en mouvement la population d'une ville immense, si les cœurs de ces millions de travailleurs ne nourrissent pas d'attachement ardent pour *leur* chef, pour la cause de la lutte *révolutionnaire* de cette même masse contre le joug du gouvernement et de la bourgeoisie.

Paul Singer lui-même appartenait à la bourgeoisie ; sorti d'une famille de marchands, il fut assez longtemps un riche fabriquant. Il adhéra, au début de son activité politique, à la démocratie bourgeoise. Mais à la différence de la masse des démocrates et libéraux bourgeois, qui oublièrent très vite leur amour de la liberté par peur des

succès du mouvement ouvrier, Singer était un démocrate ardent, sincère, conséquent et courageux. Les hésitations, la lâcheté, les trahisons de la démocratie bourgeoise, loin de le séduire, provoquaient sa répulsion et le persuadaient toujours plus fermement que seul le parti de la classe ouvrière révolutionnaire était capable de mener à bien la grande lutte pour la liberté.

Dans les années 60 du siècle dernier, alors que la bourgeoisie libérale allemande, se détournant craintivement de la révolution qui couvait en Allemagne, marchandait avec le gouvernement des junkers et prenait son parti de l'absolutisme royal, Singer se tourna délibérément vers le socialisme. En 1870, alors que toute la bourgeoisie se grisait des victoires remportées sur la France, alors que de larges masses de la population se laissaient entraîner par la vile et dégradante propagande « libérale » du nationalisme et du chauvinisme, Singer signa une protestation contre l'annexion, aux dépens de la France, de l'Alsace et de la Lorraine. En 1878, au moment où la bourgeoisie aide le ministre hobereau (« junker » comme disent les Allemands) réactionnaire Bismarck à promulger la loi d'exception contre les socialistes [61], à dissoudre les associations ouvrières, à fermer les journaux ouvriers, à faire pleuvoir les mesures de répression sur le prolétariat conscient, Singer adhère définitivement au parti social-démocrate.

Et depuis ce temps-là, la vie de Singer est inséparable de l'histoire du Parti social-démocrate ouvrier allemand. Dévoué sans réserve à la tâche difficile de l'action révolutionnaire, il a consacré au parti toutes ses forces, tous ses biens, tous ses dons extraordinaires d'organisateur, tous ses talents d'homme d'action et de chef. Singer était l'un des hommes peu nombreux, on peut même dire, particulièrement rares qui, issus de la bourgeoisie, loin de se laisser avilir et corrompre par ce long tissu de félonie, de lâcheté, de transactions avec le gouvernement, de flagornerie des politiciens bourgeois qu'est l'histoire du libéralisme, y ont acquis leur *trempe*, devenant *révolutionnaires* jusqu'à la moelle des os. De *tels* transfuges de la bourgeoisie adhérant au socialisme sont rares et *ce n'est qu'*à ces exceptions, passées par l'épreuve d'une lutte de longue haleine, que le prolétariat doit faire confiance, s'il veut se forger un parti

ouvrier, capable de renverser l'esclavage bourgeois moderne. Singer était un ennemi impitoyable de l'opportunisme dans les rangs du parti ouvrier allemand et jusqu'à la fin de ses jours resta inébranlablement fidèle à une politique social-démocrate révolutionnaire intransigeante.

Singer n'était ni un théoricien, ni un publiciste, ni un orateur brillant. Il était avant tout et plus que tout un *homme d'action*, organisateur du parti *illégal* pendant la loi d'exception, conseiller municipal (de Berlin) et membre du Parlement après l'abrogation de cette loi. Et la grandeur de cet homme d'action, dont la majeure partie du temps était consacrée à de menus travaux quotidiens, à la technique parlementaire, à du « pratique », vient de ce qu'il n'a jamais idolâtré le détail, qu'il n'a jamais cédé à la tentation si habituelle et si banale de négliger l'implacable lutte de principes au nom, soi-disant, du « pratique », de l'« efficace ». Au contraire, militant dont toute la vie avait été consacrée à ce travail concret, Singer, toutes les fois que se posait le problème de la nature foncière du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, de ses buts finals, des blocs avec la bourgeoisie, des concessions à la monarchie, etc., était toujours à la tête des combattants les plus fermes et les plus résolus contre toutes les formes d'opportunisme. Pendant la loi d'exception contre les socialistes, Singer au côté d'Engels, de Liebknecht et de Bebel, s'est battu sur deux fronts : contre « les jeunes » [62], anarchistes mitigés qui rejetaient la lutte parlementaire, et contre les modérés, « légalistes à tout prix ». Plus tard, Singer a lutté avec autant d'acharnement contre les révisionnistes.

Il a mérité cette haine de la bourgeoisie qui l'a accompagné dans la mort. Les ennemis bourgeois de Singer (les libéraux allemands et nos cadets) font ressortir avec une joie mauvaise qu'avec sa mort disparaît l'un des derniers représentants de la période « héroïque » de la social-démocratie allemande, c'est-à-dire de cette période au cours de laquelle les chefs avaient une foi si forte, si neuve, si spontanée en la révolution, au dévouement si total à une politique inspirée des principes révolutionnaires. Pour remplacer Singer, disent ces libéraux, il n'y a que des chefs « révisionnistes » modérés, rangés, gens aux prétentions modestes et aux calculs mesquins. Il est vrai que l'essor du parti ouvrier

a attiré plus d'une fois dans ses rangs de nombreux opportunistes. Il est vrai que de nos jours les gens issus de la bourgeoisie apportent beaucoup plus souvent au prolétariat leur timidité, leur étroitesse d'esprit ou leur amour de la belle phrase que la fermeté des convictions révolutionnaires. Mais que nos ennemis ne se hâtent pas de triompher ! La *masse* ouvrière, en Allemagne comme dans les autres pays, s'unit de plus en plus en une *armée de la révolution*, et cette armée déploiera ses forces dans un proche avenir, car la révolution mûrit en Allemagne comme dans les autres pays.

Les vieux chefs révolutionnaires meurent, mais la jeune armée du prolétariat révolutionnaire grandit et s'affermit.

« Rabotchaïa Gazéta » n° 3, 8 (21) février 1911

Conforme au texte du journal

NOTES

MENCHIKOV-GROMOBOÏ-IZGOÏEV [63]

La prise de position des soixante-six industriels moscovites [64] qui représentent, d'après les comptes d'un journal de Moscou, un capital d'un demi-milliard de roubles, a donné lieu à une série d'articles très précieux et caractéristiques dans différents organes de presse. En dehors du fait que ces articles éclairent d'une manière particulièrement vive la situation politique à la minute présente, ils fournissent des matériaux intéressants sur de nombreuses questions fondamentales concernant toute l'évolution de la Russie du XX[e] siècle.

Voici comment M. Menchikov expose, dans *Novoïé Vrémia*, le point de vue des partis de droite et du gouvernement :

« Comment tous ces Riabouchinski, Morozov, etc., ne comprennent-ils pas qu'en cas de subversion, ils seraient tous pendus, et dans le meilleur des cas, dépouillés ? M. Menchikov tire « cette phrase énergique », d'après ses paroles (*Novoïé Vrémia* n° 12549), « de la lettre d'un étudiant d'un institut éminemment révolutionnaire ». Et de lui-même, l'auteur ajoute : « Malgré la sévère mise en garde de 1905, les hautes classes de Russie, marchands y compris, comprennent très mal qu'une catastrophe est en marche. » « Oui, MM. Riabouchinski, Morozov et consorts ! Malgré votre flirt avec la révolution et tous les certificats de libéralisme que vous vous hâtez de gagner, c'est justement vous qui serez les premières victimes de la subversion qui se prépare.

On vous pendra les premiers, non pour des crimes, mais pour ce qui vous semble une vertu, cette simple possession d'un demi-milliard dont vous vous vantez tellement. » « La bourgeoisie libérale, y compris la moyenne noblesse, les fonctionnaires et les marchands, se dirige avec insouciance vers le bord de l'abîme révolutionnaire avec tous ses titres, ses grades et ses capitaux. » « Si les libéraux qui entretiennent le prurit de la révolte finissent par se faire traîner au gibet, qu'ils se souviennent de la mansuétude de l'ancien pouvoir, de la prévenance avec laquelle il les écoutait, des soins qu'il leur prodiguait et de son indulgence pour leurs têtes vides. Qu'en cette heure si noire pour eux, ils comparent les bienfaits du régime radical à l'ancien régime patriarcal. »

C'est ce qu'écrit l'organe officieux non officiel du gouvernement le 17 février, en ce même jour où l'organe officieux officiel *Rossia* se met en quatre pour prouver, avec l'aide de *Goloss Moskvy* [65], que la « saillie » des soixante-six « ne peut être considérée comme l'expression de l'opinion des marchands moscovites ». « L'assemblée de la noblesse est une organisation, écrit *Rossia*, mais soixante-six marchands qui disent d'eux-mêmes qu'ils ont agi à titre privé, ne forment pas une organisation. »

Il n'est pas très commode d'avoir deux organes officieux ! Ils se démentent mutuellement. L'un démontre que l'on ne peut même pas considérer « la saillie » des soixante-six comme l'expression de l'opinion des marchands de Moscou. Et l'autre démontre que « la saillie » a une signification beaucoup plus importante, qu'elle dépasse le cadre des marchands de Moscou, des marchands en général, pour refléter l'opinion de *toute la bourgeoisie libérale* russe dans son ensemble. M. Menchikov entreprend, au nom « de l'ancien pouvoir », de mettre en garde la bourgeoisie libérale : n'est-ce pas toi l'objet de notre sollicitude ?

Il n'y a sans doute pas un seul pays en Europe où n'ait retenti au moins des centaines de fois, au XIX^e^ siècle, cet appel de « l'ancien pouvoir », ainsi que de la noblesse et de la presse réactionnaire, à l'adresse de la bourgeoisie libérale, à « ne pas entretenir le prurit ». ... Et jamais ces appels n'ont eu d'effet, bien que « la bourgeoisie libérale » non seulement *ne veuille pas* entretenir le « prurit », mais

au contraire lutte contre ceux qui l'entretiennent avec la même énergie et la même franchise que celles que déploient les soixante-six marchands à blâmer les grèves. Mais les blâmes comme les appels sont impuissants du moment qu'il s'agit de toutes les conditions de vie de la société qui obligent telle ou telle classe à sentir dans quelle situation insupportable elle se trouve et à en parler. M. Menchikov exprime avec justesse les intérêts et le point de vue du gouvernement et de la noblesse, quand il menace de la révolution la bourgeoisie libérale et l'accuse d'insouciance. Les soixante-six marchands expriment avec justesse les intérêts et le point de vue de la bourgeoisie libérale, quand ils accusent le gouvernement et blâment « les grévistes ». Mais ces reproches mutuels ne sont que le symptôme qui révèle d'une manière incontestable les énormes « défauts du mécanisme » : malgré le profond désir « de l'ancien pouvoir » de satisfaire la bourgeoisie, de faire un pas à sa rencontre, de lui octroyer une place très influente au sein de la Douma, malgré le très vif et très sincère désir de la bourgeoisie de s'installer, de s'accommoder, de s'entendre, de s'adapter, il n'y a pas d'arrangement possible ! Voilà où est le fond du problème, où est le canevas, et les reproches mutuels ne sont que fioritures.

M. Gromoboï, dans *Goloss Moskvy*, adresse une mise en garde indispensable « au gouvernement » (n° 38 du 17 février, article « Mise en garde indispensable »). « Aucune manifestation d'un pouvoir « fort », écrit-il, aucune impulsion de sa volonté ne donneront de tranquillité à la patrie tant qu'elles n'iront pas de pair avec des réformes qui traînent trop. » (M. Gromoboï n'écrit pas d'une manière très littéraire, mais le sens de son propos est toutefois très clair.) « Et les troubles, en tant que conséquence d'une crise qui traîne en longueur, ne peuvent être qualifiés de « force majeure » * justifiant le non-paiement des traites. » (C'est une comparaison peu commode, M. le publiciste des commerçants octobristes : premièrement, les traites ne sont pas signées, et deuxièmement, même si elles avaient été signées, où trouverez-vous un tribunal de commerce où vous adresser,

* En français dans le texte. (*N.R.*)

et quels sont les huissiers et autres qui peuvent effectuer le recouvrement ? Réfléchissez donc, M. Gromoboï, et vous verrez que non seulement le parti des octobristes, mais aussi celui des cadets est le parti des effets de complaisance en politique.) « Dans ce cas ils ne feront que se renforcer... les agitations d'étudiants amèneront la répétition de beaucoup d'événements que nous connaissons déjà. Faites faire demi-tour au bateau, vous verrez le chemin parcouru. » « La mise sur les faibles a été perdante, la mise sur les forts peut l'être également. Le pouvoir ne pourra s'en prendre à personne. Ses espoirs d'apaisement peuvent se dissiper comme fumée lors d'une consultation, quel que soit le système électoral. » (M. Gromoboï pense aux élections à la IV[e] Douma.) « Si les caravanes de l'opposition se mettent à traverser les rochers où seules flottaient les brumes du pouvoir, si, repoussant loin de lui les éléments modérés, le pouvoir reste isolé, les élections seront pour lui une amère défaite et tout l'ordre établi, n'étant pas un ordre de droit, sera ébranlé. »

Menchikov reproche à la bourgeoisie d'« entretenir un prurit de révolution », la bourgeoisie reproche à Menchikov « d'aggraver les troubles ». « Une vieille histoire éternellement jeune. »

Le renégat Izgoïev essaie dans le journal des cadets *Retch*, sur le même, de tirer quelques conclusions sociologiques, sans comprendre le danger que représente une telle entreprise pour des cadets en général et des renégats en particulier. Dans l'article « Comparaison » (du 14 février), il compare le congrès de la noblesse unifiée à la déclaration des soixante-six marchands moscovites. « La noblesse unifiée, écrit-il, s'est abaissée au niveau de Pourichkévitch, les industriels moscovites ont adopté un ton d'homme d'Etat.» Dans le passé, continue M. Izgoïev, « la noblesse a rendu au peuple de sérieux services culturels », mais « la minorité seule s'occupait du travail culturel, quant à la majorité, elle ne faisait que l'opprimer ». « Mais telle est, en général, la loi historique, qui veut que seule la minorité d'une classe donnée agisse dans le sens du progrès. »

Très bien : « telle est, en général, la loi historique ». Ainsi prononce le journal cadet *Retch* par la bouche de

M. Izgoïev. Pourtant, si nous y regardons de plus près, nous voyons avec étonnement que « les lois historiques générales » n'étendent pas leur action au-delà des limites de la noblesse féodale et de la bourgeoisie libérale. C'est un fait. Souvenons-nous des *Viékhi*, recueil auquel collabora ce même M. Izgoïev et avec lequel polémiquèrent les cadets les plus célèbres, mais de telle façon qu'ils abordaient des particularités et n'envisageaient jamais le principal, l'important, l'essentiel. L'essentiel, dans les *Viékhi*, sur quoi se retrouvent tous les cadets et qui a été exprimé des milliers de fois par M. Milioukov et Cie, consiste en ce que toutes les classes de Russie, à l'exception de la noblesse réactionnaire et de la bourgeoisie libérale, se sont manifestées (dans la première décade de notre siècle) par les actions de leur minorité, qui s'était laissée « griser », entraînée par des « chefs » venus de « l'intelligentsia », incapable de s'élever « au niveau des intérêts de l'Etat ». « Il faut avoir enfin le courage de reconnaître, écrivait M. Izgoïev dans les *Viékhi*, que l'écrasante majorité des députés à nos Doumas d'Etat, à l'exception d'une trentaine ou d'une quarantaine de cadets et d'octobristes, n'a pas manifesté les connaissances requises de quiconque aspire à gouverner et à réorganiser la Russie. » Il s'agit, comme chacun peut le comprendre, des députés paysans, des troudoviks et des députés ouvriers.

Ainsi, « la loi historique en général » consiste en ce que « seule la minorité d'une classe donnée agit dans le sens du progrès ». Si c'est la minorité de la bourgeoisie qui agit, c'est une minorité progressiste, justifiée par « la loi historique générale ». « L'autorité morale s'étend sur la classe entière, si la minorité seule a la possibilité d'agir », nous apprend M. Izgoïev. Mais si c'est la minorité des paysans ou des ouvriers qui agit, cela ne correspond pas du tout à « la loi historique », ce n'est absolument pas « la minorité progressiste d'une classe donnée », cette minorité ne possède absolument pas « d'autorité morale » pour parler au nom de la classe « entière », rien de tel ; cette minorité est désorientée par « tous ces intellectuels », elle va contre les intérêts de l'Etat, contre l'histoire, elle est sans bases solides, etc., comme il est inscrit dans les *Viékhi*.

Il est risqué pour les cadets en général et les intellectuels des *Viékhi* en particulier de se lancer dans des généralisations, car toutes leurs tentatives de généralisation dévoilent inévitablement les liens étroits qui existent entre les raisonnements des cadets et de Menchikov.

La *Rossia* et la *Zemchtchina* [66] raisonnent ainsi : soixante-six marchands, c'est une minorité qui ne représente absolument pas une classe, qui ne révèle ni les connaissances ni les capacités nécessaires pour « gouverner et réorganiser la Russie », et d'ailleurs ce ne sont en fait pas du tout des marchands, mais des « intellectuels » dévoyés, etc., etc.

Les Izgoïev et les Milioukov raisonnent ainsi : les troudoviks et les députés ouvriers, dans nos Doumas d'Etat, par exemple, forment une minorité qui ne représente absolument pas leurs classes (c'est-à-dire les neuf dixièmes de la population), qui est désorientée par « les intellectuels », qui ne révèle ni les connaissances, ni les capacités nécessaires pour « gouverner et réorganiser la Russie », etc., etc.

D'où vient cette parenté de raisonnements de la *Rossia* et de la *Zemchtchina* d'un côté, de la *Retch* et des *Rousskié Viédomosti* de l'autre ? Du fait que, malgré les différences des classes qu'ils représentent, l'un comme l'autre de ces groupes d'organes représentent des classes qui sont *déjà* incapables de fournir la moindre action historique importante, indépendante, créatrice, décisive, tendant à obtenir un *progrès*. Du fait que non seulement le premier, mais aussi le deuxième groupe de ces organes, non seulement les réactionnaires mais aussi les libéraux, représentent une classe qui *a peur* de l'initiative historique d'autres couches, groupes et masses de la population plus larges, d'autres classes plus importantes.

M. Izgoïev, en qualité de « marxiste » renégat, verra sans doute ici une contradiction révoltante : d'un côté, reconnaître le développement capitaliste de la Russie, et par conséquent, la tendance immanente de ce développement à une domination des plus totales et des plus pures de la bourgeoisie dans les domaines économique et politique, et d'un autre côté, dire que la bourgeoisie libérale est *déjà* incapable d'avoir une action historique indépendante et créatrice.

La « contradiction » découle de la vie même, et non d'une faute de raisonnement. Que la domination de la bourgeoisie doive immanquablement s'instaurer ne signifie absolument pas que la bourgeoisie libérale est *capable* de faire preuve de l'initiative historique qui pourrait la libérer du « joug » de Pourichkévitch. Premièrement, l'histoire ne suit pas une voie simple et unie au point que, lorsque l'exigence d'une transformation historique se fait jour, la classe à qui elle est profitable au premier chef jouit *automatiquement* de la maturité et de la force suffisantes pour assurer cette transformation. Deuxièmement, à côté de la bourgeoisie libérale, il existe encore une autre bourgeoisie: toute la paysannerie prise en masse, par exemple, n'est rien d'autre qu'une bourgeoisie démocratique. Troisièmement, l'histoire de l'Europe nous montre qu'il peut exister des transformations bourgeoises par leur contenu social, mais accomplies par des éléments qui n'appartenaient pas le moins du monde à la bourgeoisie. Quatrièmement, l'histoire de la Russie pendant le dernier demi-siècle nous montre la même chose...

Quand les idéologues et les chefs du libéralisme se mettent à raisonner comme raisonnent les *Viékhi*, comme les Karaoulov, Maklakov et autres Milioukov, *cela signifie* qu'une série de conditions historiques a provoqué dans toute la bourgeoisie libérale un tel « élan en arrière », une telle peur d'un mouvement en avant que ce mouvement aura lieu sans elle, par-dessus elle, malgré ses appréhensions. Mais une querelle où Menchikov accuse Gromoboï, et Gromoboï, Menchikov * de « renforcer les troubles » n'apparaît que comme le symptôme de ce que cette marche en avant de l'histoire commence à être ressentie par tout le monde...

« La société contemporaine, écrit M. Izgoïev dans le même article, basée en fin de compte sur le principe de la propriété personnelle, est une société de classe et pour le moment ne peut être rien d'autre. Une autre classe s'efforce toujours de prendre la place d'une classe décadente. »

---

* Les nobles accusent les marchands libéraux et les marchands libéraux, les nobles.

Comme il est intelligent, pense M. Milioukov en lisant de telles tirades dans sa *Retch*. Et il n'est pas désagréable d'avoir un cadet qui à 25 ans était social-démocrate et qui à 35 « s'est assagi » et a reconnu ses erreurs.

Comme c'est imprudent de votre part, M. Izgoïev, de vous lancer dans les généralisations. La société actuelle est une société de classe, très bien. Et peut-il y avoir dans une société de classe un parti qui ne soit pas de classe? Vous vous doutez, vraisemblablement, qu'il n'y en a pas. Alors pourquoi avez-vous la maladresse de discourir sur la « société de classe » dans l'organe d'un parti qui justement trouve sa fierté et son mérite (ou bien — diront ceux qui ne considèrent pas seulement en paroles et pas seulement par recherche de l'effet facile la société actuelle comme une société de classe — manifeste son hypocrisie ou son manque de perspicacité) dans le fait qu'il se qualifie de parti sans classe ?

Quand vous tournez vos regards vers la noblesse unifiée et les marchands libéraux de Moscou, vous vous mettez à crier que la société contemporaine est une société de classes. Mais quand il vous arrive que, poussé par des événements désagréables (ô combien désagréables !), vous tournez votre tête pour un instant vers les paysans et les ouvriers, vous vous mettez à tonner contre la « doctrine » étroite, cadavérique, fossilisée, immorale, matérialiste, impie, non scientifique de la lutte des classes. Que vous feriez mieux, M. Izgoïev, de ne pas vous occuper de généralisations sociologiques. Bref. « Que vas-tu faire, Gritsiou, au bal du village? »

« Une autre classe s'efforce toujours de prendre la place d'une classe décadente... »

Pas toujours, M. Izgoïev. Il arrive que les deux classes, la décadente et celle « qui s'efforce » soient déjà profondément gangrenées, l'une un peu plus, l'autre un peu moins, bien sûr, mais elles sont bien gangrenées pourtant toutes les deux. Il arrive que, sentant sa propre pourriture, la classe « qui s'efforce » d'aller de l'avant *a peur* de faire un pas en avant, et si elle le fait, elle se hâte chaque fois d'en faire deux en arrière. Il existe une bourgeoisie libérale (c'était, par exemple, le cas en Allemagne et surtout en

Prusse) qui a peur de « prendre la place » de la classe décadente, et emploie *tous* ses efforts à « partager la place » ou, plutôt, à obtenir une toute petite place ne serait-ce qu'à l'office, pourvu surtout qu'elle ne chasse pas de sa place la classe décadente, qu'elle ne précipite pas sa décadence. Cela arrive, M. Izgoïev.

Dans les époques historiques où cela arrive, les libéraux, s'ils réussissent à se faire passer pour des démocrates, peuvent nuire (et nuisent effectivement) gravement au mouvement de la société, car la différence entre les uns et les autres, entre les libéraux et les démocrates, consiste justement en ce que les uns ont peur de « prendre la place », et les autres non. Les uns comme les autres accomplissent une transformation bourgeoise historiquement mûre, mais les uns ont peur de l'accomplir, la freinent à cause de leur peur, tandis que les autres, qui nourrissent souvent une masse d'illusions sur les conséquences d'une transformation bourgeoise, mettent toutes leurs forces et leur âme à l'accomplir.

Pour illustrer ces raisonnements sociologiques généraux, je me permettrai de donner l'exemple d'un libéral qui ne s'efforce pas de « prendre la place » de la classe décadente, qui a peur de le faire, et qui, de ce fait (consciemment ou non, peu importe) trompe la population de la manière la plus pernicieuse en se présentant à elle comme un « démocrate ». Ce libéral, membre de la III[e] Douma, est le propriétaire foncier A. E. Bérézovski I, un cadet qui au moment des débats sur la question agraire (en 1908) a prononcé à la Douma le discours suivant, approuvé par le leader du parti Milioukov, qui a qualifié ce discours de « merveilleux. » Il n'est pas inutile, avons-nous pensé, de rappeler ce discours en vue des proches élections.

... « Je suis profondément persuadé, dit M. Bérézovski le 27 octobre 1908 à la Douma d'Etat, défendant le projet agraire, que ce projet est beaucoup plus favorable aussi aux propriétaires fonciers et je le dis, Messieurs, car je connais bien l'agriculture, puisque je m'en suis occupé toute ma vie et que je possède moi-même des terres... Il ne faut pas voir le simple fait de l'expropriation, en faire des gorges chaudes, dire que c'est un acte de violence, mais il faut voir à quoi aboutit cette proposition, ce que pro-

posaient, par exemple, dans leur projet, les quarante-deux membres de la Ire Douma d'Etat. On n'y trouvait que la reconnaissance du fait qu'il fallait obligatoirement et en premier lieu frapper d'expropriation les terres non exploitées par les propriétaires eux-mêmes, celles qui sont travaillées avec les instruments des paysans et, enfin, celles qui sont affermées. Ensuite le parti de la liberté du peuple soutint la formation de commissions sur place qui, après avoir travaillé un certain temps, peut-être même plusieurs années, auraient défini quelles terres devaient être expropriées et lesquelles ne devaient pas l'être, et combien il fallait de terres aux paysans pour être satisfaits. Les commissions auraient été formées de telle sorte qu'elles comprennent pour moitié des paysans, et pour moitié des non-paysans, et il me semble que dans cette situation générale concrète on aurait défini sur place comme il le fallait la quantité de terre frappée d'expropriation et la quantité de terre nécessaire aux paysans, et finalement les paysans eux-mêmes auraient vu dans quelle mesure leurs justes revendications auraient pu être satisfaites et à quel point leur désir d'avoir beaucoup de terre était souvent injuste et injustifié. Ensuite ces données seraient retournés à la Douma qui les aurait revues, puis, elles seraient allées en Conseil d'Etat pour parvenir finalement à l'instance suprême. Voilà, à proprement parler, ce qui, on ne sait pourquoi, a fait peur au gouvernement, lui a fait dissoudre la Douma et nous a conduits à la situation présente. Le résultat de ce travail méthodique aurait été sans aucun doute la satisfaction des besoins véritables de la population, la tranquillisation et la conservation des propriétaires gérant intelligemment leur domaine, que jamais le parti de la liberté du peuple n'aurait voulu ruiner sans obligation extrême. » (Comptes rendus sténographiques, p. 398.)

Si M. Izgoïev qui appartient au même parti que M. Bérézovski, écrit dans l'article « Comparaison » : « La Russie est un pays démocratique et ne peut supporter aucune oligarchie, ni nouvelle, ni ancienne », nous comprenons maintenant tout le sens de ces propos. La Russie n'est absolument pas un pays démocratique et en aucun cas ne pourra jamais devenir un pays démocratique tant qu'une partie tant soit peu importante de la population considérera comme

démocratique un parti comme celui des cadets. C'est une vérité amère, mille fois plus utile au peuple que ce doux mensonge que lui distillent ces représentants de l'oligarchie libérale hybride, sans force d'âme ni principes que sont MM. les cadets. Il est d'autant plus nécessaire de rappeler cette vérité amère qu'apparaissent plus souvent à l'ordre du jour « des altercations » dans le genre de celles qui opposent Menchikov aux soixante-six et à Gromoboï.

« Zvezda » n° 11, 26 février 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

AU COLLÈGE RUSSE DU COMITÉ CENTRAL

Nous considérons de notre devoir, étant donné la possibilité et la vraisemblance d'une convocation du Comité central en Russie, d'exposer notre point de vue sur quelques questions importantes qui nous concernent en raison de nos responsabilités envers le parti.

1° Au plénum de janvier 1910, nous avons conclu un accord avec le Comité central en tant que représantants habilités du courant bolchevique. Cet accord a paru dans le n° 11 de l'Organe central. Notre requête, remise par trois responsables ayant une procuration de Mechkovski [67], équivaut formellement à une résiliation de cet accord, dont les conditions n'ont pas été remplies par les groupes du *Goloss* et du *Vpériod*. Il est clair que contraints à remettre cette requête par l'absence pratique de Comité central et la scission qui commence à se produire à l'étranger, nous sommes prêts à la retirer ou à accepter une révision de l'accord en cas où le Comité central parviendrait à se réunir et à rétablir la ligne du parti et le travail du parti qui avaient été sabotés par les fractions susdites.

2° Cette ligne du parti a été clairement définie par le plénum, et le *Goloss*, Trotski et C^ie^ essaient vainement de l'embrouiller. Cette ligne consiste à reconnaître le liquidationnisme et l'otzovisme comme une théorie *bourgeoise* exerçant une influence nuisible sur le prolétariat. Ces deux courants, après le plénum et en dépit de ses décisions, se sont développés et ont donné naissance aux fractions antiparti du *Goloss* et de Potressov, d'un côté, du *Vpériod*, de

l'autre. Seuls parmi les mencheviks ceux que l'on qualifie de proparti ou de plékhanoviens, c'est-à-dire ceux qui mènent une lutte *résolue* contre les groupes de Potressov et du *Goloss*, ont adopté une position de parti, en conformité avec les décisions du plénum.

3° C'est pourquoi, en tant que représentants du courant bolchevique, nous protestons énergiquement contre les attaques du *Goloss* contre *Innokenti* [68] qui, pendant l'été 1910, a refusé de reconnaître comme candidats à la cooptation les mencheviks qui étaient restés partisans du *Goloss* ou bien qui n'avaient pas pleinement prouvé par leurs actions leur esprit de parti. En agissant ainsi, *Innokenti*, principal représentant à l'intérieur du bolchevisme d'une tendance différente de la nôtre, a bien fait et nous avons des preuves *écrites* de la manière dont il a défini, justement en tant que représentant d'une tendance particulière, en présence de représentants de la P.S.D. *, la conception du parti qui unit *tous* les bolcheviks.

4° Quand le *Goloss* tente, au nom d'une fraction qui mène à l'étranger une activité dissidente, de proposer de l'étranger des candidats « à lui » au Comité central pour cooptation, il se moque du monde de façon scandaleuse. S'il pouvait y avoir au plénum des gens qui croient sincèrement à la promesse des mencheviks de lutter contre les liquidateurs, il est clair qu'un an plus tard, il n'est plus possible de faire confiance sur ce point au groupe du *Goloss*. Nous protestons énergiquement contre la mise aux voix des candidats de la fraction à l'étranger des liquidateurs et exigeons que soit consulté le groupe *russe* de Plékhanov qui *sans aucun doute* peut fournir des candidats parmi les mencheviks proparti.

5° Les menées dissidentes du *Goloss*, du *Vpériod* et de Trotski sont reconnues maintenant non seulement par les bolcheviks et les Polonais (dans l'Organe central), mais aussi par les plékhanoviens (voir la résolution de partisans parisiens de Plékhanov). Nous constatons que le *premier* pas décisif vers la scission — l'annonce de la convocation d'une conférence et de la création d'un « fonds » dans ce but, sans tenir compte du Comité central — a été fait par Trotski le

* Social-démocratie polonaise. (*N.R.*)

27.XI.1910 ; nous avons été forcés d'y répondre par notre requête (5.XII.1910). L'école du *Vpériod* est devenue l'un des centres de cette scission : Trotski y a pris part *malgré* la décision explicite de la commission scolaire du parti. Le groupe du *Goloss* nous a accusés par *voie de presse* de « désorganiser » cette école. Considérant de notre devoir de *désorganiser* les fractions antiparti de l'étranger, nous exigeons la nomination d'une commission d'*enquête* sur les « fonds » dont bénéficie cette école *et sur le concours qu'elle reçoit de Trotski et du groupe du « Goloss »*. En criant à l'expropriation (alors que nous en avions fini au plénum avec cette question), le groupe du *Goloss* ne fait pas seulement du chantage, il *cache* sous ces cris le soutien *moral* (et pas seulement moral) qu'il apporte à ceux qui *enfreignent* la résolution du plénum.

6° Le plékhanovien Olguine [69] a donné connaissance du fait que Dan a expliqué franchement le désir du groupe du *Goloss* de transférer le Comité central en Russie par la probabilité (ou la certitude) de son démantèlement par la police. Le tribunal du parti devra donner son avis. Qui a suivi pendant un an la politique du groupe du *Goloss* ne doutera pas que c'est lui *en fait* qui a saboté et entravé le Comité central. Les candidats de Londres du *Goloss* non seulement sont bien vivants, mais mènent un travail *politique* d'esprit *antiparti aussi bien dans les associations que dans la presse ouvrière*. En ne paraissant pas aux réunions du Comité central, ils soulignent de ce fait leur appartenance au courant liquidateur. C'est pourquoi nous sommes tenus de prévenir les camarades russes du Comité central, qui agissent dans des conditions terriblement difficiles (car ils sont *tous* connus de la police), qu'un ennemi intérieur les menace au sein du parti. On ne peut se passer de base à l'étranger, sans risquer de voir *un seul* coup dur délier les mains du groupe Potressov dans son activité dissidente. On ne peut tolérer le Bureau du C.C. à l'étranger qui mène *maintenant* une politique *d'aide* au *Vpériod*, au *Goloss* et à Trotski. On ne peut croire sur parole les promesses ou bien les signatures figurant au bas des résolutions : il faut, pour être un politicien *réaliste* et ne pas se laisser prendre au piège de purs artifices de forme, regarder *les courants idéologiques et politiques* qui se sont formés à partir du

mouvement ouvrier et des influences contre-révolutionnaires qu'il a subies.

Ces courants se sont développés à partir de 1908, aboutissant au rapprochement des plékhanoviens et des bolcheviks, à la création d'un bloc des partisans et des protecteurs de la décadence, à savoir les groupes du *Goloss*, du *Vpériod* et Trotski. C'est la lutte menée sur cette ligne précise, et elle seule, qui (il ne faut pas fermer les yeux sur ce fait) définira inévitablement l'avenir proche de notre parti ; cette lutte ne dépend pas de la volonté de personnes ou de groupes, mais des conditions objectives de l'époque, telles qu'elles ont été précisées dans la résolution du plénum.

Les représentants du courant bolchevique qui ont signé en janvier 1910 un accord avec le Comité central (trois personnes disposant de la procuration d'une quatrième, à savoir Mechkovski) [70].

Rédigé en février 1911.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

Conforme au manuscrit

À PROPOS DU JUBILÉ

Le cinquantenaire de ce qu'on appelle la réforme paysanne soulève une quantité de questions intéressantes. Parmi ces dernières, nous ne pouvons aborder ici que certains points d'économie et d'histoire, en laissant pour une autre occasion les thèmes proprement journalistiques.

Il y a dix ou quinze ans, lorsque les discussions entre populistes et marxistes furent pour la première fois soumises au grand public, les divergences sur l'appréciation de la réforme paysanne y occupèrent à maintes reprises une des premières places. Pour les théoriciens du populisme, — par exemple pour le fameux M. V.V. ou pour Nikolaï-on [71] —, les bases de la réforme paysanne de 1861 représentaient quelque chose d'essentiellement différent du capitalisme et d'essentiellement hostile au capitalisme. Ils prétendaient que le Règlement du 19 février [72] légalisait « la mise des moyens de production à la disposition du producteur », sanctionnait la « production populaire » *à la différence* de la production capitaliste. Le Règlement du 19 février était à leurs yeux le gage d'une évolution *non* capitaliste de la Russie.

A cette théorie les marxistes opposaient déjà à l'époque un point de vue essentiellement différent. Le Règlement du 19 février est un des *épisodes* du remplacement du mode de production fondé sur le servage (ou féodal) par le mode de production bourgeois (capitaliste). Selon ce point de vue, le Règlement *ne renferme* aucun autre élément historico-économique. « La mise des moyens de production à la

disposition du producteur » est une belle phrase vide, qui dissimule le fait, pour les paysans, petits producteurs agricoles à économie principalement naturelle, d'être devenus des producteurs de marchandises, et rien de plus. Dans quelle mesure — forte ou faible — la production marchande était-elle développée dans l'économie paysanne des différentes régions de la Russie à l'époque, c'est là une autre question. Mais il est certain que le paysan « libéré » entrait précisément dans les conditions de la production marchande, et dans aucune autre. Le « travail libre » *en remplacement* * du travail serf ne signifiait donc rien autre que le travail libre de l'ouvrier salarié ou du petit producteur indépendant dans les conditions de la production marchande, c'est-à-dire dans le cadre des rapports économiques et sociaux bourgeois. Le *rachat* souligne avec encore plus de relief ce caractère de la réforme, puisqu'il donne une impulsion à l'économie monétaire, c'est-à-dire qu'il augmente la dépendance du paysan vis-à-vis du marché.

Les populistes voyaient dans l'affranchissement des paysans avec attribution de terre un principe *non* capitaliste, le « fondement » de ce qu'ils appelaient la « production populaire ». Dans l'affranchissement des paysans sans attribution de terre, ils voyaient un principe capitaliste. Ce point de vue, les populistes (surtout M. Nikolaï-on) le basaient *sur la doctrine de Marx*, en disant que l'affranchissement du travailleur vis-à-vis des moyens de production est la condition fondamentale du mode capitaliste de production. Phénomène original : dès les années 80 (sinon plus tôt) le marxisme était, parmi les doctrines sociales progressistes d'Europe occidentale, une force à tel point indiscutable, effectivement prédominante, qu'en Russie les théories hostiles au marxisme n'ont pu s'opposer longtemps de façon déclarée au marxisme. Ces théories sophistiquaient, falsifiaient (souvent inconsciemment) le marxisme ; ces théories semblaient se placer elles-mêmes sur le terrain du marxisme et, « d'après Marx », essayaient de réfuter l'application de la théorie de Marx à la Russie ! La théorie popu-

* Nous verrons plus loin que, dans la mesure où ce *remplacement* a été réalisé *en fait*, il s'est opéré beaucoup plus difficilement qu'il n'aurait pu le paraître à première vue.

liste de M. Nikolaï-on prétendait au titre de « marxiste » (années 1880-1890) et, plus tard, la théorie bourgeoise libérale de MM. Strouvé, Tougan-Baranovski et consorts, commençait par une reconnaissance « *presque* » entière de Marx, tout en développant ses idées à elle, en exposant son libéralisme sous couvert d'un « dépassement critique » du marxisme. Il nous faudra, probablement, nous arrêter maintes fois à ce trait original du développement des théories sociales russes depuis la fin du XIX^e^ siècle (jusqu'à l'opportunisme contemporain, autrement dit le courant liquidateur, qui se cramponne à la *terminologie* marxiste pour couvrir son contenu antimarxiste).

Pour l'instant, ce qui nous intéresse, c'est l'appréciation populiste de la « grande réforme ». Le point de vue, selon lequel la tendance à déposséder de leur terre les paysans en 1861 était une tendance capitaliste, tandis que la tendance à les pourvoir de terre était une tendance anticapitaliste, socialiste (les meilleurs parmi les populistes voyaient dans le terme « production populaire » un équivalent du mot socialisme imposé par les ciseaux de la *censure*), est foncièrement erroné. Ce point de vue est scandaleusement antihistorique car il transplante la formule « toute prête » de Marx (« formule » qui n'est applicable qu'à une production marchande hautement développée) sur le terrain du *servage*. En réalité, déposséder les paysans de leur terre en 1861 revenait, dans la plupart des cas, à créer non pas un ouvrier libre dans la production capitaliste, mais un *affermataire asservi* (c'est-à-dire, en fait, un affermataire semi-serf, voire quasi-serf) de cette même terre « seigneuriale », du grand propriétaire foncier. En réalité, les « lots » de 1861 signifiaient dans la plupart des cas la création non pas d'un cultivateur libre et indépendant, mais l'*attachement à la glèbe* d'un affermataire asservi, contraint en fait d'exécuter les mêmes corvées, travaillant avec son outillage la terre du grand propriétaire foncier en paiement du droit d'utiliser le pâturage, le pacage, les près, la terre labourable nécessaire, etc.

Dans la mesure où le paysan est en réalité, et non pas seulement nominalement, affranchi des rapports féodaux (c'est-à-dire de la « rente-prestation », autrement dit du travail que le paysan loti de terre devait exécuter pour le

grand propriétaire foncier), il se trouve dans les conditions des rapports sociaux bourgeois. Mais cet affranchissement *réel* des rapports féodaux s'est fait d'une façon beaucoup plus complexe que ne le pensaient les populistes. La lutte des partisans de la dépossession et des partisans du « lotissement » n'était *alors* bien souvent qu'une lutte de deux camps *de féodaux*, se disputant sur la question de savoir si pour le grand propriétaire foncier il était plus avantageux d'avoir un affermataire (ou paysan « corvéable ») complètement privé de terre *ou bien* un cultivateur « pourvu d'un lot », c'est-à-dire fixé à sa place, attaché à son lopin de terre, qui ne peut le faire vivre et qui l'oblige à chercher un « gagne-pain » (à se faire réduire en servitude par le grand propriétaire foncier).

Et, d'un autre côté, il est certain que plus les paysans auraient reçu de terre lors de leur affranchissement, moins cher ils l'auraient payée, et plus vite, plus largement, plus librement se serait développé le capitalisme en Russie, plus vite auraient disparu les vestiges du servage et de l'assujettissement, plus important serait le marché intérieur, plus assuré le développement des villes, de l'industrie et du commerce.

L'erreur des populistes, c'était qu'ils envisageaient la question d'une façon utopique, abstraite, sans la rattacher à la situation historique concrète. Ils proclamaient le « lot » base de la petite agriculture indépendante : *dans la mesure* où cela est exact, le paysan « loti de terre » devenait un producteur de marchandises, se trouvait placé dans les conditions bourgeoises. Mais *en fait*, trop souvent le « lot » était si petit, si grevé de payements excessifs, délimité si malheureusement pour le paysan et si « heureusement » pour le grand propriétaire foncier, que le paysan « loti » se trouvait inévitablement réduit à une servitude sans issue, demeurait en fait dans un réseau de rapports féodaux, continuait à exécuter les mêmes corvées (prestations de travail pour la terre prise à ferme, etc.).

Ainsi, le populisme recelait une dualité que les marxistes relevèrent à l'époque en parlant d'opinions libéralo-populistes, d'appréciation libéralo-populiste, etc. Dans la mesure où les populistes peignaient en rose la réforme de 1861, oubliant que le « lotissement » signifiait en réalité,

dans une masse de cas, la mise à la disposition des grandes exploitations foncières d'une main-d'œuvre à bon marché et contrainte de demeurer sur place, d'un travail extorqué à bon marché, ils s'abaissaient (souvent sans s'en rendre compte) au point de vue du libéralisme, au point de vue du bourgeois libéral, ou même du grand propriétaire foncier libéral et se faisaient objectivement les défenseurs d'un type d'évolution capitaliste surchargé de traditions seigneuriales, rattaché plus que tout autre au passé féodal, le plus long et le moins apte à s'en dégager.

Dans la mesure où les populistes, sans tomber dans l'idéalisation de la réforme de 1861, défendaient ardemment et sincèrement des rachats minimums et des « lots » maximums, sans *aucune* restriction, le paysan devant recevoir l'initiative culturelle, juridique et autre la plus large, ils étaient des démocrates bourgeois. Leur seul défaut, c'est que leur démocratisme n'était pas toujours, loin de là, conséquent et résolu, et qu'ils ne se rendaient pas compte de son caractère bourgeois. Chez nous, soit dit en passant, même jusqu'à présent, les social-populistes les plus « à gauche » comprennent souvent le mot « bourgeois » dans l'expression indiquée plus haut, comme une notation disons... « politique », alors qu'en fait le terme de démocratie bourgeoise est, du point de vue marxiste, la seule définition scientifique exacte.

Cette double tendance, libérale et démocratique, dans le populisme, *s'était* déjà très nettement *ébauchée* à l'époque de la réforme de 1861. Nous ne pouvons ici nous arrêter plus en détail sur l'analyse de ces tendances, notamment sur la liaison du socialisme utopique avec la seconde d'entre elles, et nous nous bornerons à signaler simplement la différence entre les tendances idéologiques et politiques, disons, de Kavéline, d'une part, et de Tchernychevski, de l'autre.

Si nous jetons un regard d'ensemble sur le changement survenu dans toute la vie de l'Etat russe en 1861, il faut reconnaître qu'il a été un pas fait dans la voie de la transformation de la monarchie féodale en monarchie bourgeoise. Cela est exact non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue politique. Il suffit de rappeler le caractère de la réforme en matière de justice, d'adminis-

tration, en ce qui concerne l'autonomie administrative locale, et autres réformes qui suivirent la réforme paysanne de 1861, pour se convaincre de la justesse de cette affirmation. On peut discuter la question de savoir si ce « pas » fut grand ou petit, rapide ou lent, mais le *sens* de ce *pas* a été si clair et si bien éclairci par tous les événements ultérieurs, qu'il ne saurait guère y avoir deux avis là-dessus. Il est d'autant plus nécessaire de souligner ce *sens* qu'à l'heure actuelle il nous arrive d'entendre formuler toujours plus souvent des opinions irréfléchies, prétendant que des « pas » dans la voie de la transformation en monarchie bourgeoise n'ont été franchis par la Russie que dans les toutes dernières années, ou presque.

Des deux tendances du populisme notées plus haut, la tendance démocratique, prenant appui sur la conscience et l'initiative des milieux autres que féodaux, bureaucratiques ou bourgeois, était extrêmement faible en 1861. C'est pourquoi les choses n'ont pas été au-delà du plus petit « pas » dans la voie de la transformation en monarchie bourgeoise. Mais cette faible tendance existait déjà à l'époque. Elle s'est manifestée par la suite également, tantôt plus fort, tantôt moins fort, dans la sphère des idées sociales, comme aussi dans la sphère du mouvement social de *toute* l'époque postérieure à la réforme. Cette tendance a crû à chaque décade de cette époque, alimentée par chaque progrès de l'évolution économique du pays et, par conséquent, par l'ensemble des conditions sociales, juridiques et culturelles.

Quarante-quatre ans après la réforme paysanne, l'une et l'autre tendances, à peine ébauchées, en 1861, ont trouvé une expression assez complète et visible dans les domaines les plus divers de la vie sociale, dans les différentes péripéties du mouvement social, dans l'activité des grandes masses de la population et des grands partis politiques. Les cadets et les troudoviks — en comprenant l'un et l'autre termes dans leur acception la plus large — sont les descendants et successeurs directs, les apôtres authentiques des deux tendances qui s'étaient dessinées il y a déjà un demi-siècle. La liaison entre l'année 1861 et les événements qui se sont produits quarante-quatre ans plus tard, est indubitable et évidente. Le fait qu'au cours d'un demi-siècle les deux tendances ont survécu, se sont consolidées, dévelop-

pées et ont grandi, atteste incontestablement leur force, il atteste que leurs racines plongent profondément dans toute la structure économique de la Russie.

Menchikov, qui écrit dans le *Novoïé Vrémia*, a consacré à cette liaison de la réforme paysanne avec les événements d'un passé récent la tirade originale que voici : « 1861 n'a pas su conjurer 1905, pourquoi alors crier à la *grandeur* d'une réforme qui a échoué si lamentablement ? » (*Novoïé Vrémia* [73] n° 12 512 du 11 janvier, « Un jubilé inutile ».)

Par ces paroles, Menchikov a touché, sans le vouloir, une question historique et théorique extrêmement intéressante, premièrement, le rapport de la réforme et de la révolution en général et, deuxièmement, la liaison, la dépendance, la parenté des orientations, aspirations, tendances historiques et sociales des années 1861 et 1905-1907.

La notion de réforme est indubitablement opposée à celle de révolution ; l'oubli de cette opposition, l'oubli de la différence entre ces deux notions, conduit sans cesse aux erreurs les plus graves dans tous les raisonnements historiques. Mais cette opposition n'est pas absolue, cette différence n'est pas ossifiée, c'est une frontière souple, mobile, qu'il faut savoir déterminer dans chaque cas concret pris à part. La réforme de 1861 est restée une réforme, sans plus, par suite de l'extrême faiblesse, du manque de lucidité et de l'éparpillement des éléments sociaux intéressés aux transformations.

De là les traits féodaux si accusés de cette réforme, de là ses multiples hideurs bureaucratiques, de là l'immensité des malheurs qu'elle a causés à la paysannerie. Notre paysannerie a beaucoup plus souffert du développement insuffisant du capitalisme que du capitalisme lui-même.

Cependant, cette réforme, restée une réforme par suite de la faiblesse d'éléments sociaux déterminés, a créé, malgré tous les obstacles et barrières, les conditions d'un nouveau développement de ces éléments. Ces conditions ont élargi l'aire où gagnait en force l'ancienne contradiction, elles ont élargi le cercle des groupes, couches, classes de la population, qui pouvaient prendre consciemment part au développement de ces contradictions. Voilà pourquoi les représentants, dans la réforme de 1861, de la tendance démocratique consciemment hostile au libéralisme, qui pa-

raissaient alors (et longtemps après) des isolés coupés de la réalité, *se sont révélés* en fait infiniment plus intégrés lorsque les contradictions, presque embryonnaires en 1861, sont venues à maturité. Les participants à la réforme de 1861 qui la considéraient * d'un point de vue réformiste, se sont révélés plus intégrés que les réformistes libéraux. L'histoire se souviendra toujours des premiers comme d'hommes en avance sur leur temps, et des seconds comme d'hommes hésitants, veules, impuissants devant les forces d'un régime ancien et périmé.

Les populistes ont toujours préconisé dans leurs théories, depuis 1861 (et leurs prédécesseurs encore plus tôt, avant 1861) et, ensuite, pendant plus d'un demi-siècle, *une autre voie, c'est-à-dire une voie non capitaliste* pour la Russie. L'histoire a complètement réfuté leur erreur. L'histoire a complètement démontré — et les événements de 1905-1907, l'action des différentes classes de la société russe de l'époque, ont confirmé avec un éclat particulier — que la Russie se développe d'une façon capitaliste et qu'il ne saurait y avoir pour elle d'autre voie de développement. Mais bien piètre serait le marxiste à qui ce même demi-siècle d'histoire n'aurait toujours pas appris en quoi consistait la signification *réelle* de ces aspirations, assumées par une idéologie erronée, à engager le pays dans une « autre » voie.

La comparaison de l'année 1861 et des années 1905-1907 montre on ne peut plus clairement que cette signification historique *réelle* de l'idéologie populiste consistait à opposer *deux* voies de développement *capitaliste* : une voie adaptant la Russie nouvelle, capitaliste, à l'ancienne, subordonnant la première à la seconde, ralentissant la marche du développement, et une autre voie remplaçant l'ancien par le nouveau, supprimant totalement devant celui-ci les obstacles périmés, accélérant la marche du développement. Les programmes des cadets et des troudoviks — l'un libéral et l'autre démocratique —, aussi peu cohérents, aussi peu clairs, aussi peu conscients parfois que fussent ces *deux* programmes, ont fourni une bonne illustration de ce dévelop-

* Il semble qu'on ait ici une faute d'impression et qu'il faille lire : « qui ne la considéraient pas ». (*N.R.*)

pement de voies *réelles* qui se situent toutes les deux *dans le cadre* du capitalisme, et sont mises en œuvre, sans dévier, depuis plus d'un demi-siècle.

L'époque actuelle exige avec une insistance particulière que nous comprenions nettement les conditions de l'une et l'autre voies, que nous ayons une notion claire de ce qu'étaient les deux tendances de 1861 et de ce qu'elles sont devenues depuis. Nous assistons à une nouvelle mutation de toute la vie de l'Etat russe, nous assistons à *un nouveau* pas dans la voie de la transformation en monarchie bourgeoise. Ce nouveau pas, aussi peu assuré, aussi hésitant, aussi raté, aussi inconsistant que le précédent pose devant nous les mêmes vieux problèmes. Quelle est des deux voies de développement capitaliste de la Russie celle qui déterminera définitivement son régime bourgeois, l'histoire ne l'a pas encore tranché ; les forces objectives dont dépend la solution ne sont pas encore épuisées. On ne peut pas prévoir à l'avance quelle sera cette solution, avant que ne soit faite l'expérience de tous les frottements, collisions et conflits qui constituent la vie de la société. On ne peut pas prévoir à l'avance quelle sera la résultante des deux tendances qui se manifestent depuis 1861. Mais on peut — et on doit — se faire une idée très nette de l'une et de l'autre tendances, faire en sorte que les marxistes (c'est là une de leurs tâches, en tant qu'ils sont investis de l'« hégémonie » dans l'ambiance de chaos créée par la déroute de la pensée, la débâcle des organisations, la démoralisation et la chasse à la popularité immédiate) agissent sur cette résultante non pas dans un sens négatif (comme les liquidateurs et, d'une façon générale, tous ceux que leur impuissance conduit à se mettre à la remorque de telle ou telle tendance défaitiste), mais dans un sens positif, en défendant les intérêts fondamentaux et essentiels de toute l'évolution prise dans son ensemble.

Les représentants de la tendance démocratique marchent au but en hésitant constamment et en tombant sous la dépendance du libéralisme. Réagir contre ces hésitations, détruire cette dépendance, voilà une des principales tâches historiques du marxisme en Russie.

« Mysl » n° 3, février 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue

LA « RÉFORME PAYSANNE » ET LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET PAYSANNE

Le jubilé que la monarchie de messieurs les Romanov redoutait si fort et sur lequel les libéraux de Russie s'attendrissaient si béatement, a été célébré. Le gouvernement tsariste l'a fait en diffusant énergiquement « dans le peuple » les brochures jubilaires ultra-réactionnaires publiées par le « Club national », en arrêtant activement tous les « suspects », en interdisant les réunions où l'on pouvait s'attendre à des discours ayant quelque ressemblance avec des discours démocratiques, en accablant d'amendes et en étranglant les journaux, en poursuivant les cinématographes « séditieux ».

Les libéraux ont célébré le jubilé en versant moult larmes sur la nécessité d'un « second 19 février » (*Vestnik Evropy* [74]), en exprimant leur loyalisme (portrait du tsar en première place dans la *Retch*), en évoquant l'abattement qui les frappe en tant que citoyens, la précarité de la « constitution » du pays, la « rupture funeste » des « principes terriens séculaires » par la politique agraire de Stolypine, etc., etc.

Dans son rescrit à Stolypine, Nicolas II a déclaré que la politique agraire stolypinienne, qui met la terre paysanne à la merci d'une poignée de vampires, de koulaks, de paysans cossus, et soumet les villages au bon vouloir des anciens seigneurs, est précisément le couronnement de la « grande réforme » du 19 février 1861.

Il faut avouer que le premier seigneur terrien de Russie, Nicolas-le-Sanglant, est plus près de la vérité historique que nos béats libéraux. Le premier seigneur terrien et principal oppresseur de serfs a compris — plus exactement : il a déduit cette vérité de la lutte de classes des leçons du Conseil de la noblesse unifiée — que les « réformes » appliquées par les féodaux devaient être forcément des réformes féodales par toute leur nature, et forcément accompagnées d'un régime de violence. Nos cadets et, en général, nos libéraux redoutent le mouvement révolutionnaire des masses qui seul est capable de faire disparaître les seigneurs et leur toute-puissance dans l'Etat russe ; et cette crainte les empêche de comprendre qu'aussi longtemps que les féodaux n'auront pas été renversés, aucune réforme — et surtout aucune réforme agraire — n'est possible que sous une forme féodale, avec un caractère féodal et des modalités féodales d'application. Craindre la révolution, rêver d'une réforme et déplorer que, pratiquement, les « réformes » soient appliquées féodalement par les féodaux, est le comble de la médiocrité et de la bassesse. Nicolas II a bien plus raison et il enseigne bien mieux le bon sens au peuple russe quand il lui « offre » pratiquement le choix entre des « réformes » féodales ou une révolution populaire qui renverse les féodaux.

Le 19 février 1861 a été une réforme féodale ; si nos libéraux peuvent la maquiller et la déguiser en réforme « pacifique », c'est uniquement parce que le *mouvement* révolutionnaire en Russie était alors faible jusqu'à l'insignifiance, et qu'à cette époque il n'existait pas du tout de *classe* révolutionnaire parmi les masses opprimées. L'oukaze du 9 novembre 1906 et la loi du 14 juin 1910 [75] sont des réformes féodales d'un contenu aussi bourgeois que la réforme de 1861, mais les libéraux *ne peuvent* les représenter comme une réforme « pacifique », ils ne peuvent aussi facilement commencer à les maquiller (bien qu'ils entreprennent déjà de le faire, par exemple, dans la *Rousskaïa Mysl*), parce qu'on peut oublier les révolutionnaires isolés de 1861, mais on ne peut pas oublier la révolution de 1905. En 1905 est née en Russie une *classe* révolutionnaire, le prolétariat, qui a su entraîner la masse paysanne dans le mouvement révolutionnaire. Et lorsqu'une classe révolu-

tionnaire naît dans un pays quelconque, il n'est pas de persécutions qui puissent l'écraser ; elle ne peut périr que si le pays tout entier périt, elle ne peut mourir qu'après avoir vaincu.

Rappelons les traits essentiels de la réforme paysanne de 1861. Le fameux « affranchissement » a été un pillage éhonté des paysans, une suite de violences et d'outrages incessants exercés contre eux. A l'occasion de l'« affranchissement », la terre paysanne, dans les provinces des terres noires, a été amputée de *plus* d'un cinquième. Dans certaines provinces on a coupé, retiré aux paysans jusqu'à un tiers et même jusqu'à deux cinquièmes de leur terre. A l'occasion de l'« affranchissement », les terres des paysans ont été délimitées des terres seigneuriales de telle façon que les paysans ont été refoulés sur les pires lopins entre lesquels les terres seigneuriales lançaient leurs tentacules, pour qu'il fût plus aisé aux nobles seigneurs d'asservir les paysans, en leur louant la terre à des prix usuraires. A l'occasion de l'« affranchissement », on a contraint les paysans à « racheter » leurs propres terres, on leur a extorqué *le double et le triple* du prix réel de la terre. Toute l'« époque des réformes » des années 60 a laissé le paysan indigent, accablé, ignorant, subordonné aux seigneurs dans les tribunaux, dans les administrations, à l'école et au zemstvo.

La « grande réforme » a été une réforme féodale et ne pouvait être autre chose puisqu'elle était appliquée par des féodaux. Quelle est donc la force qui les avait obligés à l'entreprendre ? C'est la force du développement économique qui entraînait la Russie dans la voie capitaliste. Les seigneurs ne pouvaient empêcher l'accroissement des échanges de marchandises entre la Russie et l'Europe, ils ne pouvaient maintenir les anciennes formes d'économie qui s'écroulaient. La guerre de Crimée avait montré la pourriture et la faiblesse de la Russie féodale. Les « révoltes » paysannes, qui s'amplifiaient à chaque décade avant l'affranchissement, obligèrent le premier seigneur terrien, Alexandre II, à reconnaître que mieux valait affranchir *par en haut* plutôt que d'attendre qu'on renversât *par en bas*.

La « réforme paysanne » a été une réforme bourgeoise appliquée par des féodaux. Ce fut un pas dans la voie de la transformation de la Russie en monarchie bourgeoise. Le contenu de la réforme paysanne était bourgeois, et ce contenu apparaissait avec d'autant plus de relief que les terres paysannes étaient *moins* rognées, qu'elles étaient *plus complètement* détachées des terres seigneuriales, que le tribut payé aux féodaux (c'est-à-dire l'« indemnité de rachat ») était *moindre*, que les paysans de telle ou telle localité s'organisaient *plus librement*, en dehors de l'influence et de la pression des féodaux. *Dans la mesure* où le paysan s'arrachait au pouvoir du féodal, il tombait au pouvoir de l'argent, il entrait dans les conditions de la production marchande, il se trouvait dans la dépendance du capital naissant. Après 1861, le développement du capitalisme en Russie se fit à une allure si rapide qu'en quelques dizaines d'années s'opérèrent des transformations qui, dans certains vieux pays d'Europe, avaient pris des siècles entiers.

La fameuse lutte des féodaux et des libéraux, si enflée et idéalisée par nos historiens libéraux et libéraux-populistes, a été une lutte *à l'intérieur* des classes dominantes, principalement *entre grands propriétaires fonciers*, une lutte ayant *exclusivement* pour objet les proportions et les formes des *concessions*. Les libéraux, de même que les féodaux, partaient de la reconnaissance de la propriété et du pouvoir des seigneurs terriens, condamnant avec indignation toute idée révolutionnaire de la *suppression* de cette propriété, de l'*entière abolition* de ce pouvoir.

Ces idées révolutionnaires ne pouvaient manquer de fermenter dans les cervaux des serfs. Et si les siècles d'esclavage avaient accablé et abruti les masses paysannes au point que, pendant la réforme, elles n'avaient été capables que de déclencher des insurrections isolées, morcelées, des sortes de jacqueries que n'éclairait aucune conscience politique, en revanche, dès cette époque, il y avait en Russie des révolutionnaires qui se rangeaient aux côtés de la paysannerie et qui comprenaient toute l'étroitesse, toute l'indigence de la fameuse « réforme paysanne », tout son caractère féodal. A la tête de ces révolutionnaires, très peu nombreux à l'époque, était N. Tchernychevski.

Le 19 février 1861 marque le début d'une Russie nouvelle, bourgeoise, émergeant de l'époque féodale. Les libéraux des années 1860 et Tchernychevski sont les représentants de deux tendances historiques, des deux forces historiques dont, depuis cette époque jusqu'à nos jours, dépend l'issue de la lutte pour la Russie nouvelle. Voilà pourquoi en ce cinquantenaire du 19 février, le prolétariat conscient doit comprendre le plus clairement possible quelle était l'essence de ces deux tendances et quels étaient leurs rapports.

Les libéraux voulaient « affranchir » la Russie « par en haut » sans détruire ni la monarchie du tsar, ni la propriété foncière et le pouvoir des seigneurs terriens, en les incitant seulement à faire des « concessions » à l'esprit du temps. Les libéraux étaient et demeurent les idéologues de la bourgeoisie, qui ne peut s'accommoder du servage, mais qui craint la révolution, qui craint le mouvement de masse capable de renverser la monarchie et d'abolir le pouvoir des seigneurs terriens. Voilà pourquoi les libéraux se bornent à la « lutte pour les réformes », à la « lutte pour les droits », c'est-à-dire au partage du pouvoir entre les féodaux et la bourgeoisie. Avec ce rapport de forces, on *ne peut* obtenir aucune « réforme », excepté celles qui sont appliquées par les féodaux, aucun « droit », excepté ceux qui sont limités par l'arbitraire des féodaux.

Tchernychevski était un socialiste utopiste qui rêvait d'un avènement du socialisme passant par la vieille communauté paysanne semi-féodale [76] ; il ne voyait pas, et dans les années 60 du siècle passé ne pouvait pas voir que seul le développement du capitalisme et du prolétariat est capable de créer les conditions matérielles et la force sociale nécessaires pour réaliser le socialisme. Mais Tchernychevski n'était pas seulement un socialiste utopiste. Il était également un révolutionnaire démocrate ; il savait exercer une action d'orientation révolutionnaire sur tous les événements politiques de son époque, en préconisant — en dépit des obstacles et des barrières de la censure — l'idée de la révolution paysanne, l'idée de la lutte des masses pour le renversement de tous les vieux pouvoirs. La « réforme paysanne » de 1861, que les libéraux avaient d'abord enjolivée et, ensuite, même glorifiée, Tchernychevski la qualifia

d'*infamie*, car il voyait clairement son caractère féodal, il voyait clairement que messieurs les libérateurs libéraux détroussaient les paysans. Les libéraux des années 60, Tchernychevski les traitait de « *bavards, fanfarons et imbéciles* »[77], car il voyait clairement leur peur de la révolution, leur veulerie et leur servilité devant les tenants du pouvoir.

Ces deux tendances historiques se sont développées pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis le 19 février, divergeant d'une façon toujours plus nette, plus déterminée et plus résolue. On a vu croître les forces de la bourgeoisie monarchiste libérale, qui conviait à se satisfaire du travail « culturel » et s'obstinait à méconnaître l'action clandestine révolutionnaire. On a vu croître les forces de la démocratie et du socialisme ; d'abord unies dans une idéologie utopique et dans la lutte des intellectuels *narodovoltsy* et populistes-révolutionnaires, elles commencèrent à se séparer, à partir des années 90 du siècle dernier, à mesure que l'on passait de la lutte révolutionnaire des terroristes et des propagandistes isolés à la lutte des classes révolutionnaires elles-mêmes.

La décade qui a précédé la révolution, de 1895 à 1904, nous montre déjà la masse prolétarienne croissant régulièrement et agissant au grand jour, la lutte gréviste s'intensifiant, la propagande, l'organisation du parti ouvrier social-démocrate s'amplifiant. A la suite de l'avant-garde socialiste du prolétariat, la paysannerie démocratique révolutionnaire commence à se joindre, elle aussi, à la lutte de masse, surtout à partir de 1902.

Dans la révolution de 1905, les deux tendances qui, en 1861, s'étaient à peine ébauchées dans la vie, à peine dessinées dans la littérature, se développèrent, grandirent, trouvèrent leur expression dans le mouvement des *masses*, dans la lutte des *partis* sur les terrains les plus divers : presse, meetings, syndicats, grèves, insurrection, Doumas d'Etat.

La bourgeoisie monarchiste libérale créa les partis des cadets et des octobristes ; d'abord, ils cohabitèrent dans le mouvement libéral des zemstvos (jusqu'à l'été 1905) ; par la suite, ils s'affirmèrent comme des partis distincts, qui rivalisèrent (et rivalisent) fortement, affichant une « *phy-*

sionomie », chez l'un, principalement libérale, chez l'autre principalement monarchiste, mais qui se sont toujours entendus sur l'essentiel : désavouer les révolutionnaires, vilipender l'insurrection de décembre, révérer la feuille de vigne « constitutionnelle » de l'absolutisme, à l'égal d'un drapeau. Les deux partis se sont toujours placés sur un terrain « strictement constitutionnel », c'est-à-dire qu'ils bornent leur activité au cadre qu'ont pu créer les Cent-Noirs du tsar et les féodaux sans abdiquer leur pouvoir, sans renier leur souveraineté, sans sacrifier un seul copeck des revenus « sanctifiés par les siècles » qu'ils tiraient de leurs esclaves, ni le moindre privilège de leurs droits « bien acquis ».

Les tendances démocratique et socialiste se séparèrent de la tendance libérale et se délimitèrent. Le prolétariat s'organisa et agit séparément de la paysannerie, en se ralliant autour du parti ouvrier social-démocrate. L'organisation de la paysannerie dans la révolution était beaucoup plus débile, ses actions étaient beaucoup plus morcelées, plus faibles, son niveau de conscience, sensiblement plus bas ; en outre, les illusions monarchistes (ainsi que les illusions constitutionnelles qui y sont intimement rattachées) paralysaient souvent son énergie, la plaçaient sous la dépendance des libéraux et, parfois, des Cent-Noirs, la poussaient à se payer de rêveries creuses sur la « terre de Dieu », au lieu de donner l'assaut à la noblesse terrienne, dans le but d'anéantir cette classe. Mais, somme toute, la paysannerie, dans sa masse, luttait précisément contre les seigneurs terriens, elle agissait en révolutionnaire et, dans toutes les Doumas — même dans la troisième, avec sa représentation truquée au profit des seigneurs — la paysannerie créa des groupes troudoviks qui, malgré leurs fréquents flottements, représentaient la véritable démocratie. Les cadets et les troudoviks des années 1905-1907 ont traduit dans un mouvement de masse et politiquement concrétisé la position et les tendances de la bourgeoisie, d'une part monarchiste-libérale, et, d'autre part, démocratique révolutionnaire.

1861 a engendré 1905. Le caractère féodal de la première « grande » réforme bourgeoise a freiné l'évolution, a voué les paysans à mille tourments amers, mais il n'a pas

changé l'orientation du processus, il n'a pas conjuré la révolution bourgeoise de 1905. La réforme de 1861 a ajourné le dénouement, en ouvrant une soupape, en laissant le capitalisme marquer des points, mais elle n'a pas conjuré le dénouement inévitable qui a éclaté en 1905 sur un terrain infiniment plus large, dans l'assaut des masses contre l'autocratie du tsar et des seigneurs. La réforme, appliquée par les féodaux à une époque d'ignorance crasse des masses opprimées, a engendré la révolution au moment où les éléments révolutionnaires sont venus à maturité dans ces masses.

La troisième Douma et la politique agraire stolypinienne est la deuxième réforme bourgeoise appliquée par les féodaux. Si le 19 février 1861 a été le premier pas fait *dans la voie* de la transformation de l'autocratie purement féodale en monarchie bourgeoise, l'époque des années 1908-1910 nous montre un deuxième pas, plus sérieux, *fait dans la même voie*. Il s'est écoulé près de quatre ans et demi depuis la publication de l'oukaze du 9 novembre 1906 ; il s'est écoulé plus de trois ans et demi depuis le 3 juin 1907 [78], et maintenant ce n'est plus seulement la bourgeoisie cadette, mais aussi, dans une mesure appréciable, la bourgeoisie octobriste qui se rend compte de l'« insuccès » de la « constitution » et de la politique agraire du 3 juin. Le « plus à droite parmi les cadets » — comme on a récemment surnommé avec juste raison le semi-octobriste M. Maklakov — était pleinement fondé à déclarer le 25 février à la Douma d'Etat, au nom des cadets et des octobristes, que « sont mécontents à l'heure actuelle les éléments centraux du pays, qui désirent plus que tout une paix durable et redoutent une nouvelle explosion révolutionnaire ». Ils ont un mot d'ordre commun : « Tout le monde dit, a poursuivi M. Maklakov, que si nous continuons à marcher dans la voie où l'on nous conduit, on nous amènera à une deuxième révolution. »

Le mot d'ordre commun de la bourgeoisie cadéto-octobriste, au printemps de 1911, confirme la justesse de l'appréciation que notre parti avait donnée de la situation dans la résolution adoptée à sa conférence de décembre 1908. « Les facteurs fondamentaux de la vie économique et politique, qui provoquèrent la révolution de 1905, est-il dit dans la résolution, continuent d'agir, et, dans cette situa-

tion économique et politique, une nouvelle crise révolutionnaire mûrit inévitablement. »

Récemment, Menchikov, ce plumitif à gages du gouvernement des Cent-Noirs, a déclaré dans le *Novoïé Vrémia* que la réforme du 19 février « a échoué lamentablement », puisque « 1861 n'a pas su conjurer 1905 ». Maintenant les avocats et les parlementaires stipendiés de la bourgeoisie libérale proclament l'échec des « réformes » du 9.XI. 1906 et du 3.VI.1907, puisque ces « réformes » *conduisent* à une deuxième révolution.

Ces deux déclarations, comme toute l'histoire du mouvement libéral et révolutionnaire des années 1861-1905, fournissent une documentation des plus intéressantes pour éclairer la question essentielle du rapport entre la réforme et la révolution, du rôle des réformistes et des révolutionnaires dans la lutte sociale.

Les adversaires de la révolution, ce sont ceux qui avec haine et grincement de dents, ou bien avec amertume et ressentiment, reconnaissent que les « réformes » des années 1861 et 1907-1910 n'ont pas réussi, parce qu'elles ne conjurent pas la révolution. La social-démocratie, qui représente la seule classe contemporaine révolutionnaire jusqu'au bout, répond à cet aveu : les révolutionnaires ont joué un rôle historique éminent dans la lutte sociale et dans toutes les crises sociales *même au moment* où ces crises ne menaient directement qu'à des demi-réformes. Les révolutionnaires sont les chefs des forces sociales qui accomplissent toutes les transformations ; les réformes sont un sous-produit de la lutte révolutionnaire.

Les révolutionnaires de 1861 sont restés isolés et ont essuyé, en apparence, une défaite totale. En réalité, c'étaient eux les grands animateurs de cette époque et, plus nous prenons de recul, plus clairement nous apparaît leur grandeur, plus évidentes deviennent pour nous l'insignifiance, la nullité des réformistes libéraux d'alors.

La classe révolutionnaire des années 1905-1907, le prolétariat socialiste, a essuyé, en apparence, une défaite totale. Les monarchistes libéraux aussi bien que les liquidateurs du nombre des « marxistes eux aussi », nous ont rebattu les oreilles en criant qu'il était allé « trop loin », qu'il en était arrivé à des « excès », qu'il s'était laissé

entraîner par la « lutte de classe spontanée », qu'il s'était laissé séduire par l'idée funeste de l'« hégémonie du prolétariat », etc., etc. En réalité, la « faute » du prolétariat, c'est qu'il n'est pas allé assez loin, mais cette « faute » est justifiée par l'état de ses forces à l'époque, et rachetée par une activité révolutionnaire social-démocrate inlassable maintenue même à l'époque de la pire réaction, par une lutte intransigeante contre toutes les manifestations de réformisme et d'opportunisme. En réalité, tout ce qui a été pris sur l'ennemi, tout ce qui, dans ces conquêtes, est durable, a été conquis et ne se maintient que dans la mesure où est forte et vivante la lutte révolutionnaire sur tous les terrains de l'activité prolétarienne. En réalité, seul le prolétariat a défendu jusqu'au bout le démocratisme conséquent, en dénonçant toute l'instabilité du libéralisme, en arrachant à son influence la paysannerie, en déclenchant avec un courage héroïque l'insurrection armée.

Personne ne peut prévoir dans quelle mesure s'accompliront les transformations vraiment démocratiques de la Russie à l'époque de ses révolutions bourgeoises, mais ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute, c'est que *seule* la lutte révolutionnaire du prolétariat déterminera les proportions et le succès des transformations. Entre les « réformes » féodales dans l'esprit bourgeois et la révolution démocratique, dirigée par le prolétariat, il n'y a place que pour les tergiversations impuissantes, vides de hardiesse et de pensée du libéralisme et du réformisme opportuniste.

Si nous jetons un regard en arrière sur l'histoire du dernier demi-siècle en Russie, sur les années 1861 et 1905, nous ne pouvons que répéter, avec une conviction encore plus grande, ce que dit la résolution de notre parti : « Le but de notre lutte est comme auparavant le renversement du tsarisme, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, qui prend appui sur les couches révolutionnaires de la paysannerie, et fait la révolution démocratique bourgeoise en convoquant une assemblée nationale constituante et en instaurant une république démocratique. »

Le « Social-Démocrate » n° 21-22, 19 mars (1er avril) 1911

Conforme au texte du journal

LES DESTRUCTEURS DU PARTI DANS LE RÔLE DE « DESTRUCTEURS DE LÉGENDES »

Il y a juste un an l'Organe central de notre parti a publié la lettre suivante, lettre d'une importance capitale adressée par le Bureau russe du C.C. au Bureau du C.C. à l'étranger :

... « *Nous (c'est-à-dire le Bureau russe du Comité central) nous sommes adressés aux camarades Mikhaïl, Roman et Youri et leur avons proposé de participer au travail, mais nous en avons reçu d'eux une réponse disant que non seulement ils considéraient les décisions du plénum comme nocives, mais qu'ils tenaient également comme nocive l'existence même du Comité central. A la suite de quoi ils ont refusé même d'assister à une séance au moins de cooptation* *. »

L'affaire était on ne peut plus claire. En la personne de Mikhaïl, Roman et Youri nous avons affaire à de francs renégats qui considèrent comme superflues la « diplomatie » et les tergiversations affectionnées du *Goloss* et annoncent *ouvertement* qu'ils rompent avec notre parti. Deux tactiques s'opposent : l'une — celle de Martov, Dan et Cie — consiste à saper de l'intérieur le « vieux » parti, à maintenir ce vieux parti dans un état maladif le temps que les « social-démocrates » stolypiniens, les liquidateurs, se renforcent ; l'autre — celle de Potressov, Lévitski, Mikhaïl, Roman, Youri et Cie — part de la constatation que le jeu

* V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 170-171. (*N.R.*)

qui consiste à intriguer au sein du vieux parti n'en vaut pas la chandelle et qu'il faut *dès maintenant* aller à une rupture franche avec le P.O.S.D.R.

La publication de la déclaration de MM. Mikhaïl, Roman et Youri a gravement contrecarré le jeu de leurs amis et protecteurs du *Goloss Sotsial-Démokrata*. Mais il n'y avait rien à faire : Dan, Martov et Cie durent continuer à brouiller les pistes, « d'un côté » en se solidarisant avec les trois renégats susnommés, « d'un autre côté » en prenant imperceptiblement leurs distances vis-à-vis d'eux. Martov eut même le courage, *dix mois après* la publication du reniement du parti par ses trois amis, d'accuser (dans l'avant-dernier n° du *Goloss*, le n° 23) ces trois messieurs de « légèreté »...

Mais voici que la roue de l'« histoire » (de l'histoire du courant liquidateur) a fait encore un tour. Une série de circonstances — en particulier la résistance opposée au courant liquidateur par certains groupes social-démocrates agissant en plein jour — a incité MM. les Potressov, Lévitski, Mikhaïl, Roman et Cie à mettre une sourdine et à se rapprocher de la « sage » et plus prudente « tactique » de brouillage des pistes *à la* * Dan et Martov. Ce qui rendit possible l'apparition — *au bout d'un an* ! — du « démenti » du document cité plus haut.

Il n'y a rien à ajouter au fait que le « démenti » paru dans le *Goloss* (sous le titre à tapage de : « Une légende détruite ») est un *tissu de mensonges*. Il s'avère que les trois renégats cités plus haut ont « officiellement » refusé d'entrer au Comité central ou de participer au moins à une réunion de cooptation uniquement « pour des motifs privés ». Et c'est seulement « ensuite, dans un entretien *particulier* (tout à fait « particulier », voyons !) qu'ils ont échangé avec lui (c'est-à-dire avec le représentant du Comité central) une série de réflexions (d'un caractère cette fois politique) qui nous ont obligés (c'est-à-dire Roman, Mikhaïl et Youri) à répondre négativement à la proposition qui nous était faite. »

Ainsi, le premier point du « démenti », la déclaration qu'invoquait l'Organe central, a été faite seulement « au cours d'un entretien particulier », après que l'habit officiel

* En français dans le texte. (*N.R.*)

eût été enlevé. Voilà bien là des circonstances éminemment « atténuantes » qui changent l'affaire du tout au tout !...

Mais qu'ont bien pu dire messieurs Mikhaïl, Roman et Youri, de *leur propre aveu*, au cours de cet « entretien particulier » ? Ils n'ont pas dit que les décisions du Comité central étaient néfastes, ils se sont simplement permis, voyez-vous, de remarquer que « *la voie dictée par le plénum ne renforçait pas, mais affaiblissait la position du C.C.* », que l'utilisation des possibilités légales que recommandait le C.C. au parti « *revenait et revient à la destruction des organisations légales ouvrières* », que déjà le premier pas fait dans cette voie par le Comité central (la publication de la résolution sur la conférence du parti) « *a fourni au gouvernement un prétexte* » pour dissoudre les organisations ouvrières. Ah, que nous sommes loin des affirmations du représentant du Comité central, prétendant que les trois suppléants liquidateurs de Londres « assimilent l'ingérence du Comité central dans le processus spontané de regroupement des forces social-démocrates au sein des organisations légales à l'arrachement du fœtus des entrailles d'une mère au deuxième mois de la grossesse » ? Il n'y a pas à dire, « démenti » en a été donné !

Ensuite, ils n'ont absolument pas dit que l'existence même du C.C. était néfaste. En voilà de ces idées ! Ils ont simplement — d'une manière tout à fait « privée », bien sûr — exprimé l'opinion qu'il eût été bien préférable qu'à la place du C.C. existât un « groupe d'initiative » auquel « personne ne demanderait de passeport » (c'est-à-dire de passeport *du parti*), comme il fut un temps où personne n'en demandait au groupe de l'*Iskra* et de la *Zaria* *. Le principal chef d'accusation est « démenti » par Mikhaïl, Roman et Youri avec à peu près autant de succès que leur collègue Igorev « démentait » il y a peu de temps les accusations portées contre lui par les camarades Plékhanov et Moskovski [79], mencheviks proparti, d'avoir comploté contre le C.C. et le parti... Il faut, paraît-il, non pas un C.C., mais un « groupe d'initiative » tel que « le groupe de l'*Iskra* et de la *Zaria* ». Bien sûr, le groupe de l'*Iskra* et de la *Zaria* était un groupe révolutionnaire social-démocrate, et les

* Voyez *Golos*, supplément au n° 24, p. 3.

messieurs Mikhaïl, Roman et Youri ont besoin d'un groupe d'initiative liquidateur. Mais pour le moment, là n'est pas la question. L'important est que trois partisans de Martov et de Dan *de leur propre aveu* ont proposé de remplacer le C.C. par un groupe d'initiative privé, à qui personne ne pourrait demander ce méprisable « passeport » et qui serait son propre maître en matière de « liquidation ». « Démenti » a été donné !...

L'un des « clous » du « démenti » de Roman, Mikhaïl et Youri est constitué par le récit suivant : le représentant du Comité central qui les a invités à paraître « au moins à une réunion » du collège, leur aurait fait miroiter le désir qu'éprouvaient lui-même (c'est-à-dire le représentant du Comité central) et d'autres « bolcheviks russes » de « s'émanciper de l'influence dirigeante du cercle de Lénine ». Cette phrase d'un bolchevik de Russie, *citée par trois liquidateurs*, est particulièrement savourée par la rédaction du *Goloss* qui espère en tirer une justification pour on ne sait trop qui et on ne sait trop quoi. Ces messieurs du *Goloss*, pourtant, commettent une lourde maladresse et parlent *contre* eux-mêmes. Rendez-vous un peu compte, très honorés rédacteurs du *Goloss* ! *Admettons* que le bolchevik qui s'est présenté à vos amis au nom du Comité central soit l'adversaire de ce que vous appelez « cercle de Lénine ». *C'est d'autant plus mauvais pour vous.* Car c'est ce même bolchevik qui a écrit la lettre sur le reniement du parti par vos trois amis que nous avons imprimée dans le n° 12 de l'Organe central. Si ce bolchevik n'est pas partisan de ce que vous appelez « cercle de Lénine », son témoignage doit paraître à vos yeux d'autant plus impartial. *Admettons* que les membres du C.C. qui vous ont invités soient adversaires du « cercle de Lénine » *. D'autant plus grande

---

* A un autre des « bolcheviks russes » membres du Comité central le *Goloss* adresse le reproche suivant : imaginez qu'il a fait « obstacle à la cooptation au Comité central de partisans du *Goloss*, en déclarant que les membres bolcheviques du Comité central... n'admettront la cooptation que des candidats qui auront manifesté préalablement par écrit leur désaccord avec le « liquidationnisme ». Le membre du Comité central à qui le *Goloss* adresse un reproche si effrayant *ne peut pas* en ce moment répondre lui-même à messieurs les liquidateurs [80]. C'est pourquoi nous répliquerons à sa place : si ce que vous

devrait être de votre point de vue la faute des trois liquidateurs qui n'ont pas voulu entrer au C.C. malgré des circonstances qui leur étaient favorables. Qu'est-il donc arrivé à ces messieurs du *Goloss* ? Habituellement, ils sont... plus habiles à brouiller les pistes. Vous avez oublié d'enlever les fils blancs, Messieurs ! C'est plus bête que le « démenti » du « Bureau d'information » stolypinien.

Vous n'avez pas eu de chance avec votre « démenti », Messieurs du *Goloss*, comme vous n'avez pas eu de chance avec vos derniers tracts « chicaniers ». Vous avez voulu « trop prouver », prouver que tous les social-démocrates étaient des zélateurs du parti, et c'est pourquoi vous n'avez rien prouvé. Réfléchissez une seconde : hier, vous avez sorti le tract des 58 [81] (combien, parmi ces 58, y a-t-il d'hypocrites, et combien de dupes ?), dans lequel vous dépeignez vos adversaires (« le cercle de Lénine ») comme des monstres entre les monstres, « une bande de brigands », etc... Et le lendemain, vous sortez (vous toujours, la rédaction du *Goloss*) un tract portant un « programme des réformes », dans laquelle vous annoncez : tout sera parfait si on nous donne (à nous, le *Goloss*) dans toutes les institutions du parti l'égalité avec ces monstres, ces hommes qui ont accompli une foule de « crimes », etc., etc. Quand agissez-vous « pour le bien du parti » et quand le faites-vous dans votre intérêt, Messieurs ? Est-ce dans le premier ou dans le deuxième cas ? Il n'y aurait pas lieu d'exhumer ces tracts si... reluisants, ni les suppléments du *Goloss*, dans lesquels on a « tiré parti » de tout, même des otzovistes genevois qui se qualifient de « cercle idéologique des *bolcheviks* », s'ils ne projetaient une telle lumière sur toute la politique du groupe du *Goloss*...

Travaillez, prenez de la peine, Messieurs les « destructeurs de légendes » ! Vous nous aidez effectivement à détruire une légende : celle du dernier lien qui vous rattacherait encore à la social-démocratie révolutionnaire.

« Social-Démocrate » n^os 21-22, 19 mars (1^er avril) 1911

Conforme au texte du journal

---

dites de lui était vrai, il aurait, du point de vue du parti, parfaitement raison et aurait agi tout à fait dans l'esprit du plénum.

CADETS ET OCTOBRISTES

La fameuse « crise ministérielle » et l'élection d'un nouveau président de la Douma d'Etat [82] fournissent de nouvelles pièces permettant de juger de la nature sociale et de la signification politique des partis cadet et octobriste. La bourgeoisie russe — passez-moi l'expression — libérale, révèle pour la centième, pour la millième fois sa physionomie. Les quotidiens et l'avant-dernier numéro de la *Zvezda* ont appris au lecteur ce qu'est cette physionomie. Il ne sera pourtant pas superflu de tirer certaines conclusions, étant donné que la presse des cadets, qui est la plus répandue, « fulmine » volontiers contre les octobristes mais s'appesantit à regret sur les *résultats* de sa propre conduite.

Rappelons l'attitude du parti de la « liberté populaire » pendant les élections du nouveau président de la Douma d'Etat. Le 21 mars, la *Retch* se hâte d'annoncer : « Le groupe de la liberté du peuple a décidé de voter pour M. Alexéïenko, au cas où il serait candidat au poste de président de la Douma d'Etat. Si la candidature de Rodzianko est posée, le groupe votera contre lui. » Les « démocrates » constitutionnels offrent leurs services aux octobristes « de gauche ». Ce n'est pas tout. L'éditorial de la *Retch* de la même date déclare Alexéïenko « universellement respecté » et s'efforce de se placer au point de vue de l'*ensemble* de la Douma d'Etat : car si les gens de droite soutiennent la candidature de la majorité des octobristes (c'est-à-dire la candidature d'Alexéïenko), alors, peut-être, la Douma d'Etat « retrouvera cette unanimité » avec laquelle elle

avait accueilli au début la candidature de Khomiakov. « Cette unanimité prouverait que la Douma *dans son ensemble* comprend l'importance exceptionnelle de l'heure. »

Ainsi écrivait la *Retch*. « La Douma dans son ensemble », ni plus ni moins. Un souvenir à évoquer le plus souvent possible au cours des élections à la IV^e^ Douma !

Les cadets savent très bien que les gens de droite, par principe, sont pour l'impuissance de la Douma, que les nationalistes justifient et défendent Stolypine et la violation de l'article 87. Et malgré cela, il suffit d'un vote possible en faveur d'Alexeïenko pour que les cadets soient prêts à tout oublier et à proclamer unanime « la Douma dans son ensemble », bien qu'ils sachent parfaitement que les députés ouvriers ne se laisseront prendre *en aucun cas* à l'appât de « l'unanimité » de la III^e^ Douma, pas plus que lors de l'élection de Khomiakov.

L'affaire est claire : les députés ouvriers et les troudoviks ne comptent pas pour les cadets. Sans eux, mais avec la droite, avec Markov II et Pourichkévitch, la III^e^ Douma est « la Douma *dans son ensemble* ». *Telle est l'opinion de la « Retch »*. Un tel raisonnement établit justement une délimitation que beaucoup ont très souvent mal comprise : c'est la frontière qui sépare les seigneurs et les bourgeois (même les plus « libéraux », c'est-à-dire les cadets) d'un côté, des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire les démocrates, de l'autre. Sans les démocrates, mais avec les gens de droite, nous formons « la Douma *dans son ensemble* », disent les cadets. Cela signifie qu'en prétendant au titre de démocrates, les cadets trompent le peuple. Cela signifie que pour les cadets, les seigneurs et les bourgeois forment l'essentiel de leur « nous » et tout le reste ne compte pas.

Une petite question à propos de l'élection du nouveau président de la Douma d'Etat a rappelé une vérité des plus importantes, à savoir que les cadets *ne sont pas* des démocrates, mais des bourgeois libéraux modérés, qui convoitent « l'unanimité » de l'« ensemble » de la chambre des suppôts de la réaction et des octobristes. Toute la « lutte » que les cadets mènent contre les octobristes a le caractère d'une *concurrence*. Les cadets combattent les octobristes, il n'y a pas de doute. Mais ils ne mènent pas ce combat en tant que représentants d'une classe, en tant que représentants de

plus larges couches de la population, en vue de destituer l'ancien pouvoir dont les octobristes s'accommodent, mais comme des *concurrents*, qui désirent s'accomoder *de ce même* pouvoir, servir les intérêts *de la même* classe, les défendre contre les revendications de plus larges couches de la population (de la démocratie en général et de la démocratie prolétarienne en particulier). S'accommoder d'une manière un peu différente de ce même pouvoir, voilà ce que veulent les cadets, voilà quel est le fond de leur politique de bourgeois libéraux. Et cette concurrence avec les octobristes, cette lutte pour prendre *leur* place, donnent un « mordant » particulier à l'action des cadets. C'est ce qui peut expliquer la *haine particulière* des gens de droite et des octobristes envers les cadets, haine d'un caractère particulier : « ceux-là » (les démocrates) nous supprimeront, « ceux-ci » (les cadets) nous feront rétrograder à la deuxième place ; la première perspective entraîne une irréconciliabilité de principe, une lutte à mort ; la deuxième perspective donne lieu à une lutte de *préséance*, un concours d'intrigues, une course aux meilleurs moyens d'obtenir une même majorité de bourgeois et de propriétaires terriens, ou bien de gagner la confiance d'un même ancien pouvoir.

L'image que présentait la III[e] Douma le jour des élections du nouveau président a montré concrètement cette différence.

Le chroniqueur cadet des « débats parlementaires » continue à vanter Alexéïenko dans la *Retch* du 23 mars : « c'est un homme tout à fait indépendant » (cet octobriste qui avait applaudi au 3 juin !) « qui a le sentiment profond de sa dignité », etc., etc.

Voilà quel est le critère cadet de la stricte légalité : ne pas protester contre le 3 juin et protester contre le 14 mars. Cela rappelle le proverbe américain : si vous volez un morceau de pain, on vous mettra en prison, mais si vous volez une voie ferrée, on vous nommera sénateur.

M. Litovtsev, qui dirige dans la *Retch* la rubrique des « Débats parlementaires », a écrit le 23 mars que pour les octobristes de gauche et les cadets, « une bonne moitié de la journée s'est passée dans l'anxiété : si jamais il allait accepter » (Rodzianko faisait semblant de refuser d'être candidat).

Comment la lutte des cadets contre leurs adversaires pourrait-elle ne pas être *intense* quand le problème est si proche, si immédiatement tangible pour *l'ensemble* de la III^e^ Douma : « si jamais Rodzianko allait accepter » !

Et voilà que Rodzianko a accepté. La physionomie des élections a été marquée par les joyeux éclats de rire et les applaudissements enthousiastes de la droite et des nationalistes. Les octobristes « de gauche » et les *cadets* gardaient un silence buté, systématique : ils avaient perdu la compétition sur le terrain qu'ils avaient eux-mêmes choisi, ils ne pouvaient pas se réjouir ; ils *devaient* se taire. Les cadets, « en guise de protestation », votèrent pour le nationaliste Volkonski. Les démocrates et eux seuls clamèrent bien haut, clairement et sans détours, qu'ils ne prendraient pas part aux élections du nouveau président de la III^e^ Douma, qu'ils ne portaient *aucune* responsabilité de « l'ensemble de l'activité de la III^e^ Douma » (paroles de Voïlochnikov).

Le jour des élections, au cours de la 86^e^ séance de la Douma, au cours de la compétition des concurrents, ne *prirent la parole* que le président de la III^e^ Douma, Rodzianko, ainsi que Boulat et Voïlochnikov. Les autres se turent.

Voïlochnikov montra avec juste raison, au nom de ses collègues de groupe, que les cadets, « d'après les particularités de leur position politique, avaient toujours placé tous leurs espoirs dans les combinaisons parlementaires », et il les affubla du nom de libéraux crédules.

La position politique des cadets et ses particularités découlent de la nature de classe de leur parti. C'est un parti libéral bourgeois antidémocratique. C'est pourquoi ils « placent toujours tous leurs espoirs dans les combinaisons parlementaires ». C'est doublement vrai : « parlementaire », par opposition à l'activité extraparlementaire, et « combinaison » des éléments sociaux, des classes qui représentent « l'ensemble » de la Douma.

Seuls les députés ouvriers et les troudoviks, à l'occasion de l'élection de Rodzianko, qui a marqué la victoire des nationalistes, firent des déclarations qui *ne* visaient *pas* à échafauder des combinaisons « parlementaires », des déclarations qui précisaient l'attitude de la démocratie en général et de la démocratie prolétarienne en particulier envers

l'ensemble de la troisième Douma, envers le 3 juin, les octobristes et les cadets réunis. Ces déclarations constituent une bonne recommandation à Rodzianko et à toute « sa » majorité, une bonne mise en garde à « l'opposition » libérale « responsable », responsable devant la III^e^ Douma et les hommes du 3 juin, de la part de partis politiques « responsables » également, mais pas devant les mêmes gens.

« Zvezda » n° 16, 2 avril 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

À LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE

Quarante ans se sont écoulés depuis la proclamation de la Commune de Paris. Selon la coutume, le prolétariat français a honoré par des meetings et des manifestations la mémoire des militants de la révolution du 18 mars 1871 ; à la fin de mai, il ira de nouveau déposer des couronnes sur la tombe des communards fusillés, victimes de l'horrible « semaine sanglante » de mai et jurer une fois de plus de combattre sans relâche jusqu'au triomphe complet de leurs idées, jusqu'à la victoire totale de la cause qu'ils lui ont léguée.

Pourquoi avec le prolétariat français, celui du monde entier honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs ? Et quel est l'héritage de la Commune ?

La Commune naquit spontanément ; personne ne l'avait consciemment et méthodiquement préparée. Une guerre malheureuse avec l'Allemagne ; les souffrances du siège ; le chômage du prolétariat et la ruine de la petite bourgeoisie ; l'indignation des masses contre les classes supérieures et les autorités qui avaient fait preuve d'une incapacité totale ; une fermentation confuse au sein de la classe ouvrière, qui était mécontente de sa situation et aspirait à une autre organisation sociale ; la composition réactionnaire de l'Assemblée nationale qui faisait craindre pour la République, tous ces facteurs, et beaucoup d'autres, poussèrent la population de Paris à la révolution du 18 mars qui

remit inopinément le pouvoir entre les mains de la garde nationale, entre les mains de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'était rangée de son côté.

Ce fut un événement sans précédent dans l'histoire. Jusqu'alors le pouvoir se trouvait ordinairement entre les mains des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, c'est-à-dire d'hommes de confiance à eux constituant ce qu'on appelle le gouvernement. Mais après la révolution du 18 mars, lorsque le gouvernement de M. Thiers se fut enfui de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple devint le maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais dans la société actuelle, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer politiquement s'il ne brise les chaînes qui le rivent au capital. Et voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait inévitablement revêtir une couleur socialiste, c'est-à-dire chercher à renverser la domination de la bourgeoisie, la domination du capital, et à détruire les *assises* mêmes du régime social actuel.

Au début, ce mouvement fut extrêmement mêlé et confus. Y adhéraient des patriotes qui espéraient que la Commune reprendrait la guerre contre les Allemands et la mènerait à bonne fin. Il était soutenu par les petits commerçants menacés de ruine si le paiement des traites et des loyers n'était suspendu (ce que le gouvernement leur avait refusé, mais que la Commune leur accorda). Enfin, au début, il bénéficia même en partie de la sympathie des républicains bourgeois qui craignaient que l'Assemblée nationale réactionnaire (les « ruraux », les hobereaux sauvages) ne restaurât la monarchie. Mais dans ce mouvement le rôle principal fut naturellement joué par les ouvriers (surtout par les artisans parisiens) parmi lesquels une active propagande socialiste avait été menée durant les dernières années du second Empire et dont beaucoup appartenaient même à l'Internationale.

Les ouvriers seuls restèrent fidèles jusqu'au bout à la Commune. Les républicains bourgeois et les petits bourgeois s'en détachèrent bientôt : les uns effrayés par le caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire du mouvement ; les autres lorsqu'ils le virent condamné à une défaite certaine. Seuls les prolétaires français soutinrent

sans crainte et sans lassitude *leur* gouvernement ; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés de la veille et dépourvue de tout appui, la Commune devait inéluctablement essuyer une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les grands propriétaires fonciers, toute la Bourse, tous les fabricants, tous les voleurs grands et petits, tous les exploiteurs se liguèrent contre elle. Cette coalition bourgeoise, soutenue par Bismarck (qui libéra 100 000 prisonniers français pour réduire Paris), réussit à dresser les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à enfermer la moitié de Paris dans un cercle de fer (l'autre moitié étant investie par l'armée allemande). Dans certaines grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Dijon et ailleurs), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller secourir Paris, mais ces tentatives échouèrent rapidement. Et Paris, qui leva le premier le drapeau de l'insurrection prolétarienne, se trouva réduit à ses seules forces et voué à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats ou associations coopératives de masse...

Mais ce qui manqua surtout à la Commune, c'est le temps, la possibilité de s'orienter et d'aborder la réalisation de son programme. Elle n'avait pas encore eu le temps de se mettre à l'œuvre que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, engageait les hostilités contre Paris. La Commune dut, avant tout, songer à

se défendre. Et jusqu'à la fin, survenue les 21-28 mai, elle n'eut pas le temps de penser sérieusement à autre chose.

Au demeurant, malgré des conditions aussi défavorables, malgré la brièveté de son existence, la Commune réussit à prendre quelques mesures qui caractérisent suffisamment son véritable sens et ses buts. La Commune remplaça l'armée permanente, instrument aveugle des classes dominantes, par l'armement général du peuple ; elle proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprima le budget des Cultes (c'est-à-dire l'entretien des curés par l'Etat), donna à l'instruction publique un caractère tout à fait laïque et par là même porta un coup sérieux aux gendarmes en soutane. Dans le domaine purement social, elle n'eut pas le temps de faire beaucoup de choses, mais le peu qu'elle fit montre avec suffisamment de clarté son caractère de gouvernement ouvrier, populaire : le travail de nuit dans les boulangeries fut interdit ; le système des amendes, ce vol légalisé des ouvriers, fut aboli ; enfin, la Commune rendit le fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines et ateliers abandonnés ou immobilisés par leurs propriétaires étaient remis aux associations ouvrières qui les referaient fonctionner. Et comme pour souligner son caractère de gouvernement authentiquement démocratique et prolétarien, la Commune décida que le traitement de tous les fonctionnaires de l'administration et du gouvernement ne devait pas dépasser le salaire normal d'un ouvrier et en aucun cas s'élever au-dessus de 6 000 francs par an (moins de 200 roubles par mois).

Toutes ces mesures montraient assez clairement que la Commune s'avérait un danger mortel pour le vieux monde fondé sur l'asservissement et l'exploitation. Aussi la société bourgeoise ne put-elle dormir tranquille tant que le drapeau rouge du prolétariat flotta sur l'Hôtel de Ville de Paris. Et lorsque, enfin, les forces gouvernementales organisées réussirent à l'emporter sur les forces mal organisées de la révolution, les généraux bonapartistes, battus par les Allemands et courageux contre leurs compatriotes vaincus, ces Rennenkampf et Meller-Zakomelski [83] français, firent un carnage comme jamais Paris n'en avait vu. Près de 30 000 Parisiens furent massacrés par la soldatesque déchaînée,

près de 45 000 furent arrêtés dont beaucoup devaient être exécutés par la suite ; des milliers furent envoyés au bagne ou déportés. Au total, Paris perdit environ 100 000 de ses fils et parmi eux les meilleurs ouvriers de toutes les professions.

La bourgeoisie était contente. « Maintenant, c'en est fait du socialisme, et pour longtemps ! », disait son chef, le nabot sanguinaire Thiers, après le bain de sang qu'avec ses généraux il venait d'offrir au prolétariat parisien. Mais ces corbeaux bourgeois croassaient à tort. Quelque six ans après l'écrasement de la Commune, alors que nombre de ses combattants croupissaient encore au bagne ou languissaient en exil, le mouvement ouvrier renaissait déjà en France. La nouvelle génération socialiste, enrichie par l'expérience de ses aînés et nullement découragée par leur défaite, releva le drapeau tombé des mains des combattants de la Commune et le porta en avant avec assurance et intrépidité aux cris de « Vive la révolution sociale ! Vive la Commune ! » Et quelques années plus tard, le nouveau parti ouvrier et l'agitation qu'il avait déclenchée dans le pays, obligeaient les classes dominantes à remettre en liberté les communards restés aux mains du gouvernement.

Le souvenir des combattants de la Commune n'est pas seulement vénéré par les ouvriers français, il l'est par le prolétariat du monde entier. Car la Commune lutta non point pour quelque objectif local ou étroitement national, mais pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les humiliés, de tous les offensés. Combattante d'avant-garde de la révolution sociale, la Commune s'acquit des sympathies partout où le prolétariat souffre et lutte. Le tableau de sa vie et de sa mort, l'image du gouvernement ouvrier qui prit et garda pendant plus de deux mois la capitale du monde, le spectacle de la lutte héroïque du prolétariat et de ses souffrances après la défaite, tout cela a enflammé l'esprit de millions d'ouvriers, fait renaître leurs espoirs et gagné leur sympathie au socialisme. Le grondement des canons de Paris a tiré de leur profond sommeil les couches les plus arriérées du prolétariat et donné partout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire socialiste. C'est pourquoi l'œuvre de la Commune n'est pas morte ; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous.

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat de l'univers. Et en ce sens elle est immortelle.

« Rabotchaïa Gazéta » n° 4-5, 15 (28) avril 1911

Conforme au texte du journal

DE LA STRUCTURE SOCIALE DU POUVOIR, DES PERSPECTIVES FUTURES ET DU COURANT LIQUIDATEUR

Les questions mentionnées dans ce titre occupent par leur importance l'une des premières places, si ce n'est la première dans le système des conceptions d'un marxiste désireux de comprendre la réalité qui l'entoure. La période 1908-1910 a, sans aucun doute, ses propres particularités. La structure sociale de la société et du pouvoir est caractérisée par des changements dont il est indispensable de rendre un compte exact si on veut aller de l'avant dans quelque domaine que ce soit de l'activité sociale. De la mise au clair de ces changements découle la question des perspectives, à condition d'entendre par là non pas, bien sûr, de vaines supputations sur ce que nul ne sait, mais les tendances principales du développement économique et politique dont la résultante définit l'avenir immédiat du pays, les tendances qui définissent les tâches, l'orientation et le caractère de l'activité de tout militant conscient. Et cette dernière question, celle des tâches, de l'orientation et du caractère de l'activité militante est intimement liée à la question du courant liquidateur.

C'est pourquoi il n'est pas étonnant que les marxistes, dès 1908, dès l'instant où il devint clair que nous entrions dans une nouvelle période de l'histoire russe, aient mis justement à l'ordre du jour les questions de la structure

sociale du pouvoir, des perspectives futures et du courant liquidateur, qu'ils aient montré la liaison étroite de ces questions, qu'ils les aient soumises à un examen systématique. En plus, ils ne se sont pas contentés de ce seul examen — cela n'aurait été encore qu'activité littéraire dans le mauvais sens du terme, relevant d'un cercle de discussion pour intellectuels n'ayant pas conscience de leurs responsabilités et ne se souciant pas de politique —, non, ils ont mis au point une formulation exacte des résultats de cet examen, une formulation telle qu'elle puisse servir de guide non seulement aux membres du cercle littéraire donné, non seulement à un homme plus ou moins lié à une catégorie d'intellectuels, mais à n'importe quel représentant conscient d'une classe considérant le marxisme comme son idéologie. A la fin de 1908, ce travail indispensable était achevé.

J'ai déjà évoqué les résultats essentiels de ce travail dans le n° 2 de notre revue. Je me permettrai d'en extraire quelques lignes pour rendre plus compréhensible la suite de mon exposé.

« Le développement des institutions de l'Etat russe durant ces trois derniers siècles nous montre qu'il a changé son caractère de classe dans une direction bien définie. La monarchie du XVII^e^ siècle avec sa Douma des boyards ne ressemble pas à la monarchie des fonctionnaires et des courtisans du XVIII^e^ siècle. La monarchie de la première moitié du XIX^e^ siècle n'est pas la même que la monarchie des années 1861-1904. En 1908-1910 s'est nettement amorcée une nouvelle période qui marque *encore un pas* dans la même direction, que l'on peut considérer comme menant à une monarchie bourgeoise. La III^e^ Douma et notre politique agraire actuelle se rattachent étroitement à ce pas. Cette nouvelle période, de ce fait, n'est pas un hasard, mais un stade distinct de l'évolution capitaliste du pays. Elle ne résout pas les anciens problèmes, n'en étant d'ailleurs pas capable, et par conséquent, elle *ne les fait pas disparaître* ; elle exige l'application de nouveaux moyens d'amener l'ancienne solution des anciens problèmes » (n° 2, p. 43). Et quelques lignes plus loin : « quant à ceux qui nient (ou bien ne comprennent pas) ...que nous avons encore devant nous d'anciens problèmes, que nous allons au-devant de leur ancienne solution, ils abandonnent *en fait*

la base du marxisme, ils se révèlent *en fait* prisonniers des libéraux (tels Potressov, Lévitski, etc.) » (p. 44). *

Quelque opinion que l'on ait sur les idées exprimées dans ces passages, il est difficile de nier le lien étroit et l'interdépendance des différents éléments de cette appréciation de la période envisagée. Prenez, par exemple, l'oukaze du 9 novembre 1906 (la loi du 14 juin 1910) : il est tout à fait indiscutable qu'il a un caractère bourgeois nettement exprimé, qu'il marque un tournant essentiel dans la politique agraire que depuis longtemps suivaient les classes dirigeantes à l'égard de la communauté agraire et de la jouissance des lots. Mais jusqu'à présent personne encore, même pas les gens les plus dénués de principes, les plus sensibles aux sautes de vent, dans le genre des cadets, ne s'est décidé à affirmer que ce tournant essentiel avait *déjà* résolu le problème, qu'il avait *déjà* créé les bases nouvelles d'une économie agricole capitaliste, qu'il avait *déjà* fait disparaître les anciens problèmes. Ce lien de la loi du 14 juin 1910 avec le système des élections à la III^e^ Douma et la composition sociale de cette institution est évident : le pouvoir central n'aurait pu, sans faire alliance avec les féodaux (nous employons ici un terme pas tout à fait exact, mais en usage dans toute l'Europe **) et la haute bourgeoisie industrielle et commerçante, mettre cette loi en application, adopter les mesures nécessaires à sa mise en pratique. Nous avons donc devant nous un stade distinct de l'évolution capitaliste *d'ensemble* du pays. Ce stade implique-t-il la perte « du pouvoir et de leurs revenus » — sociologiquement parlant — par les propriétaires de type féodal ? Non. Les changements qui ont eu lieu aussi bien dans ce domaine que dans d'autres, n'effacent pas les traits *essentiels* de l'ancien régime, les anciens rapports des forces sociales. On comprend dès lors que la tâche essentielle d'un homme politique conscient est d'étudier ces nouveaux changements, de les « utiliser », de s'en emparer — si l'on peut dire —, et en même temps de ne pas se laisser entraî-

* Voir le présent tome, pp. 62-64. (*N.R.*)

** Lénine emploie d'habitude les termes de « krepostnik » (litt. propriétaire de serf) ou de « krepostnoï » (serf, servile, ayant rapport au servage), de préférence aux mots de provenance étrangère « féodal », « féodalny ». (*N.R.*)

ner par le courant, de ne pas se débarrasser de son ancien bagage, de conserver l'essentiel même dans les formes d'action, et non seulement dans la théorie, dans le programme, dans les principes de sa politique.

On peut se demander comment ont réagi à cette réponse cohérente aux « questions maudites », à cet exposé clair et direct d'opinions bien définies les « maîtres à penser » qui sont regroupés autour de publications du type *Vozrojdénié*, *Jizn*, *Diélo Jizni*, *Nacha Zaria*, etc., messieurs Potressov et Martov, Dan et Axelrod, Lévitski et Martynov ? Ils ont réagi justement non comme des hommes politiques, ni comme des « maîtres à penser », non comme des publicistes responsables, mais comme une chapelle littéraire, comme un cercle d'intellectuels, comme des francs-tireurs de groupes francs de la gent écrivassière. En hommes respectueux de la mode et de l'esprit du siècle régentant les salons libéraux, ils ont réservé quelques gloussements dédaigneux à cette aspiration bizarre, vieillie, désuète, à donner des réponses cohérentes aux questions maudites. A quoi bon la cohérence quand on peut écrire où l'on veut, ce qu'on veut et comme on veut ? Quand M. Milioukov et Strouvé donnent de merveilleux exemples de tous les avantages, de toutes les commodités et de tous les privilèges que l'on s'assure en évitant de donner des réponses directes, des exposés précis, des *professions de foi* * cohérentes, etc. ? Quand les amnésiques (ceux, en particulier, chez qui a été aboli le souvenir de la cohérence passée) jouissent de l'estime et de la considération de vastes secteurs de la « bonne société » ?

Ainsi durant ces trois années, nous n'avons pas vu du côté de toute cette coterie de gens de plume la moindre velléité d'opposer *leur propre* réponse cohérente aux « questions maudites ». Paraboles et vaines hypothèses, tant que vous voulez, mais aucune réponse franche. Le trait distinctif et caractéristique de ce groupe est l'amour de l'*informe*, autrement dit le trait qui a été reconnu de la façon la plus formelle, la plus précise et la moins équivoque, *au moment justement où* était fournie une réponse franche aux questions maudites, comme un composant de ce qu'on appelle *le courant liquidateur*. S'abandonner inerte au gré

* En français dans le texte. (*N.R.*)

du courant, s'attendrir sur sa propre incohérence, « faire son deuil » de tout ce qui s'oppose à la fluidité actuelle, voilà bien des traits essentiels du liquidationnisme. Les opportunistes se laissent toujours et partout entraîner par le courant, se contentent de réponses « à l'avenant », variant d'un congrès (celui de l'ivrognerie) à un autre (celui des fabriques) [84], ne vont pas plus loin que le regroupement au sein de diverses « sociétés » (qui peuvent être des plus louables et des plus utiles : syndicales, de consommation, culturelles, contre l'alcoolisme, etc.). Le courant liquidateur est un ensemble de tendances propres à tout opportunisme en général et qui, à la période actuelle de l'histoire russe, empruntent certaines formes concrètes au sein d'un des mouvements sociaux et politiques.

L'histoire n'a conservé que deux réactions définies de liquidateurs face à la « réponse franche » (aux questions maudites) exposée plus haut. Première réaction : il aurait fallu remplacer l'adjectif bourgeois par l'adjectif ploutocratique. Un tel remplacement aurait été, pourtant, tout à fait déplacé. Les années 1861-1904 nous montrent dans les domaines les plus différents de la vie l'influence de plus en plus grande et souvent même prépondérante de la ploutocratie. Pendant les années 1908-1910, nous voyons, *par opposition* à la « ploutocratie », les résultats de la création par la bourgeoisie, consciente de former une classe, tenant compte des leçons données par les trois années écoulées à sa conscience de classe, d'une idéologie dont les principes sont hostiles au socialisme (et non pas au socialisme européen, au socialisme en général, mais précisément au socialisme russe) et à la démocratie. Ce n'est pas tout. La bourgeoisie est organisée au plan national, c'est-à-dire justement comme une classe, une certaine partie de celle-ci étant constamment représentée à la III[e] Douma (et représentée d'une manière très influente). Enfin, la politique agraire des années 1908-1910 représente une application systématique d'un plan défini de régime agraire bourgeois. Ce plan « cloche » jusqu'à présent, c'est indiscutable, mais cet insuccès est l'insuccès de *l'un des* systèmes bourgeois, qui n'empêche pas le « succès » indiscutable de la *ploutocratie* dans les campagnes : c'est-à-dire que la ploutocratie des campagnes gagne à coup sûr à la politique agraire des an-

nées 1908-1910, mais le régime bourgeois, auquel tant est sacrifié, ne peut toujours pas « s'implanter ». En un mot, la proposition du terme « ploutocratique » est malheureuse sous tous les rapports, si malheureuse que les liquidateurs eux-mêmes, semble-t-il, préfèrent l'oublier.

Deuxième réaction : la réponse exposée plus haut est mauvaise parce qu'elle correspond au conseil... de « s'entêter à revenir là où l'on a déjà été » [85] mis en échec. Ce jugement court, mais énergique, est précieux du fait qu'il exprime dans une formule à l'emporte-pièce un condensé de toutes les prises de position des liquidateurs dans la presse, en commençant par le « Mouvement social » de Potressov et en terminant par M. Lévitski dans *Nacha Zaria*. Son contenu est purement négatif ; il se limite à la condamnation des tentatives de « revenir là où », sans donner aucune indication positive sur ce « *où* ». Laissez-vous, disent-ils, dériver au gré du courant, comme « tout » le monde, sans vous donner la peine de spéculer sur ce à quoi cela aboutit et doit aboutir.

Mais si désireux que soient les opportunistes de ne se laisser troubler par aucune spéculation, d'éviter les discussions « désagréables » sur la réponse franche à apporter aux « questions maudites », une telle attitude est néanmoins impossible. Chassez le naturel, il revient au galop. L'ironie de l'histoire a fait que ces mêmes liquidateurs qui aiment s'imaginer « à la pointe » des événements, à cent lieues de tout « conservatisme », et auxquels en 1908 on faisait froncer le sourcil d'un air méprisant quand on leur représentait la nécessité d'une réponse franche, furent obligés, *près d'un an et demi plus tard*, en été 1910, d'envisager cette nécessité. Et ce sont des événements qui se sont déroulés dans leur propre camp qui les y ont contraints. Ils croyaient bien avoir définitivement éludé la réponse franche qu'exigeaient d'eux on ne sait quels « lieux de perdition » funestes, méprisables, encroûtés, bons à rien, quand soudain, un an et demi plus tard, apparaît parmi les liquidateurs eux-mêmes un « courant » qui réclame lui aussi une réponse franche et qui a le front d'en donner une !

C'est, comme on pouvait s'y attendre, Y. Larine qui eut ce front, mais il n'était pas seul cette fois-ci. Larine

est, comme on le sait, l'*enfant terrible* * de l'opportunisme. Il se distingue par un énorme défaut, du point de vue des opportunistes, qui consiste à considérer avec sérieux, sincérité, réflexion les tendances qui se dessinent chez eux, à s'efforcer de les lier en un tout, à aller jusqu'au bout de leurs implications logiques, à obtenir des réponses franches, à tirer des conclusions pratiques. Ceux qui connaissent le livre de Larine sur le large parti ouvrier — paru il y a trois ou quatre ans —, se souviennent, sans doute, comment il étouffa dans ses embrassements ardents l'idée fameuse d'un congrès ouvrier lancée par Axelrod.

A partir de mars 1910, Larine commença justement à publier une série d'articles dans *Vozrojdénié* sur la structure sociale du pouvoir, les perspectives futures, le courant liquidateur. M. Piletski s'associa à lui. Les deux écrivains, s'attaquant avec l'ardeur des néophytes à ces questions auxquelles, dans leur camp, celui des liquidateurs, ils cherchaient vainement une réponse directe, prirent sans hésiter le taureau par les cornes. Il n'y a plus à parler de servage dans la Russie contemporaine, le pouvoir s'est *déjà* transformé en pouvoir bourgeois. « Le premier élément comme le second, dit Larine, en faisant ressortir le fameux « troisième élément » [86], peuvent dormir tranquilles : on n'est pas à la veille d'un octobre 1905 (*Vozrojdénié* n° 9-10, p. 20). « S'ils supprimaient la Douma, ils la rétabliraient encore plus vite que l'Autriche d'après la révolution, qui suspendit la constitution en 1851 pour la remettre en vigueur en 1860, neuf ans après, sans aucune révolution, simplement sous la pression des intérêts d'une partie très influente des classes dominantes, dont l'activité économique suivait désormais la voie capitaliste. Par la suite, la lutte intestine de différentes couches des classes dominantes, une fois les relations bourgeoises érigées en système social, les obligera chez nous aussi, comme partout ailleurs, à étendre l'attribution du droit de vote »... (*id.*, p. 26). « Le processus d'intégration de la Russie au monde capitaliste... débouche sur le plan politique. Son accession à ce plan signifie l'impossibilité, au stade actuel, d'un mouvement révolutionnaire d'*importance nationale* semblable à celui de 1905 » (p. 27).

* En français dans le texte. (*N.R.*)

« Etant donné que le pouvoir, de cette façon [d'après les conclusions de Larine], n'est pas « presque entièrement » entre les mains des féodaux terriens, la lutte menée pour le pouvoir par les « capitalistes de la terre et des usines » contre les féodaux ne peut se transformer en lutte nationale contre le pouvoir en place » (n° 11, p. 9)... « Vouloir tracer ses propres lignes tactiques en fonction de l'imminence d'un « sursaut d'ampleur nationale » reviendrait à se condamner à une vaine attente ». (*id.*, p. 11). « On ne peut rester assis entre deux chaises. Si rien n'a changé dans le caractère social du pouvoir, les tâches et les formes d'action *doivent* être les mêmes qu'auparavant, il ne reste qu'à « lutter contre les liquidateurs ». Mais si quelqu'un veut aller plus loin, *bâtir du nouveau* pour remplacer, prolonger et valoriser un passé qui dégénère, qui ne sert à rien, il doit se rendre compte logiquement des *conditions dans lesquelles il devra opérer* ». (Même référence, p. 14.)

Eh bien, n'est-il pas naïf, ce Larine ? Il exige que les opportunistes soient « logiques », qu'ils ne soient pas « assis entre deux chaises » !

La rédaction de *Vozrojdénié* perdit contenance. Dans le n° 9-10, marquant son désaccord avec Larine, elle écrit : [Larine a] « de la fraîcheur d'esprit », *mais* « les articles de Y. Larine ne nous ont pas convaincus ». Dans le n° 11, apparemment au nom de la rédaction, V. Mirov attaqua Larine ; il reconnaissait qu'en la personne de Larine et de Piletski, « nous sommes en présence d'un *courant* défini, qui n'avait pas encore élaboré ses bases théoriques, mais qui parlait une langue très claire » (énorme défaut du point de vue des opportunistes !). « Larine a effleuré aussi en passant, écrivait M. Mirov, et d'une manière tout à fait inattendue » (oh, ce Larine qui ne tient pas en place, et qui cause toujours des ennuis à ses amis avec « sa langue très claire » !) « la question du courant liquidateur. Il nous semble qu'il n'y a pas de lien étroit entre les formes d'édification du parti et la nature du gouvernement russe, et nous nous réservons le droit de revenir sur ce point » (p. 22, n° du 7 juillet 1910).

L. Martov, au nom de ce « nous », est déjà « revenu » là-dessus dans le n° 1 de *Jizn* (30 août 1910). Il a déclaré qu'« il ne peut que prendre le parti » (p. 4) de V. Mirov et de la

rédaction contre Larine. Ainsi, le dernier mot, dans cette discussion entre liquidateurs, a été prononcé par L. Martov.

Penchons-nous donc sur ce dernier mot du courant liquidateur.

Martov se met à la tâche, comme toujours, avec beaucoup d'entrain et beaucoup de... « savoir-faire ». Il commence par constater que « chez nous on a commencé aussitôt après le 3.VI.1907 à rechercher soigneusement la présence de la bourgeoisie pratiquement ou formellement au pouvoir ». « Le régime du 3 juin est le régime de la domination de la bourgeoisie marchande et industrielle russe. Ce schéma a été accepté de la même façon par le groupe cité des écrivains mencheviks (Larine, Piletski) et par leurs antipodes, les bolcheviks orthodoxes qui en 1908 » ont parlé « de l'instauration en Russie d'une monarchie bourgeoise ».

Eh bien, n'est-ce pas là une merveille de « savoir-faire » ? Larine accuse Martov d'être assis entre deux chaises, reconnaissant franchement, sans biaiser ni tergiverser, que si l'on ne remet pas en cause la réponse donnée aux questions maudites par les « orthodoxes », il faut lutter contre les liquidateurs.

Mais Martov, grâce à un superbe saut périlleux s'efforce de convaincre les lecteurs (qui n'avaient absolument pas la possibilité en août 1910 d'entendre l'autre partie) que Larine et les « orthodoxes » ont « *accepté de la même façon* » « ce schéma » ! !

Un tel savoir-faire s'apparente à celui de Bourénine ou de Menchikov [87], car on ne peut s'imaginer une entorse plus... effrontée à la vérité.

« Dans les discussions littéraires, on oublie généralement qui a, à proprement parler », « commencé », écrit, entre autres, Martov dans le même article. Bien sûr que cela arrive dans les discussions de *gens de plume* où il n'est pas question d'élaborer une réponse précise, cohérente aux questions maudites. Mais nous n'avons *justement* pas affaire à une « *discussion* » *purement littéraire*, comme le sait parfaitement, indubitablement, pertinemment et de première main L. Martov, qui induit en erreur les lecteurs de *Jizn*. Martov connaît très bien la réponse cohérente donnée et soutenue par les « orthodoxes ». Martov sait très bien que c'est justement contre cette réponse que se bat

Larine, qui la qualifie de « cliché ossifié », de « construction de château en Espagne », etc. Martov sait bien que *lui-même* et tous ses collègues et amis politiques ont rejeté la réponse cohérente donnée par les « orthodoxes ». Martov sait bien « qui, à proprement parler, a commencé » ; qui a commencé (et terminé) l'élaboration d'une réponse précise et qui s'est contenté de ricaner et d'exprimer son désaccord, sans fournir ni essayer de fournir *aucune* réponse.

On ne peut s'imaginer mauvaise foi plus révoltante que celle de L. Martov ! Larine, avec son franc-parler et sa sincérité, a touché au point sensible les diplomates du courant liquidateur, en reconnaissant (bien qu'avec un an et demi de retard) qu'on ne pouvait se passer de réponse précise. Il n'y a que la vérité qui blesse. Aussi L. Martov essaie de faire croire au lecteur que Larine accepte « le même schéma » que les « orthodoxes », bien qu'en réalité les deux schémas soient *diamétralement opposés* : de celui de Larine *découle* la justification du courant liquidateur, de celui des « orthodoxes » la dénonciation de ce courant.

Pour dissimuler sa fraude, Martov se saisit dans « le schéma » d'*un seul* mot, qu'il détache de son contexte (procédé dans lequel Bourénine et Menchikov sont passés maîtres). Les orthodoxes, assure Martov, ont parlé d'« instauration en Russie d'une monarchie bourgeoise », Larine, lui, écrit qu'il n'y a plus à parler de servage en Russie, que le pouvoir est déjà bourgeois, « *par suite* », les schémas de Larine et des « orthodoxes » *coïncident* ! Le tour est joué. Le lecteur qui croit Martov est dupé.

Mais en réalité « le schéma », ou, plus exactement, la réponse des orthodoxes, dit que l'ancien pouvoir en Russie « *fait encore un pas dans la voie de la transformation* en monarchie bourgeoise », la voie de développement capitaliste suivie visant à *conserver* « aux propriétaires terriens *justement de type féodal* leur pouvoir et leurs revenus ». Le résultat de cette situation est que « les facteurs *principaux* de la vie économique et politique qui ont provoqué » la première crise du début du XX^e^ siècle « *continuent à agir* ».

Larine dit : le pouvoir est *déjà* bourgeois, c'est pourquoi seuls les partisans du « cliché ossifié » parlent de « conservation du pouvoir » par les féodaux, c'est pourquoi « les facteurs principaux » de précédent sursaut *ne* continuent *pas*

à agir, c'est pourquoi il faut bâtir quelque chose de nouveau « pour remplacer « ce passé qui ne sert à rien ».

Les « orthodoxes » disent : le pouvoir fait *encore* un pas *dans la voie* de la transformation en monarchie bourgeoise (et non en pouvoir bourgeois tout court), le pouvoir réel demeurant, se maintenant entre les mains des féodaux, si bien que « les facteurs principaux » des anciennes tendances, de l'ancien type d'évolution « continuent à agir », et c'est ceux qui disent que le « passé ne sert à rien », sont des liquidateurs manœuvrés *en fait* par les libéraux.

L'opposition des deux schémas, des deux réponses est nette. Devant nous il y a deux réponses *complètes* différentes, conduisant à des conclusions différentes.

Martov se livre à des manipulations *à la* * Bourénine, en invoquant le fait que dans les *deux* réponses « on parle » de « l'instauration en Russie d'une monarchie bourgeoise ». On aurait aussi bien le droit d'invoquer le fait que les deux réponses reconnaissent que se poursuit l'évolution capitaliste de la Russie ! *Sur la base* d'une reconnaissance commune (par tous les marxistes et par tous ceux qui prétendent l'être) de l'évolution capitaliste, *on discute* du niveau qu'elle a atteint, de sa forme, de ses conditions. Et Martov embrouille ce qui est litigieux pour faire paraître ce qui est hors de doute comme sujet à discussion ! Sur la base d'une reconnaissance *commune* (par tous les marxistes et tous ceux qui prétendent l'être) de l'évolution de l'ancien pouvoir *dans la voie de sa transformation en une monarchie bourgeoise*, on discute du degré, de la forme, des conditions, du mécanisme de cette transformation, et Martov embrouille ce qui est litigieux (les anciens facteurs continuent-ils à agir ? Le renoncement aux anciennes formes est-il permis ? etc.) pour faire paraître ce qui est hors de doute comme sujet à discussion !

Que le pouvoir dans la Russie des XIX^e^ et XX^e^ siècles évolue d'une façon générale « dans la voie de la transformation en une monarchie bourgeoise », Larine ne le nie pas, comme ne le nie jusqu'à présent *aucun* prétendant au titre de marxiste, jouissant de toutes ses facultés. La proposition de remplacer l'adjectif bourgeois par ploutocra-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

tique ne donne pas une idée juste du *degré* de transformation, mais ne se résout pas à mettre en doute, *au plan des principes*, que cette transformation ne *constitue* justement la « voie » réelle, la voie de l'évolution réelle. Qu'il essaie d'affirmer que la monarchie des années 1861-1904 (c'est-à-dire sans aucun doute, moins capitaliste que l'actuelle) *ne* représente *pas* en comparaison avec l'époque de Nicolas Ier, celle du servage, *un* pas « dans la voie de la transformation en monarchie bourgeoise » !

Martov, non seulement ne se hasarde pas à l'affirmer, mais, au contraire, « prend le parti » de V. Mirov qui, répliquant à Larine, invoque justement le caractère bourgeois des réformes de Witte et aussi des réformes des années 60![88]

Que le lecteur juge maintenant du « savoir-faire » de Mirov et de Martov. Au début ils reprennent contre Larine les arguments qui *un an et demi* auparavant étaient avancés par les « orthodoxes » contre les amis intimes, les collègues et amis politiques de Martov et Mirov. Ensuite ils persuadent le lecteur de l'identité des « schémas » de Larine et des « orthodoxes ».

Ce n'est pas seulement un exemple de l'opposition littérature-politique (car la politique exige des réponses franches et cohérentes, alors que les littérateurs se contentent souvent de tourner autour du pot), c'est un exemple de rabaissement de la littérature au niveau de Bourénine.

Après avoir rapporté les paroles citées plus haut de Larine, selon lesquelles « si rien n'a changé, etc., il ne reste qu'à lutter contre les liquidateurs », Martov répond :

« Nous pensions jusqu'à présent que nos tâches étaient définies par la structure sociale de la société dans laquelle nous agissons, et que les formes de notre action étaient définies, premièrement par ces tâches, et deuxièmement, par *les conditions politiques*. La nature sociale du pouvoir de ce fait n'a pas de rapport *direct* [souligné par Martov] avec la définition de nos tâches et des formes de notre activité. »

Ce n'est pas une réponse, c'est une phrase vide et évasive. Martov de nouveau tente d'éluder la question, de transporter la discussion sur un autre terrain. La question

n'est pas de savoir si la nature sociale du pouvoir est *directement* ou *indirectement* liée à nos tâches et formes d'action. Supposons que ce lien soit *indirect* : cela ne change rien du moment que l'on reconnaît que ce lien est étroit et indestructible. Et Martov ne se décide pas à dire le *moindre mot* contre la reconnaissance d'un lien étroit et indestructible. Sa référence aux « conditions politiques » n'est que du sable jeté aux yeux du lecteur. Opposer « la nature sociale du pouvoir » aux « conditions politiques » est aussi inepte que si j'avais opposé des caoutchoucs faits par des hommes à des botillons de pluie. Les botillons de pluie, ce sont des caoutchoucs. Et il n'existe pas de caoutchoucs qui ne soient pas faits par des hommes. La nature du pouvoir, ce sont les conditions politiques. Et il n'existe pas de nature du pouvoir autre que sociale.

Nous devons conclure de tout cela que Martov « a tourné autour du pot » et a éludé la réponse à Larine. Et il l'a éludée parce qu'il n'avait rien à lui répondre. Larine a parfaitement raison lorsqu'il dit que « le point de vue du caractère social du pouvoir » (de sa nature économique, à parler plus précisément) est étroitement et indestructiblement lié au point de vue des « tâches et formes d'action ». Chez Larine comme chez les « orthodoxes », le lien est reconnu et développé. Chez Martov (et consorts) il n'y a pas de lien entre les points de vue. C'est pourquoi Martov est obligé de recourir à des subterfuges de la valeur des « botillons de pluie ».

Ecoutez ce qui suit :

« Plus ou moins clairement est apparue chez ces mencheviks (Martov se réfère, à titre *d'exemple*, à Kogan, *Obrazovanié* 1907) l'idée d'une sorte d'« intégration » progressive de la classe ouvrière au « pays légal » * qui a reçu des rudiments de régime constitutionnel : l'idée d'un élargissement progressif des privilèges de la bourgeoisie

* Tous les lecteurs ne comprennent peut-être pas ce gallicisme qui me paraît ne pas convenir du tout ici. L'auteur traduit littéralement l'expression française « pays légal » sous laquelle on entend les classes, groupes, couches de la population qui ont des représentants au parlement et jouissent à la différence de la grande masse du peuple, de privilèges constitutionnels. En fait, ceci est caractéristique pour l'appréciation des hésitations de Martov. Il ne veut pas reconnaître que la Russie des années 1908-1910 a fait « encore un

du 3 juin [et non de la « ploutocratie » ? Hein ?] à de larges cercles de la démocratie. Si telles étaient les bases réelles de principe de l'actuel « courant liquidateur », entre guillemets, ou de l'actuel « légalisme », nous aurions effectivement affaire à une liquidation de nos traditions, à un légalisme érigé en principe, à une rupture radicale avec tout notre passé. Nous devrions mener une lutte sérieuse contre un semblable liquidationnisme... Ne nous sera-t-il pas donné de voir des réformistes que leur *reptation* amène dans un régime inspiré de Tolmatchev ? » Et à cet endroit une note de Martov : « Je ne soupçonne pas, bien sûr (!!), Larine de tendances réformistes. »

Ce long extrait m'était indispensable pour montrer au lecteur « la manière » de Martov dans toute son évidence. Il reconnaît que chez Kogan (un menchevik qui collabore systématiquement avec Martov aux « publications » fondamentales), le réformisme « transparaît plus ou moins clairement ». Il reconnaît que *si* le réformisme était la base de principe du courant liquidateur, ce serait « une rupture avec le passé ». Il lance une phrase sonore, carillonnante, à effet, contre les « réformistes rampants », etc. Et il termine... par quoi à votre avis ? en assurant qu'il « ne soupçonne pas », *bien sûr*, Larine de « tendances » réformistes ! !

En fait, c'est point pour point un discours d'Edouard Bernstein, de Jean Jaurès ou de Ramsey MacDonald. Ils « reconnaissent » tous que chez certains « extrémistes » « transparaît »... quelque chose de condamnable, du réformisme, du libéralisme. Ils reconnaissent tous que *si* le libéralisme était « la base de principe » de *leur* politique, ce serait « une rupture avec le passé ». Ils lancent tous des phrases sonores, carillonnantes, à effet, contre les « reptiles, les libéraux », etc. Et ils terminent tous... en assurant qu'ils ne soupçonnent pas Larine, pardon, je voulais dire : leurs camarades, leurs partisans, leurs amis, leurs collègues, leurs collaborateurs plus francs, plus « à droite », de tendances libérales bourgeoises.

Le piquant, c'est que Larine a exposé dans les articles cités un « système » de conceptions qui relève du réfor-

---

pas dans la voie de sa transformation en monarchie bourgeoise ». Mais il reconnaît que la « bourgeoisie » (et non la « ploutocratie ») « a reçu » le 3. VI. 1907 « les rudiments d'un régime constitutionnel ». Comprenne qui pourra !

misme le plus incontestable, le plus authentique ! Le nier revient à repousser l'évidence même, à vider de tout contenu la notion de réformisme. En revanche, si vous « réfutez » Larine, « condamnez le réformisme » « de principe », lancez des phrases sonores contre les « rampants », pour affirmer sans transition à l'instant d'après, que vous ne « soupçonnez » pas Larine de réformisme, vous n'aboutissez qu'à vous trahir. Tout ce que vous prouvez alors, c'est que, quand vous invoquez votre haine « de principe » pour le « réformisme de principe », vos paroles n'ont pas plus de valeur que celles du camelot bonimentant : « Allez, Monsieur, vous pouvez m'en croire, c'est bien pour vous que je le fais. »

Allez, Monsieur, vous pouvez m'en croire : je condamne le réformisme de principe, *mais* je ne « soupçonne » pas Larine de réformisme (ces orthodoxes *soupçonneux* sont vraiment des gens impossibles), et je fais bon ménage avec lui dans mon activité liquidatrice.

Voilà la « formule développée » de l'opportunisme russe contemporain.

Vous voyez là comment cette formule est appliquée par Martov *lui-même*, que les naïfs (ou ceux qui sont incapables de comprendre la portée des *nouveaux* regroupements) considèrent jusqu'à présent comme tout à fait en dehors du courant liquidateur :

> « La tactique qui transparaît dans l'action de ceux qu'on appelle « liquidateurs », écrit Martov aux pp. 9-10, est une « tactique » qui donne la priorité au mouvement ouvrier au grand jour, qui s'efforce de le faire progresser dans toutes les directions et qui recherche *à l'intérieur* (souligné par Martov) de ce mouvement ouvrier au grand jour, et là seulement [notez bien ce : et là seulement] les éléments qui serviront à reconstituer le parti. »

Voilà ce que dit L. Martov. Or c'est du réformisme, que sa *reptation amène* dans un régime inspiré de Tolmatchev. J'ai écrit « reptation amène » en italique à l'imitation de Martov lui-même, car ce qui est à noter, c'est que Martov, dans le passage que je viens de citer, ne prône *en fait rien d'autre* que la reptation. Toutes les dénégations du « réformisme de principe » et toutes les assurances que vous pourrez prodiguer d'autre part ne changeront rien à l'affaire. Quand il dit : « et là seulement », quand il parle

de « priorité », Martov suit une ligne réformiste (dans le contexte particulier de la Russie de 1908-1910), et libre aux novices en politique de se fier aux promesses, aux serments, aux dénégations, aux assurances.

... « La querelle de Marx et de Willich-Schapper après 1850 tournait justement (! !) autour de la question du rôle des sociétés secrètes et de la possibilité de diriger, *à partir d'elles*, la lutte politique... Les blanquistes (en France après 1860) « se préparaient » à ces événements (à l'effondrement du bonapartisme), en mettant sur pied des sociétés secrètes et en y claquemurant quelques ouvriers isolés ; la section française des marxistes, elle,... militait dans les organisations ouvrières, en fondait, « luttant pour la légalité » par tous les moyens »...

Il s'agit *justement* dans les deux cas de tout autre chose. Entre Marx et Willich dans les années 1850, entre blanquistes [89] et marxistes dans les années 1860, la question n'était *nullement* de savoir s'il faut chercher « les éléments qui serviront à reconstituer le parti » à l'intérieur « seulement » des organisations « pacifiques, tolérées » (Martov, p. 10 du n° 1 de *Jizn*). Martov le sait très bien, et c'est en vain qu'il cherche à égarer le lecteur. Les *deux* querelles qu'il évoque ne portaient pas sur la « reconstitution » du parti ouvrier, car on ne pouvait discuter de la reconstitution de ce qui n'existait *pas encore*. Les deux querelles avaient pour objet la nécessité, d'une façon générale, d'un parti *ouvrier*, appuyé sur le mouvement *ouvrier*, d'un parti de *classe*. Willich et les blanquistes des années 1860 la niaient, et Martov le sait parfaitement, lui qui essaye vainement de *masquer* ce qui est *actuellement* sujet à discussion en revenant sur ce qui est actuellement hors de doute. *Non seulement* Marx n'a *jamais* considéré, au cours des années 1850 et 1860, qu'il fallait chercher « *seulement* » au sein des organisations pacifiques et tolérées les éléments qui serviraient à reconstituer, ou à constituer, le parti, mais *même à la fin des années 1870*, alors que le capitalisme et la monarchie bourgeoise avaient atteint un niveau incomparablement plus élevé de développement, Marx et Engels déclarèrent une guerre *implacable* aux opportunistes allemands qui voulaient liquider le passé récent du parti allemand, déploraient les « extrémités », dissertaient sur les formes « plus civilisées » à donner au mouvement (ce que les liquidateurs

russes actuels nomment « européanisation »), prétendaient qu'il convenait de chercher « *seulement* » au sein des organisations « pacifiques et tolérées » les « éléments qui serviraient à une reconstitution », etc.

« Je résume, écrit Martov. Pour assurer le fondement théorique et la justification politique de la conduite actuelle des menchevîks demeurés fidèles au marxisme, il est parfaitement suffisant de constater que le régime actuel est un assemblage contradictoire d'absolutisme et de constitutionnalisme, et que la classe ouvrière russe est mûre pour saisir le régime, à l'imitation des ouvriers des pays avancés d'Occident, par le talon d'Achille de ces contradictions ».

Ces mots de Martov (« parfaitement suffisant ») *sont parfaitement suffisants* pour nous permettre à nous aussi de faire notre résumé. Martov considère comme « parfaitement suffisant » ce qu'admettent également les cadets et une partie des octobristes. C'est justement la *Retch* qui a posé en janvier 1911 la question de la façon que proposait Martov en août 1910 : assemblage contradictoire d'anticonstitutionnalité et de constitutionnalisme ; deux camps, selon qu'on est pour ou contre la constitution. Pour Martov est « parfaitement suffisant » ce qui est *parfaitement suffisant* pour la *Retch*. Il n'y a pas là une *once* de marxisme. Tout le marxisme a été évacué et remplacé par du libéralisme. Un marxiste ne peut en *aucun cas* considérer comme « suffisante » la constatation de l'existence, dans notre pays, d'un « assemblage contradictoire ». Le marxisme commence seulement avec la prise de conscience, avec la compréhension de l'insuffisance de cette constatation, où une cuillerée de vérité est diluée dans un tonneau d'erreur, et de la portée de cette constatation, qui masque la profondeur des contradictions, maquille la réalité, nie les seules issues possibles à la situation.

L'« assemblage contradictoire » du vieux régime avec le constitutionnalisme existe non seulement dans la Russie contemporaine, mais aussi dans l'Allemagne contemporaine et même dans l'Angleterre contemporaine (Chambre des lords, non-responsabilité de la Couronne devant les représentants du peuple en matière de politique étrangère, etc.). On se demande quelle position occupe *effectivement* (c'est-à-dire indépendamment de ses bonnes intentions et de ses discours louables) l'homme politique qui déclare qu'il est « parfaitement suffisant » pour un Russe d'admettre ce qui

vaut également pour l'Allemagne et pour l'Angleterre. Un tel politicien occupe *effectivement* une position de *libéral*, de cadet. Même un démocrate bourgeois tant soit peu conséquent dans notre pays, ne peut adopter, et n'adopte pas en fait, semblable position. Le *dernier mot*, la *formule* par laquelle Martov conclut toute la discussion qui s'est déroulée entre liquidateurs constitue une expression exhaustive, remarquablement exacte et étonnement nette des conceptions *libérales* qu'on essaye de faire passer sous un pavillon marxiste.

Quand les libéraux — et pas seulement les cadets, mais également une partie des octobristes — disent qu'il leur est *parfaitement suffisant*, pour assurer le fondement théorique et la justification politique de leur activité, d'admettre l'assemblage intimement contradictoire du vieux régime et du constitutionnalisme, ils demeurent parfaitement fidèles à eux-mêmes. Ils donnent ainsi une formule libérale véritablement exacte, la formule de la politique libérale de 1908-1910 (sinon de 1906-1910). Le marxisme, lui, ne se manifeste comme tel que quand il explique, et dans la mesure où il explique, que cette formule est *insuffisante* et *erronée*, qu'elle supprime les éléments spécifiques qui distinguent fondamentalement les « contradictions » russes des contradictions anglaises et allemandes. « Il est parfaitement suffisant d'admettre que bien des choses, dans notre pays, vont à l'encontre du constitutionnalisme », dit le libéral. « Un tel aveu est parfaitement insuffisant, rétorque le marxiste. Il est indispensable de se rendre compte de l'absence de la base élémentaire, fondamentale, essentielle, requise nécessairement *par tout* « constitutionnalisme ». L'erreur radicale du libéralisme consiste justement à affirmer cette base là où elle n'est pas, et cette erreur, qui explique l'impuissance du libéralisme, s'explique elle-même par l'impuissance des aspirations éthérées de la bourgeoisie. »

Cette antinomie politique, transposée dans la langue de l'économie, pourra être formulée de la façon suivante. Le libéral estime que la voie du développement économique (capitaliste) est déjà tracée de façon précise et définitive, qu'il ne s'agit que de la débarrasser des obstacles, des contradictions. Le marxiste estime que cette voie de développement capitaliste ne sort pas de l'impasse, *en dépit*

de progrès économiques bourgeois aussi indiscutables que le 9 novembre 1906 (ou le 14 juin 1910) ou la III^e^ Douma, et qu'il existe une *autre* voie, *tout aussi* capitaliste, de développement, susceptible de déboucher sur la grande route de l'histoire, une voie qu'il faut indiquer, qu'il faut expliquer, préparer, prôner, promouvoir, en dépit de toutes les hésitations, de peu de foi et de la pusillanimité du libéralisme.

Martov polémise avec Larine comme s'il était beaucoup plus « à gauche » que celui-ci. Et bien des naïfs s'y laissent prendre : bien sûr, disent-ils, Potressov, Lévitski, Larine sont des liquidateurs, bien sûr, ils sont à l'extrême-droite, ce sont des Rouanet russes, si vous voulez, mais Martov, Martov voyons, n'est pas un liquidateur ! Or, en réalité, les phrases à effet de Martov contre Larine, contre les réformistes rampants, ne sont que de la poudre aux yeux, car dans sa *conclusion*, dans son dernier mot, dans son résumé, Martov vole *justement* au secours de Larine. Martov n'est nullement plus « à gauche » que Larine, il est seulement plus diplomate, moins scrupuleux, plus habile à se déguiser sous un accoutrement d'expressions prétendument marxistes assemblées au hasard. La conclusion de Martov selon laquelle il est « parfaitement suffisant » d'admettre l'assemblage contradictoire, est précisément la *confirmation* du liquidationnisme (et du libéralisme) dont Larine a besoin. Mais, cette conclusion, Larine veut la justifier, la démontrer, en tirer toutes les conséquences logiques, l'ériger en principe. Et Martov dit à Larine ce que Vollmar, Auer et autres « vieux routiers » de l'opportunisme disaient au jeune opportuniste Edouard Bernstein : « Mon cher Larine, je veux dire : mon cher Edouard, tu es un nigaud. Ça se fait, mais ça ne se dit pas. » « Mon cher Larine, l'action liquidatrice est « parfaitement suffisante » pour vous et moi, nous nous contentons parfaitement de la reconnaissance libérale de la contradiction entre le vieux régime et le constitutionnalisme, mais, pour l'amour de Dieu, tenez-vous-en là, n'« approfondissez » pas, ne cherchez pas de netteté et de cohérence de principe, ne portez pas de jugement d'ensemble sur la situation actuelle, *car une telle entreprise nous trahit l'un et l'autre.* Faisons, mais ne disons rien. »

Martov donne à Larine des leçons d'opportunisme.

On ne peut rester assis entre deux chaises, dit à Martov Larine, qui réclame une explication et une justification de principe de ce liquidationnisme auquel ils sont l'un et l'autre dévoués.

— Mais quel opportuniste faites-vous donc, répond Martov, si vous ne savez pas rester assis entre deux chaises ? Quel opportuniste faites-vous si vous voulez une justification théorique précise, franche et nette de la pratique ? Un véritable opportuniste doit justement rester assis entre deux chaises, soutenir la « tactique-processus » (rappelez-vous Martynov et Kritchevski autour de 1901), se laisser aller au gré du courant, brouillant les pistes et éludant toutes les questions de principe. Bernstein arrive bien maintenant (après les leçons de Vollmar, Auer, etc.) à être révisionniste *sans proposer* aucune modification à la *profession de foi* *[90] *orthodoxe* d'Erfurt. Nous devons aussi, tous les deux, parvenir à être liquidateurs *sans proposer* aucune modification à la réponse formelle *orthodoxe* (de 1908) aux questions maudites du moment présent [91]. Pour être un véritable opportuniste, bien cher Larine, il faut *ramper* en réalité, dans notre comportement, dans le caractère de notre action, mais en paroles, face au public, dans nos discours et nos écrits, nous devons non seulement bien nous garder de chercher des théories justifiant la *reptation*, mais au contraire clamer bien haut contre les rampants, jurer nos grands dieux et affirmer sous la foi du serment que nous n'en sommes pas.

Larine s'est tu. Il n'a sûrement pas pu, au fond de son cœur, ne pas reconnaître que Martov est un diplomate plus avisé, un opportuniste plus subtil.

On peut encore considérer d'un point de vue différent la formule de conclusion de Martov : il est « parfaitement suffisant » de reconnaître l'assemblage contradictoire du vieux régime et du constitutionnalisme. Comparez cette formule à celle, si *célèbre*, de V. Lévitski : « *Non point* l'hégémonie, *mais* un parti de classe » (*Nacha Zaria* n° 7).

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Lévitski (le Larine de *Nacha Zaria*) a exprimé ainsi, mais de façon plus directe, plus franche, plus générale, la même chose que Potressov avait embrouillée, déguisée, drapée de mots prétentieux dans l'article *contre* l'hégémonie que l'ultimatum de Plékhanov l'avait contraint à *retoucher*, à remanier.

Les formules de Martov et de Lévitski sont les deux côtés d'une même médaille. Notre prochain article sera consacré à dégager cette similitude à l'intention de Martov, qui fait semblant de ne pas comprendre la liaison entre l'idée d'hégémonie et le problème de la liquidation.

P.-S. Le présent article avait déjà été envoyé à l'imprimerie quand nous avons reçu le n° 2 de *Diélo Jizni* avec la fin de l'article de Y. Larine : « Virage à droite... et décampez ! » Le réformisme dont Martov, « bien sûr », « ne soupçonne pas » Larine, est exposé par celui-ci avec la même netteté qu'auparavant dans la nouvelle revue des liquidateurs. Nous nous bornerons pour le moment à citer l'*essentiel* du programme réformiste.

« L'attentisme, les vagues espoirs d'une réédition de la révolution, faute de laquelle « il sera toujours bien temps de voir », provoquent désarroi et irrésolution, les gens ne savent plus ce qu'ils doivent escompter du lendemain, quels objectifs ils doivent se fixer. La tâche de l'heure n'est pas de rester au port à guetter un vent favorable, mais d'amener les plus larges cercles à s'inspirer de l'idée que, au cours de la nouvelle période historique que vient d'aborder la vie russe, la classe ouvrière doit s'organiser non point « pour la révolution », ni « dans l'attente de la révolution », mais tout bonnement pour la défense ferme et méthodique de ses intérêts propres dans tous les domaines ; pour faire servir cette activité variée et complexe au rassemblement et à l'instruction de ses forces ; pour éduquer et accumuler ainsi la conscience socialiste en général ; pour parvenir à s'orienter — et à se défendre — dans les rapports complexes des classes sociales de Russie à un moment où se dessine, en particulier, le renouveau constitutionnel qui doit suivre l'usure économique inévitable de la réaction féodale » (p. 18).

Cette tirade reflète fidèlement l'esprit et le sens du « programme » de Larine et de *tous* les écrits liquidateurs de *Nacha Zaria*, *Vozrojdénié*, *Diélo Jizni*, etc., y compris le « parfaitement suffisant » de L. Martov que nous venons d'examiner. Cette tirade est du réformisme le plus complet et le plus pur. Nous ne pouvons ici étudier cette tirade, nous ne pouvons l'analyser comme elle le mérite. Bornons-

nous à une simple remarque. Les cadets de gauche, les socialistes sans-parti, les démocrates petits-bourgeois (du genre des socialistes-populistes) et les réformistes venus de la catégorie de ceux qui se réclament du marxisme, proposent aux ouvriers comme programme de rassembler leurs forces, de s'instruire, de faire leur éducation, de défendre *tout bonnement* leurs intérêts, afin de ne pas être lésés lors du prochain renouveau constitutionnel. Un pareil programme rapetisse, mutile, châtre tout autant les tâches politiques de la classe ouvrière en 1908-1911, que les « économistes » ne l'ont fait en 1896-1901. Les « économistes » d'alors, se dupant eux-mêmes et dupant les autres, aimaient se référer à la Belgique (les remarquables travaux de de Man et de Brouckère ont mis récemment en évidence la prédominance du réformisme chez les Belges ; nous comptons revenir sur ces travaux) ; les néo-économistes, autrement dit les liquidateurs, aiment se référer à la constitution obtenue pacifiquement par l'Autriche en 1867. Aussi bien les uns que les autres se plaisent à choisir des exemples, des cas, des épisodes de l'histoire du mouvement ouvrier et de la démocratie en Europe, où les ouvriers, sous l'influence de diverses causes, étaient faibles, peu conscients, dépendants de la bourgeoisie, et ce sont ces exemples qu'ils proposent pour modèle à la Russie. Que ce soit par l'intermédiaire des « économistes » ou des liquidateurs, c'est toujours la bourgeoisie qui s'efforce d'exercer une influence sur le prolétariat.

« Mysl » n° 4, mars 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte de la revue

NOTES POLÉMIQUES

Dans son article « Le bilan du congrès des artisans », publié dans le n° 2 de *Nacha Zaria*, M. B. Bogdanov formule ainsi ses conclusions :

« La volonté de rompre avec l'ancienne clandestinité et d'aborder une étape d'activité sociale et politique menée véritablement au grand jour, est l'élément nouveau qui caractérise le stade actuel du mouvement ouvrier russe » (p. 73). « A un moment de tension de la vie sociale, à la veille des élections partielles de Moscou et des élections générales à la IVe Douma d'État, l'absence d'influence de la partie politiquement organisée du prolétariat se fait cruellement sentir. Tout le travail effectué au cours des dernières années par les ouvriers organisés tend à reconstituer une force politique autonome. Consciemment ou involontairement, tous les participants à ce mouvement deviennent les agents du parti du prolétariat en train de renaître. Et la tâche de la partie organisée du prolétariat est moins de brusquer ce mouvement, de se hâter de lui donner forme, de le fixer, que de travailler de l'intérieur à le faire aboutir, de lui donner la plus grande ampleur grâce à la participation des masses les plus larges et à une rupture énergique avec l'inaction de la clandestinité, avec ses maléfices » (pp. 74-75).

Jusqu'à présent, nous ne rencontrions de pareilles récriminations contre les « maléfices », ces accès d'hystérie et ces appels à « rompre » avec la clandestinité que dans les feuilles du type *Novoïé Vrémia*, peut-être aussi parfois sous la plume de renégats haineux du libéralisme, genre M. Strouvé et Cie. Jusqu'à présent, la presse politique tant soit peu décente, tant soit peu honnête tenait pour règle de ne pas utiliser une tribune contre des gens qui n'y avaient pas accès. Or voici déjà plus d'un an que le groupe des liquidateurs, auquel appartiennent MM. B. Bogdanov, Lé-

vitski, Potressov et consorts, « surmonte » ce préjugé démocratique vieillot, choisit systématiquement, pour lancer ses appels à une « rupture énergique », etc., les tribunes, et celles-là seules, dont les liquidateurs ont le monopole incontesté sur la question débattue. Il ne nous reste qu'à prendre acte de cette guerre « à sens unique » menée contre les « maléfices » et à en clouer les foudres au pilori.

Rien ne permet à MM. B. Bogdanov, Lévitski et Potressov d'extrapoler de la volonté des *ouvriers* de mener une action au grand jour, celle de rompre avec les « maléfices ». Rien, à part le fait que nous, adversaires des liquidateurs, ne pouvons relater les réactions d'*indignation*, connues de MM. B. Bogdanov et autres, que provoquent, chez les ouvriers prenant la parole publiquement à divers congrès, les *intellectuels* qui préconisent de « rompre ». Les ouvriers, et c'est tout à leur honneur, sont aussi avides, en ce début de 1911, de mener une activité politique au grand jour, qu'ils pouvaient l'être, disons, au début de 1905, mais pas plus maintenant qu'alors, ils ne se sont insurgés contre les « maléfices », n'ont désiré et ne désirent toujours pas « rompre » avec eux. S'il faut parler d'une volonté de « rupture énergique », ce ne peut être que de la part d'intellectuels en mal de reniement.

Que le lecteur, effectivement, prenne un peu la peine de réfléchir au fait suivant. Un groupe de gens de plume se plaît à parler, plus particulièrement depuis janvier 1910, de la « *volonté de rompre avec l'ancien* » et « *d'aborder une étape d'activité politique menée véritablement au grand jour* ». Ce groupe a fait paraître durant la période mentionnée plus de vingt numéros de revues *à lui* (*Nacha Zaria*, *Vozrojdénié*, *Jizn*, *Diélo Jizni*), sans parler des livres, des brochures, des articles parus dans des revues ou journaux n'ayant pas un caractère spécialement liquidateur. Comment se fait-il alors que des publicistes si féconds et si éloquents à démontrer la nécessité de « rompre énergiquement avec l'ancien » et d'« aborder une étape d'activité politique menée véritablement au grand jour », ne se soient pas jusqu'à présent décidés, ne se soient pas jusqu'à présent risqués, *eux-mêmes*, en tant que *groupe distinct*, à « rompre énergiquement avec l'ancien » et à « aborder une étape d'activité politique menée véritablement au grand jour »

avec un programme, une plate-forme, une tactique « qui rompent énergiquement » avec les « maléfices » ? ?

En voilà des comédiens ! En voilà des hypocrites ! Ils parlent de « reconstitution d'une force politique », agonisent de reproches les « maléfices », exigent la *rupture* avec l'ancien, préconisent une « activité politique menée véritablement au grand jour », mais n'ont *pas le moindre* programme, *pas la moindre* plate-forme, *pas la moindre* tactique, *pas la moindre* organisation de rechange ! Pourquoi nos légalistes à prétentions marxistes n'ont-ils même pas la probité politique des Péchékhonov et autres publicistes du *Rousskoïé Bogatstvo* [92], qui ont commencé à parler bien avant (dès 1905-1906) de maléfices et de la nécessité d'« aborder une étape d'activité politique menée véritablement au grand jour » et qui, *mettant leurs actes en accord avec leurs paroles*, ont de fait « énergiquement rompu avec l'ancien », mis effectivement en œuvre « au grand jour » un programme, une plate-forme, une tactique, une organisation ?

En politique, l'honnêteté résulte de la force, l'hypocrisie, de la faiblesse. MM. Péchékhonov et Cie constituent une force, parmi les populistes, c'est pourquoi ils agissent réellement « au grand jour ». Parmi les marxistes, MM. B. Bogdanov, Lévitski, Potressov et Cie sont faibles, ils se font remettre à tout instant à leur place par les ouvriers conscients, et c'est pourquoi ils rusent, ils biaisent, redoutent de *faire connaître au grand jour* un programme et une tactique « d'activité politique menée véritablement au grand jour ».

MM. Péchékhonov et Cie sont si forts parmi les populistes qu'ils transportent leur marchandise sous leur propre pavillon. MM. B. Bogdanov, Lévitski, Potressov, Martov sont si faibles parmi les marxistes qu'ils doivent se camoufler sous un autre pavillon. Dans *Nacha Zaria*, qui cherche à toucher les intellectuels, ils font les fanfarons et clament : plus de « hiérarchie », « rompre énergiquement avec l'ancien », « aborder une étape d'activité politique menée véritablement au grand jour ». Mais face à des ouvriers, les liquidateurs russes vérifient le proverbe : « Rien ne fait tant peur à un bravache qu'un brave.»

Face aux ouvriers, nos matamores de l'« activité politique menée véritablement au grand jour » se gardent bien

d'agir *en pleine lumière*, de proposer *ouvertement* un programme, une tactique, une organisation. D'où la sage diplomatie de M. B. Bogdanov qui, faisant le « bilan » du congrès des artisans, conseille de ne pas « brusquer » le mouvement vers une activité politique menée effectivement au grand jour, de ne pas « se hâter de lui donner forme ». On dirait que M. B. Bogdanov a tenté de *donner forme* devant un public d'ouvriers à ses plans de liquidation, et qu'il lui en a cuit. L'intellectuel apprenti renégat s'est fait donner une leçon par les ouvriers qui, même dans l'erreur, se conduisent plus franchement, exigent une réponse nette (« Rompre avec l'ancien ? Eh bien, proposez donc franchement et honnêtement quelque chose de neuf ! »). Et M. B. Bogdanov, tel le renard de la fable, se console en disant : « les raisins sont trop verts », « ne pas se hâter de donner forme », rompre avec l'ancien, mais tout en agitant parmi les ouvriers le drapeau de l'ancien, ne pas se hâter de proposer du neuf.

Vous allez me dire que c'est s'asseoir entre deux chaises. Mais n'est-ce pas là le sort de tout opportunisme ? C'est justement ainsi que se révèle la nature de l'intellectuel bourgeois contemporain *jouant* au marxisme. M. Strouvé a joué au marxisme en 1894-1898. MM. B. Bogdanov, Lévitski, Potressov jouent au marxisme en 1908-1911. Que ce soit par l'intermédiaire des « économistes » d'alors ou des liquidateurs d'aujourd'hui, c'est toujours la bourgeoisie qui s'efforce d'exercer une influence sur le prolétariat.

« Mysl » n° 4, mars 1911

Conforme au texte de la revue

LA SIGNIFICATION D'UNE CRISE

La fameuse crise ministérielle et politique, qui a tant fait couler d'encre dans les journaux, soulève des questions plus importantes que ne le pensent les libéraux, qui font pourtant plus de bruit que tout le monde. La crise, dit-on, pose le problème de la violation de la constitution. En fait, ce qu'elle met en cause c'est l'idée qu'octobristes et cadets se font de la constitution, elle révèle l'erreur fondamentale commise par les deux partis à ce sujet. Plus cette erreur se répand, et plus il devient urgent de la tirer au clair. Les cadets ont beau accuser les octobristes, ils s'efforcent toujours plus de faire prévaloir le même point de vue qu'eux sur le caractère prétendument constitutionnel de la crise, et il est par suite toujours plus important de rendre compte de cette communauté de points de vue maintenant bien apparente.

Remémorons-nous les considérations que développaient récemment la *Retch* et les *Rousskié Viédomosti* à propos du mot d'ordre des élections à la IV[e] Douma. Pour ou contre la constitution, ainsi, à en croire les deux principaux organes cadets, doit se poser et se pose déjà la question.

Examinez maintenant les réflexions des octobristes. Voici un article caractéristique de M. Gromoboï publié dans le *Goloss Moskvy* du 30 mars et intitulé : « La fourmilière dévastée ». Le journaliste s'adresse aux partisans, à son avis de bonne foi, de M. Stolypine, qui « s'effrayent du passage à l'opposition », et il s'emploie à les convaincre qu'ils « commettent des bévues ». « Pour des constitutionnalistes,

le péché de violation de la constitution est si grave que nul contrepoids ne saurait lui faire équilibre. » Que peut-on déclarer sur le fond ? interroge M. Gromoboï, et il répond :

« Va-t-on nous resservir le fusil à pierre *, le nationalisme, les sursauts de la volonté, la raison d'Etat ? nous connaissons malheureusement déjà tout cela, comme nous connaissons les promesses qui n'ont pas abouti. »

Pour les octobristes, comme pour les écrivains des *Viékhi*, qui ont pénétré avec le plus de perspicacité et exprimé avec le plus de netteté l'esprit du cadétisme, la politique de Stolypine représentait une « promesse » alléchante. La « promesse », de l'avis des octobristes, n'a pas abouti.

Que veut dire ceci ?

En fait, la politique de Stolypine a été non point une promesse, mais bien la réalité politique et économique des quatre (sinon même cinq) dernières années de la vie russe. Le 3 juin 1907 et le 9 novembre 1906 (le 14 juin 1910) ne sont pas des promesses, mais des réalités. Des réalités qui ont été mises en œuvre par les représentants, organisés au plan national, de la grosse propriété seigneuriale et de la haute bourgeoisie industrielle et commerçante. Et quand la voix du capital octobriste, du capital moscovite (et par suite, panrusse) proclame : « elles n'ont pas abouti », elle fait le bilan d'une période déterminée de l'histoire russe, le bilan d'un système déterminé de tentatives visant à faire « aboutir » les exigences de l'époque, les exigences du développement capitaliste de la Russie, au moyen de la III^e^ Douma d'Etat, au moyen de la politique agraire de Stolypine, etc. Après avoir épaulé ces tentatives avec conscience et dévouement, sans ménager sa peine ni sa bourse, le capital octobriste est forcé de reconnaître qu'elles n'ont pas abouti.

Ceci veut dire qu'il ne s'agit pas là de manquement à une promesse, de « violation de la constitution » — car il est grotesque de séparer le 14 mars 1911 du 3 juin 1907 —, mais de l'impossibilité de satisfaire aux exigences de l'époque au moyen de ce que les octobristes et les cadets nomment « constitution ».

---

* Symbole du retard technique de l'armée russe. (*N.R.*)

Ces exigences se sont avérées impossibles à satisfaire au moyen d'une « constitution » qui donnait la majorité aux cadets (I^re^ et II^e^ Doumas), elles se sont avérées impossibles à satisfaire au moyen d'une « constitution » qui accordait la prépondérence au parti des octobristes (III^e^ Douma). Et quand les octobristes se mettent à dire qu'« elles n'ont pas abouti », le sens de cet aveu, le sens de la crise qui a extorqué cet aveu, c'est que les illusions constitutionnelles aussi bien des cadets que des octobristes ont fait une nouvelle fois faillite, totalement et irrévocablement.

La démocratie a ébranlé l'ancien. Les cadets, blâmant les « excès » de la démocratie, ont fait miroiter la possibilité de réaliser le neuf au moyen d'une « constitution » pacifique. Cela n'a pas abouti. Le neuf, c'est Stolypine qui a entrepris de le réaliser, et de telle sorte que la modification des formes entraîne une consolidation de l'ancien, que l'organisation des plus coriaces des propriétaires fonciers et des gros bonnets du capital consolide l'ancien, que la substitution de la propriété privée du sol à la communauté rurale fasse apparaître une nouvelle couche de défenseurs de l'ancien. « Débarrassés » de la menace de la démocratie momentanément démantelée, les octobristes avaient travaillé aux côtés de Stolypine, année après année, à résoudre cette tâche.

Ils « n'ont pas abouti ».

Ceux qui ont eu raison, ce sont ceux qui dénonçaient la vanité et la nocivité des illusions constitutionnelles à une époque de bouleversements aussi rapides et aussi profonds que ceux que connaît la Russie en ce début du XX^e^ siècle.

Les trois années de Douma octobriste, de « constitution » octobriste, de tendre intimité des octobristes avec Stolypine ne sont pas demeurées sans résultats : le développement économique du pays a progressé, les divers partis politiques de droite, quels qu'ils soient, ont prospéré, donné leur mesure, fait leurs preuves... et se sont essoufflés.

La politique agraire de la III^e^ Douma a montré son *vrai* visage dans les moindres coins perdus de la campagne russe, réveillant des courants qui stagnaient depuis des siècles, débridant et affouillant les contradictions, stimulant l'impudence du koulak et ouvrant les yeux à ses vic-

times. Elle n'a pas été vaine, la III^e Douma. Elles n'avaient pas été vaines non plus, les deux premières Doumas, avec leur profusion de suggestions aussi valables qu'inoffensives, aussi impuissantes que bien intentionnées. La crise « constitutionnelle » de 1911 révèle une faillite incomparablement plus profonde qu'auparavant des illusions constitutionneles de 1906-1910.

Ce qui rapprochait au fond les cadets et les octobristes, c'est qu'ils basaient également leur politique sur ces illusions. Ces illusions étaient celles de la bourgeoisie libérale, celles du centre, au sein duquel il est de peu d'importance de distinguer un « centre gauche » (cadet) et un « centre droit » (octobriste), puisque les deux étaient également condamnés à l'échec par les conditions objectives. L'ancien est ébranlé. Ni le centre droit ni le centre gauche n'ont fait éclore de nouveau. Par qui et comment sera réalisé ce nouveau irrépressible, ce nouveau historiquement nécessaire, la question demeure ouverte. La crise « constitutionnelle » signifie que les octobristes, qui étaient les maîtres de la situation, ont reconnu, avec le non-aboutissement de leurs espoirs bien calculés de bons marchands moscovites rassis, roublards et réalistes, que la question était *de nouveau* ouverte. La crise « constitutionnelle » signifie que l'expérience de MM. les octobristes a démontré toute la faiblesse, toute la futilité, toute l'inanité du mot d'ordre lancé par les cadets (pour ou contre la constitution).

La démocratie travaille à démontrer l'insuffisance de ce slogan. L'octobrisme a apporté à l'appui de cette démonstration l'expérience d'une nouvelle tranche de l'histoire russe. Les cadets seront impuissants à remonter ce courant, à ressusciter les illusions constitutionnelles naïves d'antan.

« Les octobristes de stricte obédience, continue M. Gromoboï, se départissent de leur calme, donnent leur démission du bureau, ne savent qu'entreprendre avec les autres constitutionnalistes. Vaine agitation. Ils doivent être fermement persuadés que la vérité est de leur côté, une vérité tellement primaire, si universellement reconnue que sa défense ne requiert ni Copernic ni Galilée. Ils doivent tranquillement accomplir leur mission, qui est de reconnaître pour illégal ce qui est illégal et surtout ne pas manquer de re-

pousser, sans consentir aucun compromis, une légalité illégale.»

Illusions que tout cela, M. Gromoboï ! Le recours à des « Copernic » et à des « Galilée » est inévitable. Puisque ce sur quoi vous comptiez « n'a pas abouti », c'est bien vers eux qu'il faudra se tourner.

« ...Devant tout ce grouillement, autour de la fourmilière dévastée, de la presse aux ordres, des orateurs aux ordres, des députés aux ordres (ajoutez pour finir, M. Gromoboï : de la bourgeoisie aux ordres, de la bourgeoisie rampante), on peut seulement, les prenant humainement en pitié, leur rappeler en toute humilité que désormais, avec Stolypine, il ne peut plus être question de service, mais de servilité.»

Mais Stolypine n'est pas un isolé, c'est un type ; il n'est pas seul, mais de connivence avec le Conseil de la noblesse unifiée. MM. les octobristes avaient tenté de trouver avec lui un nouveau *modus vivendi*, basé sur la Douma, la « constitution », la politique bourgeoise de pillage à la Tolmatchev de la communauté rurale, et si cette tentative a connu l'échec, la faute n'en est nullement à Stolypine.

« ...Car où est la force des représentants du peuple, sinon dans leur liaison avec le peuple ? Si le seul fait de soutenir Stolypine et d'entériner la violation de la constitution dont il s'est rendu coupable leur fait perdre (aux octobristes de droite) leur « physionomie » propre, quel nom mériteront-ils après cela ? »

Nous avons vécu assez vieux pour assister à ça : les octobristes voyant dans la « liaison avec le peuple » « la force des représentants du peuple » ! C'est grotesque, bien sûr. Mais pas plus que les discours des cadets aux I^re^ et II^e^ Doumas sur leur « liaison avec le peuple », au moment précis où, mettons, ils attaquaient, à ces mêmes Doumas, les comités agraires locaux. Les phrases qui paraissent grotesques dans la bouche des cadets ou des octobristes ne sont pas en elles-mêmes grotesques, mais significatives. Elles expriment encore et encore, que leurs auteurs le veuillent ou non, la faillite des illusions constitutionnelles dont nous sommes redevables à la crise.

« Zvezda » n° 18. 16 avril 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

LE CONGRÈS DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ANGLAIS

De nombreux partis socialistes européens ont mis à profit les fêtes de Pâques (16 avril selon le nouveau calendrier) pour tenir leur congrès : c'est le cas des partis français, belge, hollandais (aile opportuniste), du Parti social-démocrate anglais et du Parti ouvrier indépendant anglais. Nous voulons attirer l'attention des lecteurs sur certaines questions débattues par les congrès de ces deux derniers partis.

Le Trente et unième Congrès annuel du Parti social-démocrate anglais (S.D.P.) s'est réuni à Coventry. La question la plus intéressante était celle des « armements et de la politique extérieure ». On sait que, depuis quelques années, l'Angleterre et l'Allemagne font un effort extraordinaire d'armement. La concurrence de ces deux pays sur le marché mondial devient toujours plus acharnée. La menace d'un affrontement militaire se fait sans cesse plus palpable. La presse chauvine bourgeoise des deux pays inonde les masses populaires de millions d'articles incendiaires destinés à monter les esprits contre l'« ennemi », en brandissant la menace de « l'invasion allemande » ou de « l'agression anglaise », en appelant à grands cris à précipiter les armements. Les socialistes d'Angleterre et d'Allemagne, de France aussi (l'Angleterre entraînerait bien volontiers ce dernier pays dans la guerre, pour disposer sur le continent d'une armée de terre à opposer à l'Allemagne) sont très préoccupés du risque de guerre : ils jettent toutes leurs

forces dans la lutte contre le chauvinisme bourgeois et les armements, cherchent à faire comprendre aux couches les plus arriérées du prolétariat et de la petite bourgeoisie que la guerre est cause de malheurs sans nombre et qu'elle ne profite qu'à la bourgeoisie.

Certains leaders de premier plan du Parti social-démocrate anglais et, parmi eux Hyndman, constituent une triste exception au sein des socialistes. Hyndman s'est laissé affoler par les cris poussés par la presse bourgeoise anglaise à propos du « danger allemand », et en est arrivé à justifier la nécessité dans laquelle se trouve placée l'Angleterre de fabriquer des armes pour sa défense et d'avoir une flotte puissante, à présenter Guillaume comme l'agresseur.

Il est vrai que Hyndman s'est heurté à une résistance, et à une vive résistance, au sein du S.D.P. lui-même. Plusieurs groupes locaux ont adopté des résolutions qui lui sont hostiles.

C'est au congrès, ou — selon le mot employé par les Anglais dans un autre sens que celui qu'il a en russe — à la « conférence » de Conventry, qu'il est revenu de se prononcer. La résolution du groupe de Hackney (arrondissement du nord-est de Londres) présentait un point de vu résolument opposé à tout chauvinisme. L'organe central du S.D.P., *Justice*, dans son compte rendu du congrès, cite seulement la fin de cette résolution (« trop longue », dit-il) qui exige une lutte impitoyable contre tout accroissement des armements, contre toute politique coloniale ou financière agressive. Zelda Kahan, qui défendait cette résolution, souligna que c'est précisément l'Angleterre qui, depuis quarante ans, pratique une politique agressive, que l'Allemagne ne gagnerait rien à ajouter l'Angleterre au nombre de ses provinces, qu'un pareil danger est irréel. « La flotte anglaise existe pour conserver l'Empire. Jamais le S.D.P. n'avait commis de faute aussi lourde, aussi grave que maintenant, avec l'identification du parti aux chauvins qui brandissent le spectre de la guerre ; cette faute, continuait Kahan, aboutit à placer les social-démocrates anglais en dehors du mouvement international.»

L'ensemble du C.C. (« Comité exécutif ») du parti, y compris — quelque honte que nous éprouvions à le constater — H. Quelch, prit la défense de Hyndman. L'amende-

ment proposé par Quelch affirmait, ni plus ni moins, ce qui suit : « la conférence considère comme un objectif immédiat actuellement l'entretien d'une flotte suffisante [adéquate] pour la défense nationale »... Elle reprend bien sûr à côté de cela toutes les « vieilles bonnes phrases » sur la lutte contre la politique impérialiste, sur la guerre au capitalisme, etc. Mais tout cela est forcément gâté par la *cuillerée de fiel* du passage bourgeoisement flou et, en même temps, authentiquement bourgeois, authentiquement chauvin, qui reconnaît la nécessité d'une flotte « *adéquate* ». Et ceci en 1911, alors que le budget naval anglais manifeste clair comme le jour une tendance au gigantisme, et ceci dans un pays dont la flotte maintient et protège « l'Empire », c'est-à-dire, entre autres, l'Inde, dont les 300 millions d'habitants sont livrés à l'avidité et à la cruauté de la bureaucratie anglaise, où les hommes d'Etat anglais « éclairés » du genre du libéral et «radical » Morley punissent les crimes politiques des indigènes de la *déportation* et du *fouet*.

Voici quelques exemples (empruntés au compte rendu de *Justice*, qui prend le parti de Hyndman) des piteux sophismes avec lesquels jongle Quelch : « Si nous admettons l'autonomie nationale, nous devons avoir une défense nationale, et celle-ci doit être suffisante, sans quoi elle serait inutile. Nous sommes les ennemis de l'impérialisme, qu'il soit anglais ou allemand ; les petites nations soumises à la Prusse haïssent son despotisme, et celles qu'elle menace placent dans la flotte anglaise et la social-démocratie allemande leur dernier espoir »...

Oh, qu'elle est rapide, la chute de ceux qui s'aventurent sur la pente glissante de l'opportunisme ! La flotte britannique, instrument d'asservissement de l'Inde (qui n'est pas une si « petite nation » que cela), est mise *sur le même pied* que la social-démocratie allemande en qualité de défenseur de la liberté des peuples... Elle avait bien raison, Zelda Kahan, de dire que la social-démocratie anglaise ne s'était encore jamais autant couverte de honte. Jamais encore le caractère sectaire qu'avait depuis longtemps constaté et condamné chez elle Engels [93] ne s'était-il manifesté avec tant de force que dans cette *facilité*, même pour des gens tels que Quelch, à *rejoindre* les chauvins.

Lors du vote, les suffrages se partagèrent : 28 pour le Comité exécutif et 28 contre. Pour remporter leur triste victoire, il a fallu à Hyndman et à Quelch recourir au vote par groupe, qui leur a donné 47 voix contre 33.

Au sein du S.D.P., il s'est trouvé des gens pour élever une protestation des plus résolues contre le chauvinisme qui s'était manifesté au sein du parti, il s'est trouvé une forte minorité pour mener une lutte sérieuse. La situation est moins brillante au sein de l'Independant Labour Party : il faut dire que l'opportunisme n'y étonne plus personne. La question de savoir si les socialistes et les ouvriers doivent soutenir les armements est débattue en toute quiétude dans les articles « de discussion » de l'organe officiel du parti *The Labour Leader* (n° 16 du 21 avril 1911).

Le correspondant du *Vorwärts* à Londres a noté avec juste raison qu'on ne pouvait trouver meilleure critique de la position du S.D.P. que les *louanges* décernées à la sagesse des chefs social-démocrates par l'*ultra-chauvin* « *Daily Mail* ». « On a plaisir à relever, ainsi débute l'article du journal chauvin anglais, on a plaisir à relever qu'aussi absurdes que puissent être certaines idées du Parti social-démocrate dans notre pays, aussi utopiques que puissent être certains de ses idéaux, il y a au moins une question d'importance dans laquelle ce parti est guidé par la raison et le bon sens.»

Ce qu'on a eu vraiment plaisir à constater, au congrès de Birmingham de ce parti, c'est que s'y sont fait entendre des protestations fermes et assurées contre la politique opportuniste, la politique de dépendance des libéraux pratiquée par ce parti en général et par son chef Ramsey MacDonald en particulier. MacDonald répondit avec un opportunisme ingénu à ceux qui reprochaient aux députés ouvriers de peu parler de socialisme à la Chambre des Communes, que les « discours de propagande » étaient déplacés au parlement. « La grande fonction de la Chambre des Communes, déclara MacDonald, est de faire passer dans la législation le socialisme que nous prêchons dans le pays. » L'orateur a oublié la différence entre les réformes sociales bourgeoises et le socialisme ! Il est prêt à attendre le socialisme du parlement bourgeois...

Leonard Hall a fait ressortir dans son discours qu'« en 1892, l'Independant Labour Party a été fondé dans le but précis de discréditer la politique de la Ligue électorale travailliste (Labour Electoral League), qui n'était qu'une aile du libéralisme, afin de lutter contre cette politique et d'y mettre fin. Nous avons enterré le cadavre (en supprimant cette Ligue), mais l'esprit semble avoir reparu dans le Parti ouvrier actuel. C'est exactement l'esprit de la Ligue que le leader du parti met en pratique dans ses discours, ses lettres, ses livres ».

Un autre membre de l'I.L.P., le parlementaire George Lansbury, a procédé à une critique acerbe de la politique du groupe parlementaire « ouvrier », de sa dépendance vis-à-vis des libéraux, de sa crainte de « causer du tort » au gouvernement libéral. « J'ai ressenti souvent une telle honte, dit Lansbury, de la conduite des députés ouvriers, qu'il m'est parfois venu l'idée de renoncer à mon mandat. Les libéraux s'efforcent de tenir les Chambres occupées de menues questions, et les députés ouvriers ne parviennent pas à conquérir leur indépendance. » « Je ne connais pas de cas, continua Lansbury, où les libéraux et les tories n'aient amené sur le tapis une question « importante » pour repousser à l'arrière-plan celle de la misère des masses, de la pauvreté. Assis à mon banc des Communes, je vois se dresser devant moi les ouvriers, hommes et femmes, qui, jour après jour, ont remué les taudis de Bow et de Bromley (arrondissements de Londres, dans l'East End, quartiers miséreux) pour me faire élire au Parlement. Ils ont œuvré pour mon élection parce qu'ils pensaient que je ne ressemblais pas aux libéraux et aux tories. Ils m'ont délégué pour que je pose la question de la pauvreté, de la pauvreté, de la pauvreté... Je vous conjure, s'adressa l'orateur au congrès, de constituer un parti solide à la Chambre des Communes, un parti absolument éloigné de toute concession aux libéraux et aux tories. Nous ne devons pas plus ménager les libéraux que les tories, quand les libéraux sont dans leur tort. Les ouvriers, qui travaillent et vivent dans la misère, n'attendent rien ni des libéraux, ni des tories ; leur seul espoir, leur seul salut, ce sont leurs propres efforts organisés... Il faut que nous montrions aux ouvriers des taudis londoniens que, même au Parlement nous demeurons fidèles à ce que nous

disons en dehors du Parlement, à savoir que les libéraux et les tories sont les ennemis du peuple, que le socialisme est son seul espoir. »

Le Congrès ponctua d'applaudissements nourris le discours de Lansbury, puis réserva à l'orateur une véritable ovation une fois que celui-ci eut terminé. De tels discours sont, en Allemagne, chose banale. En Angleterre, ils représentent une nouveauté. Et quand de tels discours commencent à se faire entendre, que les délégués ouvriers du congrès du Parti ouvrier indépendant (le plus souvent indépendant du socialisme, malheureusement, mais dépendant des libéraux) les applaudissent, nous sommes en droit de conclure que l'esprit de la lutte prolétarienne l'emporte *même en Angleterre* sur la diplomatie des parlementaires opportunistes genre MacDonald. (Ce MacDonald, soit dit en passant, qui a adressé récemment aux réformistes italiens prêts à entrer au ministère bourgeois l'expression de sa complète solidarité et de son aversion pour la « théorie desséchée ».)

Les discours de Hall, Lansbury et autres n'ont pas modifié la politique de l'Independant Labour Party. MacDonald est resté à la tête du parti, et sa politique demeurera opportuniste. Les influences bourgeoises sur le prolétariat sont fortes, en particulier dans les pays démocratiques. Mais ces discours ne sont pas vains, ils vont à l'encontre de l'influence de la bourgeoisie et des opportunistes. Quand les Anglais éditeront un quotidien (et les *deux* partis y songent de plus en plus sérieusement), les discours de ce type seront les seuls à trouver le chemin de l'esprit et du cœur de la classe ouvrière. Au spectacle de la domination de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais, les libéraux de tous les pays, y compris ceux de Russie, jubilent et se gaussent. Mais rira bien qui rira le dernier.

« Zvezda » n° 18, 16 avril 1911.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

ENTRETIEN D'UN LÉGALISTE AVEC UN ADVERSAIRE DES LIQUIDATEURS [94]

Le légaliste. Il me semble que le très haut degré d'acharnement atteint dans la presse social-démocrate par la lutte et la controverse antiliquidatrices a trop échauffé les passions et quelque peu obscurci le fond des divergences.

L'antiliquidateur. Ne serait-ce pas plutôt le contraire ? L'acharnement de la lutte n'est-il pas justement dû à la profondeur des divergences idéologiques ? Ou bien vous êtes-vous rangé vous aussi dans le camp des « hésitants » — autrement dit, des « conciliateurs » — qui s'efforcent de combler l'abîme avec des phrases vides et des banalités pompeuses?

Le légaliste. Certes non, je ne me sens aucunement porté à « concilier ». Loin de là. Mon idée, c'est que les liquidateurs manquent de clairvoyance, et par suite, de résolution. Ils avancent à tâtons, leur croissance est désordonnée. Ils redoutent toujours d'aller jusqu'au bout de leur pensée. De là leurs inconséquences, leurs incohérences, leurs fluctuations, que leurs adversaires prennent pour de l'hypocrisie, des procédés déloyaux de lutte contre le parti illégal, etc. Les injures de pleuvoir, et le grand public, témoin de la dispute, cesse d'en comprendre le sens. Si les liquidateurs avaient un peu moins d'habiles diplomates et un peu plus de confiance en soi, ils prouveraient plus rapidement qu'ils ont raison et vous battraient à plate couture.

L'antiliquidateur. Que Dieu nous ait en sa miséricorde... mais je serais curieux d'entendre vos arguments.

Le légaliste. Les liquidateurs, j'en ai la conviction, sont dans la vérité. Ils doivent arborer fièrement l'épithète de légalistes par laquelle on a voulu les discréditer. Nous l'arborerons, et montrerons que ce sont les légalistes qui donnent la seule réponse juste, du point de vue du marxisme, aux questions maudites du mouvement ouvrier contemporain en Russie. Etes-vous d'accord que l'époque que nous vivons constitue d'une certaine manière une étape originale de l'évolution économique et politique de la Russie?

L'antiliquidateur. Oui.

Le légaliste. Vous ne le reconnaissez que pour la forme, de même que vos fameuses résolutions de décembre 1908. A y réfléchir sérieusement, une telle reconnaissance signifie que l'existence avouée, par exemple, du groupe parlementaire social-démocrate à la III^e^ Douma n'est pas un hasard, mais une partie intégrante du moment actuel. Les circonstances présentes, les circonstances du mouvement ouvrier, dans leur totalité, sont telles qu'est possible et indispensable un groupe parlementaire social-démocrate, qu'est possible et indispensable un parti social-démocrate ouvrier *légal* existant au grand jour.

L'antiliquidateur. N'est-il pas un peu risqué de passer ainsi du groupe social-démocrate à la Douma au parti ouvrier social-démocrate ?

Le légaliste. Nullement. La seule différence, c'est que les modalités d'existence du groupe social-démocrate à la Douma nous ont été fournies de l'extérieur, nous n'avons eu qu'à les accepter, que la peine, pour ainsi dire, d'emménager dans un appartement déjà prêt, alors que les modalités d'existence d'un parti ouvrier légal, c'est à nous de les trouver. Il faut faire preuve d'initiative, lutter pour de nouvelles formes. Ceux que vous appelez avec mépris des liquidateurs ont inauguré cette lutte, se sont engagés dans une voie nouvelle, malheureusement d'un seul pied. Ils manifestent toujours, malheureusement, de la timidité, jettent des coups d'œils en arrière, s'en tiennent à des demi-mesures. Pour un début, c'est inévitable, admettons, mais le début sera suivi d'une continuation. L'indécision des premiers pas disparaîtra et les fautes seront corrigées.

L'antiliquidateur. Fort bien. N'aurez-vous pas l'obligeance de nous préciser ces fautes et le moyen de les corriger ?

Le légaliste. Très volontiers. On ne peut prédire ce que sera exactement le parti ouvrier légal de demain, mais le sens de l'évolution du mouvement ouvrier est nettement visible. En prenant cette orientation pour acquise, je peux esquisser hardiment la physionomie du parti légal, en sachant qu'il en sera *ainsi* en réalité, sinon pour les détails, du moins pour l'essentiel. Pour vous tracer ce tableau, je n'ai nul besoin de faire œuvre d'imagination. Il me suffit de considérer attentivement les leçons de la vie, l'expérience du travail dans le nouveau contexte postrévolutionnaire.

Je n'ai qu'à faire la somme de cette expérience, à en rejeter l'accessoire, à en conserver la trame. Il existe une représentation ouvrière légale à la Douma. Il existe un groupe social-démocrate légal. On le harcèle, on le flanque de mouchards, on lui interdit de tenir des réunions, on le prive du secours de ses conseillers, on l'éparpillera peut-être demain aux quatre vents des lieux de détention et de déportation : le parti légal n'exclut nullement, comme le pensent vos partisans à courte vue, les persécutions judiciaires et policières. Mais le groupe parlementaire légal existe, en dépit des poursuites. Il existe des unions ouvrières légales, des clubs, des revues et hebdomadaires marxistes légaux : on les harcèle encore plus, on les ferme, on les accable d'amendes, leurs rédacteurs paient peut-être chaque mois de travail d'un mois et demi de prison, les unions sont périodiquement dissoutes, et pourtant elles existent. Réfléchissez à ce fait. C'est une chose que l'absence d'unions ouvrières légales, de presse marxiste légale, de députés social-démocrates légaux, comme avant 1905. C'est autre chose que leur existence, *même* si elle est soumise à d'incessantes poursuites et interdictions. Telle est la situation depuis 1907. Tel est ce qui fait sa nouveauté, et c'est à ces éléments nouveaux qu'il faut se raccrocher, pour les élargir, les renforcer, les consolider.

L'antiliquidateur. Vous aviez promis au début d'être un légaliste plus hardi, plus conséquent que ceux qui se sont exprimés jusqu'à maintenant, mais vous ne faites pour

le moment que répéter des paroles dites depuis longtemps par tous les liquidateurs.

Le légaliste. Je vous ai déjà dit que la physionomie du légalisme cohérent et convaincu découlait naturellement d'une observation attentive de l'expérience vécue. Les éléments isolés d'un parti ouvrier social-démocrate légal sont présents dans la réalité. Il faut affirmer les faits tels qu'ils sont, avec force et sans détours. Il ne faut pas avoir peur de reconnaître que, dans l'avenir le plus rapproché, se produira, doit se produire un regroupement de ces éléments dispersés, pour donner naissance au parti légal. Ce parti doit être fondé, et il le sera. On le poursuivra, mais il se maintiendra, et à des années d'absence d'un parti ouvrier légal succédront des années d'une existence précaire, en butte à une foule de tracasseries, pour faire place à leur tour au stade d'un parti social-démocrate légal purement européen en Russie. Le parti social-démocrate légal est déjà dans sa période d'existence, il est déjà *plus réel* que vos réseaux clandestins à 99 pour cent démantelés. Pour regrouper définitivement les légalistes, pour conférer à leur activité plus d'allant, de rigueur, de système, il ne faut pas avoir peur de dire ce qui est, d'appeler cette réalité par son nom, de lancer des mots d'ordre, de brandir un drapeau. Que la police et les tribunaux nous l'arrachent cent fois des mains, ce drapeau n'en est pas moins *impossible* à détruire, il ne saurait nous être ravi pour longtemps, car il exprime tout ce qui existe, qui monte, qui ne peut pas ne pas monter.

L'antiliquidateur. Au fait, au fait. Autrement je vous rappellerai le dicton : à chanter si bien, il n'est pas loin de faire un canard. Vous nous aviez promis de parler franchement. Eh bien, allez-y : de la franchise, du concret. Qu'est-ce qu'il y aura d'écrit sur votre drapeau ?

Le légaliste. J'y viens. Nous fondons une société légale de soutien du mouvement ouvrier. Cette société a pour base de principe le marxisme. Elle a pour objectif la transformation des conditions sociales de la vie selon les principes du marxisme, la suppression des classes, la suppression de l'anarchie de la production, etc. Le but immédiat du parti légal, c'est-à-dire de notre société, est la démocratisation intégrale du régime politique et social ; la contribution à

la solution de la question agraire dans un sens démocratique, en accord avec les conceptions marxistes ; la législation ouvrière la plus large. Enfin, les moyens d'action de notre société seront tous les moyens de propagande, d'agitation et d'organisation prévus par la loi.

L'antiliquidateur. Escompteriez-vous que le gouvernement autorisera l'enregistrement d'une telle société ?

Le légaliste. Soyez sans crainte. Je ne suis pas si naïf. Bien sûr notre société ne sera pas enregistrée, mais il sera impossible de la considérer comme illégale, c'est à cela que nous devons nous efforcer. Dans chaque province, les ouvriers se relaieront infatigablement pour présenter à l'approbation des autorités les statuts qu'ils auront rédigés pour cette société. Ce sera une lutte conséquente et inlassable pour la légalité. Il sera impossible de poursuivre les fondateurs et les membres d'une telle société pour les articles « terribles » du programme de notre semblant de parti actuel, le P.O.S.D.R. n'étant actuellement qu'un semblant de parti et les articles « terribles » de son programme — comme la république, la dictature du prolétariat, sans parler à plus forte raison des points « terribles » d'innombrables résolutions sur l'insurrection armée, etc. — n'effrayant plus personne, n'ayant plus aucune portée, ne jouant plus aucun rôle, si ce n'est de faire envoyer au bagne des gens qui n'ont commis *en fait* aucun délit. C'est là le plus piquant, le plus tragicomique, dans la situation actuelle du parti. Le mort saisit le vif. Des articles de diverses résolutions et du programme du parti qui ont vieilli, que la réalité de la vie a contredits, qui ont fait leur temps, qui relèvent pratiquement des archives, ne rendent service qu'à nos ennemis, ne sont plus bons qu'à servir de prétexte à nous réprimer, sans être rigoureusement d'aucun, ce qui s'appelle d'aucun profit au mouvement réel d'aujourd'hui, au travail social-démocrate *effectif* mené à la III^e^ Douma, dans les journaux et revues légaux, dans les unions légales, aux congrès légaux, etc., etc. Voilà pourquoi ce qui nous préoccupe *au premier chef*, nous les légalistes, ce n'est pas le fait de nous trouver soustraits aux poursuites et aux châtiments les plus redoutables (comme seront prêts à le conclure ces maîtres ès dénigrement des liquidateurs —

passez-moi l'expression — que sont vos partisans), mais d'une part l'importance *de principe* du mouvement ouvrier au grand jour et d'autre part le parti à tirer des contradictions du régime actuel. Oui, oui, Monsieur le vieux-croyant, les principes du marxisme ne consistent pas dans une somme de paroles apprises par cœur, dans des formules « orthodoxes » à observer en toute circonstance, mais dans le soutien d'un large mouvement ouvrier, dans le soutien de l'organisation et de la spontanéité créatrice des masses. Qu'il demeure des « *lacunes* » dans les formulations — je sais bien que vous et les vôtres vous êtes fait une spécialité de combler les « lacunes » contenues dans les interventions du groupe social-démocrate à la Douma ou dans les revues légales —, qu'il demeure donc des « *lacunes* » dans les formulations, mais que la cause progresse. De plus larges couches d'ouvriers seront entraînés dans le mouvement. Un pas décisif sera fait vers la généralisation des actions au grand jour. Tous les ouvriers conscients attaqueront le régime qui les opprime là où est *précisément* sa contradiction la plus typique actuellement, la plus essentielle : la contradiction entre la reconnaissance formelle et le refus pratique de la légalité, entre l'acceptation de l'existence d'un groupe social-démocrate à la Douma et les tentatives d'empêcher celle du parti social-démocrate, entre la reconnaissance des associations ouvrières dans les déclarations officielles et les poursuites dont elles font l'objet dans la réalité. Attaquer un régime oppresseur du prolétariat en se servant pour cela des contradictions de ce régime, c'est là qu'est l'*âme vivante* du marxisme, et non point dans des formules ossifiées. L'une des raisons principales, je dirai même, fondamentales, des succès de la social-démocratie allemande, c'est qu'elle a toujours su sacrifier la *formule* aux intérêts du mouvement. Elle a su après 1871 mettre sur pied un parti dont le programme ne reconnaissait que les formes « légales » d'activité politique. Elle a su promouvoir le mouvement social-démocrate le plus fort du monde, dont le programme social-démocrate est beaucoup plus « *légal* » que le nôtre, car on n'y a jamais trouvé la république. Vous, par contre, vous êtes prêts à offrir au monde l'exemple d'un programme social-démocrate « exemplairement radical », alors qu'on constate *l'absence* exemplairement radicale de

toute organisation social-démocrate de masse, de tout mouvement social-démocrate d'ensemble.

L'antiliquidateur. Pour le moment, avec vos ouvriers conscients de chaque province recopiant et présentant infatigablement aux autorités votre projet de « société » marxiste légale, on ne voit de « masse » dans votre plan que celle des pétitions montant et descendant la voie hiérarchique des administrations habilitées à enregistrer les associations. Etant donné que vous dites vous-même que cette société ne sera pas autorisée, il n'y a de mouvement au grand jour et même de société « au grand jour » que dans votre imagination légaliste. Mais avant que de vous répondre en détail, je voudrais vous demander encore si vous voyez votre « société » marxiste légale *se substituer* au parti ancien, c'est-à-dire actuel, ou bien *coexister* avec lui ?

Le légaliste. Nous y sommes ! Vous abordez ici une question extrêmement intéressante. Là réside l'une des regrettables erreurs des chefs officiels du courant liquidateur. Ils redoutent de faire un grand pas en avant sur une voie incontestablement juste, mais font toute une série de pas extrêmement risqués et parfaitement inutiles, qui les éloignent de cette voie, en direction de l'opportunisme. J'irai jusqu'à dire qu'on peut être légaliste sans être liquidateur. Qu'on doit être légaliste sans être opportuniste. Il est nécessaire d'admettre les *formes* légales du mouvement, et de ne pas les admettre à moitié ou en paroles seulement, mais pour de bon et en pratique, autrement dit de fonder sans retard un parti ouvrier marxiste légal, mais rejeter la révolution est d'un opportunisme insoutenable, or un tel rejet a tendance à apparaître chez un très grand nombre, voire chez la majorité de nos liquidateurs. Le rejet de l'hégémonie est de l'opportunisme, que je condamne résolument. Il n'est question de rien rejeter, de rien liquider. Le parti légal nouveau doit exister à côté de l'*ancien, en même temps* que lui. Ces deux organisations se compléteront l'une l'autre.

Vous souriez ? Mais il n'y a là rien de drôle. Vous allez me dire que c'est de la « double comptabilité ». Je vous demanderai en retour si la coexistence d'une presse légale et d'une presse illégale n'est pas du même ordre que mon

plan, ou plutôt que la conclusion que je tire de toutes les leçons de l'expérience actuelle ? Si jusqu'en 1905 les émigrés ne pouvaient écrire dans la presse légale, si la parution d'articles d'émigrés, même sous des pseudonymes, était punie de l'interdiction du journal, n'est-il pas au contraire symptomatique de notre époque pleine de contradictions que des émigrés connus puissent écrire *sous leur propre nom* dans la presse *légale* comme dans la presse illégale ? Vous prenez bien votre parti de cette « double comptabilité-là ! Elle ne contient rien de « subversif ». La routine, et elle seule, vous empêche de comprendre que cette « double comptabilité » est imposée par les conditions mêmes de notre époque, qu'il faut entrer dans le jeu des contradictions de cette époque, livrer bataille sur le terrain — sur le terrain *aussi* — qui sert de cadre aujourd'hui aux événements les plus importants. Vous reconnaissez tous *en paroles* la « conjonction de l'action légale et illégale ». Reconnaissez-la aussi en réalité. Vous avez dit A, n'ayez pas peur de dire B. Le principe que vous avez admis dans la tactique et l'organisation en général, étendez-le à l'organisation du *parti*. Débarrassez-vous donc enfin, nettement, sérieusement et franchement de votre absurde préjugé anarchiste contre la légalité.

L'antiliquidateur. Là justement est votre malheur ; vous jouez à la légalité, vous « faites semblant », alors que les Allemands partaient d'une légalité réellement existante. L'exemple de la presse légale et de la presse illégale se retourne justement contre vous. Quand un social-démocrate clandestin écrit dans la presse légale sur des sujets dont on peut parler légalement, il ne joue pas à la légalité, mais fait un usage effectif d'une légalité effective dans certaines limites assez étroites. Quant à votre parti ouvrier légal, ou votre société marxiste (de même que le « parti ouvrier au grand jour » des liquidateurs, dont *au fond* vous ne vous distinguez en rien), ce sont là des élucubrations légalisantes, et rien de plus. Vous reconnaissez d'ailleurs vous-même que personne ne les autorisera et que ces sociétés prétendument « légales » ne pourront exister légalement. A l'image de la « gymnastique révolutionnaire » des anarcho-syndicalistes, vous vous livrez à de la « gymnastique légaliste ». Si le parti dépourvu d'existence légale des cadets

existe quand même légalement, ce n'est pas parce que les cadets ont maîtrisé une forme contradictoire, mais parce que le *contenu* de leur travail n'a rien de révolutionnaire, qu'il ne débouche sur aucune activité démocratique organisée au sein des masses. Leur action est monarchiste libérale, l'autocratie peut actuellement l'admettre, l'autoriser. L'activité des marxistes au sein de la classe ouvrière est, elle, profondément odieuse à l'autocratie, et il est naïf de prétendre recourir à des déguisements. Votre « société légale », ainsi que le « parti ouvrier au grand jour » des liquidateurs, est précisément un *prête-nom*, un camouflage, car ce sont les social-démocrates que vous avez en vue. Les formulations indécises et vaporeuses que vous choisissez pour caractériser le but, la plate-forme et la tactique de votre « société », sont une protection verbale, une barricade de papier, en définitive de la gymnastique légaliste. Notre parti est tenu de se manifester à la Douma, de créer des syndicats *légaux*, de militer aux congrès légaux, toute autre attitude est de l'anarchisme ou du nihilisme d'intellectuels. La reconnaissance de *ces* activités tient compte des conditions nouvelles de l'époque actuelle. Mais il ne peut présentement y avoir de *légalité* pour l'activité politique (sauf pour les intellectuels opportunistes), car les préalables n'en ont pas été conquis. Quant à entrer dans la légalité « en rampant », c'est là songe creux. En Allemagne, en 1871, une telle légalité s'était déjà instaurée, la transformation bourgeoise du pays était pleinement achevée, les conditions d'un mouvement directement révolutionnaire avaient totalement disparues : c'est en invoquant ces conditions *objectives*, et non point l'habilité des social-démocrates allemands, qu'on peut expliquer qu'*aitpu* se créer un parti social-démocrate *effectivement* légal, qui ne joue pas à la légalité et ne pratique pas de « gymnastique légaliste ».

En vain vous rêvez de *copier* divers articles légaux du programme d'un tel parti légal, certaines de ses résolutions ou autres, pour transplanter ensuite en Russie cette « légalité » ; vous vous bercez d'illusions, car vous ne pouvez *transplanter* en Russie l'achèvement de la révolution bourgeoise intervenu en Allemagne, l'histoire allemande d'une démocratie à bout de souffle, la « révolution par

en haut » effectuée après 1860 en Allemagne [95], la légalité *de fait* de l'Allemagne. Il y a des pays monarchiques où les partis républicains ont une existence légale ; ce que sera en réalité la légalité russe après l'achèvement des révolutions bourgeoises en Russie, après l'instauration d'un régime aussi bourgeois que dans le reste de l'Europe, nous le verrons après les batailles futures, ces batailles elles-mêmes le détermineront. L'objectif actuel des social-démocrates est de savoir se préparer et de savoir préparer les masses à la révolution dans les conditions particulières du régime du 3 juin.

Paroles en l'air, dans ces conditions, que ces partis légaux de la classe ouvrière, ces partis ouvriers au grand jour, qui recouvrent la *légalisation*... d'un groupe d'opportunistes légalistes. C'est un fait que les « socialistes populistes » ont été *ainsi* légalisés. C'est un fait que le groupe de nos journalistes liquidateurs légaux a été *ainsi* légalisé. Il ne s'agit pas là d'un hasard, mais d'une nécessité, il ne dépend pas d'une « faute » de tels ou tels liquidateurs, mais de la composition sociale de tous les groupes liquidateurs intellectuels qu'ils exercent et doivent exercer une attraction sur des éléments opportunistes couvant l'idée d'un rejet de la révolution ou de l'hégémonie. On ne peut séparer de ces gens-là un légaliste que sur la base des *bonnes intentions*, car en réalité, ils sont inséparables. Les conditions objectives de l'époque actuelle sont telles que la légalisation des « socialistes-populistes » ou d'un groupe de publicistes liquidateurs est possible et fatale, mais que la légalisation du parti ouvrier n'est que phrase creuse.

Le parti illégal de la classe ouvrière existe, et l'extrême affaiblissement, la décomposition actuels de la majorité de ses organisations ne peuvent remettre en cause cette existence. Cercles et groupes ne cessent de ressusciter la clandestinité révolutionnaire. La question est de savoir quelle force organisée, quelle tradition de pensée, quel parti seront susceptibles d'influer et influeront sur les interventions publiques des députés ouvriers à la Douma, des syndicats ouvriers, des clubs ouvriers, des délégués ouvriers aux divers congrès légaux : le parti prolétarien, révolutionnaire, qu'est le P.O.S.D.R., ou un groupe oppor-

tuniste de publicistes liquidateurs. Tel est le contenu *réel* de la « lutte contre les liquidateurs », telles sont les implications objectives qui, dans ce conflit, creusent un abîme entre les adversaires. Ce ne sont pas des bonnes intentions ou des délimitations verbales entre légalistes et liquidateurs qui pourront combler cet abîme.

« Feuille de discussion » n° 3, 29 avril (12 mai) 1911.
Signé : B. V. Kouprianov

Conforme au texte de la « Feuille de discussion »

« REGRET » ET « HONTE »

Toute crise révèle le sens des événements ou des évolutions en cours, fait voler en éclats la croûte de fortuit, d'anecdotique, d'insignifiant qui les enveloppe, en découvre les ressorts cachés. Prenez par exemple, dans le domaine économique, une crise aussi fréquente et aussi peu complexe relativement que la grève. Rien ne fait aussi bien apercevoir les rapports réels entre les classes, la nature véritable de la société moderne, l'assujettissement d'une partie considérable de la population à la force contraignante de la *faim*, le recours de la minorité nantie à la violence organisée en vue de maintenir sa domination. Prenez les crises économiques et commerciales : rien n'apporte un démenti aussi flagrant à tous les discours des apologistes et des apôtres de l'« harmonie des intérêts », rien ne met autant en lumière l'ensemble du mécanisme de l'organisation capitaliste actuelle, avec l'« anarchie de la production », l'éparpillement des producteurs, la guerre que chacun livre à tous et tous à chacun. Prenez enfin une crise comme la guerre : toutes les institutions politiques et sociales sont mises à l'épreuve du fer et du feu. L'issue et les conséquences du conflit mesurent la force et la faiblesse des institutions et du régime de chaque peuple. Les rapports internationaux capitalistes manifestent alors nettement leur caractère de pillage impudent du plus faible.

Notre fameuse crise « parlementaire » a également pour signification de faire éclater les contradictions *profondes* de toute l'organisation politique et sociale de la Russie.

Malheureusement que ce soit sciemment, par manque de discernement ou sous l'emprise de la routine et de la tradition, la plupart des participants et des acteurs de la crise, loin de se donner pour but d'*expliquer* la crise, d'en dégager les causes et la portée véritables, s'ingénient à tout enrober de phrases inconsistantes. La « grande journée » du 27 avril à la III^e^ Douma, date de l'altercation avec Stolypine, fut une grande journée du verbiage « parlementaire ». Mais aussi immodérés qu'aient pu être les torrents d'éloquence répandus par Stolypine lui-même, ses amis et ses adversaires, ils ne sont pas parvenus à *noyer* le fond du débat. Et puisque les quotidiens russes ne songent qu'à détourner l'attention du lecteur en reprenant les phrases des libéraux, en s'arrêtant sur les détails et les formalités juridiques, il n'en sera que plus à propos de jeter encore une fois un coup d'œil d'ensemble sur le tableau de la crise tel qu'il s'est dessiné le 27 avril.

Le discours de Stolypine visait avant tout à prendre la défense des « droits de la Couronne » contre toute « restriction ». « Le sens de l'article 87, dit-il, est de définir les droits de la Couronne, et il ne peut être restreint sans que soit créé un regrettable précédent ». Stolypine s'insurge contre ceux qui « décrient le droit qu'avait l'autorité suprême d'appliquer l'art. 87 dans les circonstances exceptionnelles qui précédèrent la mise en congé des Chambres ». « Ce droit est imprescriptible », déclara Stolypine ; « il repose, se fonde sur les conditions de la réalité. » « Toute autre interprétation de ce droit est inadmissible, elle irait à l'encontre du sens et de l'inspiration de la loi, elle réduirait à néant le droit du monarque de gouverner par oukazes exceptionnels. »

Tout ceci est fort clair, ce ne sont pas là des phrases creuses. La question est posée cyniquement, « avec réalisme ». La Couronne face aux tentatives de restriction... En cas de querelle sur celui à qui il revient en dernière analyse d'interpréter le droit, c'est la force qui tranche le débat. Voilà qui est dit très clairement et sans réthorique.

Le verbiage et la prestidigitation, les fictions juridiques, c'est au contraire dans les reproches « ardents, enflammés, passionnés, convaincus » de Maklakov qu'on les trouve : « A mon grand regret et à ma grande honte » (compte

rendu de la *Retch* du 28 avril, p. 4), j'ai entendu l'orateur faire à plusieurs reprises mention de la Couronne. Au nom de ce qu'on appelle le « centre constitutionnel » (c'est-à-dire les cadets et les octobristes), Maklakov défend la fiction classique de la monarchie constitutionnelle. Mais le plaidoyer cadet ou cadet-octobriste n'est que du bavardage. Que viennent faire le regret et la honte, quand on est mis en présence de la force ? La bourgeoisie désireuse d'avoir une constitution regrette que la Couronne ne lui en donne pas, et elle en éprouve de la « honte ». La Couronne, elle, « a honte » qu'on puisse lui imposer une constitution, dans laquelle elle voit une « restriction », et « regrette » quelque interprétation que ce fût de quelque loi que ce fût qui vise à une telle « restriction ».

Deux partis sont en présence. Deux interprétations du droit. Il y a des regrets et de la honte des deux côtés. La seule différence, c'est que l'un des partis n'a *rien d'autre* à faire que de regretter et d'avoir honte, tandis que l'autre *ne parle* ni de sa honte, ni de son regret, mais du caractère « irrecevable » de toute restriction.

N'apparaît-il pas clairement que c'est justement aux Maklakov, à toute notre bourgeoisie cadette et octobriste de se sentir honteux d'une telle situation, de se sentir honteux de leur impuissance ? Le fondé de pouvoir du Conseil de la noblesse unifiée évoque cyniquement une crise qu'il a lui-même cyniquement provoquée ; il lance un défi, jette son épée dans le plateau de la balance. Et la bourgeoisie libérale, tel un boutiquier en transe devant un sergent de ville, recule peureusement tout en marmonnant : je regrette, j'ai honte... que vous me traitiez ainsi !

« J'ose dire, s'escrime Maklakov, que je suis plus constitutionnaliste que le président du Conseil des ministres [j'imagine ce qu'a pu rire de ces paroles Stolypine à part lui, puis une fois rentré chez lui : ce dont il s'agit, honorable ami, ce n'est pas de se proclamer constitutionnaliste, mais de savoir *qui a le pouvoir* de déterminer s'il y a une constitution et quelle est cette constitution], mais que je ne suis pas moins monarchiste que lui [Stolypine sourit d'un air encore plus satisfait : c'est cela, menacez-moi, pour m'en demander pardon ensuite ! Ah, quel foudre de guerre que ce Maklakov !]. Je considère comme une folie d'instal-

ler une monarchie là où il n'existe aucune racine pour cela, mais il n'est pas moins fou, à mes yeux, de la nier là où elle s'appuie sur des racines historiques solides »...

Après avoir menacé, puis imploré son pardon, voilà que l'orateur se met à fournir un argument *favorable* à Stolypine. O sublime parlementaire libéral ! O incomparable chef du centre « constitutionnel » (*lucus a non lucendo* * : appelé constitutionnel en raison de l'absence de constitution), du centre cadéto-octobriste !

« Le président du Conseil des ministres, tonne notre tribun de la « liberté populaire » (lisez : de l'esclavage historique de notre peuple), peut encore demeurer au pouvoir : il y sera maintenu par la peur de la révolution que fomentent ses agents (voix à droite : « Quelle honte ! » ; mouvements divers) ...et par la crainte de créer un précédent » ! !

Ivan Ivanovitch fait honte à Ivan Nikiforovitch et Ivan Nikiforovitch fait honte à Ivan Ivanovitch. Il est honteux de ne pas observer les normes habituelles du constitutionnalisme, dit Ivan Ivanovitch à Ivan Nikiforovitch. Il est honteux de brandir la menace d'une révolution dont on a peur soi-même, à laquelle on ne croit pas, que l'on n'aide pas, rétorque Ivan Nikiforovitch à Ivan Ivanovitch.

Qu'en pensez-vous, ami lecteur ? Lequel des deux a le mieux fait honte à l'autre ?

Représentant du « centre constitutionnel », Lvov Ier prend la parole après Guéguétchkori, qui a fort justement fait ressortir que la presse libérale a accolé *à tort* à la crise l'épithète de « constitutionnelle », que les cadets, « par la bouche de leurs orateurs, ont entretenu l'illusion criminelle de l'existence d'un centre constitutionnel », que, pour une constitution, il manque encore d'un mouvement suffisant (la seule maladresse de Guéguétchkori a été, à la fin, sa mention de l'anarchie : il aurait mieux valu un autre mot).

A entendre parler Lvov Ier, on aurait pu croire un moment que certains propriétaires fonciers eux-mêmes avaient pu tirer quelque profit des éclaircissements de Guéguétch-

* Jeu de mots latins intraduisible basé sur l'assonnance des mots « lucus » (boqueteau) et « lucere » (briller) — littéralement: « boqueteau » provient de « ne pas briller ». (*N.R.*)

kori. « Ce qui s'est produit, dit Lvov Ier, démontre effectivement que nous n'avons pas de constitution, que nous n'avons pas de parlementarisme ; or nous n'avons pas non plus de lois fondamentales, ni aucun régime organisé [ça, c'est un peu fort ! L'existence des seigneurs terriens ne témoigne-t-elle pas justement d'un régime seigneurial organisé ? Vous n'avez de pire ennemi que votre langue, Messieurs du « centre constitutionnel »], nous n'avons que de l'arbitraire [c'est précisément l'un des attributs fondamentaux et typiques du régime seigneurial organisé] et de la démagogie. »

Le propriétaire foncier « progressiste » qu'est Nicolas Lvov Ier entend par démagogie quelque chose de vraiment on ne peut plus déplaisant. Ecoutez plutôt :

« A cette démagogie ont recours les hommes qui détiennent le pouvoir afin d'accroître leur influence et leur puissance personnelles. A cette démagogie auront recours d'autres hommes avides de s'emparer de ce pouvoir... [brrr... quel dessein abject et immoral ! ce n'est pas nos bons bourgeois libéraux russes, oh ! non, cent fois non, qu'on pourra accuser de le couver. Il n'y a que la bourgeoisie corrompue de l'Occident pourri à tenter de s'emparer du pouvoir, avec ses théories perverses selon lesquelles seul le pouvoir de la bourgeoisie est susceptible de garantir le fonctionnement d'une constitution bourgeoise. Nous, libéraux russes, avons été éclairés par la prédication morale, idéaliste, des Strouvé, Berdiaev et Cie, et c'est pourquoi nous pensons que le pouvoir doit rester aux mains des Tolmatchev, les Maklakov se chargeant de rédiger des instructions sur le véritable usage à faire de ce pouvoir selon la constitution] ... et beaucoup plus portés à se servir de la démagogie. Redoutez cette démagogie, car tout lui sera sacrifié : et votre dignité, et vos biens, et votre honneur, et l'organisation publique de la Russie ».

Nicolas Lvov Ier le « progressiste » parle bien. Quand il mentionne « les biens », il est même assez clair : par exemple, si un propriétaire possédait hier 10 000 déciatines, et qu'il se retrouve aujourd'hui avec 50, cela veut dire que les 9 950 autres ont été « sacrifiées à la démagogie ». Ça se comprend. Ce ne sont pas des phrases creuses. On voit moins bien ce qu'il a en vue en parlant de « dignité » et d'« hon-

neur » ; notre progressiste veut-il dire qu'un propriétaire foncier ne peut être « digne » et « honorable » qu'à condition de posséder 10 000 déciatines de terres, et que la perte de 9 950 de ces déciatines le déshonorera ? Ou bien Lvov Ier veut-il dire que la dignité et l'honneur seront sacrifiés à la démagogie si on ne paye pas la terre un juste prix, disons dans les 500 roubles la déciatine ?

En ce qui concerne l'« organisation publique de la Russie », le « progressiste » Lvov Ier embrouille tout. S'il était dans le vrai en affirmant que nous n'avons ni constitution, ni parlement, ni lois fondamentales, cela veut dire que nous n'avons pas non plus d'organisation publique, or on ne peut sacrifier ce qui n'existe pas. Si Lvov Ier a dit vrai, cela signifie que notre organisation publique est sacrifiée à notre «régime (seigneurial) organisé ». Notre progressiste n'est-il pas victime d'un lapsus ? ne voulait-il pas plutôt dire que notre régime seigneurial organisé sera sacrifié à l'organisation publique de la Russie ? N'est-ce pas plutôt cette éventualité qu'il voulait traiter de démagogique ? Ne voulait-il pas précisément prévenir la majorité de la IIIe Douma contre une telle éventualité quand il a dit : « redoutez cette démagogie » ?

Ivan Ivanovitch accuse de démagogie Ivan Nikiforovitch et Ivan Nikiforovitch accuse de démagogie Ivan Ivanovitch. Vous êtes un démagogue, lance Ivan Ivanovitch à Ivan Nikiforovitch, car vous profitez de ce que vous avez le pouvoir pour étendre votre influence et votre puissance, au nom d'ailleurs des intérêts nationaux de la population. Non, c'est vous, le démagogue, rétorque Ivan Nikiforovitch à Ivan Ivanovitch, car vous proclamez à grands cris dans un endroit public qu'il n'y a en Russie que de l'arbitraire et point de constitution ni de lois fondamentales, et faites allusion avec assez d'indécence à un sacrifice de vos biens.

On ne sait en fin de compte qui est parvenu à convaincre l'autre de démagogie. Une chose est claire : quand deux voleurs se disputent, cela porte toujours quelque fruit.

« Zvezda » n° 21, 7 mai 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

LA CONFÉRENCE DES MEMBRES DU C.C. DU P.O.S.D.R.[96]

28 MAI-4 JUIN (10-17 JUIN) 1911

Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Léninе XXV

Conforme au manuscrit

1

LETTRE À LA CONFÉRENCE DES MEMBRES DU C.C. DU P.O.S.D.R. À L'ÉTRANGER [97]

Le mot d'Igorev du 1/VI/1911 fournit encore un témoignage de plus du *jeu* révoltant, de la politique d'atermoiements et de chicanes à l'égard de la convocation du C.C. que l'Organe central de notre parti dénonce depuis plusieurs mois.

Igorev ment, quand il affirme que Youdine et Kostrov [98] constituent pour l'instant un bureau provisoire, ou au moins une fraction de celui-ci. Alors que ce sont Makar et Lindov [99] (à la suite d'Innokenti) qui, durant *de longs mois*, ont *représenté* l'organisation du bureau, *recruté* des agents, *effectué* une série de tournées pour les affaires de l'organisation centrale, mis sur pied des conférences avec les agents et les candidats à la cooptation (Makar avec Katsap [100] et autres, avec Milioutine et autres), maintenu le contact avec le centre commun du parti pour le travail social-démocrate à la Douma, avec les cercles social-démocrates de la capitale lors des élections (Moscou), etc., etc.

Ni Youdine, ni Kostrov n'ont fourni *aucun* travail semblable. Ni l'un ni l'autre n'ont exercé *rigoureusement aucune*, absolument aucune, activité de ce genre.

Aucune des institutions officielles du parti à l'étranger (ni l'Organe central, ni le Bureau du C.C. à l'étranger) n'a reçu *la moindre* communication officielle d'une « cooptation » de Youdine et de Kostrov au bureau.

Depuis l'arrestation de Makar et de Lindov, pendant *plus de deux mois* ni papier, ni lettre, ni nouvelle de Youdine ou de Kostrov, personne n'a entendu parler d'un travail quelconque de l'un d'eux au bureau. Non seulement personne n'a reconnu Youdine et Kostrov pour le bureau (alors que Makar et Lindov étaient reconnus pour tel *par tout le monde* et sans discussion), mais Youdine et Kostrov n'ont même pas demandé le plus petit copeck, ils n'ont même pas fait savoir au Bureau du C.C. à l'étranger (comme l'avaient fait Makar et Lindov) qu'ils constituaient le bureau.

Nous affirmons, face à une telle situation, qu'Igorev, en se référant à une prétendue constitution du bureau par Kostrov et Youdine, *se moque* du parti, qu'il *égare* le parti. Et nous démasquerons sa supercherie.

De plus, nous considérons désormais, après l'expérience d'Innokenti, de Makar et d'autres, après les révélations d'Olguine [101], etc., que toutes les tentatives de reformer le C.C. en Russie à partir de ses membres londoniens sont purement et simplement un *service rendu à Stolypine*. Nous prévenons le parti contre ceux qui abusent de l'inexpérience des gens en envoyant des membres du C.C., dans des conditions *impossibles*, remplir une tâche *irréalisable*, en plein dans *les pattes de la police*.

Enfin, en ce qui concerne le « *plan* » d'Igorev de convocation du plénum *dans un délai d'un mois*, *non communiqué* par son auteur au Bureau du C.C. à l'étranger, mais exposé par lui dans son mot du 1/VI/1911, nous voulons attirer l'attention du parti sur une nouvelle *intrigue* des liquidateurs concernant la convocation du C.C.

Dans un mois, nous aurons la possibilité non point de la réunion du plénum du C.C., mais du « *racolage* » de membres fictifs ; voilà en quoi consiste cette intrigue des gens du *Goloss* !

Le travail central a coûté aux bolcheviks, depuis le plénum, *quatre* membres du C.C. (Mechkovski+Innokenti+Makar+Lindov), et *aucun* aux mencheviks, pour la bonne raison qu'aucun d'eux n'a rien fait ! !

Et voilà que maintenant les gens du *Goloss* ont le toupet de proposer un délai d'*un mois*, comptant ainsi rameuter des bonshommes du genre « Piotr » [102], qui, au

cours des dix-huit derniers mois (écoulés depuis le plénum), n'ont rigoureusement rien fait, *pas la moindre fois*, pour le travail, n'ont *pas une fois* fait leur apparition au bureau. Les gens du *Goloss* savent bien que *ce n'est pas en un mois* que l'on pourra « *convoquer* » les bolcheviks qui se trouvent en déportation sur jugement d'un tribunal ou par décision administrative ! !

Ils ont envoyé le C.C. en Russie « pour *qu'il aille s'y faire pendre* » !

Ils ont attendu la mise hors de combat de *tous* les bolcheviks.

Ils ont conservé tous leurs mencheviks, inactifs, donc *fictifs*.

Ils veulent fixer un délai d'un mois afin que les membres fictifs du C.C., genre Piotr, puissent être *rameutés*, et que les bolcheviks qui ont fait tout le travail *n'aient même le temps* d'être mis au courant !

Ils se trompent lourdement, s'ils pensent que ce *jeu* des liquidateurs ne sera pas démasqué devant tout le parti !

Rédigé entre le 19 et le 23 mai (1er-5 juin) 1911

2

RÉSUMÉ (PLAN) DU RAPPORT DES TROIS BOLCHEVIKS MEMBRES DU C.C. À LA CONFÉRENCE PRIVÉE DE NEUF MEMBRES DU C.C.

1. Historique des tentatives de rétablissement du C.C. en Russie.

Deux périodes :

(a) I./1910-VIII (ou IX)/1910.

Deux membres bolcheviks du C.C. arrêtés alors qu'ils tentaient de réunir le C.C. *Maintes fois* ils avaient fixé des réunions du C.C. *Pas une fois* ni Mikhaïl+Youri + Roman, ni *un seul* des mencheviks ne s'y rendirent.

(b) Fin 1910-printemps 1911.

Un nouveau bureau est créé par deux membres bolcheviks du C.C. Ils ne bénéficient dans leur *travail* (relations avec les agents, avec le groupe parlementaire, avec les social-démocrates moscovites lors des élections, etc.) du concours d'*aucun* menchevik.

Un seul menchevik (Kostrov) est venu une ou deux fois au bureau pour exercer son droit de vote !

Les deux bolcheviks sont arrêtés.

Bilan : *tous* les bolcheviks membres du C.C. arrêtés *pour* travail central et *en accomplissant* un tel travail.

Parmi les mencheviks, plusieurs (Mikhaïl+Youri+Roman) ont refusé *tout* concours, un (Piotr) n'a pas prêté en dix-huit mois le *moindre* concours, un (Kostrov) a fait en dix-huit mois deux apparitions (en 1911 !) au bureau, sans prendre aucune part au travail central. Une fois les bolcheviks arrêtés, ce menchevik n'a pas fait en deux mois et demi *la moindre* démarche ni écrit *la moindre lettre* informant qu'il rétablissait le C.C.

C'est pourquoi, à notre avis, Igorev se moque franchement du monde quand il déclare que ce menchevik+un bundiste constituent maintenant le *bureau* (alors que formellement le Bureau du C.C. à l'étranger n'en a même pas été informé et que *personne* ne l'a reconnu !).

2. Est-il possible désormais de rétablir le plénum des membres du C.C. résidant à l'étranger ?

Juridiquement: neuf sur quinze sont présents. *Formellement*, ils peuvent (a) se proclamer plénum. Incontestable formellement, une telle démarche, *vraisemblablement*, n'est possible qu'à la faveur d'une voix de majorité, soit cinq des neuf contre quatre. *En réalité*, la signification d'une telle démarche formellement inattaquable est négligeable : il ne fait aucun doute qu'*il n'est pas question* de remplir *le rôle* du C.C. dans de telles conditions.

(b) Il est également possible, d'un point de vue formel, que les neuf membres présents fassent venir de Russie les suppléants habilités. Qu'est-ce que cela donnera en fait ? Les mencheviks peuvent « rameuter » soit leurs liquidateurs (Mikhaïl+Youri+Roman, etc.) qu'aucun militant honnête ne reconnaîtra jamais pour membres du C.C. après la fameuse prise de position de Mikhaïl+Youri+Roman, soit les deux membres du C.C. présents au plénum de janvier 1910 et n'ayant fourni depuis dix-huit mois aucun travail central. Le délai nécessaire à leur venue est indéterminé.

Les bolcheviks peuvent encore amener deux de leurs suppléants en renfort des trois membres de leur fraction déjà présents. Cela exigerait des mois et des mois de travail pour établir le contact avec les déportés, organiser les évasions, assurer des moyens de subsistance aux familles, etc. On ne peut prédire combien de mois durera ce « travail ».

La signification réelle pour le parti de ce travail interminable de rassemblement de suppléants « formels », inutilisables pratiquement pour l'exécution d'un travail central en Russie, ne sera pas seulement nulle. Elle sera négative, car elle *dissimulera* aux groupes locaux du parti, derrière le *petit jeu* de la répartition des places au sommet, une triste réalité qui requiert des initiatives énergiques.

Après dix-huit mois de tentatives infructueuses de rétablir le C.C., c'est ridiculiser le parti que de continuer à

le gaver de « demains » : demain vous aurez un C.C. Nous n'y prêterons pas la main.

3. Inutile de préciser que toute tentative de réunir actuellement les suppléants en Russie afin d'y restaurer le C.C. ne peut provenir que de partisans de Stolypine. La police connaît *tous* les suppléants et elle les guette, comme l'attestent les multiples avatars d'Innokenti et de Makar. Tel est le premier et principal point. Secondement, le but réel d'une telle convocation — coopter des gens de Russie — est présentement irréalisable faute de suppléants (capturés la dernière fois en même temps que Makar), et la cooptation de mencheviks ne recueillerait pas l'unanimité prévue par les statuts, aucun bolchevik (comme Inok l'a déjà déclaré à Svertchkov) ne laissera jamais pénétrer un liquidateur (ni un partisan du *Goloss*) au C.C.

4. Dans l'état *réel* des choses actuellement au sein du parti, nous avons à la base à peu près partout des groupuscules, des cellules ouvrières absolument informes, minuscules, aux réunions épisodiques. Partout elles mènent la lutte contre les légalistes liquidateurs dans les unions, les clubs, etc. Elles ne sont pas liées entre elles. Elles ne voient des publications que par extraordinaire. Elles jouissent de prestige parmi les ouvriers. Elles regroupent les bolcheviks+les plékhanoviens, et partiellement des militants qui se rattachent au *Vpériod* pour avoir lu de ses publications ou avoir entendu de ses orateurs, mais qui ne se sont pas encore intégrés à la fraction particulière créée par le *Vpériod* à l'étranger.

Cette fraction antiparti a indubitablement une influence, bien que limitée, sur une partie des ouvriers pétersbourgeois. Il est bien prouvé qu'elle n'obéit à aucun C.C. et que, dans la mesure de ses moyens, elle fait obstacle au travail social-démocrate (elle n'a toujours pas lancé d'appel direct en vue des élections à la IV^{e} Douma et continue à flirter avec les otzovistes).

La fraction des *légalistes indépendants* (*Nacha Zaria*+*Diélo Jizni*+*Goloss Sotsial-Démokrata*) représente une force antiparti et antisocial-démocrate infiniment plus redoutable. Il est parfaitement prouvé qu'elle n'obéit à aucun C.C. et qu'elle se moque ouvertement de ses décisions. Ils *ne peuvent pas*, parce qu'ils ne veulent pas, mettre en œuvre

les résolutions du plénum (« ne pas déprécier » l'importance du parti illégal, etc.). Ils ne peuvent pas ne pas suivre une ligne *opposée*.

Pas un seul social-démocrate de bonne foi ne peut douter du fait que les « légalistes indépendants » conduisent la préparation des élections à la IV^e^ Douma et y participeront *indépendamment* du parti et *contre* le parti.

L'objectif des vrais militants est clair : ne plus balancer, ne plus remettre d'un seul jour leur prise de position *déclarée* contre les légalistes indépendants, appeler ouvertement et résolument les cercles ouvriers proparti de Russie à entamer la préparation aux élections et, *lors des élections*, mettre en garde les ouvriers contre les « légalistes indépendants », les combattre, *ne* proposer *que* des candidatures d'ouvriers conscients du danger que représente ce courant et *foncièrement* dévoués au parti.

La tâche de l'heure est claire. Elle est imposée au parti par la vie (et par les légalistes indépendants). Toute tentative de s'en écarter, tout faux-fuyant, tout atermoiement, tout retour au jeu des « promesses » et des « assurances » joué par les légalistes exposent le parti au plus grave danger.

5. Notre conclusion pratique : il convient de proposer à la réunion des neuf de lancer sans faute et de toute urgence un appel au parti pour lui exposer en toute vérité l'échec de la convocation du C.C. en Russie, pour convier les cercles locaux à créer de leur propre initiative des *commissions d'organisation* d'abord régionales, puis centrale, et à lutter résolument, franchement et sans merci contre les « légalistes indépendants ».

Il n'importe de renforcer cet appel par un vote du plénum du C.C. que dans le cas où une écrasante majorité, et pas seulement cinq des neuf présents, seraient d'accord pour s'ériger en plénum et s'engager dans la voie d'une lutte résolue contre le groupe (la fraction) des légalistes indépendants. Il va de soi qu'une telle lutte est incompatible avec la participation de ces légalistes aux institutions centrales, qu'ils n'ont jamais cessé de mettre en échec, de freiner, d'affaiblir et de « maintenir dans un état de langueur » durant dix-huit mois.

Rédigé entre le 19 et le 23 mai (1^er^ et 5 juin) 1911

3

PROJET DE RÉSOLUTION D'HABILITATION [103]

Constatant que tous les membres du C.C. résidant à l'étranger ont été convoqués et, à l'exception d'un seul, ont répondu à la convocation, la réunion se considère comme une conférence des membres du C.C. habitant à l'étranger et porte à son ordre du jour la question de la reconstitution du C.C. dans le cadre de la situation générale du parti.

Rédigé le 28 mai (10 juin) 1911

APERÇU SUR LE BILAN D'UNE SESSION DE LA DOUMA

«NOTRE ŒUVRE COMMUNE»

Lors de la « séance historique » du 27 avril à la Douma, M. Teslenko attaqua à un moment M. Stolypine dans les termes suivants :

« Le président du Conseil des ministres a dit à la Douma d'Etat : oui, Messieurs, je viendrai à votre aide dans le délai le plus bref. Vous ferez, sans doute, tant et si bien avec la loi sur les vieux-croyants qu'il faudra la repousser d'ici la mise en congé de la Douma et qu'elle sera promulguée durant ce congé. J'ai même cru percevoir dans cette phrase une vague familiarité, un ton qui semblerait vouloir dire : mais oui, ceci est notre œuvre commune. Je vous prie de m'excuser, Messieurs, mais une réplique du gouverneur dans le *Revizor* me revient en mémoire : « Ah ! Vous voulez déposer une plainte contre moi ? Eh, mais vous oubliez que nous avons fait ensemble telle et telle chose. » Et je présume, Messieurs, que, peut-être, ceux qui auparavant ont déjà escompté cette aide, ceux qui l'escomptent encore pour l'avenir, devaient, je pense, se sentir mal à l'aise, et peut-être qu'ils ont pensé — et ce serait bien qu'ils l'aient pensé : « Dieu nous préserve de tels amis et nous laisse régler tous seuls leur compte à nos ennemis. »

M. Teslenko, comme l'atteste le compte rendu sténographique, s'est valu, par cette tirade, « des applaudissements à gauche », vraisemblablement sur les bancs du groupe de la liberté du peuple. Les cadets y ont vu un trait d'ironie bien venu contre les octobristes. Mais en cette occasion comme en bien d'autres, ils ont applaudi sans réfléchir au sens profond des paroles échappées à leur orateur. Ils pensaient que ces paroles visaient seulement les octobristes,

faisaient seulement rejaillir le soupçon sur ces concurrents particulièrement abhorrés. Ils n'ont pas compris que la formule si juste de M. Teslenko, à y regarder de plus près, cinglait aussi bien les cadets que les octobristes. Il vaut la peine de s'arrêter un peu sur sa signification, qui pose l'une des questions les plus importantes de l'histoire de la Russie des cinq-six dernières années — et quelles années !

« Ceci est notre œuvre commune », très bien dit, M. Teslenko. Ou plutôt je pense qu'il faudrait dire : très bien *repris* des discours prononcés aux nombreux « meetings » « de gauche » envers lesquels MM. les cadets manifestent habituellement tant de dédain. « Ceci est notre œuvre commune », la formule dépasse largement le fameux « vermicelle » que sont les projets de loi de la III^e^ Douma. Elle embrasse *tout ce* qu'a fait depuis la fin 1905, « en commun » avec Stolypine et consorts, la bourgeoisie libérale ou libéralisante. L'orateur cadet a « cru percevoir » de la « familiarité » dans l'intervention de Stolypine : ce ton se retrouve bien réellement dans tous les discours de celui-ci, dans la politique de tous les Stolypine à l'égard de la bourgeoisie (qui fournit, d'ailleurs, avec les cadets et les octobristes, la majorité des députés à la III^e^ Douma).

Pourquoi cette familiarité, qu'une tournure un peu sérieuse des événements fait évoluer en brutalité, voire en violence ? Parce que ce n'est que pour l'amour de l'art, par goût des applaudissements [les Stolypine le savent bien], que les cadets, sans parler des octobristes, lancent des phrases du genre « Dieu nous préserve de tels amis [autrement dit, des Stolypine] et nous laisse régler tous seuls leur compte à nos ennemis » [c'est-à-dire, sans doute, à la réaction de droite et à la... comment nuancer notre expression ?... à l'« intransigeance » de la gauche].

Si ces phrases n'étaient pas que des phrases, la Russie serait depuis longtemps et pour toujours débarrassée de « tels amis ». Le piquant est que les cadets ne lancent de telles phrases que quand ils se laissent entraîner par leur rôle d'« opposants » : comment donc se réclamer de l'« opposition » du haut d'une tribune nationale sans laisser paraître au moins le plus léger soupçon de démocratisme ? C'est alors que prennent leur vol ces déclarations démocratiques qu'il est si opportun de comparer aux *actes* de ces

mêmes cadets. Le rôle historique de la bourgeoisie jouant à la démocratie (et la brandissant pour effrayer ses ennemis de droite) vient justement de ce que ce « jeu » verbal rend quelquefois au simple peuple le service d'éveiller chez lui une pensée démocratique sincère et profonde. « Quand les violons se font entendre au salon, les gens se mettent à danser à l'office. » Un proverbe latin dit : *littera scripta manent* : les écrits restent. Mais il arrive que les paroles aussi demeurent, même si elles ne sont prononcées que pour la galerie.

Il ne s'ensuit pas, évidemment, qu'on est autorisé à prendre pour de l'argent comptant les discours hypocrites des cadets, à les proclamer ou à les considérer comme démocratiques. Mais il s'ensuit que nous devons savoir utiliser toute phrase hypocrite à prétentions démocratiques des cadets, premièrement pour faire apercevoir la contradiction des paroles et des actes de celui qui les prononce, et deuxièmement pour démontrer la valeur, valeur effective, vitale, immédiate de la démocratie pour ces couches « inférieures » auxquelles parviennent les phrases à effet des orateurs du Palais de Tauride.

Si les considérations citées plus haut de M. Teslenko sont hypocrites, ce n'est pas faute de sincérité de l'orateur : celui-ci a pu se laisser entraîner par le flot de son éloquence d'opposant. L'hypocrisie vient de ce que les *paroles* du représentant du parti cadet sont en contradiction avec les *actes* de ce parti, à tous les moments importants de l'histoire contemporaine de la Russie.

Rappelez-vous les événements d'août 1905. Que faisait alors le prédécesseur de M. Stolypine ? Il essayait de mettre sur pied la Douma de Boulyguine [104], et les élections d'où elle devait sortir. Que faisaient M. Teslenko et ses amis politiques ? Ils travaillaient, dans la mesure de leurs moyens et en accord avec leur registre d'activité, à préparer le déroulement de ces mêmes élections. « Ceci est notre œuvre commune », avait le droit de dire M. Boulyguine (avec M. Stolypine) à M. Teslenko. Et si M. Teslenko a participé à « cette œuvre commune », c'est qu'il redoutait de se trouver coupé de ceux de ses « amis » dont il dit maintenant avec tant de superbe, tant d'inégalable intrépidité : « Que Dieu nous en préserve »...

Transportons-nous trois mois après la promulgation de la loi sur la Douma de Boulyguine. Que faisait alors le prédécesseur de M. Stolypine ? Il s'opposait, par exemple, au mouvement des postiers et aux innombrables ramifications de mouvements analogues. M. Teslenko ou, tout au moins, son parti, en la personne de MM. Strouvé, Karaoulov et autres, s'employait, à sa manière, à endiguer le même mouvement. « Ceci est notre œuvre commune », avait le droit de dire M. Witte (avec M. Stolypine) à M. Teslenko. Même chose le 1er mai 1906 à propos de la fête ouvrière, un peu plus tard à propos des « comités agraires locaux », systématiquement et inlassablement durant l'année 1907 à l'égard des députés ouvriers et paysans à la IIe Douma, etc., etc.

L'écrivain cadet connu M. Izgoïev a dressé correctement le bilan de cette politique invariable de son parti en écrivant dans les *Viékhi* : « Il faut avoir enfin le courage de reconnaître que l'écrasante majorité des députés à nos Doumas d'Etat, à l'exception d'une trentaine ou d'une quarantaine de cadets et d'octobristes, n'a pas manifesté les connaissances requises de quiconque aspire à gouverner et à réorganiser la Russie. »

Cet aveu n'est « courageux » que parce que M. Izgoïev, rejetant toute diplomatie et tout souci de plastronner, nous livre ici *la vérité*. Les cadets se sont de fait inspirés, « dans nos Doumas d'Etat », de « connaissances » seigneuriales, bourgeoises, libéralo-monarchistes qui ne pouvaient satisfaire « l'écrasante majorité des députés », surtout à gauche. Et de toute évidence, il est bien clair que Stolypine a lutté contre ces derniers en s'appuyant précisément sur les « connaissances » (ou plutôt sur les intérêts et les conceptions) des « trente ou quarante cadets et octobristes ». La lutte contre la maladresse, l'inexpérience et l'ignorance des députés paysans et ouvriers a été « notre œuvre commune », est en droit d'affirmer M. Stolypine à tout le parti cadet.

La principale leçon à tirer de la session de la Douma pour l'année en cours, c'est que la « familiarité » exagérée de Stolypine avec la majorité de la IIIe Douma, avec sa majorité bourgeoise, cadette-octobriste, qui plus est, est devenue insupportable à cette majorité d'une patience pourtant angélique. Le vieux pouvoir en use familièrement avec

la bourgeoisie, qui est fort bien consciente de ce qu'elle représente dans les conditions économiques nouvelles d'aujourd'hui et soupire après la liberté d'action, et même après le pouvoir. L'épisode de l'article 87 a si brutalement fait éclater cette familiarité et infligé un tel camouflet à certains des puissants de ce monde que les gens à la patience la plus éprouvée ont commencé à renâcler. Mais ces gens ne peuvent dépasser le stade du bougonnement. Ils ont pieds et poings liés. Liés parce qu'au cours des dernières années, aux moments les plus cruciaux de l'histoire russe, ils se sont détournés peureusement du large mouvement populaire, ont maintenu une attitude distante, hostile, à l'égard de la démocratie — de la démocratie authentique, vivante, agissante des masses—, l'ont attaquée sur ses arrières avec le même acharnement que Stolypine. Ainsi liés par leur conduite antérieure, octobristes et cadets subissent maintenant des tourments bien mérités ; à bien y regarder, ils n'ont *rien* à objecter quand Stolypine leur dit, avec sa familiarité dédaigneuse : je suis peut-être un ennemi de la démocratie, mais vous aussi, mes chers amis, vous avez eu peur d'elle, « ceci est notre œuvre commune ».

« Zvezda » n° 24, 28 mai 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

VÉRITÉS ANCIENNES, MAIS TOUJOURS NOUVELLES

Le lecteur connaît par les journaux les événements qui ont entraîné l'absence des délégués ouvriers au 2e Congrès des médecins de fabrique à Moscou [105]. Nous ne pouvons ici nous attarder à exposer en détail ces événements et à dégager leur signification. Retenons seulement les considérations édifiantes de l'éditorial, écrit la veille de ces événements, de la *Retch* du 14 avril, jour de l'ouverture du congrès.

« Il est regrettable, écrit l'organe du parti cadet, que cette participation (la participation des représentants des ouvriers) se heurte à des obstacles extérieurs. On connaît bien le sort qui frappe certains des orateurs les plus fougueux. Les représentants des ouvriers sont par suite désireux de parler de la difficulté, pour eux, de se concentrer sur leurs questions spécifiques, de l'impossibilité d'organiser une représentation régulière au congrès, des obstacles suscités à leurs organisations et de beaucoup d'autres sujets assez éloignés également du programme du congrès et dont la discussion détournerait des questions envisagées et risquerait d'entraîner des conséquences peu souhaitables. La lourdeur de l'atmosphère explique aussi l'intolérance que les représentants des ouvriers ont manifestée envers les orateurs « bourgeois », envers toutes les mesures du gouvernement et la possibilité de collaborer avec les représentants des autres groupes sociaux. »

Toute cette tirade constitue un exemple typique de soupirs d'impuissance, impuissance qui s'explique non point par la composition momentanée ou diverses particularités du parti libéral donné, de la question donnée, etc., mais par des causes beaucoup plus profondes : les conditions objectives dans lesquelles est placé l'ensemble de la bourgeoisie libérale dans la Russie du XX^e^ siècle. La bourgeoisie libérale soupire après un ordre de choses qui lui donnerait comme partenaires des ouvriers qui ne soient pas portés à discourir de façon trop « fougueuse », qui soient suffisamment « tolérants » à l'égard de la bourgeoisie, de l'idée de *collaboration avec la bourgeoisie*, « *de toutes* les mesures du gouvernement ». Elle soupire après un ordre de choses qui voie ces modestes ouvriers « collaborant » avec elle « se concentrer sur les questions spécifiques » de la politique sociale et accepter de ravauder l'habit éternellement en loques de la sollicitude bourgeoise à l'égard du « frère puîné ». En un mot, les libéraux russes soupireraient après une situation rappelant celle de la France ou de l'Angleterre actuellement, mais *se distinguant* de celle de la Prusse. En Angleterre et en France, la souveraineté de la bourgeoisie ne connaît pas de limites et s'exerce presque (à très peu d'exceptions près) sans intermédiaires, alors qu'en Prusse, le rôle dominant revient aux féodaux, aux junkers, au militarisme monarchiste. En Angleterre et en France, la bourgeoisie fait un usage particulièrement fréquent, libre et large de la méthode qui consiste à attirer de son côté des gens sortis du prolétariat ou ayant trahi sa cause (John Burns, Briand), en qualité de « collaborateurs », « se consacrant » calmement « à des questions spécifiques » et enseignant à la classe ouvrière la « tolérance » envers la domination du capital.

Il est absolument incontestable que le régime anglais ou français est incomparablement plus démocratique que le prussien, beaucoup plus favorable à la lutte de la classe ouvrière, représente un état de dépérissement beaucoup plus poussé des institutions héritées du Moyen Age, qui dissimulent à la classe ouvrière son principal et véritable adversaire. Il est par suite incontestablement dans l'intérêt des ouvriers russes de soutenir tous les velléités de rénovation de notre pays selon le modèle franco-anglais plutôt que

selon le modèle prussien. Mais cette conclusion indiscutable, à laquelle on s'en tient trop souvent, ne doit pas boucher tout notre horizon. C'est là seulement que commence la ou les questions discutées (avec les démocrates des diverses obédiances).

Le soutien des velléités de rénovation est nécessaire, mais pour soutenir quelqu'un de faible et de vacillant, il faut l'appuyer sur quelque chose de plus solide, il faut dissiper les illusions qui empêchent de voir la faiblesse et d'en discerner les causes. A renforcer ces illusions, à se joindre aux soupirs d'impuissance des partisans impuissants, inconséquents et instables de la démocratie, on n'aboutit, loin de soutenir les aspirations à la démocratie bourgeoise, qu'à les miner. Au milieu du XVII^e^ ou à la fin du XVIII^e^ siècle, la bourgeoisie d'Angleterre et de France ne soupirait pas devant l'« intolérance » de son frère puîné, ne pinçait pas les lèvres à la vue d'« orateurs trop fougueux » appartenant au milieu de ce même frère puîné ; c'était elle-même qui fournissait les orateurs (et pas seulement les orateurs) *les plus* fougueux, qui semaient le mépris envers la prédication de la « tolérance », envers les *soupirs* d'impuissance, envers les flottements et l'indécision. Certains de ces orateurs fougueux sont demeurés pour les siècles des flambeaux, des maîtres, malgré toute l'étroitesse historique, souvent la naïveté des conceptions qu'ils se faisaient alors des moyens de se débarrasser de tous les maux.

Comme celle de Russie, la bourgeoisie allemande constatait elle aussi en soupirant que le « frère puîné » avait des orateurs « trop fougueux », et elle a fourni à l'histoire de l'humanité le type de la bassesse, de la lâcheté, de la servilité, avec la pointe de la botte des junkers pour récompense de ces vertus. La différence entre ces deux sortes de bourgeoisie ne s'explique évidemment pas par les « particularités » des diverses « races », mais par le niveau du développement économique et politique, qui a contraint la bourgeoisie à redouter le « frère puîné », qui a contraint la bourgeoisie à balancer stérilement entre la condamnation des violences du féodalisme et celle de l'« intolérance » des ouvriers.

Vieilles vérités que tout cela. Mais elles sont éternellement neuves, et continuent à le demeurer, quand on lit

sous la plume de gens qui se prétendent marxistes, de telles lignes :

« L'insuccès du mouvement de 1905-1906 provient non pas de l'« extrémisme » de la gauche, car cet « extrémisme » lui-même, à son tour, découlait de toute une série de causes, non pas de la « trahison » de la bourgeoisie, qui a partout « trahi » en Occident au moment voulu, mais de l'absence d'un parti bourgeois bien organisé, qui eût pu assumer le gouvernement en lieu et place de la bureaucratie dépassée et qui eût été fort économiquement et assez démocratique pour bénéficier de l'appui du peuple. » Et quelques lignes plus loin : ...« la faiblesse de la démocratie bourgeoise urbaine, qui aurait dû devenir un centre politique d'attraction pour la paysannerie démocratique »... (*Nacha Zaria* n° 3, p. 62, article de M. V. Lévitski).

M. Lévitski a poussé plus à fond sa négation de l'idée d'« hégémonie » (« la démocratie bourgeoise urbaine », de préférence à quiconque, « *aurait dû devenir* un centre politique d'attraction »), ou peut-être la formule-t-il plus pleinement, plus courageusement, plus nettement que M. Potressov, qui a remanié son article pour *Obchtchestvennoïé Dvijénié* sous la pression des ultimatums de Plékhanov.

M. Lévitski raisonne tout à fait comme un libéral. Il a beau accumuler les expressions marxistes, il n'est qu'un libéral inconséquent. Il ne lui vient absolument pas à l'idée que c'est une catégorie sociale tout à fait différente de la démocratie bourgeoise urbaine qui *aurait dû devenir* « un centre d'attraction pour la paysannerie démocratique ». Il oublie que cet « aurait dû » *a été* une réalité durant d'importantes périodes historiques, en Angleterre comme en France, comme en Russie, ces périodes historiques ayant été dans ce dernier pays importantes par leur signification mais brèves dans le temps, tandis que dans les deux premiers, le courant plébéien démocratique, ultradémocratique, « trop fougueux », a fréquemment regroupé des éléments disparates des couches « inférieures ».

M. V. Lévitski oublie que ces couches « inférieures », rien que durant les brèves périodes où leur est échu dans l'histoire le rôle de « centres d'attraction pour la paysannerie démocratique », où elles ont réussi à *arracher* ce rôle à la bourgeoisie libérale, ont exercé une influence décisive

sur *le degré* de démocratie dont devait jouir le pays durant les dizaines d'années d'évolution dite calme qui suivirent. Ces couches « inférieures », lors des brèves périodes de *leur* hégémonie, ont si bien éduqué et remodelé leur bourgeoisie que celle-ci, malgré tous ses efforts pour revenir par la suite en arrière, *n'a pu* aller plus loin que, disons, la deuxième chambre en France, ou des atteintes à l'organisation démocratique des élections, etc., etc.

C'est justement cette idée, confirmée par l'expérience historique de *tous* les pays européens, et selon laquelle, à l'époque des transformations bourgeoises (ou plus exactement, des révolutions bourgeoises), les structures dont se dote la démocratie bourgeoise, la physionomie qu'elle revêt, les traditions dont elle s'emprègne, le niveau minimum de démocratie qu'elle admet, sont en fonction du passage de l'*hégémonie*, aux moments décisifs de l'histoire nationale, *non point* à la bourgeoisie, *mais* aux couches « inférieures », à la « plèbe » du XVIII^e^ siècle, au prolétariat des XIX^e^ et XX^e^ siècles, c'est justement cette idée, dis-je, qui est inaccessible à M. V. Lévitski. Cette idée de l'hégémonie constitue précisément l'une des thèses de base du marxisme dont l'abandon par les liquidateurs (ou l'indifférence qu'ils manifestent envers lesquelles) est la source la plus profonde de plusieurs contradictions fondamentales et irréductibles avec les antiliquidateurs.

Tout pays capitaliste connaît une ère de révolutions bourgeoises quand s'y établit un degré précis de démocratie, quand s'y instaure l'une ou l'autre forme de régime constitutionnel et parlementaire, l'un ou l'autre degré d'activité propre, d'indépendance, d'attachement à la liberté et d'initiative chez les couches « inférieures » en général et le prolétariat en particulier, l'une ou l'autre tradition dans toute la vie politique et sociale. Ce que seront ce degré de démocratie et cette tradition, cela dépend de qui détiendra cette hégémonie aux moments *décisifs*, la bourgeoisie ou son antipode, de qui constituera, d'elle ou de lui (à ces moments décisifs), « un centre d'attraction pour la paysannerie démocratique » et d'une façon générale pour tous les groupes et couches démocratiques intermédiaires.

M. V. Lévitski a l'art des formules brillantes qui découvrent d'un seul coup et dans toute leur netteté les bases

idéologiques des liquidateurs. Ainsi de sa fameuse formule : « *non point* l'hégémonie, *mais* un parti de classe », ce qui signifie en russe : non point le marxisme, mais le brentanisme (ou social-libéralisme). Les deux formules relevées plus haut connaîtront sans doute la même gloire : « la démocratie bourgeoise urbaine *aurait dû devenir* un centre d'attraction pour la paysannerie démocratique » et « l'insuccès provient de l'absence d'un parti bourgeois bien organisé ».

« Zvezda » n° 25, 11 juin 1911.
Signé : V. Iline

Conforme au texte du journal

RÉSOLUTION DU IIe GROUPE DE PARIS DU P.O.S.D.R. SUR LA SITUATION DANS LE PARTI [106]

PRÉAMBULE

La résolution publiée ci-dessous du IIe Groupe de Paris du P.O.S.D.R. — ce groupe comprend principalement des bolcheviks et un petit nombre de partisans du *Vpériod* et de « conciliateurs » — trace les grandes lignes de la plateforme commune à tous les bolcheviks. A un moment où s'intensifie la lutte à l'intérieur du parti, il convient particulièrement de procéder à un exposé *fondamental* des réponses apportées aux principales questions de programme, de tactique, d'organisation. Le fléau, actuellement, ce sont les gens du type Trotski, qui construit de belles phrases bien pompeuses sur le P.O.S.D.R. et qui rampe devant les liquidateurs, qui n'ont rien de commun avec le P.O.S.D.R. Ils veulent s'assurer un succès facile en prêchant l'« accord » avec tous et n'importe qui, jusqu'à M. Potressov et aux otzovistes, sans pouvoir faire autrement que de garder un complet silence sur les conditions politiques de ce curieux simulacre d'accord. En fait, ils sont des artisans de la *capitulation* devant les liquidateurs, devant ceux qui aspirent à mettre sur pied un parti ouvrier stolypinien.

Tous les bolcheviks doivent désormais se regrouper plus étroitement, renforcer leur fraction, déterminer avec plus de précision et de clarté l'attitude de leur fraction envers le parti — à la différence des fractions qui s'efforcent d'une

manière ou d'une autre de dissimuler leur vrai « visage » —, rassembler les forces dispersées et engager la lutte pour un P.O.S.D.R. débarrassé de tous les colporteurs de l'influence bourgeoise au sein du prolétariat.

N. Lénine

I

La réunion du IIe Groupe de Paris du P.O.S.D.R., après avoir débattu de la situation au sein du P.O.S.D.R. en général et des dernières manifestations de la lutte qui déchire à l'étranger les social-démocrates et ceux qui se prétendent tels,

estime nécessaire avant tout de rappeler la thèse de principe fondamentale adoptée à l'unanimité par le dernier plénum du C.C. (janvier 1910) et donnant une définition de l'action authentiquement social-démocrate. Cette thèse fondamentale proclame que « le refus du parti social-démocrate illégal, la dépréciation de son rôle et de son importance, les tentatives de mutiler les tâches de programme et les mots d'ordre tactiques de la social-démocratie révolutionnaire » sont une *manifestation d'influence bourgeoise au sein du prolétariat.* Seule la prise de conscience de la nocivité aussi bien de cette déviation que de tout courant politico-idéologique « otzoviste » ou justifiant l'otzovisme, seule une action qui vise *effectivement* à réduire ces déviations peut être qualifiée de *social-démocrate.*

La réunion constate ensuite que la rédaction à l'étranger du *Goloss Sotsial-Démokrata* et ses partisans, en dépit de la résolution unanime déjà citée du plénum, en dépit de la promesse solennelle donnée par les représentants du *Goloss* au plénum de *renoncer* aux conceptions liquidatrices et de les combattre, ont prôné pendant plus de dix-huit mois, depuis le plénum, cette même politique *bourgeoise* de liquidation, ont soutenu, justifié et défendu les organes des légalistes russes indépendants de la social-démocratie et du socialisme : *Nacha Zaria, Vozrojdénié, Diélo Jizni* et autres. Les animateurs de ces feuilles, comme l'a reconnu plus d'une fois l'Organe central au nom du parti, comme l'ont reconnu aussi les mencheviks proparti groupés autour du camarade

Plékhanov, *n'ont rien de commun avec le P.O.S.D.R.* Les animateurs de ces feuilles, non contents d'amoindrir le rôle et l'importance du parti social-démocrate illégal, le rejettent carrément, couvrent la clandestinité d'un mépris de renégats, nient le caractère révolutionnaire de l'action et les objectifs révolutionnaires du mouvement ouvrier actuel en Russie, égarent les ouvriers en répandant les idées libéralo-bourgeoises sur le caractère « constitutionnel » de la crise qui mûrit, se débarrassent (ne se contentant pas de les tronquer) de mots d'ordre aussi essentiels au marxisme révolutionnaire que la reconnaissance de l'*hégémonie* de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme et la révolution démocratique. En prônant et en édifiant un parti ouvrier légal ou « au grand jour », comme ils disent, ces gens se font les organisateurs d'un *parti « ouvrier » stolypinien* et les colporteurs de l'influence bourgeoise au sein du prolétariat, car le contenu réel de leur propagande est un contenu bourgeois, et un parti ouvrier « au grand jour » sous Stolypine ne signifie rien d'autre que le reniement au grand jour par ses promoteurs des objectifs de la lutte révolutionnaire des masses contre l'autocratie, la III[e] Douma et l'ensemble de la politique de Stolypine.

La réunion constate que le Bureau du C.C. à l'étranger, tenu d'être un organe technique de ce dernier, est tombé entièrement sous l'influence des liquidateurs *.

N'exécutant au cours d'un an et demi aucune des missions dont l'avait chargé le C.C. (celle par exemple d'unifier les groupes de l'étranger sur la base de la reconnaissance et de la mise en œuvre des décisions du plénum, ou de venir en aide aux organisations locales, ou encore de tenter d'obtenir la fermeture du *Goloss* et d'empêcher le groupe du *Vpériod* d'évoluer en fraction séparée), le Bureau à l'étranger a au contraire prêté un concours direct aux ennemis de la social-démocratie, aux liquidateurs.

La majorité du Bureau du C.C. à l'étranger s'est proprement moquée du parti en *entravant* de façon systéma-

* Le Bureau du C.C. à l'étranger est dirigé par Igorev, du groupe du *Goloss*, qu'a suffisamment démasqué et flétri le menchevik proparti Plékhanov, et par le bundiste Liber [107], qui fait publiquement de la propagande en faveur de M. Potressov et des autres promoteurs du parti ouvrier stolypinien.

que, à compter de décembre 1910, la convocation du plénum (obligatoire selon les Statuts). Il a fallu sept semaines au Bureau étranger rien que pour mettre aux voix la question du plénum lors de la première requête des bolcheviks visant à la convocation de ce plénum. A l'issue de ces sept semaines de « vote », le Bureau à l'étranger a reconnu fondée la requête des bolcheviks, mais, en pratique, il a *fait échouer* la convocation du plénum, comme il l'a fait échouer une deuxième fois à la fin de mai 1911. En fait, le rôle d'un *tel* Bureau du C.C. à l'étranger a été d'apporter, depuis l'étranger et de l'intérieur des institutions centrales du parti, une aide à des chefs des légalistes et à des promoteurs du parti ouvrier stolypinien tels que Mikhaïl, Youri et Roman, qui tiennent pour nuisible l'existence même du C.C. (nos 12 et 21-22 de l'Organe central du parti social-démocrate *). La réunion constate que le maintien de liquidateurs à des postes responsables au sein du parti revient à *duper* celui-ci, étant donné que les décisions du plénum précisent qu'on ne peut confier ces charges qu'à des mencheviks qui rempliront *consciencieusement* leur promesse de rompre avec les liquidateurs et de lutter contre eux **.

La réunion considère par suite que la rupture complète des bolcheviks avec le Bureau du C.C. à l'étranger, cette institution s'étant placée hors la loi et hors le parti, est devenue une nécessité absolue, et que la conférence des membres du C.C. (voir sa « Notification »), qui représentait l'écrasante majorité des organisations, groupes et cercles du Parti social-démocrate militant effectivement en Russie, a eu parfaitement raison de reconnaître que « le Bureau du C.C. à l'étranger s'est engagé dans la voie d'une politique de fraction opposée au parti, violant ainsi les décisions claires et précises du plénum de 1910 ».

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 167-168 et le présent tome, pp. 125-129. *(N.R.)*

** Quant aux méthodes de lutte des liquidateurs de l'étranger contre le P.O.S.D.R. qui consistent à se livrer au chantage politique et à fournir des renseignements à l'Okhrana [108], comme M. Martov, avec l'aide de la rédaction du *Goloss*, s'en fait une spécialité, la réunion accable de son mépris de telles œuvres, auxquelles il suffit de faire allusion pour provoquer le dégoût de tous les honnêtes gens.

La réunion décide de renoncer à quelques relations que ce soit avec le Bureau du C.C. à l'étranger et d'apporter son soutien aux décisions de la conférence des membres du C.C., qui a dégagé une série de mesures minimua indispensables pour faire échec à l'action paralysante des liquidateurs, pour réunir une conférence du parti et contribuer à la remise sur pied, grâce aux efforts des militants de base, des organisations et des cellules illégales du parti. La réunion convie tous les camarades de la base à entreprendre *sans délai* (conformément à la décision de la Conférence) la préparation d'une conférence du parti et l'élection de délégués, en établissant dans ce but des contacts réguliers avec la Commission d'organisation [109], l'Organe central et la *Rabotchaïa Gazéta*.

II

La réunion attire l'attention des ouvriers social-démocrates sans distinction de fraction, sur le fait que les chefs du groupe du *Vpériod* à l'étranger et le rédacteur de la *Pravda* Trotski suivent une politique de soutien des liquidateurs et d'union avec eux contre le parti et ses décisions. Cette politique néfaste aux intérêts du prolétariat doit être d'autant plus énergiquement combattue qu'elle contredit l'activité de ces groupes social-démocrates illégaux *de Russie* qui, tout en étant liés à la *Pravda* ou au *Vpériod*, n'en adoptent pas moins une attitude loyale envers les décisions du parti et prennent partout vigoureusement la défense, contre les liquidateurs, du P.O.S.D.R. illégal et de son programme révolutionnaire.

La réunion met tout particulièrement en garde les ouvriers social-démocrates contre le travail de *désinformation* auquel se livrent systématiquement les gens du *Goloss* en présentant tous les militants du mouvement légal comme des adversaires du vieux parti et des partisans du nouveau parti « au grand jour » de Potressov. Ainsi, dans le dernier tract publié par le *Goloss* en date du 25/VI (et contenant une information sur la « conférence » des militants du mouvement légal), la rédaction du *Goloss a tu* le fait que la conférence *avait rejeté* la proposition faite par des liquidateurs de boycotter un journal légal pour son orientation antili-

quidatrice [110]. La rédaction du *Goloss* a de même *dissimulé* que la même conférence a *repoussé* des résolutions ouvertement légalistes et d'inspiration nettement renégate qui émanaient de partisans du *Goloss*. Un bundiste participant à la conférence fut même obligé d'y reconnaître le caractère antiparti des propositions des potressoviens. Plusieurs militants du mouvement légal se sont *déjà* engagés dans la voie d'une lutte résolue contre le parti « ouvrier » stolypinien. L'effort commun de tous ceux qui sont vraiment dévoués au parti aboutira, à n'en pas douter, à faire croître leur nombre.

III

A une époque où les social-démocrates sont plus que jamais aux prises avec les colporteurs de l'influence bourgeoise au sein du prolétariat, les éléments dénués de principes s'efforcent toujours d'escamoter les questions fondamentales de principe, derrière le sensationnel de bas étage et les petits scandales dont les partisans du *Goloss* à l'étranger sont si empressés à régaler les auditoires liquidateurs friands de nourritures spirituelles frelatées.

Plus que jamais, à une telle époque, le devoir des marxistes révolutionnaires est de rappeler à tous les *vieilles vérités oubliées* par les liquidateurs et qui constituent le fondement de notre travail social-démocrate.

La réunion rappelle donc à tous les membres du P.O.S.D.R. *le programme* de notre parti, programme qui a donné, à une époque où l'opportunisme international se renforce et en vient à une lutte résolue contre la social-démocratie révolutionnaire, une définition précise, claire et solide du *but final* révolutionnaire du socialisme, réalisable seulement au moyen de la dictature du prolétariat, et des buts révolutionnaires immédiats de la social-démocratie russe, à savoir le renversement du tsarisme et la conquête d'une république démocratique. *Tous* les discours de nos légalistes et partisans du *Goloss* attestent qu'*en réalité*, non seulement ils ne partagent pas, non seulement ils n'appliquent pas notre programme, mais qu'encore ils plaident carrément la cause du *réformisme*, comme le reconnaissent

également les mencheviks proparti (cf. *Cahiers du Social-Démocrate* [111] de Plékhanov et le n° 3 de la *Feuille de discussion*), et qu'ils se détournent incontestablement des buts révolutionnaires immédiats du P.O.S.D.R.

La réunion rappelle à tous les adhérents que pour appartenir *effectivement* au parti, il ne suffit pas de se *donner le nom* d'adhérent, qu'il ne suffit pas de faire de la propagande « *dans l'esprit* » du programme du P.O.S.D.R., mais qu'il faut encore mener *tout* le travail pratique en accord avec les décisions *tactiques* du parti. A notre époque de contre-révolution, de reniement, d'abandon, de découragement universels — et parmi les intellectuels bourgeois en particulier —, seules les décisions tactiques du parti donnent une appréciation de la période en cours, une appréciation de la ligne pratique à suivre du point de vue des principes du marxisme révolutionnaire. *La seule* définition conforme à l'esprit du parti des tâches de la social-démocratie à l'époque actuelle, dont dispose le vrai P.O.S.D.R. — et non celui dont les gens du *Goloss* invoquent le nom pour camoufler leurs menées liquidatrices —, ce sont les *résolutions tactiques de décembre 1908*.

Les liquidateurs, et partiellement, les partisans du *Vpériod*, ne rompent le silence dont ils entourent ces résolutions que pour leur décocher un coup de patte en passant ou vociférer *contre* elles, tout ceci parce qu'ils perçoivent bien dans ces résolutions une *orientation* de travail qui exclut radicalement les flottements opportunistes aussi bien que semi-anarchistes, qui lève bien haut le drapeau de la révolution en dépit de tous les courants contre-révolutionnaires, qui *présente* le moment actuel, avec ses particularités économiques et politiques, comme un nouveau stade du développement bourgeois de la Russie, aboutissant logiquement à une révolution qui accomplira les anciennes tâches. L'appartenance au parti se mesure à l'application *effective* de sa ligne tactique. Or la tactique du parti, la tactique du P.O.S.D.R., est celle, et celle-là seule, qui est exposée dans les résolutions de décembre 1908 et qui unit la fidélité au drapeau révolutionnaire à la prise en considération des nouvelles conditions de notre époque. Les résolutions de décembre 1908, qui condamnèrent les liquidateurs et exigèrent impérieusement que soit reconnu le travail de la social-dé-

mocratie à la Douma, ainsi que l'utilisation des possibilités légales, ont trouvé leur conclusion directe et logique, leur continuation naturelle et leur achèvement dans les résolutions du *plénum de janvier 1910*, qui sont dirigées contre *les colporteurs de l'influence bourgeoise au sein du prolétariat*. A notre époque de désarroi et de décomposition, il n'est pas rare de rencontrer des gens qui invoquent le grand principe de l'unité de l'armée du prolétariat pour justifier des tentatives invertébrées et mesquinement diplomatiques d'« unification » ou de « rapprochement » avec *les colporteurs de l'influence bourgeoise au sein du prolétariat*. La réunion condamne et repousse de la façon la plus catégorique toutes les tentatives de ce genre, de qui qu'elles n'émanent, et déclare que la grande œuvre du regroupement et de la consolidation de l'armée en lutte du prolétariat révolutionnaire ne peut être accomplie que si l'on se démarque totalement de ceux qui soumettent le prolétariat à l'influence de la bourgeoisie et si on les combat implacablement.

L'appartenance au parti se mesure à l'aide effective apportée à *la mise sur pied* d'une organisation conforme aux principes social-démocrates. Le parti, le P.O.S.D.R., n'a pas d'autre définition *répondant à son esprit*, du caractère et des objectifs du travail d'organisation, que celle que contiennent la résolution de décembre 1908 sur la question d'organisation, celle du plénum de janvier 1910 consacrée à la même question et la lettre du C.C. publiée aussitôt après le plénum. *Seul* est travail *de parti* le concours total apporté à la reconstitution et au renforcement de l'organisation *illégale*, qui seule peut et doit s'entourer d'un réseau d'organisations légales, *utiliser* toutes les organisations légales possibles, *orienter* selon l'esprit de nos principes révolutionnaires toute l'activité de telles organisations. Ceux qui ne déploient pas pratiquement d'activité de ce genre, ceux qui participent à la campagne contre-révolutionnaire en général et libérale en particulier déclenchée contre la « clandestinité », contre le travail illégal, ceux-là *dupent* les ouvriers quand ils se disent appartenir au P.O.S.D.R.

Ce sera bientôt la période des élections à la IVe Douma. Plus s'aggrave la crise au sommet dans les milieux du

parti à l'étranger, et plus se fait sentir la nécessité d'initiatives des militants de base, plus ces derniers doivent *insister* pour que le travail électoral soit conduit selon un esprit *effectivement* de parti par chaque groupe, chaque cellule, chaque cercle d'ouvriers. Celui qui jusqu'à présent considère l'« otzovisme » comme « un courant légitime au sein de notre parti », invoque en vain le nom du P.O.S.D.R. *Il est impossible* de préparer les élections à la IV^e^ Douma dans un esprit de parti sans prendre résolument ses distances à l'égard de tels gens. Quiconque envisage la participation aux élections grâce aux seules forces et aux seuls fonds des « organisations légales », aux seules forces et aux seuls fonds du « parti ouvrier au grand jour », quiconque ne tient effectivement aucun compte, ne procède à aucune mise en œuvre des décisions du P.O.S.D.R. sur l'organisation illégale et sur la tactique telle qu'elle est exposée dans les résolutions du parti, invoque en vain le nom du P.O.S.D.R. Quiconque prépare les élections en fonction non point des décisions du P.O.S.D.R., mais des articles de *Nacha Zaria*, du *Goloss Sotsial-Démokrata*, du *Diélo Jizni*, celui-là agit pour le compte du parti « ouvrier » stolypinien, et non du parti social-démocrate révolutionnaire du prolétariat.

Aux prochaines élections à la IV^e^ Douma, notre parti poursuit avant tout le but de contribuer à l'éducation socialiste des masses, de servir les intérêts de l'agitation de masse en faveur de la réalisation de la révolution démocratique par le prolétariat et la démocratie bourgeoise révolutionnaire (avant tout : la paysannerie révolutionnaire).

Le succès de cette propagande et de cette agitation requiert du parti qu'il organise de façon *indépendante* la participation des social-démocrates aux élections et qu'il présente ses candidats non seulement dans la curie ouvrière, mais dans toute sorte de circonscriptions urbaines et rurales.

Le parti doit mener toute sa campagne électorale sur deux fronts, c'est-à-dire *à la fois* contre le gouvernement et les partis qui le soutiennent ouvertement, *et* contre le parti cadet du libéralisme contre-révolutionnaire.

Seuls peuvent être candidats du parti des hommes entièrement dévoués à la politique du P.O.S.D.R., fidèles à

son programme et à ses résolutions tactiques, et en lutte contre le nouveau parti « ouvrier » stolypinien.

En ce qui concerne les accords électoraux, on doit s'en tenir aux principes généraux élaborés par le congrès de Londres et par la conférence du parti de juillet 1907 [112].

Les élections à la IVe Douma doivent être assurées par les groupes d'ouvriers proparti, en pleine conformité avec la lettre et l'esprit des décisions du parti.

Rédigé le 18 juin (1er juillet) 1911 au plus tard.
Publié en juillet 1911 sous forme de tract

Conforme au texte du tract, collationné avec celui du « Bulletin d'information »

PRÉFACE À LA BROCHURE *DEUX PARTIS*

La brochure de Kaménev regroupe systématiquement tous les matériaux qui se rapportent à la lutte menée contre les liquidateurs durant l'époque contre-révolutionnaire par le bolchevisme et, à sa suite, tout le P.O.S.D.R. Comme il est normal, Kaménev consacre la plus grande place à la détermination des divergences de principe entre social-démocrates et liquidateurs, le *Prolétari* [113] et l'Organe central du parti *Social-Démocrate* ayant donné la priorité à cette question en 1908-1911.

Kaménev a parfaitement prouvé que le groupe des liquidateurs est *en réalité* un parti à part, et non le P.O.S.D.R. Ses arguments résument l'expérience accumulée plus particulièrement au cours des années 1909-1911 et qui a confirmé la justesse de la résolution de décembre 1908. Cette résolution, qu'avaient proposée et fait adopter les bolcheviks au nom du P.O.S.D.R. déclarait déjà que les liquidateurs *visent à « remplacer »* le P.O.S.D.R. par un groupement légal « informe ». Ce groupement légal informe MM. Potressov, Larine, Lévitski et consorts (avec à sa remorque M. Martov et les partisans du *Goloss* à l'étranger) a désormais fait ses preuves. C'est une réunion de publicistes n'ayant rien de commun avec le P.O.S.D.R. et faisant une politique non social-démocrate, mais ouvrière libérale. Ce sont là militants d'un parti « ouvrier » *stolypinien*.

Les passages parfois les plus brutaux, les plus « inattendus » du marxisme au libéralisme sont une des particu-

larités distinctives de la Russie de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle. Qu'il s'agisse des « économistes » et de leur credo, de M. Strouvé et de ses épigones ou de MM. les liquidateurs, ce sont-là des degrés différents d'une même échelle, les étapes d'une même évolution, les manifestations d'une même tendance. Le parti ouvrier avait commencé à se constituer en Russie peu avant la révolution de 1905 ; ce parti se réorganise — et en partie repart à zéro, sur une base plus solide — en période de contre-révolution. L'intelligentsia bourgeoise, attirée à la révolution par la conscience de ce que la Russie n'est pas encore passée par le stade des transformations démocratiques, a adhéré au prolétariat groupe après groupe, et c'est de la même façon, groupe après groupe, qu'elle le quitte, une fois que l'expérience l'a convaincue que le marxisme révolutionnaire est hors de sa portée, que sa vraie place est *en dehors* du parti social-démocrate. Tel est le cas de nos liquidateurs, dont certains parlent déjà tout à fait clairement et franchement de la constitution par eux d'un *nouveau* parti.

Si leur commun caractère de courant non social-démocrate, bourgeois, rapproche l'otzovisme et la liquidation, ces derniers ne s'en distinguent pas moins fondamentalement par le destin politique qu'ils ont connu. L'otzovisme, désamorcé à temps par le bolchevisme, n'a pas donné naissance à des tentatives de former un parti à part ; il n'est plus désormais qu'une minuscule chapelle de l'étranger, dont toute l'activité se réduit à renforcer les intrigues et la lutte des liquidateurs contre le P.O.S.D.R. Au contraire, les liquidateurs ont leur centre (avant tout au sens politique, secondairement au plan de l'organisation) en Russie ; ils ont fondé un parti *distinct*, quoique (pour le moment) diffus. C'est là la raison pour laquelle Kaménev a dû consacrer tant de place aux liquidateurs et n'aborder l'otzovisme qu'en passant.

Parmi les partisans du P.O.S.D.R., il y a peu de gens capables de plaider sincèrement la cause de la liquidation *.

---

* On comprend qu'il est ridicule de parler de la sincérité des partisans du *Golos* à l'étranger. Ce sont des spécialistes du chantage et de la calomnie tels que les orchestrent MM. Martov et C^ie^. La dé-

Mais il ne manque malheureusement pas de gens sincèrement hostiles à la liquidation et *ne comprenant* pas néanmoins les conditions de la lutte à mener contre elle. Bien sûr, disent-ils, les liquidateurs représentent un courant bourgeois au sein de la social-démocratie, mais pourquoi ne pas les combattre à l'intérieur d'un même parti, comme les Allemands font avec le bernsteinisme ? Pourquoi donc ne pas tenter un « accord » avec les liquidateurs ?

Nos « conciliateurs » n'arrivent pas à comprendre une chose très importante et très simple : que les liquidateurs ne sont pas seulement des opportunistes (comme Bernstein et ses pairs), mais qu'ils s'attachent en outre à mettre sur pied un parti *distinct*, qu'ils prennent pour mot d'ordre la *non-existence* du P.O.S.D.R., qu'ils ne tiennent *aucun* compte des décisions de ce dernier. Là est toute la différence avec l'« Europe », que ne peuvent évoquer à ce propos que des gens qui n'ont pas suffisamment réfléchi à la question ou qui sont mal informés des conditions russes. Si, en Europe, un opportuniste avait fait contre son propre parti, contre ses décisions, ne fût-ce que le dixième de ce qu'ont fait et continuent à faire MM. les Potressov, Igorev, Béra, Martov, Dan et C^ie^, on ne l'eût pas toléré un mois au sein du parti. En Europe, les partis sont officiels, et on voit tout de suite si quelqu'un relève ou non de son organisation, accepte ou non ses décisions.

Notre parti est illégal. Il est impossible de « voir », impossible (sans se faire l'auxiliaire de l'Okhrana) de dire ouvertement si X, Y ou Z appartiennent à l'organisation. Mais c'est un fait que MM. Potressov et C^ie^, ainsi que les gens du *Goloss*, *n'*appartiennent *pas* à l'organisation et *se*

---

cision de Kautsky, Mehring et Zetkin de remettre les fonds en contestation *non* au Bureau du C.C. à l'étranger, *mais* à la Commission technique [114] (cf. le tract de la Commission d'organisation du 1er août 1911) équivaut à une reconnaissance totale du bon droit du camarade Alexandrov et de tous les bolcheviks (*parfaitement* solidaires de lui) et à une condamnation complète des basses calomnies de MM. Martov, Dan, Martynov et Axelrod. Nous attirons également l'attention des lecteurs sur la lettre du camarade Victor [115], publiée dans le *Supplément* et qui montre à quels moyens odieux M. Martov et ses complices ne craignent pas de recourir dans leur lutte contre leurs adversaires politiques.

moquent royalement de toutes ses décisions. Comment peut-on « se mettre d'accord » avec un Potressov qui a prouvé que *pour lui* le parti *n'existait pas* ou avec un Martov et un Dan qui ont fait de même ? *Sur quoi* peut-on tomber d'accord avec des liquidateurs, si ce n'est qu'il faut anéantir le P.O.S.D.R.?

Que les « conciliateurs » essayent donc d'indiquer les *conditions* d'un accord avec les liquidateurs, les *moyens* de contrôler la réalisation de ces conditions, les *faits* qui prouvent cette réalisation. Il n'est possible de *rien* prouver de tout cela. Et c'est pourquoi il ne fait aucun doute que tous les beaux discours sur l'« accord » ne sont que paroles creuses et vaines. Ces discours favorisent juste les intrigues des cercles d'émigrés (comme ceux du *Vpériod*, du *Goloss*, des trotskistes) qui ont pleinement prouvé qu'ils se moquaient royalement des décisions du parti, qu'ils ne restreignaient *en rien* leur « liberté » de soutenir les liquidateurs.

En Russie, par contre, les cercles illégaux d'ouvriers, dans leur dur et patient travail d'édification d'un P.O.S.D.R révolutionnaire, se sont démarqués et se démarquent chaque jour davantage des liquidateurs. La tâche des partisans du Parti ouvrier social-démocrate est d'apporter leur aide à ces groupes, de mettre en œuvre les décisions du P.O.S.D.R., de se refuser à jouer le jeu de l'accord avec les guignols de l'étranger (les partisans du *Goloss*, qui constituent le plus important de ces groupes, n'en sont pas moins des guignols). Etre membre du parti signifie lutter pour le parti. Disserter sur un « accord » avec des liquidateurs occupés à édifier un parti non social-démocrate est un crime contre le devoir d'adhérent.

N. Lénine

2 août 1911

P.-S. Il faut ajouter que l'analyse donnée dans le *Supplément* des « accusations » portées contre le Centre bolchevique représente notre opinion collective et a été effectuée sur la base des matériaux et des documents à la disposition

du Centre bolchevique, ainsi qu'à partir des renseignements fournis par les camarades du Centre bolchevique qui ont eu à connaître personnellement de telle ou telle affaire de ce dernier.

N. Lénine

Rédigé le 20 juillet (2 août) 1911.
Publié en août 1911 dans la brochure « Deux partis ». Paris, Editions de la rédaction de la « Rabotchaïa Gazéta »

Conforme au texte de la brochure

LE RÉFORMISME DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE

L'énorme progression du capitalisme au cours des dernières décennies et la montée rapide du mouvement ouvrier dans tous les pays civilisés ont amené la bourgeoisie à modifier considérablement son attitude vis-à-vis du prolétariat. Au lieu de combattre ouvertement, franchement, au plan des principes, toutes les thèses fondamentales du socialisme au nom de l'absolue inviolabilité de la propriété privée et de la liberté de concurrence, la bourgeoisie d'Europe et d'Amérique se met de plus en plus souvent à défendre, par l'intermédiaire de ses idéologues et de ses hommes politiques, de prétendues réformes sociales destinées à faire obstacle à l'idée de révolution sociale. La formule de la bourgeoisie « d'avant-garde » contemporaine, de la bourgeoisie cultivée, ce n'est pas d'opposer au socialisme le libéralisme, mais d'opposer le réformisme à la révolution socialiste. Plus le capitalisme d'un pays donné sera développé, plus pure y sera la domination de la bourgeoisie, plus large la liberté politique, et plus vaste sera le champ d'application du « dernier-né » des mots d'ordre bourgeois : les réformes *contre* la révolution, le rafistolage d'un régime condamné afin d'affaiblir et de diviser la classe ouvrière, de maintenir le pouvoir de la bourgeoisie *contre* le renversement révolutionnaire de ce pouvoir.

Si l'on considère le progrès du socialisme à l'échelle mondiale, on ne peut manquer de voir dans ce changement d'attitude un grand pas en avant. Le socialisme a commencé

par lutter pour son existence, il se trouvait affronté à une bourgeoisie confiante en sa force qui défendait hardiment et résolument dans le libéralisme un système cohérent de conceptions économiques et politiques. Le socialisme a grandi, il a déjà conquis dans l'ensemble du monde civilisé le droit à l'existence, il lutte maintenant *pour le pouvoir*, et la bourgeoisie en décomposition, voyant inévitablement venir sa mort, bande toutes ses forces pour la retarder, pour conserver le pouvoir même dans de nouvelles conditions, en faisant pour cela des concessions tronquées et hypocrites.

Ces modifications intervenues dans toute la conjoncture économique et politique de tous les pays civilisés du monde ont un résultat absolument inévitable : la lutte entre le réformisme et la social-démocratie révolutionnaire s'accentue à *l'intérieur* du mouvement ouvrier. La montée du mouvement ouvrier ne peut manquer d'attirer dans ses rangs un certain nombre d'éléments petits-bourgeois, prisonniers de l'idéologie bourgeoise, qui s'en dégagent difficilement et y retombent sans cesse. On ne peut pas se représenter la révolution sociale du prolétariat sans cette lutte, sans qu'une démarcation claire et fondée doctrinalement apparaisse entre la « Montagne » et la « Gironde » [116] socialistes *avant* cette révolution, sans qu'il y ait rupture complète entre les éléments opportunistes, petits-bourgeois, et les éléments prolétariens, révolutionnaires de la nouvelle force historique *pendant* cette révolution.

En Russie, la situation n'est pas différente pour le fond, mais elle est compliquée, obscurcie, troublée par le fait que nous retardons sur l'Europe (et même sur la partie avancée de l'Asie) et que nous en sommes encore à l'époque des révolutions bourgeoises. Le réformisme russe s'en trouve prendre un caractère particulièrement obstiné, il apparaît pour ainsi dire comme une maladie beaucoup plus pernicieuse, et il nuit bien davantage à la cause du prolétariat et de la révolution. Chez nous le réformisme a une double source. D'abord la Russie est un pays beaucoup plus petit-bourgeois que les pays d'Europe occidentale. Aussi voyons-nous apparaître particulièrement souvent des gens, des groupes, des tendances, qui ont envers le socialisme cette attitude contradictoire, molle, hésitante (l'« ardent amour » alternant avec la basse trahison) propre à toute petite bourgeoi-

sie. Et deuxièmement, chez nous les masses petites-bourgeoises se démoralisent et se renient bien plus facilement et bien plus vite à chaque échec de *l'une* des phases de notre révolution bourgeoise, elles sont bien plus promptes à se détourner de la révolution démocratique intégrale qui débarrassera la Russie de tous les vestiges du moyenâge et du servage.

Nous ne nous attarderons pas en détail sur le premier point, nous nous contenterons d'indiquer qu'il se trouverait difficilement un autre pays au monde où l'on « tourne » aussi facilement de la sympathie pour le socialisme à la sympathie pour le libéralisme contre-révolutionnaire, comme c'est le cas de nos messieurs Strouvé, Izgoïev, Karaoulov et tutti quanti. Et ils ne sont ni des exceptions ni des cas isolés, mais les représentants de tendances largement répandues! Ces grandes âmes, qui sont nombreuses hors des rangs de la social-démocratie, mais dont on trouve également un bon nombre à l'intérieur de celle-ci, et qui aiment prêcher contre les polémiques « outrancières » et contre la « manie de se délimiter », etc., démontrent qu'elles n'ont rien compris aux conditions historiques qui engendrent en Russie cette « manie » « outrancière » pour les sauts du socialisme au libéralisme.

Passons à la seconde source du réformisme en Russie.

Notre révolution bourgeoise n'est pas terminée. L'autocratie *tente* de trouver une solution nouvelle aux problèmes légués par la révolution et auxquels la confronte tout le cours objectif de l'évolution économique, *mais elle ne peut pas les résoudre*. Ni un nouveau pas dans la voie de la transformation du vieux tsarisme pour en faire une monarchie bourgeoise replâtrée, ni l'organisation de la noblesse et des couches supérieures de la bourgeoisie à l'échelle nationale (III[e] Douma), ni la politique agraire bourgeoise appliquée par les *zemskié natchalniki* [117], aucune de ces mesures « extrêmes », aucun de ces « derniers » efforts du tsarisme dans le *dernier* domaine qui lui reste, celui de l'adaptation au développement bourgeois, ne suffisent. Peine perdue ! Ce n'est pas seulement les Japonais qu'une Russie *ainsi* « replâtrée » ne peut rattraper, mais peut-être même commence-t-elle à prendre du retard par rapport à la Chine. Les problèmes démocratiques bourgeois n'ayant pas été résolus,

la crise révolutionnaire reste inévitable. Elle mûrit de nouveau, nous allons de nouveau à sa rencontre en suivant une voie inédite, *différente* d'auparavant, nous n'y allons plus au même rythme, ni sous les mêmes formes uniquement, mais il ne fait aucun doute que nous y allons.

Cette situation dicte au prolétariat des tâches tout à fait précises et rigoureusement déterminées. Etant la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout dans la société moderne, il doit diriger, il doit s'assurer l'hégémonie dans la lutte de tout le peuple pour un bouleversement démocratique complet, dans la lutte de *tous* les travailleurs et exploités contre les oppresseurs et les exploiteurs. Le prolétariat n'est révolutionnaire que dans la mesure où il a conscience de cette idée d'hégémonie et qu'il la traduit dans les faits. Le prolétaire qui a pris conscience de cet impératif est un esclave qui se dresse contre l'esclavage. Celui qui n'en a pas pris conscience ou qui rejette cette idée est un esclave qui ne comprend pas sa situation d'esclave. Dans le meilleur des cas il est un esclave qui lutte pour l'amélioration de sa condition d'esclave, *mais non* pour le renversement de l'esclavage.

On comprend donc que la fameuse formule lancée par l'un des jeunes chefs de notre réformisme, M. Lévitski, de *Nacha Zaria*, selon qui la social-démocratie russe doit être « *non* une hégémonie *mais* un parti de classe », soit la formule du réformisme le plus conséquent. Mieux, c'est une formule de reniement avéré. Dire « *non* l'hégémonie *mais* un parti de classe », c'est se ranger aux côtés de la bourgeoisie, du libéral qui dit à l'esclave de notre époque, l'ouvrier salarié : lutte pour améliorer ta condition d'esclave, mais considère comme une funeste utopie l'idée de renverser l'esclavage ! Comparez la fameuse formule de Bernstein : « le mouvement est tout, le but final n'est rien » à celle de Lévitski et vous constaterez que ce sont deux variantes de la même idée. Dans les deux cas, il s'agit de n'admettre *que* des réformes, de rejeter la révolution. La formule de Bernstein est plus vaste, car elle vise la révolution socialiste (=le but final de la social-démocratie en tant que parti de la société bourgeoise). Celle de Lévitski est plus étroite, car, reniant la révolution en général, elle vise plus particulièrement à renier ce que les libéraux ont le plus pris en haine

dans les années 1905-1907 : le fait que le prolétariat leur a *arraché* la direction des masses populaires (notamment de la paysannerie) dans la lutte pour révolution démocratique totale.

Prêcher aux ouvriers qu'il leur faut « *non* l'hégémonie *mais* un parti de classe », c'est trahir la cause du prolétariat au profit des libéraux, c'est prôner la substitution d'une politique ouvrière *libérale* à la politique ouvrière *social-démocrate*.

Mais le rejet de l'idée d'hégémonie n'est que la forme la plus grossière du réformisme dans la social-démocratie russe, aussi tous les liquidateurs ne peuvent se résoudre à dévoiler leur pensée avec autant de précision. Certains (comme M. Martov) essaient même, au mépris de la vérité, de nier le lien qu'il y a entre le refus de l'hégémonie et la liquidation.

Il est des tentatives plus « subtiles » pour tenter de « donner un fondement » aux conceptions réformistes, ainsi ce raisonnement : la révolution bourgeoise en Russie est achevée ; après 1905, il ne saurait y avoir de nouvelle révolution bourgeoise, de nouvelle lutte nationale pour des changements démocratiques ; ce qui attend la Russie *n'est donc pas* une crise révolutionnaire, mais une crise « constitutionnelle », et il ne reste plus à la classe ouvrière qu'à s'occuper de défendre ses droits et ses intérêts dans le cadre de cette « crise constitutionnelle ». Ainsi raisonne le liquidateur Larine dans *Diélo Jizni* (et auparavant dans *Vozrojdénié*).

« Nous ne sommes plus à la veille d'octobre 1905 », écrivait M. Larine. « Si l'on dissolvait la Douma, on la rétablirait encore plus vite que ne l'a fait l'Autriche d'après la révolution, qui n'a aboli la constitution en 1851 que pour la rétablir en 1860, neuf années plus tard, sans aucune révolution » [notez bien ceci !] « tout simplement parce que c'était conforme aux intérêts de la partie la plus influente des classes dominantes, qui a réorganisé son économie selon le type capitaliste ». « Au stade que nous traversons, un mouvement révolutionnaire d'ampleur nationale comme celui qui s'est produit en 1905 est impossible. »

Tous ces raisonnements de M. Larine ne sont que le développement des paroles de M. Dan à la conférence du P.O.S.D.R. de décembre 1908. A l'encontre de la résolution qui disait que « les faits *essentiels* de la vie économique et

politique qui ont provoqué la révolution de 1905 *continuent de jouer* », qu'une nouvelle crise, *révolutionnaire* et non « constitutionnelle » est en train de mûrir, le rédacteur en chef du *Goloss* des liquidateurs s'écriait : « ils [le P.O.S.D.R.] s'entêtent à revenir là où ils ont déjà été battus une fois. »

Le plus grand crime du P.O.S.D.R., la *faute* du prolétariat révolutionnaire, de l'avis des réformistes, c'est de « s'entêter à revenir » à la révolution, de travailler sans relâche, dans une situation qui s'est modifiée, à prôner la révolution, à préparer les forces de la classe ouvrière à la révolution. Il ne faut pas s'entêter « à revenir là où l'on a déjà été battu », telle est la sagesse des renégats et de ceux qui perdent courage après chaque défaite.

Mais, dans des pays plus vieux, plus « expérimentés », que la Russie, le prolétariat révolutionnaire a su deux fois, trois fois, quatre fois, « revenir là où il avait déjà été battu », il a su (en France par exemple) déclencher *quatre* révolutions entre 1789 et 1871, retourner chaque fois au combat après les défaites les plus dures et conquérir une république dans laquelle il se trouve affronté à son *dernier* ennemi : la bourgeoisie d'avant-garde ; il a su conquérir la république, seule forme d'Etat qui corresponde aux conditions de la lutte finale pour la victoire du socialisme.

Telle est la différence entre les socialistes et les libéraux, c'est-à-dire les partisans de la bourgeoisie. Les socialistes disent que la révolution est inévitable et que le prolétariat doit utiliser *toutes* les contradictions de la vie sociale, les moindres faiblesses de ses ennemis ou des couches intermédiaires pour préparer une nouvelle lutte révolutionnaire, pour déclencher une nouvelle révolution à une plus grande échelle, avec une population plus formée. La bourgeoisie et les libéraux disent que les révolutions sont inutiles et nuisibles aux ouvriers qui ne doivent pas « s'entêter à revenir » à la révolution, mais travailler modestement à des réformes, en enfants bien sages.

C'est pour cela qu'en vue de *détourner* les ouvriers russes *du* socialisme, les réformistes, prisonniers des idées bourgeoises, se réfèrent *constamment* à l'exemple *précis* de l'Autriche (et aussi de la Prusse) des années 60. Pourquoi affectionnent-ils ces exemples ? Larine a lâché le morceau : parce que dans ces pays, après l'« échec » de la révolution de

1848, la transformation bourgeoise du pays s'est effectuée « *sans aucune révolution* ».

Voilà le fin mot de l'affaire ! Voilà de quoi réjouir le cœur. Donc la transformation bourgeoise est possible sans révolution ! ! S'il en est ainsi, pourquoi nous autres Russes nous tourmenterions-nous l'esprit avec cette idée de révolution ? Pourquoi ne permettrions-nous pas nous aussi à nos propriétaires fonciers et à nos fabricants de réaliser « sans aucune révolution » la transformation bourgeoise de la Russie ! ?

C'est à cause de sa faiblesse que le prolétariat de Prusse et d'Autriche n'a pu empêcher les agrariens et la bourgeoisie d'effectuer la transformation, *au mépris* des intérêts des ouvriers, sous la forme *la moins favorable* à ceux-ci, en conservant la monarchie, les privilèges de la noblesse, l'inégalité en droits à la campagne et une foule d'autres survivances du moyenâge.

Après qu'en 1905 notre prolétariat a fait preuve d'une force qu'on n'avait encore jamais rencontrée dans aucune révolution bourgeoise occidentale, les réformistes russes vont chercher des exemples, vieux de quarante ou cinquante ans, qui témoignent de la faiblesse de la classe ouvrière dans d'autres pays, pour justifier *leur* reniement, pour « donner un fondement » à *leur* propagande de renégats !

Cette référence à l'Autriche et à la Prusse des années 60 qu'affectionnent nos réformistes démontre à la perfection, en théorie, l'inconsistance de leurs raisonnements et, en pratique, leur passage politique aux côtés de la bourgeoisie.

En effet, si l'Autriche a rétabli la Constitution abolie après la défaite de la révolution de 1848, si une « ère de crise » s'est installée en Prusse dans les années 60, qu'est-ce que cela démontre ? D'abord que la transformation bourgeoise dans ces pays n'était pas terminée. Dire qu'en Russie le pouvoir s'est *déjà* transformé en pouvoir bourgeois (comme l'affirme Larine), dire que maintenant chez nous, on ne peut plus parler de caractère féodal du pouvoir (voir le même Larine) et en même temps se référer à l'Autriche et à la Prusse, c'est se réfuter soi-même ! En général, il serait ridicule de nier que la transformation bourgeoise de la Russie n'est pas terminée : même la politique des partis bourgeois cons-

titutionnel-démocrate et octobriste le montre clair comme le jour et Larine se trahit lui-même (comme nous le verrons plus loin). Il ne fait pas de doute que la monarchie tend toujours plus à s'adapter à l'évolution bourgeoise, comme nous l'avons déjà indiqué et comme l'a admis la résolution du parti (décembre 1908), mais il fait encore moins de doute que *même* cette adaptation, *même* la réaction bourgeoise, pas plus que la III[e] Douma et la loi agraire du 9.XI.1906 (14.VI.1910) *ne* résolvent les problèmes de la transformation bourgeoise de la Russie.

Poursuivons. Pourquoi les « crises » des années 60 en Autriche et en Prusse *ont-elles été* des crises « constitutionnelles » et non révolutionnaires ? Parce qu'une série de circonstances particulières sont venues alléger la difficile position de la monarchie (« révolution par en haut » en Allemagne et unification « par le fer et par le sang »), parce que le prolétariat de ces pays était encore extrêmement faible et peu évolué et que la bourgeoisie libérale faisait preuve de la même lâcheté et se livrait aux mêmes trahisons que les cadets russes.

Afin d'illustrer l'appréciation que portent sur cette situation ceux-là mêmes, parmi les social-démocrates allemands qui l'ont vécue, citons quelques extraits de Bebel, qui a publié l'an dernier la première partie de ses *Mémoires*. Comme on l'a appris plus tard, Bismarck racontait qu'en 1862, année de la crise « constitutionnelle », le roi était extrêmement abattu et se plaignait à lui de l'échafaud qui les menaçait tous les deux. Bismarck fit honte au pleutre et le persuada de ne pas avoir peur de la lutte.

« Ces événements montrent, écrit à ce propos Bebel, jusqu'où eussent pu aller les libéraux s'ils avaient su profiter de la situation. Mais ils avaient déjà peur des ouvriers qui étaient derrière eux. Le mot de Bismarck : « Si l'on me pousse à bout, je soulèverai l'Achéron » [c'est-à-dire, je pousserai les couches inférieures, les masses, à un mouvement populaire] provoqua chez les libéraux une panique sans bornes. »

Un demi-siècle après la crise « constitutionnelle » qui acheva « sans aucune révolution » la transformation de son pays en monarchie de la bourgeoisie et des junkers, le chef des social-démocrates allemands fait ressortir le caractère

révolutionnaire de la situation à cette époque, dont les libéraux ne profitèrent pas par peur des ouvriers. Les chefs des réformistes russes disent aux ouvriers russes : si la bourgeoisie allemande a été assez lâche pour avoir peur d'un roi affolé, pourquoi n'essaierions-nous pas *nous aussi* de reprendre cette admirable tactique de la bourgeoisie allemande ? Bebel met sur le compte de la bourgeoisie et de ses terreurs, la terreur de l'exploiteur face au mouvement populaire, de n'avoir pas « profité » de la crise « constitutionnelle » dans l'intérêt de la révolution. Larine et C^ie^ accusent les ouvriers russes de vouloir s'assurer l'hégémonie (c'est-à-dire de vouloir entraîner les masses à la révolution malgré les libéraux) et leur conseillent de s'organiser « *non pas* pour la révolution » *mais* « pour la défense de leurs intérêts dans le cadre du prochain renouveau constitutionnel de la Russie ». Les liquidateurs présentent aux ouvriers russes les conceptions pourries du libéralisme allemand, pourri comme des conceptions « social-démocrates » ! Comment ne pas qualifier de tels social-démocrates de stolypiniens ?

Dans son appréciation de la crise « constitutionnelle » des années 60 en Prusse, Bebel ne se contente pas d'indiquer que la bourgeoisie a craint de combattre la monarchie par peur des ouvriers. Il indique aussi ce que se passait alors dans le monde ouvrier. « Il devenait de plus en plus clair pour les ouvriers que la situation politique était intenable, dit-il, et cela se répercutait naturellement sur leur état d'esprit. Tous exigeaient des changements. Mais comme n'y avait pas d'éléments dirigeants pleinement conscients, distinguant clairement le but à atteindre, en qui on eût confiance, comme il n'y avait pas d'organisation solide, capable de coordonner les forces, cet état d'esprit s'en alla en fumée (*verpuffte*). Jamais mouvement aussi admirable dans son essence (*in Kern vortreffliche*) ne se termina sur aussi peu de résultats. Il y avait foule à toutes les assemblées, et celui qui tenait les propos les plus incisifs devenait le héros du jour. Cet état d'esprit était particulièrement vif dans la société d'auto-éducation ouvrière de Leipzig. Le 8 mai 1866 à Leipzig, une assemblée de 5 000 personnes adopta à l'unanimité une résolution de Liebknecht et de Bebel qui exigeait la convocation d'un parlement élu au

suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret, soutenu par le peuple en armes et exprimait « l'espoir que le peuple allemand ne choisira comme députés que des hommes refusant tout pouvoir central héréditaire ». La résolution de Liebknecht et de Bebel était donc de caractère nettement républicain et révolutionnaire.

Ainsi, en pleine crise « constitutionnelle », *le chef des social-démocrates allemands* fait adopter des résolutions de caractère républicain et révolutionnaire par des assemblées de masse. Un demi-siècle plus tard, quand il se remémore sa jeunesse et raconte aux jeunes générations les événements d'autrefois, il souligne surtout son regret qu'il n'y ait pas eu suffisamment d'éléments dirigeants conscients et comprenant les objectifs révolutionnaires (*c'est-à-dire qu'il n'y ait pas eu un parti social-démocrate révolutionnaire comprenant qu'il devait s'assurer l'hégémonie*), qu'il n'y ait pas eu une organisation solide, que l'esprit révolutionnaire soit « parti en fumée ». Et les chefs des réformistes russes, avec une profondeur d'esprit d'idiots de village, se réfèrent à l'Autriche et à la Prusse des années 60 pour démontrer que l'on peut « faire l'économie d'une révolution » ! Et ces âmes viles de philistins qui se sont abandonnés à la griserie contre-révolutionnaire, qui sont tombées sous la coupe des idées du libéralisme, osent encore déshonorer le nom du P.O.S.D.R. !

Bien entendu, parmi les réformistes qui ont rompu avec le socialisme, il en est qui remplacent l'opportunisme avoué de Larine par une diplomatie enveloppante qui élude les questions de principe les plus importantes du mouvement ouvrier. Ces gens jettent la confusion sur le fond du problème, ils font dévier et s'enliser les discussions d'idées, comme par exemple M. Martov, qui tente d'affirmer dans la presse légale (celle que Stolypine protège de l'intervention directe des membres du P.O.S.D.R.) que Larine et les « bolcheviks orthodoxes dans les résolutions de 1908 » donnent un « schéma » *identique*. C'est là une déformation pure et simple de la vérité, bien digne de cet auteur de basses œuvres. C'est ce même Martov qui, dans une prétendue polémique avec Larine, déclarait par voie de presse que « bien entendu, il ne soupçonnait pas Larine de tendances réformistes ». Martov *ne soupçonne pas* de réformisme La-

rine, qui expose des conceptions *purement* réformistes ! C'est bien là une astuce type des diplomates du réformisme * ! Ce même Martov que certains innocents prennent pour un révolutionnaire « plus à gauche », plus sûr que Larine, résumait ainsi ses « divergences » avec Larine :

« Je résume. Pour assurer le fondement théorique et la justification politique de la conduite actuelle des mencheviks demeurés fidèles au marxisme, il est parfaitement suffisant de constater que le régime actuel est un assemblage contradictoire de l'absolutisme et du constitutionnalisme, et que la classe ouvrière russe est mûre pour saisir le régime, à l'imitation des ouvriers des pays avancés d'Occident, par le talon d'Achille de ces contradictions. »

Martov a beau ruser, sa première tentative de résumé a fait s'effondrer d'elles-mêmes toutes ses astuces. Les termes que nous citons sont l'abjuration pure et simple du socialisme, auquel est substitué le libéralisme. Martov déclare « parfaitement suffisant » ce qui est suffisant *seulement* pour les libéraux, *seulement* pour la bourgeoisie. Le prolétaire qui trouve « parfaitement suffisant » de reconnaître le caractère contradictoire de la conjonction de l'absolutisme avec le constitutionnalisme, se place au point de vue de la politique *ouvrière libérale*. Il *n'est pas* un socialiste, il *n'a pas compris* la tâche de sa *classe*, qui est de soulever contre l'absolutisme sous toutes ses formes, les masses du peuple, des travailleurs, des exploités, pour qu'ils interviennent *de façon indépendante* dans le destin historique du pays, en dépit des flottements et de l'opposition de la bourgeoisie. Et l'action historique indépendante des masses dégagées de l'hégémonie de la bourgeoisie transforme la crise « constitutionnelle » en *révolution*. La bourgeoisie (surtout depuis 1905) craint la révolution et la hait, le prolétariat éduque chez les masses populaires le dévouement à l'idée de révolution, il en montre les impératifs, il prépare les masses à des batailles révolutionnaires sans cesse nouvelles. La révolution viendra-t-elle, quand, dans quelles circonstances, cela ne dépend pas de la volonté d'une

* Cf. les remarques justes sur le réformisme de Larine et les subterfuges de Martov, de Dnevnitsky, menchevik proparti dans le n° 3 de la *Feuille de discussion* (Supplément à l'Organe central de notre Parti).

classe ou d'une autre, mais le travail révolutionnaire parmi les masses n'est jamais vain. Ce travail est la seule activité qui prépare les masses à la victoire du socialisme. MM. Larine et Martov oublient ces vérités simples et élémentaires du socialisme.

Le premier, exprimant les opinions du groupe liquidateur russe qui a complètement rompu avec le P.O.S.D.R., ne se gêne pas pour étaler jusqu'au bout son réformisme. Voici ce qu'il déclare dans *Diélo Jizni* (1911, n° 2) et qui mérite d'être retenu par tous ceux à qui sont chers les principes de la social-démocratie :

« L'attentisme, les vagues espoirs d'une réédition de la révolution, faute de laquelle « il sera toujours bien temps de voir », provoquent désarroi et irrésolution, les gens ne savent plus ce qu'ils doivent escompter du lendemain, quels objectifs ils doivent se fixer. La tâche de l'heure n'est pas de rester au port à guetter un vent favorable mais d'amener les plus larges cercles à s'inspirer de l'idée que, au cours de la nouvelle période historique que vient d'aborder la vie russe, la classe ouvrière doit s'organiser non point « pour la révolution », ni « dans l'attente de la révolution », mais tout bonnement... [remarquez le « *tout bonnement...* »] pour la défense ferme et méthodique de ses intérêts propres dans tous les domaines ; pour faire servir cette activité variée et complexe au rassemblement et à l'instruction de ses forces, pour éduquer et accumuler ainsi la conscience socialiste en général ; pour parvenir à s'orienter — et à se défendre — dans les rapports complexes des classes sociales de Russie à un moment où se dessine, en particulier, le renouveau constitutionnel qui doit suivre l'usure économique inévitable de la réaction féodale. »

C'est là le type même du réformiste achevé, déclaré, content de lui. Faire la guerre à l'idée de révolution, à l'« espoir » de révolution (ces « espoirs » semblent *confus* au réformiste parce qu'il ne comprend pas la profondeur des contradictions économiques et politiques actuelles), faire la guerre à toute activité visant à organiser les forces et à préparer les esprits pour la révolution, faire la guerre dans la presse légale, défendue par Stolypine contre l'intervention directe des social-démocrates révolutionnaires, faire la guerre au nom des légalistes qui ont coupé les ponts avec le P.O.S.D.R., c'est cela le programme et la tactique du parti ouvrier stolypinien qu'ont entrepris de fonder MM. Potressov, Lévitski, Larine et consorts. La citation que nous avons reproduite est l'image exacte du programme réel, de la tactique réelle de ces gens, à la différence de leurs hypo-

crites assurances de commande, selon lesquelles ils sont « *eux aussi* des social-démocrates », eux « aussi » appartiennent à l'« intransigeante Internationale ». Ces assurances sont là pour la galerie. Leur œuvre, leur vraie nature sociale, c'est ce programme, qui substitue entièrement au socialisme une politique ouvrière libérale.

Jetez un coup d'œil sur les ridicules contradictions dans lesquelles se débattent les réformistes. Si la révolution en Russie était terminée (comme dit Larine) ce serait donc maintenant le tour de la révolution socialiste. Cela va de soi, c'est clair pour quiconque n'a pas rejoint les socialistes dans le but de tromper les ouvriers sous le couvert d'une étiquette puisée. *Alors*, c'est *précisément* « pour la révolution » (socialiste) que nous devons nous organiser, c'est précisément « dans l'attente » de celle-ci, c'est précisément « dans l'espoir » (non un espoir confus, mais fondé sur les données précises et de plus en plus abondantes de la science, un « espoir »-*certitude*) de la révolution *socialiste*.

Mais le fond de l'affaire, c'est que pour le réformiste dire que la révolution bourgeoise est terminée (ainsi le bavardage de Martov sur le talon d'Achille, etc.) n'est qu'une manière de couvrir de mots son *refus de toute révolution*. Il rejette la révolution démocratique bourgeoise sous le prétexte qu'elle est terminée (ou sous celui qu'il est « parfaitement suffisant » de reconnaître la contradiction entre l'absolutisme et le constitutionnalisme) et il rejette la révolution socialiste sous le prétexte que « pour le moment », nous avons « tout bonnement » à nous organiser pour participer au « renouveau constitutionnel de la Russie qui s'annonce » !

Mais, honorable cadet paré d'un plumage socialiste, si vous reconnaissez comme inévitable le « renouveau constitutionnel de la Russie » qui « se dessine », vous vous réfutez vous-même : vous reconnaissez par là même que notre révolution bourgeoise démocratique *n'est pas terminée*. Vous montrez le bout de l'oreille de votre nature bourgeoise quand vous dites que « la réaction féodale » va inévitablement « *s'user* » et quand vous dénigrez l'idée prolétarienne de *liquidation* non pas de la seule *réaction* féodale, mais de *toutes* les survivances du féodalisme par un mouvement révolutionnaire *populaire*.

En dépit des prêches libéraux de nos héros du parti ouvrier stolypinien, le prolétariat russe imprégnera sans trêve *tout* le travail pénible, difficile, quotidien, humble, invisible, auquel l'a réduit l'époque de la contre-révolution, de l'esprit de dévouement à la révolution démocratique et à la révolution socialiste, il s'organisera et rassemblera ses forces pour la révolution, il s'opposera sans pitié aux traîtres et aux renégats, il se guidera non pas sur un « espoir confus », mais sur la certitude scientifiquement fondée qu'une nouvelle révolution doit venir.

« Social-Démocrate » n° 23,
14 (1er) septembre 1911

Conforme au texte du journal

EN PROVENANCE DU PARTI «OUVRIER» STOLYPINIEN

(DÉDIÉ À NOS « CONCILIATEURS » ET NOS « APAISEURS »)

La correspondance du camarade K. [118] mérite la plus grande attention de la part de tous ceux auxquels notre parti est cher. Il est difficile de se représenter la politique des gens du *Goloss* (et leur diplomatie) mieux démasquées, et les conceptions et les espoirs de nos « apaiseurs et conciliateurs » mieux réfutés.

Le cas que décrit le camarade K. est-il une exception ? Non, c'est un exemple *typique* des hommes du parti ouvrier stolypinien, car nous savons pertinemment qu'un *bon nombre* de ceux qui écrivent dans *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*, etc., développent systématiquement, *depuis plus d'un an*, ces idées liquidatrices-là. Les militants du parti ouvrier n'ont pas toujours l'occasion d'entendre ces liquidateurs, il est très rare que le parti ait des informations aussi précises sur leurs honteuses activités, et nous devons en être reconnaissants au camarade K., mais ce *groupe* de légalistes indépendants mène *toujours et partout* sa propagande dans le même esprit. C'est un fait dont il est impossible de douter lorsqu'on a sous les yeux des revues du genre *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*. Faire le silence sur ce fait ne profite qu'aux défenseurs les plus lâches et les plus vils des liquidateurs.

Confrontez maintenant à ce fait les méthodes adoptées par des gens comme Trotski, qui invoquent à grands cris l'« accord » et clament leur haine pour le courant liquidateur. Nous connaissons trop bien ces méthodes ; il s'agit de

crier bien haut qu'on n'est « ni bolchevik ni menchevik, mais social-démocrate révolutionnaire », de jurer ses grands dieux qu'on est l'ennemi du courant liquidateur et qu'on est d'un bloc pour le P.O.S.D.R. illégal, et *d'insulter de toutes ses forces ceux qui arrachent le masque à MM. les liquidateurs Potressov et compagnie*, de prétendre que les antiliquidateurs « font une montagne » de la question, de *ne pas prononcer un mot* contre des liquidateurs précis comme MM. Potressov, Martov, Lévitski, Dan, Larine, etc.

Le sens véritable de ces méthodes est évident. On se sert de *phrases* pour couvrir d'*authentiques* liquidateurs et on fait tout pour *gêner* le travail des antiliquidateurs. Le *Rabotchéié Diélo* [119] bien connu dans l'histoire du P.O.S.D.R. pour son absence de principes, pratiquait une politique exactement semblable : il jurait à qui voulait l'entendre : nous ne sommes nullement des « économistes », nous sommes tout à fait partisans de la lutte politique, alors qu'en fait il *couvrait* la *Rabotchaïa Mysl* [120] et les « économistes », dirigeant tout son effort contre ceux qui les démasquaient et les combattaient.

Il est clair que Trotski et ses pareils, les « trotskistes et conciliateurs », sont plus nuisibles que n'importe quel liquidateur, car les liquidateurs déclarés exposent ouvertement leurs conceptions, et il est facile aux ouvriers d'en voir le caractère erroné, tandis que MM. Trotski et consorts *trompent* les ouvriers, *couvrent* le mal et rendent impossible de le démasquer et d'y remédier. Quiconque soutient le groupuscule de Trotski, soutient une politique de mensonge et de duperie des ouvriers, une politique de protection du courant liquidateur. Au fond, la politique du trotskisme, c'est d'assurer à MM. Potressov et Cie une réelle liberté d'action en Russie, et de couvrir à l'étranger leur besogne par des phrases « révolutionnaires ».

Il est clair par conséquent que tout « accord » avec les gens du *Goloss* qui éluderait le problème du centre liquidateur en Russie, c'est-à-dire des gens de *Nacha Zaria* et de *Diélo Jizni*, ne serait pas autre chose que la poursuite de cette duperie des ouvriers, de cette protection du mal. Depuis le plénum de janvier 1910, les gens du *Goloss* ont suffisamment démontré qu'ils sont capables de « signer » toutes les résolutions, sans pour autant qu'aucune ne « restreigne

la liberté » de leur action liquidatrice. A l'étranger, signer des déclarations proclamant que toute dépréciation de l'importance du parti illégal est une manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat, et en Russie, aider MM. Potressov, Larine, Lévitski, qui non seulement ne participent pas au travail illégal, mais le raillent, et détruisent le parti illégal.

A l'heure actuelle, Trotski et des bundistes du genre de M. Liber (liquidateur extrémiste, qui a défendu publiquement Potressov lors d'exposés et veut maintenant faire oublier son geste en fomentant des intrigues et des chamailleries), des Lettons comme Schwartz [121], etc., fabriquent précisément un « accord » de ce genre avec les gens du *Goloss*. Que personne ne s'y trompe, ils se mettront d'accord pour couvrir les liquidateurs.

P.-S. Ces lignes étaient déjà sous presse quand les journaux ont annoncé l'« accord » intervenu entre les gens du *Goloss*, Trotski, le bundiste et le liquidateur letton. Ce que nous disions s'est entièrement confirmé : c'est un accord destiné à *couvrir* les liquidateurs en Russie, un accord entre valets de Potressov et C^ie^.

« Social-Démocrate » n° 23, 14 (1^e^) septembre 1911

Conforme au texte du journal

NOTE DE LA RÉDACTION DU *SOCIAL-DÉMOCRATE* AU SUJET DE LA DÉCLARATION DE LA COMMISSION DE CONVOCATION DU PLÉNUM DU C.C. DU P.O.S.D.R. [122]

Il y a déjà longtemps, en décembre 1910, la rédaction du *Social-Démocrate* avait prévenu le parti que les gens du « *Goloss* » *tentaient de faire échouer* le plénum *. Maintenant le fait est là : ils ont commencé par saboter le plénum russe, puis ils en ont fait autant pour le plénum étranger.

Ce sont MM. Mikhaïl, Youri et Roman qui ont empêché la réunion du plénum russe. Leur « talentueux démenti » n'a fait que confirmer le fait qu'ils avaient été convoqués à la séance du Comité central, ne serait-ce qu'en vue d'une cooptation, et ils avaient été convoqués non pas par les méchants bolcheviks « fractionnistes », « léninistes », mais par les *conciliateurs*. Or ces messieurs n'en ont pas moins refusé. Et leur refus a fait échouer le Comité central en Russie, car *tous* les membres du Comité central bolcheviks de ce plénum qui étaient allés en Russie (et *tous* ceux qui s'occupent de choses pratiques y étaient allés) se sont trouvés « mis hors circuit » avant d'avoir eu le temps de convoquer tout le monde, après que ce trio eut refusé.

Malgré toutes les phrases que pourront maintenant prononcer les gens du *Goloss*, tous les serments et assurances

* Voir le présent tome, pp. 17-32. (*N.R.*)

qu'ils pourront nous prodiguer, toutes les tentatives qu'ils pourront entreprendre pour jeter la confusion et étouffer la question sous les injures, les intrigues, le chantage, un fait reste un fait. La « trinité » des *principaux* chefs légalistes : Mikhaïl+Youri+Roman, proches collègues de Potressov et autres héros du parti ouvrier stolypinien, ont *fait échouer* le Comité central en Russie.

Et maintenant, ils ont fait échouer le Comité central à l'étranger. Les bolcheviks demandaient qu'il soit convoqué en décembre 1910. Le Bureau du Comité central à l'étranger, aux mains des liquidateurs, a *refusé* en se référant au Bureau russe du Comité central (ce qui était spécieux, car un plénum à l'étranger *n'excluait pas* un plénum russe).

Une seconde fois, après les arrestations, les bolcheviks demandèrent la convocation du plénum à l'étranger pour *avril-mai 1911*. Second *refus du Bureau du Comité central à l'étranger*, sous le prétexte que la moitié du « Bureau russe » était *sauve*.

Quatre ou cinq mois se sont écoulés : le caractère mensonger des allégations du Bureau du Comité central à l'étranger est *entièrement démontré* : pas une lettre de la « moitié » du « bureau », pas un acte, pas une manifestation de vie en un *tiers d'année* ! ! Les Lieber, Igoriev et Schwartz ont trompé le parti. Se référant à un bureau *qui n'existe pas* en Russie, ils ont *refusé* de convoquer le Comité central à l'étranger. L'assemblée de juin des membres du Comité central a montré que *neuf* membres du Comité central *étaient* à l'étranger.

Quiconque est capable de réfléchir sans se laisser assourdir par les cris, les injures, les intrigues, le chantage, ne peut manquer de s'apercevoir que les gens du *Goloss* ont définitivement fait échouer le Comité central.

Les gens du *Goloss* ont tout fait pour détruire le parti. Le parti fera tout pour détruire les gens du *Goloss*.

« Social-Démocrate » n° 23, 14 (1er) septembre 1911

Conforme au texte du journal

STOLYPINE ET LA RÉVOLUTION

Le pendeur en chef Stolypine a été abattu à un moment où toute une série d'indices laissent présager que la première période de l'histoire de la contre-révolution russe touche à sa fin. C'est pourquoi l'événement du 1er septembre, qui est de très peu d'importance en lui-même, fait ressurgir une question capitale : celle du contenu et de l'importance de notre contre-révolution. Au milieu du chœur des réactionnaires qui chantent servilement Stolypine ou qui se plongent dans l'histoire des intrigues de la bande de Cent-Noirs qui commande la Russie, au milieu du chœur des libéraux qui branlent la tête devant ce coup de feu « cruel et insensé » (bien entendu c'est parmi les libéraux qu'il convient de ranger les ex-social-démocrates de *Diélo Jizni*, qui ont employé l'expression éculée citée entre guillemets) se font entendre des voix qui expriment un contenu de principe réellement sérieux. Certains tentent de regarder la « période stolypinienne » de l'histoire russe comme un tout.

Stolypine a été à la tête du gouvernement contre-révolutionnaire pendant près de cinq ans, de 1906 à 1911. C'est une période réellement originale et riche en événements instructifs. On peut la caractériser extérieurement comme période de préparation et de réalisation du coup d'Etat du 3 juin 1907. C'est très exactement en été 1906, quand Stolypine a fait son apparition, en qualité de ministre de l'Intérieur, devant la Ire Douma, qu'a commencé la préparation de ce coup d'Etat, qui a maintenant porté tous ses fruits dans

tous les domaines de notre vie sociale. La question se pose de savoir quelles forces sociales épaulaient les auteurs de ce coup d'État, ou lesquelles les dirigeaient. Quel était le contenu économique et social de la période du 3 juin ? La « carrière » personnelle de Stolypine fournit une matière instructive et d'intéressantes illustrations sur cette question.

Propriétaire foncier et maréchal de la noblesse [123] il devient gouverneur en 1902, sous Plehve, « se distingue » aux yeux du tsar et de sa camarilla Cent-Noirs par la férocité avec laquelle il traite les paysans, les tortures qu'il leur fait infliger (dans la province de Saratov) ; en 1905, il organise des bandes de Cent-Noirs et des pogromes (pogrome de Balachov) ; en 1906, il devient ministre de l'Intérieur, puis Président du Conseil des ministres à partir de la dissolution de la Ire Douma d'Etat. Telle est, dans ses grandes lignes, la biographie politique de Stolypine. Et cette biographie du chef du gouvernement contre-révolutionnaire est en même temps celle de la classe qui a fait la contre-révolution, et dont Stolypine n'était que le fondé de pouvoir ou le commis. Cette classe, c'est la noblesse russe, avec à sa tête le premier des nobles et gros propriétaire foncier Nicolas Romanov. Cette classe, c'est celle des trente mille propriétaires féodaux qui détiennent 70 millions de déciatines de terre en Russie d'Europe, c'est-à-dire autant qu'en possèdent dix millions de foyers paysans. Les latifundias que possède cette classe sont la base de cette exploitation féodale qui règne sous différentes formes et appellations (prestations de travail, servitude, etc.) dans le centre russe traditionnel de la Russie. Le « manque de terre » du paysan russe (pour reprendre une expression chère aux libéraux et aux populistes) n'est pas autre chose que la contrepartie de *l'abondance de terre* de cette classe. La question agraire, qui était au centre de notre révolution de 1905, se réduisait à savoir si la propriété foncière subsisterait, et si, dans ce cas, pendant des années et des années, la paysannerie, qui représente la grande masse de la population, resterait *inévitablement* misérable, démunie, affamée, hébétée et écrasée, ou si la masse de la population saurait conquérir des conditions de vie quelque peu humaines, quelque peu semblables aux conditions libres de vie qui sont celles de l'Europe, ce qui était *irréalisable* sans l'anéantissement révolu-

tionnaire de la propriété foncière et de la monarchie seigneuriale, à laquelle elle est indissolublement liée.

La biographie politique de Stolypine reflète et exprime exactement les conditions de vie de la monarchie tsariste. Stolypine ne pouvait pas agir autrement qu'il l'a fait dans les conditions où se trouvait la monarchie lors de la révolution. La monarchie *ne pouvait pas* agir autrement à un moment où il apparaissait de manière tout à fait nette, et où l'expérience montrait, *avant* la Douma, en 1905, et *pendant* la Douma en 1906, que l'énorme, l'écrasante masse de la population avait déjà pris conscience du fait que ses intérêts étaient incompatibles avec le maintien de la classe des propriétaires fonciers, et tendait à faire disparaître cette classe. Rien n'est plus superficiel et plus faux que les affirmations des écrivains cadets, selon lesquels les attaques contre la monarchie étaient dans notre pays une manifestation de révolutionnarisme « intellectuel ». Au contraire, les conditions objectives étaient telles que la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers posait irrévocablement la question de la vie ou de la mort de la monarchie agrarienne russe. Le tsarisme *était amené* à une lutte où son existence même était en jeu, il *était amené* à rechercher d'autres moyens de défense que sa bureaucratie complètement épuisée et son armée atteinte par la défaite militaire et la désagrégation interne. La seule issue qui restait à la monarchie tsariste dans cette situation, était d'organiser les éléments Cent-Noirs de la population et de déclencher des pogromes. L'indignation vertueuse avec laquelle nos libéraux parlent des pogromes ne peut manquer de donner à tout révolutionnaire l'impression d'une lâcheté on ne peut plus pitoyable, surtout lorsque nos libéraux, tout en portant cette condamnation vertueuse contre les pogromes, n'en admettent pas moins fort bien l'idée d'engager des pourparlers et de passer des accords avec leurs auteurs. La monarchie devait forcément se défendre contre la révolution, et la monarchie semi-asiatique, féodale, *russe*, des Romanov, ne pouvait se défendre que par les moyens les plus grossiers, les plus répugnants, les plus cruels et les plus vils : la seule méthode de lutte contre les pogromes qui soit digne d'un socialiste et d'un démocrate, la seule qui soit raisonnable, ce n'est pas de prononcer des condamnations vertueuses,

mais d'apporter une contribution entière et dévouée à la révolution, d'organiser la révolution capable de *renverser* une telle monarchie.

Le pogromiste Stolypine s'est préparé à la charge ministérielle de la seule façon dont les gouverneurs tsaristes pouvaient le faire : en sévissant contre les paysans, en organisant des pogromes et en sachant couvrir cette « pratique » asiatique de vernis et de phrases, de poses et de gestes « à l'européenne. »

Et les chefs de notre bourgeoisie libérale, qui s'indignent vertueusement des pogromes, sont entrés en pourparlers avec leurs auteurs, reconnaissant non seulement leur droit à l'existence, mais aussi leur hégémonie dans l'organisation et le gouvernement de la Russie nouvelle ! Le meurtre de Stolypine a été à l'origine de toute une série de démystifications et d'aveux intéressants à ce sujet. Prenons par exemple les lettres de Witte et de Goutchkov sur les pourparlers du premier avec des « hommes politiques » (entendez par là les chefs de la bourgeoisie monarchiste libérale modérée) sur la constitution du ministère après le 17 octobre 1905 [124]. Chipov, Troubetskoï, Ouroussov, M. Stakhovitch, c'est-à-dire *aussi bien* les futurs dirigeants du parti cadet *que ceux* du parti de la « rénovation pacifique » [125] et *que ceux* du parti octobriste, ont participé aux pourparlers avec Witte, lesquels, à ce qu'il semble, traînèrent en longueur, car Goutchkov parle de « pénibles journées de pourparlers interminables ». Il apparaît qu'ils ne sont pas tombés d'accord à cause de Dournovo, dont les « libéraux » ne voulaient pas comme ministre de l'Intérieur et dont Witte faisait une condition *sine qua non*. Ouroussov, le porte-drapeau des cadets à la Ire Douma, apparut alors comme un « ardent défenseur de la candidature de Dournovo ». Quand le prince Obolenski avança celle de Stolypine, « certains la soutinrent, d'autres se retranchèrent derrière leur ignorance ». « Je me souviens nettement, écrit Goutchkov, que *personne n'opposa de réponse négative*, à la différence de ce que dit le comte Witte. »

Maintenant, la presse des cadets, désireuse de souligner qu'elle est « attachée à la démocratie » (ne souriez pas !) et plus particulièrement peut-être à cause des élections à la Ire curie de Pétersbourg, où un cadet s'est opposé à un octo-

briste, essaie d'attaquer Goutchkov au sujet des pourparlers de cette période. La *Retch* du 28 septembre écrit : « que de fois MM. les octobristes, sous la haute direction de Goutchkov, se sont trouvés aux côtés des partisans de M. Dournovo, pour complaire à l'autorité ! que de fois se sont-ils trouvés les yeux fixés sur l'autorité et le dos tourné à l'opinion publique ! » L'éditorial des *Rousskié Viédomosti* du même jour reprend sur différents tons le même reproche des cadets aux octobristes.

Mais, permettez, Messieurs les cadets : de quel droit faites-vous, *vous* des reproches aux octobristes, alors que *vos* hommes étaient présents aux mêmes pourparlers, et qu'ils y ont même défendu Dournovo ? Est-ce qu'outre Ouroussov, *tous* les cadets n'avaient pas alors, en novembre 1905, « les yeux fixés sur l'autorité » et le « dos tourné à l'opinion publique » ? Vos querelles ne sont que dépit amoureux ; ce n'est pas une lutte de principe, ce n'est que la concurrence de deux partis également dénués de principes, voici ce que l'*on doit* dire des reproches que font aujourd'hui les cadets aux octobristes au sujet des « pourparlers » de la fin 1905. Ce genre de querelle ne sert qu'à masquer le fait important, historiquement indiscutable, que *toutes* les nuances de la bourgeoisie libérale, des cadets aux octobristes, ont eu « *les yeux fixés sur l'autorité* » et « le dos tourné » à la *démocratie* dès le moment où notre révolution a pris un caractère réellement populaire, c'est-à-dire dès qu'elle est devenue réellement démocratique par la nature de ceux qui y participaient activement. La période stolypinienne de la révolution russe se caractérise précisément par le fait que la bourgeoisie libérale s'est détournée de la démocratie et que Stolypine *pouvait* par conséquent *solliciter* le concours, la sympathie, les conseils, tantôt de l'un, tantôt d'un autre représentant de cette bourgeoisie. Si la situation ne s'était pas présentée ainsi, Stolypine n'eût pas pu imposer l'hégémonie du Conseil de la noblesse unifiée à la bourgeoisie, qui était dans des dispositions contre-révolutionnaires, avec la collaboration, la sympathie, le soutien actif ou passif de cette bourgeoisie.

Cet aspect des choses mérite une attention particulière, car c'est celui que notre presse libérale et les organes de la politique ouvrière libérale comme *Diélo Jizni* perdent

de vue ou ignorent délibérément. Stolypine n'est pas seulement le représentant de la dictature des propriétaires féodaux ; s'en tenir à cette définition, c'est ne rien comprendre à l'originalité et à l'importance de la « période stolypinienne ». Stolypine était ministre à une époque où *toute* la bourgeoisie libérale, y compris les cadets, était dominée par l'esprit contre-révolutionnaire, une époque où les féodaux *pouvaient* s'appuyer sur cet état d'esprit et le faisaient, où ils *pouvaient* adresser des « propositions » (de mariage) aux chefs de cette bourgeoisie, et le faisaient, où ils *pouvaient* voir, même dans les plus « à gauche » de ces chefs, une « opposition de Sa Majesté », où ils *pouvaient* escompter le passage à leurs côtés, aux côtés de la réaction, de la lutte contre la démocratie, du dénigrement de la démocratie, des chefs idéologiques du libéralisme, et le faisaient. Stolypine était ministre à une époque où les propriétaires féodaux ultra-réactionnaires employaient toutes leurs forces à suivre, au rythme le plus rapide, une politique *bourgeoise* dans le domaine agraire, après avoir rompu avec toutes les illusions et les espoirs romantiques mis dans le « caractère patriarcal » du moujik, et en *cherchant* des alliés parmi les éléments nouveaux, bourgeois, de la Russie en général et de la Russie rurale en particulier. Stolypine a essayé de verser un vin nouveau dans une vieille outre, de transformer la vieille autocratie en monarchie bourgeoise, et l'échec de sa politique a été celui du tsarisme sur cette dernière voie, *la dernière que le tsarisme pût envisager*. La monarchie seigneuriale d'Alexandre III a essayé de s'appuyer sur la campagne « patriarcale » et sur tout ce qu'il y avait de « patriarcal » en général dans la vie russe ; la révolution a brisé définitivement *cette* politique. Après la révolution, la monarchie des propriétaires fonciers de Nicolas II a essayé de s'appuyer sur l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et sur une politique agraire bourgeoise, mise en œuvre par ces mêmes propriétaires fonciers ; l'échec de ces tentatives, qui est maintenant indubitable, même pour les cadets, même pour les octobristes, c'est l'échec de la *dernière* politique *possible* pour le tsarisme.

Sous Stolypine, la dictature des féodaux avérés n'était pas dirigée contre tout le peuple, si on inclut dans celui-ci tout le « tiers état », toute la bourgeoisie. Non, elle était

placée dans les conditions les plus favorables qu'elle pût souhaiter : la bourgeoisie octobriste la servait loyalement, les propriétaires féodaux et la bourgeoisie avaient une institution représentative dans laquelle leur bloc détenait la majorité, on avait institué la possibilité de pourparlers et de transactions avec la couronne ; MM. Strouvé et autres sectateurs des *Viékhi* traînaient la révolution dans la boue avec un entrain hystérique et créaient une idéologie qui réjouissait le cœur d'Antoine de Volhynie ; M. Milioukov proclamait l'opposition des cadets « opposition de Sa Majesté » (Sa Majesté l'attardée du féodalisme). Et cependant, malgré ces conditions très favorables pour MM. les Romanov, malgré ces conditions, les plus favorables qu'ils pussent espérer du point de vue du rapport des forces sociales dans la Russie capitaliste du XX^e^ siècle, malgré cela, la politique de Stolypine a abouti à un échec ; Stolypine a été abattu au moment où un nouveau fossoyeur frappe à la porte, plus exactement un fossoyeur qui rassemble de nouvelles forces : le fossoyeur de l'autocratie tsariste.

* *
*

L'époque de la I^re^ Douma caractérise avec un relief particulier les rapports de Stolypine avec les chefs de la bourgeoisie et vice-versa. « La période de mai à juillet 1906, écrit la *Retch*, a été décisive dans la carrière de Stolypine. » Où se situait donc le centre de gravité de cette époque ?

« Le centre de gravité de cette époque, déclare l'organe officiel du parti cadet, ne se situait évidemment pas dans les discours à la Douma. »

Voilà, n'est-il pas vrai, un aveu qui vaut son pesant d'or ! Combien de lances avons-nous rompues à ce moment-là avec les cadets sur le point de savoir si l'on pouvait considérer les « discours à la Douma » comme le « centre de gravité » de cette époque ! Combien d'injures hargneuses, combien de leçons hautaines et pédantes trouvait-on alors dans la presse des cadets à l'adresse des social-démocrates, qui affirmaient, au printemps et en été 1906, que le centre de gravité de cette période *ne se situait* pas dans les discours à la Douma ! Combien de reproches la *Retch* et la *Douma*

ont-elles alors lancés à toute la « société » russe, parce que celle-ci rêvait d'une « convention » et ne s'enthousiasmait pas assez des victoires des cadets dans l'arène « parlementaire » de la Ire Douma ! Cinq ans ont passé, le moment est venu de porter une appréciation d'ensemble sur la Ire Douma, et les cadets, aussi désinvoltes que s'ils changeaient de gants, proclament : « le centre de gravité de cette époque ne se situait évidemment pas dans les discours à la Douma ».

Evidemment pas, Messieurs ! Où se situait-il alors ?

« ... Dans la coulisse, lisons-nous dans la *Retch*, une âpre lutte se livrait entre les représentants de deux courants. Les uns préconisaient la recherche d'un accord avec une représentation populaire et ne reculaient même pas devant la perspective de constituer un « ministère cadet ». Les autres exigeaient un acte brutal, la dissolution de la Douma d'Etat et la modification de la loi électorale. C'est le programme qu'appliqua le Conseil de la noblesse unifiée, appuyé par de puissantes influences... Stolypine hésita quelque temps. On a pu apprendre qu'il fit proposer deux fois par Kryjanovsky à Mouromtsev, de discuter la possibilité d'un ministère cadet avec Stolypine comme ministre de l'Intérieur. Mais en même temps, Stolypine était sans aucun doute en rapports avec le Conseil de la noblesse unifiée. »

C'est ainsi que messieurs les chefs libéraux, instruits, savants, érudits, écrivent l'histoire ! Il en ressort que le « centre de gravité » se situait *non* dans les discours à la Douma, *mais* dans la lutte de deux courants à l'intérieur de la camarilla Cent-Noirs tsariste ! Le Conseil de la noblesse unifiée appliqua aussitôt et sans atermoiements une politique d'« assaut », c'est-à-dire que ce ne furent pas des personnes, ce ne fut pas Nicolas Romanov, ce ne fut pas un « courant » dans les « *sphères* », mais *une classe précise*. Les cadets voient clairement et sainement leurs rivaux *à droite*. Mais ce qui était *à leur gauche* leur a échappé. Ce sont les « sphères » qui ont fait l'histoire : le Conseil de la noblesse unifiée et les cadets ; le bas peuple n'a *évidemment* pas contribué à faire l'histoire ! Un parti *au-dessus* des classes, celui de la « liberté du peuple » s'opposait à une classe précise (la noblesse), tandis que les sphères (c'est-à-dire notre petit père le tsar) hésitaient.

Eh bien, peut-on imaginer cécité de classe plus intéressée ? Peut-on imaginer pire déformation de l'histoire, plus total oubli des vérités élémentaires de la science historique ? Peut-on imaginer plus misérable confusion, pire mélange de classe, de parti et de personnes ?

Il n'est de pire aveugle que celui qui *ne veut pas* voir la démocratie et ses forces.

Le centre de gravité de l'époque de la Ire Douma ne se situait *évidemment* pas dans les discours à la Douma. Il se situait dans la lutte des classes hors de la Douma, dans la lutte des propriétaires féodaux et de *leur* monarchie contre la masse du peuple, contre les ouvriers et les paysans. C'est à ce moment précis que le mouvement révolutionnaire des masses reprit de l'ampleur : grèves d'ordre général, grèves politiques, troubles paysans, révoltes militaires avaient dangereusement crû au printemps et en été 1906. *C'est pour cela*, MM. les historiens cadets, que les « sphères » hésitaient ; il y avait lutte de tendances au sein de la bande tsariste à cause de la question suivante : pouvait-on réaliser *immédiatement* le coup d'Etat, compte tenu de la force de la révolution, ou bien fallait-il encore *attendre*, mener encore la bourgeoisie par le bout du nez ?

La Ire Douma a pleinement convaincu les propriétaires fonciers (Romanov, Stolypine et Cie) qu'il ne pouvait y avoir de paix entre eux et la masse des paysans et des ouvriers. Leur conviction correspondait à la vérité objective. Restait à résoudre une question secondaire : quand et comment modifier la loi électorale, immédiatement ou par étapes ? La bourgeoisie hésitait, mais tout son comportement — même celui de la bourgeoisie cadette — montrait qu'elle craignait cent fois plus la révolution que la réaction. Aussi les propriétaires fonciers condescendirent-ils à inviter les chefs de la bourgeoisie (Mouromtsev, Heiden, Goutchkov et Cie) à conférer pour déterminer s'il n'était pas possible de constituer *ensemble* un ministère. Et la bourgeoisie *tout entière*, jusqu'aux cadets, alla discuter avec le tsar, avec les pogromistes, avec les chefs Cent-Noirs sur les moyens de combattre la révolution ; mais depuis la fin 1905, la bourgeoisie n'a jamais envoyé aucun de ses partis discuter avec les chefs de la révolution pour savoir *comment* renverser l'autocratie et la monarchie.

Telle est la leçon essentielle de la période « stolypinienne » de l'histoire russe. Le tsarisme a invité la bourgeoisie à conférer quand la révolution semblait encore être une force, puis il a peu à peu rejeté loin de lui, du bout de sa botte militaire, *tous* les chefs de la bourgeoisie, d'abord Mouromtsev et Milioukov, puis Heiden et Lvov, et enfin Goutchkov, quand la révolution cessa d'exercer sa pression par en bas. La différence entre les Milioukov, les Lvov et les Goutchkov est tout à fait minime, elle ne concernait que l'ordre dans lequel ces chefs de la bourgeoisie ont fait la queue pour présenter leurs joues aux... « accolades » des Romanov-Pourichkévitch-Stolypine, et dans lequel ils ont reçu ces... « accolades ».

Stolypine a quitté la scène précisément au moment où la monarchie Cent-Noirs avait pris tout ce qu'elle pouvait tirer de l'esprit contre-révolutionnaire de l'ensemble de la bourgeoisie russe. Maintenant cette bourgeoisie, rejetée, méprisée, après s'être déconsidérée elle-même en rejetant la démocratie, la lutte des masses, la révolution, est désemparée, perplexe, en voyant les symptômes de la montée d'une nouvelle révolution. Stolypine a donné une bonne leçon au peuple russe : aller vers la liberté en renversant la monarchie tsariste sous la direction du prolétariat, ou se faire l'esclave des Pourichkévitch, Markov, Tolmatchev, sous la direction politique et idéologique des Milioukov et des Goutchkov.

« Social-Démocrate » n° 24,
18 (31) octobre 1911

Conforme au texte du journal

AU SUJET D'UNE NOUVELLE FRACTION DE CONCILIATEURS, LES VERTUEUX

Le Bulletin d'information [126] de la Commission technique à l'étranger (n° 1, du 11 août 1911) et le tract *A tous les membres du P.O.S.D.R..*, paru à peu près à la même époque à Paris et signé « un groupe de bolcheviks proparti », sont, par leur contenu, deux prises de position identiques contre le « bolchevisme officiel » ou, pour s'exprimer différemment, contre les « bolcheviks léninistes ». Ce sont des textes grondant de colère (on y trouve davantage d'exclamations et de déclamations courroucées que de contenu), mais il n'en faut pas moins s'y arrêter quelque peu, car elles touchent les problèmes les plus importants de notre parti. Et il est d'autant plus naturel que j'essaie de porter un jugement sur cette nouvelle fraction que, premièrement, c'est sur ces mêmes questions que je suis déjà intervenu, et ceci précisément au nom de *tous* les bolcheviks, il y a de cela *exactement un an et demi* (cf. *Feuille de Discussion* n° 2 *) et deuxièmement, que je reconnais entièrement ma responsabilité pour ce qui est du « bolchevisme officiel ». Quant à l'expression « léninistes », elle n'est qu'une tentative d'attaque sans succès — ils voudraient dire qu'il n'est question ici, voyez-vous, que des partisans *d'un* individu ! — en fait, tout le monde sait pertinemment que ce n'est nullement de ceux qui partagent mes vues personnelles sur tel ou tel aspect du bolchevisme qu'il s'agit.

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 217-273. (*N.R.*)

Les auteurs du tract, qui signent « des bolcheviks pro-parti », se donnent encore le titre de « bolcheviks non fractionnistes », tout en spécifiant qu'« ici » (c'est-à-dire à Paris) on les appelle « assez malencontreusement » des conciliateurs. En réalité, c'est bien ce qualificatif, entré en usage il y a plus d'un an et trois mois, et pas seulement à Paris, pas seulement à l'étranger, mais aussi en Russie, qui est le seul à traduire exactement la nature politique de cette nouvelle fraction, comme le lecteur pourra s'en convaincre en lisant ce qui suit.

La conciliation est une somme d'états d'esprit, d'aspirations, de conceptions *indissolublement* liés à *l'essence* même de la tâche historique qu'a dû accomplir le P.O.S.D.R. à l'époque de la contre-révolution, de 1908 à 1911. C'est pour cette raison qu'à ce moment-là, un certain nombre de social-démocrates sont « tombés » dans la conciliation, à partir des thèses de départ les plus diverses. C'est Trotski qui a donné à la conciliation son expression la plus conséquente, il a été presque le seul à tenter de donner un fondement théorique à cette orientation. Ce fondement est le suivant : les fractions et le fractionnisme ont été une lutte entre intellectuels « pour influencer un prolétariat non encore parvenu à maturité ». Le prolétariat mûrissant, le fractionnisme meurt automatiquement. Ce n'est pas la modification des rapports entre les classes ni l'évolution des idées fondamentales des deux fractions principales qui est à la base du processus de fusion des fractions, c'est du respect ou du non-respect des accords entre *toutes* les fractions « intellectuelles » que dépendent les choses. Trotski s'obstine à prôner — depuis longtemps déjà, et en oscillant tantôt plutôt du côté des bolcheviks, tantôt du côté des mencheviks — cet accord (ce compromis) entre *toutes* les fractions quelles qu'elles soient.

L'opinion inverse (cf. nos 2 et 3 de la *Feuille de Discussion* *) c'est que les fractions sont issues du rapport entre les classes dans la révolution russe. Les bolcheviks et les mencheviks n'ont fait que formuler des réponses aux questions posées devant le prolétariat par la réalité objec-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 220-223, 412-413. (*N.R.*)

tive des années 1905-1907. Aussi, seule l'évolution interne de *ces* fractions, des fractions « fortes », fortes de la profondeur de leurs racines, fortes de la concordance entre leurs idées et certains aspects de la réalité objective, seule l'évolution interne de ces fractions précises peut amener une fusion *réelle* des fractions, c'est-à-dire la création en Russie d'un parti du socialisme prolétarien, marxiste, réellement uni. D'où la conclusion pratique qu'il n'y a qu'une politique réellement du parti susceptible d'assurer l'unité : le rapprochement dans le travail de ces deux fractions fortes et ceci seulement dans la mesure où elles se purgeront des courants otzoviste et liquidateur étrangers à la social-démocratie ; c'est une voie difficile et raboteuse, qui sera loin d'avoir des résultats immédiats, mais sera réelle, à la différence des promesses multipliées par les charlatans qui prétendent assurer une fusion facile, aisée, immédiate de « toutes » les fractions.

Ces deux conceptions s'étaient déjà révélées avant le plénum, quand, dans des conversations, j'avais lancé le mot d'ordre : « rapprocher les deux fractions fortes et non s'attendrir sur la dissolution des fractions », que le *Goloss Sotsial-Démokrata* fit connaître publiquement dès le lendemain du plénum. J'ai exposé ces deux points de vue de manière directe, précise et systématique *en mai 1910*, c'est-à-dire il y a un an et demi, et ceci dans une arène « ouverte à tout le parti », dans la *Feuille de Discussion* (n° 2). Si les « conciliateurs », avec lesquels nous nous affrontions depuis novembre 1909 sur ces thèmes, ne se sont *jamais* disposés *une seule fois* à répondre à cet article, s'ils n'ont *jamais* cherché *une seule fois* d'une façon générale à étudier quelque peu systématiquement cette question, à exposer leurs vues de manière quelque peu ouverte et cohérente, c'est à eux que la faute en incombe en totalité. Ils appellent « réponse publique » leur déclaration fractionnelle publiée dans un tract signé par un groupe particulier : cette réponse publique de gens qui sont restés *sans voix* pendant plus d'un an *n'est pas* une réponse à la question telle qu'elle a été depuis longtemps soulevée, discutée, résolue dans deux directions fondamentalement différentes ; elle est la plus navrante confusion, le mélange le plus éhonté de deux réponses incompatibles. Il n'y a aucune thèse que les au-

teurs du tract n'exposent sans la contredire aussitôt. Il n'y a aucune thèse sur laquelle ces prétendus bolcheviks (qui sont en réalité des trotskistes *inconséquents*) ne répètent les fautes de Trotski.

Considérez d'ailleurs les idées essentielles de ce tract. Qui en sont les auteurs ? Ils prétendent être des bolcheviks « qui ne partagent pas les conceptions du bolchevisme officiel en matière d'organisation ». Comme s'il s'agissait d'une « opposition » sur la *seule* question de l'organisation, n'est-ce pas ? Lisez cette phrase : « ... Ce sont justement les questions d'organisation, les questions concernant l'édification et le rétablissement du parti qui se situent aujourd'hui, comme il y a un an et demi, au premier plan. » C'est tout à fait faux et c'est précisément l'erreur de principe que j'ai dénoncé chez Trotski il y a un an et demi. Au plénum, la question de l'organisation ne *pouvait* paraître primordiale que parce que et dans la mesure où le *rejet* de l'esprit liquidateur par *toutes* les tendances *avait été pris* pour argent comptant, une fois que les gens du *Goloss* et du *Vpériod* eurent « signé », pour « faire plaisir » au parti, les résolutions *contre* le liquidationnisme et l'otzovisme. La faute de Trotski était d'avoir continué à présenter cette *apparence* comme une réalité *après* que *Nacha Zaria* eut définitivement déployé, à partir de février 1910, le drapeau de la liquidation, et les gens du *Vpériod*, dans leur fameuse école de N. [127], celui de la défense de l'otzovisme. Au plénum, prendre l'apparence pour la réalité *pouvait* être l'effet d'une aberration. Après le plénum, à partir du printemps 1910, Trotski a *trompé* les ouvriers de la manière la plus dénuée de principes et de scrupules en soutenant que les obstacles à l'union étaient essentiellement (sinon uniquement) du domaine de l'organisation. Les conciliateurs parisiens prolongent la même duperie en 1911, car aujourd'hui, dire que les questions d'organisation se situent au premier plan, c'est se moquer de la vérité. En réalité, maintenant nous avons au premier plan non pas la question de l'organisation, mais celle de tout le programme, de toute la tactique, de tout le caractère du parti, ou, plus exactement, la question des *deux* partis : le parti ouvrier *social-démocrate* et le parti ouvrier *stolypinien* de MM. Potressov, Larine, Smirnov, Lévitski et Cie. Les conciliateurs pa-

risiens semblent avoir dormi pendant les dix-huit mois qui ont suivi le plénum et au cours desquels *toute* la lutte contre les liquidateurs s'est déplacée, *aussi bien* chez nous *que* chez les mencheviks proparti, du terrain de l'organisation aux questions de *l'être* du parti ouvrier *social-démocrate* et non libéral. Discuter aujourd'hui avec, par exemple, ces Messieurs de *Nacha Zaria* sur les questions d'organisation, sur le rapport de l'organisation légale et de l'organisation illégale, ce serait se jouer la comédie, car ces messieurs peuvent très bien admettre une organisation « illégale » *telle que le « Goloss »* qui est au service des liquidateurs ! On a dit depuis longtemps déjà que les cadets russes admettent et utilisent une organisation illégale au service du libéralisme monarchique. Les conciliateurs se qualifient de bolcheviks pour répéter, un an et demi après, les erreurs de Trotski dénoncées par les bolcheviks (et en déclarant tout exprès qu'ils le font au nom de *tout* le bolchevisme !). N'est-ce pas là un emploi abusif des dénominations admises dans le parti ? Après cela, ne sommes-nous pas obligés de déclarer à qui veut l'entendre que les conciliateurs ne sont nullement des bolcheviks, qu'ils n'ont rien de commun avec le bolchevisme, qu'ils ne sont que des trotskistes inconséquents ?

Poursuivons notre lecture : « On peut ne pas être d'accord avec la façon dont le bolchevisme officiel et la majorité de la rédaction de l'Organe central comprenaient la lutte contre la liquidation... » Peut-on affirmer sérieusement que la « lutte contre la liquidation » est une tâche d'organisation ? Les conciliateurs déclarent eux-mêmes que *ce n'est pas seulement* sur les questions d'organisation qu'ils ont des divergences avec les bolcheviks ! Sur quoi précisément alors ? Ils ne le disent pas. Leur « réponse publique » continue d'être une réponse de gens sans voix... ou sans soucis ? Pendant un an et demi, ils n'ont pas cherché *une seule fois* à corriger le « bolchevisme officiel » ni à exposer *leur* conception de la lutte contre la liquidation ! Or le bolchevisme officiel mène cette lutte depuis trois ans exactement, depuis août 1908. En confrontant ces dates que tout le monde connaît, nous cherchons malgré nous une explication à l'étrange silence des conciliateurs, et ces recherches nous remettent involontairement en mémoire Trotski et Ionov [128] qui af-

firmaient être eux *aussi* contre les liquidateurs, mais comprendre *différemment* la lutte contre eux. C'est quand même drôle, camarades, d'attendre trois ans après le début de la lutte pour déclarer qu'on la comprend différemment. *Cette* compréhension différente ressemble comme deux gouttes d'eau à une complète incompréhension !

Poursuivons. Le point essentiel de la crise que traverse actuellement le parti est en définitive de savoir si nous allons vers une complète rupture entre notre parti, le P.O.S.D.R., et les liquidateurs (y compris les gens du *Goloss*) ou si on va continuer la politique de conciliation avec eux. On trouverait difficilement un seul social-démocrate quelque peu familiarisé avec l'affaire pour nier que cette question constitue le *fond* de toute la situation actuelle du parti. Quelle réponse les conciliateurs lui donnent-ils ?

« On nous dit, écrivent-ils dans leur tract, que par là (en soutenant la conférence) nous violons les formes du parti et établissons une scission. Nous ne le pensons pas (sic !). Mais s'il en était ainsi, cela ne serait pas pour nous effrayer. » (Suit une indication sur l'échec du plénum provoqué par le Bureau du Comité central à l'étranger, selon laquelle « on met le Comité central en enjeu » et que « les formes du parti ont commencé à prendre un contenu fractionnel », etc.)

En vérité, on peut qualifier cette réponse de modèle « classique » de l'impuissance idéologique et politique ! Pensez donc : on a lancé, disent-ils, une accusation de scission. Et voilà qu'une nouvelle fraction, prétendant indiquer son chemin au parti, déclare publiquement et noir sur blanc : « nous ne le pensons pas » (c'est-à-dire que vous ne pensez pas qu'il y a et qu'il y aura scission ?) « mais »... mais « cela n'est pas pour nous effrayer ».

On peut être certain de ne trouver nulle part dans l'histoire des partis politiques *pareil* exemple de confusion. Si vous « ne pensez pas » qu'il y a et qu'il y aura scission, expliquez-le donc ! Expliquez *pourquoi* on peut travailler avec les liquidateurs ! Dites franchement que l'on *peut* — et que l'on doit par conséquent — travailler avec eux.

Non seulement nos conciliateurs ne disent pas cela, mais ils disent le contraire. Dans l'éditorial du n° 1 du *Bulletin* (une note spécifie clairement qu'un bolchevik, parti-

san de la plate-forme bolchevique, à savoir, la résolution du IIe groupe de Paris, était contre cet article), on lit :

... « C'est un fait qu'il est impossible de travailler en commun avec les liquidateurs en Russie » et il est reconnu un peu plus haut qu'il « devient de plus en plus difficile de tracer une frontière, fût-elle la plus subtile », entre les liquidateurs et les gens du *Goloss*.

Comprenne qui pourra ! D'un côté une déclaration très officielle au nom de la Commission technique (dans laquelle les conciliateurs et les Polonais qui les soutiennent maintenant détiennent la majorité contre nous, bolcheviks) déclare *qu'il est impossible de travailler ensemble*. C'est ce qui, en bon russe, s'appelle prononcer la scission. Le mot scission n'a pas d'autre sens. D'autre part, le même n° 1 du *Bulletin* annonce que la Commission technique n'a pas été créée « pour provoquer la scission, mais pour l'empêcher » et les mêmes conciliateurs écrivent qu'« ils ne le pensent pas » (qu'il y a et qu'il y aura scission).

Peut-on imaginer plus grande confusion ?

S'il est *impossible* de travailler ensemble, cela s'explique pour les social-démocrates, cela peut se justifier aux yeux des social-démocrates *soit* parce qu'un groupe de personnes a violé de façon flagrante les décisions du parti et manqué à ses devoirs (et alors la scission avec *ce* groupe de personnes est inévitable) *soit* parce qu'une divergence radicale de principe entraîne *tout* le travail d'un courant *loin* de la social-démocratie (et alors la scission est inévitable avec le courant tout entier). Nous nous trouvons, on le sait, devant ces deux cas : le plénum de 1910 a déclaré qu'il était impossible de travailler avec le *courant* liquidateur, et la scission est en train de s'accomplir avec le *groupe* du *Goloss*, qui a manqué à tous ses devoirs et a définitivement passé aux liquidateurs.

Quiconque aurait dit sciemment : « il est impossible de travailler ensemble », quiconque aurait si peu que ce soit calculé cette déclaration et en aurait compris la base de principe, appliquerait inévitablement toute son attention et tous ses efforts à l'expliquer à la plus large masse pour la mettre à l'abri le plus rapidement et le plus complètement possible des tentatives vaines et nuisibles qui visent à maintenir *n'importe quelles* relations avec des gens avec

lesquels il est *impossible* de travailler. Et quiconque aurait fait cette déclaration pour ajouter en même temps : « nous ne pensons pas » qu'il y aura scission, mais « cela n'est pas pour nous effrayer », montrerait par son langage confus et timide *qu'il a peur de lui-même*, qu'il a peur de la démarche qu'il a entreprise, de la situation qu'il a créée ! Telle est l'impression que ne peut manquer de produire le tract des conciliateurs, qui ont l'air de vouloir se justifier, de vouloir « amadouer », de vouloir faire des clins d'œil... Nous verrons tout à l'heure quel est le sens de leurs clins d'œil au *Vpériod* et à la *Pravda*. Nous devons tout d'abord en finir avec la manière dont les conciliateurs comprennent « le résultat de la période écoulée depuis le plénum », résultat qu'a examiné la conférence des membres du Comité central.

Il est effectivement nécessaire de *comprendre* ce résultat, de comprendre pourquoi il est devenu inévitable, sinon notre participation aux événements sera spontanée, impuissante, fortuite. Voyons comment les conciliateurs *comprennent* cela. Comment expliquent-ils pourquoi les actes du plénum, ses décisions, dont le souci essentiel était l'unification, ont abouti à la scission entre le Bureau du Comité central à l'étranger (les liquidateurs) et les adversaires des liquidateurs ? Nos trotskistes inconséquents se sont contentés de copier la réponse à cette question chez Trotski et Ionov, et il me faut répéter ce que j'ai dit au mois de mai de l'an dernier * contre ces conciliateurs conséquents.

Les conciliateurs répondent que le coupable, c'est le fractionnisme, le fractionnisme des mencheviks, des gens du *Vpériod*, de la *Pravda* (nous énumérons les groupes fractionnistes dans l'ordre donné par le tract) et enfin « des représentants officiels du bolchevisme » qui « ont peut-être dépassé tous ces groupes dans la tendance au fractionnisme ». Les auteurs du tract ne qualifient ouvertement et précisément de *non-fractionnistes* qu'eux-mêmes, les conciliateurs parisiens. Tous sont pervers, nous sommes vertueux. Les conciliateurs n'avancent aucune raison d'ordre idéologique susceptible de rendre compte du phénomène envisagé. Ils n'indiquent chez les groupes aucune particularité d'organi-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, p.p. 217-273. (*N.R.*)

sation ou autre sur laquelle on puisse se baser. Ils ne donnent aucune *explication*, pas la plus petite ombre d'explication, si ce n'est la référence : fractionnisme =vice, non-fractionnisme =vertu. La différence entre les conciliateurs de Paris et Trotski tient uniquement au fait que les premiers considèrent Trotski comme un fractionniste et pas eux, et le second le contraire.

Il me faut bien le reconnaître : quand on pose le problème de manière à expliquer les phénomènes politiques *uniquement* par le vice des uns et la vertu des autres, cela me rappelle toujours ces physionomies qui affichent si bien leur respectabilité qu'en les voyant on pense malgré soi : « et c'est probablement là un filou ».

Réfléchissez au rapprochement suivant : nos conciliateurs sont non-fractionnistes, vertueux. Nous, bolcheviks, avons dépassé tous les autres groupes dans la tendance au fractionnisme, donc nous sommes les plus pervers. *C'est la raison pour laquelle* la fraction la plus vertueuse a soutenu la plus perverse, la fraction bolchevique, dans la lutte contre le Bureau du Comité central à l'étranger ! ! ! Il y a là quelque chose qui ne va pas, camarades ! A chaque déclaration que vous faites, vous vous enferrez un peu plus.

Vous vous couvrez de ridicule en vous renvoyant avec Trotski la balle des accusations mutuelles de fractionnisme : vous ne vous donnez pas la peine de *réfléchir* à ce qu'est une fraction. Essayez de le définir, et nous pouvons vous prédire que vous vous embrouillerez encore davantage, car vous êtes vous-mêmes une fraction hésitante, dénuée de principes, qui n'a pas compris ce qui s'est passé pendant et après le plénum.

Une fraction est une organisation à l'intérieur du parti, qui est unie non pas par le lieu de travail, par la langue ou par quelque autre condition objective, mais par un système de conceptions communes sur les problèmes qui se posent au parti. Les auteurs du tract sont une fraction, car le tract est leur plate-forme (très mauvaise, mais il est des fractions qui ont des plates-formes fausses). Ils sont une fraction, car, comme toute organisation, ils sont liés par une discipline interne : leur groupe désigne à la majorité des voix son représentant à la Commission technique et à la Commission à l'organisation, c'est lui qui compose et édite

le tract qui leur sert de plate-forme, *etc.* Tels sont les faits objectifs qui condamnent à n'être qu'*hypocrisie* leurs cris contre le fractionnisme. Aussi bien Trotski que les « trotskistes inconséquents » assurent qu'ils ne sont pas une fraction *car*... le « seul » but de leur rassemblement (en fraction) est d'anéantir les fractions, de prôner la fusion, etc.; mais ce genre d'assurances n'est qu'un témoignage d'autosatisfaction, un peureux jeu de cache-cache, pour cette simple raison que, quel que puisse être le *but* de la fraction (fût-il archi-vertueux) cela ne change rien au *fait* de l'existence de cette fraction. *Toute* fraction est convaincue que *sa* plate-forme et *sa* politique sont les *meilleures* pour supprimer les fractions, car personne ne considère l'existence de celles-ci comme un idéal. La différence est seulement que les fractions qui ont une plate-forme claire, conséquente, cohérente, défendent *ouvertement leur* plate-forme, tandis que les fractions sans principe *se cachent* derrière des protestations gratuites de vertu, de non-fractionnisme.

D'où vient l'existence des fractions dans le P.O.S.D.R. ? De ce qu'elles sont le prolongement de la scission de 1903-1905. Elles sont le résultat de la faiblesse des organisations locales, *impuissantes* à empêcher la transformation de groupes de littérateurs, qui expriment de nouvelles tendances et sous-tendances, en nouvelles « fractions », c'est-à-dire en organisations qui placent au premier plan la discipline interne. Quel est le gage de la disparition des fractions ? C'est *seulement* le plein dépassement de la scission, qui date de la révolution (et il n'y a pas d'autre moyen d'y parvenir que d'épurer les deux principales fractions de l'esprit liquidateur et otzoviste), la création d'une organisation prolétarienne assez forte pour pouvoir forcer la minorité à se soumettre à la majorité. Tant que cette organisation n'existe pas, *seul* un accord entre les fractions *pourrait* accélérer le processus de leur disparition. Le mérite idéologique du plénum et son *erreur conciliatrice* apparaissent alors clairement : son mérite est d'avoir rejeté les idées liquidatrices et otzovistes ; son erreur est d'avoir accepté sans distinction des hommes et des groupes dont les promesses (« ils ont signé la résolution ») et les actes ne correspondaient pas. Le rapprochement idéologique fondé sur la lutte contre la liquidation et l'otzovisme progresse malgré tous les obs-

tacles et les difficultés. L'erreur conciliatrice du plénum * a inévitablement amené l'échec de ses décisions conciliatrices, c'est-à-dire l'échec de *l'alliance* avec les gens du *Goloss*. La rupture des bolcheviks (puis de la conférence des membres du Comité central) avec le Bureau du Comité central à l'étranger est une *rectification* de l'erreur conciliatrice du plénum : le rapprochement des fractions qui *luttent* contre la liquidation et l'otzovisme ne revêtira plus désormais les formes prévues par le plénum, car celles-ci ne correspondaient pas au contenu. Tout l'effort de conciliation en général et celui du plénum en particulier est allé à l'échec, car le contenu du travail *divisait* les liquidateurs et les social-démocrates et aucune forme, aucune diplomatie, aucun jeu des conciliateurs *ne pouvait* l'emporter sur ce processus de séparation.

C'est à partir de ce point de vue, et de celui-là seulement, que j'ai développé en mai 1910, que *tout* ce qui s'est produit après le plénum devient compréhensible, inévitable et provient non pas du « vice » des uns et de la « vertu » des autres, mais du cours objectif des événements, qui isole la *tendance* liquidatrice et balaye les groupes et groupuscules intermédiaires.

Pour camoufler ce fait politique indiscutable qu'est *l'échec* complet de la conciliation, les conciliateurs ont été obligés de recourir à la déformation pure et simple des faits. Ecoutez plutôt : « La politique fractionnelle des bolcheviks léninistes a été d'autant plus nuisible qu'ils avaient la majorité dans les principales instances du parti, grâce à quoi leur politique fractionnelle a fourni une justification aux autres courants pour se créer une organisation à part et leur a donné des armes contre les instances officielles du parti. »

Cette tirade n'est qu'une peureuse et tardive « *justification* » ... de la liquidation, car ce sont précisément les représentants de cette tendance qui ont toujours fait allusion au « fractionnisme » des bolcheviks. Cette justification vient trop tard, car le *devoir* de tout militant véritable (à la différence de ceux qui utilisent l'appartenance au parti comme une réclame) était d'intervenir *au moment où* ce fraction-

* Cf. *Feuille de Discussion* n° 2 (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 217-273. — *N.R.*)

nisme a commencé et non un an et demi plus tard ! Les conciliateurs partisans des liquidateurs *ne pouvaient pas* intervenir plus tôt et ne sont pas intervenus, car ils n'ont *pas de faits*. Ils profitent de la « période trouble » que nous traversons pour lancer les phrases sans fondement des liquidateurs. Les faits, eux, parlent clairement et sans ambiguïté : dès le lendemain du plénum, en février 1910, Potressov a levé le drapeau de la liquidation. Aussitôt, en février ou en mars, MM. Mikhaïl, Roman et Youri ont trahi le parti. Aussitôt les gens du *Goloss* ont mené l'agitation en faveur de leur journal (voir à ce sujet les *Cahiers* de Plékhanov *du lendemain* du plénum) et ils l'ont reconstitué. Aussitôt les gens de *Vpériod* ont commencé à créer *leur* « école ». Au contraire, *le premier* acte « fractionnel » des bolcheviks a été la fondation de la *Rabotchaïa Gazéta* en *septembre* 1910, *après* que Trotski eut rompu avec les représentants du Comité central.

Pourquoi les liquidateurs ont-ils besoin de déformer ainsi des faits connus de tous ? Pour faire un appel du pied aux liquidateurs, pour s'en faire bien voir. D'une part « il est impossible de travailler en commun avec les liquidateurs ». De l'autre, le « fractionnisme » des bolcheviks leur donne une « *justification* » ! ! Nous posons la question à tout social-démocrate qui n'est pas corrompu par la diplomatie de l'étranger : quelle confiance politique méritent des gens qui s'enfoncent dans de telles contradictions ? Ils méritent les marques d'affection que leur a publiquement témoignées le *Goloss* et c'est tout.

Ce que les conciliateurs nomment notre « fractionnisme », c'est notre polémique *impitoyable* (pour laquelle ils nous ont mille fois blâmés verbalement dans les réunions communes de Paris) et la manière impitoyable dont nous *démasquons* les liquidateurs (ils étaient *opposés* à ce que nous démasquions Mikhaïl, Youri et Roman). Les conciliateurs ont toujours défendu et couvert les liquidateurs, *sans oser* jamais l'avouer ouvertement, ni dans la *Feuille de Discussion*, ni dans aucun appel public. Et maintenant ils jettent leur impuissance et leur lâcheté dans les jambes du parti quand celui-ci entreprend de se débarrasser résolument des liquidateurs. Ces derniers disent : l'esprit liquidateur n'existe pas, ce sont les bolcheviks qui en ont « fait une montagne »

(cf. la résolution des liquidateurs caucasiens [129] et les discours de Trotski). Les conciliateurs disent : il est impossible de travailler avec les liquidateurs, *mais... mais* le fractionnisme des bolcheviks leur donne une « justification ». N'est-il pas clair que cette ridicule contradiction de jugements subjectifs n'a qu'un sens réel et un seul : c'est une défense peureuse des liquidateurs, une volonté de faire un croc-en-jambe aux bolcheviks et d'épauler les liquidateurs?

Mais ce n'est pas tout, tant s'en faut. La déformation des faits la plus piteuse et la plus perverse, c'est l'affirmation que nous avions la « majorité » dans les « *principales instances du parti* ». Cette flagrante contre-vérité n'a qu'un seul but : couvrir l'échec *politique* de la conciliation. Car en réalité, après le plénum, les bolcheviks *ne détenaient* la majorité dans *aucune* des « principales instances du parti », au contraire, c'étaient précisément les liquidateurs qui en disposaient. Que l'on trouve quelqu'un pour contester les faits suivants : *après* le plénum, il n'y avait que trois « principales instances du parti » : 1) le bureau du Comité central en Russie, dont la majorité était *conciliatrice* * ; 2) le Bureau du Comité central à l'étranger, dans lequel de janvier à novembre 1910, le représentant des bolcheviks était un *conciliateur* ; étant donné que le Letton et le bundiste étaient *officiellement* partisans de la conciliation, onze mois après le plénum, la majorité était *conciliatrice* ; 3) la rédaction de l'Organe central dans laquelle deux bolcheviks « fractionnistes » s'opposaient à deux partisans du *Goloss* : *il n'y avait pas* de majorité sans le Polonais.

Pourquoi les conciliateurs ont-ils besoin de recourir à une contre-vérité flagrante ? C'est précisément pour se cacher la tête sous l'aile, pour couvrir l'échec *politique* de la conciliation. Celle-ci régnait au plénum, elle avait la *majorité* dans tous les principaux centres pratiques du parti après le plénum, et en l'espace d'un an et demi, elle a subi un *échec total* : elle n'a « réconcilié » personne, elle n'a rien créé nulle part, elle a balancé, impuissante, de côté et

* Bien entendu, il y a conciliateurs et conciliateurs, et il s'en faut de beaucoup que tous les anciens membres du Bureau russe puissent (et désirent) prendre la responsabilité de toutes les balivernes des conciliateurs parisiens, simples sous-fifres de Trotski.

d'autre, et a bien mérité pour cela les congratulations des liquidateurs.

Et c'est notamment *en Russie* que les conciliateurs ont subi leur plus complet échec ; il importe d'autant plus de le souligner que les conciliateurs parisiens s'appliquent à se référer démagogiquement à la Russie. Leur principal refrain, c'est que la Russie est conciliatrice, au contraire de l'étranger. Comparez ces *paroles* aux *faits*, et vous comprendrez qu'il ne peut y avoir démagogie plus creuse et plus misérable. Les faits montrent que, *plus d'un an* après le plénum, il *n'*y avait dans le Bureau russe du Comité central *que* des conciliateurs, qu'eux seuls faisaient les rapports officiels sur le plénum, eux seuls discutaient officiellement avec les légalistes, eux seuls désignaient les agents et les envoyaient dans les diverses institutions, eux seuls disposaient de tout l'argent que le Bureau du Comité central à l'étranger envoyait sans murmurer, eux seuls menaient les pourparlers avec les littérateurs « de Russie » qui donnaient des espoirs pour ce qui est de la confusion (c'est-à-dire de la conciliation), etc.

Et le résultat ?

Le résultat est nul. Pas un tract, pas une action, pas un organe, pas une « réconciliation ». Tandis que chez les bolcheviks « fractionnistes » (pour ne pas parler de ce dont M. Martov, se faisant l'auxiliaire de l'Okhrana, est seul à parler ouvertement) on a vu se créer à l'étranger la *Rabotchaïa Gazéta*, lancée au bout de deux numéros. Du côté de la conciliation : rien, des mots, des souhaits creux (et des crocs-en-jambe au bolchevisme sur la base de ces souhaits « conciliateurs ») ; le bolchevisme « officiel », lui, a montré, par des actes, qu'en Russie justement, il dominait sans conteste.

Est-ce là un hasard ? Le résultat des arrestations ? Mais celles-ci ne pouvaient « épargner » que les liquidateurs, *qui ne travaillaient pas* dans le parti, alors qu'elles fauchaient également bolcheviks et conciliateurs.

Non, ce n'est pas un hasard, pas plus que le résultat de la chance ou du succès de certaines *personnes*. C'est le résultat de l'échec d'une *orientation* politique fausse dans ses données de départ. C'est le *fondement* de la conciliation qui est erroné ; sa volonté d'édifier l'unité du parti du

prolétariat sur l'alliance de *tous*, y compris des fractions antisocial-démocrates, non prolétariennes, c'est l'absence de principes de sa perspective « unificatrice » qui est erronée et conduit à l'absurde, ce sont les phrases contre les « fractions » (qui s'accompagnent *en fait* de la formation d'une nouvelle fraction), phrases impuissantes à faire disparaître les fractions antiparti et qui affaiblissent la fraction des bolcheviks, laquelle a mené les neuf dixièmes de la lutte contre les liquidateurs et les otzovistes.

Trotski nous donne en abondance des exemples de parti pris « unificateur » sans principes. Rappelez-vous simplement (je prends un des exemples les plus récents) la manière dont il a loué la *Rabotchaïa Jizn*[130] parisienne, dirigée pour moitié par les conciliateurs parisiens et pour moitié par les partisans du *Goloss*. Voilà de quoi être fiers ! écrivait Trotski, « ni bolchevik ni menchevik, mais social-démocrate révolutionnaire ». Il y a un détail que le pauvre héros de la phrase n'a pas remarqué : seul est révolutionnaire le social-démocrate qui a compris le *mal* que peut causer un courant antirévolutionnaire qui se prétend social-démocrate dans un pays donné à une période donnée, c'est-à-dire le mal que cause la liquidation et l'otzovisme dans la Russie des années 1908-1911 ; seul est révolutionnaire le social-démocrate qui *sait* se battre contre ces courants *non* social-démocrates. En congratulant la *Rabotchaïa Jizn*, qui n'a mené aucune lutte contre les social-démocrates *non* révolutionnaires de Russie, Trotski n'a fait que *démasquer* le plan des liquidateurs qu'il sert avec loyauté et fidélité : *l'égalité* au sein de l'Organe central signifie l'arrêt de la *lutte* contre les liquidateurs ; ceux-ci ont en fait toute liberté de lutter contre le parti, tandis que l'« égalité » des partisans du *Goloss* et des proparti au sein de l'Organe central (et du Comité central) liera pieds et mains au parti. La victoire des liquidateurs serait alors assurée ; seuls les laquais de ceux-ci ont pu appliquer ou défendre un tel plan.

Au plénum, des exemples de parti pris « unificateur » sans principes, promettant la paix et le bonheur sans passer par une lutte longue, acharnée, désespérée contre les liquidateurs, nous ont été donnés par Ionov, Innokentiev et autres conciliateurs. Nous en avons eu une autre illustration dans le tract de nos conciliateurs, qui justifient la liquida-

tion par le « fractionnisme » du bolchevisme. Encore un exemple : leurs discours sur l'« isolement » des bolcheviks « *par rapport aux autres courants* (« *Vpériod* », « *Pravda* ») *qui sont partisans d'un parti social-démocrate illégal* ».

C'est nous qui avons mis en italique cette remarquable tirade. On y voit se refléter comme le soleil dans une petite goutte d'eau, toute l'absence de principes de la conciliation, fondement de son impuissance politique.

D'abord, *Vpériod* et la *Pravda* représentent-ils des *tendances social-démocrates* ? Non, car *Vpériod* représente une tendance *non social-démocrate* (l'otzovisme et le machisme), et la *Pravda*, un petit groupe qui *n'a donné* aucune réponse indépendante et cohérente *à aucune* question de principe importante de la révolution et de la contre-révolution. On ne peut appeler *tendance* qu'une somme d'idées politiques qui se sont définies sur *toutes* les questions essentielles, *tant* de la révolution (car nous en sommes encore trop peu éloignés, et nous en dépendons à tous égards) *que* de la contre-révolution, et qui ont en outre démontré leur droit à l'existence en tant que tendance par leur diffusion dans de larges couches de la classe ouvrière. Le menchevisme et le bolchevisme sont des tendances social-démocrates ; l'expérience de la révolution et l'histoire de huit années de mouvement ouvrier l'ont démontré. Durant cette période, comme auparavant d'ailleurs, il y avait une foule de groupuscules, qui ne représentaient pas des *tendances*. Confondre tendances et groupuscules, c'est se condamner dans la politique du parti à l'esprit *d'intrigue*. Car c'est l'apparition de groupuscules sans principes, leur existence éphémère, leurs vains efforts pour dire « leur mot », leurs « relations » de puissance à puissance, qui forment la base de l'esprit *d'intrigue* qui règne à l'étranger et dont rien ne peut nous sauver, si ce n'est une fidélité aux principes constante, sévère, vérifiée par la longue histoire du mouvement ouvrier.

Deuxièmement, et là, nous voyons tout de suite comment l'absence de principes des conciliateurs se transforme pratiquement en intrigue, le tract des parisiens recourt à une franche et notoire contre-vérité quand il déclare : « l'otzovisme n'a plus de partisans et de défenseurs déclarés dans notre parti ». Tout un chacun sait que c'est une contre-vérité. Le n° 3 de *Vpériod* (*mai 1911*) la réfute documents

à l'appui en déclarant *ouvertement* que l'« otzovisme est *une tendance tout à fait légitime* dans notre parti » (p. 78). Nos très sages conciliateurs vont-ils encore soutenir que ce *n'est pas* là une *défense* de l'otzovisme ?

Quand les gens ne peuvent justifier par les principes leur rapprochement avec tel ou tel groupe, il ne leur reste que la politique du mensonge au rabais, de la flatterie mesquine, des signes entendus, des clins d'œil, c'est-à-dire en somme précisément ce par quoi se traduit l'intrigue. *Vpériod* loue les conciliateurs, les conciliateurs louent *Vpériod* et tranquillisent faussement le parti sur l'otzovisme. Et en résultat, on marchande et remarchande places et strapontins avec les *défenseurs* de l'otzovisme, avec ceux qui *violent t o u t e s* les décisions du plénum. On aide en secret les liquidateurs, on aide en secret les otzovistes ; c'est là l'aboutissement de la conciliation, et c'est là l'intrigue dans toute sa pitoyable impuissance.

Troisièmement. « Il est impossible de travailler en commun avec les liquidateurs en Russie. » Les conciliateurs eux-mêmes devaient reconnaître cette vérité. Est-ce que, se demande-t-on, les groupuscules du *Vpériod* et de la *Pravda* la reconnaissent ? Non seulement ils ne la reconnaissent pas, mais encore ils déclarent carrément *le contraire*, ils exigent carrément que l'on « travaille en commun » avec les liquidateurs et ils *le font* carrément (cf. ne serait-ce que le compte rendu de la deuxième école de *Vpériod*). On se demande s'il peut y avoir jusqu'à une ombre d'attachement aux principes *et d'honnêteté* dans cette proclamation d'une politique de rapprochement avec des groupes dont les réponses aux questions *essentielles* sont *franchement à l'opposé* des nôtres ? Car le plénum a reconnu ouvertement dans une résolution adoptée à l'unanimité que la question de la liquidation était une question fondamentale. Il est clair que non, que nous avons devant nous un abîme idéologique et que les tentatives pour lancer un pont de paroles, un pont diplomatique par-dessus, condamnent inévitablement Ivan Ivanytch et Ivan Nikiforovitch à l'intrigue, leurs intentions fussent-elles les meilleures du monde.

Et tant qu'on ne nous aura pas montré et démontré, sur la base de données solides, et en passant en revue les questions essentielles, que *Vpériod* et la *Pravda* sont des

tendances social-démocrates (un an et demi après le plénum, personne n'a même tenté de le démontrer, et on ne peut pas le démontrer) nous ne cesserons d'expliquer aux ouvriers tout le mal que causent ces manœuvres dénuées de principes, ces astuces d'intrigants auxquelles se réduit le rapprochement avec *Vpériod* et la *Pravda* prôné par les conciliateurs. *Se couper* de ces groupes *non* social-démocrates, dépourvus de principes et qui aident les liquidateurs, est le *premier devoir* des social-démocrates révolutionnaires. Il faut s'adresser aux ouvriers russes liés à *Vpériod* et à la *Pravda* par-dessus la tête de ces groupes et contre eux, telle est la politique qu'a menée, que mène et que mènera, en dépit de tous les obstacles, le bolchevisme.

J'ai dit que durant les dix-huit mois pendant lesquels elle a *dominé* les centres du parti, la conciliation avait subi un échec politique complet. On nous répond d'ordinaire : oui, mais c'est parce que vous, les fractionnistes, nous avez gênés (cf. dans le n° 20 de la *Pravda* la lettre de Guerman et Arkadi [131], qui sont des conciliateurs et *non pas* des bolcheviks).

L'échec *politique* de cette orientation et de ce groupuscule consiste précisément en ce que *tout* les « gêne », *tout* se retourne contre eux, car ils n'ont pas tenu bon compte de ce « tout », ils ont pris pour base des paroles vides, des soupirs, des regrets, des pleurnicheries.

Tandis que nous, Messieurs, *tout* nous a aidés, c'est là le gage de notre succès. MM. Potressov, Larine, Lévitski nous ont aidés car ils *n'ont pu* ouvrir la bouche sans soutenir *nos* jugements sur la liquidation. MM. Martov et Dan nous ont aidés, car ils ont *forcé* tout le monde à reprendre notre affirmation de la parenté profonde des gens du *Goloss* et des liquidateurs. Plékhanov nous a aidés *dans la mesure même* où il démasquait les liquidateurs et indiquait dans les résolutions du plénum les « interstices laissés [par les *conciliateurs*] aux liquidateurs », il a raillé les passages « ampoulés » et « intégralistes » de ces résolutions (*rédigées contre nous par les conciliateurs*). Les conciliateurs russes nous ont aidés en lançant une « invitation » à Mikhaïl, Youri et Roman, accompagnée d'attaques injurieuses contre Lénine (cf. le *Goloss*) confirmant ainsi que le refus des liquidateurs *n'était pas* lié aux machinations des « fraction-

nistes ». Pourquoi les choses se sont-elles donc passées de telle manière, chers conciliateurs, que tous vous ont gênés, malgré votre vertu, et que tous nous ont aidés, malgré notre perversité fractionniste ?

Parce que la politique de votre groupuscule reposait uniquement sur la phrase, souvent pleine de bonnes intentions et de vœux pieux, mais creuse. On ne peut vraiment faire avancer l'unité *que* par le rapprochement des fractions *fortes*, fortes de la cohérence de leurs idées et de leur influence sur les *masses*, vérifiée par l'expérience de la révolution.

Maintenant encore, vos exclamations contre le fractionnisme restent de la phrase, car *vous êtes vous-mêmes une fraction*, et une des pires, une des plus dénuées de principes, des moins sûres. Phrase que votre tonitruante déclaration *urbi et orbi* dans le *Bulletin d'information* : « pas un centime aux fractions » ! Si vous parliez sérieusement, pouviez-vous dépenser des « *centimes* » à éditer un tract qui est la plateforme d'un nouveau groupuscule ? Si vous parliez sérieusement, pouviez-vous vous taire face aux organes *fractionnels Rabotchaïa Gazéta* et *Cahiers du Social-Démocrate*, pouviez-vous faire moins que d'exiger publiquement leur fermeture *. Si vous l'aviez exigé, si vous aviez posé cette condition sérieusement, on vous aurait tout bonnement ri au nez. Si, le sentant fort bien, vous vous en tenez à des soupirs morfondus, cela ne démontre-t-il pas mieux que tout que votre conciliation n'aboutit à rien ?

Il n'est possible de désarmer les fractions que sur la base de la réciprocité, sinon c'est un mot d'ordre réactionnaire profondément nuisible à la cause du prolétariat, un mot d'ordre démagogique, car il ne fait que *faciliter* la lutte implacable des liquidateurs contre le parti. Quiconque lance aujourd'hui ce mot d'ordre *après* l'échec de son application par le plénum, *après que* les fractions de *Goloss* et de *Vpériod* ont entravé la fusion (des fractions), quiconque le fait, sans même essayer, n'osant reprendre la condition

* Pour être juste, il faut dire que les conciliateurs parisiens qui éditent maintenant leur tract étaient *contre* la création de la *Rabotchaïa Gazéta* et *ont quitté la première réunion* à laquelle les avait conviés sa rédaction. Nous regrettons qu'ils ne nous aient pas aidés (à démasquer le vide de la conciliation) par une prise de position ouverte contre la *Rabotchaïa Gazéta*.

de la réciprocité, de le poser clairement et de définir des moyens de contrôle pour qu'il soit *réellement* appliqué, ne fait que s'enivrer de la musique de douces paroles.

Serrez les rangs, bolcheviks, vous êtes le seul rempart de la lutte résolue et conséquente contre la liquidation et l'otzovisme.

Appliquez la politique de rapprochement avec les mencheviks *anti*liquidateurs, que les faits ont mise à l'épreuve et que l'expérience a confirmée, voilà notre mot d'ordre. Voilà une politique qui ne promet pas une « paix générale », où coulent le lait et le miel, irréalisable en notre période de déclin et de décomposition, mais qui fait réellement avancer, dans le travail, le rapprochement des *tendances* qui représentent *tout* ce qu'il y a de fort, de sain, de viable dans le mouvement *prolétarien*.

On pourrait caractériser assez bien le rôle des conciliateurs à l'époque de la contre-révolution par l'image suivante : les bolcheviks poussent à grand-peine le char du parti au sommet d'une montagne escarpée, les liquidateurs de *Goloss* le tirent de toutes leurs forces en arrière, vers le bas. Et le conciliateur est assis *sur le char*. Il a l'air si attendri, il a le visage si doux qu'on dirait Jésus-Christ en personne. Toute sa silhouette respire la vertu. Et, les yeux modestement baissés, les mains levées au ciel, le conciliateur s'écrie : « je te rends grâces, Seigneur, de n'être pas semblable à *ces* — signe de tête en direction des bolcheviks et des mencheviks — méchants fractionnistes qui empêchent tout mouvement en avant ». Le char progresse légèrement, et le conciliateur est assis dessus. Quand les bolcheviks fractionnistes *ont battu* le Bureau du Comité central à l'étranger, aux tendances liquidatrices, nettoyant ainsi le terrain pour l'édification de la maison nouvelle, pour le bloc (ou à la rigueur pour l'alliance temporaire) des fractions *du parti*, alors les conciliateurs sont entrés dans cette maison (en insultant les bolcheviks fractionnistes) et l'ont bénie... de l'eau de leurs mièvres discours sur le non-fractionnisme !

Que serait-il advenu de l'œuvre historique mémorable de l'ancienne *Iskra*, si, au lieu d'avoir mené une campagne

de principe implacable et conséquente contre l'« économisme » et le « strouvisme », elle avait accepté un bloc, une alliance ou une « fusion » de *tous* les groupes et groupuscules, qui n'étaient alors pas moins nombreux qu'aujourd'hui à l'étranger ?

Or les différences entre notre époque et celle de l'ancienne *Iskra* aggravent considérablement le mal causé par l'attitude verbeuse et dénuée de principes de la conciliation.

La première de ces différences, c'est qu'aujourd'hui, en Russie, le développement du capitalisme et de la bourgeoisie est parvenu à un niveau bien plus élevé, et la lutte des classes est devenue bien plus claire. Il *existe* déjà un terrain objectif (et c'est la *première fois* en Russie) pour la politique ouvrière *libérale* de MM. Potressov, Lévitski, Larine et consorts. Le libéralisme stolypinien des cadets et le parti ouvrier stolypinien sont déjà en train de se constituer. Les phrases et les intrigues conciliatrices avec les groupuscules étrangers qui soutiennent les liquidateurs n'en sont en fait que plus néfastes.

La seconde différence, c'est le niveau de développement incomparablement plus élevé du prolétariat, de sa conscience et de sa cohésion de classe. D'autant plus nuisible se révèle le soutien *artificiel* qu'apportent les conciliateurs aux groupuscules éphémères qui se constituent à l'étranger (*Vpériod*, *Pravda*, etc.) qui n'ont créé et ne peuvent créer aucune *tendance* dans la social-démocratie.

Troisième différence : à l'époque de l'*Iskra*, il y avait en Russie des organisations illégales des « économistes », qu'il a fallu battre et briser pour unir contre elles les social-démocrates révolutionnaires. Actuellement, *il n'y a pas* d'organisations illégales parallèles, il s'agit seulement de lutter contre des groupes *légaux* isolés. Et ils *freinent* ce processus d'isolement (que même les conciliateurs sont obligés d'admettre) par leur *jeu* politique avec les fractions de l'étranger qui *ne souhaitent pas* et ne sont pas capables de suivre cette ligne de démarcation.

Le bolchevisme a triomphé de la maladie otzoviste, de la phrase révolutionnaire, de l'engouement gauchiste, des oscillations vers la gauche par rapport à la social-démocratie. Les otzovistes sont intervenus en tant que fraction

alors qu'il était *déjà* impossible de « rappeler » les social-démocrates de la Douma.

Le bolchevisme sortira aussi vainqueur de la maladie « conciliatrice », des oscillations vers les liquidateurs (car *en fait* les conciliateurs ont toujours été un jouet aux mains des liquidateurs). Les conciliateurs aussi ont pris un retard irratrapable en intervenant en tant que fraction, alors qu'un an et demi de *domination* des conciliateurs après le plénum avait déjà épuisé toutes leurs ressources, et qu'il n'y avait plus personne à réconcilier.

P.-S. Cet article a été écrit il y a plus d'un mois. Il critique la « théorie » des conciliateurs. Quant à leur « pratique », qui s'est exprimée par la chamaillerie interminable, absurde, mesquine et honteuse étalée dans le n° 2 du *Bulletin* des conciliateurs et des Polonais, il est inutile de perdre son temps à en parler.

« Social-Démocrate » n° 24,
18 (31) octobre 1911.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LE PROGRAMME ÉLECTORAL

Les élections à la IV^e^ Douma d'Etat sont fixées à l'an prochain. La social-démocratie doit ouvrir *sans délai* sa campagne électorale. On remarque déjà une certaine « animation » dans *tous* les partis en prévision de ces élections. Tout semble indiquer que la première phase de la contre-révolution est terminée : les manifestations de l'an passé, le mouvement étudiant, la famine à la campagne et — dernier facteur, mais non le moindre — la vague de grèves, sont les indices précis du début d'un tournant, du début d'une nouvelle étape dans la période de contre-révolution. Le renforcement de notre propagande, de notre agitation, de notre organisation est à l'ordre du jour et les élections à venir sont un « point d'appui » naturel, inévitable, actuel dans ce travail. (Remarquons entre parenthèses que ceux des social-démocrates qui, comme le groupe du *Vpériod*, hésitent encore sur ces vérités élémentaires, entièrement confirmées par la vie, l'expérience, le parti, ceux qui supposent que l'« otzovisme » est une « nuance légale » (*Vpériod* n° 3, *mai 1911*, *p. 78*) s'excluent eux-mêmes de la liste des orientations et des tendances quelque peu sérieuses au sein de la social-démocratie.)

D'abord quelques remarques sur la manière d'organiser, de voir, de mener la campagne électorale. Pour l'entreprendre *sans délai*, il faut que les *cellules* illégales du P.O.S.D.R. prennent immédiatement *des initiatives* dans tout le pays, dans toutes les organisations, légales et semi-légales, dans toutes les grandes fabriques et usines, parmi

toutes les couches et groupes de la population. Il faut regarder bien en face la désagréable réalité. Nous n'avons encore dans une quantité d'endroits aucune organisation du parti qui soit complètement formée. Nous avons une avant-garde ouvrière dévouée à la social-démocratie. Nous avons des personnes isolées, nous avons de petits groupes. Aussi la formation énergique de cellules (terme qui exprime bien cette idée que les conditions extérieures rendent nécessaires de petits groupes, cercles et organisations très souples) doit être la première tâche de *tous* les social-démocrates, ne seraient-ils que deux ou trois qui peuvent d'une manière ou d'une autre « s'accrocher », établir certains liens, commencer un travail, peut-être très modeste, mais systématique.

Etant donné la situation actuelle de notre parti, il n'y a rien de plus dangereux que d'« attendre » le moment où un centre russe influent sera constitué. Tous les social-démocrates savent qu'*on est en train* de travailler à le créer, que ceux dont c'est la charge principale *font tout leur possible* pour cela, mais tous les social-démocrates doivent également savoir que les difficultés policières sont incroyables, qu'il ne faut pas se décourager d'un premier, d'un second ou d'un troisième insuccès ! Tous doivent savoir que lorsque ce centre sera créé, il lui faudra du temps pour établir un solide réseau de communications avec tout le pays, et pendant une longue période, il devra se borner à une direction politique *générale*. Remettre à plus tard la formation de *cellules* locales du P.O.S.D.R. agissantes, fermes sur les positions du parti, illégales, qui commenceront aussitôt le travail de préparation aux élections, qui feront aussitôt tout ce qui est faisable pour développer la propagande et l'agitation (imprimeries illégales, tracts, organes légaux, groupes de militants social-démocrates « légaux », transports, *etc.*, *etc.*), remettre tout cela à plus tard serait ruiner le travail.

Pour la social-démocratie, qui considère les élections surtout comme un moyen remarquable d'éducation politique du peuple, la question essentielle est évidemment celle du contenu idéologique et politique de toute la propagande et de l'agitation à déployer à propos des élections. Nous touchons là à la question du programme électoral. Pour

tout parti quelque peu digne de ce nom, un programme est une chose qui existe déjà bien avant le moment des élections, qui n'a pas été inventé exprès « pour les élections », mais qui découle nécessairement de tous les *actes* du parti, de toute la manière dont il travaille, de toute son orientation dans la période historique où il se trouve. Le P.O.S.D.R. a lui aussi déjà son programme, il existe déjà, il est déterminé naturellement et nécessairement par les principes du parti et la tactique qu'il a *déjà* décidée, qu'il a *déjà* appliquée et qu'il applique dans toute cette époque de la vie politique du peuple, et dont les élections représentent toujours, dans un certain sens, le « bilan ». Le programme du P.O.S.D.R. est le *bilan* du travail que le marxisme révolutionnaire et les couches d'ouvriers avancés qui lui sont restés fidèles ont accompli pendant les années 1908-1911, au moment du déchaînement de la contre-révolution et du régime « stolypinien » du 3 juin.

Ce bilan présente trois composantes essentielles : 1) le programme du parti ; 2) sa tactique ; 3) son appréciation sur les courants idéologiques et politiques actuellement dominants ou les plus répandus ou les plus nuisibles à la démocratie et au socialisme. Sans programme, le parti ne peut exister en tant qu'organisme politique quelque peu cohérent, capable de toujours maintenir sa ligne, quels que soient les événements et leurs détours. Sans une ligne tactique fondée sur l'appréciation du moment politique que l'on traverse, et qui donne des réponses précises aux « questions maudites » posées par l'actualité, on peut avoir un cercle de théoriciens, mais on n'aura pas une grandeur politique agissante. Sans une appréciation des courants idéologiques et politiques « actifs », d'actualité ou « à la mode », le programme et la tactique peuvent se transformer en « stipulations » mortes dont la mise en œuvre, l'application aux milliers de questions particulières concrètes et très concrètes de la pratique n'iront pas de pair avec la compréhension du fond des choses, avec la claire vision de la situation.

Quant aux courants idéologiques et politiques qui caractérisent la période de 1908 à 1911, et qui sont particulièrement importants pour qui veut comprendre les tâches de la social-démocratie, c'est l'« esprit des *Viékhi* » qui

apparaît au premier plan comme idéologie de la bourgeoisie *libérale contre-révolutionnaire* (idéologie qui correspond en tous points à la politique du parti cadet, quoi qu'en disent ses diplomates) et l'*esprit liquidateur* comme manifestation des mêmes influences décadentes et bourgeoises dans un milieu qui touche au mouvement ouvrier. Revenons en arrière par rapport à la démocratie, tenons-nous loin du mouvement des masses, loin de la révolution, tel est le leitmotiv des orientations dominantes de la pensée politique dans la « société ». Tenons-nous loin du parti illégal, des tâches de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte de libération, des impératifs de la défense de la révolution, tel est le leitmotiv, chez les marxistes, de l'« esprit des *Viékhi* » qui a fait son nid dans les organes *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*. Quoi que puissent dire les praticistes étroits ou les gens qui, par lassitude, se détournent de la dure lutte pour un marxisme révolutionnaire, en notre dure époque, il n'est *pas une seule* question de « pratique », *pas une seule* question concernant le travail légal ou illégal des social-démocrates dans n'importe quel domaine, sur laquelle on puisse donner une réponse précise et complète au propagandiste et à l'agitateur si l'on n'a pas compris toute la profondeur et toute l'importance de ces « orientations de pensée » de la période stolypinienne.

Il est très souvent profitable, et souvent même indispensable de ramasser le programme électoral de la social-démocratie dans un bref mot d'ordre d'ensemble, un mot de passe pour les élections, qui mette en relief les questions les plus essentielles de la pratique politique immédiate, qui donne le prétexte et la matière les plus accessibles et les mieux utilisables pour développer une propagande socialiste complète. Pour notre époque, nous ne pouvons prendre pour devise, pour mot d'ordre d'ensemble que les trois points suivants : 1) république, 2) confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers, 3) journée de travail de huit heures.

Le premier point contient la quintessence de nos exigences en matière de liberté politique. Mais se limiter à ce dernier terme pour exprimer notre position de parti sur des questions de ce genre, ou à d'autres, tels que « démocratisation », etc., ne serait pas juste pour cette raison que

nous devons tenir compte dans notre propagande et notre agitation de l'expérience de la révolution. Dissolution de deux Doumas, organisation de pogromes, soutien des bandes de Cent-Noirs, absolution des héros Cent-Noirs, exploits de Liakhov en Perse [132], coup d'Etat du 3 juin, série d'autres « petits *coups d'Etat* » * sur ce terrain (article 87, etc.,), telle est la liste bien incomplète des exploits de notre monarchie des Romanov-Pourichkévitch-Stolypine et compagnie. Certes, il a pu y avoir des conditions historiques dans lesquelles la monarchie a été capable de s'accommoder de certaines réformes démocratiques sérieuses, comme par exemple le suffrage universel. La monarchie en général n'est pas uniforme et immuable, elle est une institution très souple et capable de s'adapter à différents rapports de domination de classe. Mais tirer de ces considérations abstraites indiscutables des conclusions applicables à la monarchie russe concrète du XX^e siècle, c'est se moquer des exigences de la critique historique et trahir la cause de la démocratie.

La situation et l'histoire du pouvoir d'Etat en Russie, notamment dans la dernière décennie, nous montrent à l'évidence que c'est la monarchie tsariste qui est précisément le foyer de la bande de propriétaires fonciers Cent-Noirs (dont le premier est Romanov) qui ont fait de la Russie un épouvantail non seulement pour l'Europe, mais aussi maintenant pour l'Asie, de cette bande qui a donné à l'arbitraire, au pillage, à la concussion, aux brimades systématiques du simple peuple, aux tortures et aux violences contre ses adversaires politiques, etc., des dimensions absolument exceptionnelles. Etant donné l'allure *concrète*, la base économique concrète et la physionomie politique de *notre* monarchie, placer au centre de la lutte pour la liberté politique la revendication du suffrage universel par exemple, relèverait moins de l'opportunisme que de l'ineptie. S'il s'agit de choisir le point central des revendications comme mot d'ordre général de la campagne électorale, il faut disposer les différentes revendications démocratiques dans une perspective et un rapport quelque peu vraisemblables. On ne peut pas en vérité, sans faire sourire les gens au courant et plonger dans la confusion ceux qui ne le sont pas, faire admettre

* En français dans le texte. (*N.R.*)

à Pourichkévitch la nécessité d'être correct avec les femmes et de châtier son langage, à Héliodore [133] celle d'être tolérant, à Gourko et Rheinbott celle du désintéressement et de l'honnêteté, à Tolmatchev et à Doumbadzé celle du respect de la légalité et du droit, et à Nicolas Romanov celle des réformes démocratiques !

Considérez la question du point de vue, pour ainsi dire, de l'histoire générale. Il est indiscutable (sauf pour Larine et une poignée de liquidateurs) que la révolution bourgeoise n'est pas terminée en Russie. La Russie va vers une crise *révolutionnaire*. Nous devons démontrer que la révolution est indispensable, prôner qu'elle est légitime et « utile ». Par conséquent il faut mener l'agitation pour la liberté politique de manière à poser la question dans toute son ampleur, de manière à indiquer au mouvement, qui sera victorieux et ne s'arrêtera pas à mi-chemin (comme en 1905), le but qu'il doit poursuivre, de manière à lancer un mot d'ordre capable de susciter l'enthousiasme des masses qui n'en peuvent plus de la vie russe, d'avoir honte d'être russes, qui veulent une Russie réellement libre et réellement rénovée. Posez la question du point de vue pratique du propagandiste. Il ne peut faire autrement que d'expliquer, même au moujik le plus fruste, que l'Etat doit être dirigé par une Douma élue plus librement et à un suffrage plus étendu que la première. Et que faire pour qu'il soit impossible de la dissoudre ? Rien d'efficace sans la destruction préalable de la monarchie tsariste.

On nous objectera peut-être que lancer le mot d'ordre de république comme devise de toute la campagne électorale, c'est exclure la possibilité de mener celle-ci légalement, c'est donc ne pas reconnaître sérieusement l'importance et la nécessité du travail légal. Une telle objection serait un sophisme digne des liquidateurs. On ne peut parler légalement de république (sauf à la tribune de la Douma, d'où l'on peut et l'on doit, tout en restant *entièrement* sur le terrain de la légalité, mener la propagande en faveur de la république), mais on peut écrire et parler pour défendre la démocratie *de manière* à ne pas faire la moindre concession aux idées de conciliation entre la démocratie et la monarchie, *de manière* à réfuter et à tourner en ridicule les monarchistes libéraux et populistes, *de manière* à ce que le lecteur ou

l'auditeur saisisse le lien qui unit la monarchie en tant que telle à l'illégalité et à l'arbitraire en Russie. Oh, l'homme russe a été pendant des siècles à l'école de l'esclavage : il sait lire entre les lignes et compléter ce que l'orateur n'a pas dit. « Ne dis pas : je ne peux pas, dis : je ne veux pas », voici ce qu'il faut répondre aux militants légaux de la social-démocratie qui prétendraient qu'il est « impossible » de placer la revendication de la république au centre de notre propagande et de notre agitation.

Il ne semble pas qu'il soit nécessaire de s'étendre particulièrement sur l'importance que prend la revendication de confiscation de toutes les terres seigneuriales. Alors que tous les villages russes retentissent de gémissements après la « réforme » stolypinienne, où la lutte qui oppose les « nouveaux propriétaires », les gardiens de l'ordre et la masse de la population prend les formes les plus acharnées, où, de l'aveu même des gens les plus conservateurs et les plus hostiles à la révolution, une haine encore jamais vue s'accumule, à un tel moment, cette revendication doit être au *centre* de toute la plate-forme électorale démocratique. Remarquons seulement que c'est précisément cette revendication qui délimitera nettement la démocratie prolétarienne conséquente non seulement du libéralisme des cadets, inspiré des propriétaires fonciers, mais aussi des fonctionnaires et des intellectuels qui conversent sur les « normes », les « normes de consommation », les « normes de production », la « répartition égalitaire » et autres inepties chères aux populistes et qui font rire tous les paysans sensés. Nous n'avons pas à dire « combien de terre il faut au moujik » : le peuple russe doit confisquer *toute* la terre des propriétaires fonciers pour libérer du joug de l'oppression féodale *toute* la vie économique et politique du pays. Sans cette mesure, la Russie ne sera jamais libre, le paysan russe ne s'arrachera jamais à la faim et à l'analphabétisme.

Commenter le troisième point : journée de travail de huit heures, est encore moins nécessaire. La contre-révolution s'acharne à reprendre aux ouvriers les conquêtes de l'année 1905, et dans le milieu ouvrier, la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail devient d'autant plus vive ; la journée de travail de huit heures vient en tête de ces améliorations.

Pour nous résumer, nous pouvons exprimer en deux mots le fond et le nerf vital de la plate-forme électorale de la social-démocratie : *pour la révolution* ! Peu avant sa mort, Léon Tolstoï disait avec un regret, caractéristique des pires côtés du « tolstoïsme », que le peuple russe avait « appris à faire la révolution » extraordinairement vite. Nous regrettons seulement que le peuple russe n'ait pas encore appris à fond cette science sans laquelle il peut rester l'esclave des Pourichkévitch pendant des siècles encore. Mais il est vrai que le prolétariat russe, dans sa volonté d'une complète transformation socialiste de la société, a donné là-dessus au peuple russe en général et aux paysans russes en particulier des *leçons* irremplaçables. Ni les potences de Stolypine, ni les vains efforts des gens de *Viékhi* ne pourront les lui faire oublier. La leçon est donnée. Elle est en train d'être assimilée. Elle sera répétée.

Le programme du P.O.S.D.R., notre vieux programme de la social-démocratie révolutionnaire, est le fondement de notre plate-forme électorale. Notre programme donne une formulation exacte de nos objectifs socialistes, du but final du socialisme, une formulation dont la pointe est dirigée particulièrement contre l'opportunisme et le réformisme. A une époque où, dans beaucoup de pays, y compris dans le nôtre, le réformisme lève la tête, et quand, d'autre part, on voit se multiplier les indices montrant que dans les pays les plus avancés la période dite de « parlementarisme pacifique » tire à sa fin, qu'une période de fermentation révolutionnaire des masses commence, à une telle époque, notre vieux programme prend une signification encore plus grande (à supposer que le comparatif soit possible sur ce point). Par rapport à la Russie, le programme du P.O.S.D.R. fixe au parti un but immédiat : « renverser l'autocratie du tsar et la remplacer par une république démocratique ». Les chapitres du programme spécialement consacrés à la gestion de l'Etat, aux finances, à la législation ouvrière, à la question agraire, donnent une documentation précise et définie sur laquelle tout propagandiste et tout agitateur peut se guider dans les *multiples* aspects de son travail, pour concrétiser notre programme électoral en prenant la parole devant tel ou tel auditoire, à telle ou telle occasion, sur tel ou tel thème.

La tactique du P.O.S.D.R. dans les années 1908-1911 a été définie par *les résolutions de décembre 1908*. Confirmées par le plénum de janvier 1910, vérifiées par *l'expérience* de toute la période « stolypinienne », ces résolutions donnent une appréciation exacte du moment et des objectifs qui en découlent. La vieille autocratie reste comme auparavant l'ennemi principal, comme auparavant, la crise révolutionnaire vers laquelle se dirige à nouveau la Russie est inévitable. Mais la situation n'est plus celle d'autrefois, l'autocratie a accompli un « pas en avant dans le sens de sa transformation en monarchie bourgeoise », elle essaie de renforcer la propriété foncière féodale par une politique agraire nouvelle, bourgeoise ; elle met en place des alliances entre propriétaires fonciers réactionnaires et bourgeoisie à la Douma noire et jaune ; elle joue sur l'état d'esprit contre-révolutionnaire (« l'esprit des *Viékhi* ») largement répandu dans la bourgeoisie libérale. Le capitalisme a quelque peu progressé, les contradictions de classe se sont accentuées, la scission entre les éléments démocratiques et le libéralisme « viékhiste » des cadets est devenue plus nette, l'activité de la social-démocratie embrasse des domaines nouveaux (Douma et « possibilités légales ») qui permettent, malgré la contre-révolution, d'élargir la sphère d'action de la propagande et de l'agitation même quand les organisations illégales sont démantelées. Ce sont les vieux objectifs révolutionnaires, les vieilles méthodes éprouvées de la lutte de masse révolutionnaire que défend notre parti à une époque de déclin et d'effondrement où il faut souvent « commencer par le commencement », où il faut mener le travail de préparation non seulement par les anciennes méthodes, mais par de nouveaux moyens, dans une situation qui a changé, en rassemblant nos forces pour l'époque des nouvelles batailles.

« Social-Démocrate » n° 24, 18 (31) octobre 1911

Conforme au texte du journal

EN PROVENANCE DU PARTI « OUVRIER » STOLYPINIEN

Les numéros 6, 7 et 8 de *Nacha Zaria* sont consacrés pour l'essentiel à la campagne électorale et à la plate-forme électorale. Dans leurs articles, les liquidateurs cachent la nature réelle de leurs conceptions sous une quantité inhabituelle de phrases extraordinairement ampoulées, contournées, pompeuses sur la « mobilisation du prolétariat en vue de la bataille », sur la « mobilisation large et ouverte des masses », sur les « organisations politiques de masse des ouvriers actifs », les « collectivités s'auto-administrant », les « ouvriers conscients d'eux-mêmes », etc., etc., Youri Tchatski est même allé jusqu'à dire qu'il ne faut pas seulement « penser » le programme, qu'il faut le « sentir »... Ces phrases, qui provoquent sans doute l'enthousiasme des collégiens et des collégiennes, abasourdissent le lecteur et « diffusent un brouillard » à travers lequel il est moins difficile de passer de la contrebande.

Ainsi M. Youri Tchatski chante l'importance de la plate-forme et du fait qu'elle soit unique. « Nous accordons la plus haute importance, écrit-il, à la sanction (donnée à la plate-forme) par la fraction social-démocrate de la Douma, à la condition expresse cependant, que cette dernière ne suive pas la ligne de moindre résistance, en sanctionnant une plate-forme qui lui a été imposée par les cercles de l'étranger. »

C'est écrit noir sur blanc. Et ce n'est pas un organe Cent-Noirs qui attise la haine contre le « juif » et l'émigré,

mais un organe « social-démocrate » ! Ces messieurs ont dû tomber bien bas pour en arriver, au lieu d'expliquer la différence de principe entre *leur* plate-forme et celle des « cercles de l'étranger », à déblatérer contre l'étranger !

De plus, Youri Tchatski est maladroit au point de révéler le cercle au nom duquel il mène sa ligne liquidatrice : « l'élément d'une centralisation possible, écrit-il, est un groupe de militants social-démocrates (? ?) étroitement lié au mouvement ouvrier déclaré [par le canal de *Nacha Zaria*, hein ?] et en train de devenir de plus en plus stable » [et dont l'allure libérale est de plus en plus marquée] ... « nous voulons parler en particulier de Pétersbourg ».

Il fallait le dire franchement, Messieurs ! Jouer à cache-cache n'est ni digne ni intelligent ! : vous estimez, à juste raison, que cet « élément de centralisation », ce « centre » (liquidateur) est représenté par le groupe des collaborateurs de *Nacha Zaria* à Pétersbourg. Nul ne peut cacher une alêne dans un sac.

L. Martov, lui, essaie de le faire, en reprenant les thèses légales du programme social-démocrate comme fondement de la plate-forme électorale. Il prodigue de bonnes paroles, déclarant qu'il ne faut rien « rejeter », rien « retrancher ». Ceci, c'est à la page 48 du n° 7-8. Et à la page 54, dans le paragraphe de conclusion de son article, on lit :

« Nous devons mener toute notre campagne électorale [? celle de *Nacha Zaria* et de *Diélo Jizni* sans doute] sous le drapeau (sic !) de la lutte du prolétariat pour la liberté de son autodétermination politique, pour le droit d'avoir son parti de classe à lui et de développer librement son activité, pour sa participation à la vie politique en tant que force organisée indépendante. Aussi bien le contenu de l'agitation électorale que les méthodes de la tactique et du travail d'organisation pré-électoral doivent être subordonnés à ce principe. »

Remarquable exposé d'une plate-forme ouvrière *libérale* ! L'ouvrier social-démocrate « mène la campagne sous le drapeau » de la lutte pour la liberté de *tout le peuple*, pour une république démocratique. L'ouvrier libéral lutte pour « le droit d'avoir son parti de classe » (au sens brentaniste, social-libéral). Se soumettre à ce principe, c'est précisément trahir la cause de la démocratie. Et les bourgeois libéraux

et les affairistes retors du gouvernement ne demandent pas mieux que les ouvriers luttent « pour la liberté de leur autodétermination politique » et non pour la liberté de tout le pays. Martov n'a fait que paraphraser la formule de Lévitski : « *non* une hégémonie, *mais* un parti de classe » ! Martov a donné un mot d'ordre du plus pur « néo-économisme ». Les économistes disaient : aux ouvriers la lutte économique, aux libéraux la lutte politique. Les néo-économistes, les liquidateurs disent qu'il faut subordonner tout le contenu de l'agitation électorale au principe : lutte des ouvriers pour le droit d'avoir leur parti de classe.

Martov est-il conscient du sens qu'ont ses paroles ? Comprend-il qu'elles signifient l'abandon de la révolution par le prolétariat ? « Messieurs les libéraux, en 1905, nous avons dressé contre vous les masses en général, les paysans en particulier, nous avons lutté pour la liberté du peuple malgré les libéraux qui s'évertuaient à arrêter les choses à une demi-liberté ; désormais, nous ne nous « emballerons » pas et lutterons pour la liberté de notre parti de classe. » Les libéraux contre-révolutionnaires « viékhistes » ne demandent rien d'autre aux ouvriers (cf. en particulier les écrits d'Izgoïev). Les libéraux ne dénient pas aux ouvriers le droit d'avoir leur parti de classe. Ils nient le « droit » qu'a le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, de soulever le *bas peuple* en dépit des libéraux et même contre eux.

Tout en promettant de ne « rien rejeter » et de ne « rien retrancher », Martov a précisément *rogné* la plate-forme social-démocrate pour qu'elle donne entière satisfaction aux Larine, Potressov, Prokopovitch, Izgoïev.

Regardez la critique que fait Martov de la résolution tactique du parti, adoptée en décembre 1908. « Formule malheureuse », dit-il au sujet du « pas en avant dans le sens d'une transformation en monarchie bourgeoise » car elle « escamote la réalité du pas *en arrière*, vers la division du pouvoir entre les porteurs de l'absolutisme et la noblesse terrienne », car « elle estompe le moment de l'affrontement résolu entre les classes », vraisemblablement entre les bourgeois libéraux et les féodaux. Martov oublie (tout comme les libéraux, qui accusent les ouvriers d'« excès ») qu'en 1905-1907, les bourgeois libéraux *ont eu peur* d'« af-

fronter résolument » les féodaux, et ont préféré « affronter résolument » les ouvriers et les paysans. Martov voit un « pas en arrière » de l'autocratie vers les féodaux (la résolution du parti donne l'*exacte* mesure de ce pas : « conserver aux féodaux leur pouvoir et leurs revenus »). Mais il *ne voit pas* le pas en arrière des bourgeois libéraux *depuis* la démocratie vers l'« ordre », vers la monarchie, vers le rapprochement avec les propriétaires fonciers. Martov ne voit pas le *lien qui unit* le « pas en avant dans le sens de la transformation » en monarchie bourgeoise à la contre-révolution, à l'« esprit des *Viékhi* » de la bourgeoisie libérale. Il ne le voit pas parce que lui-même est « un viékhiste chez les marxistes ». Rêvant en libéral d'un « affrontement résolu » entre les bourgeois libéraux et les féodaux, il jette pardessus bord la réalité historique de l'affrontement *révolutionnaire* entre les ouvriers et les paysans d'une part et les féodaux de l'autre, *malgré* les hésitations des libéraux et même malgré leur passage aux côtés du parti de l'ordre.

Le résultat est ici aussi le même : Martov conteste la résolution du parti du point de vue de la politique ouvrière *libérale* sans malheureusement lui opposer aucune résolution tactique *à lui* (bien qu'il soit contraint d'admettre qu'il faut que la tactique repose sur l'appréciation du « sens historique de la période du 3 juin ») !

Aussi est-il parfaitement compréhensible que Martov écrive : ... « le parti ouvrier doit s'efforcer de... pousser les classes possédantes à faire un pas ou un autre dans le sens de la démocratisation de la législation et de l'élargissement des garanties constitutionnelles »... Tout libéral considère comme parfaitement légitime la volonté des ouvriers de « pousser les *classes possédantes* » à faire tel ou tel pas ; la condition qu'il y met, c'est que les ouvriers ne se mêlent pas de pousser les classes *non possédantes* à des « pas » *qui ne plairaient pas* aux libéraux. Toute la politique des libéraux anglais, qui ont si profondément perverti les ouvriers anglais se résume à permettre aux ouvriers de « pousser les classes possédantes » et à *ne pas leur permettre* de s'assurer l'hégémonie dans le mouvement de tout le peuple.

L'aversion de Tchatski, Martov et Dan pour la tactique du « bloc des gauches » est aussi tout à fait compréhensible. Ils y voient non pas le « bloc des gauches » aux élections,

mais la tactique d'ensemble définie par le congrès de Londres : *arracher* les paysans (et les petits bourgeois en général) à l'influence des cadets ; *forcer* les groupes populistes à *choisir* entre les social-démocrates et les cadets. Refuser cette tactique, c'est *abandonner la démocratie* : seuls les social-démocrates stolypiniens peuvent ne pas le voir *maintenant*, après « la période stolypinienne », après les exploits du « libéralisme stolypinien des cadets » (le mot d'ordre londonien de Milioukov : « opposition de Sa Majesté » !) [134], *après les « Viékhi »*.

Il ne faut pas se faire d'illusions : nous avons *deux* plates-formes électorales, c'est un fait. Phrases, vœux, lamentations n'y changeront rien. L'une, exposée plus haut, est fondée sur les décisions du parti. L'autre est celle de Potressov-Larine, développée et complétée par Lévitski, Youri Tchatski et compagnie, et camouflée par Martov. Cette dernière, *prétendument social-démocrate*, est en fait *celle de la politique ouvrière libérale*.

Quiconque n'a pas compris la différence, la différence inconciliable entre ces *deux* plates-formes de la politique ouvrière ne peut pas mener *consciemment* la campagne électorale. Il doit s'attendre à chaque pas à des désillusions, à des « malentendus », à des erreurs comiques ou tragiques.

« Social-Démocrate » n° 24, 18 (31) octobre 1911

Conforme au texte du journal

UN BILAN

La polémique entre Witte et Goutchkov a été reprise avec entrain tant par la *Retch* que par les *Rousskié Viédomosti* pour des raisons de propagande électorale. Cette tirade de la *Retch* montre clairement le caractère de la polémique :

« Combien MM. les octobristes, sous la haute direction de Goutchkov, se sont souvent trouvés être les collègues des partisans de M. Dournovo, pour faire plaisir à l'autorité ! Combien souvent se sont-ils trouvés les yeux fixés sur l'autorité et le dos tourné à l'opinion publique ! »

Ces propos font allusion aux consultations d'octobre-novembre 1905, en vue de la formation d'un ministère, entre Witte et MM. Ouroussov, Troubetskoï, Goutchkov, M. Stakhovitch, au cours desquelles les trois derniers avaient manifesté leur complet désaccord avec la candidature de Dournovo au poste de ministre de l'Intérieur.

En s'en prenant aux octobristes, MM. les cadets font cependant preuve d'une étonnante capacité d'oubli de leur propre passé. « Les octobristes se sont trouvés être les collègues des partisans de Dournovo. » C'est juste, et cela montre sans ambiguïté qu'il serait ridicule de parler du démocratisme des octobristes. Mais les octobristes ne prétendent pas être des démocrates. Les cadets, eux, se nomment « constitutionnels-démocrates ». Or ces « démocrates », en la personne par exemple d'Ouroussov, qui défendait la candidature de Dournovo dans les consultations avec Witte, ne se seraient-ils pas eux aussi trouvés être les « collègues

des partisans de Dournovo » ? Dans les deux premières Doumas, les cadets en tant que parti n'avaient-ils pas « les yeux fixés sur l'autorité et le dos tourné à l'opinion publique » ?

On ne saurait oublier ni déformer des faits connus de tous. Rappelez-vous l'histoire des comités agraires locaux à la première Douma. Les cadets étaient contre *justement* « pour faire plaisir à l'autorité ». Sur cette question (l'une des plus importantes questions politiques de l'époque de la première Douma), les cadets se sont indiscutablement trouvés « les yeux fixés sur l'autorité » et « le dos tourné à l'opinion publique ». Car les troudoviks et les députés ouvriers, qui représentaient les neuf dixièmes de la population russe, étaient alors *pour* les comités agraires locaux. Des dizaines de fois, on a observé sur d'autres questions le même clivage des partis, tant à la I^re^ Douma qu'à la II^e^.

On se représente difficilement comment les cadets pourraient contester ces faits. Peut-on affirmer qu'ils n'ont pas divergé avec les troudoviks et les députés ouvriers des deux premières Doumas, et que ce faisant ils ne se sont pas trouvés aux côtés des Heiden, des octobristes et de l'autorité ? Que les troudoviks et les députés ouvriers ne représentaient pas l'énorme majorité de la population, compte tenu du système électoral ? Ou bien alors nos « démocrates » désignent par opinion publique celle de la « société cultivée » (du point de vue des diplômes officiels) et non celle de la majorité de la population ?

Si l'on veut porter un jugement d'historien sur la période pendant laquelle Stolypine était premier ministre, c'est-à-dire les cinq années 1906-1911, il est impossible de nier que les cadets, comme les octobristes, *n'étaient pas* des démocrates. Etant donné que seuls les cadets prétendent à ce titre, c'est précisément sur ce point qu'ils se trompent eux-mêmes et trompent l'« opinion publique », celle des masses, d'une manière particulièrement sensible et particulièrement nuisible.

Nous ne voulons évidemment pas dire qu'octobristes et cadets constituent une « même masse réactionnaire », que les octobristes ne sont pas moins libéraux que les cadets. Nous voulons leur dire que le libéralisme est une chose et la démocratie en est une autre. Les libéraux identifient tout

naturellement à l'« opinion publique » celle de la bourgeoisie et non celle des ouvriers et des paysans. Le démocrate ne peut s'en tenir à ce point de vue, et quelles que soient les illusions qu'il puisse parfois nourrir en ce qui concerne les intérêts et les aspirations des masses, le démocrate *croit* en la masse, en l'*action* des masses, en la légitimité de l'état d'esprit, en la justesse des méthodes de lutte des masses.

Il faut rappeler cette différence entre libéralisme et démocratie avec d'autant plus d'insistance que l'on abuse d'autant plus du titre de démocrate. Dans tous les pays bourgeois, les élections servent à la publicité des partis bourgeois. Pour la classe ouvrière, les élections et la lutte électorale doivent servir de moyen d'éducation politique, de moyen d'expliquer la *véritable* nature des partis. On ne peut juger des partis politiques d'après leurs noms, leurs programmes, leurs déclarations, il faut les juger sur leurs *actes*.

Mais, en mettant sur le tapis les débuts de la carrière ministérielle de Stolypine (Goutchkov démontre entre autres qu'en *automne 1905 aucune* des « personnalités » ne fit d'objection à la candidature de Stolypine), la polémique entre Witte et Goutchkov soulève d'autres questions, encore bien plus importantes et intéressantes.

La première fois que fut avancée la candidature de Stolypine au poste de ministre de l'Intérieur (en automne 1905), ce fut lors d'une consultation entre Witte et les représentants de la bourgeoisie libérale. Même à l'époque de la Ire Douma, Stolypine, alors ministre de l'Intérieur, « proposa par deux fois à Mouromtsev, par le canal de Kryjanovski, de discuter l'éventualité d'un ministère cadet », écrit le journal *Retch* dans son éditorial du 6 septembre, et il ajoute avec une prudence évasive : « certains indices permettent de penser » que Stolypine aurait agi ainsi. Il suffit de rappeler qu'auparavant les cadets répondaient par le silence ou l'invective à de tels « indices ». Ce sont maintenant eux qui les fournissent, confirmant ainsi, semble-t-il, leur authenticité.

Poursuivons. Après la dissolution de la Ire Douma, quand Stolypine devint premier ministre, des propositions directes furent faites à Heiden, Lvov et M. Stakhovitch pour entrer dans le ministère. Cette « combinaison » s'étant soldée par un échec, « pendant l'intermède entre les deux

Doumas, Stolypine noua des rapports politiques étroits avec Goutchkov » et ces rapports se sont prolongés, on le sait, jusqu'en 1911.

Quel bilan se dégage de tout cela ? On discute la candidature de Stolypine à un poste ministériel avec les représentants de la bourgeoisie, et pendant toute sa carrière ministérielle, de 1906 à 1911, Stolypine fait des « propositions » aux représentants de la bourgeoisie les uns après les autres, nouant ou s'efforçant de nouer des relations politiques d'abord avec les cadets, puis avec le parti de la rénovation pacifique et enfin avec les octobristes. On commence par « proposer » la candidature de Stolypine comme ministre aux « personnalités », c'est-à-dire aux chefs de la bourgeoisie, puis Stolypine, devenu ministre, fait *pendant toute sa carrière* des « propositions » aux Mouromtsev, Heiden, Goutchkov. La carrière de Stolypine se termine (on sait que sa retraite était déjà décidée) au moment où l'on *arrive au bout* de l'éventail de tous les partis et nuances de la bourgeoisie auxquels on pouvait faire des « propositions ».

La conclusion à tirer de ces faits est claire. Si les cadets et les octobristes se querellent maintenant pour savoir qui a été le plus servile d'Ouroussov ou de Goutchkov, de Mouromtsev ou de Heiden, de Milioukov ou de Stakhovitch, etc., etc., lors des pourparlers à propos de ministres ou avec des ministres, ces chamailleries mesquines ne servent qu'à détourner l'attention du public de la question politique principale. Et cette question principale revient de toute évidence à comprendre les conditions et l'importance de cette période particulière de l'histoire de l'Etat russe, qui a vu les ministres obligés de faire des « propositions » systématiques aux chefs de la bourgeoisie, et pendant laquelle les ministres *pouvaient* à tout le moins trouver un certain terrain d'entente avec ces chefs, permettant de mener et de reprendre des pourparlers. L'important n'est pas de savoir si c'est Karp ou Sidor qui s'est le plus mal tenu à cette occasion, l'important c'est que, premièrement, la vieille classe des propriétaires fonciers ne pouvait plus gouverner sans faire des « propositions » aux chefs de la bourgeoisie, et, deuxièmement, qu'il s'est trouvé un *terrain d'entente* permettant de mener des pourparlers entre le hobereau sauvage et le bourgeois ; ce terrain d'entente, c'était la *contre-révolution*.

Stolypine n'était pas simplement le ministre des propriétaires fonciers qui avaient vécu 1905 ; non, il était en même temps le ministre d'une époque où l'esprit contre-révolutionnaire dominait parmi la bourgeoisie, à qui les propriétaires fonciers devaient faire des propositions et pouvaient les faire, étant donné leur haine commune pour l'« année 1905 ». Cet état d'esprit de la bourgeoisie, pour ne parler que des cadets, le plus à gauche des partis « libéraux », s'exprima tant dans les prônes des *Viékhi*, qui couvraient de boue la démocratie et le mouvement des masses, que dans le mot d'ordre « londonien » de Milioukov, que dans les multiples discours bigots de Karaoulov, que dans les discours de Bérézovski le second sur la question agraire, etc.

C'est cet aspect des choses que tous nos libéraux, toute la presse libérale, jusqu'aux politiciens ouvriers libéraux sont par trop enclins à oublier. Et c'est pourtant lui qui est le plus important, qui nous explique la différence historique entre les conditions dans lesquelles les propriétaires fonciers devenaient ministres ou gouverneurs au XIX^e^ siècle ou au début du XX^e^, et celles d'*après 1905*. Dans sa polémique contre Goutchkov, le journal cadet *Retch* (n° du 30 septembre) écrit : « la société russe se rappelle fort bien les états de service de l'octobrisme ».

Oh oui ! La société libérale se rappelle fort bien les petites querelles entre compères, entre les Ouroussov et Milioukov et les Heiden, Lvov et Goutchkov. Mais la démocratie russe en général et la démocratie ouvrière en particulier *se rappelle fort bien* les « états de service » de *toute* la bourgeoisie libérale, cadets compris ; elle se rappelle fort bien que le grand tournant de 1905 a forcé les propriétaires fonciers et leur bureaucratie à chercher le soutien de la bourgeoisie, et que cette bourgeoisie a tiré parti de sa situation avec une grande dignité. Elle est tombée entièrement d'accord avec les propriétaires fonciers pour déclarer que les comités agraires locaux étaient inutiles et nuisibles, et elle s'est trouvée en divergence avec eux sur une question d'une importance exceptionnelle, une véritable question de principe : Dournovo *ou* Stolypine !

Zvezda » n° 26, 23 octobre 1911.
Signé : V. P.

Conforme au texte du journal

LES DEUX CENTRES

D'emblée, la dernière session de la troisième Douma a soulevé la question des résultats du fonctionnement de cette institution. Nous pouvons reprendre les termes de la *Retch* pour formuler une des principales constatations.

« Nous avons une série de votes, écrivait récemment ce journal dans son éditorial, qui rétablissent en fait la domination du « centre gauche » à la Douma... L'activité réelle de la Douma qui touche aux besoins et aux exigences essentielles de la vie suit invariablement et systématiquement depuis le début de la session l'orientation du centre gauche, inexistant évidemment. »

Et comme s'il prenait sur le fait le premier ministre « lui-même », le journal s'exclame, transporté : « M. Kokovtsov ne s'est pas gêné pour affirmer trois fois (dans sa première intervention) son entière solidarité avec les conclusions (du cadet) Stépanov. »

Le fait est indiscutable : il y a un « centre gauche ». La question est seulement de savoir si ce fait est un signe de « vie » ou de stagnation.

A la III[e] Douma, il y avait dès le début deux majorités. Dès la fin 1907, avant le début des « travaux » de cette Douma, les marxistes avaient constaté — et c'était là le point central de leur jugement sur la situation du moment et sur la III[e] Douma — qu'il existait « deux majorités » et ils en avaient donné les caractéristiques.

La première majorité est celle des octobristes de droite et des Cent-Noirs, la seconde, celle des octobristes et des

cadets. La loi électorale de la IIIe Douma a été agencée de façon qu'il y ait ces deux majorités. C'est en vain que nos libéraux font semblant de ne pas s'en apercevoir.

Ce n'est pas un hasard, ce n'est pas un subtil calcul de personnes, mais tout le déroulement de la lutte des classes de 1905 à 1907 qui a forcé le gouvernement à emprunter cette voie plutôt qu'une autre. Les événements ont montré qu'il était impossible de « miser » sur la masse de la population. Autrefois, avant les « événements », l'illusion d'une « politique populaire » officielle pouvait encore subsister; les événements l'ont brisée. Il a fallu miser ouvertement, carrément, froidement, sur la seule classe qui commande, celle des Pourichkévitch et des Markov, et sur la sympathie ou l'effroi de la bourgeoisie. Dans certains groupes de la bourgeoisie, c'est la volonté de soutenir systématiquement le pouvoir qui l'a emporté (octobristes), dans d'autres, c'est la sympathie pour ce qu'on nomme l'ordre, ou bien la peur (cadets) ; cette différence n'a pas joué de rôle sérieux.

Ce tournant, qui a affecté *tout* le système politique russe, se sentait déjà dans les conversations de la fin 1905 entre Witte, Trépov, Stolypine et les Ouroussov, Troubetskoï, Goutchkov, Mouromtsev, Milioukov. Il s'est définitivement marqué et fixé sous la forme d'une institution d'Etat avec la IIIe Douma et ses deux majorités.

Il est inutile de préciser pourquoi ce régime politique a besoin de la première majorité. Mais on oublie d'ordinaire que la seconde, la majorité des octobristes et des cadets, lui est tout aussi indispensable : sans le « plaideur bourgeois » le gouvernement ne pourrait être ce qu'il est; s'il ne s'entendait pas avec la bourgeoisie, il ne pourrait exister ; s'ils ne tentaient pas de concilier les Pourichkévitch et les Markov avec le régime bourgeois et le développement bourgeois de la Russie, ni le ministère des Finances, ni l'ensemble des autres ministères ne pourraient vivre.

Et maintenant, si le « centre gauche » n'est pas satisfait, malgré sa modestie, cela montre évidemment que la bourgeoisie dans *son ensemble* est de plus en plus convaincue de la vanité de ses sacrifices sur l'autel des Pourichkévitch.

Mais les « besoins et les exigences de la vie » ne peuvent être satisfaits par ces soupirs et ces plaintes du « centre gauche » ; ils ne peuvent l'être que si toute la démocratie

prend conscience des causes de l'impuissance et de la position misérable du centre. Car le centre tout entier, y compris le centre gauche, est placé sur le terrain de la contre-révolution ; ils se plaignent des Pourichkévitch, mais *ne peuvent ni ne veulent* s'en passer. C'est pour cela que leur sort est amer, c'est pour cela que le centre gauche n'a pas obtenu la moindre victoire, ni même la moindre parcelle de victoire.

Le « centre gauche » dont parle *Retch*, c'est la mort et non la vie, car aux moments décisifs de l'histoire russe, il a été saisi tout entier par la peur de la démocratie et s'en est détourné. Or la cause de la démocratie est une cause vivante, la cause la plus vivante qu'il y ait en Russie.

Les besoins et les exigences de la vie se fraient un chemin dans des domaines bien éloignés de ce « centre gauche » qui captive toute l'attention des cadets. Le lecteur attentif n'a pu manquer de remarquer, en lisant par exemple les comptes rendus des débats de la Douma sur l'*Okhrana*, que la manière dont Pokrovski le second, et surtout Guéguétchkori, ont posé le problème, et la manière dont l'ont posé Roditchev et ses pareils sont aussi différentes que le ciel et la terre, que la vie et la mort.

« Zvezda » n° 28,
5 novembre 1911

Conforme au texte du journal

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

(REMARQUES INSPIRÉES PAR LA LECTURE DES JOURNAUX)

Il suffit de déplier le journal, pour se trouver plongé dans l'atmosphère de la « vieille Russie ». Le pogrome d'Armavir : un massacre qui a eu lieu au vu et au su du pouvoir, un guet-apens organisé par les autorités, un « massacre inspiré et prescrit » (ce sont là les termes de la partie civile), « de l'intelligentsia russe au sens large du mot ». La vieille mais toujours nouvelle réalité de la vie russe est d'une ironie amère vis-à-vis des illusions « constitutionnelles ».

Ironie amère, mais utile ! Car il est clair, et la jeune génération en Russie s'en aperçoit de mieux en mieux, que condamnations et motions n'y changeront rien. C'est l'ensemble du système politique qui est ici en cause, c'est ici que la vérité historique se fraie un chemin à travers la brume déformante des rêveries qui voudraient faire croire qu'on peut verser un vin nouveau dans la vieille outre.

La faim... La vente du bétail, la vente des jeunes filles, les foules d'indigents, le typhus, la mort d'inanition. « La population n'a qu'un seul privilège : celui de mourir en silence et sans se faire remarquer », écrit un correspondant.

« Pour parler franc, les membres des zemstvos ont eu peur de se retrouver dans leurs propriétés au milieu de gens affamés, furieux, et ayant perdu tout espoir d'une amélioration » (province de Kazan).

Tout aussi digne que puisse sembler le zemstvo actuel de la confiance du régime, voici pourtant qu'il se dispute

avec le gouvernement sur le volume des prêts. On demande six millions de roubles (province de Kazan), l'Etat en donne un. On demandait six cent mille roubles (Samara), l'Etat en a attribué vingt-cinq mille.

Comme autrefois !

Dans le district de Kholm (province de Pskov) les zemskié natchalniki eux-mêmes sont intervenus à l'assemblée contre l'agronomie des zemstvos (pour les seuls fermiers !). Au Kouban s'est tenu un congrès des atamans de stanitsas : tous se sont élevés contre le plan de la III[e] Douma de transformer les lots de terre en propriété personnelle.

A Tsaritsyne, le congrès du district a décidé de ne pas livrer à la justice un staroste qui avait torturé une femme (« pour mettre la main sur un criminel »). Les instances provinciales ont annulé cette décision.

Près de Pétersbourg, des ouvriers entraînaient l'intendant de leur fabrique, M. Iakovlev, dont ils avaient recouvert la tête d'un sac, vers la Néva. Les gardes les ont dispersés. Il y a eu 18 arrestations.

Il est difficile de s'étonner que devant de tels tableaux, même un journal comme la *Retch* en vienne à constater « une profonde déchéance sociale ». Et M. Kondourouchkine se lamente dans ses lettres de Samara sur la famine * : « elle m'apparaît molle comme de la pâte, comme du caoutchouc, cette société russe. On peut la pétrir et la malaxer par le mot et l'action. Mais dès qu'on l'abandonne, elle revient à sa forme première ».

« Il est tranquille, l'intellectuel, le petit bourgeois russe, riche ou pauvre. C'est quand les gens commenceront à « enfler » de faim, qu'il se réjouira, qu'il s'épanchera en larmes d'allégresse. Pour qu'il se porte au secours, il lui faut avoir le visage inondé de larmes et le cœur empli de « nobles » sentiments. Et cela lui fera une belle occasion de s'occuper de son âme. Sans épanchements et sans pleurs, pas de travail, pas d'aide qui tienne. S'il ne l'arrose pas de ses propres larmes, il ne considérera pas l'affaire comme sérieuse et ne bougera pas. Non, il faut d'abord l'émouvoir, le faire pleurer, le faire se moucher dans son petit mouchoir bien propre. Mais le calcul sévère, la conscience saine et lucide de la *nécessité d'Etat* c'est ennuyeux, il n'y a pas là matière à de mols états d'âme. »

* Sous l'empire du « découragement devant l'inconfort russe »

Oui, oui, prôner la « sévérité » est loin d'être inutile dans un monde de « pâte » et de « caoutchouc ». Seulement notre libéral ne remarque pas *de quel côté* il se place pour prôner la « conscience saine et lucide de la nécessité d'Etat ». N'auriez-vous pas copié cela chez Menchikov, M. Kondourouchkine ? Car c'est précisément sur un terrain fait de « pâte » et de « caoutchouc », d'états d'âme mous et larmoyants, que l'on peut tenir de tels discours sur la nécessité d'Etat. C'est précisément parce qu'il y a des hommes faits de pâte molle que les hérauts de la « saine et lucide nécessité d'Etat » sont si sûrs d'eux.

« La société russe est molle comme du caoutchouc », dit *comme autrefois* M. Kondourouchkine. Il y a société et société. Il fut une époque où le terme de « société » embrassait tout, couvrait tout, on y faisait entrer des éléments divers de la population, qui s'éveillaient à la conscience, ou bien simplement les gens dits « éclairés ».

Mais c'est précisément sous ce rapport qu'en Russie les choses ne sont plus ce qu'elles étaient. Quand on pouvait s'en tenir à parler de société, les meilleurs de ses membres prônaient une lutte sévère et non la « saine et lucide conscience de la nécessité d'Etat ».

Mais maintenant, on ne peut plus parler de « société » en général. Des lignes de clivage des forces nouvelles sont apparues dans la vieille Russie. Les vieilles calamités, comme la famine, etc., qui menacent comme autrefois la Russie et aggravent les anciens problèmes, exigent que l'on examine comment ces nouvelles forces se sont manifestées dans la première décennie du XX^{e} siècle.

La « société » est molle et larmoyante en raison de l'impuissance et de l'irrésolution de la classe pour laquelle elle penche et à laquelle elle appartient pour les neuf dixièmes. Prêcher le « calcul sévère, la saine et lucide conscience de la nécessité d'Etat » ce n'est que justifier la domination de l'« autorité » sur cette société débile.

Mais la décennie qui vient de s'écouler a révélé des éléments de la population qui n'appartiennent pas à la « société » et dont la mollesse et les larmes ne sont pas le propre.

En Russie, tout continue « comme autrefois » en haut, mais il y a quelque chose de nouveau en bas. Celui que son

« découragement devant l'inconfort russe » aidera à voir, à sentir, à trouver cet élément nouveau, solide et non larmoyant ou mou, celui-là trouvera la voie qui mène à la suppression du passé.

Et celui qui déplore ce découragement tout en discourant sur la « conscience saine et lucide de la nécessité d'Etat » continuera probablement toujours à faire partie de cette « pâte » qui se laisse « pétrir et malaxer ». Ce sont justement ces gens-là que l'on « pétrit et malaxe » au nom de la « saine et lucide » nécessité d'Etat, et ils le méritent.

Si, sur cent qui auront subi cette opération, un membre de la « société » s'endurcit, le résultat sera profitable. Il ne peut rien y avoir de bon sans tri.

« Zvezda » n° 28,
5 novembre 1911.
Signé : V. F.

Conforme au texte du journal

DISCOURS PRONONCÉ AU NOM DU P.O.S.D.R. AUX OBSÈQUES DE PAUL ET LAURA LAFARGUE LE 20 NOVEMBRE (3 DÉCEMBRE) 1911

Camarades!

Je prends la parole au nom du P.O.S.D.R. pour exprimer la peine profonde que nous ressentons devant la mort de Paul et Laura Lafargue. Dès l'époque de la préparation de la révolution russe, les ouvriers conscients et tous les social-démocrates de Russie avaient appris à éprouver pour Lafargue le profond respect dû à l'un des propagateurs les plus doués, les plus profonds des idées du marxisme, ces idées que l'expérience de la lutte des classes lors de la révolution et de la contre-révolution russes a si brillamment confirmées. Le détachement d'avant-garde des ouvriers russes s'est rassemblé sous le drapeau de ces idées, sa lutte de masse organisée a porté un coup à l'absolutisme, il a défendu et défend les idées du socialisme, la cause de la révolution, de la démocratie, en dépit de toutes les trahisons, intrigues et hésitations de la bourgeoisie libérale.

Aux yeux des social-démocrates russes, la personnalité de Lafargue aura réuni deux époques : celle où la jeunesse révolutionnaire de France se joignait aux ouvriers français pour monter à l'assaut de l'Empire au nom des idées républicaines, et celle où le prolétariat français, guidé par les marxistes, a mené une lutte de classe énergique contre tout

le régime bourgeois, se préparant à la lutte finale contre la bourgeoisie, pour le socialisme.

Nous, social-démocrates russes, qui subissons le joug d'un absolutisme pénétré de barbarie asiatique, et qui avons eu le bonheur d'aborder directement, dans les œuvres de Lafargue et de ses amis, l'expérience et la pensée révolutionnaires des ouvriers européens, nous voyons maintenant avec une netteté particulière combien vite se rapproche le triomphe de la cause à la défense de laquelle Lafargue a consacré sa vie. La révolution russe a inauguré une époque de révolutions démocratiques dans toute l'Asie, et 800 millions d'hommes se joignent maintenant au mouvement démocratique de l'ensemble du monde civilisé. En Europe même, des indices de plus en plus nombreux annoncent que l'époque de la domination du parlementarisme bourgeois soi-disant pacifique tire à sa fin pour laisser la place à l'époque des batailles révolutionnaires du prolétariat, organisé et éduqué dans l'esprit des idées du marxisme, qui renversera la domination de la bourgeoisie et établira un régime communiste.

« Social-Démocrate » n° 25, 8 (21) décembre 1911

Conforme au texte du journal

HYNDMAN ET MARX

Les volumineux mémoires de Henry Mayers Hyndman, un des fondateurs et chefs du « parti social-démocrate » anglais, viennent de paraître. Ce livre, intitulé *Relation d'une vie aventureuse* *, compte près de cinq cents pages ; il présente dans un style plein de vie les souvenirs de l'auteur : son activité politique et les « gens célèbres » qu'il a connus. On y trouve beaucoup d'éléments intéressants qui permettent de se faire une idée du socialisme anglais et de porter une appréciation sur certaines des questions les plus importantes du mouvement ouvrier international.

Nous croyons donc opportun de consacrer quelques articles à ce livre, d'autant plus que les *Rousskié Viédomosti* (journal des cadets de droite) du 14 octobre ont exprimé leur « point de vue » dans un article du libéral Dionéo, qui est un remarquable exemple de la manière dont les libéraux font la lumière, ou plutôt l'obscurité sur ces questions.

Commençons par les souvenirs de Hyndman sur Marx : il n'a fait sa connaissance qu'en 1880, à une époque où il connaissait très mal son enseignement et le socialisme en général. Fait caractéristique des rapports sociaux anglais, Hyndman, qui est né en 1842, était jusque-là un « démocrate » de nuance indéterminée, il avait des attaches dans le parti conservateur (tory) et des sympathies pour celui-ci. Il passa au socialisme après avoir lu le *Capital* (dans sa

* *The Record of an Adventurous Life*, by Henry Mayers Hyndman, London (Macmillan and C°), 1911.

traduction française) lors d'un de ses multiples voyages en Amérique, entre 1874 et 1880.

Le jour où Hyndman se rendit chez Marx en compagnie de Karl Hirsch, pour faire sa connaissance, il le comparait mentalement à... Mazzini !

On comprend sur quel plan il plaçait cette comparaison lorsqu'il dit de l'influence de Mazzini sur son entourage qu'elle était « personnelle, relevant de l'éthique individuelle », alors que celle de Marx était « presque entièrement intellectuelle et scientifique ». Hyndman allait chez Marx pour rencontrer un « grand génie analytique », pour apprendre auprès de lui ; ce qui l'attirait en Mazzini, c'était son caractère, « l'élévation de sa pensée et de son comportement ». Marx « était incontestablement un esprit plus puissant ». Incontestablement, en 1880, Hyndman faisait très mal la différence entre un démocrate bourgeois et un socialiste (il ne l'a d'ailleurs pas entièrement faite aujourd'hui, comme on verra plus loin).

«Quand je vis Marx, écrit-il, ma première impression fut que j'avais devant moi un vieillard fort, ébouriffé, indomptable, prêt — pour ne pas dire empressé — à entrer en conflit, et dont l'humeur était assez soupçonneuse, comme s'il s'attendait à être attaqué dans l'instant. Mais il me salua aimablement et ses premières paroles furent tout aussi aimables. Je lui dis le plaisir et l'honneur que j'avais de serrer la main de l'auteur du *Capital* ; il me répondit qu'il avait lu avec plaisir mes articles sur l'Inde *, et qu'il en avait fait beaucoup d'éloges dans les correspondances qu'il écrivait pour la presse. »

« Quand Marx parlait de la politique du parti libéral, en particulier dans la question irlandaise, son exaspération éclatait : les petits yeux profondément enfoncés du vieux lutteur s'allumaient, les lourds sourcils se fronçaient, le long et large nez, le visage, se mettaient en mouvement, et les lèvres déversaient un flot d'accusations ardentes et impétueuses qui me montraient à la fois toute la passion de son tempérament et son admirable connaissance de l'anglais. Le contraste était frappant entre sa manière de parler quand

* Avant sa récente conversion au chauvinisme, Hyndman était un ennemi déclaré de l'impérialisme anglais. A partir de 1878, il avait mené une noble campagne pour démasquer les violences, les exactions, le pillage, les brutalités odieuses (jusqu'à l'application de la peine du fouet aux « criminels » politiques) dont les Anglais de tous partis étaient coutumiers depuis longtemps en Inde, y compris l'écrivain « éclairé » et « radical » John Morley lui-même.

il était aussi profondément secoué de colère et quand il exposait son avis sur les événements économiques d'une période donnée. Sans aucun effort apparent, il passait du rôle de prophète et de puissant tribun à celui de calme philosophe et j'eus aussitôt conscience que de longues années s'écouleraient avant que je cesse de me sentir devant lui dans ce dernier domaine comme l'élève devant le maître. »

« Je fus frappé en lisant son *Capital*, et en particulier ses opuscules sur la Commune de Paris, le 18 brumaire, de la manière dont il savait allier l'étude la plus froide et la plus exacte des causes économiques et des conséquences sociales à la haine la plus ardente envers certaines classes et même certaines personnes comme Napoléon III ou Thiers, qui, d'après sa propre théorie, n'étaient guère plus que des mouches sur les roues du char de Daggernaut du développement capitaliste. Il ne faut pas oublier que Marx était Juif, et il me sembla qu'il unissait en lui, en son caractère, en sa silhouette, avec son front impressionnant, ses grands sourcils broussailleux, ses yeux brillants et impétueux, son large nez charnu et sa bouche mobile, son visage tout entouré de cheveux ébouriffés, la juste colère des grands prophètes de sa race et le froid esprit analytique de Spinoza et des savants hébreux. C'était une combinaison inhabituelle de qualités différentes, et je n'en ai rencontré la semblable chez personne d'autre. »

« Quand, avec Hirsch, nous sortîmes de chez Marx, alors que j'étais sous le coup de la profonde impression que la personnalité de ce grand homme avait produite sur moi, Hirsch me demanda ce que je pensais de lui. « Je pense, répondis-je, que c'est l'Aristote du XIXe siècle ». Mais à peine eus-je parlé que je compris que cette définition ne rendait pas compte de tout l'« objet ». D'abord parce qu'on ne peut se représenter Marx unissant des fonctions de courtisan auprès d'Alexandre le Grand et les profonds travaux scientifiques qui ont si puissamment influencé de nombreuses générations. D'autre part, Marx ne s'est jamais assez totalement détaché, malgré tout ce qu'on ait souvent pu en dire, des intérêts humains immédiats, pour considérer les faits et leur contexte dans cet éclairage froid et sec qui est caractéristique du plus grand philosophe de l'antiquité. Il ne fait aucun doute que chez Marx, la haine pour le système d'exploitation et d'esclavage salarié qui l'entourait n'était pas seulement intellectuelle et philosophique, mais aussi passionnément personnelle. »

« Je me souviens d'avoir dit une fois à Marx qu'en prenant de l'âge, je devenais sans doute plus tolérant. « Plus tolérant ? répondit Marx, *plus* tolérant ? » Il était clair que lui ne le devenait pas. Je pense que ce sont précisément cette profonde haine de Marx pour l'ordre existant et la critique destructrice qu'il a faite de ses adversaires qui ont empêché beaucoup de gens instruits de la classe aisée d'apprécier toute l'importance de ses grandes œuvres et qui ont transformé à leurs yeux des logomaques et des savants de troisième ordre comme Böhm Bawerk en héros pour cette seule raison qu'ils ont déformé Marx et tenté de le « réfuter ». Nous nous sommes habitués, particulièrement en Angleterre, à combattre avec des fleurets mouchetés. Les furieuses attaques menées sabre au clair par Marx contre ses ennemis semblent déplacées à nos savants duellistes, imprégnés d'une hypocrisie de bon aloi, et ils ne sont pas en mesure de croire qu'un

polémiste aussi impitoyable et un ennemi aussi déclaré du capital et des capitalistes puisse être en réalité le penseur le plus profond de notre époque. »

En 1880, Marx était presque inconnu du public anglais. Sa santé à ce moment-là s'était déjà beaucoup détériorée, le travail acharné auquel il se livrait (jusqu'à seize heures par jour, et essentiellement intellectuel !) avait sapé son organisme, les docteurs lui avaient interdit de travailler le soir et j'ai profité, raconte Hyndman, de ses heures de loisir pour converser avec lui de la fin 1880 au début 1881.

« Notre manière de converser était assez originale ; Marx avait l'habitude de marcher rapidement de long en large dans la chambre quand il était pris par le feu de la discussion, comme s'il se promenait sur le pont d'un bateau. Au cours de mes longs voyages (en Amérique, en Australie, etc.), j'ai pris moi aussi l'habitude de marcher de long en large quand j'ai l'esprit particulièrement occupé. Et voici la scène que l'on pouvait observer : le maître et l'élève marchant pendant deux ou trois heures de long en large autour de la table, discutant des problèmes de l'époque actuelle et des événements d'un passé révolu. »

Hyndman ne précise la position de Marx *sur aucune* des questions dont il avait discuté avec lui. De ce que nous avons cité plus haut, il ressort qu'il s'est attaché surtout et presque exclusivement au côté *anecdotique* des choses : cela correspond à tout le reste du contenu de son livre. L'autobiographie de Hyndman est celle d'un philistin bourgeois anglais qui, étant un des meilleurs parmi les meilleurs de sa classe, finit par se frayer un chemin vers le socialisme, mais sans jamais se débarrasser complètement des traditions bourgeoises, des conceptions et des préjugés bourgeois.

Il reprend les reproches des philistins, qui accusaient Marx et Engels d'être des « autocrates » dans la « soi-disant démocratique » Internationale, de ne pas comprendre la pratique, de ne pas connaître les hommes, etc., sans jamais essayer d'examiner l'un de ces reproches à partir d'un exposé concret, précis, de la situation aux époques concernées.

Le résultat, c'est qu'on a de l'anecdote, et non l'analyse historique d'un marxiste. Marx et Engels combattaient l'unification social-démocrate en Allemagne (avec les partisans de Lassalle) [135], alors que cette unification était nécessaire ! C'est tout ce que dit Hyndman. Sur les principes,

Marx et Engels avaient mille fois raison contre Lassalle et ses partisans, mais il n'en souffle mot. Il ne pose même pas la question. Il ne se demande même pas si à l'époque de l'Internationale, le « démocratisme » (en matière d'organisation) ne servait pas de couverture à des sectes bourgeoises qui agissaient comme un ferment de dissolution dans l'édification de la social-démocratie prolétarienne.

Aussi l'histoire de la rupture entre Hyndman et Marx est-elle racontée de telle manière qu'il n'en ressort rien d'autre que des cancans (dans l'esprit des Dionéo). Engels, voyez-vous, était un homme « chicanier, soupçonneux, jaloux », la femme de Marx aurait dit à celle de Hyndman qu'Engels était le « mauvais génie » (! !) de Marx. Engels, que Hyndman n'a jamais rencontré (en dépit de ce que raconte M. Dionéo dans les *Rousskié Viédomosti*), était enclin « à retirer, dans ses rapports avec les gens qu'il aidait (financièrement : Engels étant très riche et Marx très pauvre) toute la valeur d'échange de ses sous » ; ce serait Engels qui aurait brouillé Marx avec Hyndman, de peur que celui-ci, qui était alors riche, ne prît sa place en tant que riche ami de Marx ! !

Messieurs les libéraux prennent évidemment un grand plaisir à reproduire ce genre de bassesses. Les plumitifs libéraux n'ont bien sûr nul intérêt à prendre connaissance ne serait-ce que des lettres à Sorge (de Marx et Engels) [136] auxquelles Hyndman lui-même fait allusion, et à *démêler* les choses là où c'est nécessaire ! Ils n'en ont cure ! Or, si l'on se renseigne sur ces lettres, si on les confronte avec les « Mémoires » de Hyndman, les choses sont aussitôt tranchées.

En 1881, Hyndman publia la brochure *Angleterre pour tous* dans laquelle il se prononçait pour le socialisme, tout en restant un démocrate bourgeois extrêmement confus. Cette brochure était écrite pour la « Fédération démocratique » (et non socialiste) qui venait de se créer et qui contenait de nombreux éléments antisocialistes. Et Hyndman, qui avait repris et copié le *Capital* dans deux chapitres de sa brochure *sans faire mention du nom de Marx*, parlait vaguement dans sa préface d'un « grand penseur et d'un écrivain original » auquel il devait beaucoup, etc. C'est pour cette raison qu'Engels m'a « brouillé » avec Marx, raconte-t-il, et il cite en même temps une lettre que lui

adresse Marx (en date du 8 décembre 1880) dans laquelle celui-ci écrit que Hyndman, d'après ce qu'il dit, « ne partage pas les opinions de mon parti (de Marx) en ce qui touche à l'Angleterre ».

On voit clairement en quoi consistait le désaccord que Hyndman n'a pas compris, pas remarqué, pas su juger : en ce qu'il était alors (comme Marx l'écrit noir sur blanc à Sorge dans sa lettre du 15 décembre 1881) « un écrivain petit-bourgeois aux beaux élans », « à moitié bourgeois, à moitié prolétaire ». Il est clair que si un homme qui a fait la connaissance de Marx, qui s'est rapproché de lui, qui s'est lui-même nommé son élève, s'en est ensuite allé fonder une fédération « démocratique » et écrire pour elle une brochure dans laquelle il a déformé le marxisme et tu le nom de Marx, ce dernier n'a pu laisser passer la chose sans émettre une protestation « furieuse ». Et il est clair qu'il y a eu protestation, car dans cette même lettre à Sorge, Marx cite des passages de lettres d'excuses de Hyndman, dans lesquelles celui-ci cherche à se justifier en disant que « les Anglais n'aiment pas prendre de leçons des étrangers », que « le nom de Marx est tellement exécré » (! !), etc. (Hyndman lui-même signale qu'il a détruit presque toutes les lettres que lui a adressées Marx, si bien qu'il n'y a rien à attendre de ce côté pour découvrir la vérité.)

Belles excuses en vérité ! Et quand toute la lumière a été faite sur les divergences entre Marx et Hyndman, quand le livre même que publie aujourd'hui ce dernier montre tout ce qu'il y a de philistin et de bourgeois dans ses conceptions (les raisons qu'il invoque, par exemple, en faveur de l'application de la peine de mort aux criminels de droit commun !), que nous propose-t-on pour expliquer la rupture avec Marx ? Les « intrigues d'Engels », qui a suivi pendant quarante ans la même ligne de principe que Marx. Même si tout le reste du livre de Hyndman n'était que miel, cette seule cuillerée de vinaigre suffirait...

Le caractère des divergences qui ont séparé Marx et Hyndman est pleinement mis en lumière par ce que ce dernier rapporte de l'appréciation que portait Marx sur Henry George. On la connaît d'après la lettre adressée par Marx à Sorge le 20 juin 1881. Les raisons invoquées par Hyndman pour défendre Henry George devant Marx étaient

que « George donnait des leçons plus profitables en imposant ses erreurs que d'autres en montrant toute la vérité ».

« Marx, écrit Hyndman, ne veut rien savoir là-dessus. Son avis est que la diffusion de l'erreur n'est jamais profitable au peuple. « Laisser passer une erreur sans la relever, c'est encourager la malhonnêteté intellectuelle. Pour dix qui iront plus loin que George, il s'en trouvera peut-être cent qui en resteront à ses conceptions, et c'est là un danger trop grand pour être couru. » Voilà comment parlait Marx ! !

Et Hyndman nous signale que d'une part il garde la même opinion sur George, et que d'autre part ce George n'était qu'un galopin muni d'une chandelle d'un sou qui faisait le pitre à côté d'un homme disposant d'un projecteur électrique.

La comparaison est parfaite, mais... risquée de la part de Hyndman, quand on sait les misérables cancans qu'il colporte sur Engels.

« Zvezda » n° 31, 26 novembre 1911
Signé : Vl. Iline

Conforme au texte du journal

LE MANIFESTE DU PARTI OUVRIER LIBÉRAL

I

C'est bien le titre que mérite l'article de N.R-kov dans le n° 9-10 de *Nacha Zaria* [137].

Aussi pénible soit-il aux marxistes de perdre en N.R-kov un homme qui a servi avec énergie et dévouement le parti ouvrier dans les années d'essor, les intérêts de la cause doivent passer avant tous rapports fractionnels ou personnels, quelques « bons » souvenirs qu'on ait pu garder. Les intérêts de la cause nous forcent à reconnaître que le manifeste de ce nouveau liquidateur apporte beaucoup par la franchise, la clarté, la cohésion de ses conceptions. N.R-kov nous permet et nous contraint de poser la question essentielle et fondamentale, celle des « deux partis », *en dehors* de toute « matière à conflit », sur un terrain purement idéologique, et même dans une large mesure en dehors de la division entre mencheviks et bolcheviks. Après lui, on ne peut plus se borner à parler du courant liquidateur *comme on le faisait auparavant*, car il a définitivement élevé la question au niveau supérieur. Et après lui, on ne peut plus *se borner à parler* du courant liquidateur, car il nous donne le projet le plus cohérent qu'on puisse imaginer en matière d'actions pratiques directes.

Il commence par exposer « la tâche objective essentielle en Russie », pour passer ensuite à l'appréciation de la révolution, puis explique le moment présent en parlant avec

clarté et précision de chaque classe, et finit par une description très détaillée de la nouvelle « société politique ouvrière ouverte » qu'il faut sans délai fonder et « réaliser dans les faits ». Bref, N.R-kov commence par le commencement et arrive logiquement jusqu'à la fin, comme il convient à un homme tant soit peu conscient de la grave responsabilité politique qu'il assume dans ses paroles et ses actions. Et il faut lui rendre cette justice que du début jusqu'à la fin, il substitue de la manière la plus conséquente le libéralisme au marxisme.

Prenons le point de départ de son raisonnement : il considère comme « absolument indubitable et indiscutable » que « la tâche objective essentielle en Russie est actuellement de parachever le remplacement de l'économie semi-féodale, grossièrement rapace, par un capitalisme évolué ». Ce qui pour lui est discutable, c'est de savoir si la Russie a atteint le point auquel, « bien que la possibilité de tempêtes sociales ne soit pas exclue, ces tempêtes ne sont pas nécessaires, fatales dans un proche avenir ».

Nous considérons quant à nous comme tout à fait indiscutable et indubitable que voilà une façon purement libérale de poser le problème. Les libéraux se bornent à se demander s'il y aura ou non un « capitalisme évolué », s'il y aura ou non des « tempêtes ». Le marxiste ne se permet pas d'en rester là, il demande *quelles classes ou couches de classes* dans la société bourgeoise en train de se libérer suivent une ligne, concrètement définie visant à cette libération, à la création, par exemple, de formes politiques du capitalisme dit « évolué ». Tant lorsqu'il y a des tempêtes que lorsqu'il n'y en a de toute évidence pas, les marxistes s'en tiennent à une ligne de principe différente du libéralisme : ils veulent créer des formes de vie réellement démocratiques et non « évoluées » en général. Nous aspirons tous à un « capitalisme évolué », disent les libéraux, en se présentant comme un parti au-dessus des classes. Nous ne comprenons pas sous le terme d'« évolué » ce que les libéraux y mettent, disent les marxistes aux ouvriers et à toute la démocratie.

R-kov nous donne une déformation du marxisme encore bien plus poussée, typique du style « professoral », lorsqu'il critique les « observateurs superficiels » auxquels il semble

que « notre révolution n'a pas réussi ». « Des intellectuels aux nerfs fragiles, écrit-il, se sont toujours et partout laissés aller à gémir et à pleurnicher, pour en arriver finalement à la prostration morale, au reniement, au mysticisme. » Mais l'« observateur réfléchi » sait que les « déchaînements de la réaction expriment souvent de profondes transformations sociales » et qu'« en période de réaction des forces et groupes sociaux nouveaux se forment et mûrissent ».

Ainsi raisonne R-kov. Il a su poser la question du reniement d'une manière si philistine (bien qu'en termes savants) que le lien entre l'état d'esprit contre-révolutionnaire en Russie et la situation et les intérêts de *certaines* classes a complètement disparu. Aucun des partisans des *Viékhi*, qui sont les libéraux les plus furieusement contre-révolutionnaires, ne contestera qu'en période de réaction de nouvelles forces mûrissent, aucun collaborateur du travail en cinq volumes des liquidateurs, dont se sont détournés les meilleurs des mencheviks, ne refusera de signer ces lignes. Chez notre historien, la physionomie concrète et le caractère de classe de notre contre-révolution se sont volatilisés, il ne reste plus que des phrases éculées et creuses sur la fragilité des nerfs de certains intellectuels, et l'observation réfléchie de certains autres. La question la plus importante, qui, pour un marxiste, est de savoir comment notre révolution a révélé les différentes méthodes d'action et les différentes aspirations des diverses classes, et pourquoi cela a entraîné de la part des autres classes bourgeoises une attitude de « reniement » envers la lutte pour l'« évolution », est restée ignorée de R-kov.

Venons-en à l'essentiel : à l'appréciation que R-kov donne du moment et qui repose sur l'opinion qu'il se fait des diverses classes. Il commence par « les représentants de la grande propriété foncière » et dit : « Récemment, dans leur masse, ils étaient (étaient !) des féodaux, des propriétaires fonciers nobles typiques. Maintenant il reste peu de ces derniers des Mohicans. Ils sont encore une petite poignée à se grouper autour de MM. Pourichkévitch et Markov le second, et à émettre une bave impuissante (!) imprégnée par le poison du désespoir... La majorité de nos grands propriétaires fonciers, nobles ou non, est représentée à la Douma par les nationalistes et les octobristes de droite ;

elle se transforme progressivement et irréversiblement en bourgeoisie agraire. »

C'est ainsi que R-kov « apprécie le moment ». Il est clair que cette appréciation se moque de la réalité. En fait, cette « petite poignée qui se groupe autour de MM. Pourichkévitch et Markov le second » n'est pas impuissante mais toute-puissante. C'est son pouvoir et ses revenus qu'assurent les institutions politiques et sociales actuelles de la Russie, c'est sa volonté qui décide en dernière analyse, c'est elle l'élément qui détermine du haut en bas toute l'orientation de l'activité de ce qu'on appelle la bureaucratie et tout son caractère. Tout ceci est si bien connu, la domination de ce petit groupe sur la Russie est à ce point claire et quotidienne, qu'il faut réellement avoir la bonne conscience inépuisable des libéraux pour l'oublier. L'erreur de R-kov est premièrement d'avoir exagéré jusqu'au ridicule la « transformation » de l'économie féodale en économie bourgeoise, et deuxièmement d'avoir négligé les « détails », et précisément le « détail » sur lequel le marxiste se distingue du libéral : la complexité et le caractère heurté de l'adaptation de la superstructure politique à la transformation de l'économie. Pour rendre claires ces deux erreurs de R-kov, il suffit de citer l'exemple de la Prusse, dans laquelle, en dépit d'un niveau bien plus avancé de développement capitaliste en général, et de transformation de l'ancienne économie des propriétaires fonciers en économie bourgeoise en particulier, les Oldenburg et les Heidebrandt restent tout-puissants et tiennent dans leurs mains le pouvoir d'Etat, ils infusent leur contenu social à eux, si l'on peut s'exprimer ainsi, à toute la monarchie et à la bureaucratie prussienne ! Aujourd'hui encore, soixante-trois ans après 1848, en dépit d'un développement capitaliste sans précédent par sa rapidité, le système d'élection au Landtag continue d'assurer la toute-puissance des Pourichkévitch prussiens. Et voici que, six ans après 1905, R-kov dessine le tableau idyllique d'un état d'« impuissance » des Pourichkévitch !

Or c'est précisément le tableau idyllique que brosse R-kov de la transformation « irréversible » de Pourichkévitch et du « triomphe d'un progressisme bourgeois extrêmement modéré » qui fait la trame de *tous* ses raisonnements. Prenez son raisonnement sur la politique agraire actuelle.

« Il n'est pas d'illustration plus claire et plus vaste » de la transformation (de l'économie féodale en économie bourgeoise) que cette politique, déclare-t-il. Le système des enclaves est en voie de suppression, et la « disparition du sous-nantissement en terre des paysans dans les vingt provinces agricoles des terres noires n'offre pas de grandes difficultés, et représente l'une des tâches immédiates du moment, qui sera résolue selon toutes les apparences, par un compromis entre les différents groupes de la bourgeoisie ».

« Ce compromis inévitable sur la question agraire qui se dessine à l'horizon a dès aujourd'hui une série de précédents... »

Vous avez là un échantillon complet de la méthode de raisonnement politique de R-kov. Il commence par éliminer les extrêmes, sans aucune preuve à l'appui, sur le simple fondement de sa quiétude libérale ! Il continue en affirmant que le compromis entre les différents groupes de la bourgeoisie est facile et probable. Et il termine en déclarant ce compromis « inévitable ». Par cette méthode, on aurait pu démontrer que les « tempêtes » n'étaient ni probables ni nécessaires dans la France de 1788 et la Chine de 1910. Bien entendu, il n'est pas difficile pour les différents groupes de la bourgeoisie de parvenir à un compromis, *si l'on admet* que Markov le second a été éliminé ailleurs que dans les fictions béates de R-kov. Mais l'admettre, c'est justement se ranger au point de vue du libéral qui a peur de se passer des Markov II et croit que tous en auront toujours peur.

Bien entendu, le compromis est « inévitable » s'il n'y a pas de Markov (premier « si ») et si (deuxième « si ») les ouvriers et les paysans en voie d'être ruinés dorment d'un sommeil politique de plomb. Mais, une fois de plus, avancer cette hypothèse, admettre ce second « si », n'est-ce pas prendre ses désirs (de libéral) pour des réalités ?

II

N'étant pas enclin à prendre les désirs ou les hypothèses des libéraux pour des réalités, nous avons tiré une conclusion différente : il est indiscutable que la politique agraire actuelle est de caractère bourgeois. Mais c'est précisément

parce que les Pourichkévitch dirigent cette politique bourgeoise et restent maîtres de la situation qu'on en arrive à une aggravation des contradictions telle que la probabilité d'un compromis, au moins dans l'immédiat, doit être considérée comme totalement exclue.

R-kov poursuit son analyse : la consolidation de la grande bourgeoisie industrielle et commerçante est un autre important processus social. Après avoir justement noté les « concessions réciproques » des cadets et des octobristes, l'auteur conclut : « il ne faut pas se faire d'illusions, c'est le triomphe d'un « progressisme » bourgeois tout à fait modéré qui se prépare ».

Un triomphe ? Où ? Sur qui ? Aux élections à la IVe Douma dont R-kov parlait à l'instant ? Si oui, ce sera un triomphe limité au cadre étroit de la loi électorale du 3 juin 1907. Et alors, nous aurons inévitablement l'alternative : ou bien ce « triomphe » qui n'aura soulevé aucune vague, ne changera strictement rien à la domination de fait des Pourichkévitch, ou bien il exprimera indirectement la montée démocratique qui ne peut manquer de heurter de front ce « cadre étroit » dont nous venons de parler et la domination des Pourichkévitch.

Dans les deux cas, le triomphe de la modération à des élections enfermées dans un cadre modéré ne produira pas le moindre triomphe de la modération dans la vie. Mais la réalité c'est que R-kov est déjà tombé dans ce « crétinisme parlementaire » qui lui fait confondre les élections du régime du 3 juin avec la vie ! Pour démontrer au lecteur ce fait incroyable, il faut citer R-kov en entier :

« Et ce triomphe est d'autant plus probable que la masse de la petite bourgeoisie des villes, qui contemple avec le découragement du philistin le fantôme de ses illusions perdues, ne pourra que suivre, dans son impuissance, le progressisme modéré. La paysannerie, pour sa part, est d'un poids trop faible aux élections, à cause des particularités de notre système électoral, en vertu duquel les propriétaires terriens, qui dominent les collèges de grands électeurs provinciaux, ont la possibilité de choisir comme députés des paysans des gens « de droite ». Tel est le tableau des transformations sociales qui sont en train de s'accomplir en Russie, si on laisse pour l'instant de côté la classe ouvrière. Il est loin d'être immobile ou de reculer. La nouvelle Russie bourgeoise se consolide et va de l'avant, cela ne fait aucun doute. La Douma d'Etat, qui repose sur les normes électorales établis le 3 juin 1907, est la sanction politique de la domination crois-

sante de la bourgeoisie industrielle et commerçante progressiste modérée à côté de la bourgeoisie agricole conservatrice (on se croirait en Angleterre !). (Passons sur la comparaison avec la France et la Prusse, nous y reviendrons plus loin.) En résumant tout ce qui a été dit, il faut reconnaître que nous avons devant nous les conditions d'une progression lente, très douloureuse pour les masses, mais néanmoins indiscutable, du régime social et de l'Etat bourgeois en Russie. L'éventualité de tempêtes et d'ébranlements n'est évidemment pas exclue, mais elle ne se transforme plus en nécessité, en fatalité, comme avant la révolution. »

Voilà une philosophie bien tirée par les cheveux, il faut l'avouer. Si l'on écarte la paysannerie parce qu'elle est d'un « poids trop faible aux élections » et qu'on « laisse pour l'instant de côté la classe ouvrière », évidemment, toute éventualité de tempêtes est exclue ! Ceci revient à dire que si l'on considère la Russie du point de vue du libéral, on ne distingue rien hormis le « progressisme » libéral. Retirez vos lunettes libérales et vous aurez un tout autre tableau. Etant donné que dans la vie, la paysannerie ne joue pas du tout le même rôle que dans le système électoral du 3 juin, son « faible poids électoral » aggrave la contradiction entre toute la paysannerie et tout le système, et n'ouvre nullement la porte au « progressisme modéré ». Etant donné qu'*on ne peut* « laisser de côté » la classe ouvrière, ni dans aucun pays capitaliste en général, ni dans la Russie qui vient de vivre les dix premières années du XX^e^ siècle en particulier, le raisonnement de R-kov ne tient pas debout. Etant donné que chez nous, c'est Pourichkévitch qui règne (tant à la III^e^ Douma qu'au-dessus d'elle), modéré par les bougonnements des Goutchkov et des Milioukov, les phrases sur la « domination croissante » de la bourgeoisie progressiste modérée ne peuvent être qu'une berceuse libérale. Comme Goutchkov et Milioukov, en raison de leur appartenance de classe, ne peuvent rien opposer d'autre que des grognements à la domination des Pourichkévitch, le conflit entre la nouvelle Russie bourgeoise et les Pourichkévitch est inévitable, et ses forces motrices sont celles que R-kov, à la suite des libéraux, « laisse de côté ». C'est précisément parce que les Milioukov et les Goutchkov « se font des concessions réciproques » pour complaire aux Pourichkévitch, que la tâche d'opérer le clivage entre démocratie et libéralisme incombe de plus en plus aux

ouvriers. Mais R-kov n'a compris ni les conditions de l'apparition de tempêtes en Russie, ni la tâche que nous venons de mentionner et qu'il faut exécuter même en l'absence de tempête.

Un démocrate vulgaire peut ramener toute la question à celle de savoir s'il y aura tempête ou non. Le marxiste, lui, se préoccupe en premier lieu de cette ligne de démarcation politique entre les classes, qui est *la même*, qu'il y ait tempête ou non. Si R-kov déclare que « les ouvriers doivent s'assurer l'hégémonie politique dans la lutte pour un régime démocratique », cela sonne de façon bien curieuse après tout ce qu'il a écrit dans son manifeste. Cela signifie que R-kov reçoit de la bourgeoisie l'assurance que celle-ci reconnaît l'hégémonie des ouvriers et que lui-même donne à la bourgeoisie l'assurance que les ouvriers renonceront aux objectifs qui font le contenu de cette hégémonie ! R-kov a complètement escamoté ce contenu et il répète un mot creux. Il commence par donner une appréciation du moment d'où il ressort que pour lui l'hégémonie des libéraux est un fait accompli, irréversible, auquel on ne peut rien, puis il nous assure qu'il reconnaît l'hégémonie de la classe ouvrière !

L'importance « réelle » de la Douma, poursuit-il, « n'est pas moindre que celle du Corps législatif français dans les dernières années du Second Empire ou que celle de cette moyenne proportionnelle entre le Reichstag allemand et le Landtag prussien, caractéristique de la Prusse des années 80 du siècle dernier ».

Cette comparaison si peu sérieuse est un bon exemple du jeu des parallèles historiques. Dans la France des années 60, l'époque des révolutions bourgeoises était depuis longtemps terminée, déjà l'affrontement direct entre le prolétariat et la bourgeoisie frappait à la porte, le bonapartisme exprimait le louvoiement du pouvoir entre ces deux classes. Il est assez ridicule de comparer cela à la Russie actuelle. La III^{e} Douma ressemblerait davantage à la Chambre introuvable de 1815 ! Dans la Prusse des années 80, nous sommes également à une époque où la révolution bourgeoise est achevée, elle est parvenue à son terme vers 1870 : la bourgeoisie tout entière, jusqu'à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, est satisfaite et réactionnaire.

Peut-être R-kov a-t-il cru entrevoir une possibilité de comparaison entre le rôle des députés de la démocratie et du prolétariat au Corps législatif et au Reichstag et celui de leurs homologues à la III^e^ Douma ? Cette comparaison est possible, mais elle va justement à l'encontre des thèses de R-kov car l'attitude de Géguétchkori et aussi en partie celle de Pétrov le troisième, témoignent d'une telle force, d'une telle assurance, d'une telle disposition à la lutte au sein des classes qu'ils représentent, qu'un « compromis » avec les Pourichkévitch n'apparaît pas seulement comme improbable, mais comme tout à fait exclu.

III

C'est particulièrement sur l'appréciation du rôle des classes par R-kov qu'il faudrait s'arrêter en détail, car c'est là que se situent les racines idéologiques de notre complète divergence. Les conclusions pratiques que tire R-kov avec — il faut lui rendre cette justice — une témérité et une franchise rares, sont intéressantes surtout parce que l'auteur pousse sa « théorie » jusqu'à l'absurde. Il a certes mille fois raison d'établir un lien entre la possibilité d'une organisation politique au grand jour des ouvriers et l'appréciation du moment, des modifications radicales du régime politique. Mais le malheur, c'est qu'à défaut de telles modifications *dans la vie*, il ne peut nous proposer que des syllogismes d'universitaire aux sentiments élevés : le passage au « capitalisme évolué » « suppose » la nécessité d'une organisation politique au grand jour des ouvriers. C'est facile à écrire sur le papier, mais dans la vie, le régime politique russe n'en deviendra pas d'un iota plus « évolué ».

« Le progressisme, même le plus modéré, devra indubitablement élargir les cadres trop étroits qui existent. » Nous répondons : le progressisme des cadets à la IV^e^ Douma ne devra et ne pourra rien « élargir » tant que des éléments tout à fait différents des cadets ne commenceront pas à bouger d'une manière tout à fait différente de celle de la Douma.

« Sans cette organisation, dit R-kov au sujet de l'organisation politique légale et large des ouvriers, la lutte pren-

drait inévitablement un caractère anarchique, nuisible aussi bien à la classe ouvrière qu'à la bourgeoisie évoluée. »

Nous ne nous arrêterons pas sur la dernière partie de la phrase, pour ne pas alourdir de commentaires pareille « perle ». Quant à la première, elle est historiquement fausse : en Allemagne, de 1878 à 1890, il n'y a pas eu d'anarchie, bien qu'il n'y eut pas d'organisation politique « légale et large ».

Plus loin, R-kov a mille fois raison lorsqu'il avance un plan concret d'« organisation » politique ouvrière au grand jour et qu'il propose de commencer par fonder une « société politique de défense des intérêts de la classe ouvrière », il a raison en ce sens que seuls de vains bavards peuvent parler pendant des mois et des années de la possibilité de créer un parti « *au grand jour* » sans jamais faire un geste simple et naturel pour le fonder. R-kov part du commencement et va jusqu'au bout, comme un homme d'action et non comme un phraseur.

Mais cette « cause » est une cause *libérale*, le « drapeau » qu'il « déploie » (p. 35 de l'article cité) est celui de la politique ouvrière libérale. Peu importe que le programme de la société fondée par R-kov fasse mention de « l'établissement d'une société nouvelle fondée sur la propriété collective des moyens de production », etc. En fait la reconnaissance de ce grand principe n'a pas empêché une partie des social-démocrates allemands de faire pendant les années 60 la « politique ouvrière du roi de Prusse », elle n'empêche pas Ramsey MacDonald (chef du parti ouvrier anglais « indépendant » du socialisme) de mener une politique ouvrière libérale. Et R-kov, parlant des objectifs politiques immédiats de l'époque donnée, de la nôtre, a précisément fait un exposé systématique des principes libéraux. Le « drapeau » qu'il « déploie » est brandi depuis longtemps déjà par MM. Prokopovitch, Potressov, Larine, etc., et plus il se « déploie », plus il devient clair à tout un chacun que nous avons devant nous un torchon libéral crasseux et usé.

« Il n'y a pas là le moindre soupçon d'utopie », assure R-kov. Il faut donc répondre à l'auteur en paraphrasant la célèbre boutade : tu es un grand utopiste, mais ton utopie est petite. Il ne serait vraiment pas sérieux de répondre autrement que par une plaisanterie à une chose qui, de toute

évidence, n'est pas sérieuse. A une époque où l'on interdit des syndicats absolument pacifiques, convenables, apolitiques, soutenir qu'il n'est pas utopique de vouloir fonder une société ouvrière politique au grand jour ! Donner de A à Z une appréciation libérale du rôle des classes et affirmer que ce n'est pas pénétrer en rampant dans le régime de Tolmatchev rénové ! « Nous ne prônons aucune violence, s'empresse d'affirmer le bon R-kov. Nous n'avons pas un mot, pas une pensée pour nécessité d'un coup d'Etat violent, étant donné que dans la réalité il se peut que cette nécessité ne se rencontre pas. Si quelqu'un, dans l'aveuglement de la folie réactionnaire, imaginait d'accuser les membres de cette « société » de vouloir un coup d'Etat violent, tout le poids de cette accusation insensée, dénuée de fondement, juridiquement insoutenable, retomberait sur la tête de l'accusateur ! »

N. R-kov a bien de l'éloquence ! Tout à fait comme P. Strouvé qui, en 1901, déversait les mêmes terribles malédictions « sur la tête » des persécuteurs des zemstvos [138]. Voici le tableau : N. R-kov démontrant aux Doumbadzé qui l'accusaient que puisqu'il n'a maintenant aucune « pensée », le poids de ses accusations juridiquement insoutenables retombera sur la propre tête des Doumbadzé. Oui, oui, nous n'avons pas encore de Parlement, mais nous avons du crétinisme parlementaire à revendre. Il est évident que l'on exclurait de la nouvelle société, dès la première assemblée générale, des membres comme le marxiste Guéguétchkori, ou bien Pétrov III, qui n'est pas un marxiste, mais un honnête démocrate... si les assistants n'avaient pas été au préalable mis à l'ombre par erreur avant même qu'ils n'aient ouvert l'assemblée.

Les « liquidateurs » de *Nacha Zaria* se sont réjouis de voir R-kov passer à leurs côtés. Les liquidateurs enthousiastes ont cependant sous-estimé l'ardeur avec laquelle N. R-kov, devenu liquidateur, se jette dans leurs bras. Car ces embrassements sont si ardents et si puissants que l'on peut être assuré de les voir étouffer la liquidation de la même manière que les ardents embrassements de Y. Larine ont étouffé le congrès ouvrier. Larine a pu commettre cet assassinat sans verser de sang, par étouffement, simplement parce qu'après sa brochure, les gens se sont gardés de dé-

fendre l'idée d'un congrès ouvrier, essentiellement par peur du ridicule. Après le nouveau « manifeste » des liquidateurs publié dans *Nacha Zaria* par R-kov, les gens vont se garder, essentiellement par peur du ridicule, de défendre l'idée d'un parti liquidateur au grand jour.

Et dans cette idée — il faut bien, avant d'en terminer, accorder quelque chose à R-kov ! — il y a un « iota » qui n'est pas utopie. Retirez vos lunettes professorales, mon cher, et vous verrez que la « société » que vous proposez de « réaliser dans les faits » (après que le poids de vos exhortations soit « tombé sur la tête » des Mymretsov[139]) *est déjà réalisée depuis deux ans* ! Et vous vous trouvez en faire partie ! Cette « société de défense des intérêts de la classe ouvrière », c'est la revue (comprise en tant que collectif idéologique et non en tant qu'ensemble typographique) *Nacha Zaria*. Une organisation légale et large des ouvriers est une utopie, mais les revues « légales » et déclarées des intellectuels opportunistes, elles, sont loin, bien loin, d'être des utopies. Qu'elles défendent à leur manière les intérêts de la classe ouvrière, c'est indiscutable, mais quiconque n'a pas cessé d'être marxiste peut voir à l'œil nu que leur « société » est une société de défense libérale des intérêts de la classe ouvrière compris à la manière libérale.

« Zvezda » n° 32,
3 décembre 1911.
Signé : Vl. Iline

Conforme au texte du journal collationné avec le texte de recueil « Marxisme i likvidatorstvo », 1914

LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA IIe DOUMA [140]

EXPOSÉ DE L'AFFAIRE

Il y a de cela quatre ans, toute la fraction social-démocrate de la Deuxième Douma, victime d'un abominable complot de notre gouvernement, fut traduite en justice et envoyée au bagne. Le prolétariat russe comprenait bien que l'accusation portée contre ses représentants était fictive ; mais la réaction sévissait déjà et, d'un autre côté, le jugement ayant eu lieu à huis clos, il n'y avait pas de preuves suffisantes du crime commis par le tsarisme. Ce n'est que tout dernièrement que des faits probants, avoués par l'agent de l'Okhrana Brodski, ont mis en pleine lumière les abominables tripotages de nos gouvernants.

Voici comment se passèrent les faits :

Malgré un droit électoral très restreint, le prolétariat russe avait envoyé à la Deuxième Douma 55 social-démocrates.

Cette fraction social-démocrate était non seulement nombreuse, mais aussi des plus brillantes. Fille de la révolution, elle en portait l'empreinte, et sa parole, encore toute vibrante de la grande lutte que venait de traverser le pays. déchiquetait d'une critique approfondie et documentée, non seulement les projets de loi présentés à la Douma, mais aussi le régime tsariste et capitaliste tout entier.

Armée de l'arme redoutable qu'est le socialisme contemporain, cette fraction social-démocrate était la plus révolutionnaire, la plus conséquente, la plus consciente des fractions de gauche. Elle les entraînait à sa suite et donnait à la Douma son cachet révolutionnaire. La fraction devint aux yeux de nos gouvernants comme un dernier foyer de la révolution, son dernier symbole, une preuve vivante de la très grande influence de la social-démocratie sur les masses prolétariennes et, par conséquent, elle était un danger permanent pour la réaction, une dernière barrière à sa marche triomphale. Il fallait donc, non seulement se défaire de la Douma trop révolutionnaire, mais encore, en restreindre au minimum possible le droit électoral du prolétariat et de la démocratie paysanne, empêcher que, dans l'avenir, pareille Douma puisse être élue. Le meilleur moyen pour accomplir ce coup d'Etat c'était de se défaire de la fraction socialiste en la compromettant aux yeux du pays : couper la tête pour mieux tuer le corps.

Seulement, il fallait un prétexte : pouvoir, par exemple, imputer à la fraction quelque grave délit politique. Ce prétexte fut bien vite inventé par la police et l'Okhrana. On décida de compromettre la fraction parlementaire socialiste en lui imputant des relations étroites avec l'organisation de combat et l'organisation militaire social-démocrates. A cet effet, le général Guérassimoff, chef de l'Okhrana (toutes ces données sont tirées du premier numéro du journal de M. Bourtzeff, *L'Avenir* [141], édité à Paris, boulevard Saint-Jacques, 50), proposa à son agent Brodski d'entrer dans les organisations en question. Brodski s'y introduisit, d'abord en qualité de simple membre et, plus tard, il en devint le secrétaire. Certains membres de l'organisation militaire eurent l'idée d'envoyer à la fraction socialiste parlementaire une députation de soldats. L'Okhrana décida de tirer profit de cette proposition pour arriver à ses fins, et Brodski, qui avait su gagner la confiance de l'organisation militaire, se chargea d'organiser la chose. Plusieurs soldats furent élus, on élabora un cahier de revendications des soldats, et sans même prévenir la fraction socialiste, on fixa le jour où la députation irait la trouver à son siège social. Comme les soldats ne pouvaient y aller en habits militaires, on les fit se changer de costumes, dans l'appartement d'un des agents

de l'Okhrana, et ils revêtirent des habits achetés et préparés par l'Okhrana. Selon le plan de Guérassimoff, Brodski devait venir au local de la fraction socialiste en même temps que les soldats, et y apporter des archives révolutionnaires pour mieux compromettre nos députés. Il était de plus convenu que Brodski, arrêté avec les autres, serait ensuite libéré par l'Okhrana, qui lui donnerait la possibilité de simuler une fuite. Mais Brodski arriva trop tard, et quand il voulut s'introduire avec les documents compromettants dans le local de la fraction, la perquisition avait déjà commencé et on ne le laissa pas entrer.

Telle fut la mise en scène préalable arrangée de toutes pièces par l'Okhrana et qui permit à la réaction non seulement de faire juger et envoyer au bagne les représentants du prolétariat, mais encore de dissoudre la Deuxième Douma et de faire son coup d'Etat du 3 (16) juin 1907. En effet, dans son manifeste, portant cette date (qui comme tous les manifestes du tsar frappe par son impudente duplicité), le gouvernement déclarait qu'il avait été obligé de dissoudre la Douma parce qu'au lieu de le soutenir et de le seconder dans ses efforts pour rendre le calme au pays, elle avait contrecarré les projets du gouvernement et entre autres choses n'avait pas voulu souscrire aux représailles contre les éléments révolutionnaires du pays. Et de plus (je cite textuellement), qu'« enfin, une action sans pareille dans les annales de l'histoire fut commise. Les pouvoirs judiciaires avaient découvert un complot, fomenté par toute une partie de la Douma contre l'Etat et le pouvoir du tsar. Lorsque le gouvernement exigea de la Douma qu'elle éloignât temporairement, jusqu'à la fin du jugement, les cinquante-trois [142] membres de la Douma, accusés de ce crime, et qu'elle fit arrêter ceux d'entre eux qui étaient les plus incriminés, la Douma refusa de donner une satisfaction immédiate à cette demande du pouvoir, qui était si juste et ne souffrait aucun retard ».

Du reste, le gouvernement et ses plus proches amis, n'étaient pas seuls à connaître les preuves du crime tsariste. Nos bons constitutionnels démocrates, qui ont toujours la bouche pleine des mots de justice, d'équité, de vérité, etc., et qui parent leur parti du nom pompeux de « Liberté du peuple », connaissaient eux aussi, depuis quatre ans, tous

les dessous ignobles de cette affaire. Durant quatre longues années, ils assistèrent, témoins impassibles, au jugement inique de nos députés, à leurs souffrances dans les prisons de nos bagnes, à la mort et à la folie de certains d'entre eux et... gardèrent un silence prudent. Et cependant ils auraient pu parler, ils avaient des députés à la Douma et une grande presse quotidienne. Mais, pris entre la réaction et la révolution, ils redoutaient surtout la révolution. Ils étaient donc en coquetterie avec le gouvernement, et pendant quatre longues années, ils le couvrirent de leur silence et se firent son complice. Ce n'est que tout dernièrement (séance de la Douma du 17 septembre * 1911), au cours des interpellations sur l'Okhrana, qu'un des leurs, le député Teslenko, se décida enfin à divulguer ce secret si bien gardé. Du reste, voici une partie de son discours (cité textuellement d'après le compte rendu sténographique officiel) : « Lorsque la question de la mise en accusation de 53 députés social-démocrates fut posée à la Douma, une commission fut nommée et toutes les pièces, qui devaient prouver que 53 membres de la Douma avaient formé un complot afin d'établir une république par le moyen d'une révolte armée, lui furent présentées. L'opinion de cette commission, dont je fus le rapporteur, opinion adoptée à l'unanimité, fut qu'il s'agissait non d'un complot fomenté par les social-démocrates, mais bien d'un complot ourdi par l'Okhrana contre la Deuxième Douma. Lorsque le rapport de cette commission, fait d'après ces données, fut terminé, la veille du jour où tous ces documents devaient être cités du haut de cette tribune, la Douma fut dissoute et ne put divulguer ce qu'elle avait découvert. Au moment du jugement des 53 députés, les accusés exigèrent que les séances fussent publiques afin que le pays pût apprendre que ce n'était pas eux les vrais criminels, mais que le vrai coupable c'était l'Okhrana de Pétersbourg. Mais, le jugement eut lieu à huis clos et le pays ne connut jamais la vérité. »

Tels sont les faits. Depuis quatre ans nos députés sont enchaînés dans les ignobles bagnes russes, dont vous con-

---

*Erreur matérielle : la séance a eu lieu en fait le 17 octobre. (*N.R.*)

naissez certainement les dures conditions. Plusieurs y sont déjà morts. Un d'eux y perdit la raison, beaucoup d'autres, minés par une existence insupportable, périront peut-être d'un jour à l'autre. Le prolétariat russe ne peut souffrir plus longtemps que ses représentants, dont le seul crime est d'avoir su lutter sans faiblesse pour ses intérêts, meurent dans les prisons tsaristes. Il le peut d'autant moins, que les faits mis à jour par les aveux de Brodski donnent pleine possibilité juridique d'exiger la revision du procès. Et la campagne pour la libération de nos députés a déjà commencé en Russie.

Un journal ouvrier, la *Zvezda*, édité à Saint-Pétersbourg, consacre une grande partie de son numéro du 29 octobre 1911 à cette question. Il fait un appel à la presse, aux députés libéraux et à ceux de la gauche, aux sociétés, aux ligues et surtout au prolétariat. « Il ne peut plus être question, s'écrie le journal, ni de tranquillité, ni d'équilibre moral, lorsqu'à chaque heure, à chaque instant, on croit entendre le bruit des chaînes de ces gens qui ont été murés, privés des libertés, et de tous droits civiques et politiques rien que parce qu'ils ont osé, devant le pays tout entier, remplir tout leur devoir d'hommes et de citoyens. Après la découverte de l'horrible vérité, la conscience publique ne peut et ne doit plus rester indifférente — et quelles que soient les difficultés, il faut les vaincre et exiger la revision du procès des social-démocrates de la Deuxième Douma !... Mais c'est surtout le prolétariat qui doit faire entendre sa parole puissante, car ce sont ses représentants à lui qui ont été iniquement jugés et qui souffrent maintenant dans les prisons. »

Dans cette lutte qu'il entreprend, le prolétariat russe s'adresse aux socialistes de tous les pays, en les priant de le soutenir et de crier avec lui à la face du monde entier les cruautés et les abominations de notre absolutisme actuel, cruautés et abominations qui, déguisées sous un masque d'hypocrisie, surpassent même la férocité et la sauvagerie des gouvernements asiatiques.

En France, le citoyen Charles Dumas a déjà pris l'initiative du mouvement et a proposé dans un article publié dans le journal *L'Avenir* de prêter en cette circonstance main forte au prolétariat russe. Que les socialistes de tous

les pays suivent cette initiative et que, aux Parlements, dans leur presse, dans leurs meetings, partout, ils disent leur indignation et demandent la revision du procès de la fraction social-démocrate de la Deuxième Douma !

Rédigé après le 6 (19) novembre 1911. Publié en allemand, français et anglais en décembre 1911 dans le n° 8 du « Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International ». Signé : N. Lénine. Publié pour la première fois en russe en 1940 dans la revue « Proletarskaïa Révolioutsia » n° 4

Conforme au texte français du Bulletin

A PROPOS DES MOTS D'ORDRE ET DE LA CONCEPTION DU TRAVAIL SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA ET EN DEHORS

L'interpellation lancée par la fraction social-démocrate à la III^e^ Douma à propos de l'odieuse provocation des sbires de l'Okhrana qui a conduit au bagne les députés social-démocrates à la II^e^ Douma [143], marque apparemment un tournant dans toute l'activité de notre parti, dans la situation de la démocratie en général et dans l'état d'esprit des masses ouvrières.

C'est presque la première fois que l'on entend résonner du haut de la tribune de la III^e^ Douma une protestation aussi résolue, aussi révolutionnaire par son ton et son contenu, contre les « maîtres du 3 juin », protestation soutenue par toute l'opposition, y compris la plus modérée, l'opposition libérale monarchique, définie par les *Viékhi* comme l'« opposition de Sa Majesté », c'est-à-dire le parti constitutionnel-démocrate, y compris les « progressistes » eux-mêmes. C'est presque la première fois que, dans la sombre période que nous traversons depuis 1908, le pays voit, ressent, perçoit de façon tangible, avec la protestation révolutionnaire des députés du prolétariat révolutionnaire à la Douma noire, que la masse ouvrière s'est mise en branle, que l'émotion monte dans les quartiers ouvriers de la capitale, que les ouvriers organisent des meetings (de nouveau des meetings !) dans lesquels les social-démocrates prononcent des discours révolutionnaires (meetings de l'usine Poutilov, de l'usine des câbles, etc.), que le bruit se répand d'une éventuelle grève politique de masse (cf. le courrier de Pé-

tersbourg dans le *Goloss Moskvy* octobriste du 19 novembre).

Certes, les députés social-démocrates ont fait plus d'une intervention révolutionnaire à la IIIe Douma : nos camarades ont plus d'une fois magnifiquement rempli leur devoir et parlé de l'effondrement de la monarchie, de l'avènement de la république, de la seconde révolution, en termes clairs, francs et nets à la tribune du « parlement » noir et jaune de Pourichkévitch. Il est d'autant plus indispensable de souligner ce mérite des députés social-démocrates à la IIIe Douma qu'on entend plus souvent les vils discours opportunistes des faux social-démocrates du *Goloss Sotsial-Démokrata* et du *Diélo Jizni*, qui désapprouvent ces interventions.

Mais on n'avait jamais encore trouvé réunis autant de symptômes politiques d'un tournant : toute l'opposition rejoignant les social-démocrates, la *Retch*, journal libéral monarchiste, « loyal », « responsable » et lâche déclarant qu'il y a une situation de conflit, les remous provoqués dans les masses par l'interpellation à la Douma, l'« état d'esprit alarmant » que signale à la campagne la presse soumise à la censure. Après les manifestations de l'an dernier, à l'occasion de la mort de Mouromtsev et de celle de Tolstoï, après les grèves de 1910 et de 1911, après l'«histoire» de l'an dernier avec les étudiants, ce que nous venons d'indiquer, étaye encore notre conviction que la première période de la contre-révolution russe, période de calme plat, de rigidité cadavérique, de potence et de suicides, de déchaînement de la réaction et de reniements de toute sorte, libéraux en particulier, *est terminée*. Nous sommes entrés dans la seconde période de l'histoire de la contre-révolution : l'abattement complet et souvent la terreur « panique » sont en train de passer ; la conscience s'affermit sensiblement dans les couches les plus larges et les plus diverses, si du moins ce n'est pas la conscience, c'est le sentiment que « cela ne peut continuer ainsi », qu'un « changement » est nécessaire, indispensable, inévitable, c'est un penchant semi-instinctif, encore informulé le plus souvent, à soutenir la protestation et la lutte.

Bien entendu, ce serait de la légèreté que d'exagérer l'importance de ces symptômes et de nous imaginer que nous

sommes parvenus au moment de l'essor. Nous n'en sommes pas encore là. On sent que la contre-révolution *n'a plus* les traits *caractéristiques* de sa première période, mais elle règne encore et se croit invincible. Pour le moment, nous avons encore devant nous comme auparavant, ainsi que le dit la résolution du P.O.S.D.R. de décembre 1908, « la longue tâche d'éduquer, de former et d'organiser » le prolétariat [144]. Mais l'entrée dans le tournant nous invite à accorder une importance particulière aux rapports entre le parti social-démocrate et les autres partis, ainsi qu'aux objectifs immédiats du mouvement ouvrier.

L'« opposition de Sa Majesté », jusqu'aux cadets et aux progressistes, a semblé reconnaître momentanément l'hégémonie des social-démocrates et a quitté à la suite des députés ouvriers la Douma seigneuriale et octobriste, la Douma créée par la monarchie Cent-Noirs et pogromiste de Nicolas Romanov, elle l'a quittée au moment où la majorité, qui craignait que l'affaire de la provocation ne soit ébruitée, manigance ses subterfuges.

Qu'est-ce que cela signifie ? Les cadets ont-ils cessé d'être un parti contre-révolutionnaire, ou bien ne l'ont-ils jamais été, comme l'affirment les social-démocrates opportunistes ? Devons-nous nous fixer comme objectif de « soutenir » les cadets et envisager un mot d'ordre d'« opposition nationale » ?

De tout temps, peut-on dire, les adversaires de la social-démocratie révolutionnaire se sont attachés à pousser jusqu'à l'absurde les conceptions de celle-ci et à brosser pour les besoins de la polémique des caricatures du marxisme. Ainsi, dans la seconde moitié des années 1890, quand la social-démocratie naissait en Russie en tant que mouvement de masse, les populistes dépeignaient le marxisme comme un « grévisme ». Et l'ironie de l'histoire a voulu qu'il apparût des marxistes caricaturaux en la personne des « économistes ». L'honneur et le bon renom des social-démocrates ne pouvaient être sauvés que par une lutte impitoyable contre l'« économisme ». Ainsi, après la révolution de 1905, quand le bolchevisme, adaptation du marxisme révolutionnaire aux conditions particulières de l'époque, eut remporté une grande victoire dans le mouvement ouvrier, victoire que même ses adversaires reconnaissent à

présent, nos ennemis ont brossé des caricatures du bolchevisme étiqueté « boycottisme », « combattisme », etc. Et de nouveau l'ironie de l'histoire a voulu qu'apparaissent des bolcheviks caricaturaux en la personne du groupe du *Vpériod*.

Ces leçons de l'histoire doivent nous mettre en garde contre la déformation caricaturale de la conception social-démocrate de l'attitude envers les cadets (cf. par exemple *Vpériod* n° 2). Les cadets sont sans aucun doute un parti contre-révolutionnaire, il faut être complètement ignorant ou de mauvaise foi pour le nier, et c'est le devoir absolu des social-démocrates de l'expliquer partout, y compris à la tribune de la Douma. Mais les cadets sont un parti de *libéraux* contre-révolutionnaires, et c'est leur nature libérale, comme le souligne la résolution sur les partis non prolétariens adoptée au Congrès de Londres (1907) du P.O.S.D.R. [145] qui nous fait un devoir d'« utiliser » cette situation originale, les conflits ou heurts originaux qu'elle crée, d'utiliser par exemple leur faux démocratisme pour répandre un démocratisme véritable, conséquent, sans réserve.

Puisqu'un libéralisme contre-révolutionnaire est apparu dans le pays, la démocratie en général, et la démocratie prolétarienne en particulier, ne peut manquer de s'en démarquer. Elle ne doit pas perdre de vue un seul instant la frontière qui l'en sépare. Mais on n'en a pas pour autant le droit de confondre le libéralisme contre-révolutionnaire avec, par exemple, le féodalisme contre-révolutionnaire, ni le droit d'ignorer leurs conflits, de s'en désintéresser, de leur tourner le dos. Précisément parce qu'il est contre-révolutionnaire, le libéralisme contre-révolutionnaire ne pourra *jamais* s'assurer l'hégémonie dans une révolution victorieuse. Mais précisément parce qu'il est libéralisme, il entrera *inévitablement* en « conflit » avec la couronne, avec le féodalisme, avec la bourgeoisie non libérale, reflétant parfois indirectement dans son attitude une mentalité démocratique « de gauche » dans le pays ou bien le début de la reprise, etc.

Rappelons-nous l'histoire de France ; à l'époque de la Grande Révolution, le libéralisme bourgeois manifestait déjà son caractère contre-révolutionnaire, comme le montre l'excellent livre de Cunow sur la presse révolutionnaire en

France. Mais cela n'est pas vrai seulement de l'époque qui a suivi la première Révolution bourgeoise, mais aussi de celle d'après la révolution de 1848, quand la nature contre-révolutionnaire des libéraux les conduisit à faire fusiller les ouvriers par les républicains : à la fin du second Empire, dans les années 1868-1870, l'opposition des libéraux reflèta un changement d'état d'esprit et le début d'une montée démocratique, révolutionnaire, républicaine.

Si les cadets jouent maintenant, comme les en raillent les octobristes, à l'« alignement à gauche », c'est l'indice et le résultat d'une « poussée à gauche » dans le pays, cela montre que la démocratie révolutionnaire bouge dans le ventre de sa mère et se prépare à paraître. Et le ventre de la Russie de Pourichkévitch et de Romanov est ainsi fait qu'il ne peut manquer d'engendrer une démocratie révolutionnaire !

Quelle conclusion pratique peut-on alors tirer ? Qu'il faut suivre avec la plus grande attention la montée de cette nouvelle démocratie révolutionnaire. Précisément parce qu'elle est nouvelle, qu'elle est née depuis 1905, après la contre-révolution et non avant, elle grandira vraisemblablement *de manière nouvelle* ; or, pour avoir prise sur ce facteur nouveau, pour être en mesure de l'influencer, de l'aider à bien grandir, il ne faut pas s'en tenir aux méthodes, il faut en chercher de nouvelles, il faut se mêler à la foule, tâter le pouls de la vie, il faut parfois pénétrer non seulement dans la foule, mais jusque dans le salon d'un libéral.

Prenons par exemple le journal de M. Bourtsev l'*Avenir* qui rappelle de très près un salon d'un libéral : on y défend identiquement le stupide mot d'ordre libéral des octobristes et des cadets : « révision de la loi du trois juin », on y parle abondamment de mouchards, de police, de provocateurs, de Bourtsev, de bombes. Cependant quand M. Martov s'y est précipité, on n'aurait guère pu lui reprocher que d'avoir fait preuve d'une hâte exagérée, et non d'avoir commis une erreur de principe *si*... s'il ne s'y était pas conduit en libéral. Car on ne peut justifier — et même parfois féliciter — le social-démocrate qui prend la parole dans un salon d'un libéral que lorsqu'il le fait en social-démocrate. Or M. Martov, lui, y a débité des sornettes libé-

rales sur une « solidarité » à établir pour « la période des élections dans la lutte pour la liberté même des élections et de la propagande électorale » (*Avenir* n° 5) ! !

La nouvelle démocratie suit une voie nouvelle dans un contexte nouveau. Il faut chercher à l'aborder, c'est indiscutable. Mais en l'abordant on doit avoir pour but de défendre et de propager les mots d'ordre de la véritable démocratie et non pour susurrer avec elle des mièvreries libérales. La social-démocratie doit proposer à la nouvelle démocratie les trois seuls mots d'ordre qui soient dignes de notre grande cause, qui correspondent aux conditions *réelles* de la conquête de la *liberté* en Russie ; ces mots d'ordre sont : république, journée de huit heures, confiscation de toutes les terres seigneuriales.

C'est là le seul programme de lutte pour une Russie libre qui soit juste et d'envergure nationale. Qui n'a pas compris ce programme n'est pas encore un démocrate. Qui le nie, tout en se proclamant démocrate, a trop bien compris la nécessité de tromper le peuple pour mener à bien ses projets antidémocratiques (c'est-à-dire contre-révolutionnaires).

Pourquoi la lutte pour la journée de huit heures est-elle une condition réelle de la conquête de la liberté en Russie ? Parce que l'expérience a montré qu'il était impossible de parvenir à la liberté sans la lutte généreuse du prolétariat ; or cette lutte est indissolublement liée à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. La journée de huit heures est le symbôle même de cette amélioration.

Pourquoi la lutte pour la confiscation des grands domaines est-elle une condition réelle de la conquête de la liberté en Russie ? Parce que, sans des mesures radicales en faveur des millions de paysans réduits par les Pourichkévitch, les Romanov et les Markov à la ruine totale, à toutes les souffrances du dénuement et de la disette, les plus beaux discours sur la démocratie et la « liberté du peuple » seront une absurdité et une duperie. Et si l'on ne confisque pas les terres des propriétaires fonciers au profit des paysans, il ne peut être question d'aucune mesure *sérieuse* pour aider ceux-ci, d'aucune volonté sérieuse d'en finir avec la Russie des « moujiks », c'est-à-dire la Russie féodale, et de créer une Russie de cultivateurs libres, une Russie démocratique bourgeoise.

Pourquoi la lutte pour la république est-elle une condition réelle de la conquête de la liberté en Russie ? Parce que l'expérience, la grande, l'inoubliable expérience de l'une des plus grandes décennies de l'histoire russe, je veux parler de la première décennie du XX^e^ siècle, montre de façon claire, évidente, irréfutable, *l'incompatibilité* de notre monarchie avec les garanties les plus élémentaires de la liberté politique. L'histoire de la Russie, l'histoire séculaire du tsarisme font qu'au début du XX^e^ siècle, il n'y a pas et *il ne peut pas y avoir* chez nous d'autre monarchie que *celle des Cent-Noirs et des pogromistes*. Dans la situation sociale, dans la situation de classes que nous connaissons, la monarchie russe ne peut faire autrement que d'organiser des bandes d'assassins pour abattre au coin des rues nos députés libéraux et démocrates, d'incendier les maisons où se réunissent les démocrates. La monarchie russe ne peut répondre aux manifestations du peuple en faveur de la liberté autrement qu'en organisant des détachements d'individus qui saisissent les enfants juifs par les pieds pour leur briser la tête contre les pierres, qui violent les femmes juives ou géorgiennes, qui éventrent les vieillards.

Les ganaches libérales dissertent sur l'exemple d'une monarchie constitutionnelle de type anglais. Eh bien, si dans un pays aussi cultivé que l'Angleterre, qui n'a jamais connu le joug mongol, l'oppression de la bureaucratie, le déchaînement de la caste militaire, il a néanmoins fallu couper la tête à un bandit couronné pour apprendre aux rois à être des monarques « constitutionnels », en Russie il faudra couper la tête à cent Romanov au moins pour enlever à leurs successeurs l'habitude d'organiser des bandes d'assassins Cent-Noirs et de déchaîner des pogromes.

Si la social-démocratie a retenu quelque chose de la première révolution russe, elle doit maintenant bannir de tous nos discours, de tous nos tracts, le mot d'ordre de « A bas l'autocratie » qui s'est révélé inadapté et vague, et défendre *exclusivement* celui de « A bas la *monarchie* tsariste, vive la république ».

Et qu'on ne vienne pas nous dire que le mot d'ordre de république ne correspond pas au stade actuel de développement politique des ouvriers et des paysans. Il y a dix ou douze ans, il n'y avait pas que les « populistes » à ne pas

oser même évoquer en pensée le mot d'ordre de « A bas l'autocratie », il se trouvait même des social-démocrates, ceux que l'on nommait « économistes », pour protester contre son opportunité. Or, en 1903-1904, le mot d'ordre de « A bas l'autocratie » était passé dans la langue ! Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'une propagande républicaine systématique, persévérante, trouvera maintenant en Russie le terrain le plus fertile, car, incontestablement, la pensée des masses les plus larges, et notamment des masses paysannes, s'applique laborieusement et consciencieusement à percer la signification de la dissolution des deux Doumas, à saisir le lien qui unit le pouvoir tsariste, la III^e^ Douma des seigneurs et la dévastation des campagnes par les Markov et consorts. Personne ne peut actuellement déterminer avec quelle rapidité croîtra la semence de la propagande républicaine jetée en terre, là n'est pas l'essentiel ; ce dont il s'agit, c'est que les semailles soient bien faites, de manière réellement démocratique.

Lorsqu'on examine le problème des mots d'ordre de la future campagne des élections à la IV^e^ Douma, et ceux de tout notre travail extraparlementaire, on ne peut manquer d'évoquer une prise de position très importante et gravement erronée du député social-démocrate Kouznetsov à la III^e^ Douma. A l'occasion du sixième anniversaire de la première victoire de la révolution russe, le 17 octobre 1911, Kouznetsov est intervenu à la Douma sur le projet d'assurance des ouvriers. Rendons-lui cette justice, dans l'ensemble son intervention était très bonne, il a énergiquement défendu les intérêts du prolétariat, il a dit sans ambages leurs quatre vérités non seulement à la majorité de la Douma noire, mais aussi aux cadets. Tout en reconnaissant pleinement ses mérites, il nous faut maintenant indiquer, sans ambages également, son erreur.

« Je pense, a-t-il dit, que les ouvriers, après avoir suivi attentivement les débats qui ont eu lieu tant lors de la discussion de ces questions dans leur ensemble que lors de la discussion sur les différents articles du projet de loi, en viendront à la conclusion que leur mot d'ordre actuel doit être : « A bas la Douma du trois juin, vive le suffrage universel. » Pourquoi ? Je réponds : eh bien, parce que les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent recevoir une solution

satisfaisante que si celle-ci peut envoyer siéger à l'organe législatif, grâce au suffrage universel, un nombre suffisant de députés ; eux seuls peuvent résoudre positivement les questions d'assurance de la classe ouvrière. »

Il est arrivé ici à Kouznetsov un malheur que lui-même sans doute ne soupçonnait pas, mais que nous avions prédit depuis longtemps : ce malheur, c'est la conjonction des fautes commises par les liquidateurs et les otzovistes.

En lançant depuis la tribune de la Douma un mot d'ordre suggéré par les revues des liquidateurs *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*, Kouznetsov n'a pas remarqué que la première partie (et la partie essentielle) de ce mot d'ordre (« à bas la III^e^ Douma ») reprend *en tous points* le mot d'ordre lancé ouvertement il y a trois ans par les otzovistes, et qui n'est plus défendu depuis — de manière dissimulée et camouflée — que par le groupe du *Vpériod*, c'est-à-dire les otzovistes peureux.

Il y a trois ans, le *Prolétari* (n° 38 du 1^er^ (14) novembre 1908) écrivait à propos de ce mot d'ordre des otzovistes :

« Dans quelles conditions un mot d'ordre comme « A bas la Douma » pourrait-il avoir une signification ? Supposons que pendant une crise révolutionnaire extrêmement aiguë où tout est déjà mûr pour une guerre civile, nous nous trouvions en face d'une Douma libérale, réformiste et conciliatrice. Il est tout à fait possible que dans un tel moment nous adoptions le mot d'ordre de « A bas la Douma », c'est-à-dire les négociations pacifiques avec le tzar, à bas la duperie des institutions de « paix », il est possible que nous appelions à l'offensive directe. Supposons au contraire que nous nous trouvions en face d'une Douma archi-réactionnaire, élue grâce à une loi électorale surannée, et que le pays ne soit pas en train de traverser une crise révolutionnaire aiguë. « A bas la Douma » pourrait alors devenir le mot d'ordre de la lutte pour une réforme électorale. Mais à l'heure actuelle, nous ne voyons rien qui soit semblable au premier ou second cas. » *

* Le *Prolétari* défendit ensuite le mot d'ordre de « A bas l'autocratie » qui doit maintenant être remplacé, nous l'avons montré, par celui de : « A bas la monarchie tsariste, vive la république ». (Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 292-293. — *N.R.*)

Le supplément au n° 44 du *Prolétari* du 4 (17) avril 1909 donnait le texte d'une résolution des otzovistes de Pétersbourg qui décidait sans balances de « *commencer une large* agitation dans les masses sur le mot d'ordre de « A bas la III^e^ Douma d'Etat ». Dans le même supplément, le *Prolétari* répondait à cette proposition : « Ce mot d'ordre qui pendant un certain temps a séduit certains ouvriers antiotzovistes était *erroné*. Ou bien c'est un mot d'ordre cadet qui demande une réforme électorale dans les conditions de l'autocratie (on dirait que cela a été écrit au début de 1909 précisément contre la manière dont Kouznetsov poserait le problème à la fin de 1911 !)... ou bien c'est une répétition mécanique de phrases apprises par cœur et reprises de l'époque où les Doumas libérales servaient de couverture au tsarisme contre-révolutionnaire et s'efforçaient d'empêcher le peuple de reconnaître clairement son véritable ennemi. » *

On voit alors clairement quelle est la faute de Kouznetsov. Il a généralisé le mot d'ordre des cadets revendiquant une réforme électorale et qui n'a aucun sens dans la mesure où l'on conserve les autres délices de la monarchie des Romanov : Conseil d'Etat, toute-puissance des fonctionnaires, organisations pogromistes Cent-Noirs de la bande du tsar, etc. Kouznetsov aurait dû parler, à supposer que nous abordions bien la question de la même manière que lui et que le ton de son discours reste inchangé, à peu près ainsi :

« L'exemple du projet de loi sur les assurances fournit aux ouvriers une occasion de plus de se convaincre que ni les intérêts immédiats de leur classe, ni les droits et les besoins de tout un peuple ne pourront être défendus sans l'introduction du suffrage universel, de l'entière liberté de coalition, de presse, etc. Mais n'est-il pas clair qu'on ne saurait attendre de telles transformations du régime politique actuel de la Russie, qu'il n'y a rien à attendre tant que pourront être foulées aux pieds n'importe quelles décisions de n'importe quelle Douma, qu'il n'y a rien à attendre tant qu'il subsistera dans l'Etat ne serait-ce qu'un seul pouvoir non élu ? »

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 420-421. (*N.R.*)

Nous savons fort bien qu'à la tribune de la III^e^ Douma, les députés social-démocrates sont parvenus à faire entendre — et c'est leur grand mérite — des professions de foi républicaines beaucoup plus nettes et claires. A la Douma, les députés peuvent tout à fait légalement et doivent faire de la propagande républicaine. En rectifiant ainsi le discours de Kouznetsov, nous avons simplement voulu illustrer la façon dont il aurait pu éviter son erreur, en maintenant le ton général de son discours, en marquant et en soulignant l'énorme importance de transformations aussi indiscutablement nécessaires que le suffrage universel, la liberté de coalition, etc.

Tout social-démocrate qui prononce un discours politique, où que ce soit, doit toujours parler de république. Mais encore faut-il savoir en parler : on ne peut le faire de la même manière dans un meeting d'usine et dans un village cosaque, dans une réunion d'étudiants et dans une isba de paysan, à la tribune de la III^e^ Douma et dans un organe de presse à l'étranger. L'art de tout propagandiste et de tout agitateur est justement de savoir captiver son auditoire en lui rendant une vérité aussi convaincante que possible, aussi assimilable que possible, aussi frappante et évidente que possible.

Il ne faut pas perdre de vue une minute l'essentiel : en Russie une nouvelle démocratie s'éveille à une vie et à une lutte nouvelles. Le devoir des ouvriers conscients, avant-garde de la révolution russe, guides des masses populaires dans la lutte pour la liberté, c'est d'expliquer les objectifs d'une démocratie conséquente : république, journée de huit heures, confiscation de toutes les terres seigneuriales.

« Social-Démocrate » n° 25, 8 (21) décembre 1911

Conforme au texte du journal

UNE OFFICINE DE LA BOURGEOISIE LIBÉRALE

Le présent numéro était presque entièrement terminé lorsque nous avons reçu le n° 9 de *l'Avenir*. Nous avons qualifié ce journal de salon d'un libéral. Il apparaît que parfois des agents de la bourgeoisie libérale russe y prennent la parole pour essayer de mener les révolutionnaires par la bride. C'est un de ces agents qui a écrit l'éditorial du n° 9 qui *félicite* les cadets de leur décision de faire bloc avec les octobristes ! ! « Nous souhaiterions, écrivent les libéraux à la bombe, que tous les partis de gauche, même socialistes et révolutionnaires... se prononcent *dans le même esprit* et se guident *sur les mêmes principes* ! ! »

Il ferait beau voir qu'un libéral contre-révolutionnaire ne le souhaitât pas ! Il faut seulement que le public ait connaissance du sel de la chose : quand l'éditorialiste de *l'Avenir* dit : « nous, socialistes », « nous, révolutionnaires », il faut lire : « nous, libéraux ».

Nous venons de recevoir les journaux qui annoncent l'exclusion de Voïlochnikov pour une durée de 15 séances [146]. Les cadets étaient *pour* une exclusion de *cinq* séances ! ! ! Vive le bloc des cadets et des octobristes, pour l'exclusion des démocrates et des social-démocrates pendant 10 séances ! !

« Social-Démocrate » n° 25, 8 (21) décembre 1911

Conforme au texte du journal

POUR DÉNOUER LA CRISE DANS LE PARTI

Il y a deux ans on pouvait trouver dans la presse social-démocrate des discours sur la « crise d'unification » du parti *. La désagrégation et la débâcle de l'époque contre-révolutionnaire ont provoqué des regroupements, creusé de nouvelles scissions, ravivé la lutte à l'étranger, et bien des gens de peu de foi ou de nerfs fragiles ont perdu courage devant la difficile situation interne du parti ouvrier social-démocrate. Maintenant la création de la Commission d'organisation de Russie (C.O.R.) [147] permet d'entrevoir clairement, sinon la fin de la crise, du moins une amélioration radicale dans le développement du parti. Aussi serait-il opportun d'essayer de considérer l'ensemble de l'étape parcourue dans l'évolution interne du parti, ainsi que les perspectives qui s'offrent pour l'avenir immédiat.

La révolution a laissé le P.O.S.D.R. divisé en trois organisations social-démocrates nationales distinctes et autonomes et deux fractions russes au sens étroit du terme. L'expérience des si riches années 1905, 1906, 1907, a montré combien profondes sont les racines plongées par ces fractions dans les tendances de développement du prolétariat, dans les conditions générales de sa vie en cette période de révolution bourgeoise. Nous avions escaladé une bonne partie de la montagne, mais la contre-révolution nous a rejetés

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 217-273. (*N.R.*)

dans la plaine. Le prolétariat a dû reformer ses rangs et rassembler de nouvelles forces à un moment où Stolypine plantait ses potences et où les *Viékhi* débitaient leurs jérémiades.

La nouvelle situation a provoqué une redistribution des tendances à l'intérieur du parti social-démocrate. Sous le pesant fardeau des mauvais jours, les éléments social-démocrates les moins solides, toute sorte de *compagnons de route bourgeois* du prolétariat, se sont mis à se détacher des deux nouvelles fractions. Deux courants ont exprimé avec le plus de relief cet *abandon* de la social-démocratie : les liquidateurs et les otzovistes. Ils ont suscité en réaction une tendance au rapprochement des noyaux essentiels des deux fractions, restés fidèles au marxisme. Telle était la situation qui a amené le plénum de janvier 1910, point de départ des plus et des moins, des pas en avant et des regards en arrière qui ont marqué le développement ultérieur du parti.

Beaucoup n'ont pas encore très bien compris le mérite théorique incontestable de ce plénum et son énorme faute « conciliatrice » dans l'œuvre qu'il a accomplie. Or, sans cela, on ne peut strictement rien comprendre à la situation actuelle du parti. Aussi devons-nous insister une fois de plus sur l'analyse du point de départ de la présente crise.

Cette citation que nous tirons de l'article d'un « conciliateur », écrit à la veille et publié au lendemain du plénum, aidera mieux à faire cette analyse que de longs raisonnements ou des citations tirées de « documents » plus directs et plus nombreux. Voici donc ce qu'écrivait le camarade Ionov du Bund, l'un des chefs de tête de la « conciliation », qui dominait alors le plénum, dans son article « L'unité du parti est-elle possible ? » publié dans le n° 1 de la *Feuille de Discussion* (19 mars 1910 ; en page 6, une précision de la rédaction : « cet article a été écrit avant le plénum ») :

« Quel que soit le mal que l'otzovisme et la liquidation puissent par eux-mêmes causer au parti, leur influence bien-faisante sur les fractions semble hors de doute. La pathologie connaît deux sortes d'abcès : les bénéfiques et les pernicieux. Un abcès bénéfique est une maladie profitable à l'organisme. En mûrissant, il tire à lui les éléments nuisibles de tout l'organisme, permettant ainsi sa guérison. Je crois que c'est là le rôle qu'a joué le courant liquidateur par rapport au menchevisme, et l'otzovisme-ultimatisme par rapport au bolchevisme. »

Voilà l'appréciation que porte un « conciliateur » au moment du plénum, et qui rend *exactement* compte de la psychologie et des idées de l'esprit conciliateur qui a triomphé au plénum. L'idée essentielle contenue dans cette citation est vraie, mille fois vraie, et c'est précisément pour cela qu'au plénum, les bolcheviks (qui avaient déjà auparavant pleinement engagé la lutte à la fois contre la liquidation et contre l'otzovisme) *n'ont pas pu* se désolidariser des conciliateurs. Ils n'ont pas pu parce qu'ils étaient d'accord sur l'idée essentielle ; c'est sur la forme de son application qu'ils étaient d'un avis différent ; la forme se subordonnera au contenu, pensaient-ils, et l'avenir leur a donné raison, bien que par la faute des conciliateurs, cette « subordination de la forme au contenu » ait fait perdre *deux années* au parti presque « pour rien ».

Quelle était cette faute ? Au lieu d'avoir légitimé les courants, et eux seuls, qui se purifiaient (et seulement dans la mesure où ils le faisaient) de ces « abcès », les conciliateurs les ont tous légitimés sur la simple promesse qu'ils donnaient de se purifier. Les gens du *Vpériod*, comme ceux du *Goloss*, comme Trotski, « signèrent » la résolution dirigée contre l'otzovisme et la liquidation, ils promirent donc de se « purifier », et on en resta là. Les conciliateurs « crurent» à ces promesses, ils amalgamèrent au parti des groupuscules qui *ne se situaient pas* dans le parti, qui, du propre aveu des conciliateurs, étaient des « abcès ». Du point de vue de la politique pratique, c'était de la légèreté, d'un point de vue plus approfondi, c'était une attitude dénuée d'idées, de principes, une attitude d'intrigants : en effet, quiconque était sérieusement convaincu que la liquidation et l'otzovisme-ultimatisme étaient des abcès, devait nécessairement comprendre qu'en mûrissant, les abcès *tirent* hors de l'organisme les éléments nuisibles, devait les en faire sortir, et ne pouvait contribuer à empoisonner l'organisme en y refoulant ces « abcès ».

La première année qui s'est écoulée depuis le plénum a démasqué dans les faits le vide idéologique de la conciliation. Dans la réalité, pendant toute cette année, ce sont les bolcheviks et les plékhanoviens qui ont fait le travail du parti (la purification, la guérison des abcès). Tant le *Social-Démocrate* que la *Rabotchaïa Gazéta* (après que Trotski eut

chassé le représentant du Comité central) le démontrent. Comme le démontrent aussi plusieurs publications légales de l'année 1910[148] que tout le monde connaît. Ce ne sont pas là des mots, mais des faits précis : le travail en commun dans les organes dirigeants du parti.

Durant cette année 1910, aussi bien les gens du *Goloss* que ceux du *Vpériod* ou que Trotski se sont en fait éloignés du parti pour se diriger justement vers le liquidationnisme et l'otzovisme-ultimatisme. Les « abcès bénéfiques » sont restés des abcès, qui se sont comportés de manière pernicieuse, étant donné qu'ils n'ont pas attiré les « éléments nuisibles » hors de l'organisme du parti, mais ont au contraire continué d'empoisonner celui-ci, de le maintenir en état de maladie, de le rendre impropre à remplir son travail spécifique. Et ce travail, ce sont les bolcheviks et les plékhanoviens qui s'en sont acquittés (dans les publications ouvertes à tous) *malgré* les résolutions conciliatrices et les collèges créés par le plénum, *contre* les gens du *Goloss* et du *Vpériod* et non avec eux (car il était impossible de travailler en commun avec les liquidateurs et les otzovistes-ultimatistes).

Et le travail en Russie ? Pas une seule réunion du Comité central en un an ! Pourquoi ? Parce que les membres russes du Comité central (des conciliateurs qui ont bien mérité les caresses que leur prodigue le « *Goloss likvidatorov* » *) ont passé leur temps à « inviter » les liquidateurs, et en un an, en un an et trois mois, ils n'y ont pas encore réussi ! Au plénum, nos bons conciliateurs n'avaient malheureusement pas prévu de procédure de « convocation forcée » au Comité central. On a ainsi abouti à la situation absurde et honteuse pour le parti que prédisaient les bolcheviks au plénum lorsqu'ils combattaient la confiance et la naïveté des conciliateurs : le travail en Russie est paralysé, le parti est ligoté, alors que *Nacha Zaria* et *Vpériod* déversent contre lui un flot répugnant d'attaques anarchistes et libérales ! Tandis que Mikhaïl, Roman et Youri d'une part, les otzovistes et les constructeurs de Dieu[149] de l'au-

* Jeu de mots intraduisible : Lénine nomme ici le *Goloss Sotsial-Démocrata* (Voix du social-démocrate), « *Goloss likvidatorov* » (Voix des liquidateurs). (*N.R.*)

tre, consacrent toutes leurs forces à *ruiner* le travail de la social-démocratie, les conciliateurs du Comité central « invitent » les liquidateurs et les « attendent » !

Dans leur « requête » du 5 décembre 1910, les bolcheviks annonçaient ouvertement et expressément qu'ils dénonçaient l'accord passé avec toutes les autres fractions. L'échec de la « paix » conclue au plénum, par la faute du *Goloss*, du *Vpériod*, de Trotski, est maintenant un fait définitivement admis.

Près de six mois (jusqu'en juin 1911) se sont passés en tentatives de convoquer le plénum à l'étranger qui devait, aux termes de l'accord, se tenir dans un délai n'excédant pas trois mois. Les liquidateurs (le groupe du *Goloss*, les bundistes, Schwartz) ont également fait échouer le plénum à l'étranger. Le bloc des trois groupes — bolcheviks, Polonais et « conciliateurs » — fait alors une dernière tentative pour sauver la situation : il propose de convoquer une conférence, de créer une Commission d'organisation de Russie. Comme auparavant, les bolcheviks sont minoritaires : de janvier 1910 à juin 1911, les liquidateurs ont la suprématie (au Bureau du Comité central à l'étranger : des partisans du *Goloss*, un membre du Bund et Schwartz ; en Russie, les « conciliateurs » qui « invitent » les liquidateurs). De juin 1911 au 1er novembre 1911 (délai fixé par le jugement d'arbitrage des dépositaires)[150] c'est le tour des conciliateurs, rejoints par les Polonais.

La question se posait ainsi : l'argent et l'envoi des agents étaient aux mains de Tyszka et de Mark (chef des conciliateurs parisiens) [151] ; quant aux bolcheviks, on voulait bien les envoyer au travail comme les autres, mais c'était tout ce qu'on leur accordait. Les divergences nées du plénum se ramenaient au point suivant, qu'il était impossible d'esquiver: ou bien on travaillait d'arrache-pied, sans « attendre » ni « inviter » personne (quiconque veut et peut travailler en social-démocrate n'a pas besoin d'invitations !) ou bien l'on poursuivait les marchandages et les maquignonnages avec les Trotski, *Vpériod*, etc. Les bolcheviks avaient choisi la première solution, ce dont ils firent état ouvertement et clairement dès la conférence des membres du Comité central à Paris. Tyszka et compagnie avaient choisi (et imposé tant à la Commission technique qu'à la Com-

mission étrangère d'organisation) la seconde, qui se réduisait objectivement, ainsi que l'a montré en détail le n° 24 du *Social-Démocrate* *, à un jeu d'intrigues lamentable et vain.

Maintenant le résultat est là, tous peuvent le constater. Au 1er novembre, la *Commission d'organisation de Russie* était formée. Elle est en fait l'œuvre des bolcheviks et des mencheviks proparti de Russie. L'« union des deux fractions fortes » (fortes de leur solidité idéologique et de leur travail de purification des « abcès ») contre laquelle ont tant fulminé les cerveaux creux pendant et après le plénum (Cf. *Goloss*, *Vpériod*, *Otkliki Bunda* [152], *Pravda*, etc.) est devenue un fait. Dans des organisations social-démocrates aussi exemplaires et aussi avancées pour la Russie des années 1910-1911, que celles de Bakou et de Kiev [153], cette union est devenue, à la grande joie des bolcheviks, une quasi-fusion, un organisme unique et indissoluble des social-démocrates proparti.

Après deux ans d'expérimentation, la revendication larmoyante de la dissolution de « toutes » les fractions s'est avérée verbiage pitoyable de songe-creux, mystifié par MM. Potressov et MM. les otzovistes. L'« union des deux fractions fortes » a fait son œuvre et a beaucoup progressé — en la personne des groupes avancés que nous avons indiqués — vers la fusion complète en un parti unique. Les hésitations des mencheviks proparti de l'étranger ne sont déjà plus en mesure de rien changer à ce fait accompli.

Les deux années qui ont suivi le plénum semblent à bien des gens de peu de foi ou social-démocrates d'occasion, qui ne désirent pas comprendre les invraisemblables difficultés rencontrées, des années des chamailleries mesquines, sans issue et sans raison d'être, des années de désarroi, de désorganisation ; or ce sont elles qui ont vu le parti social-démocrate s'extirper du marais des hésitations liquidatrices et otzovistes et reprendre sa route. L'année 1910 a vu s'organiser le travail commun des bolcheviks et des mencheviks proparti dans *tous* les organes dirigeants (officiels et officieux, légaux et illégaux) du parti : c'était le premier acte de l'« union des deux fractions fortes », phase de préparation idéologique, de rassemblement des forces sous un seul dra-

* Voir le présent tome, pp. 260-281. (*N.R.*)

peau, celui de la lutte contre liquidateurs et otzovistes. L'année 1911 a été celle du second acte : la création de la C.O.R. Fait significatif, sa première assemblée s'est déroulée sous la présidence d'un menchevik proparti: le deuxième acte, la constitution d'un centre russe qui fonctionne pratiquement, est maintenant accompli. La locomotive a été redressée et placée sur ses rails.

Un centre social-démocrate russe s'est constitué pour la première fois après *quatre* années de désarroi et de divergences, malgré les incroyables persécutions de la police, malgré des « crocs-en-jambe » sans précédent de la part des gens du *Goloss*, du *Vpériod*, des conciliateurs, des Polonais et *tutti quanti*. Ce centre a édité en Russie un premier tract adressé au parti [154]. Pour la première fois, la reconstitution sur place des organisations illégales s'est opérée de façon systématique et cohérente (en quelques trois mois, de juillet à octobre 1911) dans les deux capitales, la région de la Volga, l'Oural, le Caucase, Kiev, Ekatérinoslav, Rostov, Nikolaïev, car la C.O.R. s'est réunie *après* les avoir toutes visitées, car sa première réunion s'est tenue *au moment même* où le comité de Pétersbourg se reconstituait et organisait une série de meetings ouvriers, où les arrondissements de Moscou adoptaient des résolutions en faveur du parti, etc.

Bien entendu, ce serait faire preuve d'une impardonnable naïveté que de se laisser aller à un optimisme béat ; nous avons encore à affronter de gigantesques difficultés ; la police a intensifié sa chasse à l'homme après la publication du premier tract russe du centre social-démocrate ; il faut prévoir des mois longs et difficiles, de nouvelles chutes, de nouvelles interruptions dans le travail. Mais l'essentiel a été fait. Le drapeau a été relevé ; par toute la Russie les cercles ouvriers se tournent vers lui, et aucune attaque contre-révolutionnaire ne le renversera plus !

Quelle a été la réponse des « conciliateurs » étrangers, de Tyszka et de Leder à ce gigantesque pas en avant dans le travail en Russie ? Ils se sont lancés une dernière fois dans de mesquines intrigues : il n'y a pas à dire, le « processus de mûrissement des abcès » si prophétiquement annoncé

à la veille du plénum par Ionov est désagréable. Mais quiconque ne comprend pas que ce peu attrayant processus *assainit* la social-démocratie, n'a pas sa place dans le travail révolutionnaire ! La Commission technique et la Commission d'organisation à l'étranger refusent de se soumettre à la Commission d'organisation de Russie ; les bolcheviks, bien entendu, prennent dédaigneusement leurs distances à l'égard des intrigants de l'étranger. Et les hésitations commencent : au début de novembre, les débris de la Commission d'organisation à l'étranger (deux Polonais plus un conciliateur) reçoivent un rapport sur la convocation de la Commission d'organisation de Russie. Ils y trouvent un tableau si précis de tout le travail accompli que les adversaires des bolcheviks, ces conciliateurs que vante le *Goloss*, sont *contraints* de reconnaître la C.O.R. La Commission à l'étranger adopte alors, le 13 novembre 1911, une résolution : « prendre pour directives les décisions de la C.O.R. ». Les quatre cinquièmes de l'argent qu'elle a en caisse sont remis à la Commission de Russie. Ce qui signifie que les Polonais et les conciliateurs eux-mêmes *ne peuvent* mettre en doute le sérieux avec lequel tout a été organisé.

Et pourtant quelques jours plus tard, la Commission technique et la Commission d'organisation à l'étranger refusent à nouveau de se soumettre à l'autorité de la Commission russe ! ! Comment s'expliquer ce jeu ?

La rédaction de l'Organe central possède un document [155] qui sera présenté à la conférence et qui montre que Tyszka s'emploie à combattre la participation à la Commission de Russie et à la conférence.

Peut-on imaginer plus vil esprit d'intrigue ? Les gens de la Commission technique et de la Commission à l'étranger prêtent la main à la convocation de la conférence et à la fondation de la Commission russe d'organisation, ils se vantent d'inviter « tout le monde » et n'invitent personne (étant majoritaires, ils avaient pourtant le droit d'inviter et de poser leurs conditions), ils ne trouvent personne pour faire le travail sinon des bolcheviks et des mencheviks proparti, ils sont donc battus à plate couture sur le terrain choisi par eux, et ils s'abaissent jusqu'à faire des « crocs-en-jambe » à cette même Commission russe d'organisation, à laquelle ils avaient pourtant remis de leur plein gré,

comme à un centre pleinement habilité, les quatre cinquièmes de leurs ressources pour la conférence !

Oui, un abcès est une chose désagréable, surtout pendant sa « période de mûrissement ». Le n° 24 de l'Organe central a déjà montré pourquoi les théoriciens de l'Union de tous les groupuscules de l'étranger n'avaient plus d'autre ressource que l'intrigue. Maintenant, les ouvriers social-démocrates de Russie feront sans peine leur choix : défendre leur C.O.R. et leur conférence ou laisser les Tyszka, Leder et consorts freiner cette dernière par leurs menées. Les intrigants ont été la cause de leur propre perte, c'est un fait. Tyszka et Leder sont entrés dans l'histoire de P.O.S.D.R. marqués d'un as de carreau et ils ne freineront pas la conférence, ils ne saperont pas la C.O.R.

Et les liquidateurs ? Pendant toute une année et demie, de janvier 1910 à juin 1911, ils ont été majoritaires au sein du Bureau du Comité central à l'étranger, ils comptaient de fidèles « amis » au sein du Bureau russe du Comité central en la personne des conciliateurs, et ils n'ont rien fait, strictement rien fait, pour le travail en Russie ! Tant qu'ils ont eu la majorité, le travail a été paralysé. Quand les bolcheviks ont dispersé le Bureau liquidateur à l'étranger et entrepris de convoquer la conférence, c'est alors qu'ils se se sont secoués. Il est caractéristique d'observer en quoi s'est traduite cette « secousse ». Les bundistes, qui ont toujours été les plus fidèles serviteurs des liquidateurs, ont récemment voulu profiter de la « période trouble » que nous traversons (chez les Lettons, par exemple, l'issue de la lutte entre le courant proparti et le courant liquidateur n'est pas encore tranchée): ils ont déniché un caucasien, et toute la bande s'est rendue dans la ville de Z [156] pour arracher des signatures sous les résolutions rédigées par Trotski et Dan au Café Bubenberg (Berne, août 1911). Mais ils n'ont pas trouvé l'organisation dirigeante lettonne, n'ont pas obtenu de signature, et n'ont pu préparer nul papier à en-tête de la puissante firme « Commission d'organisation des trois plus fortes organisations ». Tels sont les faits *.

* Outre les infatigables bundistes, les gens du *Vpériod* ont engagé la chasse aux résolutions. Un otzoviste connu [157] de ce groupe — qui n'est pourtant nullement otzoviste, lui, Dieu l'en garde ! — s'est

Que les ouvriers russes sachent donc comment les bundistes s'efforcent de détruire la C.O.R. ! Songez plutôt : alors que les responsables de la préparation de la conférence parcourent l'Oural, la Volga, Pétersbourg, Moscou, Kiev, Ekatérinoslav, Rostov, Tiflis, Bakou, les bundistes, eux, « dénichent » un « caucasien » (probablement un de ces militants en chambre qui contrôlent la « presse » du Comité régional du Caucase et qui ont envoyé Dan et Axelrod pour les représenter à la conférence du P.O.S.D.R. de décembre 1908 !) et s'en vont « arracher une signature » aux Lettons. Il s'en est fallu de peu que cette bande d'intrigants au service des liquidateurs et à laquelle tout travail en Russie est complètement étranger, n'apparaisse réellement comme la « Commission d'organisation » de « trois organisations » parmi lesquelles les deux « les plus fortes » vu leur presse ! Ou peut-être messieurs les bundistes et monsieur le caucasien auront-ils la bonté de raconter au parti quelles organisations russes ils ont parcouru et quand exactement, en quels endroits ils ont remis sur pied le travail, fait des rapports ? Essayez un peu, chers amis, de nous raconter !

Et les maîtres en haute diplomatie de l'étranger jugent et conviennent, de l'air important du connaisseur : « il ne faut pas s'isoler », « il faut engager des pourparlers avec le Bund et le Comité régional du Caucase ».

Cabotins, va !

Que ceux qui hésitent aujourd'hui, qui déplorent l'« isolement » des bolcheviks, étudient, réfléchissent au sens qu'a pris l'histoire du parti durant ces deux années. Oh, nous nous sentons mieux que jamais dans *cet* isolement-*là*, car nous nous sommes débarrassés des camarillas de zéros de l'étranger et nous avons contribué au rassemblement des ouvriers social-démocrates russes de Pétersbourg, de Moscou, de l'Oural, de la Volga, du Caucase et du Sud !

Déplorer cet isolement, c'est n'avoir rien compris du tout ni à la grande œuvre idéologique du plénum, ni à son erreur

précipité à Kiev, à Moscou, à Nijni, s'est « réconcilié » avec les conciliateurs et est revenu de partout bredouille. On nous signale que le groupe du *Vpériod* aurait imputé cet échec au mauvais Dieu inventé par Lounatcharski et aurait pris la décision unanime d'en inventer un meilleur.

conciliatrice. Pendant l'année et demie qui a suivi le plénum, un semblant d'unité était constaté à l'étranger, tandis qu'en Russie le travail social-démocrate était complètement paralysé. Une moitié ou un tiers d'année a suffi en 1911 pour que l'isolement apparent des bolcheviks, parvenu à son point culminant, fasse pour la première fois progresser le travail social-démocrate en Russie et y rétablisse pour la première fois un centre social-démocrate.

La chamaillerie impuissante et le pitoyable esprit d'intrigue dans lesquels sont tombés les groupes du *Goloss* et du *Vpériod*, entraînant dans leur chute tous ceux qui tentaient de les défendre, finiront maintenant d'ouvrir les yeux à ceux qui n'ont pas encore aperçu la pourriture et la nécrose idéologique de ces « abcès » que sont le courant liquidateur et l'otzovisme.

Au travail donc, camarades social-démocrates proparti ! Secouez les derniers vestiges de vos liens avec les courants étrangers à la social-démocratie et avec les groupuscules qui les alimentent, en dépit des décisions du parti. Rassemblez-vous autour de la C.O.R. et aidez-la à réunir la conférence et à renforcer le travail local. Le P.O.S.D.R. vient de traverser une grave maladie : la crise se termine.

Vive le Parti ouvrier social-démocrate de Russie uni, illégal et révolutionnaire !

« Social-Démocrate » n° 25, 8 (21) décembre 1911

Conforme au texte du journal

EN PROVENANCE DU PARTI « OUVRIER » STOLYPINIEN

L'article de N. R-kov paru dans le n° 9-10 de la revue liquidatrice *Nacha Zaria* est un événement très important dans ces milieux. C'est un véritable « credo », un manifeste du parti ouvrier libéral. R-kov part du commencement, de l'appréciation de la révolution et du rôle de toutes les classes, pour en arriver avec un remarquable esprit de suite jusqu'à la fin, au projet de parti ouvrier (?) légal, en substituant dans tous ses raisonnements le libéralisme au marxisme.

Quelle est la tâche objective qui se pose à la Russie ? Achever de remplacer l'économie semi-féodale par un « capitalisme évolué ». C'est là voir les choses non pas à la manière marxiste, mais à la manière de Strouvé, ou à la manière libérale, car le marxiste distingue les conceptions octobriste, cadette, troudovik, prolétarienne, du capitalisme « évolué » que se font les différentes classes.

Quel est le point crucial dans l'appréciation de la révolution ? R-kov condamne les pleurnichards et les renégats qui crient que la révolution a « échoué », pour leur opposer... une grande vérité professorale : même en période de « réaction », de nouvelles forces sociales mûrissent. Il est clair que cette réponse de R-kov dissimule précisément le *fond* du problème d'une manière qui convient tout à fait aux libéraux contre-révolutionnaires, lesquels reconnaissent entièrement la vérité qu'il vient de découvrir. Or, le fond du problème est de savoir quelles classes se sont révélées ca-

pables de mener une lutte révolutionnaire de masse directe pendant la révolution et lesquelles l'ont trahie, passant directement ou indirectement du côté de la contre-révolution. Cela, R-kov l'a caché, se préparant ainsi à passer sous silence la différence entre la démocratie révolutionnaire et l'opposition libérale monarchiste « progressiste ».

En ce qui concerne le rôle de la classe des propriétaires fonciers, R-kov débouche d'emblée et sans encombre dans l'absurde. Récemment encore, dit-il, les représentants de cette classe « étaient » de vrais féodaux ; maintenant « ils sont encore une petite poignée à se grouper autour de MM. Pourichkévitch et Markov le second et, dans leur impuissance (! !), projettent une bave corrompue par le poison du désespoir ». La majorité des propriétaires fonciers nobles « se transforme progressivement et irréversiblement en bourgeoisie agraire ».

En réalité, et chacun le sait, nos Markov le second et nos Pourichkévitch sont *tout-puissants* : à la Douma, encore plus au Conseil d'Etat, encore plus dans la camarilla Cent-Noirs tsariste et encore plus à la direction du pays. Ce sont précisément « leur pouvoir et leurs revenus » (résolution de la conférence de décembre 1908) qui gagnent à tout progrès allant dans le sens d'une *telle* transformation du tsarisme en monarchie bourgeoise. Que l'économie des féodaux se transforme en économie bourgeoise ne fait nullement disparaître le pouvoir politique direct de ces Cent-Noirs : il suffit d'avoir des notions élémentaires du marxisme pour s'en rendre compte, et on peut le constater aussi ne serait-ce que d'après l'expérience de la Prusse qui « se transforme » depuis soixante ans (depuis 1848). On dirait que pour R-kov il n'y a en Russie ni absolutisme ni monarchie ! Il emploie la méthode libérale élémentaire qui consiste à amputer d'un cœur léger (sur le papier) les extrémités de la société pour avoir ainsi la « preuve » qu'un « compromis est inévitable ».

Aux yeux de R-kov la politique agraire actuelle est l'indice du « compromis inévitable (!) qui se dessine à l'horizon ». Entre qui ? « Entre les différents groupes de la bourgeoisie ». Quelle est donc cette force sociale, demandons-nous à notre « marxiste », qui contraindra les Pourichkévitch, entre les mains de qui se trouve tout le pouvoir,

à accepter un compromis ? R-kov ne répond pas. Mais étant donné qu'à côté de cela il montre le processus de consolidation de la grande bourgeoisie commerçante et industrielle, la « domination croissante de la bourgeoisie progressiste modérée » on ne peut tirer qu'une seule conclusion : il escompte que cette bourgeoisie progressiste modérée arrachera pacifiquement le pouvoir aux Pourichkévitch et aux Romanov.

C'est incroyable, mais c'est ainsi. C'est précisément sur la plus plate des utopies libérales que reposent toutes les conceptions de ce R-kov qui se flatte de ce qu'il n'y ait pas chez lui « le moindre soupçon d'utopie ». Entre les liquidateurs extrémistes qui, de Larine à Tchérévanine, à Dan et à Martov, défendent tous, sous des formes et avec des phrases légèrement différentes, *cette même idée fondamentale* de conquête pacifique du pouvoir par la bourgeoisie (avec, dans le meilleur des cas, une *pression* « d'en bas »), et N. R-kov, il n'y a en fait pas de différence.

Mais dans la vie, et non dans les utopies libérales, nous avons sous les yeux la domination de Pourichkévitch, modérée par les bougonnements des Goutchkov et des Milioukov. Les octobristes et les cadets « progressistes modérés » ne sapent pas cette domination, ils l'éternisent. La contradiction entre elle et le développement bourgeois de la Russie, qui va incontestablement de l'avant, s'aggrave (loin de s'affaiblir, comme le croient les théoriciens de l'« inévitable compromis »). Seules les masses, c'est-à-dire le prolétariat, entraînant à sa suite la paysannerie, peuvent faire aboutir la solution de cette contradiction.

L'ancien bolchevik devenu liquidateur se débarrasse de ces masses avec une belle désinvolture, à croire que les potences de Stolypine et le flot d'eaux polluées déversé par les *Viékhi* les ont chassées non seulement de l'arène de la vie politique légale et des publications libérales, mais aussi de la réalité. La paysannerie est d'un faible poids aux élections, dit notre libéral dans son « analyse », quant à la classe ouvrière il la laisse par hypothèse « de côté » ! !

R-kov s'est donné pour tâche de démontrer que la révolution (« la tempête ») tout en étant possible en Russie, n'est pas indispensable. Evidemment, si on « laisse de côté », que ce soit par hypothèse, « momentanément », ou en raison

« d'un faible poids aux élections », la classe ouvrière et la paysannerie, non seulement la révolution n'est pas indispensable, mais elle est impossible ! Cependant, dans la vie, la quiétude libérale ne fait disparaître ni la toute-puissance de Pourichkévitch et de Romanov, ni la résistance révolutionnaire qui croît dans le prolétariat mûrissant et dans la paysannerie affamée et maltraitée. Tout vient de ce que dans tous ses raisonnements, R-kov a remplacé la *ligne* du marxiste, c'est-à-dire du social-démocrate révolutionnaire, qui, en toutes circonstances, sous les formes les plus diverses, dans les discours de meeting et à la tribune de la III^e^ Douma, au Soviet des députés ouvriers et dans la société ouvrière la plus pacifique, la plus légale, appelle à soutenir cette résistance, à l'épauler, à la développer, à lui donner la juste orientation qui la mènera à la victoire complète, par celle du libéral qui ne veut pas voir ce qui a été proscrit, qui ne veut rien regarder si ce n'est les Pourichkévitch en train de se « transformer » en « junkers évolués » ou bien les Milioukov « progressistes modérés ».

On retrouve bien là l'aveuglement caractéristique de toute la *Nacha Zaria*, de tout le parti ouvrier stolypinien. Cette conception bornée par les œillères libérales les amène à concentrer uniquement leur attention sur la légalisation du parti ouvrier. Si le « compromis est inévitable », il est inutile de le combattre, et il ne reste plus à la classe ouvrière, à l'imitation des autres classes du régime bourgeois définitivement installé, qu'à s'y aménager dans l'un de ses coins un modeste nid petit-bourgeois. Tel est le sens réel des prônes légalistes, quelles que soient les phrases « révolutionnaires » dont les couvre un Martov, commis à cet emploi par MM. Potressov, Iouri Tchatski, Larine, Dan et consorts.

Le sens *réel* que donne R-kov à cette société légale « de défense des intérêts de la classe ouvrière » est clair comme le jour. Il est tout aussi clair que « les autorités » ne l'autoriseront pas même si les Prokopovitch y ont l'hégémonie et ne permettront pas qu'elle « existe dans les faits ». Il faut être un libéral aveugle pour ne pas s'en rendre compte. Mais une *société* d'intellectuels qui répandent sous couleur de socialisme les idées *libérales* dans les masses ouvrières,

elle est déjà réalisée dans les faits. Cette « société », c'est le cercle des collaborateurs de *Nacha Zaria* et de *Diélo Jizni* ; c'est leur « drapeau », c'est le drapeau idéologique du libéralisme que « déploie » N. R-kov lorsqu'il affirme que sans une organisation au grand jour, la lutte prendrait inévitablement (! !) un caractère anarchique, que les vieux mots d'ordre sont devenus lettre morte, qu'on ne saurait réduire la tactique à « la bagarre », que la nouvelle « société » n'a « *pas une pensée* (!) pour la nécessité d'un bouleversement », etc. Ce qui est une réalité, c'est cette propagande libérale d'intellectuels renégats ; une société ouvrière au grand jour n'est que de la phrase. Ce qui est réel, c'est une société de défense libérale des intérêts de la classe ouvrière compris à la manière libérale, c'est la « société » représentée par *Nacha Zaria*, tandis que cette « organisation politique légale et large » des ouvriers n'est dans la Russie actuelle qu'un rêve libéral innocent, vide et faux.

Organiser des syndicats légaux tout en comprenant qu'ils ne peuvent devenir ni larges, ni « politiques », ni solides, dans le moment présent, est une chose utile. Faire des discours libéraux sur une société politique ouvrière *sans* vouloir penser à la violence est vain et nuisible.

Deux perles pour conclure. La première : « Si quelqu'un, écrit R-kov, dans l'aveuglement de la folie réactionnaire, imaginait d'accuser les membres de cette société de vouloir un bouleversement, tout le poids de cette accusation insensée, dénuée de fondement, juridiquement insoutenable, retomberait sur la tête de l'accusateur ! » Vous voyez le tableau : le poids d'accusations juridiquement insoutenables tombant sur la tête de Chtchéglovitov et compagnie, et N. R-kov — et non Roditchev — les tuant sous ce « poids »...

Deuxième perle. Les ouvriers, écrit R-kov, « doivent s'assurer l'hégémonie politique dans la lutte pour un régime démocratique ». Il reconnaît l'hégémonie après l'avoir vidée de tout *contenu*. Ouvriers, dit-il, vous ne devez pas lutter contre un compromis « inévitable », mais vous devez vous affirmer les détenteurs de l'hégémonie ; or s'assurer l'hégémonie, cela signifie précisément expliquer que l'idée de compromis « inévitable » est une fiction et lutter sur la

ligne prolétarienne et prolétarienne-paysanne de résistance contre les compromis bourgeois antidémocratiques.

N. R-kov sera de la même utilité à la cause de la lutte contre les liquidateurs que l'a été Larine à celle de la lutte contre l'idée erronée de congrès ouvrier. N. R-kov et Larine ont osé se montrer à nu. R-kov est un liquidateur honnête. Par sa témérité, il nous forcera à *réfléchir* aux racines idéologiques de l'esprit liquidateur. Il confirmera une fois de plus la justesse des résolutions de décembre 1908 du P.O.S.D.R. en posant systématiquement les mêmes questions (et en y répondant tout de travers) qui ont été tirées au clair et résolues de manière juste dans ces résolutions. Il fera apparaître sous un jour particulièrement piteux aux yeux des ouvriers les diplomates liquidateurs qui, comme les rédacteurs de *Nacha Zaria* (ou du *Goloss*) feintent et esquivent, entassent rectification sur mise au point, rejettent toute responsabilité pour « certains passages » de l'article de R-kov ou pour la « concrétisation » de son plan. Comme s'il s'agissait de certains passages, etc., et non d'une ligne unique, cohérente, solidaire : la ligne de la politique ouvrière libérale !

« Social-Démocrate » n° 25, 8 (21) décembre 1911

Conforme au texte du journal

À PROPOS DE LA DIPLOMATIE DE TROTSKI ET D'UNE PLATE-FORME PROPARTI

Le n° 22 de la *Pravda*, journal de Trotski, qui vient de reparaître après une longue interruption, illustre bien le processus d'extinction des groupuscules de l'étranger qui avaient tenté de fonder leur existence sur le jeu diplomatique avec les tendances liquidatrice et otzoviste extérieures à la social-démocratie.

Ce journal a donc paru le 29 novembre nouveau calendrier, soit près d'un mois après qu'ait été publiée la notification de la C.O.R. *Trotski n'en souffle pas mot* !

Pour Trotski, cette Commission n'existe pas. Il prétend mériter le qualificatif de proparti en méconnaissant l'existence du centre russe du parti, constitué par l'écrasante majorité des organisations social-démocrates russes ! Ou peut-être, camarades, est-ce Trotski et son groupuscule de l'étranger qui sont quantité négligeable pour les organisations social-démocrates russes ?

Il assure, en caractères les plus gros possibles (quelle manie de toujours jurer ses grands dieux !) que son journal « n'est pas un journal fractionnel, mais un journal du parti ». Examinez avec un peu d'attention le contenu du n° 22 et vous apercevrez aussitôt la mécanique simple du jeu qu'il mène avec les fractions *étrangères* au parti du *Vpériod* et des liquidateurs.

Voici une correspondance de Pétersbourg, signée S.V., qui fait de la publicité en faveur du groupe du *Vpériod*.

S.V. accuse Trotski de n'avoir pas publié la résolution des Pétersbourgeois contre la campagne de pétitions, qui lui a été expédiée il y a déjà bien longtemps. Trotski, accusé de « fractionnisme étroit » par les gens du *Vpériod* (noire ingratitude !), biaise et tergiverse, il dit que son journal est pauvre et qu'il paraît rarement. Le jeu est cousu de fil blanc : donnant donnant. Nous (Trotski) taisons la lutte des militants du parti contre les otzovistes et aidons à faire de la publicité pour le *Vpériod*, et vous (S.V.) laissez les liquidateurs mener leur « campagne de pétitions ». Défendre par les moyens de la diplomatie deux fractions étrangères au parti, n'est-ce donc pas faire preuve d'un véritable attachement à celui-ci ?

Voici un éditorial phraseur qui porte le titre ronflant de « En avant ! » : « Ouvriers conscients ! Vous n'avez pas en ce moment, pouvons-nous y lire, de mot d'ordre plus important » [tiens !] « et plus universel » [il en bafouille, le malheureux] « que la liberté d'association, de réunion et de grève. » « La social-démocratie, poursuit-il, appelle le prolétariat à lutter pour la république. Mais pour que la lutte pour la république ne soit pas le mot d'ordre abstrait (! !) d'une élite, il faut que vous, ouvriers conscients, appreniez pratiquement aux masses à comprendre la nécessité de la liberté d'association et à lutter pour cette revendication de classe essentielle. »

La phrase révolutionnaire sert à couvrir et à justifier les conceptions mensongères des liquidateurs et à corrompre ainsi la conscience des ouvriers. Pourquoi le mot d'ordre de république est-il le mot d'ordre *abstrait* de *quelques-uns*, alors que la république est la dissolution de la Douma rendue impossible, la liberté de coalition et de presse, la liberté des paysans délivrés des violences et des spoliations que leur font subir les Markov, les Romanov, les Pourichkévitch ? N'est-il pas évident que c'est tout le contraire : c'est le mot d'ordre de « liberté d'association » qui est « abstrait » et insensé si on le prend comme mot d'ordre « universel », *sans le lier* à celui de république ?

Il est insensé d'exiger la « liberté d'association » de la monarchie tsariste si l'on n'explique pas aux masses que cette liberté est incompatible avec le tsarisme et que pour l'assurer, il faut la république. Nous, social-démocrates,

devons justement nous servir des projets de loi sur la liberté d'association déposés à la Douma, des interpellations et des discours sur ce genre de thème comme d'un prétexte et d'une matière d'agitation en faveur de la république.

« Les ouvriers conscients doivent apprendre aux masses à déduire de leur expérience la nécessité de la liberté de coalition » ! Vieux refrain du vieil opportunisme russe, déjà usé par les « économistes » ! *L'expérience* des masses, c'est que les ministres interdisent leurs unions, que les gouverneurs et les brigadiers de gendarmerie se livrent quotidiennement à des actes de violence, voilà ce que c'est que *l'expérience des masses*. Tandis qu'opposer à la république le mot d'ordre de « liberté d'association » est une phrase d'intellectuel opportuniste, étranger aux masses. C'est la phrase d'un intellectuel qui s'imagine que l'« expérience » d'une « pétition » (qui a réuni 1 300 signatures) [158] ou d'un projet de loi qu'on enfouit dans les tiroirs sont des choses qui éduquent les « masses ». Ce n'est pas l'expérience paperassière, c'est une expérience différente, vivante, c'est l'agitation menée par les ouvriers conscients précisément en faveur de la république, seul mot d'ordre universel, au sens de la démocratie politique, qui les éduquent.

Trotski sait fort bien que dans leurs publications légales les liquidateurs *unissent* justement le mot d'ordre de « liberté de coalition » à celui de : « à bas le parti illégal, à bas la lutte pour la république ». L'objectif de Trotski est de couvrir les liquidateurs en jetant de la poudre aux yeux des ouvriers.

On ne peut pas discuter sur le fond avec Trotski, car il n'a aucune conviction. On peut et on doit le faire avec les liquidateurs et otzovistes convaincus, mais avec quelqu'un qui joue à couvrir les fautes des uns et des autres, on ne discute pas, on le démasque comme... diplomate au petit pied.

C'est avec les auteurs des thèses pour une plate-forme, publiées dans le n° 22 de la *Pravda*, qu'il faut discuter. Leur erreur provient soit de ce qu'ils ne connaissent pas les résolutions de décembre 1908 du P.O.S.D.R., soit de ce

qu'ils ne se sont pas encore entièrement libérés de certaines hésitations de pensée propres aux liquidateurs et aux gens du *Vpériod*.

La première thèse dit que le régime du trois juin marque « en fait la domination illimitée des propriétaires fonciers nobles de type féodal » et indique ensuite que ceux-ci « couvrent le caractère autocratique et bureaucratique de leur domination sous le masque faussement constitutionnel d'une Douma d'Etat qui n'a en fait aucun droit ».

Si la Douma des propriétaires fonciers « n'a en fait aucun droit », et c'est exact, comment la domination des propriétaires fonciers peut-elle être « illimitée » ?

Nos auteurs oublient que le caractère de classe de la monarchie tsariste ne fait nullement disparaître la liberté d'action et l'indépendance immenses dont jouissent le pouvoir tsariste et la « bureaucratie », depuis Nicolas II jusqu'au dernier gendarme. Cette erreur, qui est d'oublier l'autocratie et la monarchie, pour la réduire *directement* à la domination « pure » des classes supérieures, a été commise par les otzovistes en 1908-1909 (cf. le *Prolétari*, supplément au n° 44) [159], par Larine en 1910, par divers publicistes (par exemple M. Alexandrov) [160], et par N. R-kov lorsqu'il est passé aux liquidateurs.

Les résolutions de décembre 1908 font précisément une analyse de la domination des féodaux soutenus par la bourgeoisie qui attaque cette erreur à la racine.

La seconde thèse se réfère au programme minimum du P.O.S.D.R. et place « particulièrement en évidence » de nombreuses revendications telles que la liberté de coalition et la confiscation des terres des propriétaires fonciers, mais ne mentionne pas la république. Nous croyons que c'est une erreur. Nous reconnaissons entièrement qu'il faut sans conteste mener l'agitation pour la liberté de coalition, mais nous estimons que c'est le mot d'ordre de république qui doit être mis le plus en évidence.

La troisième thèse parle de « la nécessité d'entreprendre de nouvelles actions révolutionnaires des larges masses populaires », sans quoi il sera impossible de faire aboutir nos revendications.

Ce dernier point est cent fois vrai, mais ce n'est qu'une moitié de vérité. Les marxistes ne peuvent s'en tenir à

parler de la « nécessité » de nouvelles actions des masses. ils doivent d'abord montrer quelles sont les causes qui provoquent (si « provoquer » il y a) la montée d'une nouvelle crise révolutionnaire. Sans cette crise, les « actions » — elles sont toujours, si vous voulez, « nécessaires » ! — ne sont pas possibles.

Nos auteurs ont les meilleures intentions révolutionnaires, mais leur mode de pensée présente des lacunes. Les résolutions de décembre 1908 font apparaître la « nécessité » de nouvelles actions de manière bien moins simple, mais bien plus juste.

La quatrième thèse parle de la « possibilité d'une nouvelle action révolutionnaire de ce genre de la part des masses dans un avenir plus ou moins proche, et de la critique impitoyable... du rôle contre-révolutionnaire de la bourgeoisie », etc.

La critique est toujours nécessaire, *indépendamment* des « possibilités d'action », même lorsqu'on sait les actions des masses impossibles. Lier la possibilité d'actions et la critique, c'est confondre la *ligne* du marxisme, qui est *toujours* indispensable, et *l'une* des formes de la lutte (forme particulièrement élevée). C'est la première faute. La deuxième, c'est qu'« il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué » : il ne sert à rien de parler de possibilité d'actions, il faut la démontrer par des actes. Il suffit que la plate-forme note le début de la montée et souligne l'importance qu'il y a à organiser l'agitation et à préparer les actions des masses. Les événements se chargeront de montrer si les actions des masses se déclencheront dans un avenir proche ou lointain.

La cinquième thèse est parfaite : elle souligne la grande importance de la Douma d'Etat en tant que tribune d'agitation.

Nous ne savons pas qui sont les auteurs du tract. Mais s'ils sont des partisans du *Vpériod* de Russie (comme certains indices le donnent à penser), il faut les féliciter chaudement de s'être débarrassés de l'une des fautes du groupe du *Vpériod*. Ils ont une conscience de membres du parti, car ils donnent une réponse franche et claire à l'une des questions « douloureuses ». Quant au groupe du *Vpériod*, il trompe le parti sans le moindre scrupule en défendant et en couvrant

l'otzovisme maintenant encore, en décembre 1911, et en se refusant à répondre franchement à la question de la participation à la IV^e^ Douma. Reconnaître un tel groupe comme social-démocrate, ce serait se moquer de la social-démocratie.

« Social-Démocrate » n° 25, 8 (21) décembre 1911

Conforme au texte du journal

LES RÉSULTATS DU JUGEMENT D'ARBITRAGE DES « DÉPOSITAIRES »

Au plénum du Comité central de janvier 1910, les représentants de la fraction des bolcheviks (reconnus unanimement par tous les membres du plénum comme représentants de cette fraction) avaient, on le sait, passé un accord avec toutes les autres fractions de notre parti. Cet accord, publié dans le n° 11 de l'Organe central, stipulait que les bolcheviks devaient dissoudre leur fraction et remettre ce qu'elle possédait au Comité central, *à la condition* que toutes les autres fractions se dissolvent elles aussi et adoptent la ligne du parti, ligne dirigée contre les liquidateurs et les otzovistes. En cas de violation de ces clauses, l'accord adopté par le Comité central prévoyait expressément que l'argent des bolcheviks leur serait rendu (cf. la résolution publiée par le n° 11 de l'Organe central).

Chacun sait comment les autres fractions ont violé l'accord, contraignant ainsi les bolcheviks à demander, il y a un an, le 5 décembre 1910, que l'accord soit annulé et que l'argent leur soit restitué.

C'est un tribunal d'arbitrage composé de Kautsky, Mehring et Zetkin qui était chargé d'examiner cette demande. Il décida, à titre de première mesure, de remettre avant le 1er novembre 1911, une partie de l'argent à la disposition de la Commission technique et de la Commission d'organisation à l'étranger, composées de représentants des bolcheviks, des conciliateurs et des Polonais, qui en seraient comptables.

En octobre 1911, deux des arbitres, Mehring et Kautsky donnèrent leur démission. Le troisième n'avait dès lors plus le droit de rester seul comme arbitre et, après quelques hésitations, démissionna à son tour.

Ayant annulé l'accord avec les autres fractions le 5 décembre 1910, la fraction bolchevique se trouva ainsi, à partir du 2 novembre 1911, déliée de toutes ses relations avec les anciens dépositaires. C'est pourquoi elle est rentrée en possession de son imprimerie et reprend actuellement le reste de ce qu'elle possédait en tant que fraction.

Il va de soi qu'étant libérée de ses « liens » avec les petits groupes de liquidateurs, d'otzovistes ou simplement d'intrigants agissant à l'étranger, la fraction bolchevique emploiera toutes ses forces, comme l'a déjà démontré le travail de ses membres lors de la création de la Commission russe d'organisation, à rassembler tous les éléments proparti autour de cette dernière et autour de la conférence de tout le parti qu'elle doit convoquer.

Les représentants de la fraction bolchevique qui ont conclu l'accord au plénum en janvier 1910 [161].

P.-S. La présente déclaration avait déjà été remise à la rédaction de l'Organe central, lorsque nous avons lu dans un tract du prétendu Bureau du Comité central à l'étranger une lettre de deux des anciens arbitres, datée du 18 novembre 1911. Qui Igorev et Liber veulent-ils tromper en prétendant représenter le Bureau du Comité central à l'étranger, alors que les Lettons et *même* Tyszka l'ont quitté ? Pourquoi ne disent-ils rien de ce départ ? Pourquoi ne disent-ils pas que depuis le 18 novembre, c'est-à-dire depuis deux semaines et demie, le tribunal a cessé d'exister ? Que par conséquent une lettre datée du 18 novembre n'a et ne peut avoir aucune valeur ? Ou peut-être qu'*avant* le 1er novembre 1911, MM. Igorev et Martov *ne reconnaissaient pas* le tribunal d'arbitrage ? Dites-le et démontrez-le, messieurs ! Vous reconnaissez peut-être le tribunal d'arbitrage *après* le 1er novembre 1911 ? Jusqu'au 1er novembre 1911, ce tribunal, reconnu par tous, *vous a condamnés*, car il ne vous a pas remis un centime, ni à vous, ni à Trotski, malgré vos demandes, vos revendications, vos « protestations ». Et maintenant des messieurs qu'un tribunal d'arbitrage légitime, reconnu par tous, a condamnés, essaient de se dissimuler

derrière l'opinion personnelle de deux anciens arbitres, qui n'engage personne. Au-delà du 1er novembre 1911, il n'y a plus de tribunal d'arbitrage et à cet égard, nous en sommes tous revenus à la situation d'avant le plénum. Un ancien arbitre agirait illégalement s'il retenait l'argent des bolcheviks.

Mais le fond du problème, c'est que MM. Igorev et Liber recherchent la « sensation » et craignent d'exposer l'histoire du tribunal d'arbitrage à partir de documents exacts. Qui ne trompe pas ne vend pas, telle est leur devise.

« Social-Démocrate » n° 25, 8 (21) décembre 1911

Conforme au texte du journal

LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA D'ÉTAT

1. QUESTIONS DE PRINCIPE ESSENTIELLES

Le parti cadet, qui est le mieux loti des partis dits d'opposition en matière de tolérance officielle, vient de faire un pas très important vers la définition de sa politique dans la campagne électorale. D'après les meilleures sources favorables aux cadets qui nous soient accessibles, cette politique se détermine comme suit :

1) Les cadets présenteront des candidats là où leur élection est assurée.

2) Là où le candidat cadet ne peut espérer obtenir la majorité absolue, les cadets soutiennent le candidat *progressiste*, sans distinction de parti, qui pourra rassembler le maximum de voix.

3) Si le candidat de l'opposition n'a aucune chance et qu'il existe une menace Cent-Noirs, les cadets soutiendront le candidat octobriste, mais seulement s'il est un véritable constitutionnaliste, ce qui arrive parfois, aussi étonnant que cela puisse paraître.

4) Les cadets n'acceptent d'accords électoraux ni avec les octobristes de droite, ni avec les nationalistes, ni avec les monarchistes. D'une manière générale, sans perdre de vue les intérêts de leur parti, ils ne leur sacrifient pas les intérêts supérieurs de l'opposition, au sens large du terme.

Telle est la politique des cadets. La démocratie ouvrière doit la considérer avec une très grande attention, déceler sa nature de classe et son importance réelles, par-delà les

phrases conventionnelles habituelles, sur les « intérêts supérieurs de l'opposition », etc., qui sautent les premières aux yeux quand on lit les décisions des cadets. Le fond des choses, c'est que la politique des cadets est maintenant déterminée entièrement et définitivement comme celle du bloc *des octobristes et des cadets*. C'est ce qu'il faut comprendre, ce qu'il faut dégager de la coquille des termes libéraux officiels.

1) Ils ne parlent nulle part de blocs avec la gauche, avec les démocrates. 2) Ils s'interdisent uniquement de faire bloc avec les octobristes de droite, infime minorité de « Gololobov » [162]. 3) La phrase sur les « intérêts supérieurs de l'opposition au sens large du terme » ne peut signifier *qu'une chose* en réalité : c'est l'autorisation de fait (et la recommandation !) de constituer des blocs avec les octobristes comme règle générale.

Il faut bien se pénétrer de ces trois conclusions concernant la politique *réelle* des cadets.

Quel en est le sens ? Le « centre gauche » du libéralisme bourgeois a défini sa politique comme politique de bloc avec le centre droit du — passez-moi l'expression — libéralisme bourgeois. Il a fait ouvertement état de son hostilité envers les Cent-Noirs et a exprimé une même hostilité envers la gauche, les démocrates, en ne parlant nulle part d'aucune espèce de bloc avec les troudoviks, les indépendants de gauche et les candidats ouvriers.

Ce que nous disions dans l'article « Les deux centres » *, publié dans le n° 28 de la *Zvezda* s'est entièrement confirmé.

Il existe en Russie trois forces politiques *essentielles*, et par conséquent trois lignes politiques : les Cent-Noirs (intérêts de classe des propriétaires fonciers féodaux) qui ont à leurs côtés et au-dessus d'eux la « bureaucratie » ; ensuite la bourgeoisie monarchiste libérale, le « centre » : droit (octobristes) et gauche (cadets) ; enfin la démocratie bourgeoise (troudoviks, populistes, indépendants de gauche) et prolétarienne. C'est ainsi qu'il faut faire la distinction, et seulement ainsi, comme le confirme toute l'expérience de la première décennie du XX^e siècle, décennie particulièrement importante et riche d'événements.

---

* Voir le présent tome, pp. 301-303 (*N.R.*)

Bien entendu, tant dans la nature que dans la société, toutes les frontières sont non point figées mais mobiles, dans une certaine mesure conventionnelles, flottantes. Les formes transitoires, les hésitations des groupes et partis qui se situent « *à la frontière* » des divisions essentielles sont inévitables, mais c'est indubitablement cette « division en trois » qui détermine le fond de la situation engendrée par le rapport des forces de classe dans la Russie du début du XX^e^ siècle. La confusion faite entre le libéralisme bourgeois (dirigé par les cadets) et la démocratie bourgeoise a causé un grave préjudice au mouvement russe de libération et il faut déployer tous nos efforts pour que l'expérience de la grande décennie (1900-1910) aide la démocratie à comprendre une fois pour toutes combien une telle confusion est erronée et funeste. C'est pourquoi la démocratie ouvrière a actuellement devant elle deux tâches indissolublement liées à remplir : premièrement, créer une organisation politique indépendante de la classe des ouvriers salariés, distincte de tous les patrons, grands et petits, fussent-ils les plus démocratiques, et intégrée à tout le mouvement international, mondial, de cette classe ; deuxièmement, développer et consolider les forces de la démocratie russe (dont les ouvriers prennent inévitablement la direction, de la même manière que les éléments sociaux du type des cadets prennent la tête du libéralisme bourgeois). Ce dernier objectif ne peut être atteint si l'on n'explique pas infatigablement aux masses les plus larges les racines de classe et l'importance politique de la frontière qui sépare le libéralisme bourgeois (cadets) et la démocratie bourgeoise (troudoviks, etc.).

La bourgeoisie libérale ne peut et ne veut se passer des Markov et des Pourichkévitch, dont elle s'efforce seulement de modérer la domination. La démocratie bourgeoise et les ouvriers ne peuvent, eux, manquer de s'efforcer, avec un esprit de suite et un niveau de conscience plus ou moins élevés, de détruire les fondements économiques et politiques de cette domination.

Tel est le contenu essentiel de la campagne des élections à la IV^e^ Douma d'Etat, considéré du point de vue de la démocratie ouvrière. C'est ce contenu qui doit être placé au premier plan, par opposition à la politique des cadets qui

embrouille délibérément toutes les questions de principe essentielles à l'aide de phrases générales sur le « progressivisme » et l'« esprit d'opposition ».

Le bloc des octobristes et des cadets n'est pas une nouveauté. Les marxistes l'avaient prévu depuis longtemps, ils avaient montré la parenté interne, la parenté de classe des deux composantes de ce bloc dès les années 1905-1907. D'emblée, deux majorités se sont dessinées à la III[e] Douma et dès la fin 1907 les marxistes ont fait de cette constatation la pierre angulaire de leur politique. Les cinq années d'existence de la III[e] Douma ont confirmé leur thèse. Dans ses grandes lignes, la composition de cette Douma est la suivante * :

Droite	160		
Octobristes	124	284:	première majorité
Libéraux	127	251:	seconde majorité
Démocratie	29		
Total	440		

La III[e] Douma s'est constamment appuyée sur ces deux majorités, qui sont les composantes indispensables de tout le système du trois juin : la première majorité marque le maintien intégral du « vieil ordre » au pouvoir, la seconde, un « pas en avant » vers la monarchie bourgeoise. Le système du trois juin a besoin de la première pour conserver aux Markov, Pourichkévitch et compagnie « leur pouvoir et leurs revenus » et de la seconde pour modérer cette domination et progresser à la manière bourgeoise (selon la formule : un pas en avant, deux en arrière). L'expérience a maintenant démontré que cette progression équivaut à la stagnation et qu'on n'arrive pas à « modérer » la bande à Pourichkévitch.

Toute une série de votes de la III[e] Douma ont été ceux de la « seconde majorité ». La *Retch* l'a reconnu récemment sans ambiguïté en disant qu'au début de la dernière session

* Ce calcul a été établi d'après les chiffres de l'*Aide-mémoire* officiel pour 1910 (fascicule II). Droite proprement dite : 51 ; nationalistes : 89 ; octobristes de droite : 11 et non-inscrits proches d'eux : 9 ; libéraux progressistes : 39 ; cadets : 52 ; ensemble des groupes nationaux : 27 et non-inscrits proches d'eux : 9 ; démocrates troudoviks : 14 ; social-démocrates : 15.

« une série de votes ont reproduit en fait la domination du centre gauche à la Douma » (il faut lire : du bloc des cadets et des octobristes). De tels votes ne sont possibles que parce que la seconde majorité, *tout comme* la première, se tient sur le terrain de la contre-révolution : les *Viékhi*, les discours dévots de Karaoulov ou les mots d'ordre « londoniens » suffisent à l'illustrer.

Et où sont donc les résultats de ces « victoires » de la seconde majorité ? Où sont les faits qui confirmeraient cette découverte réellement étonnante par le parti cadet de « véritables constitutionnalistes » parmi les octobristes ? Est-ce que cette découverte ne montre pas à quel point la notion de « véritable constitutionnalisme » a été rabaissée dans la conscience des cadets ?

La première question, la question essentielle de la campagne électorale, est celle de son contenu politique, de la ligne de pensée qui s'y manifeste. La résolution du parti cadet montre une fois de plus la nature antidémocratique de celui-ci, car sa campagne électorale ne peut avoir d'autre résultat que de rabaisser encore la notion de « constitutionnalisme » dans la conscience des masses. Ce que veut faire le parti cadet, le sens de sa politique électorale, c'est d'enseigner au peuple qu'il peut y avoir de véritables constitutionnalistes chez les octobristes « de gauche ».

La tâche de la démocratie est autre : elle n'est pas de rabaisser la notion de constitutionnalisme, mais de montrer tout ce qu'elle a de fictif tant que les Markov et consorts conserveront leur pouvoir et leurs revenus. Le contenu de la campagne électorale des démocrates ouvriers est déterminé par la nécessité, pour eux, de marquer la différence entre libéralisme et démocratie, de grouper les forces de cette dernière, de consolider les rangs des ouvriers salariés dans le monde entier.

Les résolutions de leur conférence éloignent encore davantage les cadets de la démocratie. Notre devoir est de rassembler les forces de celle-ci pour combattre tout Moyen Age et nous opposer aux blocs des cadets et des octobristes.

II. RÔLE DES GRANDS-ÉLECTEURS OUVRIERS DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La campagne des élections à la IV^e^ Douma est ouverte. C'est le gouvernement qui l'a ouverte par ses circulaires sur l'aide à apporter au parti « national », par ses « mesures » concernant le cens des candidats gouvernementaux et la mise à l'écart des candidats de l'opposition en général, et de la démocratie en particulier.

La presse d'opposition elle aussi a engagé la campagne. Et le parti cadet en a fait autant avec ses résolutions sur le bloc avec les octobristes « de gauche ».

Il faut par conséquent que la démocratie ouvrière accorde sans délai la plus grande attention aux élections, qu'elle s'y prenne à l'avance, qu'elle discute systématiquement sa tactique, qu'elle prépare tous les partisans de la démocratie à remplir le rôle important et lourd de conséquences qui leur est dévolu sans remettre les choses d'une seule semaine.

Nous avons l'intention de nous arrêter dans le présent article sur le rôle des grands-électeurs ouvriers. Bien entendu, ici comme ailleurs, c'est le contenu du travail, c'est-à-dire la ligne idéologique et politique de la campagne qui doit apparaître au premier plan. L'objectif essentiel, c'est d'éduquer et d'organiser la classe ouvrière, de la rassembler en un parti indépendant, solidaire des partis d'Europe occidentale, de lui expliquer sa mission historique, qui consiste à transformer les conditions fondamentales de l'économie marchande et du capitalisme, de délimiter systématiquement son parti de *toutes* les tendances de la démocratie bourgeoise, fussent-elles « de gauche », populistes, etc.

Cet objectif essentiel est le même pour la démocratie ouvrière de tous les pays. Et c'est précisément pour cela que son application à un pays, la Russie, à l'époque actuelle, exige que l'on tienne compte — *au nom* de cet objectif général — des objectifs particuliers, concrets, de notre temps. Deux de ceux-ci, indissolublement liés entre eux, se posent au premier plan des préoccupations de la démocratie ouvrière russe, en raison des conditions objectives dans lesquelles elle se trouve. Ce sont : premièrement de prendre

clairement conscience du lien qui unit le courant liquidateur (représenté, on le sait, par les revues *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*) au courant bourgeois contre-révolutionnaire largement répandu qu'expriment les *Viékhi*. Il faut prendre clairement conscience du mal causé par l'influence bourgeoise sur le prolétariat pour la vaincre et atteindre les buts immédiats qui touchent à l'*existence* même de la démocratie ouvrière et *sont niés* par les liquidateurs. Deuxièmement, c'est d'organiser la démocratie de gauche en distinguant nettement la démocratie (bourgeoise) du libéralisme bourgeois. Sans cela il sera impossible d'assurer l'hégémonie de la démocratie ouvrière, qui est une des conditions indispensables à tout progrès quel qu'il soit du mouvement de libération en général.

Confondre le libéralisme (parti cadet) et la démocratie (troudoviks, « populistes » de gauche) est radicalement faux dans son principe et conduit pratiquement à trahir les intérêts de la démocratie. Le devoir des grands-électeurs ouvriers est de défendre une juste conception du mouvement de libération, d'expliquer la nature de classe des partis (sans se laisser tromper par les « enseignes », les grands mots et les appelations à effet), de distinguer clairement la *droite* (des Cent-Noirs aux octobristes), les *libéraux* bourgeois (cadets et tous leurs semblables) et la *démocratie* (les démocrates bourgeois sont les troudoviks et courants apparentés ; les marxistes représentent la démocratie prolétarienne).

Dans le système électoral défini par la loi du 3 juin 1907, le rôle des grands-électeurs ouvriers dans les assemblées électorales de province est particulièrement important. Notre objectif pratique le plus immédiat est d'obtenir que *tous* ces électeurs soient des représentants fidèles et sûrs de la démocratie ouvrière.

On sait que six provinces envoient un de leurs grands-électeurs ouvriers siéger à la Douma. Ce sont celles de Pétersbourg, Moscou, Vladimir, Ekatérinoslav, Kostroma et Kharkov. Mais ce député est choisi par *l'ensemble* de l'assemblée électorale de la province, c'est-à-dire presque toujours par des électeurs de *droite*, propriétaires terriens et grands bourgeois, octobristes. Pour que l'élection de démocrates ouvriers à la Douma soit assurée, il faut que

tous les grands-électeurs ouvriers appartiennent à la démocratie ouvrière et défendent fermement la candidature précise de l'un des leurs. Il suffit qu'il y ait un « transfuge », un libéral, un électeur « de droite » pour que les octobristes le fassent passer, contre la majorité des électeurs ouvriers !

Mais ces six provinces ne sont pas les seules à compter des électeurs ouvriers dans leurs assemblées électorales. Il y en a au total 112 dans 44 provinces (sur 53).

Quel est leur rôle ? Premièrement, ils doivent toujours fonder leur attitude sur une ligne idéologique : organiser les forces démocratiques (chez les paysans en particulier) et les arracher à l'influence des libéraux. C'est une activité extrêmement importante. Deuxièmement, les grands-électeurs ouvriers peuvent entrer à la Douma (et doivent s'y efforcer) en profitant de la division des voix de la droite et des libéraux.

Prenons un exemple pour expliquer ce dernier point. La province de Viatka a envoyé à la III^e^ Douma deux députés social-démocrates : Astrakhantsev et Poutiatine. Cependant, d'après la loi, il n'y a pas dans cette province de député de la curie ouvrière. L'assemblée électorale de la province de Viatka compte 109 électeurs, dont 4 ouvriers. Comment donc *quatre* ouvriers (sur 109 membres) ont-ils pu envoyer *deux* députés à la Douma ? Probablement parce que les voix étaient divisées et que les libéraux ne pouvaient vaincre la droite sans l'appoint des voix ouvrières. Contraints de faire bloc avec les ouvriers, les libéraux ont dû partager les sièges avec eux et ils ont fait passer deux social-démocrates. Voici donc comment se répartissent les députés de la province de Viatka : 1 progressiste, 3 cadets, 2 troudoviks et 2 social-démocrates, autrement dit 4 libéraux et 4 démocrates. Les ouvriers auraient même pu s'assurer trois sièges s'ils avaient réussi à séparer les électeurs démocrates des libéraux, et à la condition que les premiers aient eu la majorité sur les seconds. Supposons que sur 109 électeurs il y ait 54 représentants de la droite (50 sur 53 électeurs des propriétaires fonciers et 4 sur les 17 électeurs du 1^er^ congrès des électeurs urbains). Supposons maintenant que sur les 55 restants il y ait 20 libéraux (3 propriétaires fonciers, 13 citadins de la première classe et 4 de la seconde), 35 démocrates (23 électeurs paysans, 8 citadins de la seconde

classe et 4 ouvriers). Dans ces conditions, les démocrates auraient dû obtenir 5 sièges sur 8 et les ouvriers auraient pu s'en assurer trois à condition d'avoir la confiance de la démocratie paysanne.

Dans la province d'Oufa, *tous* les sièges sont allés aux libéraux (ci-inclus les musulmans), et pas un seul aux démocrates. Or les trois électeurs ouvriers auraient sans aucun doute pu, étant donné qu'il y avait 30 électeurs paysans, assurer des sièges aux troudoviks et à eux-mêmes, s'ils avaient mieux su organiser les démocrates.

La province de Perm a envoyé à la III[e] Douma 6 libéraux et trois démocrates, dont un seul social-démocrate. Or, il y avait 26 électeurs paysans, parmi lesquels les *libéraux*, qui avaient la majorité à l'assemblée électorale, ont choisi un troudovik ; on peut donc considérer que toute la curie paysanne était composée de troudoviks (s'il s'était trouvé un seul paysan pour passer des démocrates aux libéraux, c'est lui que les libéraux auraient élu !). Même chose pour la curie de la seconde classe (13 électeurs) puisque les *libéraux* y ont choisi un troudovik. Donc on peut estimer que les électeurs démocrates étaient 26+13+5 ouvriers =44. Il y avait en tout 120 électeurs, dont 59 des propriétaires fonciers et 17 des citadins de la première classe. Même si tous ceux qui n'étaient pas démocrates avaient été des libéraux, leur nombre n'aurait été que de 76, c'est-à-dire moins des deux tiers. Il est plus vraisemblable évidemment qu'une partie des électeurs étaient de droite. Par conséquent les libéraux se sont assuré les deux tiers des sièges à la Douma sans avoir les deux tiers des électeurs. Il faut donc inévitablement en conclure que si les démocrates avaient été mieux organisés et de manière plus consciente (et ce sont les ouvriers qui doivent s'en préoccuper au premier chef !), ils ne se seraient pas laissé faire par les libéraux. Le social-démocrate Egorov a été élu par l'ensemble du congrès des grands-électeurs de la province de Perm, c'est-à-dire par les libéraux. Autrement dit, les libéraux *avaient besoin* de l'aide des ouvriers, et ceux-ci ont sans contredit commis une faute et violé les intérêts de la démocratie en accordant cette aide sans obtenir une répartition *proportionnelle* des sièges pour la démocratie.

Nous donnons ces calculs en soulignant leur valeur

d'exemple et d'explication parce que nous n'avons pas de chiffres exacts sur l'appartenance de parti des grands-électeurs pas plus dans l'ensemble qu'à l'intérieur de chaque curie. En réalité les choses sont plus complexes et plus variées que nos exemples n'en peuvent donner l'idée. Mais les ouvriers doivent se rendre compte des rapports de forces *essentiels* dans la « subtile mécanique » du système électoral du 3 juin ; ayant compris l'essentiel, ils sauront s'orienter dans les circonstances particulières.

Les deux curies les plus démocratiques (après la curie ouvrière, bien entendu, qui peut et doit être entièrement marxiste, entièrement antiliquidatrice) sont la curie paysanne et la curie urbaine de la seconde classe. La première l'est plus que la seconde, bien que les élections soient beaucoup moins libres à la campagne, bien que les conditions d'agitation et d'organisation soient beaucoup plus mauvaises chez les paysans que chez les citadins.

En effet, les députés du second congrès des électeurs urbains ont été élus à la III[e] Douma par 28 provinces. Il y a parmi eux 16 députés de droite, 10 libéraux et 2 démocrates (Rozanov, de la province de Saratov et Pétrov III, de Perm). Il y a des députés des paysans dans l'ensemble des 53 provinces : 23 de droite, 17 libéraux, 5 démocrates et 8 non-inscrits. Si l'on répartit les non-inscrits par moitié entre la droite et l'opposition, on a les chiffres approximatifs suivants :

Député à la IIIe Douma	Curie urbaine de la seconde classe	Curie des paysans
Droite	16	27
Opposition	12 (43%)	26 (49%)

La curie urbaine de la seconde classe compte 43% de députés d'opposition et la curie paysanne, 49%. Si l'on considère que les députés paysans de la III[e] Douma ont dépassé comme l'on sait un projet de loi agraire dont le contenu est plus *démocratique* que celui des cadets, que ce projet de loi a en outre reçu la signature des paysans non-inscrits et des paysans *de droite*, il est clair qu'en réalité

l'esprit démocratique de la curie paysanne dépasse *encore plus* celui de la curie urbaine de la seconde classe que ne le montrent nos chiffres.

Par conséquent c'est à la curie paysanne et aux grands-électeurs paysans que les ouvriers en général et les grands-électeurs ouvriers en particulier doivent surtout accorder leur attention. En tant qu'organisateurs de la démocratie, les ouvriers doivent agir en premier lieu parmi les paysans et ensuite parmi les citadins de la seconde classe. Dans ces deux curies, on observe une tendance particulièrement marquée et fréquente à confondre les libéraux avec les démocrates ; les cadets apportent un zèle particulier à la cultiver : ils dupent proprement des gens politiquement peu développés en jouant de leur expérience « parlementaire » de « brasseurs d'affaires » et de leur appellation « démocratique » (« constitutionnels-*démocrates* », « parti de la *liberté du peuple* ») qui couvre une nature *antidémocratique*, « viékhiste », contre-révolutionnaire.

La tâche idéologique et politique des ouvriers, au stade actuel du mouvement de libération russe, est d'organiser les démocrates. La technique électorale proprement dite doit lui être subordonnée. Il s'ensuit que les ouvriers doivent accorder l'essentiel de leur attention à la curie paysanne, et ensuite à la curie urbaine de la seconde classe. A l'assemblée électorale de la province, le premier objectif du grand-électeur ouvrier est de rassembler les démocrates. Pour poser sa candidature, il faut avoir trois voix : il faut donc trouver deux démocrates paysans ou, à l'extrême rigueur, convaincre deux libéraux qui ne risquent rien à poser la candidature d'un ouvrier. Aux assemblées électorales de province, les démocrates doivent faire bloc avec les libéraux contre la droite. Si ce bloc ne peut se constituer d'emblée (et il en sera probablement ainsi dans la majeure partie des cas, puisque les grands-électeurs ne se connaissent pas), les démocrates doivent d'abord faire échec à la droite avec les libéraux, et *aux libéraux avec la droite*. Alors ni les uns ni les autres ne pourront passer (à la condition que ni les uns ni les autres n'aient la majorité absolue à eux seuls ; sinon il n'entrera pas de démocrates à la Douma). En application de l'article 119 sur les dispositions concernant les élections, le scrutin est alors suspendu.

Après analyse des résultats des votes, les démocrates font bloc avec les libéraux cette fois sur la base de chiffres précis et dans le but de faire adopter un partage proportionnel des sièges. *A ce moment, il faut que les libéraux commencent par élire un démocrate, et non le contraire*, car toute l'histoire et l'expérience européennes montrent que les libéraux ont souvent trompé les démocrates, alors que ceux-ci n'ont jamais trompé les libéraux.

S'ils connaissent les curies qui donnent des démocrates et s'ils savent distinguer les démocrates des libéraux, les grands-électeurs ouvriers peuvent jouer un rôle *énorme dans 44 provinces*, tant pour organiser la démocratie en général que pour envoyer à la Douma un grand nombre de démocrates ouvriers et bourgeois (troudoviks). Nous avons en ce moment 15 des premiers et 14 des seconds. Si les ouvriers appliquent une tactique juste, on peut envisager, dans des conditions favorables, de doubler le nombre des uns et des autres. Les libéraux auront à la IV[e] Douma un fort groupe d'« opposition responsable » (de type londonien) capable de faire bloc avec les octobristes, qui comptera une centaine de membres et davantage. Il faut faire en sorte que l'opposition réellement démocratique, et non « viékhiste », constitue un groupe de plusieurs dizaines de membres, et il est possible d'y parvenir.

La loi donne aux ouvriers le droit de choisir des grands-électeurs dans 44 provinces. Dans chaque usine, les ouvriers conscients doivent immédiatement en prendre connaissance, réfléchir à leurs tâches et à la situation chez eux, veiller à ce que leurs grands-électeurs soient de véritables démocrates ouvriers et non des liquidateurs.

Les cent douze grands-électeurs ouvriers, s'ils sont choisis de cette manière consciente, sérieuse, systématique, peuvent apporter une énorme contribution au rassemblement de la classe ouvrière qui tend partout en Europe vers ses grands buts mondiaux, et à l'organisation de la démocratie en Russie.

Le temps n'attend pas. Chaque ouvrier conscient a devant lui une tâche difficile, mais combien nécessaire.

III. LA PAYSANNERIE ET LES GRANDS-ÉLECTEURS PAYSANS DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Dans le précédent article (*Zvezda* n° 34) nous avons abordé le rôle des grands-électeurs ouvriers dans la campagne électorale *. Nous étions parvenus à cette conclusion que la tâche essentielle de la démocratie ouvrière est de double nature : rassembler la classe des ouvriers salariés et développer sa conscience, l'amener à comprendre ses grands buts historiques, et ensuite, organiser la démocratie.

Passons à l'examen du problème de la démocratie non prolétarienne, c'est-à-dire bourgeoise. Quelle en est la base de classe essentielle en Russie ? Quelles en sont les particularités, les objectifs immédiats, le rôle aux élections ?

La base de classe essentielle de la démocratie bourgeoise en Russie est la paysannerie. Dans sa grande masse, elle suit une situation si pénible, le joug de la propriété foncière seigneuriale qui pèse sur elle est si lourd, ses conditions économiques sont si désespérées, sa privation de droits si extraordinairement grande que les sentiments et les aspirations démocratiques y naissent en vertu d'une nécessité insaisissable et irrépressible. Pour des millions de paysans, la solution que propose la bourgeoisie libérale (avec à sa tête les cadets) et qui consiste à partager le pouvoir avec les Pourichkévitch, à organiser la domination commune des Pourichkévitch et des Goutchkov (ou des Milioukov) sur les masses, *ne peut pas* être une solution. Aussi c'est précisément la situation de classe de la paysannerie d'une part et celle de la grande bourgeoisie de l'autre qui engendrent inévitablement la profonde différence qui sépare la démocratie du libéralisme.

Ni l'une ni l'autre de ces orientations politiques ne sont d'ordinaire pleinement définies ni pleinement conscientes, mais c'est un fait démontré de façon définitive par la première décennie du XX^e^ siècle en Russie, si riche en événements, que les paysans *tendent* vers la démocratie, et la bourgeoisie vers la monarchie libérale. La masse paysanne s'est montrée démocratique non seulement dans le mouvement de libération de 1905, non seulement dans les pre-

* Voir le présent tome, p. 379. (*N.R.*)

mières Doumas, mais même à la III[e] Douma, pourtant aux mains des seigneurs, on a vu *quarante-trois* députés paysans, y compris des députés de droite et des non-inscrits, déposer un projet de loi agraire plus démocratique que celui des cadets.

D'une manière générale, c'est la question agraire qui est la question essentielle pour la paysannerie russe actuelle. En Russie d'Europe, moins de 30 000 propriétaires fonciers possèdent 70 millions de déciatines de terres, et les 10 millions de foyers paysans les plus pauvres en possèdent légèrement moins. D'un côté, 2 300 déciatines en moyenne par exploitation, de l'autre, sept. Etant donné le niveau actuel du développement historique de la Russie, cela ne pouvait avoir d'autre résultat économique que d'étendre largement les divers systèmes de « prestations de travail », autrement dit de survivances de l'ancienne corvée. Asservissement, misère comme on n'en connaît plus depuis longtemps en Europe, famines moyenâgeuses en sont la conséquence.

La bourgeoisie cadette veut résoudre la question agraire à la manière libérale, en conservant les grands domaines, en rachetant une partie des terres à un « juste prix » et en donnant l'avantage aux propriétaires fonciers sur les paysans dans les organismes chargés d'appliquer la « réforme ». Les paysans ne peuvent manquer de pencher pour une solution démocratique de la question agraire. Celle-ci n'affectera et ne pourra en rien affecter les fondements de la société capitaliste, le pouvoir de l'argent, la production marchande, la domination du marché, même si toute la terre passe entièrement, sans rachat, aux mains des paysans. Les paysans se représentent d'une manière assez nébuleuse, en général, la situation qui serait aussi créée, et les populistes ont bâti toute une idéologie, tout un enseignement qui présente ce nébuleux comme « socialiste », alors qu'il n'y a rien de socialiste même dans la transformation agraire la plus radicale.

Mais plus le mouvement paysan s'affermit et s'élargit, plus l'importance de ce nébuleux diminue dans la pratique et plus se manifeste le contenu réel, démocratique des aspirations et des revendications paysannes sur la terre. Dans ce domaine, et encore plus dans celui des questions

politiques, la première place revient au rôle que doit jouer la démocratie ouvrière, à sa lutte contre l'inféodation des paysans aux libéraux. Ce n'est pas une exagération de dire que, d'une façon générale, tous les succès de la démocratie russe, tant dans le passé que dans l'avenir, sont indissolublement liés à la conquête de la direction politique de la paysannerie par la démocratie ouvrière sur les libéraux. Sans cela aucun succès sérieux de la démocratie en Russie n'est possible.

C'est surtout, on le sait, les droits électoraux des paysans qui ont été le plus lésés par la loi électorale du 3 juin 1907. Il suffit de rappeler que cette loi a porté le nombre des grands-électeurs des propriétaires terriens de 1 952 à 2 594, soit une augmentation de 32,9 % et réduit de plus de deux fois celui des paysans et des cosaques : de 2 659 à 1 168, c'est-à-dire de 56,1 %. En outre, toujours selon la loi du 3 juin, les députés à la Douma de la curie paysanne (selon le langage officiel : « des congrès des délégués de cantons ruraux ») sont élus non plus par les seuls grands-électeurs paysans comme auparavant, mais par l'ensemble des assemblées électorales de la province, c'est-à-dire par une majorité de propriétaires fonciers et de grands capitalistes.

Avec une telle organisation du scrutin, les démocrates paysans (troudoviks) ne peuvent conquérir des sièges à la Douma que si *tous* les grands-électeurs paysans sans exception sont troudoviks. Alors les propriétaires fonciers de droite seront obligés d'élire des troudoviks pour la curie paysanne, de la même manière que pour la curie ouvrière, ils ont été obligés d'élire des social-démocrates. Mais évidemment, le niveau de cohésion, d'organisation, de conscience des paysans est bien plus bas que celui des ouvriers. Dans ce domaine, il reste encore un énorme travail d'éducation politique, travail sérieux et fructueux à faire. C'est là-dessus que tous les démocrates et tous les marxistes « qui vont dans toutes les classes de la population » * doivent concentrer le plus clair de leurs efforts, et non à faire des clins d'œil ou à flirter avec les libéraux contre-révolutionnaires (cadets), ce qui est le champ d'activité favori des liquidateurs de *Nacha Zaria*, etc.

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 480. *(N.R.)*

Nous avons déjà signalé la dernière fois qu'aux élections à la III^e^ Douma, la curie paysanne s'était montrée la plus démocratique des curies non prolétariennes. Elle a envoyé à la III^e^ Douma 26 députés d'opposition sur 53, c'est-à-dire 49%, alors que la curie urbaine de la seconde classe (du « deuxième congrès des électeurs urbains ») n'en a envoyé que 12 sur 28, c'est-à-dire 43%. Sur les 53 membres élus par la curie paysanne, il y avait 5 démocrates, c'est-à-dire 10%, alors qu'il n'y en avait que 2 sur les 28 représentants de la curie urbaine de la seconde classe, c'est-à-dire 7%.

Il est intéressant de relever combien de provinces ont envoyé à la III^e^ Douma des représentants de l'opposition issus de la curie paysanne et quelle était la répartition totale des députés de ces provinces. Sur 53 qui ont obligatoirement envoyé à la Douma un député de la curie paysanne, 23 ont désigné un représentant de la *droite* (octobristes compris), 17 des *libéraux* (cadets, progressistes et musulmans) et cinq seulement des *démocrates* (troudoviks). Huit ont envoyé des paysans non inscrits.

Si l'on considère les choses de plus près, on voit qu'*aucune* province où les députés de droite dominent n'a envoyé à la III^e^ Douma un seul démocrate de la curie paysanne. Les démocrates (troudoviks) viennent exclusivement des provinces où il n'y a pas un seul député de la droite. Ces cinq provinces : Arkhangelsk, Viatka, Perm, Stavropol et Tomsk, ont donné 15 libéraux, 8 troudoviks et 3 social-démocrates. Il ne fait guère de doute que si les paysans et les ouvriers étaient plus conscients et mieux organisés dans ces provinces, on pourrait accroître le nombre des députés démocrates aux dépens des libéraux.

Il est peut-être opportun d'observer ici que nous avons compté au total vingt-quatre provinces dans lesquelles les députés de l'opposition l'emportaient à la III^e^ Douma sur la droite ; dix-huit d'entre elles ont désigné uniquement des députés de l'opposition. Ces vingt-quatre provinces ont envoyé à la Douma 9 députés de droite, 2 non-inscrits, 55 libéraux, 14 troudoviks et 8 social-démocrates. Le lecteur constatera qu'il y a des possibilités assez larges d'accroître le nombre des députés démocrates aux dépens des libéraux, et d'une manière générale d'arracher à l'in-

fluence de ces derniers la paysannerie et la petite bourgeoisie.

Il n'est pas sans intérêt de noter ensuite que dans dix provinces sur les dix-sept qui ont envoyé à la Douma des libéraux issus de la curie paysanne, les députés de droite l'emportent sur ceux de l'opposition. Il faut donc supposer que parmi les grands-électeurs paysans de ces provinces, il n'y avait en règle générale *pas de représentants de la droite*, sinon c'est eux que la majorité de droite de l'assemblée électorale eût choisis...

Par rapport à la paysannerie, les tâches de la démocratie ouvrière aux élections sont claires. Il faut mener une propagande qui soit purement de classe dans la paysannerie qui se prolétarise. Il faut aider les paysans à se rassembler lors des élections pour que, tirant parti au mieux de la loi électorale du 3 juin, ils puissent créer *leur* représentation à la IVe Douma et la rendre aussi solide que possible, malgré les obstacles semés tant par les partisans de l'ancien régime que par les libéraux. Il faut travailler à renforcer l'hégémonie de la démocratie ouvrière et montrer combien sont nuisibles les tendances de la démocratie paysanne à pencher du côté des libéraux.

IV. CONCLUSIONS PRATIQUES À TIRER DES ÉLECTIONS À LA IIIe DOUMA

Pour définir concrètement les tâches de la démocratie ouvrière lors de la campagne électorale, nous croyons qu'il est utile d'examiner aussi en détail que possible comment se sont déroulées les élections à la IIIe Douma dans certaines provinces. Cela nous permettra d'abord de mieux comprendre et de mieux pénétrer le mécanisme complexe et confus du système électoral du 3 juin et, deuxièmement, cela donnera à tous les responsables de la campagne électorale une idée très concrète de leur situation en tant que démocrates et des « circonstances » dans lesquelles ils auront à travailler. L'étude des chiffres pour chaque province par les démocrates locaux complétera les données dont nous disposons, les corrigera et intéressera immédiatement tous ceux qui ont conscience de devoir participer aux élections

pour contribuer à l'éducation politique des ouvriers salariés et à l'organisation de la démocratie.

Prenons pour exemple ne serait-ce que la province de Kazan. Elle est représentée à la III[e] Douma par 10 députés qui se répartissent également entre la droite et l'opposition : 5 députés de droite (4 octobristes et 1 nationaliste) et 5 libéraux (1 progressiste, 2 cadets et 2 musulmans). Pas de troudoviks ni de social-démocrates.

Cependant, ce que nous savons de la province de Kazan nous force à admettre que les chances de la démocratie y sont assez sérieuses. Les députés de droite ont été élus comme suit : un pour le congrès des propriétaires terriens (Sazonov), trois octobristes pour le premier et le second congrès des électeurs urbains (l'un d'eux, M. Kapoustine, élu par le second congrès des électeurs urbains, est un contre-révolutionnaire avéré) et *un* octobriste pour le congrès général des électeurs. Les libéraux ont été élus de la manière suivante : un pour le congrès des propriétaires terriens, un par les paysans (le cadet Lounine) et *trois* pour le congrès général des électeurs.

Si l'on en juge par le fait que le congrès général des électeurs a désigné trois libéraux et un représentant de la droite, les premiers avaient la majorité dans l'assemblée électorale de la province ; mais cette majorité n'était pas solide : sinon le congrès général des électeurs n'aurait élu aucun représentant de la droite. L'élection d'un progressiste et d'un député de droite pour les propriétaires terriens semble confirmer encore la fragilité de la majorité libérale : une majorité libérale solide n'eût pas laissé passer le second.

Dans la province de Kazan, la répartition des grands électeurs par curies est la suivante : au total ils sont 117, dont 33 des paysans, 50 des propriétaires terriens, 18 du premier congrès des électeurs urbains, 14 du second, et 2 des ouvriers. Par conséquent les propriétaires terriens et la première curie urbaine ont la majorité (50+18=68 sur 117). On sait que la loi du 3 juin *assure* dans toutes les provinces soit une telle majorité, soit une majorité encore plus « sûre » : celle des seuls propriétaires terriens (seule la curie des propriétaires terriens arrive à avoir la majorité absolue dans une assemblée électorale de province).

C'est apparemment parce qu'ils sont très fortement représentés au sein des propriétaires terriens que les libéraux ont conquis la moitié des sièges à la Douma. Il semble au contraire que ce soit la droite qui règne presque sans partage chez les citadins : sinon il est difficile d'expliquer comment les deux congrès urbains ont désigné des députés de droite alors que les libéraux avaient la majorité dans l'assemblée électorale de la province. Les cadets ont été contraints de faire passer des candidats de droite. Cette fragilité de la majorité libérale parmi les grands-électeurs ouvre à la démocratie ouvrière un champ d'action favorable : elle peut utiliser les dissensions au sein des propriétaires fonciers et des capitalistes pour organiser les forces de la démocratie en général et, en particulier, envoyer à la Douma des social-démocrates et des troudoviks.

S'il y avait par exemple 57 électeurs de droite, autant de libéraux et 3 démocrates (parmi lesquels deux ouvriers social-démocrates et un paysan troudovik) ce serait assez pour que ces derniers envoient un social-démocrate à la Douma, sans parler du fructueux travail de rassemblement des forces démocratiques qu'ils pourraient accomplir étant donné la présence de 33 électeurs paysans. Nous avons pris le chiffre de trois comme le minimum obligatoire fixé par la loi (cf. l'article 125 des dispositions sur les élections) avec le mode de présentation des candidatures par écrit : les candidatures figurant dans moins de trois billets ne sont pas mises aux voix. Il va de soi que l'on pourrait aussi obtenir ces trois voix exigées par la loi si au démocrate venaient se joindre des libéraux, à la condition que ces derniers ne « progressent » pas (dans le sens de *Viékhi*) au point de préférer un octobriste à un social-démocrate au sein même de l'assemblée électorale.

S'il y a équilibre des forces entre la droite et les libéraux, il suffit d'un seul démocrate qui voterait avec la droite contre les libéraux et avec les libéraux contre la droite, ne laissant élire personne, pour obtenir une suspension de séance (en application de l'article 119 des dispositions sur les élections) dont la durée, conformément à cet article, est fixée par l'assemblée elle-même, mais ne peut dépasser 12 heures, pour organiser ensuite une entente

entre libéraux et démocrates prévoyant que ceux-ci aient des élus à la Douma.

L'exemple de la province de Kazan peut illustrer les deux lignes possibles de la politique ouvrière lors des élections à la IV^e^ Douma (et par conséquent les lignes de la politique ouvrière *dans son ensemble*, car la politique électorale n'est que l'application de la ligne générale à un cas particulier). La première ligne, c'est de voter en règle générale pour le candidat le plus progressiste sans chercher à aller plus loin. La deuxième, c'est d'organiser les démocrates en mettant à profit l'antagonisme entre la droite et les libéraux. Le sens idéologique de la première consiste à se soumettre passivement à l'hégémonie des cadets ; en cas de succès elle a pour résultat pratique d'accroître la majorité des octobristes et des cadets à la IV^e^ Douma aux dépens de la majorité octobriste de droite (avec une *réduction* possible de la minorité démocratique). Le sens idéologique de la seconde ligne, c'est de combattre l'hégémonie des cadets sur les paysans et sur la démocratie bourgeoise en général. En cas de succès elle aura pour résultat pratique d'affermir, d'accroître et de renforcer le groupe des démocrates à la IV^e^ Douma.

Dans la pratique la première ligne aboutirait à une politique ouvrière libérale. La seconde est une politique ouvrière marxiste. Nous aurons encore plus d'une fois à revenir sur l'une et l'autre pour en expliquer le sens plus en détail.

« Zvezda » n°° 33, 34, 36 et 1 (37), 10, 17, 31 décembre 1911 et 6 janvier 1912.
Signé : William Frey et W. Frey

Conforme au texte du journal

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

Sous son titre caractéristique « Du nouveau dans l'ancien », l'article de Nicolas Nikoline, paru dans le n° 29 de *Zvezda* soulève une série de questions extrêmement importantes et intéressantes. Il est sans aucun doute souhaitable qu'il y ait une discussion à ce sujet en vue de dégager la ligne de conduite précise, claire et définie que doivent observer les partisans de la démocratie ouvrière de Russie.

Le principal reproche qu'on peut faire à l'article de N. Nikoline, c'est que beaucoup de ses thèses sont extrêmement floues. S'il dit, sans préciser ses paroles, qu'« il y a peut-être beaucoup de points sur lesquels il ne serait pas d'accord » avec moi, je dois dire à mon tour qu'il ne pose aucune affirmation génératrice de désaccord, car d'une manière générale aucune de ses affirmations n'est menée à son terme.

Par exemple, il prend résolument parti contre ceux qui déclarent que « notre situation actuelle... est sensiblement la même qu'au début des années 1900 ». Dans son interprétation cela signifie que ces gens nient qu'il y ait des éléments *nouveaux* dans les anciens. Evidemment, ceux qui le nient ont tort. Evidemment, N. Nikoline a mille fois raison de dire qu'il y a des choses nouvelles dans les anciennes, dont il faut savoir tenir compte, qu'il faut savoir utiliser. Mais il ne dit pas quelles sont ces choses nouvelles et comment il faut en tenir compte, etc. ; d'autre part, sa citation ne montre pas ce que ses contradicteurs entendent exactement par « sensiblement ». Si l'on tient compte qu'il

y a des éléments nouveaux dans les anciens, comme l'ont fait les marxistes russes il y a exactement trois ans, dans leur appréciation de la situation politique qui s'est créée après trois ans de tempête et de lutte (c'est-à-dire après les années 1905-1907), il n'est alors, d'après moi, pas erroné de dire que « notre situation actuelle est *sensiblement* la même qu'au début des années 1900 ». Si l'on avance cette thèse sans avoir donné au préalable une appréciation exacte, claire et définie du moment et des tâches à remplir, alors, bien entendu, elle est fausse.

Anciens objectifs, anciennes méthodes pour les atteindre et nouveaux moyens de se préparer à le faire : voici comment on pourrait, à mon avis, transcrire approximativement la réponse donnée il y a trois ans. La participation à la III^e^ Douma, si ardemment et justement défendue par N. Nikoline, apparaît dans l'optique de cette réponse comme *absolument* indispensable. Le « courant » qui rejette cette participation, ou qui hésite encore à se prononcer franchement, clairement et sans détours en sa faveur, invoque vainement le nom de démocratie ouvrière. En fait il se situe en dehors d'elle, il est une « nuance légitime » d'un cercle de pensée anarchiste et nullement marxiste.

Prenons la question de la « superstructure ». « Auparavant il pouvait sembler, écrit N. Nikoline, que la bureaucratie était le seul et le principal ennemi de « toute la Russie » ; maintenant personne ne le pense plus... Nous savons assez que les Markov, Krestovnikov, Volkonski, Pourichkévitch, Goutchkov, Khomiakov, Avdakov, etc., sont tous des représantants du milieu social dans lequel la bureaucratie puise ses forces et ses mobiles d'action.»

Il est tout à fait exact et très important de souligner ici, comme le fait N. Nikoline, le lien entre la « bureaucratie » et l'élite de la bourgeoisie industrielle et marchande. Seuls peuvent le nier, peuvent nier le caractère bourgeois de la politique agraire actuelle, et nier que, d'une manière générale, il y ait eu « un pas de fait dans la voie de la transformation en monarchie bourgeoise » ceux qui n'ont absolument pas réfléchi aux éléments nouveaux qu'a apportés la première décennie du XX^e^ siècle, qui n'ont strictement rien compris à l'interdépendance des rapports économiques et politiques en Russie et à l'importance de la III^e^ Douma.

Mais il ne suffit pas de reconnaître ce lien, encore faut-il en montrer exactement le caractère concret. Un pas dans la voie de la transformation en quelque chose de nouveau ne supprime nullement l'ancien régime, « bureaucratique » disons, avec son extraordinaire liberté de manœuvre, avec l'« originalité » de ses Tolmatchev-Rheinbott (etc., etc.), avec l'absence de tout contrôle sur ses finances. Tout en « puisant des forces » dans le soutien des élites de la bourgeoisie, la bureaucratie *ne se recrute pas* parmi elles ; elle se recrute dans l'ancienne, la très ancienne noblesse terrienne ou la noblesse de service d'avant la révolution (d'avant 1905) et même d'avant la réforme (d'avant 1861). Tout en recevant dans une large mesure ses « mobiles d'action » des élites de la bourgeoisie, la bureaucratie confère *une orientation et une allure* typiquement féodales et exclusivement féodales à l'action bourgeoise. Car s'il y a une différence entre la nature bourgeoise d'un junker prussien et celle d'un fermier américain (bien que tous deux soient indiscutablement des bourgeois), la différence n'est pas moindre et moins évidente entre la « nature bourgeoise » de Markov et Pourichkévitch et celle du junker prussien. Comparé à ces derniers, le junker prussien a tout d'un « Européen » !

Oublier l'extraordinaire liberté de manœuvre de la « bureaucratie » est une faute essentielle, fondamentale et funeste ; c'est celle que commet, par exemple, Alexandrov dans son fameux livre, et N. R-kov la pousse jusqu'à l'absurde dans le n° 9-10 de la revue liquidatrice *Nacha Zaria*. Seule la réponse dont nous avons parlé, et qui a été donnée il y a trois ans, donne une définition exacte de ce qu'il reste d'éléments anciens dans le domaine du régime dit « bureaucratique » et des changements, ou plutôt des corrections qui y ont été apportées par le « nouveau ».

Je ne rejette nullement la « recherche d'autres voies et d'autres moyens », j'accorde une immense importance à la discussion répétée et réitérée sur les réponses franches aux questions maudites, mais je ne peux pour autant manquer de protester contre la contrebande à laquelle se livrent par exemple les liquidateurs sous couvert de « recherche ». Il est clair que les divergences entre des « chercheurs » comme N. R-kov et des « chercheurs » comme Potres-

sov, Ejov, Tchatski, ne portent que sur des *détails* de la politique ouvrière libérale. C'est sur le terrain de la politique ouvrière libérale et non marxiste que se placent tous ces « chercheurs » ! « Chercher des voies » et en discuter du point de vue marxiste dans des livres, des revues, etc., est une chose ; donner des réponses définies dans des organes qui sont pratiquement des organes dirigeants en est une autre.

Prenons la question du « romantisme ». Nikoline condamne le romantisme comme « vieux » et totalement dépassé, et il donne un exemple : « il semblait au libéral qu'il jouait le rôle du défenseur de tous les opprimés, et au socialiste qu'il avait derrière lui toute la Russie qui pense et travaille ». Cet exemple concerne l'incompréhension de la lutte de classe, et Nikoline aurait certes eu raison s'il avait dit que ce « socialiste » (de toute évidence un populiste) n'est en fait nullement un socialiste, mais un *démocrate* qui a revêtu son démocratisme d'une phraséologie pseudo-socialiste. Mais lorsqu'on parle de romantisme, on ne peut passer sous silence l'interprétation « viékhiste », c'est-à-dire contre-révolutionnaire, de ce terme, qui domine dans la presse la plus répandue, à savoir la presse libérale. On ne peut manquer de s'opposer à cette interprétation. On ne peut manquer de noter ce fait « nouveau » que le libéralisme a créé en Russie une orientation libérale viékhiste dont MM. Milioukov et autres se détournent uniquement en paroles, uniquement par diplomatie, tout en y conformant en réalité leur politique.

D'où une conclusion pratique d'une importance considérable : la démarcation entre libéralisme et démocratie doit être tracée plus clairement, en se fondant sur la « nouvelle » expérience des dix premières années du XX^e^ siècle. « Confondre l'opposition libérale et la réaction » est évidemment absurde, mais cette conclusion (de Nikoline) est tout à fait insuffisante sans celle que je viens d'indiquer.

D'une manière générale, ce sont ses conclusions qui manifestent que Nikoline n'a pas poussé jusqu'au bout sa pensée, que celle-ci n'est pas assez précise, or c'est là son plus grave défaut. Prenez sa première conclusion : « il est tout aussi nuisible de se passionner déraisonnablement pour les anciennes méthodes d'action que de les refuser radi-

calement ». C'est là, à mon avis, une conclusion éclectique et non dialectique. Agir déraisonnablement est déraisonnable et par conséquent toujours et forcément nuisible, inutile d'en parler. Pour donner à cette partie de la conclusion un sens vivant, dialectique, il faudrait dire à peu près ceci : tenter de justifier le refus de participer à la IIIe où à la IVe Douma en se référant aux anciens modes d'action serait une très grave faute, une phrase creuse, une exclamation sans contenu, en dépit, ou bien plutôt, en raison du fait qu'il faut avoir une attitude nettement positive envers ces modes d'action.

Chemin faisant, comme je n'ai pas la possibilité de m'arrêter plus longtemps sur cette question, j'ai ainsi indiqué comment il faudrait, à mon avis, rectifier la seconde partie de la conclusion que j'ai citée.

« Zvezda » n° 33, 10 décembre 1911
Signé: V. I. Iline

Conforme au texte du journal

CONFÉRENCE DES GROUPES BOLCHEVIQUES DE L'ÉTRANGER[163]

14—17 (27-30) DÉCEMBRE 1911

I

PROJET DE RÉSOLUTION À PROPOS DU RAPPORT SUR LA SITUATION À L'INTÉRIEUR DU PARTI

ORGANISATION DES FORCES DES SOCIAL-DÉMOCRATES PROPARTI À L'ÉTRANGER ET TÂCHES DES BOLCHEVIKS

La situation dans laquelle se trouvent actuellement les organisations social-démocrates à l'étranger est tout à fait anormale.

Depuis 1908, quand les publications social-démocrates ont été de plus en plus transférées à l'étranger, et jusqu'au plénum, la scission était complète sur le plan de l'organisation dans tous les principaux centres de l'étranger, les groupes mencheviques s'étant complètement détachés du parti.

Le plénum (janvier 1910) tenta de refaire l'unité à partir de la ligne antiliquidatrice et antiotzoviste qu'il avait adoptée à l'unanimité, et il lança en outre un appel énergique en faveur du rétablissement complet de l'unité à l'étranger.

Mais en réalité, après le plénum, comme les otzovistes et les liquidateurs n'en respectèrent pas les conditions, on n'assista nulle part à l'unification des groupes de l'étranger. Au contraire, la désorganisation fut encore plus grande, car en fait le groupe du *Vpériod* se détacha des bolcheviks, et les plékhanoviens des mencheviks. Les groupes parallèles, les « premiers » et les « seconds », autrement dit les mencheviks et les bolcheviks, continuèrent d'exis-

ter par tradition, sans regrouper, en fait, des éléments social-démocrates quelque peu solidaires et capables de travailler ensemble.

A l'heure actuelle, il existe à l'étranger les fractions bolcheviques, « conciliatrices », du *Vpériod*, du *Goloss* plékhanoviennes, organisées de façon indépendante, n'ayant entre elles que des liens de pure forme, et souvent pas de liens du tout, complètement indépendantes les unes des autres, défendant des lignes idéologiques différentes et entretenant chacune leurs liens particuliers avec des éléments différents de la social-démocratie en Russie.

En Russie, la création par les bolcheviks et les mencheviks proparti de la C.O.R., qui s'est mise énergiquement en devoir de convoquer une conférence de tout le P.O.S.D.R., marque un tournant décisif dans l'histoire du parti et indique la seule voie possible et conforme aux exigences de la vie pour sortir de cette situation de désorganisation et de désarroi.

En fait, depuis le plénum, seuls les bolcheviks et les mencheviks proparti ont fait un travail réellement social-démocrate, notamment en 1910, où leur entente a été particulièrement harmonieuse. Les partisans du *Goloss* ne représentent strictement rien, sinon la section étrangère du groupe liquidateur russe de *Diélo Jizni* et de *Nacha Zaria*, qui s'est placé en dehors du parti ; quant au groupe émigré du *Vpériod*, en continuant de couvrir l'otzovisme et de faire de la propagande religieuse par le truchement de son leader Lounatcharski, il se livre à un travail qui n'a *rien* de social-démocrate.

Maintenant, la C.O.R. créée par les bolcheviks et les mencheviks proparti et soutenue par presque toutes les organisations locales de la social-démocratie en Russie, est dans la réalité le seul centre qui soit vraiment compétent pour mener le travail du parti social-démocrate.

En se constituant en une organisation social-démocrate unique des bolcheviks à l'étranger, la conférence fait retomber la responsabilité de la prolongation de la scission à l'étranger sur les groupes qui ne veulent pas soutenir le centre russe, la C.O.R., ou qui continuent à jouer à raccommoder entre eux des gens complètement coupés de la Russie et soutiennent de la sorte des éléments qui *ne sont*

pas social-démocrates, qui n'ont aucune part au travail en Russie.

Comme auparavant, l'organisation bolchevique à l'étranger consacrera tous ses efforts à attirer à elle, sans distinction de tendance, afin qu'ils se joignent à elle et se fondent dans l'organisation unique du parti tous les social-démocrates disposés à soutenir la C.O.R. et à suivre la ligne du parti, ligne dirigée contre les liquidateurs et les otzovistes (et aussi contre les conceptions religieuses).

La tâche pratique de l'organisation du parti à l'étranger est de lutter contre les courants liquidateur et otzoviste, contre la désorganisation engendrée par les groupes sans principes de l'étranger, d'aider au rassemblement de tous les véritables militants social-démocrates, des mencheviks proparti en particulier, de seconder la C.O.R. Nous estimons que les militants du parti doivent soutenir à la fois l'Organe central et la *Rabotchaïa Gazéta*, car rien ne saurait justifier la mise à l'écart des mencheviks proparti (de l'étranger), et ces organes ont appliqué une *ligne* conforme aux décisions du parti sans lui faire subir aucune altération.

Rédigé pendant la première quinzaine de décembre 1911.
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

2

RÉSOLUTION SUR LA COMMISSION D'ORGANISATION DE RUSSIE CHARGÉE DE LA CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE [164]

La Conférence constate que depuis au moins deux ans, le parti a reconnu l'urgente nécessité de convoquer une conférence générale. En dépit de tous les obstacles, un pas décisif a enfin été fait dans ce sens. Une Commission d'organisation a été créée en Russie. Elle jouit du soutien de toutes les organisations locales (Kiev, Bakou, Tiflis, Ekatérinoslav, Ekatérinbourg, Saint-Pétersbourg, Moscou, Nikolaïev, Saratov, Kazan, Vilna, Dvinsk, Nijni-Novgorod, Sormovo, Samara, Tioumène, Rostov, etc.).

La Conférence salue la création de la Commission d'organisation de Russie et déclare que le devoir de chaque militant est de la soutenir de toutes ses forces.

Rédigé dans la première quinzaine de décembre 1911.
Publié le 12 janvier 1912 dans une « Information » du Comité de l'organisation à l'étranger

Conforme au texte de l'« Information »

QUESTIONS DE PRINCIPE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

I

Les élections à la IVe Douma ne sont plus très éloignées et la question de la campagne électorale est naturellement à l'ordre du jour. Inutile de dire qu'aucune hésitation sur le point de savoir s'il faut ou non, du point de vue du marxisme, participer aux élections, n'est admissible : ce n'est pas à l'intérieur du marxisme et du parti ouvrier mais seulement *en dehors* de l'un et de l'autre que peuvent être admises comme « légitimes » les nuances d'opinion qui donnent une réponse négative, indéterminée ou même indifférente à la question de la participation. On peut avoir scrupule à répéter cette vérité élémentaire, démontrée il y a plusieurs années (depuis la fin 1907) et confirmée par l'expérience, mais il faut le faire, car le pire mal dont nous souffrons maintenant, c'est la désorganisation et l'éparpillement. Or ceux-ci sont entretenus non seulement par ceux qui donnent des réponses imprécises et dilatoires aux questions élémentaires, mais aussi par ceux qui défendent cette imprécision et cette attitude évasive par diplomatie, par absence de principes, etc.

Les élections à la Douma d'Etat contraignent tout naturellement chaque marxiste, chacun de ceux qui participent au mouvement ouvrier, à bander ses forces pour accomplir un travail énergique, acharné, plein d'initiative, dans tous les secteurs de ce mouvement. Ces dernières années, nous avons élaboré les réponses aux questions qui se posaient sur le contenu et l'orientation de ce travail, en matière

de principes, de programme, de politique et d'organisation. Ces réponses doivent maintenant trouver leur application pratique directe dans le domaine particulier de l'activité « électorale ».

C'est tout exprès que nous parlons de réponses déjà élaborées. Il serait en effet vraiment ridicule de croire qu'à quelques mois, voire même à un an des élections, nous pourrions avoir le temps de « trouver » des réponses si elles ne le sont pas encore, si elles n'ont pas encore été mûries, si elles n'ont pas encore été vérifiées par l'expérience de notre activité de plusieurs années. Car il s'agit des réponses à *toutes* les « questions maudites », portant à la fois sur l'ensemble de la conception du monde, sur l'appréciation de la récente période de l'histoire russe, si extraordinairement riche en événements, sur l'appréciation de celle que nous vivons (dont les traits essentiels se sont dégagés dès 1908), sur les tâches politiques et d'organisation que chacun de ceux qui participent au mouvement ouvrier s'est attaché à remplir d'une manière ou d'une autre au cours des quatre dernières années, par exemple. Il ne peut s'agir maintenant que d'adapter les réponses et les modes d'action élaborés en fonction de ce secteur de travail particulier que sont les élections à la IVe Douma. Dire qu'« au cours de la campagne électorale, c'est-à-dire dans une des branches de l'activité, on peut élaborer des réponses aux questions qui touchent l'ensemble des branches, et ce, non seulement pour l'année 1912, mais pour toute la période qui a débuté en 1908 », serait se bercer d'illusions ou équivaudrait à couvrir, à justifier l'éparpillement et la désorganisation ambiants.

C'est d'abord de la réponse aux questions concernant le programme, qu'il s'agit. Qu'ont apporté les quatre dernières années de la vie en Russie dans ce domaine ? Tout le monde admettra qu'elles n'ont été marquées par aucune tentative de revoir, de rectifier ou de développer la partie théorique de l'ancien programme des marxistes. Ce qui caractérise la « période courante », qu'il serait plus juste à beaucoup d'égard de nommer période « figée » ou « pourrissante », c'est que l'on méprise le programme, qu'on tente par tous les moyens de l'amputer, de le rogner, *sans faire* la moindre tentative pour le réviser franchement et résolu-

ment. A notre époque, le « révisionnisme », dans son sens propre, émasculation bourgeoise de vérités marxistes, n'est pas un révisionnisme militant qui lève l'« étendard de la révolte » (ne serait-ce même qu'à la manière de Bernstein en Allemagne, il y a une dizaine d'années, ou bien de Strouvé en Russie il y a quinze ans, ou encore de Prokopovitch, un peu plus tard), mais une renonciation peureuse, qui se cache, qui allègue souvent pour se justifier des considérations « pratiques », prétendument pratiques. Héritiers et continuateurs de l'« œuvre » de Strouvé et Prokopovitch, MM. Potressov, Maslov, Lévitski et compagnie ont « concouru » au désordre qui règne et l'ont entretenu (de la même manière que Iouchkévitch, Bogdanov, Lounatcharski, etc., de l'autre côté) principalement par leurs tentatives timides et décousues de jeter le « vieux » marxisme par-dessus bord et de lui substituer un enseignement bourgeois « neuf ». Ce n'est pas un hasard, ce n'est pas un caprice des « groupes » si les questions théoriques ont occupé une des premières places pendant ces quatre dernières années. Seuls ceux qui abjuraient craintivement le passé tenaient ces questions, ou telle ou telle partie d'entre elles, pour des « balivernes ». Et maintenant, si l'on parle de défense du programme et de la conception du monde marxiste à propos de la campagne électorale, dans le « processus » de la campagne électorale, etc., si l'on n'en parle pas seulement pour remplir un « rite », si on n'en parle pas pour rien dire, ce ne sont pas les mots, les promesses, les assurances qu'il faut prendre en considération, mais bien l'*expérience* de ces quatre années. Celle-ci nous a révélé en fait à de multiples reprises de nombreux « compagnons de route instables » du marxisme chez nos intellectuels (qui ont souvent des prétentions à être marxistes), elle nous a appris à nous en défier, elle a *élevé*, dans l'esprit des ouvriers qui réfléchissent, l'importance de la théorie marxiste, du programme marxiste pris dans son intégralité.

Il est un genre de questions dans lequel le programme se rapproche de la tactique et se prolonge en elle. Bien entendu, ce sont là des questions qui prennent une importance pratique directe incomparablement plus grande en période électorale. L'esprit d'abandon et de débâcle s'y est manifesté bien plus fort. Les anciens objectifs ne sont plus

valables, disaient les uns, car, au fond, le pouvoir est déjà devenu bourgeois en Russie. Maintenant, disaient les autres, la Russie peut se développer sans « soubresauts », comme l'Allemagne ou l'Autriche après 1848. L'idée d'hégémonie de la classe ouvrière a vieilli, disaient les troisièmes ; les marxistes doivent faire tendre leurs efforts « *non pas* vers l'hégémonie, *mais* vers un parti de classe ».

Inutile de dire que l'on ne peut expliquer d'une manière quelque peu cohérente, complète, suivie, aucune, strictement aucune question de tactique si l'on n'a pas vu clair dans ces idées fort justement qualifiées de « liquidatrices » et indéfectiblement liées à un large courant d'opinion bourgeoise, qui tourne le dos à la démocratie. Quiconque s'est un peu penché sur la vie pratique sait que sur ces questions, la confusion est cent fois plus grande que ne le montrent les écrits. Il ne peut bien sûr en aller autrement dans les années qui suivent les événements de la fin 1905 et des années 1906-1907. Mais plus ce désarroi est « naturel » (dans une ambiance bourgeoise), plus il est urgent et capital pour les marxistes de le combattre avec acharnement et sous tous ses aspects.

Dans des périodes semblables aux quatre années qui viennent de s'écouler en Russie, tous les pays ont connu la débâcle et le reniement : dans des situations de ce genre, il est arrivé que pendant dix ans et plus, il ne reste même plus de groupes, mais seulement des personnes pour « maintenir haut le drapeau », pour préserver les idées du mouvement et les appliquer par la suite à une situation sociale et politique profondément modifiée. En Russie, les choses ne vont quand même pas si mal : nous avons « hérité » d'un programme et de réponses *définies* sur les principales questions de tactique et d'organisation du « moment ». Le courant liquidateur, qui rejette cette réponse, n'a rien, absolument rien à lui opposer qui ressemble à une réponse claire et précise.

La campagne électorale, c'est l'application d'une solution donnée des problèmes politiques à un effort complexe de propagande, d'agitation, d'organisation, etc. On ne peut l'aborder sans avoir cette solution. Et la réponse définie qu'a formulée le marxisme dès 1908 a été entièrement confirmée par l'expérience de quatre années. Le nou-

veau contenu bourgeois de la politique agraire du gouvernement, l'organisation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie dans la IIIe Douma, l'attitude du plus « à gauche » des partis bourgeois lui-même, le parti cadet, si clairement mise en lumière par le voyage « londonien » et bien d'autres faits encore, les courants idéologiques du type « *Viékhi* », qui ont eu tant de succès dans la société « cultivée », sont autant d'éléments montrant que les anciens objectifs n'ont toujours pas été réalisés, que nous avons maintenant à les aborder dans une ambiance nouvelle, plus bourgeoise, et à un moment où la bourgeoisie passe systématiquement *de* la démocratie *à* une « opposition » responsable, une opposition de parti, une opposition « loyale », etc. Nouvelle situation, nouvelles méthodes pour préparer l'ancienne solution des anciens problèmes, ligne de clivage plus nettement tracée entre la démocratie et la bourgeoisie libérale antidémocratique : tels sont les traits essentiels de la réponse définie formulée par les marxistes aux questions politiques fondamentales de l'actualité.

La réponse des marxistes aux questions d'organisation est indissolublement liée à l'ensemble de leur conception du monde, à l'appréciation qu'ils portent sur le sens et l'importance politique de la période « du 3 juin ». Conserver comme base les anciens éléments et les adapter, en utilisant tout ce que l'on appelle les « possibilités » : sociétés, unions légales, etc., à la situation nouvelle. Maintenir les cellules et le réseau qui les environne, qui est lié à elles et dirigé par elles. Plus grande souplesse de ces cellules qui adopteront des formes plus mobiles, qui ne ressembleront pas en tous points aux anciennes, et utilisation obligatoire non seulement de la tribune de la Douma, mais aussi de toutes les autres « possibilités » analogues. Sans nous lier les mains par aucune norme univoque, par aucune forme obligatoire, tout en nous laissant un immense espace pour mettre au point des méthodes appropriées et les combiner, cette réponse reste inébranlablement « ferme » sur les principes : c'est elle qui oppose à la désorganisation, à la démission, au désarroi régnants non seulement la proclamation verbale de notre fidélité au passé, mais aussi le principe d'organisation fondamental qui permettra de faire passer dans les faits notre fermeté idéolo-

gique. Ceux qui « ont du ressort », si peu nombreux soient-ils, s'unissent et défendent systématiquement cette « hiérarchie » : son esprit, son enseignement, ses principes, ses traditions, et non ses formes, évidemment.

Le courant liquidateur, au contraire, *cède* au chaos qui règne (pas uniquement chez nous, *il s'en faut*, pas uniquement dans la classe ouvrière, il affecte encore plus les autres classes et les autres partis), il renonce à travailler sur les éléments anciens, il transforme ses recherches de « solutions nouvelles » en légitimation de la désorganisation. Dans le vaste courant idéologique de la société bourgeoise, dirigé contre la démocratie en général, contre le mouvement des masses en particulier et notamment contre les formes d'organisation et de direction récemment adoptées par ce mouvement, le courant liquidateur chez les marxistes n'est qu'un petit ruisseau.

Telles sont les thèses d'ensemble du marxisme, l'attitude qu'il adopte vis-à-vis des tâches et des questions actuelles, attitude qui a été mise au point depuis longtemps, répétons-le, et qui demande aujourd'hui à être transformée en une « campagne électorale » ayant un contenu cohérent, en matière d'idéologie, de programme, de tactique et d'organisation.

II

Considérons maintenant la position prise par *Nacha Zaria*, organe central du courant liquidateur, sur la campagne électorale.

Rien n'est plus contraire à l'esprit du marxisme que la phrase. Et ce qui frappe désagréablement dès qu'on ouvre les numéros 6 et 7-8 de *Nacha Zaria*, c'est une incroyable débauche de véritables tartarinades. Une campagne aussi habituelle pour les marxistes de tous les pays que celle des élections, que la Russie elle-même a déjà connue *deux fois* sur une large échelle, donne lieu, chez nos Tartarins liquidateurs, à une hypertrophie verbale capable de rebuter les plus patients.

Dans son article « Il est temps de commencer », M. Youri Tchatski *commence* par exposer les vues des liquidateurs et au fond, il *termine* son exposé en maître, laissant à

M. Martov le soin de s'occuper des embellissements, des retouches, des enjolivures littéraires.

Voici un échantillon des écrits de Youri-Tartarin :

... « Il est douteux qu'on puisse escompter avec certitude que la campagne électorale sera menée de manière parfaitement centralisée sur le plan de l'organisation, bien qu'il faille faire servir à ce but tous les moyens dont nous avons parlé..., en fixant sur le plan de l'organisation les résultats de l'union politique des ouvriers social-démocrates au cours de la campagne politique... »

Un peu de retenue, très cher concurrent de Trotski ! Pourquoi abasourdir le lecteur en général, l'ouvrier en particulier avec ce fatras sur les résultats de l'union politique au cours de la campagne politique ! Sur la fixation de ces résultats ! Car c'est du fatras que tout ceci, une façon de se donner de l'importance en accumulant de lourdes répétitions de choses très simples. Il faut toujours « fixer » les choses sur le plan de l'organisation, tant avant les élections qu'après. Vous qualifiez les élections de campagne politique, vous parlez, « pour faire sérieux » d'une « série (!) de campagnes politiques dans toute la Russie(!) » et vous *dissimulez* sous ce fracas de paroles la question pratique qui est vraiment essentielle, vitale, celle de savoir *comment* s'organiser. Faut-il avoir des « cellules » entourées d'un réseau d'unions plus ou moins déclarées et instables ? Oui ou non ? Si oui, cela est nécessaire aussi bien avant les élections qu'après ; les élections sont une tâche parmi bien d'autres. Si l'on ne menait pas *depuis longtemps* un travail systématique, vous n'auriez *rien* à « fixer » au cours de la campagne électorale. Quiconque a l'expérience de la pratique comprend que ce sont là des balivernes. Vos phrases sonores servent à cacher que vous n'avez pas donné de réponse précise à la question *essentielle* : comment faut-il nous organiser pour mener toute notre activité, et pas seulement notre activité électorale ?

Parler, à propos des élections, de la « *mobilisation de combat du prolétariat* » (sic ! p. 49), de la « mobilisation large et ouverte des masses ouvrières » (p. 54), etc., etc., ce n'est pas seulement n'avoir aucun sens de la mesure, c'est porter franchement préjudice à un travail modeste par nécessité en développant un goût de la phrase *absolument analogue* à celui des « otzovistes », des « ultimatistes », etc.

Pour ceux-ci, le boycottage doit servir à souligner particulièrement que l'« esprit » n'est pas mort (or, l'« esprit » du travail doit en pénétrer tous les domaines, y compris le domaine électoral) ; pour les braillards liquidateurs, les élections vont tout apporter, que ce soit la « mobilisation de combat » (comment un « lui aussi marxiste » russe a le front de recopier des choses pareilles !), que ce soit la « fixation sur le plan de l'organisation des résultats de l'union politique au cours de la campagne politique » ! Nous savons tous fort bien que les élections de 1912 ne déclencheront et ne peuvent déclencher une « mobilisation des masses » *ni* « ouverte » *ni* « vaste » (à moins que n'interviennent des conditions qui changeraient radicalement la situation de 1908 et de 1911). Elles donneront la modeste possibilité de faire un travail qui ne sera ni vaste ni très ouvert, et il faudra en tirer parti, sans chercher à imiter les phrases ronflantes de Trotski.

Il est franchement inintelligent de vociférer sur les organisations « déclarées » à propos des élections : travaillons plutôt d'une manière *pas très* déclarée, collègues ouvriers, dirons-nous, ce sera plus sûr, plus approprié, plus raisonnable, *plus utile* pour influer sur des *couches plus larges* que de bavarder à propos d'existence « déclarée ». En des temps comme les nôtres, il faut être tout à fait futile ou tout à fait stupide pour crier et se vanter de « pouvoir tout déclarer ».

...« Le parti (de classe) n'apparaîtra que comme le produit de la création de l'avant-garde ouvrière active en matière d'organisation » (p. 41).

Ouf ! Pitié ! Dans le monde entier, ce sont les ouvriers d'avant-garde et les « intellectuels » véritablement marxistes, véritablement passés aux côtés des ouvriers qui ont œuvré pendant des dizaines d'années à créer et à constituer le parti. *Il ne peut pas* en aller autrement chez nous, et il ne sert à rien d'effrayer le lecteur ouvrier russe avec la pompeuse absurdité de cette « création » (alors que nous n'en sommes qu'à l'a b c, qu'à poser les pierres toutes petites, toutes simples, du fondement), de cette avant-garde « active », etc. M. Martov se laisse lui aussi entraîner par Tchatski-Tartarin et va jusqu'à parler des « éléments conscients d'eux-mêmes de la classe ouvrière » (n° 7-8, p. 42),

qui prennent la relève de l'« autoliquidation » de l'ancien personnel (*ibidem*).

Ne plaignons pas les mots ! « Actifs », « conscients d'eux-mêmes », « créateurs », « mobilisation de combat », « le plus vaste », « le plus déclaré »... Comment une telle incontinence de langue, pour reprendre l'expression de Chtchédrine, n'étouffe-t-elle pas ces gens ?

L'explication, c'est que lorsqu'un auteur, placé devant des questions simples, claires, accessibles, *n'est pas* capable de leur donner des réponses simples, claires et franches, il *est contraint* d'opérer à coups de phrases biscornues, ampoulées, assourdissantes, qui assomment l'ouvrier (et l'intellectuel encore davantage, car les ouvriers se moquent du style à la Youri Tchatski, ce sont surtout les lycéens qui « *se passionnent* » pour lui). La question de la plate-forme électorale nous permet de donner une illustration particulièrement frappante de cette vérité : ce sont les pensées *confuses* qui se transforment en phrases confuses, pompeuses, grandiloquentes.

III

M. Youri Tchatski parle aussi avec une très, très grande emphase de l'importance de la plate-forme électorale. La plate-forme est « une des questions les plus cardinales ». Très bien ! « Les ouvriers social-démocrates doivent la sentir (! !), la penser, la considérer comme *leur* » (souligné par Youri Tchatski).

Que ce sont les ouvriers qui doivent *penser* la plate-forme, c'est vrai. Mais les intellectuels qui écrivent dans des revues quasi-marxistes feraient bien d'en faire autant. Quant à ce que signifie « sentir » la plate-forme, c'est plus subtil à comprendre. Peut-être MM. Névédomski et Lounatcharski écriront-ils dans le prochain numéro de *Nacha Zaria* des articles « sentis » sur la « sensation » qu'a de la plate-forme électorale l'avant-garde active des masses mobilisées et conscientes d'elles-mêmes ?

Ou encore, n'apprécierez-vous pas cette autre perle, tirée de l'article de F. Dan : ...« la tactique électorale change complètement de sens et de contenu politique en fonction de ceux qui en sont les porteurs et les créateurs :

l'avant-garde ouvrière social-démocrate, avec toutes ses forces prolétariennes et intellectuelles, formée en communauté responsable, ou bien tels ou tels groupuscules d'intellectuels, « social-démocrates » certes, mais qui ne sont pas investis par une telle communauté, qui n'agissent pas sous son contrôle et sa pression » ... Qui peut douter en effet que Potressov et Dan, loin d'être un « groupuscule d'intellectuels », *sont* des gens « investis par la communauté responsable de l'avant-garde » et « agissant sous son contrôle » ! O, Tartarins de la liquidation !

Est-ce que Youri Tchatski, L. Martov, F. Dan ont pensé la plate-forme ? « Il nous en coûte de le reconnaître, mais il serait pire de le cacher, écrit le premier d'entre eux, il nous est souvent arrivé que notre plate-forme proclame une chose, et que nos discours et écrits électoraux en disent une autre, que les uns tirent à hue et les autres à dia ».

Ce qui est vrai est vrai. Cela « nous » est souvent arrivé.

Youri Tchatski par exemple, après avoir parlé en termes sentis d'une plate-forme sentie, se met à prononcer de longues, longues paroles non moins senties sur l'importance et la nécessité d'une plate-forme *unique*. Lesdites paroles senties éclipsent exprès la simple question de savoir s'il peut y avoir une plate-forme unique alors qu'il n'y a pas unité de vues politiques. Et s'il y a unité de vues, à quoi bon gaspiller des paroles et enfoncer des portes ouvertes : une plate-forme expose des vues !

En « tournant autour du pot » avec sa plate-forme «unique », ce même Youri Tchatski laisse très maladroitement échapper son « secret ». « Nous donnons la plus grande importance, écrit-il, à la sanction (de la plate-forme) par le groupe social-démocrate à la Douma, mais à la condition expresse que cette dernière ne suivra pas la ligne de moindre résistance en sanctionnant une plate-forme qui lui serait imposée par les cercles de l'étranger » (p. 50)...

Cela s'appelle : der König absolut, wenn er unseren Willen tut, le roi est absolu s'il fait *notre* volonté. Il est souhaitable d'avoir une plate-forme unique, si ce n'est pas celle « imposée par les cercles de l'étranger » qui est sanctionnée. Autrement dit, il y a deux plates-formes *en présence* ? L'une que vous traitez d'« imposée par l'étran-

ger » (terminologie digne de Pourichkévitch ! Voyez donc : dans la revue de Potressov, Youri Tchatski écrit, d'un commun accord avec Martov et Dan, que l'étranger nous impose quelque chose ! Il faut tomber bien bas pour exciter par de telles méthodes contre l'« étranger » des gens qui ne sont pas en état de juger !). L'autre ne vient apparemment pas de l'étranger, mais de la communauté responsable des organisations larges et déclarées de la masse mobilisée. Pour parler net et sans échappatoires : « un autre élément de la centralisation possible est un groupe de militants social-démocrates (?) étroitement liés au mouvement ouvrier au grand jour, et qui acquiert toujours plus de consistance et d'autorité au cours de la conduite des campagnes politiques. Nous voulons notamment parler de Pétersbourg et de son rôle dirigeant dans les campagnes politiques de l'an passé ». Voilà ce qu'écrit Youri Tchatski.

La chose était pourtant simple à deviner : l'« élément de centralisation », c'est le « groupe » des liquidateurs de Pétersbourg, bien connus de tous par la revue de M. Potressov. C'est clair, c'est très clair, cher Youri Tchatski !

Nous devons avoir une plate-forme unique, *mais*... qui ne soit pas « imposée par les cercles de l'étranger » et qui satisfasse le « groupe » des liquidateurs de Pétersbourg... C'est un ardent partisan de l'« unité », ce Youri Tchatski !

IV

Considérons maintenant les « thèses essentielles de la plate-forme » de L. Martov... Il la fait reposer, comme de juste, sur le programme. Martov en réexpose plusieurs parties avec ses mots à lui. Cependant l'incertitude demeure : prône-t-il *le même* programme qu'*il* avait exposé dans le numéro 7-8 de *Nacha Zaria* — *cette* petite partie de l'ancien programme est acceptable aussi bien pour Larine que pour Lévitski, et que pour Prokopovitch probablement — ou bien accepte-t-il *tout l'ancien* programme ?

Pour être juste, il faut noter qu'un passage de son article pousse à se prononcer en faveur de la seconde réponse ; pour plus de précision, c'est le passage de la page 48, où il dit que parfois on ne peut pas « dire les choses jusqu'au bout sous une forme claire » (c'est vrai) mais, ajoute-t-il,

il ne faut pas *renoncer*. « On ne nous forcera pas » à « *rogner* le contenu de nos revendications ». Ce sont de très belles paroles. Mais qui ne correspondent malheureusement pas à la *réalité*, car nous savons pertinemment que Larine, par exemple, « qui n'est pas suspect de réformisme » (aux yeux de Martov), *rogne* et *renonce*. Nous allons constater très vite que dans ce même article, Martov a beau promettre de ne pas « rogner » ni « renoncer », il le fait quand même.

La situation de fait est donc telle qu'en matière de programme, partie constitutive et fondement de la plate-forme, il n'y a pas une mais deux plates-formes : une sans coupures ni abandons, l'autre *avec* des coupures et des abandons dont le caractère des propos tenus par Larine, Lévitski, Potressov, marque clairement l'orientation.

Il s'agit ensuite de tactique. Le sens historique de la période du 3 juin doit être l'objet d'une appréciation, sur laquelle se fonderont ensuite *toutes* les lignes directrices de nos tâches, *toutes* nos « déclarations » sur toutes espèces de questions particulières et générales de la politique actuelle. Martov lui-même est obligé de reconnaître, en dépit de l'ironie de mise chez les liquidateurs quand il est question de l'« appréciation du moment présent », et si typique de leur esprit que c'est là une question essentielle. Et voici ce qu'il déclare au sujet de l'« ancienne » réponse définie donnée à cette question :

« On a essayé de définir le sens historique de la période du « 3 juin » par une formule malencontreuse, parce que propre à créer la confusion, en parlant de « pas vers la transformation (la citation exacte est « pas dans la voie vers une transformation ») en monarchie bourgeoise »...

Formule « malencontreuse »... Quels ménagements ! Y a-t-il si longtemps que les collègues de Martov y voyaient la négation de principe absolue du point de vue qui leur semble seul capable de nous sauver ? Y a-t-il si longtemps que F. Dan disait : « ils s'entêtent à revenir là où ils ont été déjà battus » ? Qu'est-ce donc à dire ? Y a-t-il ou non une divergence radicale sur le problème du sens historique de la période du 3 juin ?

Poursuivons :

... « Cette formulation fait disparaître la réalité du pas *fait en arrière*, vers le partage du pouvoir entre ceux qui incarnent l'absolu-

tisme et la noblesse terrienne. Il s'ensuit que les seules formes sous lesquelles pouvait s'accomplir ce partage après les événements de 1905 ont créé les conditions favorables à la mobilisation et à l'organisation des forces sociales dont la mission historique est de travailler à la création de la « monarchie bourgeoise »....

Ces forces sociales, selon Martov, c'est la bourgeoisie, à laquelle la période du 3 juin a « donné le droit d'être une opposition légale ou tolérée ».

Considérez donc de plus près le raisonnement de Martov. Il *semble* seulement reprocher à la « formule malencontreuse » d'avoir oublié que le *pouvoir* a fait un pas en arrière. Premièrement, c'est faux. Martov a une malchance extraordinaire avec la « formule » de 1908 : dès qu'il se met à en parler, il devient étrangement incapable (ou peu désireux ?) de la citer avec exactitude, bien qu'il la connaisse parfaitement. Cette « formule » dit clairement que les propriétaires terriens *féodaux* (et non les propriétaires terriens bourgeois, comme il faudrait dire selon Larine) ont conservé « leur pouvoir et leurs revenus » ! Donc si l'on convient d'appeler ce partage du pouvoir un « pas en arrière », non seulement notre formule ne l'escamote pas, mais elle le constate au contraire de la manière la plus précise. Deuxièmement, *et c'est là l'essentiel*, lorsqu'il parle du pas en arrière fait par le pouvoir, Martov cache, dissimule le *pas en arrière* fait par la *bourgeoisie libérale*. Voilà où gît le lièvre ! Voilà le fond du problème que Martov dissimule.

Le pas en arrière fait par la bourgeoisie libérale, c'est son *esprit « Viékhi »*, son rejet de la démocratie, son *rapprochement* des « partis de l'ordre », le soutien (direct et indirect, idéologique et politique) qu'elle apporte aux tentatives de l'ancien régime pour se maintenir en réduisant au minimum ses « pas dans la voie d'une transformation en monarchie bourgeoise ». La monarchie bourgeoise ne peut se constituer, ni même entreprendre de le faire sans une bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire (viékhiste). C'est d'abord et surtout pour la simple raison qu'il est lui-même un « viékhiste » ... parmi les marxistes, que Martov « l'oublie ».

Dans l'appréciation que porte le libéral sur la période du 3 juin, ce qui attire toute son attention, c'est que le pouvoir a fait un « pas en arrière » en direction des Pourichkévitch : si, tout en conservant les mêmes traits fondamen-

taux du régime (et en continuant à juguler la *démocratie*), ce pouvoir avait fait un « pas » vers lui, vers le libéral, on ne lui en demandait pas davantage. J'ai démontré par les *Viékhi*, par ma politique viékhiste (le « Londres » de Milioukov) que je suis, moi libéral, l'ennemi sincère, sérieux, impitoyable de cette démocratie « négatrice de l'Etat », au ban de la nation, infantile, criminelle, « appuyée sur la racaille », immorale, impie, et tout ce que l'on dit encore dans les *Viékhi*. Et en dépit de tout cela, c'est avec Pourichkévitch et non avec moi qu'on partage le pouvoir ! Tel est le *sens* de la politique libérale de la période du 3 juin, tel est le sens du « libéralisme stolypinien » de MM. Strouvé et Milioukov. Les yeux fixés sur le pouvoir, le libéral dit : je tends vers toi de toute mon âme, et tu me préfères Pourichkévitch !

Au contraire, le point de vue de la démocratie prolétarienne sur la période du 3 juin est radicalement, fondamentalement différent. C'est à un niveau de développement différent, bien plus élevé que le précédent, que le pouvoir a fait un « pas en arrière » vers les Pourichkévitch. Dans les années 80 aussi, on avait assisté à un « pas en arrière » en direction de la noblesse, mais il se situait au niveau de la Russie d'après la réforme, qui était bien en-deçà de l'époque de Nicolas, cette époque où le propriétaire foncier noble commandait sans « ploutocratie », sans chemins de fer, sans le troisième élément, qui ne cesse de croître. Maintenant de même, c'est sur la base d'une politique agraire bourgeoise, d'une participation solide et organisée de la bourgeoisie aux fonctions représentatives que s'effectue ce « pas en arrière » en direction de Pourichkévitch : c'est l'hégémonie de ce dernier dans l'action menée en commun avec Milioukov *contre* la démocratie, contre le mouvement des masses, contre les prétendus « excès », contre la révolution dite des intellectuels (*Viékhi*), etc.

L'objectif du libéral est d'« intimider » Pourichkévitch, pour qu'il « se serre » et fasse davantage de place au libéralisme, mais de telle sorte qu'on ne puisse faire complètement disparaître de la face de la terre tous les fondements économiques et politiques du régime de Pourichkévitch. L'objectif du démocrate, en général, et du représentant de la démocratie prolétarienne, du marxiste, en particulier,

c'est de tirer parti de ce vif conflit pour faire intervenir dans l'arène les couches inférieures de la société, en vue précisément de supprimer les fondements de ce régime. Du point de vue de la transformation de la Russie en général, le sens historique de la période du 3 juin est que ce nouveau pas dans la voie d'une transformation en monarchie bourgeoise mène à une démarcation plus nette entre les classes sous tous les rapports, et en particulier vers une démarcation plus nette entre le libéralisme (l'opposition « responsable » aux Pourichkévitch) et la démocratie (la suppression de tous les fondements du régime de Pourichkévitch).

Il est donc clair qu'en se donnant l'air de ne critiquer qu'une « formulation malencontreuse », Martov donne *en fait* la plate-forme d'une *politique ouvrière libérale*. Il voit le « pas en arrière » du vieux pouvoir en direction des Pourichkévitch, mais ne voit pas celui de la bourgeoisie libérale en direction du vieux pouvoir. Il voit que les événements de 1905 ont créé les conditions favorables à la « mobilisation et à l'organisation » des bourgeois libéraux contre les Pourichkévitch et à leurs côtés, mais il *ne voit pas* que ces événements ont créé les conditions favorables « à la mobilisation et à l'organisation » de la bourgeoisie libérale, contre-révolutionnaire, viékhiste, contre la démocratie, contre le mouvement des masses. Il ressort donc inévitablement de la citation de Martov que les ouvriers doivent « soutenir » les libéraux dans *leur* lutte contre les Pourichkévitch, qu'ils doivent leur accorder *l'hégémonie*, et nullement que les ouvriers doivent, *en dépit* de l'esprit viékhiste des libéraux, *en dépit* des Milioukov qui aspirent à s'asseoir aux côtés des Pourichkévitch, soulever les couches inférieures de la société pour supprimer complètement les racines les plus profondes (et les sommets les plus élevés) du régime des Pourichkévitch.

On voit donc clairement en outre les raisons pour lesquelles Martov peut et doit tomber d'accord avec Larine sur l'essentiel, puisqu'il n'a de divergences avec lui que sur des détails, sur les façons de formuler les objectifs de la politique ouvrière libérale. Notre monarchie est déjà bourgeoise, dit Larine, nos propriétaires terriens ne sont plus des « féodaux », mais des agrariens, c'est-à-dire des

entrepreneurs agricoles bourgeois. Nous ne devons donc pas nous attendre à des « soubresauts » historiques, nous devons avoir « *non* l'hégémonie, *mais* un parti de classe » (Lévitski), notre objectif est de soutenir les libéraux-constitutionnalistes tout en maintenant notre indépendance *. Notre monarchie n'est pas encore bourgeoise, rétorque Martov, mais il « nous suffit pleinement » de savoir que l'association de l'absolutisme et du constitutionnalisme est contradictoire, et que nous devons « saisir l'ancien régime par le talon d'Achille de ses contradictions ». Aucun de ces deux polémistes ne voient le lien entre la monarchie bourgeoise née ou naissante et l'orientation contre-révolutionnaire de la bourgeoisie libérale, le rôle de celui qui a l'« hégémonie » dans la définition non seulement de l'ampleur, mais aussi du type de la transformation bourgeoise de la Russie échappe à tous les deux ; chez tous les deux, qu'ils le disent ou non, la classe ouvrière « emménage » dans la nouvelle Russie bourgeoise, et ne l'*aménage* pas en entraînant à sa suite la démocratie, qui est capable de rejeter tous les fondements du régime de Pourichkévitch.

V

Il n'est pas sans intérêt d'observer que la suite des raisonnements de Martov se retourne de manière encore plus flagrante contre lui.

... « Ainsi, poursuit-il, lorsque les Bourbons furent restaurés en 1815, ils ne créèrent pas une monarchie bourgeoise, mais furent obligés d'affubler leur domination et celle de la noblesse qui les appuyait, de formes politiques qui accélérèrent l'organisation de la classe bourgeoise et lui permirent de se transformer en force capable de fonder la monarchie bourgeoise de 1830 » ...

Fort bien. Avant les Bourbons de 1815, avant l'année 1789, la monarchie française était féodale, patriarcale. Après 1830, elle fut bourgeoise. Qu'était donc cette monarchie, la monarchie de 1815-1830, dont parle (à son grand dam) Martov ? Il est clair qu'elle était un « pas dans la voie d'une transformation en monarchie bourgeoise ». L'exemple de Martov se retourne magnifiquement contre lui !

* « Défendre nos intérêts dans le cadre de la rénovation constitutionnelle qui s'annonce », écrivait Larine.

Poursuivons. La bourgeoisie libérale française a commencé à révéler son hostilité à l'égard de la démocratie conséquente dès le mouvement des années 1789-1793. L'objectif de la démocratie n'était nullement de créer une *monarchie* bourgeoise, et Martov le sait très bien. Et la démocratie française, dirigée par la classe ouvrière, a fondé, *malgré* les hésitations, les trahisons, l'orientation contre-révolutionnaire de la bourgeoisie libérale, après une longue suite de dures « campagnes », le régime politique qui s'est affirmé depuis 1871. Au début de l'ère des révolutions bourgeoises, la bourgeoisie libérale française était monarchiste ; à la fin de la longue période des révolutions bourgeoises, les actions toujours plus résolues et toujours plus autonomes du prolétariat et des éléments démocratiques bourgeois (du « bloc des gauches », n'en déplaise à L. Martov !) *ont remodelé* la bourgeoisie française tout entière en bourgeoisie républicaine, bouleversant sa mentalité, ses habitudes, son être même. En Prusse, et en Allemagne en général, le propriétaire foncier n'a jamais laissé l'hégémonie lui échapper durant toute la période des révolutions bourgeoises, et il a « éduqué » la bourgeoisie à son image et à sa ressemblance. Mais en France, durant les quatre-vingt années de révolutions bourgeoises, le prolétariat, diversement associé à des éléments genre « bloc des gauches » de la petite bourgeoisie, s'est assuré quatre fois l'hégémonie, forçant ainsi la bourgeoisie à créer un régime politique qui convenait mieux à son antipode.

Il y a bourgeoisie et bourgeoisie. Les révolutions bourgeoises nous montrent l'extraordinaire complexité des combinaisons entre les différents groupes, couches, éléments, tant de la bourgeoisie elle-même, que de la classe ouvrière. Vouloir à toute force « extraire », de la « notion générale » de révolution bourgeoise au sens le plus étroit du terme, une réponse aux questions concrètes de la révolution bourgeoise russe dans la première décennie du XX^{e} siècle, c'est ravaler le marxisme au niveau du libéralisme.

« Ainsi, poursuit Martov, après que la révolution de 1848 eut été matée, le pouvoir prussien fut obligé d'introduire une constitution et une représentation législative, organisée conformément aux intérêts des propriétaires terriens. C'est sur la base de ces maigres embryons de régime parlementaire constitutionnel que la bourgeoisie s'est

politiquement organisée, sans réussir cependant, même de nos jours, à achever la transformation de l'Etat en « monarchie bourgeoise ».

« La formulation mentionnée pèche donc en ceci qu'elle ne rend pas compte du facteur de collision décisive des classes, sans laquelle la tendance objective qui s'est manifestée dans des actes du type de celui du 3 juin, ne peut se réaliser dans la vie ! »

C'est réellement admirable, n'est-ce pas ? Martov est positivement un virtuose pour vêtir les raisonnements, les théories et plates-formes réformistes de belles expressions à consonnance marxiste et révolutionnaire ! Parlant de cette même « formule » que critique Martov, F. Dan fulminait contre les gens qui s'entêtaient « à revenir là où ils ont été déjà battus ». Youri Larine écrivait que la classe ouvrière devait s'organiser non « dans l'attente de la révolution » mais simplement pour « défendre fermement et systématiquement ses intérêts propres ». C'est maintenant Martov qui fait une découverte : la formule pèche en ceci qu'elle *ne rend pas compte du facteur de collision décisive des classes.* Merveilleux !

Mais il y a dans sa phrase autre chose que du comique. Il y fait preuve d'une remarquable virtuosité dans l'esquive. Il n'a pas dit de *quelles* classes il voulait parler. Jusque-là il était question des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. On peut donc supposer qu'il parle ici de collision décisive *seulement* entre propriétaires fonciers et bourgeoisie. Seule *cette* hypothèse permet de « prendre au sérieux » les propos que nous avons cités de lui. Mais en même temps, elle le fait apparaître de manière particulièrement évidente comme le propagandiste ou le défenseur de la politique ouvrière libérale.

Notre formule « ne rend pas compte du facteur de collision décisive » entre la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie ! Permettez : notre formule dit carrément, nettement, expressément qu'il n'y a que de « *petites dissensions* » entre ces classes. A notre point de vue, les dissensions entre ces classes sont *petites.* La collision réellement importante *n'est pas* celle de ces classes, c'est celle d'autres classes, dont la « formule » parle ensuite avec tout autant de franchise et de précision.

Par conséquent la question se pose de la manière suivante : quiconque se place au point de vue marxiste ne

peut s'attendre à voir la Russie libérée de la « période du 3 juin » autrement que par une « collision décisive des classes ». Or il faut pénétrer le sens historique de la « période du 3 juin » pour savoir *quelles* classes de la Russie actuelle peuvent et doivent (au sens de la nécessité objective, et non du devoir subjectif) s'opposer dans cette collision décisive. Martov pense apparemment, comme tous les liquidateurs, qu'en Russie celle-ci se produira entre la noblesse terrienne et la bourgeoisie libérale. (Remarquons entre parenthèses, que si le projet de plate-forme de *Nacha Zaria* et du *Diélo Jizni* exprime *franchement* cette opinion, les liquidateurs auront rendu un grand service au mouvement ouvrier en dévoilant aux ouvriers ce dont il s'agit au juste. Si la plate-forme de ces organes littéraires *ne l'exprime pas* franchement, cela voudra dire qu'elle poursuit un but de camouflage et qu'elle est en désaccord avec le contenu idéologique réel des propos que tiennent ces deux revues.)

Nous pensons, et notre « formule » le dit expressément, qu'il *n'y aura pas* de collision décisive entre la propriété terrienne de type traditionnel et la bourgeoisie libérale de Russie ; les collisions entre ces classes sont inévitables, mais elles prendront la forme de « petites dissensions » qui ne « *décideront* » *de rien* dans le destin de la Russie, qui ne peuvent apporter aucune modification décisive, sérieuse, vers un mieux *.

C'est entre *d'autres* classes qu'aura lieu la collision décisive ; elle se produira sur le terrain et dans le cadre

---

* Il ne faut évidemment pas conclure que la bourgeoisie libérale et les propriétaires terriens forment « une même masse réactionnaire », que les conflits entre la première et les seconds ne jouent aucun rôle dans la politique, qu'ils ne peuvent pas donner lieu à un mouvement démocratique, et qu'on soit en droit de les ignorer. Ce serait pousser jusqu'à l'absurde une thèse juste et ne pas comprendre dans quelles limites elle est exacte. On sait en effet que « la chose la plus juste », si on la pousse jusqu'à l'absurde, pour n'avoir pas compris les limites et les conditions de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas, devient « la chose la moins juste » : *summum jus, summa injuria.* Nous rappellerons ce fait de l'histoire du marxisme russe que l'appréciation portée sur les partis libéraux bourgeois en Russie (avec à leur tête le parti cadet) au célèbre congrès de Londres, est précisément celle qui est exposée dans le texte ; elle reconnaît en outre qu'il faut « faire servir l'activité de ces partis à l'éducation politique du peuple ».

de la société bourgeoise, c'est-à-dire de la production marchande et du capitalisme.

Sur quoi se fonde cette opinion ? A la fois sur des considérations théoriques et sur l'expérience des années 1905-1907. Durant ces trois années, la Russie a vécu une collision de classes d'une âpreté qui la place à l'une des premières places dans l'histoire mondiale des grandes collisions de classe Et cependant, même pendant ces trois années, dans une société bourgeoise qui n'avait même pas les garanties et les conditions les plus élémentaires de la liberté bourgeoise, la collision entre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie libérale, entre cette dernière et le vieux pouvoir, n'a jamais été ni âpre ni décisive. Ce sont au contraire les collisions entre paysans et propriétaires fonciers, entre ouvriers et capitalistes qui ont été âpres et décisives — quelque peu âpres et décisives.

Comment cela s'explique-t-il ? D'abord par le fait que la bourgeoisie libérale est liée par des attaches économiques trop étroites avec la propriété terrienne, que leurs intérêts sont trop enchevêtrés pour que la première trouve souhaitable et sans danger la suppression, et non la simple réforme de la seconde. Mieux vaut la réforme la plus lente, la plus insensible à force de lenteur, que la suppression, se dit l'écrasante majorité des bourgeois libéraux, et dans l'état politique et économique *actuel* de la Russie, cette classe *ne peut* raisonner autrement.

En outre, si l'on considère par exemple le mouvement gréviste, on constatera que durant ces trois années, la Russie l'a porté à une hauteur inconnue jusqu'alors, même dans les pays capitalistes les plus développés du monde. Il est donc *inévitable* que la bourgeoisie libérale se dise : mieux vaut la réforme la plus lente et la plus insensible, à force de lenteur, de conditions de travail dépassées, que la rupture décisive avec le vieil ordre ; mieux vaut conserver le vieil ordre que de rompre résolument avec lui. Au contraire, la situation économique de la paysannerie et des ouvriers leur a rendu ce raisonnement *impossible* ; cette situation économique a ici engendré des collisions réellement âpres et réellement décisives. Il est faux de croire, comme le font les populistes à propos de la paysannerie et Trotski à propos des ouvriers, que ces collisions débordent

le cadre de la société bourgeoise. Mais il ne fait pas le moindre doute que *ces* collisions et *elles seules* (selon l'issue qu'elles connaîtront) peuvent extirper jusqu'à la racine, détruire complètement *tout* le vieil ordre caduc, prébourgeois.

De Pourichkévitch à Dolgorouki, les propriétaires fonciers russes ont éduqué et éduquent notre bourgeoisie libérale dans un esprit de servilité, de routine, de peur du changement, sans précédent dans l'histoire. Dans l'état économique et politique *actuel* de la Russie, les paysans représentent une couche *bourgeoise* de la population, à partir de laquelle l'enchaînement des « collisions », des révolutions bourgeoises (au sens historique et méthodologique du terme) est en train de *former*, avec la participation déterminante des ouvriers, une bourgeoisie qui ne sera pas marquée par les agréables qualités que nous venons de mentionner. Est-ce qu'elle la formera ? On ne pourra répondre à cette question que lorsque l'époque des mouvements bourgeois en Russie sera terminée. Jusque-là, toutes les orientations progressistes de la pensée politique en Russie se répartiront inévitablement en deux types essentiels, selon qu'elles tendent vers l'hégémonie du libéralisme, qui vise à transformer, à rénover la Russie sans porter atteinte aux Pourichkévitch, ou qu'elles tendent vers l'hégémonie de la classe ouvrière, qui entraîne à sa suite les meilleurs éléments de la paysannerie.

J'ai dit « qui tendent », car il ne faut pas supposer que la conscience, à savoir la compréhension des racines de classe de telle ou telle politique, existe dans toutes les orientations progressistes. Mais les marxistes ne seraient plus des marxistes s'ils ne mettaient pas à jour ces racines, s'ils ne comprenaient pas que la défense des intérêts propres de la classe ouvrière et sa préparation à son futur rôle dans la Russie bourgeoise s'orientent inévitablement, en raison du rapport objectif des forces sociales, suivant ces deux directions essentielles : ou bien *suivre* le libéralisme (qui suit lui-même Pourichkévitch, ou marche à ses côtés), ou bien faire aller de l'avant les éléments démocratiques *en dépit* des hésitations, des désertions, du « viékhisme », du libéralisme.

VI

Nous en arrivons ainsi à la question du fameux « bloc des gauches ». Il n'est pas exagéré de dire que Youri Tchatski et F. Dan fulminent contre lui. De la part du dernier nommé, c'est d'autant plus naturel qu'il lui faut bien trouver quelque chose pour dissimuler qu'au printemps 1907, au nom du bloc avec les cadets, il a trahi la cause des ouvriers et divisé les organisations ouvrières de Pétersbourg ! Mais le problème du bloc des gauches est une question de principe importante et intéressante si l'on ne considère pas seulement les accords électoraux (étant donné l'actuelle loi électorale, le « bloc des gauches » a été très rarement appliqué dans la pratique) et moins ces accords que le caractère général et le contenu de toute la propagande et de l'agitation électorales. « Forcer » la masse démocratique la plus nombreuse dans le pays (la paysannerie et les couches de la petite bourgeoisie non agricole qui lui sont apparentées) « à choisir entre les cadets et les marxistes » ; mener une ligne d'« actions communes » des ouvriers et de la démocratie paysanne à la fois contre l'ancien régime et contre la bourgeoisie libérale, contre-révolutionnaire et hésitante : tel est le fondement et la nature de la tactique de « bloc des gauches », qui a été consacrée tant par le cours des événements de 1905 (mouvement ouvrier et paysan) que par les votes des groupes « troudovik » et ouvrier dans les deux premières Doumas, que par l'attitude de la presse des différents partis envers les questions fondamentales de la démocratie, que même enfin par la position adoptée par le « groupe paysan » à la *III*e Douma sur la question agraire (alors que les éléments de droite abondent dans ce groupe !). On sait que le projet de loi agraire des 43 paysans de la *III*e Douma [165] est beaucoup plus démocratique que le projet cadet, libéral, comme l'ont admis les cadets eux-mêmes !

Il est indubitable que c'est précisément sur ce plan des principes généraux que les liquidateurs rejettent le « bloc des gauches ». Et il est tout aussi indubitable que ce rejet est une trahison de la cause de la démocratie. Il n'y a pas eu dans le monde *un seul* mouvement de libération bourgeois qui n'ait donné des exemples et des modèles

de la tactique de « bloc des gauches » ; en outre, *tous* les moments victorieux de ces mouvements ont *toujours* été liés aux succès de cette tactique, à l'orientation de la lutte dans ce sens, malgré les hésitations et les trahisons du libéralisme. C'est la « tactique de bloc des gauches », c'est l'alliance de la « plèbe » des villes (=le prolétariat moderne) à la paysannerie démocratique qui a donné force et ampleur à la révolution anglaise du XVII^e^ siècle, à la révolution française du XVIII^e^. Marx et Engels l'ont dit à maintes reprises, non seulement en 1848, mais aussi beaucoup plus tard. Pour éviter de reprendre des citations maintes fois utilisées, nous rappellerons la correspondance entre Marx et Lassalle en 1859. Marx disait de la tragédie de Lassalle « Sikingen » que le conflit qui y était décrit n'était « pas seulement tragique, mais qu'il représentait précisément le conflit tragique qui a conduit pour l'essentiel le parti révolutionnaire à l'effondrement en 1848 et en 1849 ». Et Marx, dessinant déjà à grands traits *toute* la ligne des futures divergences entre les lassalliens et les eisenachiens [166] reprochait à Lassalle de tomber dans l'erreur lorsqu'il plaçait « l'opposition de *Luther et des chevaliers* au-dessus de celle *de Münzer* et *de la plèbe* » [167].

Savoir si le reproche de Marx est fondé ou non n'est pas notre propos ici : nous pensons qu'il était fondé, bien que Lassalle s'en défendit énergiquement. Ce qui importe, c'est que Marx et Engels estimaient qu'il était gravement erroné, qu'il était absolument inadmissible de la part d'un social-démocrate de placer l'opposition « de Luther et des chevaliers » (l'opposition des libéraux et des propriétaires fonciers, si l'on traduit en langage russe du début du XX^e^ siècle) *au-dessus* de celle de la plèbe et de Münzer (celle du prolétariat et de la paysannerie en traduction russe) !

En se répandant en insultes contre la tactique du bloc des gauches, les liquidateurs essaient d'étouffer sous le fracas des mots la question de principe fondamentale : dans tout mouvement démocratique bourgeois, tout parti ouvrier est obligé de recourir au « bloc des gauches ». Leur incapacité à poser le problème sur le plan des principes les amène à se contredire de la façon la plus grotesque. Par exemple, ce même Martov, qui craint le « bloc des gauches » comme la peste, écrit sur le programme agraire dans

ses « thèses essentielles pour une plate-forme » : « le moyen le plus sûr, le moins douloureux, le plus avantageux d'assurer un développement éclairé reste, comme auparavant, de retirer les grands domaines à leurs actuels possesseurs pour les remettre au peuple ». Voilà que par inadvertance il va jusqu'à parler — horreur ! — de nationalisation ! C'est là le premier point. Le second, c'est qu'en exprimant une pensée juste, Martov a exprimé (malgré son collègue Tchérévanine : cf. le livre *viékhiste* de celui-ci : *La situation actuelle* en 1908) une pensée *de bloc des gauches*, car le programme agraire qu'il indique est un programme d'action *du bloc des gauches* à la fois contre l'ancien régime et *contre les partis libéraux du genre des cadets* ! ! « Chassez le naturel, il revient au galop » ! !

Le programme agraire formulé par Martov est tel que les ouvriers et les paysans troudoviks avec leurs chefs idéologiques, les populistes, s'unissent sur ses thèses (s'unissent en fait, c'est-à-dire se rencontrent *indépendamment* de toute espèce d'« accords »). Et à l'inverse, il *sépare* les ouvriers et les paysans troudoviks pris ensemble *des* cadets (et de la bourgeoisie libérale en général). Outre cette conclusion politique indiscutable, considérez que la question agraire (celle de la transformation agraire démocratique) est au centre de notre mouvement de libération, et vous constaterez que Martov a été *obligé* de formuler une tactique de « bloc des gauches » *sur la question centrale* de notre époque !

Comment et pourquoi ce malheur est-il arrivé à notre adversaire du « bloc des gauches » ? C'est très simple. Ou bien il devait *rejeter* franchement et clairement l'ancien programme, et il n'a pas osé ; il n'a pas encore atteint (dans le reniement) l'audace d'un Tchérévanine ou d'un Larine. Ou bien il devait reprendre, même avec une fidélité approximative, l'ancien programme, dont le « bloc des gauches » est la conséquence inévitable. Tel est l'amer destin de nos liquidateurs.

VII

Il nous reste encore à aborder deux points importants de l'article de Martov. « Chaque fois, écrit-il, qu'apparaît un conflit de ce genre à l'intérieur du système du 3 juin »

(il s'agit des conflits et des frictions qui décomposent et sapent ce système), « le parti ouvrier doit s'efforcer de pousser les classes possédantes à faire un pas quelconque dans le sens de la démocratisation de la législation, de l'extension des garanties constitutionnelles et, ce qui représente pour nous la plus grande valeur en soi, de l'extension de la sphère dans laquelle les forces populaires peuvent s'organiser à l'aise » (p. 50, *Nacha Zaria*, n° 7-8).

Martov donne ici une formulation très heureuse. Mais c'est justement celle des objectifs et de la ligne de la politique ouvrière libérale. « Pousser les classes possédantes à faire un pas », « étendre la sphère dans laquelle le travail peut s'organiser à l'aise » : *tous* les bourgeois libéraux du monde, pour peu qu'ils soient instruits, pour peu qu'ils soient pénétrés d'esprit « européen », répètent scrupuleusement ces phrases de Martov. La politique ouvrière marxiste *ne* commence à se différencier de la politique ouvrière libérale *que* lorsqu'on explique aux ouvriers que la formulation libérale dont nous avons ici un exemple, est insuffisante, insatisfaisante, trompeuse. Il faut pousser les classes non possédantes à faire un pas pour transformer *cette « sphère » même* que les libéraux promettent d'« étendre », pour lui substituer une « sphère » différente *dans son principe* : voici (approximativement) comment quiconque ne désire pas bâtir un parti ouvrier libéral doit déterminer les objectifs et les ambitions du parti ouvrier.

Notons à titre de curiosité que, dans une note se rapportant au passage cité, Martov fait lui-même l'observation suivante au sujet de sa formulation : « Cette formulation ne manquera évidemment pas d'être accusée d'opportunisme et de légalisme à tout prix. » Et comment pensez-vous qu'il réfute ces accusations ? En se référant à un article de N. Rojkov, paru dans le n° 171 de *Obskaïa Jizn* [168]. Martov en tire cinq lignes très malencontreusement formulées et très peu intelligibles sur les « unions politiques au grand jour ». Nous n'avons pas lu cet article. Admettons que Rojkov soit partisan d'un « parti au grand jour ». Mais qu'est-ce que cela vient faire ici, puisqu'il s'agit de la formulation d'une *politique* ouvrière *libérale par Martov* ? ? Depuis quand peut-on justifier *une* de ses erreurs en se référant à *une autre* erreur commise par *un autre* auteur ?

Mais c'est la tirade suivante, tirée de l'alinéa de conclusion du paragraphe de conclusion de l'article de Martov, qui rend le mieux compte, avec le plus de relief, *de l'esprit* de l'ensemble :

« Nous devons mener toute la campagne électorale sous le drapeau de la lutte du prolétariat pour sa liberté d'autodétermination politique, pour le droit d'avoir son parti de classe et de développer librement son activité, pour participer à la vie politique en tant que force politique indépendante et organisée. C'est à ce principe (écoutez !) que doivent être subordonnés aussi bien le contenu de l'agitation que les méthodes de tactique électorale et du travail d'organisation à mener avant la consultation. »

Voici des propos qui expriment de manière *juste* le « principe » qui détermine le « contenu » de toute l'agitation électorale (et de toute la politique) des liquidateurs ! Les belles paroles : « ne rien rogner, ne renoncer à rien » par lesquelles Martov consolait le lecteur marxiste, ne sont que des mots, et des mots creux, face à une *telle* déclaration de « principe ». Car la vérité, c'est que ce principe est celui de la politique ouvrière libérale.

Le bourgeois libéral dit aux ouvriers : vous avez le droit de lutter, il vous faut lutter pour la liberté de *votre* autodétermination politique, pour le droit d'avoir *votre* parti de classe, pour développer librement votre activité, pour *participer* à la vie politique en tant que force indépendante et organisée. Ce sont justement ces principes de la bourgeoisie libérale, instruite, radicale, pour reprendre le terme anglais ou français, que Martov présente aux ouvriers sous couleur de marxisme.

Le marxiste, lui, dit aux ouvriers : si vous voulez lutter réellement et efficacement pour « votre » liberté d'autodétermination politique, vous devez lutter pour celle de tout le peuple en lui indiquant avec persévérance les formes véritablement démocratiques que doit prendre son existence dans l'Etat, en arrachant les masses et les couches peu développées de travailleurs à l'influence des libéraux. Pour que votre parti soit réellement de taille à comprendre ses objectifs de classe, pour qu'il ait réellement une activité de classe et non de corporation, il faut non seulement qu'il participe à la vie politique, mais qu'il oriente la vie politique et l'activité de vastes couches de la population, en dépit de toutes les hésitations des libéraux, vers un champ

d'action plus élevé que celui qu'indiquent les libéraux, vers des objectifs plus essentiels, plus fondamentaux. Celui qui lui attribue un petit coin d'« activité indépendante » dans un champ d'action dont les limites, la forme et l'aspect sont déterminés ou sanctionnés par les libéraux, ne comprend pas ces objectifs de classe. Ne les comprend que celui qui oriente son attention (et sa conscience, et son travail pratique, etc.) vers une transformation de ce champ d'action lui-même, de toute sa forme et de tout son aspect, qui ne s'en tiendra pas aux normes du libéralisme.

En quoi les deux formulations diffèrent-elles ? *Notamment* en ceci que la première *exclut* l'idée d'« hégémonie » de la classe ouvrière alors que la seconde la met tout exprès en évidence ; la première est une variante actuelle, moderne du vieil « économisme » (« la lutte économique aux ouvriers, la lutte politique aux libéraux ») ; la seconde s'efforce d'arracher des esprits toute base sur laquelle pourraient se développer le vieil « économisme » et le « néo-économisme ».

Il nous reste maintenant à poser la question finale : qu'est-ce qui différencie Lévitski de Martov ? Le premier est un liquidateur jeune, de la nouvelle génération, il est libéré des traditions et des réminiscences du passé. Avec le mordant et la franchise propres à la jeunesse, il dit carrément : « *non pas* une hégémonie, *mais* un parti de classe » ! Martov, lui, est un « vieux de la vieille », il a appartenu à l'ancienne *Iskra*, il mêle en lui les vieilles traditions point encore évacuées * et le nouvel esprit liquidateur, qui n'ose pas encore s'exprimer à fond. C'est pourquoi il jure ses grands dieux : « ne rien rogner, ne renoncer à rien » et finit par avouer, après de longs détours et de tortueux raisonnements, que le « principe » de toute l'agitation électorale doit être le principe liquidateur.

Or tout tient justement dans le « principe » de la campagne électorale.

« Prosvéchtchénié » nos 1 et 2.
Décembre 1911 et janvier 1912.
Signé : K. Touline

Conforme au texte de la revue

* Plus exactement, le contenu de ces traditions, leur noyau idéologique a déjà été complètement évacué, chez Martov, mais les mots sont restés, et le goût de l'« intransigeant internationaliste » pour les « enseignes honnêtes » se fait toujours sentir.

PREMIÈRES RÉVÉLATIONS SUR LES POURPARLERS DU PARTI CADET AVEC LES MINISTRES

Ceux qui donnaient l'alarme il y a cinq ans et demi-six ans à propos des pourparlers des cadets avec les ministres en général et à propos de portefeuilles ministériels en particulier, ne peuvent manquer d'éprouver aujourd'hui un sentiment de profonde satisfaction. La vérité historique reprend ses droits et remonte parfois à la surface du côté où on l'attendait le moins. Les révélations commencent et, malgré tous les efforts des personnages (et des partis) « intéressés » pour étouffer l'affaire, la vérité continuera à cheminer. On peut dire avec certitude que la justesse des attaques que nous avions lancées à l'époque contre les cadets s'en trouvera confirmée, et entièrement confirmée.

C'est Witte qui a inauguré les révélations dans sa polémique avec Goutchkov. Le but et le caractère de sa prise de position sont des plus sordides ; ses motifs sont une intrigue de la pire espèce, la volonté, par un bon croc-en-jambe, de se rapprocher d'un portefeuille. Mais on sait que lorsque deux larrons se battent, les honnêtes gens y trouvent toujours quelque bénéfice, et si les larrons sont trois, le bénéfice n'en sera probablement que plus grand.

L'essentiel, dans la lettre de Witte, c'est évidemment qu'il a dû, bon gré mal gré, établir certains *faits* en donnant la possibilité (et en créant la nécessité) de les vérifier en interrogeant tous ceux qui ont participé à l'affaire. Voici les faits essentiels qui ressortent de la lettre de Witte :

1) A l'entrevue avec Witte participaient Chipov, Goutchkov, Ouroussov, E. Troubétskoï et M. Stakhovitch, c'est-à-dire des personnages influents du parti cadet, du parti de la rénovation pacifique et du parti octobriste.

2) « Au cours de la première séance de l'entrevue entre le comte Witte (nous citons sa lettre) et les hommes politiques ci-dessus mentionnés, un accord de principe a été réalisé sur toutes les questions essentielles, à l'exception de la désignation du ministre de l'Intérieur. »

3) « Le comte Witte insistait pour qu'à ce poste soit nommé Dournovo, mais les hommes politiques, à l'exception du prince Ouroussov, s'opposaient à cette nomination. Le prince Ouroussov tenta de persuader les autres participants à l'entrevue d'accepter la nomination de Dournovo, étant donné la gravité de l'heure et l'impossibilité de laisser les choses traîner en longueur ; il déclara pour sa part, afin de donner l'exemple, qu'il était prêt à accepter le poste d'adjoint de Dournovo... A la séance suivante, Chipov, Goutchkov et le prince Troubétskoï déclarèrent qu'ils ne pouvaient entrer dans un ministère où se trouverait Dournovo »...

4) On avança la candidature de Stolypine, mais l'accord ne parvint pas à se faire, les uns étaient pour et les autres contre.

Quelles rectifications Goutchkov a-t-il apportées à cet exposé de l'affaire, se demande-t-on ? Il a confirmé que « le prince Ouroussov, devenu par la suite membre de la Ire Douma d'Etat, s'était montré un ardent défenseur de la candidature de Dournovo ». D'après Goutchkov toujours, Witte hésitait et aurait été sur le point d'abandonner la candidature de Dournovo, étant donné que la presse se disposait à le démasquer et à publier des articles menaçants contre lui. « Tous ces événements, ajoute Goutchkov, se déroulaient au lendemain du manifeste du 17 octobre, alors que régnait la liberté de la presse la plus large, je dirai même la plus déchaînée. »

Les pourparlers furent longs : Goutchkov parle d'« accablantes journées d'interminables pourparlers ». A la candidature de Stolypine, dit-il, « personne n'opposa de réponse négative, comme l'écrit le comte Witte ». Donnant les caractéristiques générales de la situation à ce moment-là,

Goutchkov dit : « On voit surgir maintenant de nombreux « sauveurs » de la patrie... Mais où étaient-ils à ce moment-là ? ...Beaucoup n'avaient pas encore décidé de quel côté de la barricade ils passeraient. »

Tels sont les points essentiels des révélations de Witte et de Goutchkov ; nous laissons évidemment les détails de côté. La vérité historique se dessine de manière tout à fait précise : 1) *en ce très grave moment de l'histoire russe, il n'y avait aucune divergence sérieuse entre cadets et octobristes ;* 2) « beaucoup » (des personnalités bourgeoises, et peut-être, d'après la « subtile » allusion de Goutchkov, des ministres) « n'avaient pas encore décidé de quel côté de la barricade ils passeraient ». Mais en réalité, ce sont des gens *d'un même côté, bien précis, de la « barricade »* qui se sont retrouvés, et plus d'une fois, à ces entrevues. Les ministres aussi bien que les octobristes et que les cadets s'y tenaient du même côté. La vérité historique ne permet ni doute ni différences d'interprétations : c'était des entrevues, des pourparlers entre le gouvernement et la bourgeoisie libérale, contre-révolutionnaire.

Considérez maintenant le comportement des cadets. Depuis les révélations de Witte et de Goutchkov (les lettres de l'un et de l'autre ont paru respectivement à Pétersbourg le 26 septembre et à Moscou le 27 septembre ancien calendrier) les cadets *ont observé un silence complet* sur *l e u r* participation, se contentant d'essayer de « taquiner » Goutchkov. La *Retch* du 28 septembre et les *Rousskié Viédomosti* du même jour « taquinent » Goutchkov, pour avoir été, disent-ils, par la suite, le collègue des partisans de Dournovo, mais ils *n'ont publié ni rectificatifs ni démentis au sujet de ces faits historiques.* Le troisième larron espère passer inaperçu à la faveur de la querelle de Witte et de Goutchkov !

Les octobristes entreprennent maintenant de « tirer vengeance » en une seule fois de Witte et des cadets. Le *Goloss Moskvy* du *14 octobre* (deux semaines de reconnaissance du terrain chez les octobristes, de silence poltron et lâche chez les cadets !) publie une « information » intitulée *L'alliance du comte Witte et de P. Dournovo avec les cadets.* Ces nouvelles révélations consistent en ceci : 1) E. Troubétskoï était à ce moment-là membre du parti cadet. 2) « Ne voulant

créer aucune équivoque avec le comte Witte, le prince Troubétskoï se considéra obligé de le prévenir qu'il tiendrait au courant de toutes ses conversations avec les personnalités politiques » (on comprend que ni les octobristes ni les cadets ne considèrent comme « personnalités politiques » les démocrates ouvriers et paysans : en octobre 1905, ceux-ci étaient évidemment des « personnalités » *extra*-politiques !) « le bureau de son parti, qui se réunissait chaque jour dans l'appartement du professeur Pétrajitski pour expédier les affaires courantes ». 3) M. Pétrounkévitch s'est opposé avec une vigueur particulière à la candidature de Stolypine, trouvant qu'« en dernier recours (sic !), il faudrait conseiller au comte Witte de nommer Dournovo de préférence à Stolypine au poste de ministre de l'Intérieur. Les autres dirigeants du parti cadet se rangèrent entièrement à l'opinion de Pétrounkévitch et confièrent au prince Troubétskoï le soin de transmettre au comte Witte la conclusion à laquelle étaient parvenues les personnalités politiques siégeant dans l'appartement de Pétrajitski ». Le lendemain matin Troubétskoï se rendit chez le comte Witte et lui transcrit mot pour mot le jugement porté par le bureau du parti cadet sur les deux candidats.

E. Troubétskoï a-t-il confirmé ce qu'on dit de lui ? Entièrement, à la fois devant le correspondant de *Novoïé Vrémia* (n° du 15 octobre) et *devant celui de la « Retch »* (n° du 19 octobre), qualifiant l'information du *Goloss Moskvy* d'« *entièrement exacte* ». « Le terme « bureau » *ne convient peut-être pas*, a-t-il déclaré, il eût fallu dire : les dirigeants du parti » (cadet) ; et il fait une autre « rectification » tout aussi insignifiante : c'est « peut-être non le lendemain matin, mais deux ou trois jours plus tard », qu'il s'est rendu chez Witte. Enfin, il a déclaré au correspondant de la *Retch* ce qui suit :

« L'une des affirmations de Goutchkov doit être contestée. Il a dit que c'est seulement à cause de Dournovo que les personnalités politiques ne sont pas entrées dans le cabinet. Il n'en est pas tout à fait ainsi (pas tout à fait ainsi !) en ce qui me concerne, et, si je ne me trompe pas, en ce qui concerne Chipov. Nous nous étions déclarés d'accord pour faire partie du cabinet, à la condition qu'un programme fût au préalable établi, mais Witte nous exhorta

à entrer dans le ministère sans poser cette condition. C'est là toute la différence entre nous et Goutchkov qui, autant que je me souvienne, n'avait pas posé cette condition. » M. Troubétskoï fait preuve d'une grande prudence sur ce point : « pas tout à fait ainsi », « autant que je me souvienne » !

M. Pétrounkévitch, lui, prend la parole dans la *Retch* du 19 octobre, *trois semaines* après que ces révélations aient commencé ! ! ! Et voyez plutôt *ce* qu'il dit :

Il commence par développer de longues considérations (27 lignes) sur l'impossibilité de se fier à sa mémoire, or seul Chipov a tenu un journal.

A quoi riment ces considérations ? Voulez-vous que soit faite rapidement toute la vérité ? Dans ce cas, rien n'est plus facile que de *nommer tous ceux* qui ont pris part à l'affaire et de les interroger. Si vous ne voulez pas que la vérité soit faite en ce qui concerne *votre* parti, il ne sert à rien de jouer à cache-cache en vous référant à Chipov.

Il disserte ensuite *pendant 27 lignes* sur le penchant des octobristes pour les « faux bruits ». Que vient faire ici cette dissertation, puisque le « *Goloss Moskvy* » *a nommé la personne* qui avait confirmé l'information ? ? De toute évidence, M. Pétrounkévitch veut recouvrir une question simple et claire de tout un fatras littéraire et diplomatique. C'est un procédé *malhonnête*.

Suivent *20 lignes* de piques à l'égard de Troubétskoï : « c'est un souvenir personnel » (il n'y a jamais d'autres souvenirs que personnels !), le prince « *n'en a pas dit un mot à quiconque* » (c'est Pétrounkévitch qui souligne) ; il reproche clairement à Troubétskoï son manque de discrétion. Au lieu de répondre franchement à la question posée, les cadets commencent à se reprocher mutuellement leur manque de discrétion ! Quel sens *peut* avoir cette attitude, outre qu'elle traduit le *dépit* des cadets devant ces révélations ? Elle révèle qu'ils tentent d'*étouffer* l'affaire (d'un air de dire : soyez plus discret à l'avenir, prince !)

Après 74 lignes d'introduction, on en arrive enfin à la réfutation elle-même : 1) le bureau du parti cadet se trouvait à Moscou, il ne pouvait donc pas se réunir chez Pétrajitski ; 2) Pétrajitski « ne faisait pas alors partie du groupe de personnes qui dirigeaient les affaires du parti » ;

3) « les quelques membres (du bureau du parti cadet) qui se trouvaient alors à Pétersbourg n'étaient pas mandatés pour engager des pourparlers, et encore moins pour entrer dans des alliances avec le comte Witte, Dournovo ou qui que ce soit » ; 4) « Personnellement, je (M. Pétrounkévitch) suis allé *une seule* fois (souligné par M. Pétrounkévitch) chez Pétrajitski, et il y eut effectivement une discussion sur l'éventualité de la candidature du prince Troubétskoï au poste de Ministre de l'Instruction publique ; tous les gens présents exprimèrent leur conviction que le prince ne pouvait occuper le poste qui lui était proposé qu'à la condition que tout le ministère adoptât un programme clair et précis, répondant entièrement aux conditions du moment politique, et que ce soit en outre un ministère en lequel la « société » pût avoir confiance (rappelez-vous *ce que tous* les participants à la polémique entendent par « société » : les ouvriers et les paysans *ne sont pas* la « société »). Il est tout à fait possible que des appréciations aient été portées sur les qualités personnelles et politiques des différents candidats, y compris Dournovo et Stolypine, mais aucun ardent discours qui ait convaincu tous les assistants ne s'est gravé dans ma mémoire, non plus que dans celle des autres personnes présentes, aux souvenirs desquelles j'ai fait appel. »

C'est là toute la « réfutation » concrète de M. Pétrounkévitch, qui ajoute ensuite 48 lignes de piques supplémentaires contre Troubétskoï : sa mémoire l'aurait trahi, le parti cadet n'a pas conclu d'alliance avec Dournovo et « n'a pas autorisé un de ses membres, le prince Troubétskoï, à entrer dans un ministère qu'il ne pouvait soutenir ».

Les lettres de Troubétskoï et de Pétrounkévitch, publiées par la *Retch* du 27 octobre, n'apportent rien de nouveau : le premier répète que c'est Pétrounkévitch qui a « conseillé de préférer Dournovo à Stolypine », le second le nie.

Que ressort-il de tout cela ?

M. Pétrounkévitch a déclaré que les quelques membres du bureau qui se trouvaient à Pétersbourg *n'étaient pas mandatés pour engager des pourparlers*, mais il confirme à son corps défendant *le fait* des pourparlers ! « A l'assemblée qui se tenait chez Pétrajitski, écrit-il lui-même dans la

Retch du 27.X., nous avons discuté de la candidature du prince Troubétskoï. »

Autrement dit, *il y a eu des pourparlers*. Si « le parti », comme l'écrit ce même M. Pétrounkévitch, « n'a pas autorisé » Troubétskoï, cela *signifie* que les pourparlers *avaient été engagés au nom du parti* !

M. Pétrounkévitch se contredit lui-même avec une remarquable virtuosité. Il n'y a pas eu de pourparlers, mais... il y a eu une « assemblée qui a discuté de la candidature ». Il n'y a pas eu de réunion du bureau du parti, mais ... il y a eu ... une décision du parti. Des faux-fuyants aussi lamentables sont typiques des gens qui cherchent vainement à *se cacher*. Est-il rien de plus simple, en réalité, que de nommer *tous* ceux qui ont participé à l'assemblée, que de donner la décision exacte du « bureau », ou du parti, ou des personnages dirigeants, que d'exposer le programme prétendument clair et précis que les cadets exigeaient (prétendument) du ministère Witte ? Le malheur de nos libéraux, c'est qu'ils ne *peuvent pas* dire la vérité, qu'ils *la craignent*, qu'elle *les perd*.

Et l'on voit apparaître ces petits subterfuges, échappatoires et rectifications mesquines qui rendent plus difficile à comprendre (au moins pour le lecteur peu attentif) la grande importance de la question historique des rapports entre les libéraux et le gouvernement en octobre 1905.

Pourquoi la vérité perd-elle les cadets ? Parce que le fait des pourparlers, la situation et les conditions dans lesquels ils se sont déroulés, détruisent la fable de l'« esprit démocratique » des cadets et démontrent que leur libéralisme est contre-révolutionnaire.

D'une manière générale, un parti réellement démocratique pouvait-il engager des pourparlers avec un homme comme Witte et dans une période comme celle d'octobre 1905 ? Non, il ne le pouvait pas. Pour que de tels pourparlers eussent lieu, il fallait inévitablement un certain terrain d'entente, qui était précisément celui des aspirations, de l'esprit, des penchants contre-révolutionnaires *. Il n'y

* On trouvera une belle illustration de *ce* terrain d'entente, fondée sur un article de M. Milioukov *lui-même* (« Une année de lutte »), dans l'article de I.K. : Extraits de l'histoire du libéralisme

avait pas d'autre objet de pourparlers avec Witte que l'arrêt du mouvement démocratique de masse.

Poursuivons. Si même l'on admet un instant que les cadets *avaient* des buts démocratiques lorsqu'ils ont engagé les pourparlers, est-ce qu'un parti démocratique pouvait ne pas en parler au peuple lorsqu'ils furent rompus ? En aucune façon. C'est là qu'apparaît la différence entre le libéralisme contre-révolutionnaire et un démocratisme qui ne mérite pas pareil qualificatif. Le libéral *veut* étendre la liberté, mais de *telle sorte* que la démocratie ne s'en trouve pas renforcée, que les pourparlers et le rapprochement avec le vieux pouvoir se poursuivent, prennent consistance, s'affirment ; aussi, après la rupture des pourparlers, le libéral *ne peut pas* en parler publiquement, car alors il en rend plus difficile la reprise, il « se fait l'ôtage » de la démocratie, il rompt avec le pouvoir, or le libéral est précisément dans l'incapacité d'effectuer pareille rupture. Le démocrate, au contraire, s'il arrivait qu'il engageât des pourparlers avec Witte et qu'il en vît la vanité, les publierait aussitôt, couvrant ainsi de honte les Witte et leurs acolytes, démasquant leur jeu et imprimant un nouvel élan à la démocratie.

Considérez également la question du programme du cabinet et de sa composition. Tous ceux qui ont participé à l'affaire parlent du second point et en parlent exactement, clairement : tel portefeuille a été proposé à un tel. Mais sur *le premier point*, sur le programme, *pas un mot* qui soit clair et précis ! Troubétskoï et Pétrounkévitch se souviennent très bien des prétendants aux portefeuilles et le disent. Mais *aucun d'eux ne dit* quel était le « programme » ! ! Est-ce un hasard ? Evidemment pas. C'est le résultat (et la preuve incontestable) de ce que, pour messieurs les libéraux, les « programmes » étaient bien la cinquième roue du char, une enseigne vide, de la « littérature » (en fait, Witte ne pouvait avoir d'autre programme

---

russe » publié dans le recueil *Zarnitsy*, St-P., 1907. « La retraite du comte Witte, c'est l'évanouissement de la dernière chance de parvenir à une entente », écrivait M. Milioukov le 18 avril 1906, reconnaissant ainsi de manière tout à fait nette et précise qu'il y a eu tentative d'*entente*, qu'il y a eu des *chances*, et qu'il était raisonnable de *reprendre* les tentatives d'entente.

que le renforcement du pouvoir et l'affaiblissement de la démocratie, et, quelles que fussent ses promesses, ses assurances et ses déclarations, il n'aurait *mené* que cette politique-là), tandis que la répartition des portefeuilles était pour eux une affaire « vivante ». C'est la seule raison pour laquelle Witte a pu, par exemple, oublier *complètement* le programme (d'après lui, on était même parvenu à un entier accord de principe !), mais quant à savoir lequel était le meilleur (ou le pire) de Dournovo ou de Stolypine, de ce débat-là, tous se souviennent, tous parlent, se référant aux discours ou aux arguments de telle ou telle personne.

La vérité finit toujours par percer. La vérité historique apparaît avec une netteté suffisante, même à travers les récits intentionnellement enjolivés de trois ou quatre personnages.

Toute la bourgeoisie libérale de Russie, de Goutchkov à Milioukov — qui est, sans aucun doute, politiquement responsable en ce qui concerne Troubétskoï — a *abandonné* la démocratie dès le lendemain du 17 octobre pour se tourner vers Witte. Et ce n'est pas un hasard, une trahison de quelques personnes, c'est le passage d'une *classe* à une position contre-révolutionnaire conforme à ses intérêts. C'est seulement une fois établis sur cette position que les cadets ont pu engager des pourparlers avec Witte par l'intermédiaire de Troubétskoï en 1905, avec Trépov par l'intermédiaire de Mouromtsev en 1906, etc. Si l'on n'a pas compris ce qui différencie le libéralisme contre-révolutionnaire de la démocratie, on ne peut rien comprendre ni à l'histoire de cette dernière, ni à ses tâches.

« Prosvéchtchénié » n° 1, décembre 1911.
Signé : P.

Conforme au texte de la revue

TROIS INTERPELLATIONS

Les comptes rendus sténographiques des débats de la Douma d'Etat — même ceux de la IIIe Douma — offrent une documentation politique remarquable par son intérêt et ses enseignements. Il n'est pas exagéré de dire que le supplément au journal-sandwich *Rossia* est plus précieux que tous les journaux libéraux réunis. Car ceux-ci enjolivent l'attitude des libéraux, ils arrondissent les angles des prises de position de la « droite » d'une part et des représentants des masses réelles de la population, de l'autre, posent les questions, ils ne cessent de fausser l'appréciation de la *nature profonde* de notre « politique intérieure ». Or c'est justement dans la *manière* de poser les questions, c'est justement dans l'appréciation de la *nature profonde* des choses que se situe le centre de gravité de toutes les tâches sociales, économiques et politiques actuelles.

Essayons de voir dans quelle mesure ce que nous venons de dire trouve une illustration dans les débats sur les trois interpellations : au sujet de l'Okhrana, au sujet de la famine et au sujet de la situation « provisoire » de 1881 [169].

Le président octobriste a ouvert la première séance de l'actuelle session de la Douma par un discours consacré à Stolypine. L'intérêt en était que, d'après les paroles du chef des octobristes, « le souci inlassable (de Stolypine) était de faire progresser régulièrement, avec précaution, avec circonspection, certes, la vie politique et sociale de la Russie ». Remarquable, n'est-il pas vrai ? Stolypine en « progressiste » ! Pourquoi, dans le cadre du système d'administration et d'organisation de l'Etat en vigueur, tant que sub-

siste la classe dont Stolypine a fait la politique, ne peut-il y avoir *d'autre* « progrès » que celui auquel nous assistons, que nous avons sous les yeux et qui ne satisfait même pas les octobristes ? Cette question est probablement venue à l'esprit de plus d'un démocrate à la lecture du discours de Rodzianko. Malheureusement, aucun des députés à la Douma qui ont assisté à ce discours * et qui se considèrent comme des démocrates n'a voulu s'y arrêter pour tirer au clair les racines *de classe* de la forme stolypinienne du « progrès ».

Pourtant les débats sur l'Okhrana fournissaient pour cela un bon prétexte.

Stolypine « a fait confiance à l'honorable A. Goutchkov, a tonné Markov II, et à ses non moins honorables amis du centre de la Douma. Sa bonne foi a été punie de mort. L'apaisement que nous avons vécu, c'est celui de la tombe. Il n'y en a pas d'autre (voix à gauche : exact). La montée de la révolution est un fait... Il n'y a pas d'apaisement, la révolution s'avance. Il faut la combattre, la combattre corps à corps, front contre front (rire à gauche), il faut pendre ces vauriens, ces forcenés, ces canailles. Voici ce que j'ai à dire contre l'urgence de cette interpellation ».

C'est ainsi que le représentant des propriétaires fonciers pose le problème.

Après Markov II, c'est Roditchev qui prit la parole — sur l'interpellation proprement dite cette fois. Sa rhétorique fut, comme toujours, raffinée. Mais la manière dont cet éloquent libéral a posé le problème est d'une incroyable indigence. Des phrases libérales, des phrases et rien de plus. « Quand le comité central (des octobristes), s'est-il exclamé, accuse l'opposition de vouloir l'assassinat de ses adversaires

* Nous savons, par le discours de Markov II, que les députés ouvriers étaient absents. « Vous, a-t-il dit, s'adressant à eux, vous avez exprimé votre attitude sans équivoque... vos bancs sont vides... Vous êtes sortis... Si votre départ ne force pas mon respect, du moins, je le comprends. » Il arrive très souvent à Markov II de se conduire comme un véritable voyou à la Douma. Mais les paroles que nous citons, tout comme de très nombreuses déclarations de ses collègues, posent de la façon la plus directe le problème du point de vue d'une classe précise. Et bien souvent, cette franchise est cent fois plus utile au développement de la conscience politique des masses que les phrases éculées des libéraux qui se prétendent « au-dessus des classes ».

politiques, c'est un mensonge éhonté. Mais je suis même prêt à vous le pardonner si vous jurez de mettre un terme à l'existence de ce serpent qui s'est emparé du pouvoir russe, de mettre un terme à l'existence de l'espionnocratie » (cf. le compte rendu sténographique de *Rossia*, p. 23, et une nouvelle fois p. 24, également avec un « serment »).

La belle envolée que voilà ! Roditchev est prêt à pardonner aux octobristes s'ils « jurent » d'en finir ! Assez menti, monsieur le bavard : ce n'est pas seulement les octobristes, c'est *vous* aussi, les cadets, quels que soient vos « serments », qui ne pouvez *mettre un terme* à aucun mal sérieux. En parlant de « serments » à propos d'une question aussi sérieuse, vous *obscurcissez* la conscience politique des masses au lieu de l'éclairer, vous *encombrez* les têtes d'un fracas de paroles au lieu d'expliquer calmement, simplement, au lieu d'exposer clairement *pourquoi* ce « serpent » s'est emparé du pouvoir, pourquoi il a pu, pourquoi il devait s'en emparer.

M. Roditchev ne l'a pas expliqué, il a eu peur de considérer simplement et sans détours la racine et le fond du problème, aussi n'est-ce nullement par sa manière de poser le problème, ni sur le plan des principes, qu'il se distingue des octobristes, mais par la seule ampleur de son éloquence. Si l'on regarde son discours avec un tout petit peu plus d'attention, si l'on y réfléchit un tantinet, on s'aperçoit qu'en définitive, il se place au point de vue des octobristes : c'est pour *cette seule* raison qu'il peut leur promettre son « pardon » s'ils « jurent ». Toutes ces promesses, tous ces serments sont une seule et même comédie jouée par les libéraux, qui ont peur d'une démocratie quelque peu conséquente. C'est pour cela que nous voyons Roditchev poser le problème de cette manière lorsqu'il parle de « proportion », lorsqu'il défend Lopoukhine, etc. Sur le fond, *il n'y a pas* de différence entre les positions des octobristes et celles des libéraux.

A l'opposé, réfléchissez au discours de Pokrovski II. Il commence par indiquer que son interpellation et celle de ses collègues « est tout à fait différente quant au fond » de celle des octobristes. Et bien que certains passages n'en soient pas très heureux, cette différence *de fond* a été indiquée justement. « Ce qui nous inquiète, a déclaré

Pokrovski ce n'est pas que l'Okhrana soit funeste au gouvernement, comme vous le craignez ; ce qui nous inquiète, c'est que l'Okhrana, soigneusement cultivée par le gouvernement avec votre concours, est funeste au pays »...

Et il s'efforce *d'expliquer* — non de déclamer, mais d'expliquer — pourquoi le pouvoir a besoin de l'Okhrana, quelles sont les racines de classe de cette institution (racines de classe que n'effleurent ni les « serments » ni les « pardons »). « Le gouvernement, a-t-il dit, est devenu entièrement étranger à la société, il n'a plus en elle le moindre appui, car il est devenu l'ennemi de la démocratie, il ne compte plus que de maigres restes de la classe noble à l'agonie, aussi *devait-il* (souligné par nous) se retrancher, se séparer, s'isoler de la société : et il a créé l'Okhrana... Et au fur et à mesure que grandit le vaste mouvement social, au fur et à mesure que de larges couches de la démocratie sont gagnées par ce mouvement, l'Okhrana grandit en importance et en influence. »

Apparemment, Pokrovski II a lui-même senti que le mot « société » n'était pas exact ici, aussi l'a-t-il remplacé par le mot *juste* de démocratie. En tout cas il a fait — et c'est son immense mérite — une tentative pour *expliquer* la nature de l'Okhrana, pour mettre à jour ses racines de classe et le lien qui l'unit à *toute* l'organisation de l'Etat.

Même si l'on fait abstraction de l'éloquence verbeuse et insipide de Roditchev, n'est-il pas évident que la manière dont Pokrovski II et Guéguétchkori posent le problème diffère, comme le jour de la nuit, de la manière dont le posent les Roditchev ? Mais l'essentiel dans la manière dont les députés ouvriers ont posé le problème est qu'ils ont résolument mis en avant le démocratisme, et le démocratisme seul. Montrer la profonde différence qui sépare le démocratisme véritable et le libéralisme des cadets (le libéralisme de la « société ») qui veut s'affubler du nom de démocratie, est une des tâches les plus importantes à la III^e^ Douma en général, notamment après la période de 1906-1911, et en particulier avant les élections à la IV^e^ Douma.

Passons à la seconde interpellation, celle sur la famine. Le premier à prendre la parole a été M. Dzioubinski,

et il l'a fait déplorablement. Ce n'est pas qu'il manquait de faits vrais : il avait rassemblé des faits incontestablement vrais et les a exposés simplement, clairement, avec l'accent de la vérité. Ce n'est pas qu'il manquait de compassion envers les victimes de la famine : il ne fait pas de doute qu'il en a. Ce n'est pas qu'il ait oublié de critiquer le gouvernement : il n'a cessé de le faire. Mais il n'a pas parlé comme un démocrate, il a parlé comme un fonctionnaire libéral, et c'est là le vice radical de tout son discours, le vice radical de la position de tous les « intellectuels » du groupe du travail, qui ressort encore plus nettement, par exemple, des procès-verbaux de la première et de la deuxième Douma. La seule différence entre Dzioubinski et les cadets, c'est qu'on ne trouve pas chez lui ces relents de contre-révolution que toute personne attentive ne manquera jamais de remarquer chez ceux-ci ; mais par la manière dont il a posé le problème, Dzioubinski n'est pas allé plus loin que le fonctionnaire libéral. C'est pourquoi son discours est aussi incroyablement faible, aussi mortellement ennuyeux, aussi indigent, surtout si on le compare à celui de son collègue de parti, le paysan Pétrov III que l'on sent (comme presque tous les *paysans* troudoviks de la première aussi bien que de la deuxième Douma) authentiquement pétri de démocratie, démocrate jusqu'au fond des entrailles.

Voyez comment M. Dzioubinski commence. Pour parler de la famine, ce qu'il met en vedette, c'est... que croyez-vous donc ?... le statut du ravitaillement de la « réglementation provisoire du 12 juin 1900 » ! ! On sent immédiatement que cet homme, cet homme politique, a tiré ses impressions les plus vivaces sur la famine non de son expérience personnelle, non de l'observation de la vie des masses, non d'une claire représentation de cette vie, mais d'un manuel de droit policier ; et il a bien sûr choisi le manuel le plus récent et le meilleur, du professeur le plus libéral, aussi totalement libéral qu'on puisse imaginer.

M. Dzioubinski critique la réglementation du 12 juin 1900. Voyez plutôt *comment* il la critique : « c'est pour ainsi dire dès sa promulgation que la réglementation du 12 juin 1900 a été reconnue comme insuffisante, tant par le gouvernement que par la société »... Reconnue insuffisante

par le gouvernement : autrement dit la tâche de la démocratie est de corriger la réglementation du 12 juin 1900 de manière à ce que le gouvernement lui-même puisse la « reconnaître comme satisfaisante » ! Et l'on se transporte mentalement dans une quelconque administration de la province russe. Cela sent le renfermé et la paperasse rance. Il y a là le gouverneur, le procureur, le colonel de gendarmerie, duquel on ne saurait se passer, deux libéraux du zemstvo. Et l'un de ces derniers est en train de démontrer qu'il faut solliciter la révision de la réglementation du 12 juin 1900, étant donné que « le gouvernement lui-même la considère comme insuffisante »... De grâce, M. Dzioubinski ! Qu'avons-nous besoin de la Douma, nous les démocrates, si c'est pour *y transporter* le langage, les manières, le mode de pensée « politique » et la manière de poser les problèmes qui étaient excusables (s'ils l'étaient) il y a trente ans dans une administration de province, dans un de ces douillets « nids » petits-bourgeois que sont le cabinet d'un ingénieur, d'un avocat, d'un professeur, d'un membre du zemstvo professant des opinions libérales ? Nous n'avons nul besoin de la Douma pour cela !

Le proverbe dit : « dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es ». Lorsqu'on lit les comptes rendus sténographiques des débats à la Douma, on a envie de le paraphraser ainsi, à l'adresse de certains députés : « montre-moi *à qui* tu t'adresses, quand tu montes à la tribune de la Douma, je te dirai qui tu es ».

M. Roditchev, par exemple, comme tous les cadets, s'adresse toujours au gouvernement et aux octobristes.Comme tous les cadets, il les invite à « jurer », et à cette condition, il accepte de les « pardonner ». En fait, cette phrase géniale de Roditchev (il a lâché par mégarde une vérité !) traduit admirablement tout l'esprit de la position politique des cadets en général, dans *toutes* les Doumas, dans toutes les interventions les plus importantes du parti cadet, tant au Parlement que dans la presse ou dans l'antichambre du ministre. « Je suis prêt à vous pardonner ce mensonge si vous jurez de mettre un terme à l'existence de ce serpent qui s'est emparé du pouvoir russe » : il faut graver ces paroles sur le monument qu'il est temps déjà d'ériger à M. Roditchev.

Mais M. Dzioubinski n'est pas un cadet. Il n'appartient pas au nombre de ces analphabètes politiques qui tiennent les cadets pour un parti démocratique. Il se qualifie de troudovik, de populiste. Or il manque tellement de sens démocratique, qu'à la tribune de la Douma, il continue de parler aux fonctionnaires. Il en manque tellement qu'il s'adresse non pas aux millions de paysans qui souffrent de la famine — or, en Russie, c'est précisément depuis la Douma qu'on peut le faire, et presque uniquement de là pour le moment — mais aux quelques centaines de fonctionnaires qui connaissent la réglementation du 12 juin 1900.

« La réglementation du 12 juin, dit M. Dzioubinski, avait un sens purement politique ; elle visait à écarter les organisations sociales des zemstvos et à remettre entièrement l'aide à la population en matière de ravitaillement entre les mains du gouvernement. »

« La réglementation du 12 juin avait un sens purement politique »... Quel est ce langage ? Quels relents poussiéreux en émanent ! Il y a vingt-cinq ou trente ans, dans les années quatre-vingts du siècle dernier, de sinistre mémoire, les *Rousskié Viédomosti* tenaient exactement ce langage pour critiquer le gouvernement du point de vue des zemstvos. Réveillez-vous, M. Dzioubinski ! Vous avez dormi toute la première décennie du XX^{e} siècle. Durant votre sommeil, la vieille Russie est morte, une nouvelle Russie est née. *On ne peut plus* lui tenir ce langage, on ne peut plus reprocher au gouvernement le sens « purement politique » de sa réglementation. Ce sont là des propos bien plus réactionnaires, en dépit de leurs bonnes intentions, de leur correction, de leur indulgente pondération, que ceux des réactionnaires de la III^{e} Douma. Ce sont les propos de gens — ou de fonctionnaires de province à qui toute politique fait peur — qui voient dans la « politique » une sorte d'apparition maléfique et rêvent d'une campagne de ravitaillement « sans politique ». On ne peut parler à la Russie actuelle qu'en invoquant contre une politique une autre politique, contre la politique d'une classe, celle d'une autre ou d'autres classes, contre un agencement politique, un autre : c'est l'a b c non de la seule démocratie, mais même du libéralisme le plus étroit, si l'on prend ces termes politiques dans leur sens sérieux.

Tout le discours de Dzioubinski est pénétré du même esprit que le début. Il parle des circulaires sur la levée des redevances, du nœud coulant des impôts, des tarifs de faveur pour les faucheurs et les délégués de village, de l'arrivage des graines une fois les semailles finies, des prêts gagés sur les vaches, le gouvernement ayant davantage besoin que l'on nourrisse le bétail que les hommes, il signale que les paysans préfèrent emprunter 75 000 roubles à 12% dans une banque privée, plutôt que d'entreprendre les *innombrables démarches* pour obtenir de l'Etat un prêt de 70 000 roubles sans intérêt, il cite en conclusion des lettres riches d'enseignements reçues des provinces touchées, et qui décrivent les effrayantes proportions du fléau. Mais dans ce discours si bien intentionné, il n'y a pas la moindre étincelle de sentiment démocratique, il n'y a pas la moindre compréhension des devoirs de la « *politique* » démocratique. Il ressort sans aucun doute de ce discours — et c'est ce que voulait démontrer le bien intentionné M. Dzioubinski — que notre régime est pourri, mais il est regrettable que l'orateur n'ait même pas remarqué la morale pourrie de fonctionnaire libéral pourri qui « découle » aussi de son discours.

Après l'intervention de l'orateur qui succéda à Dzioubinski, c'est le comte Tolstoï, député de la province d'Oufa, qui prit la parole ; il est très éloigné des troudoviks, mais son discours copia en tous points celui de Dzioubinski : « au nom de certaines considérations politiques dont il s'inspire, le gouvernement écarte systématiquement le zemstvo de la question du ravitaillement, et l'énorme masse du simple peuple en souffre... » Les discours de Dzioubinski et du comte Tolstoï auraient pu être prononcés il y a vingt ans, il y a cinquante ans. On y voit encore survivre la vieille Russie, heureusement défunte, dans laquelle il n'y avait pas de classes ayant pris conscience ou commençant à prendre conscience de la différence de « politique » des divers éléments de la population, de classes ayant appris ou apprenant à lutter ouvertement et immédiatement pour leurs intérêts opposés, la Russie du « simple peuple » en bas, du membre libéral du zemstvo et du fonctionnaire, la plupart du temps non libéral, en haut. Et le « simple peuple », de même que le membre libéral du

zemstvo, craignait alors plus que le feu les « considérations politiques ».

Tournez une ou deux pages du compte rendu sténographique. Vous vous trouvez alors devant des discours qui ne pouvaient être prononcés en Russie ni il y a cinquante ans, ni il y a vingt ans, ni même il y a sept ans, si on les prend dans leur complémentarité. C'est le duel de Markov II et de Pétrov III : les numéros [170] qu'ils portent semblent justement indiquer que nous avons affaire à des représentants stéréotypés de leurs classes respectives, à des gens comme il y en a tant. Markov II attaque à l'ancienne manière, Pétrov III se défend et passe à l'offensive d'une manière qui *n'est pas* l'ancienne.

Markov II : ...« ces attaques sans fondement, qui ne sont nullement provoquées par la situation réelle des choses, s'expliquent évidemment... parce que, quoi que fasse le gouvernement russe, il faut pousser notre peuple à la révolte »... « dans les provinces de l'Ouest... les gens travaillent la terre et font ce que ceux de chez vous, sur la Volga, ne veulent pas faire » (à qui s'adresse l'orateur en disant « chez vous, sur la Volga » ? Ce n'est pas très clair étant donné que seul le troudovik Kropotov, de la province de Viatka, avait parlé avant lui; il semble donc que ce « chez vous, sur la Volga » concerne *non* les députés à la Douma, *non* ce qui se passe ou s'est passé à la Douma, mais autre chose), « car sur la Volga, il y a un peu trop de fainéants, il faut s'en souvenir... Nous savons que parmi ceux qui souffrent de la famine chez vous, il y en a beaucoup qu'il faut réellement faire jeûner un peu, pour qu'ils travaillent au lieu de rester sans rien faire ».

Pétrov III, bien qu'il ne soit pas de la Volga, mais de la province de Perm, répond : « Je me permets d'insister, Messieurs, si Markov II n'est pas un fainéant, il doit se souvenir des années 1905 et 1906, après lesquelles l'Etat attribua des millions d'indemnisations à messieurs les propriétaires fonciers. Qu'est-ce que cela signifie ? Que vous devez commencer par vous souvenir de cela, et que vous n'aviez pas le droit de défier les paysans. »

Markov II (de sa place) : « Doucement, mon cher. »

Comme ces « II » et ces « III » se conduisent grossièrement, n'est-ce pas ?

Quel laisser-aller, en comparaison du langage mesuré, digne, de haute volée dont les Dzioubinski se servaient pour expliquer aux maréchaux de la noblesse que la réglementation du ravitaillement de 1850... — pardon, de 1900 — était insatisfaisante ! Comme si, sortant du respectable cabinet d'un respectable « homme politique » nous débouchions sur une place publique, dans une rue, dans la bousculade, la cohue. Quelle inconvenance, quelle agitation ! Mais nous allons voir à l'instant comment l'« ordre » fut rétabli — pas par le président, non, qu'est-ce que vous allez croire là ! — par un respectable homme politique : par M. Chingarev, membre du parti constitutionnel-démocrate. Terminons-en d'abord, voulez-vous, avec ce tableau de mœurs contemporain.

Pétrov III : ... « Certains disent que si vous libérez des crédits pour le ravitaillement, les bénéficiaires vont les porter au cabaret. Messieurs, c'est inexact. De qui dépend-il qu'il n'en soit pas ainsi ? En ce moment, la population de nombreuses provinces demande que l'on ferme les cabarets, et on ne le fait pas. Oui, la population en boit peut-être une certaine partie. Mais Markov II et autres devraient faire leur examen de conscience : pour combien buvez-vous, Messieurs de la noblesse ? Si l'on faisait la moyenne, on verrait peut-être que vous buvez pour bien plus d'argent que les paysans... Tant que cette terre, qui doit appartenir aux paysans, sera entre les mains de ces Markov, Pourichkévitch et compagnie, naturellement, les famines ne cesseront de se reproduire. Et ces messieurs prétendront que les famines viennent de ce que les paysans sont des fainéants.

Markov II (de sa place) : Les nôtres ne souffrent pas de la famine.

Pétrov III. Je pense, Messieurs, que l'essentiel pour supprimer toutes les famines, c'est justement de prendre la terre à ceux qui ne la travaillent pas, à ces messieurs « qui ne sont pas des fainéants », pour la donner à ceux qui la travaillent, et tant que vous ne la leur donnerez pas — et vous ne le ferez pas, je le sais — la population paysanne connaîtra la famine. Il va de soi que la guerre qui a eu lieu en 1905 est inévitable, et c'est vous qui y menez, parce que l'homme qui a faim est pareil à une bête

sauvage, et à cet égard, c'est vous qui poussez la population à faire la révolution et à prendre par la force ce qui lui appartient de droit. »

Si Mouromtsev avait été président de la III[e] Douma, il aurait probablement interrompu l'orateur : à la première Douma, il interrompait des discours aussi déplacés. En son absence, c'est l'orateur suivant, Chingarev, qui a rétabli l'« ordre ». Il a fait ouvertement honte à Markov II de son « langage d'histrion », et il a donné à Pétrov III une leçon sur *la manière* de polémiser avec Markov et ses émules. Vichnevski, camarade de fraction de Markov, a, selon M. Chingarev, « parlé sincèrement » en faveur de l'adoption de l'interpellation. Lui, Chingarev, « espère que le gouvernement sera plus intelligent que le discours du député Markov... le devoir d'un représentant du peuple russe est de dire à de tels messieurs : vous devriez avoir honte ».

Roditchev et Chingarev ont définitivement fait honte à Markov, et Chingarev, par sa polémique modèle avec ce dernier, a complètement anéanti le « III ».

La dernière des interpellations auxquelles nous consacrons ces notes porte sur la réglementation « provisoire » du 14 août 1881, c'est-à-dire sur le fameux Règlement sur l'Okhrana, invariablement reconduite depuis trente ans et qui est la Constitution russe de fait. Les principaux discours sur ce sujet ont été prononcés par Teslenko et Milioukov et les débats se sont terminés sur l'« exclusion de Jellinek », c'est-à-dire que Teslenko a été suspendu pour une durée de 15 séances à cause d'une citation de Jellinek [171], *bien qu*'il ait déclaré que ses propos « étaient dépourvus du sens que voulaient apparemment leur donner ceux qui ont l'intention de voter » sa suspension.

Sans nous arrêter davantage sur la valeur de cet épisode significatif, nous noterons simplement que même sur cette question, politiquement si simple et si claire, du Règlement du 14 août 1881, le leader du parti cadet, M. Milioukov a su montrer dans tout leur « éclat » l'étroitesse et la fausseté propres aux cadets dans leur manière de poser le problème. « Messieurs, s'est exclamé Milioukov, il n'y a pas de question plus brûlante que celle que nous avons

posée, car c'est là la contradiction essentielle, fondamentale de la vie russe (peut-on qualifier une contradiction entre le papier et la vie russe de contradiction de la vie russe ?), celle qui oppose la forme actuelle du régime et les méthodes d'administration de l'Etat... »

Ce n'est pas vrai, M. Milioukov. Le règlement du 14 août 1881, précisément parce que c'est son trentième anniversaire, précisément parce qu'il est d'une « nature juridique » « originale », prouve qu'entre la « forme actuelle du régime » et les méthodes de direction, il existe une concordance *totale* et nullement une « contradiction ». *Par le fait même* qu'il voit là une contradiction, qu'il essaie de creuser un abîme entre le « régime » et la « direction », M. Milioukov coupe de la lutte démocratique la critique qu'il fait du mal et l'abaisse au niveau des vœux pieux libéraux. Ayant ainsi créé un abîme fictif, en paroles, entre des choses qui dans la vie sont *indissolublement* liées, il peut ensuite, grâce à cela, soutenir les fictions juridiques et officielles, qui permettent *plus facilement* de justifier le mal et en obscurcissent les racines véritables. Et c'est précisément ainsi que Milioukov se place *sur le terrain de l'octobrisme*, qui lui non plus ne nie pas le mal, mais s'efforce d'écarter les contradictions *formelles* sans supprimer la toute-puissance *réelle* de la bureaucratie du bas en haut et du haut en bas de l'échelle.

En véritable cadet, non seulement Milioukov ne remarque pas que, pour un « démocrate », il s'est entièrement fourvoyé, qu'il raisonne à la mode octobriste, mais il est même *fier* de poser le problème « en homme d'Etat ». Voici ce que nous lisons aussitôt après les paroles que nous venons de citer :

...« Cette contradiction, Messieurs, est si évidente que même des gens de votre milieu (bien entendu, M. Milioukov ne converse qu'avec le « parti dirigeant de la III[e] Douma », avec les octobristes) l'ont indiquée assez fréquemment, mais ils sont rarement allés jusqu'au fond, jusqu'à la racine, jusqu'à la cause première dont nous parlons aujourd'hui. A quoi réduisiez-vous d'ordinaire cette contradiction entre le régime et l'administration ? Vous invoquiez le fait qu'on ne peut faire disparaître d'un seul coup les mœurs administratives »... (ce qui est juste, si... si l'on

ne supprime pas toute l'« administration », ce que les cadets ne sont pas eux non plus disposés à faire)... « vous invoquiez le fait que l'administration locale ne se conforme pas aux directives centrales, aux directives venant du centre, et le maximum que vous vous soyiez résolus à faire a été d'accuser le centre de ne pas donner des directives appropriées. Vous avez toujours posé cette question comme une question de fait ; nous la posons, nous, comme une question de droit ».

Vous vous contredisez magnifiquement, M. Milioukov ! Les octobristes *ont raison*, entièrement et pleinement raison lorsqu'ils allèguent le lien étroit, indissoluble, si étroit et si indissoluble, qui unit le centre et l'administration locale. Il faut donc en tirer une conclusion démocratique, car, après tout ce que la Russie sait de Tolmatchev, Doumbadzé, Rheinbot, Héliodore, des assassins de Herzenstein, etc., il serait ridicule de nier ce lien. Et vous en faites une « question de droit » naïve dans son ambiguïté. Qui va définir les dimensions de ce droit ? Comment parviendrez-vous à un « accord » sur ce point ? Qu'est-ce que le droit politique, sinon la formulation, la fixation des rapports de force ? Vous avez copié vos définitions du droit dans les manuels occidentaux qui, eux, ont *consigné* le résultat de toute une période de longues batailles en Occident, le résultat des rapports de forces qui se sont établis (avant que ne prennent naissance les mouvements radicalement différents de la classe ouvrière) entre les différents éléments de la bourgeoisie occidentale, de la paysannerie occidentale, des propriétaires fonciers féodaux occidentaux, le pouvoir, etc. En Russie, cette période ne fait que commencer, et la question s'y *pose* (telle est la situation historique actuelle) précisément comme une question de « fait » ; or vous, vous reculez devant cette manière nette et claire de la poser, vous vous cachez la tête sous l'aile, vous vous coiffez du chapeau magique d'une fiction de « droit ». Vous vous placez au point de vue du fonctionnaire libéral, et non au point de vue du démocrate.

« Prosvéchtchénié » n° 1,
décembre 1911.
Signé : *Le Pétersbourgeois*

Conforme au texte de la revue

LA FAMINE ET LA DOUMA NOIRE

Il n'y a pas si longtemps, sous l'impression produite par la récolte de l'an dernier, les plumitifs à gages clamaient fièrement les heureuses conséquences de la « nouvelle orientation agraire », et à leur suite, quelques naïfs chantaient bien haut le tournant intervenu dans notre agriculture et l'essor qu'elle avait pris dans toute la Russie.

Maintenant, la famine et la perte de la récolte, qui coïncident justement avec le cinquième anniversaire de l'oukaz du 9 novembre 1906, et qui ont frappé près de la moitié de la Russie, ont montré de la manière la plus évidente et la plus irréfutable le mensonge notoire ou la puérile incompréhension que recouvraient les espoirs mis dans la politique agraire de Stolypine.

D'après les chiffres du gouvernement eux-mêmes, dont les précédentes famines ont prouvé l'exactitude et la « modestie », vingt provinces n'ont pas eu de récolte, vingt millions de personnes « peuvent prétendre à une aide en matière de ravitaillement », autrement dit, enflent de faim et voient leur exploitation ruinée.

Kokovtsov ne serait pas ministre des Finances et chef du gouvernement contre-révolutionnaire, s'il ne prodiguait pas les « encouragements » : il n'y a pas, voyez-vous, de « récolte perdue », c'est seulement une « insuffisance » ; la famine « ne provoque pas de maladies », au contraire, « elle contribue parfois » à les guérir ; les récits sur les malheurs des victimes de la famine ne sont que des inventions de journaux, les gouverneurs en témoignent avec éloquence au

contraire, « les conditions économiques des régions affectées par cette insuffisance de la récolte sont loin d'être si mauvaises » ; « l'idée d'alimenter gratuitement la population est nuisible » ; enfin, les mesures prises par le gouvernement sont « suffisantes et opportunes ».

Le chef du gouvernement constitutionnel a cependant oublié de mentionner sa géniale invention concernant la lutte contre la famine : confier aux policiers les pleins pouvoirs pour organiser l'« aide aux victimes de la famine ».

Maintenant que l'« aide privée », même venant des sociétés libérales légales a été supprimée, un policier de Saratov a pu, en sa qualité d'unique dispensateur de l'aide aux victimes de la famine, boire impunément dans les cabarets les crédits qui lui avaient été confiés.

Bien entendu, la droite féodale est enthousiasmée du « discours substantiel, et pour ainsi dire exhaustif de M. le Président du Conseil des ministres » (le député Vichnevski, séance du 9 novembre) ; bien entendu, dans leur formule de passage à l'ordre du jour, les serviles octobristes se sont hâtés d'attester à la Douma que « le gouvernement s'était préoccupé en temps opportun de prendre des mesures pour combattre les conséquences de la mauvaise récolte » ; et l'un de leurs leaders (non un simple mortel !) raisonnait d'un air pénétré sur la « libre circulation des conserves de poisson, afin d'assurer à la population une nourriture adéquate ».

Le typhus provoqué par la disette, le scorbut, les affamés disputant aux chiens le charogne, se cuisant des pains faits de cendres et de fumier, tels qu'on en a montré aux séances de la Douma d'Etat, tout cela n'existe pas pour les octobristes. Pour eux la parole du ministre fait loi.

Et les cadets ? Même sur cette question, au lieu de donner une appréciation honnête de l'attitude ignoble du gouvernement, ils n'ont rien trouvé de mieux que de tirer, par la bouche de leur orateur Kutler, « des conclusions réconfortantes du discours fourni du Président du Conseil des ministres » (séance du 9 novembre) ; et dans leur formule de passage à l'ordre du jour, ils se bornèrent à qualifier gentiment l'activité du gouvernement de « peu (!) rationnelle, insuffisante et loin d'avoir été toujours (!) opportune »...

La question des modalités et de l'organisation de l'aide en ravitaillement n'est, comme l'a justement fait observer dans son discours le camarade Biélooussov, député social-démocrate, qu'un aspect du problème. La question de base, qui se pose chaque fois que l'on parle de famine, celle de ses *causes* et des mesures à prendre pour combattre les mauvaises récoltes, n'est pas moins importante.

Pour la droite féodale, la solution est « très simple » : il faut faire travailler ces « fainéants » de moujiks encore davantage, et alors, « ils auront leur content ». L'aurochs de Koursk, Markov II, trouve « effrayant » que « le paysan travaille de 55 à 70 jours sur 365, et que les 300 autres, il ne fait rien », reste couché sur son poêle et « exige que l'Etat le nourrisse ».

Les semi-féodaux nationalistes et octobristes ont une vue plus « profonde » : étant tenus d'encenser l'autorité, ils essaient encore de persuader que « la question de la famine sera radicalement résolue quand la terre passera des mains des faibles et des ivrognes dans celles des forts et des sobres », « quand la réforme entreprise par feu P. Stolypine sera chose accomplie, quand le pari sur les forts sera gagné » (discours de Kélépovski à la séance de la Douma du 9 novembre).

Mais les plus perspicaces des récents défenseurs de l'oukaz du 9 novembre commencent déjà à sentir que l'ombre de la mort plane sur la « grande réforme ». N. Lvov, député de Saratov, qui fut et « qui est partisan de la loi du 9 novembre » a fait part à la Douma des impressions suivantes, qu'il a recueillies « au contact de la réalité » : « tout ce que vous dites ici, à la Douma d'Etat, semble terriblement loin de cette misère immédiate, palpable, que vous voyez de vos yeux ». « Il faut faire preuve d'une grande prudence, et il faut épargner cette population que certains voudraient négliger. A la suite de la loi du 9 novembre, on a vu apparaître dans certaines provinces, y compris dans celle de Saratov, beaucoup de gens nouveaux, le prix de la terre a augmenté et la situation de la population la plus pauvre est devenue très difficile... Dans la population paysanne grandissent une haine et une aversion de la pauvreté contre lesquelles il faudrait prendre des mesures... Car le pari sur

les forts ne signifie nullement qu'il faille achever les plus pauvres et les laisser mourir de misère », etc., etc.

En un mot, les impressions « recueillies au contact de la réalité » commencent à ouvrir les yeux à ce propriétaire foncier « partisan de la loi du 9 novembre ».

La famine de cette année a semé dans les esprits des paysans de droite des doutes incomparablement plus profonds sur les vertus salvatrices de la « réforme agraire » de Stolypine ; et la proposition du paysan de droite Andréitchouk voulant « que le gouvernement soumette rapidement à la Douma d'Etat un projet de loi fixant une limite à la grande propriété foncière », proposition soutenue par tous les paysans de droite et même par les prêtres de campagne, montre mieux que tout comment les paysans, fussent-ils de droite, comprennent la « lutte contre la famine ».

Cette revendication paysanne d'Andréitchouk, « venue du fond de ses entrailles », montre une fois de plus (rappelons-nous la déclaration des paysans de droite et de gauche sur le lotissement des paysans manquant de terre grâce à l'expropriation des propriétaires fonciers, rappelons-nous les interventions des paysans dans les débats sur l'oukaz du 9 novembre, etc.) combien les paysans de droite eux-mêmes ressentent profondément le besoin d'une révolution agraire et à quel point eux aussi conçoivent la lutte contre la famine *en liaison indissoluble avec la lutte « pour la terre »*.

Il est impossible de combattre réellement les famines si l'on ne met pas un terme au manque de terre dont souffrent les paysans, si l'on n'allège pas les impôts qui les écrasent, si l'on n'élève pas leur niveau culturel, si l'on ne transforme pas radicalement leur situation juridique, si l'on ne confisque pas la terre des propriétaires fonciers, *si l'on n'effectue pas une révolution.*

Et en ce sens, la mauvaise récolte de cette année est un nouveau présage de mort pour tout le régime actuel, pour toute la monarchie du 3 juin.

« Rabotchaïa Gazéta » n° 7,
22 décembre 1911
(4 janvier 1912)

Conforme au texte du journal

VI^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R. (CONFÉRENCE DE PRAGUE)[172]

5-17 (18-30) JANVIER 1912

I

PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'HABILITATION DE LA CONFÉRENCE [173]

RÉSOLUTION D'HABILITATION

Considérant

1) que la désorganisation et la débâcle, provoquées au sein de la majorité des organisations du parti par la multiplication des influences contre-révolutionnaires et par les persécutions acharnées déclenchées par le tsarisme, étant donné l'absence pendant de longues années d'un centre pratique du parti, d'un Comité central, ont mis le Parti ouvrier social-démocrate de Russie dans une position extrêmement difficile ;

2) qu'à l'heure actuelle le mouvement ouvrier se reprend et que l'on observe partout chez les ouvriers avancés une tendance accrue à rétablir les organisations illégales du parti, que dans ce domaine, la majorité des organisations locales du P.O.S.D.R. ont manifesté une très grande initiative couronnée de succès en vue de faire renaître le parti et de convoquer une conférence de tout le parti ;

3) que les tâches pratiques les plus urgentes du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire contre le tsarisme (direction de la lutte économique, de l'agitation politique et des meetings prolétariens, élections à la IV[e] Douma, etc.) rendent absolument indispensables des mesures immédiates et très énergiques pour restaurer un centre pratique du parti, dûment mandaté et étroitement lié aux organisations locales ;

4) qu'après plus de trois années d'interruption depuis la dernière conférence du P.O.S.D.R. et plus de deux années de tentatives multiples pour convoquer une conférence des représentants de toutes les organisations du parti, on est enfin parvenu à l'heure actuelle à regrouper vingt organisations russes autour de la Commission russe d'organisation qui a convoqué la présente conférence, après l'avoir annoncée depuis plusieurs mois à tous les social-démocrates et y avoir invité absolument toutes les organisations de notre parti sans exception, ceci en leur fournissant la possibilité d'y participer ;

5) qu'à la présente conférence, en dépit de son retard et de deux coups portés par la police, sont représentées, à quelques très rares exceptions près, toutes les organisations militant en Russie,

la conférence se constitue en conférence générale du P.O.S.D.R., organe suprême du parti, tenue de désigner les instances centrales compétentes.

Rédigé au plus tard le 5 (18) janvier 1918.
Publié pour la première fois le 18 janvier 1937 dans la « Pravda » n° 18

Conforme au texte du manuscrit

2

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MOMENT PRÉSENT ET LES TÂCHES DU PARTI

La conférence confirme tout d'abord la résolution « Sur le moment présent et les tâches du parti » adoptée par la conférence du parti de décembre 1908. La conférence souligne l'importance particulière de cette résolution, dont les thèses sur la signification historique et la nature de classe de tout le régime du 3 juin d'une part, et sur la montée de la crise révolutionnaire de l'autre, ont été entièrement confirmées par les événements des trois années écoulées.

De ces événements, la conférence tire notamment les constatations suivantes :

a) La politique agraire du tsarisme, à laquelle ont lié leurs intérêts contre-révolutionnaires tant les partis gouvernementaux des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie que le libéralisme contre-révolutionnaire, non seulement n'a pas abouti à la création de rapports bourgeois quelque peu solides à la campagne, mais n'a pas débarrassé la population paysanne des famines massives qui marquent une aggravation considérable de la situation de la population, et une énorme perte de forces productives.

b) Restant impuissante sur le terrain de la concurrence mondiale entre Etats capitalistes modernes et de plus en plus reléguée à l'arrière-plan en Europe, l'autocratie, alliée à la noblesse Cent-Noirs et à la bourgeoisie industrielle qui va se renforçant, tente aujourd'hui de satisfaire ses intérêts rapaces à l'aide d'une politique grossièrement « na-

tionaliste » dirigée contre les régions plus cultivées (Finlande, Pologne, région du Nord-Ouest), et d'annexions coloniales dirigées contre les peuples d'Asie qui mènent une lutte révolutionnaire pour leur liberté (Perse, Mongolie).

c) L'essor économique qui s'amorce est considérablement paralysé par le complet délabrement de la situation économique de la paysannerie, la politique budgétaire rapace de l'autocratie et la profonde décomposition de l'appareil bureaucratique, tandis que, d'autre part, la hausse incessante du coût de la vie aggrave la pauvreté dans laquelle se trouvent la classe ouvrière et les larges masses de la population.

d) Face à de tels faits, depuis cinq ans qu'existe la III^e^ Douma, les larges masses de la population se rendent de mieux en mieux compte qu'elle ne désire pas, qu'elle n'est ni capable ni en mesure de faire quoi que ce soit pour améliorer la situation des larges masses du peuple, et constatent de plus en plus le caractère antipopulaire des partis qui la dominent.

e) On observe dans les larges milieux de la démocratie, et en premier lieu dans le prolétariat, un début d'animation politique. Les grèves ouvrières de 1910-1911, la reprise des manifestations et des meetings prolétariens, du mouvement dans la démocratie bourgeoise urbaine (grèves d'étudiants), etc., sont les indices d'une prise de position toujours plus révolutionnaire des masses contre le régime du trois juin.

Partant de ces données, la conférence confirme les tâches qui se posent au parti et qui ont été indiquées en détail dans la résolution de la conférence de décembre 1908 ; elle attire particulièrement l'attention des camarades sur les points suivants :

1) comme auparavant, c'est d'abord le long travail d'éducation socialiste, d'organisation et de rassemblement des masses conscientes du prolétariat qui est à l'ordre du jour ;

2) il est indispensable de déployer des efforts accrus pour reconstituer l'organisation illégale du P.O.S.D.R., utilisant plus largement encore qu'auparavant toutes les possibilités légales, apte à diriger la lutte économique

du prolétariat et seule capable de diriger ses actions politiques de plus en plus fréquentes ;

3) il faut organiser et développer systématiquement l'agitation politique, apporter un soutien multiforme au mouvement des masses qui reprend et lui donner de l'extension en appliquant jusqu'au bout les mots d'ordre du parti.

Une place particulière doit être accordée à la propagande républicaine contre la politique de la monarchie tsariste, de façon à combattre le vaste courant de propagande qui prône l'amputation des mots d'ordre et l'adaptation à la « légalité » existante.

Rédigé dans la première quinzaine de janvier 1912.
Publié pour la première fois en 1941 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 1

Conforme au texte du manuscrit

3

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES TÂCHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES DANS LA LUTTE CONTRE LA FAMINE [174]

Considérant

1) que la famine qui frappe vingt millions de paysans en Russie montre une fois de plus dans quelle situation accablante, absolument insoutenable, impensable dans aucun pays civilisé du monde, se trouve la masse paysanne opprimée par le tsarisme et la classe des propriétaires fonciers féodaux ;

2) que la famine actuelle confirme s'il en était besoin, que la politique agraire du gouvernement a échoué et qu'il est impossible d'assurer à la Russie un développement bourgeois quelque peu normal si sa politique en général et sa politique agraire en particulier sont dirigées par la classe des propriétaires fonciers féodaux qui, sous l'aspect des partis de droite, dominent la IIIe Douma, le Conseil d'Etat et la cour de Nicolas II ;

3) que les partis Cent-Noirs (avec à leur tête MM. Markov et autres), par leurs déclarations à la Douma et en rejetant la responsabilité de la famine sur « la fainéantise des paysans », ont poussé l'impudence de la bande des propriétaires fonciers tsaristes qui pille la Russie à un point tel que les moins évolués ouvrent les yeux et que les plus indifférents s'émeuvent ;

4) que les obstacles que le gouvernement a mis à l'aide aux victimes de la famine, les tracasseries policières

à l'encontre des zemstvos, de ceux qui organisent des collectes, des comités de distribution de repas, etc., provoquent un très large mécontentement jusque dans la bourgeoisie et suscitent des protestations jusqu'au sein de la bourgeoisie octobriste, si arriérée et contre-révolutionnaire ;

5) que la bourgeoisie monarchiste libérale, tout en contribuant par sa presse à informer la société sur la famine et l'attitude du gouvernement, n'en a pas moins pris à la IIIe Douma en la personne du cadet Kutler, une position d'opposition à tel point modérée qu'elle ne saurait en aucun cas satisfaire les démocrates, pas plus qu'on ne peut accepter l'optique philanthropique dans laquelle la majorité des libéraux considère l'aide à apporter aux victimes de la famine ;

6) que l'on observe dans la classe ouvrière, tout à fait indépendamment de l'aggravation de sa situation économique, provoquée par l'accroissement du nombre des affamés et des chômeurs, une tendance spontanée à organiser des collectes et autres formes d'aide au profit des victimes de la famine, et que cette tendance, naturelle chez tout démocrate, sans même parler des socialistes, doit être soutenue par tous les social-démocrates et orientée par eux dans le sens de la lutte de classe ;

la conférence décide

a) qu'il faut faire le maximum d'efforts pour étendre la propagande et l'agitation dans les larges masses de la population et en particulier dans la paysannerie, expliquer le lien qui existe entre la famine et le tsarisme et toute sa politique, faire connaître dans les villages, à des fins d'agitation, les discours prononcés à la Douma par les social-démocrates et les troudoviks, mais aussi par les amis du tsar tels que Markov II, diffuser les revendications politiques de la social-démocratie : en premier lieu le renversement de la monarchie tsariste et la création d'une république démocratique, puis la confiscation de la terre des gros propriétaires fonciers ;

b) de soutenir la tendance des ouvriers à aider dans la mesure de leurs possibilités les victimes de la famine, en leur conseillant d'adresser leurs dons uniquement à la fraction social-démocrate de la Douma, à la presse ouvrière ou aux sociétés ouvrières culturelles, éducatives et autres,

etc., et, s'ils adhèrent aux groupes, comités ou commissions d'aide aux victimes de la famine, d'y créer des cellules spéciales de social-démocrates et de démocrates ;

c) s'efforcer de faire déboucher l'indignation provoquée chez les démocrates par la famine sur des manifestations, des meetings, des réunions et autres formes que prend à son début la lutte révolutionnaire des masses contre le tsarisme.

Rédigé au cours de la première quinzaine de janvier 1912.
Publié pour la première fois le 18 janvier 1937 dans la « Pravda » n° 18

Conforme au texte du manuscrit

4

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE LIQUIDATIONNISME ET LE GROUPE DES LIQUIDATEURS

SUR LE LIQUIDATIONNISME ET LE GROUPE DES LIQUIDATEURS

Considérant

1) que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie mène depuis près de quatre ans une lutte opiniâtre contre le courant liquidateur, défini à la conférence du parti de décembre 1908 comme

« des tentatives entreprises par une certaine fraction des intellectuels membres du parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et la remplacer par un regroupement imprécis, tendant à la légalité à tout prix, fût-ce à celui de l'abandon pur et simple du programme, de la tactique et des traditions du parti » ;

2) que le plénum du Comité central de janvier 1910, poursuivant la lutte contre ce courant, l'a reconnu à l'unanimité comme une « manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat » et a posé la rupture complète avec lui et l'élimination définitive de cette déviation bourgeoise du socialisme comme condition de la véritable unité du parti et de la fusion des anciennes fractions des bolcheviks et des mencheviks ;

3) que malgré toutes les décisions du parti et l'engagement pris au plénum de janvier 1910 par les représentants du menchevisme, une partie des mencheviks, groupée autour des revues *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* a refusé de contribuer à la reconstitution du Comité central (refus de Mikhaïl, Youri et Roman non seulement d'entrer au Co-

mité central au printemps 1910, mais même de se présenter à une seule séance pour coopter de nouveaux membres) ;

4) que c'est précisément après le plénum de 1910 que les publications citées sont passées résolument et sur toute la ligne à la liquidation, ne se contentant pas de « déprécier » (malgré la décision du plénum) « l'importance du parti illégal », mais rejetant ouvertement celui-ci, le déclarant déjà liquidé, traitant la reconstitution du parti illégal d'« utopie réactionnaire », couvrant ce dernier de moqueries et d'insultes dans des revues soumises à la censure, invitant les ouvriers à considérer ses cellules et sa hiérarchie comme « mortes », etc. ;

5) que des groupuscules locaux de liquidateurs, peu nombreux et composés essentiellement de représentants des intellectuels, ont poursuivi leur travail de destruction du parti et non seulement refusé de répondre à l'appel lancé de nouveau en 1911 à contribuer à la reconstitution du parti illégal et à la convocation de sa conférence, mais rassemblés en groupuscules totalement indépendants, ont mené ouvertement parmi les ouvriers une agitation dirigée contre le parti illégal et directement combattu sa reconstitution, et il en a été de même là où dominaient les mencheviks proparti (par exemple à Ekatérinoslav, Bakou, Kiev, etc.) ;

la conférence déclare que ce groupe, par sa conduite, s'est définitivement placé en dehors du parti.

La conférence appelle tous les membres du parti, sans distinction de courants et de nuances, à combattre le liquidationnisme, à montrer tout ce qu'il a de nuisible pour la cause de la libération de la classe ouvrière et à tendre tous leurs efforts pour reconstituer et renforcer le Parti ouvrier social-démocrate de Russie illégal.

Rédigé au cours de la première quinzaine de janvier 1912.
Publié pour la première fois en 1929-1930 dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XV

Conforme au manuscrit

5

RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE

SUR LA COMMISSION D'ORGANISATION DE RUSSIE CHARGÉE DE LA CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE

Ayant entendu et discuté le rapport du représentant de la Commission d'organisation de Russie sur l'activité déployée par cette dernière en vue de la convocation de la conférence de tout le parti,

la conférence considère qu'il est de son devoir de souligner l'immense importance du travail effectué par la Commission d'organisation de Russie pour rassembler toutes les organisations russes du parti sans distinction de fractions et pour reconstituer notre parti en tant qu'organisation de toute la Russie.

L'activité de la Commission, au sein de laquelle travaillaient côte à côte bolcheviks et mencheviks proparti de Russie mérite d'autant plus d'être saluée que la Commission a dû travailler au milieu d'incroyables difficultés policières et de multiples obstacles et entraves dus à la situation intérieure du parti.

SUR L'HABILITATION DE LA CONFÉRENCE

Considérant

1) que la désorganisation et la débâcle provoquées au sein de la majorité des organisations du parti par la multiplication des influences contre-révolutionnaires et par

les persécutions acharnées déclenchées par le tsarisme, étant donné l'absence pendant de longues années d'un centre pratique du parti, d'un Comité central, ont mis le Parti ouvrier social-démocrate de Russie dans une position extrêmement difficile pendant la période qui va de 1908 à 1911 ;

2) qu'à l'heure actuelle le mouvement ouvrier se reprend et que l'on observe partout chez les ouvriers avancés une tendance accrue à rétablir les organisations illégales du parti et à organiser un travail social-démocrate légal et illégal systématique, que dans ce domaine, la majorité des organisations locales du P.O.S.D.R. ont manifesté une très grande initiative et l'ont encore accrue en vue de faire renaître le parti et de convoquer une conférence de tout le parti ;

3) que les tâches pratiques les plus urgentes du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire contre le tsarisme (direction de la lutte économique, de l'ensemble de l'agitation politique, des meetings prolétariens, de la campagne électorale à la IVe Douma, etc.) rendent absolument indispensables des mesures immédiates et très énergiques pour restaurer un centre pratique du parti, dûment mandaté et étroitement lié aux organisations locales ;

4) qu'après plus de trois années d'interruption depuis la dernière conférence du P.O.S.D.R. et plus de deux années de tentatives pour convoquer une conférence des représentants de toutes les organisations du parti, on est enfin parvenu à l'heure actuelle à regrouper plus de vingt organisations russes (Saint-Pétersbourg, Moscou, Saratov, Kazan, Samara, Nijni, Sormovo, Rostov, Ekatérinoslav, Kiev, Nicolaïev, Lougansk, Bakou, groupe de Tiflis, groupe de Vilna, groupe de Dvinsk, Ekatérinbourg, Oufa, Tioumen, une série de localités de la région centrale, etc.) autour de la Commission d'organisation de Russie qui a convoqué la présente conférence, après l'avoir annoncée depuis plusieurs mois à tous les social-démocrates et y avoir invité absolument toutes les organisations de notre parti sans exception, ceci en leur fournissant la possibilité d'y participer ;

5) qu'à la présente conférence, en dépit d'une série d'arrestations effectuées par la police, sont représentées,

à quelques très rares exceptions près, toutes les organisations du parti militant en Russie ;

6) que des groupes de militants social-démocrates du mouvement ouvrier légal d'une série de très grandes villes de Russie (Pétersbourg, Moscou, le Caucase) ont été invités à la conférence et lui ont témoigné leur sympathie ;

la conférence se constitue en conférence de tout le P.O.S.D.R., organe suprême du parti.

SUR L'ABSENCE DE DÉLÉGUÉS DES CENTRES DES MINORITÉS NATIONALES À LA CONFÉRENCE DU PARTI

Reconnaissant comme très important le renforcement de l'unité des ouvriers social-démocrates de toutes les nationalités de Russie et considérant comme absolument indispensable d'établir l'unité avec les « nationaux » là où ils existent et de renforcer les liens des organisations nationales avec le centre responsable de toute la Russie, la conférence est néanmoins obligée de constater que :

1) L'expérience a définitivement montré qu'il était impossible d'admettre la situation créée dans le parti : les « nationaux » travaillant de façon tout à fait distincte des organisations russes, ont constitué une fédération du pire type qui soit et ont placé — souvent indépendamment de leur volonté — les plus importantes organisations russes dans une situation telle que, sans le concours des centres des minorités nationales, qui ne participent absolument pas dans la pratique au travail russe, le P.O.S.D.R. n'a pu accomplir les tâches les plus indispensables et les plus importantes du parti.

2) Au cours de l'année écoulée, l'un des centres des minorités nationales (le Bund) a ouvertement prêté main forte aux liquidateurs et essayé d'organiser une scission au sein du P.O.S.D.R., tandis que d'autres (les centres letton et polonais) abandonnaient au moment décisif la lutte contre les liquidateurs destructeurs du parti.

3) Dans la mesure où ils sont informés de la vie des organisations *russes*, les éléments proparti des organisations des minorités nationales, et en premier lieu tous les ouvriers proparti, se prononcent résolument *pour* l'unité avec les organisations social-démocrates russes illégales,

pour le soutien de la Commission d'organisation de Russie et *pour* la lutte contre la liquidation.

4) Les membres des Comités centraux des trois organisations de minorités nationales ont été invités par trois fois à la conférence du parti (par la Commission d'organisation à l'étranger, la Commission d'organisation de Russie et les délégués à la conférence) et toute possibilité d'envoyer leurs délégués leur a été assurée.

En raison de tous ces faits et considérant comme impossible de repousser à plus tard le travail du P.O.S.D.R. à cause de la mauvaise volonté mise par les centres des minorités nationales à envoyer leurs délégués à la conférence de tout le parti, celle-ci rejette toute la responsabilité de l'absence des « nationaux » sur leurs centres et charge le Comité central du P.O.S.D.R. de travailler sans relâche à la recherche de l'unité et à l'établissement de rapports normaux avec les organisations des minorités nationales membres du P.O.S.D.R.

La conférence exprime sa certitude qu'en dépit de tous les obstacles, les ouvriers social-démocrates de toutes les nationalités de Russie combattront fraternellement et au coude à coude pour la cause du prolétariat et contre tous les ennemis de la classe ouvrière.

SUR LES RAPPORTS LOCAUX

Après avoir entendu les rapports locaux, la conférence constate que :

1) partout un travail énergique est mené parmi les ouvriers social-démocrates en vue de renforcer les organisations et groupes social-démocrates locaux illégaux ;

2) partout il a été reconnu comme nécessaire de combiner le travail légal et illégal, partout les social-démocrates ont admis que nos organisations illégales doivent prendre les sociétés ouvrières légales de toute sorte comme point d'appui pour le travail dans les masses. Mais ce qui a été fait pour le travail social-démocrate pratique dans les syndicats, les coopératives, les clubs, etc., pour diffuser la littérature marxiste, pour tirer parti des interventions social-démocrates à la Douma, etc., reste malgré tout in-

suffisant et il est absolument indispensable de renforcer l'énergie des groupes social-démocrates illégaux dans ce domaine ;

3) partout, sans exception, le travail du parti est effectué en commun et côte à côte essentiellement par les bolcheviks et les mencheviks proparti, ainsi que par les partisans russes du *Vpériod* là où ils existent, et par tous les autres social-démocrates qui reconnaissent l'illégalité du P.O.S.D.R. comme nécessaire ; ce travail est effectué dans un climat de défense de l'esprit de parti et de lutte contre la liquidation.

La conférence exprime sa certitude que, devant la reprise d'activité qui se dessine dans le mouvement ouvrier, un travail énergique se poursuivra pour renforcer les anciennes formes d'organisation et en créer de nouvelles, suffisamment souples, qui aideront à la lutte du parti social-démocrate pour ses *anciens* buts et méthodes révolutionnaires dans une situation *nouvelle*.

SUR LE MOMENT PRÉSENT ET LES TÂCHES DU PARTI

La conférence confirme tout d'abord la résolution sur le régime du 3 juin et les tâches du parti adoptée par la conférence du parti de décembre 1908. Elle souligne l'importance particulière de cette résolution, dont les thèses sur l'importance historique et la nature de classe de tout le régime du 3 juin d'une part, et sur la montée de la crise révolutionnaire de l'autre, ont été entièrement confirmées par les événements des trois années écoulées.

De ces événements, la conférence tire notamment les constatations suivantes :

a) La politique agraire du tsarisme, à laquelle ont lié leurs intérêts contre-révolutionnaires tant les partis gouvernementaux des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie que, dans les faits, le libéralisme contre-révolutionnaire, non seulement n'a pas abouti à la création de rapports bourgeois quelque peu solides à la campagne mais n'a pas débarrassé la paysannerie des famines massives, qui marquent une aggravation considérable de la situation de la population et un énorme gaspillage de forces productives.

b) Restant impuissant sur le terrain de la concurrence mondiale entre États capitalistes modernes, et de plus en plus relégué à l'arrière-plan en Europe, le tsarisme, allié à la noblesse Cent-Noirs et à la bourgeoisie industrielle qui va se renforçant, tente aujourd'hui de satisfaire ses intérêts rapaces à l'aide d'une politique grossièrement « nationaliste » dirigée contre les zones de la périphérie, contre toutes les nationalités opprimées, contre les régions plus cultivées (Finlande, Pologne, région du Nord-Ouest) et en particulier d'annexions coloniales dirigées contre les peuples d'Asie qui mènent une lutte révolutionnaire pour leur liberté (Perse, Chine).

c) L'essor économique est considérablement paralysé par le complet délabrement de la situation économique de la paysannerie, la politique budgétaire rapace de l'autocratie et la décomposition de l'appareil bureaucratique, tandis que, d'autre part, la hausse incessante du coût de la vie aggrave la pauvreté dans laquelle se trouvent la classe ouvrière et les larges masses de la population.

d) Dans cette situation, depuis cinq ans qu'existe la III[e] Douma, les larges masses de la population se rendent de mieux en mieux compte qu'elle ne désire pas, qu'elle n'est ni capable ni en mesure de faire quoi que ce soit pour améliorer la situation des larges masses du peuple, et constatent de plus en plus le caractère antipopulaire des partis qui la dominent.

e) On observe dans les larges milieux de la démocratie, et en premier lieu dans le prolétariat, un début d'animation politique. Les grèves ouvrières de 1910-1911, la reprise des manifestations et des meetings prolétariens, du mouvement dans la démocratie bourgeoise urbaine (grèves d'étudiants), etc., sont des manifestations d'une prise de position toujours plus révolutionnaire des masses contre le régime du 3 juin.

Partant de ces données, la conférence confirme les tâches qui se posent au parti et qui ont été indiquées en détail dans la résolution de la conférence de décembre 1908, tout en soulignant que la conquête du pouvoir par le prolétariat, entraînant à sa suite la paysannerie, reste comme auparavant l'objectif de la révolution démocratique en Rus-

sie. La conférence attire particulièrement l'attention des camarades sur les points suivants :

1) comme auparavant, c'est d'abord le long travail d'éducation socialiste, d'organisation et de rassemblement des masses avancées du prolétariat qui est à l'ordre du jour ;

2) il est indispensable de déployer des efforts accrus pour reconstituer l'organisation illégale du P.O.S.D.R., utilisant plus largement encore qu'auparavant toutes les possibilités légales, apte à diriger la lutte économique du prolétariat et seule capable de diriger ses actions politiques de plus en plus fréquentes ;

3) il faut organiser et développer systématiquement l'agitation politique, apporter un soutien multiforme au mouvement des masses qui reprend et lui donner de l'extension en appliquant jusqu'au bout les mots d'ordre du parti. Une place particulière doit être accordée entre autres à la propagande républicaine contre la politique de la monarchie tsariste, de façon à combattre le vaste courant de propagande qui prône l'amputation des mots d'ordre et la limitation du travail au cadre de la « légalité » existante.

SUR LES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA D'ÉTAT

I

La conférence considère comme absolument nécessaire la participation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie à la prochaine campagne des élections à la IVe Douma, la présentation de candidats indépendants de notre parti et la constitution à la IVe Douma d'un groupe social-démocrate, subordonné à l'ensemble de notre parti comme une partie au tout.

La principale tâche du parti aux élections, qui sera aussi celle du futur groupe social-démocrate à la Douma elle-même, la tâche à laquelle doivent être subordonnées toutes les autres, est de mener la propagande socialiste de classe, et d'organiser la classe ouvrière.

Ces principaux mots d'ordre de notre parti aux élections doivent être :

1) *République démocratique*

2) *Journée de travail de huit heures*

3) *Confiscation de toute la terre seigneuriale.*

Toute notre propagande électorale se devra d'expliquer aussi nettement que possible ces revendications en se fondant sur l'expérience de la IIIe Douma et de toute l'action du gouvernement en matière d'administration tant sur le plan central que sur le plan local.

En liaison indissoluble avec les trois revendications ci-dessus mentionnées, il faudra faire connaître tous les autres points du programme minimum social-démocrate, à savoir : suffrage universel, liberté de coalition, élection des juges et des fonctionnaires par le peuple, assurance des ouvriers par l'Etat, remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple, etc.

II

La ligne tactique générale du P.O.S.D.R. aux élections doit être la suivante : le parti doit mener une guerre impitoyable contre la monarchie tsariste et les partis des propriétaires fonciers et des capitalistes qui la soutiennent, en démasquant implacablement par la même occasion les conceptions contre-révolutionnaires des libéraux bourgeois (avec le parti cadet à leur tête) et leur faux démocratisme.

Dans la lutte électorale, il faut particulièrement veiller à démarquer la position du parti du prolétariat par rapports à *tous* les partis non prolétariens et à faire apparaître aussi bien la nature petite-bourgeoise du socialisme illusoire des groupes démocratiques (principalement des troudoviks, des populistes et des socialistes-révolutionnaires) que le préjudice causé à la démocratie par leurs hésitations sur les questions de la lutte révolutionnaire conséquente de masse.

Pour ce qui est des accords électoraux, le parti, observant les décisions du congrès de Londres, doit :

1) présenter partout ses candidats dans la curie ouvrière et n'y admettre *aucun* accord avec les autres partis ou groupes (liquidateurs);

2) considérant la grande importance que prend, sur le plan de l'agitation, le seul fait de présenter des candidatures social-démocrates indépendantes, il faut veiller à

ce que le parti ait aussi ses propres candidats dans les deuxièmes congrès des électeurs urbains et si possible dans la curie paysanne ;

3) lorsqu'il y a ballotage (article 106 des dispositions relatives aux élections) lors du choix des grands-électeurs au deuxième congrès des électeurs urbains, il peut être conclu des accords avec la démocratie bourgeoise contre les libéraux, puis avec les libéraux eux-mêmes contre tous les partis gouvernementaux. Ils peuvent par exemple prendre la forme de listes de grands-électeurs communes pour une ou plusieurs villes, proportionnellement au nombre des voix obtenues au premier tour ;

4) dans les cinq villes soumises au régime des élections directes avec ballotage (Pétersbourg, Moscou, Riga, Odessa, Kiev) il faut, au premier tour, présenter des candidatures social-démocrates indépendantes dans la seconde classe des électeurs urbains. Etant donné que, dans cette catégorie, tout danger Cent-Noirs est exclu, on ne peut conclure d'accord, en cas de ballotage, qu'avec les groupes démocratiques contre les libéraux ;

5) aucun accord électoral ne peut porter sur la présentation d'une plate-forme commune : les accords ne doivent ni lier les candidats social-démocrates par aucune espèce d'obligation politique, ni les empêcher de critiquer résolument le caractère contre-révolutionnaire des libéraux et l'attitude velléitaire et inconséquente des démocrates bourgeois ;

6) au second degré des élections (dans les assemblées de mandataires au niveau du district, les assemblées électorales au niveau de la province, etc.) partout où cela sera nécessaire pour faire échec à la liste des octobristes et des Cent-Noirs, ou à la liste gouvernementale en général, il faut passer des accords sur la répartition des sièges de députés, d'abord avec la démocratie bourgeoise (troudoviks, socialistes-populistes, etc.) et ensuite avec les libéraux eux-mêmes (cadets), indépendants, progressistes, etc.

III

Tous les social-démocrates doivent commencer ***sans délai*** la préparation de la campagne électorale, et, pour ce

faire, accorder une attention particulière aux points suivants :

1) il faut former immédiatement et partout des cellules social-démocrates illégales afin qu'elles puissent entreprendre sans retard la préparation de la campagne électorale du parti ;

2) il faut accorder toute l'attention qu'elle mérite à la consolidation de la presse ouvrière légale et à son extension ;

3) toute l'activité électorale doit être menée en liaison étroite avec les syndicats et toutes les autres sociétés ouvrières ; il faut en outre tenir compte du fait qu'elles sont légales pour choisir les formes de leur participation ;

4) il faut consacrer un soin particulier à l'organisation et à l'agitation lors de la préparation des élections à la curie ouvrière dans les six provinces où l'élection d'un député à la Douma issu de la curie ouvrière est assurée (provinces de Pétersbourg, de Moscou, de Vladimir, de Kostroma, de Kharkov et d'Ekatérinoslav). Ici comme dans les autres provinces, tous les grands-électeurs ouvriers sans exception doivent être des social-démocrates proparti ;

5) les assemblées de mandataires des ouvriers doivent, se fondant sur la décision des organisations illégales, des organisations proparti, décider *qui précisément* doit être l'élu des ouvriers à la Douma et mettre en demeure tous les grands-électeurs, sous peine d'être mis en quarantaine et jugés pour trahison, de retirer leur candidature au profit du candidat du parti ;

6) en raison des persécutions gouvernementales, de l'arrestation des candidats social-démocrates, etc., il faut mener un travail particulièrement persévérant, méthodique et circonspect, qui permettra, en mettant à profit tous les moyens et en déjouant rapidement les divers artifices de la tactique policière, de neutraliser tous les subterfuges et actes de violence du gouvernement tsariste, et d'envoyer des social-démocrates à la IV^{e} Douma d'Etat, puis de renforcer le groupe des députés démocratiques dans son ensemble ;

7) la charge de ratifier la candidature des représentants du parti social-démocrate et de donner les directives concernant les élections revient aux organisations et groupes

locaux illégaux du parti, sous le contrôle et la direction d'ensemble du C.C. ;

8) si, en dépit de tous les efforts, on ne parvient pas à réunir le congrès du parti ou une nouvelle conférence avant les élections à la IVe Douma, la conférence mandate le C.C. ou l'instance qui sera désignée par celui-ci pour donner les indications concrètes sur la manière de mener la campagne électorale selon les régions ou en fonction des conditions particulières qui pourront se présenter, etc.

SUR LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA

La conférence reconnaît que le groupe parlementaire social-démocrate a utilisé la tribune de la Douma conformément à la ligne définie par la conférence du parti de décembre 1908 et qui doit rester la ligne directrice à suivre dans le travail du parti à la Douma.

La conférence tient à souligner notamment, dans l'activité du groupe parlementaire, un trait qui correspond bien aux tâches du prolétariat, à savoir que tout en défendant de la manière la plus énergique les intérêts des ouvriers et toutes les mesures susceptibles d'améliorer leur situation (à propos des projets de loi ouvriers par exemple), elle s'est efforcée de replacer tous les problèmes particuliers dans la perspective des tâches d'ensemble du mouvement de libération dirigé par le prolétariat en montrant que le mouvement des masses était la seule voie propre à débarrasser la Russie des calamités et de la honte auxquelles l'a conduite le tsarisme.

La conférence salue le début des actions ouvertes des ouvriers stimulées par la digne attitude de la fraction parlementaire social-démocrate qui a relevé à la Douma noire le drapeau des députés social-démocrates de la seconde Douma et démasqué, à l'intention des ouvriers du monde entier, les sordides provocations de la bande Cent-Noirs tsariste, organisatrice du coup d'Etat de 1907. La conférence appelle tous les ouvriers conscients de Russie à apporter le soutien le plus vaste possible à ces interventions des social-démocrates à la IIIe Douma et à la campagne de meetings prolétariens lancée par les ouvriers de Pétersbourg.

La conférence estime qu'en raison de la prochaine campagne des élections à la IV^e^ Douma, le groupe parlementaire social-démocrate doit se préoccuper encore davantage d'expliquer au peuple la nature de classe de tous les partis non prolétariens (et de démasquer notamment la nature déloyale et contre-révolutionnaire du parti cadet) en se fondant sur la résolution du congrès de Londres (1907), dont l'expérience de la contre-révolution est venue confirmer tous les points essentiels. Les mots d'ordre centraux qui doivent unifier les interventions de la fraction social-démocrate, orienter le caractère de ses travaux, concentrer sur les points essentiels toutes les revendications et transformations partielles doivent être les trois mots d'ordre suivants : 1) république démocratique ; 2) journée de travail de huit heures ; 3) confiscation de toute la terre seigneuriale au profit des paysans.

SUR LE CARACTÈRE ET LES FORMES D'ORGANISATION DU TRAVAIL DU PARTI

Considérant que l'expérience des trois dernières années a, sans conteste, confirmé les thèses essentielles de la résolution sur les questions d'organisation adoptée par la conférence de décembre 1908, et jugeant que la reprise qui se dessine dans le mouvement ouvrier permettra de développer plus avant les formes d'organisation du travail du parti dans le même sens, à savoir la création de cellules social-démocrates illégales entourées d'un réseau aussi ramifié que possible de sociétés ouvrières légales de toute sorte.

La conférence estime :

1) que les organisations illégales du parti doivent prendre la part la plus active à la direction de la *lutte économique* (grèves, comités de grève, etc.) et que les cellules illégales du parti doivent collaborer dans ce domaine avec les syndicats, en particulier avec les cellules social-démocrates des syndicats ainsi qu'avec des dirigeants du mouvement syndical ;

2) que, tout en tenant compte des conditions locales, il est souhaitable d'avoir parallèlement aux cellules so-

cial-démocrates dans les syndicats, organisées sur la base *professionnelle*, des cellules du parti organisées sur la base *territoriale* ;

3) qu'il faut faire preuve de la plus grande initiative pour organiser le travail social-démocrate dans les sociétés légales : unions, salles de lecture, bibliothèques, sociétés ouvrières récréatives diverses, diffusion des organes syndicaux et orientation de la presse syndicale dans l'esprit du marxisme, utilisation des discours des social-démocrates à la Douma, formation de conférenciers ouvriers légaux, création (à l'occasion des élections à la IVe Douma) de comités électoraux ouvriers et autres, par quartier, par rue, etc., propagande social-démocrate à l'occasion des élections municipales, etc.

4) qu'il faut déployer des efforts énergiques pour renforcer et accroître le nombre des cellules illégales du parti, pour rechercher des formes d'organisation nouvelles, les plus souples possible, de ces cellules, pour créer des organisations dirigeantes illégales du parti dans chaque ville et renforcer celles qui existent, pour propager des formes d'organisation de masse illégales telles que les « bourses du travail », les réunions du parti dans les usines, etc. ;

5) qu'il est souhaitable d'associer les cercles de propagande au travail *pratique* quotidien : diffusion de la presse social-démocrate illégale, de la littérature marxiste légale, etc. ;

6) qu'il faut considérer que la propagande social-démocrate écrite systématique et en particulier la diffusion régulière d'un journal illégal du parti, paraissant fréquemment et ponctuellement, peuvent aussi avoir une grande importance dans l'établissement de liens d'organisation, tant entre les cellules illégales qu'entre les cellules social-démocrates fonctionnant au sein des sociétés ouvrières légales.

SUR LES TÂCHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES DANS LA LUTTE CONTRE LA FAMINE

1) La famine qui frappe vingt millions de paysans en Russie montre une fois de plus dans quelle situation accablante, absolument insoutenable, impensable dans aucun

pays civilisé du monde, se trouvent les masses de la paysannerie pauvre, opprimées par le tsarisme et la classe des propriétaires fonciers féodaux ;

2) la famine actuelle confirme, s'il en était besoin, que la politique agraire du gouvernement a échoué et qu'il est impossible d'assurer à la Russie un développement bourgeois quelque peu normal si sa politique en général et sa politique agraire en particulier sont dirigées par la classe des propriétaires fonciers féodaux qui, sous l'aspect des partis de droite, dominent la Douma du trois juin, le Conseil d'Etat et la cour de Nicolas II ;

3) les partis Cent-Noirs (avec à leur tête MM. Markov et autres), par leurs déclarations à la Douma et en rejetant la responsabilité de la famine sur la « fainéantise des paysans », ont poussé l'impudence de la bande des propriétaires fonciers tsaristes qui pille la Russie à un point tel que les moins évolués ouvrent les yeux et que les plus indifférents s'émeuvent ;

4) les obstacles que le gouvernement a mis à l'aide aux victimes de la famine, les tracasseries policières à l'encontre des zemstvos, de ceux qui organisent des collectes, des comités de distribution de repas, etc., provoquent un très large mécontentement jusqu'au sein des zemstvos et de la bourgeoisie urbaine ;

5) la bourgeoisie monarchiste libérale, tout en contribuant par sa presse à informer la société sur la famine et l'attitude du gouvernement, ne s'en est pas moins comportée, en la personne de la fraction cadette à la III[e] Douma, en opposition si modérée que son attitude ne saurait en aucun cas satisfaire les démocrates, pas plus qu'on ne peut accepter l'optique philanthropique dans laquelle la majorité des libéraux considère l'aide à apporter aux victimes de la famine ;

6) on observe dans la classe ouvrière, tout à fait indépendamment de l'aggravation de sa situation économique, provoquée par l'accroissement du nombre des affamés et des chômeurs, une tendance spontanée à organiser des collectes et autres formes d'aide au profit des victimes de la famine. Cette tendance, naturelle chez tout démocrate, sans même parler des socialistes, doit être soutenue

par tous les social-démocrates et orientée par eux dans le sens de la lutte de classe.

Considérant toutes ces données,

la conférence décide qu'il faut :

a) que les social-démocrates fassent le maximum d'efforts pour étendre la propagande et l'agitation dans les larges masses de la population et en particulier dans la paysannerie, pour expliquer le lien qui existe entre la famine et le tsarisme et toute sa politique, faire connaître à la campagne, à des fins d'agitation, les discours prononcés à la Douma par les social-démocrates et les troudoviks, mais aussi par les amis du tsar tels que Markov II et diffuser les revendications politiques de la social-démocratie : renversement de la monarchie tsariste, création d'une république démocratique, confiscation de la terre des gros propriétaires fonciers ;

b) soutenir la tendance des ouvriers à aider dans la mesure de leurs possibilités les victimes de la famine, en leur conseillant d'adresser leurs dons uniquement à la fraction social-démocrate de la Douma, à la presse ouvrière ou aux sociétés ouvrières culturelles, éducatives et autres, etc., et, s'ils adhèrent aux groupes, comités ou commissions d'aide aux victimes de la famine, d'y créer des cellules spéciales de social-démocrates et de démocrates ;

c) s'efforcer de faire déboucher l'indignation provoquée chez les démocrates par la famine sur des manifestations, des meetings, des réunions et autres formes que prend la lutte des masses contre le tsarisme.

SUR L'ATTITUDE À OBSERVER FACE AU PROJET DE LOI DE LA DOUMA SUR L'ASSURANCE DES OUVRIERS PAR L'ÉTAT

I

1. La partie des richesses produites par l'ouvrier salarié qu'il touche sous forme de salaire est si insignifiante qu'elle suffit à peine à la satisfaction de ses besoins vitaux les plus essentiels ; le prolétaire est ainsi dépourvu de toute possibilité d'épargner sur son salaire pour le cas où il viendrait à perdre sa capacité de travail pour cause de mutilation, de maladie, de vieillesse, d'invalidité, ou encore de chômage, qui est indissolublement lié au mode

capitaliste de production. Aussi dans tous ces cas, l'assurance des ouvriers est-elle une réforme impérieusement dictée par tout le cours du développement capitaliste.

2. La meilleure forme d'assurance des ouvriers est l'assurance *d'Etat*, fondée sur les principes suivants : a) elle doit pourvoir aux besoins de l'ouvrier dans *tous* les cas où il perd sa capacité de travail (mutilation, maladie, vieillesse, invalidité ; en outre, pour les ouvrières, grossesse et maternité ; subventions aux veuves et aux orphelins après la mort du soutien de famille) ou en cas de perte du salaire par suite de chômage ; b) l'assurance doit couvrir *toutes* les personnes employées à un travail salarié et leurs familles ; c) tous les assurés doivent être indemnisés selon le principe du remboursement du salaire *complet* et *toutes* les dépenses d'assurances doivent retomber sur les entrepreneurs et l'Etat ; d) toutes les catégories d'assurances doivent être du ressort d'organisations d'assurances *uniques* établies sur la base *territoriale* et *intégralement* administrées par les assurés.

3. Le projet de loi gouvernemental, adopté par la Douma d'Etat, est en contradiction totale avec toutes ces exigences d'un système d'assurances rationnellement conçu ; a) il ne concerne que *deux* cas : les accidents et la maladie ; b) il ne couvre qu'une petite partie du prolétariat russe (un sixième, d'après les calculs les plus complaisants), laissant de côté des régions entières (la Sibérie et, en outre, dans la rédaction donnée par le gouvernement, le Caucase) et des catégories entières de travailleurs qui auraient particulièrement besoin d'être assurées (ouvriers agricoles, du bâtiment, cheminots, postiers, employés de commerce, etc.) ; c) il fixe des normes de dédommagement misérables (l'indemnisation maximum en cas d'invalidité *complète* atteint les deux tiers du salaire, calculé en outre sur des bases inférieures à la réalité) tout en faisant reposer l'essentiel des dépenses d'assurance sur les épaules des ouvriers : le projet prévoit que les ouvriers supporteront les frais de l'assurance non seulement en cas de maladie, mais aussi pour les mutilations « mineures », qui sont dans la pratique les plus fréquentes. Cette nouvelle disposition aggrave la situation des travailleurs, même par rapport à la loi en vigueur, qui obligeait le patron seul à supporter les frais

de l'indemnisation en cas de mutilation ; d) il prive les organismes d'assurance de toute autonomie en les soumettant à la surveillance croisée des fonctionnaires (de l'Administration et du Conseil d'assurance), de la gendarmerie, de la police (qui, outre la surveillance d'ensemble, ont le droit d'en orienter fondamentalement l'activité et de dire leur mot sur le choix du personnel, etc.), des patrons (direction uniquement patronale des sociétés qui assurent contre les accidents ; organisation des caisses de maladie sur la base de la fabrique ; prédominance statutaire des patrons au sein de ces caisses, etc.).

4. La présente période de réaction déchaînée, où la contre-révolution règne, ne pouvait, après des années de pourparlers et d'ententes préalables entre le gouvernement et les représentants du capital, qu'engendrer une loi de ce genre, qui tourne grossièrement en dérision les intérêts les plus essentiels des ouvriers. La condition nécessaire qui permettra de réaliser une réforme du système d'assurance réellement conforme aux intérêts du prolétariat c'est le renversement définitif du tsarisme et la création des conditions dans lesquelles le prolétariat pourra librement développer sa lutte de classe.

II

Partant de ces données, la conférence estime que :

1) La tâche immédiate à laquelle doivent s'employer aussi bien les organisations illégales du parti que les camarades travaillant dans les organisations légales (syndicats, clubs, coopératives, etc.) est de développer l'agitation la plus large contre le projet d'assurance de la Douma qui porte atteinte aux intérêts de tout le prolétariat de Russie en tant que classe et le lèse de la manière la plus grossière.

2) La conférence considère comme nécessaire de souligner que toute l'agitation social-démocrate au sujet du projet de loi d'assurance doit être conçue en liaison avec la situation de classe du prolétariat dans la société capitaliste moderne, la critique des illusions bourgeoises répandues par les social-réformistes et, d'une manière gé-

nérale, avec nos objectifs socialistes fondamentaux ; d'autre part, cette agitation doit faire le rapprochement entre le caractère de la « réforme » de la Douma et la période politique que nous traversons, ainsi qu'avec nos tâches et nos mots d'ordre démocratiques révolutionnaires en général.

3) Approuvant entièrement le vote de la fraction parlementaire social-démocrate contre le projet de loi de la Douma, la conférence attire l'attention des camarades sur les abondants et précieux éléments qu'ont fournis les débats à la Douma sur cette question et qui permettent de préciser l'attitude des différentes classes envers les réformes ouvrières ; la conférence souligne notamment les tendances franchement hostiles aux ouvriers qui ont nettement été exprimées au cours des débats par les représentants octobristes du capital retardataire, ainsi que les interventions hypocrites, voilées de phrases social-réformistes sur la « paix sociale », du parti cadet ; en réalité, à la Douma, les cadets se sont prononcés contre la liberté d'action de la classe ouvrière et ont combattu avec haine les principaux amendements au projet de loi proposés par la fraction social-démocrate.

4) La conférence met les ouvriers en garde de la manière la plus résolue contre toutes tentatives visant à rogner et à défigurer complètement l'agitation social-démocrate en la limitant au cadre de ce qui est légalement admissible dans une période où domine la contre-révolution ; la conférence souligne au contraire que l'agitation doit avoir pour objet essentiel d'expliquer aux larges masses du prolétariat cette vérité que sans une nouvelle poussée révolutionnaire, aucune amélioration réelle de la situation de l'ouvrier ne sera possible ; que quiconque veut obtenir une réforme ouvrière véritable doit lutter d'abord pour une nouvelle révolution victorieuse.

5) Au cas où le projet de loi de la Douma serait appliqué, en dépit de la protestation du prolétariat conscient, la conférence invite les camarades à mettre à profit les nouvelles formes d'organisation qu'il institue (caisses de maladie des ouvriers) pour mener dans ces cellules d'organisation une propagande énergique en faveur des idées social-démocrates et transformer ainsi cette loi elle-même,

conçue pour asservir et opprimer encore le prolétariat, en instrument du développement de sa conscience de classe, de la consolidation de son organisation, du renforcement de sa lutte pour la liberté politique complète et le socialisme.

SUR LA « CAMPAGNE DE PÉTITIONS »

1. Voyant dans le mouvement ouvrier son ennemi principal, la contre-révolution, en la personne du gouvernement et de la IIIe Douma, le persécute sous toutes les formes qu'il adopte, violant systématiquement jusqu'aux « possibilités légales » conservées par la classe ouvrière à la suite de la révolution.

2. Ce régime place en permanence les larges masses ouvrières devant ce fait que même leurs droits élémentaires (et en premier lieu la liberté de coalition) ne peuvent être respectés si la monarchie tsariste n'est pas totalement renversée.

3. La pétition mise en circulation au cours de l'hiver 1910 par un groupe de liquidateurs de Saint-Pétersbourg et l'agitation dont ils l'ont accompagnée réclamait la liberté de coalition en la détachant de toutes les autres revendications révolutionnaires de la classe ouvrière. Au lieu de montrer aux ouvriers que la conquête de la pleine liberté de coalition en Russie exigeait la lutte révolutionnaire des masses pour les revendications démocratiques essentielles, les liquidateurs prônaient en fait une prétendue « lutte pour le droit », c'est-à-dire une lutte libérale pour « rénover » le régime du 3 juin grâce à des améliorations partielles.

4. En raison des conditions concrètes de la vie politique russe et de la situation des masses ouvrières, cette campagne s'est nécessairement transformée en un acte purement formel et mort de signature d'un papier, qui n'a rencontré aucun écho et n'a pas suscité l'intérêt politique des masses.

5. Le sort qu'a connu cette campagne a nettement confirmé que toute l'entreprise était erronée et étrangère à la masse ouvrière : la pétition a recueilli au total 1 300 signatures : elle n'a rencontré absolument aucun soutien

dans quelque organisation du parti, que ce soit, *sans distinction de fractions et de courants*, et notre groupe parlementaire social-démocrate n'a pas davantage cru possible de s'y associer.

6. La campagne de meetings ouvriers autour de l'affaire des députés à la IIe Douma et les manifestations ouvrières du 9 janvier 1912 dans plusieurs villes ont montré que, de leur propre mouvement, les masses ouvrières ne se tournent nullement vers des moyens tels que la campagne de pétitions et ne se rangent pas du tout sous l'étendard des « droits partiels ».

Partant de tout ce qui a été ci-dessus exposé, la conférence

1) appelle tous les social-démocrates à expliquer aux ouvriers combien le prolétariat a besoin de la liberté de coalition et cette revendication devait être liée constamment et indissolublement à nos revendications politiques générales et à l'agitation révolutionnaire dans les masses ;

2) tout en reconnaissant que, dans certaines circonstances, une pétition ouvrière de masse peut être une forme de protestation tout à fait appropriée, elle estime qu'en Russie, dans la période que nous traversons, la pétition est un des moyens d'agitation social-démocrate les moins appropriés.

SUR LE LIQUIDATIONNISME ET LE GROUPE DES LIQUIDATEURS

Considérant

1) que le P.O.S.D.R. mène depuis près de quatre ans une lutte opiniâtre contre le courant liquidateur, défini à la conférence du parti de décembre 1908 comme

« des tentatives entreprises par une certaine fraction des intellectuels membres du parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et la remplacer par un regroupement imprécis, tendant à la légalité à tout prix, fût-ce à celui de l'abandon pur et simple du programme, de la tactique et des traditions du parti » ;

2) que le plénum du Comité central de janvier 1910, poursuivant la lutte contre ce courant, l'a reconnu à l'unanimité comme une manifestation de l'influence bourgeoise

sur le prolétariat et a posé la rupture complète avec lui et l'élimination définitive de cette déviation bourgeoise du socialisme comme condition de la véritable unité du parti et de la fusion des anciennes fractions des bolcheviks et des mencheviks ;

3) que malgré toutes les décisions du parti et l'engagement pris au plénum de janvier 1910 par les représentants de toutes les fractions, une partie des social-démocrates, groupée autour des revues *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* a pris ouvertement la défense du courant tenu par tout le parti pour le produit de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ;

4) que les anciens membres du Comité central, M-l, Youri et Roman, non contents d'avoir refusé d'entrer au Comité central au printemps 1910, ont même refusé de se présenter à une seule séance pour coopter de nouveaux membres et ont déclaré sans détours qu'ils considéraient l'existence même du Comité central du parti comme « nuisible » ;

5) que c'est précisément après le plénum de 1910 que les principales publications des liquidateurs citées, *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*, sont passées résolument et sur toute la ligne à la liquidation, ne se contentant pas de « déprécier » (malgré les décisions du plénum) « l'importance du parti illégal », mais rejetant ouvertement celui-ci, le qualifiant de « cadavre », le déclarant déjà liquidé, traitant la reconstitution du parti illégal d'« utopie réactionnaire », couvrant ce dernier de calomnies et d'insultes dans les revues légales, invitant les ouvriers à considérer ses cellules et sa hiérarchie comme « mortes », etc. ;

6) qu'au moment où, dans toute la Russie, les militants, sans distinction de fractions, s'unissaient sur la tâche à l'ordre du jour, la convocation de la conférence du parti, les liquidateurs, se constituant en groupes totalement indépendants, ont également fait scission là où dominent les mencheviks proparti (Ekatérinoslav, Kiev) et ont définitivement récusé tout lien de parti avec les organisations locales du P.O.S.D.R.,

la conférence déclare que le groupe de *Nacha Zaria* et de *Diélo Jizni*, par sa conduite, ***s'est définitivement placé en dehors du parti.***

La conférence appelle tous les membres du parti, sans distinction de courants et de nuances, à combattre le courant liquidateur, à montrer tout ce qu'il a de nuisible pour la cause de la libération de la classe ouvrière et à tendre tous leurs efforts pour reconstituer et renforcer le P.O.S.D.R. illégal.

SUR L'ORGANE CENTRAL

Ayant entendu et discuté le rapport du représentant de l'Organe central, la conférence, approuvant la ligne de principe de ce dernier,

exprime le vœu que l'Organe central fasse une place plus grande aux articles ayant un caractère de propagande et qu'ils soient écrits dans un style plus populaire et plus accessible aux ouvriers.

SUR LA « RABOTCHAÏA GAZÉTA »

Reconnaissant que la *Rabotchaïa Gazéta* a pris résolument et constamment la défense du parti et de l'esprit de parti et qu'elle jouit de l'entière sympathie des militants locaux du parti sans distinction de fractions,

la conférence

1) appelle tous les camarades des diverses régions à soutenir par tous les moyens la *Rabotchaïa Gazéta*,

2) reconnaît la *Rabotchaïa Gazéta* comme organe officiel du Comité central du parti.

SUR LA « PRAVDA »[215]

La conférence annule l'accord conclu par le plénum du Comité central en janvier 1910 avec la rédaction de la *Pravda*.

MODIFICATIONS DES STATUTS D'ORGANISATION DU PARTI

Il est ajouté au paragraphe 2 :

La cooptation est admise, conformément aux décisions de la conférence de décembre 1908.

Le paragraphe 8 est supprimé et remplacé par la formulation suivante :

Le Comité central réunit aussi souvent que possible des conférences de représentants de toutes les organisations du parti.

Le paragraphe 9, troisième alinéa, sur la représentation au congrès, est modifié comme suit :

Les normes de représentation aux congrès à venir du parti sont établies par le Comité central après consultation des organisations locales.

SUR LES BIENS SE TROUVANT AUX MAINS DE L'ANCIEN DÉPOSITAIRE ET SUR LES COMPTES

Prenant acte de la déclaration des délégués mandataires des bolcheviks avec lesquels le plénum du Comité central avait conclu en janvier 1910 un accord stipulant que les bolcheviks remettraient sous condition les biens de leur fraction à la caisse du Comité central, la conférence

1) reconnaît que, l'accord ayant été violé par les liquidateurs, et les dépositaires ayant récusé leur rôle d'arbitres, les représentants des bolcheviks ont tous les droits formels de disposer des biens qui se trouvent à leur disposition comme de ceux qui se trouvent entre les mains de l'ancien dépositaire, la camarade Zetkin ;

2) après la déclaration faite par les représentants des bolcheviks, la conférence considère les sommes se trouvant en possession de la camarade Zetkin comme appartenant sans conteste au parti en la personne du Comité central élu par la conférence, et

3) mandate le Comité central pour prendre toutes les mesures propres à lui assurer la remise immédiate des biens du parti par la camarade Zetkin.

* *
*

La commission de révision, ayant examiné les comptes et les documents justificatifs de la rédaction de la *Rabotchaïa Gazéta*, maintenant promue organe du Comité central par la conférence, ainsi que ceux du groupe des bolcheviks, auxquels le plénum du Comité central avait remis de l'argent pour la publication de littérature social-démocrate, a reconnu la bonne tenue de ces comptes et propose à la conférence de les approuver.

SUR LA « CROIX ROUGE »

La conférence propose à tous les camarades des organisations locales de déployer tous leurs efforts pour reconstituer la « Croix rouge », qui est si nécessaire pour venir en aide aux emprisonnés et aux déportés.

SUR L'ORGANISATION DU PARTI À L'ÉTRANGER

La conférence considère comme absolument nécessaire l'existence d'une organisation unique du parti à l'étranger ayant pour fonction d'aider le parti, sous le contrôle et la direction du C.C.

La conférence ratifie l'existence du Comité de l'organisation à l'étranger [176] en tant qu'une des organisations du parti à l'étranger et invite tous les militants favorables au parti illégal qui combattent résolument les courants antiparti (tendant à la liquidation) à se grouper sans distinction de fractions et de tendances autour du Comité central pour épauler le travail du parti en Russie et pour créer une organisation unique à l'étranger.

Tous les groupes de l'étranger, sans aucune exception, ne peuvent avoir de rapports avec les organisations de Russie que par l'entremise du Comité central.

La conférence constate que les groupes de l'étranger qui ne se soumettent pas au centre russe du travail social-démocrate, à savoir le Comité central, et qui se comportent en facteurs de désorganisation par les rapports particuliers qu'ils entretiennent avec la Russie en dehors du Comité central, ne peuvent se réclamer du nom du P.O.S.D.R.

SUR L'AGRESSION DU GOUVERNEMENT RUSSE CONTRE LA PERSE

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie proteste contre la politique de brigandage de la bande tsariste qui a décidé d'étrangler la liberté du peuple perse et, dans ce dessein, ne recule pas devant les actes les plus barbares et les plus ignobles.

La conférence constate que l'alliance entre le gouvernement russe et le gouvernement anglais, vantée et soute-

nue à grand bruit par les libéraux russes, est dirigée en premier lieu contre le mouvement révolutionnaire de la démocratie asiatique et qu'elle rend le gouvernement libéral anglais complice des sanglantes exactions du tsarisme.

La conférence exprime son entière sympathie pour la lutte du peuple perse, et en particulier du parti social-démocrate perse, qui a payé un si lourd tribut à la lutte contre les agresseurs tsaristes.

SUR LA RÉVOLUTION CHINOISE

Devant la campagne des journaux gouvernementaux et libéraux (*Retch*) qui prônent, dans l'intérêt des capitalistes russes, l'annexion des régions chinoises voisines de la Russie, en mettant à profit le mouvement révolutionnaire qui se déroule en Chine, la conférence constate l'importance mondiale de la lutte révolutionnaire du peuple chinois, qui porte la libérté à l'Asie et sape la domination de la bourgeoisie européenne, salue les républicains révolutionnaires de Chine, témoigne du profond enthousiasme et de l'entière sympathie avec laquelle le prolétariat de Russe suit les succès du peuple révolutionnaire de Chine, et stigmatise l'attitude du libéralisme russe qui soutient la politique d'annexions du tsarisme.

SUR LA POLITIQUE DU TSARISME VIS-À-VIS DE LA FINLANDE

La Conférence du P.O.S.D.R., réunie pour la première fois depuis la promulgation, par le tsarisme russe et la Douma contre-révolutionnaire, des lois qui réduisent à néant les droits et la liberté du peuple finlandais, exprime sa totale solidarité avec le parti social-démocrate finlandais frère, souligne l'unité des tâches des ouvriers de Finlande et de Russie dans la lutte contre le gouvernement et la bourgeoisie contre-révolutionnaires russes qui foulent aux pieds les droits du peuple, et exprime sa ferme conviction que seule la conjonction des efforts des ouvriers de Russie et de Finlande permettra de renverser le tsarisme et de rendre libres le peuple russe et le peuple finlandais.

SALUT À LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

La conférence a fait envoyer à l'Organe central de la social-démocratie allemande le télégramme suivant :

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, en la personne de la Commission d'organisation de Russie et de l'Organe central du parti, envoie son salut chaleureux au Parti social-démocrate allemand frère, qui vient de remporter aux élections une brillante victoire sur tout le monde bourgeois [177].

Vive la social-démocratie internationale, vive la social-démocratie allemande !

Rédigé en janvier 1912.
Publié en février 1912 dans la brochure : « La conférence du Parti ouvrier social-démocrate de Russie », Editions du Comité central, Paris

Conforme au texte de la brochure

UN ORGANE DE LA POLITIQUE OUVRIÈRE LIBÉRALE

J'ai sous les yeux trois numéros de l'hebdomadaire de Pétersbourg *Jivoïé Diélo* [178] qui a commencé de paraître en janvier de cette année.

Je propose aux lecteurs d'examiner de plus près la religion qu'il prêche.

La principale question politique du jour est celle des élections à la IVe Douma. Martov y consacre un article dans le n° 2. Le mot d'ordre qu'il lance proclame : « Il faut s'efforcer de déloger la réaction de ses positions à la Douma .» Et Dan reprend dans le n° 3 : « Le meilleur moyen d'affaiblir sa funeste influence (du Conseil d'Etat) est d'arracher la Douma des mains de la réaction. »

Le mot d'ordre est clair. Et, bien entendu, tout ouvrier conscient verra sans peine qu'il n'est pas marxiste, ni prolétarien, ni même démocratique, mais *libéral*. C'est le mot d'ordre de la politique ouvrière libérale.

Voici comment Martov le défend : « Peut-on atteindre cet objectif dans le cadre de la loi électorale actuelle ? Incontestablement. Certes, dans un nombre considérable (?) d'assemblées de province, cette loi électorale assure la majorité aux grands-électeurs des propriétaires fonciers et de la première curie urbaine (capitaliste)... »

Défendant une mauvaise cause, Martov a été contraint d'emblée à une affirmation notoirement inexacte. Ce n'est pas dans « un nombre considérable » d'assemblées de province, mais *incontestablement dans toutes* (en Russie d'Eu-

rope) que les grands-électeurs des propriétaires fonciers, renforcés par ceux de la première curie urbaine, ont la majorité absolue. Mieux : dans 28 provinces sur 53, les grands-électeurs des propriétaires fonciers représentent *à eux seuls la majorité absolue* des assemblées de province. Et ces 28 provinces envoient 255 députés à la Douma sur un total de 442, c'est-à-dire, là encore, la majorité absolue !

Pour défendre le mot d'ordre libéral: « déloger la réaction de ses positions à la Douma », Martov a dû commencer, à l'imitation des libéraux, par embellir les propriétaires fonciers russes. Ce n'est pas mal commencé !

« Mais, poursuit Martov, les dernières élections ont montré qu'il y avait jusque parmi les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie urbaine des éléments hostiles à la réaction Cent-Noirs, nationaliste et octobriste. »

C'est incontestable. Un certain nombre de grands-électeurs des propriétaires fonciers eux-mêmes sont dans l'opposition, appartiennent aux cadets. Mais quelle conclusion peut-on en tirer ? Uniquement qu'on ne peut pas déplacer la majorité d'une Douma élue aux termes de la loi du 3 juin 1907 *plus loin* que l'opposition « libérale » des *propriétaires fonciers*. C'est le propriétaire foncier qui décide. Ce fait, que Martov a essayé d'escamoter, reste un fait. Cela veut dire que seul le passage du propriétaire foncier à l'opposition est en mesure de faire pencher la balance du côté de l'« opposition » (*des propriétaires fonciers*). Et c'est là le nœud de la question : peut-on dire, sans se transformer en libéral, que « l'opposition libérale (*des propriétaires fonciers*) est capable de déloger la réaction de ses positions à la Douma » ?

Premièrement, il ne faut pas idéaliser notre loi électorale qui est seigneuriale. Deuxièmement, il ne faut pas oublier que l'« opposition » des propriétaires fonciers présente tous les traits de ce qu'on appelle « *l'octobrisme de gauche* » (avec lequel les cadets ont admis qu'ils pouvaient faire bloc lors de leur dernière conférence ! C'est en vain que Martov passe aussi ce point sous silence). Seuls les guignols politiques libéraux peuvent dire à propos d'une éventuelle victoire des « octobristes de gauche » qu'elle « arrachera la Douma des mains de la réaction » ou qu'elle « délogera la réaction de ses positions à la Douma ».

La tâche de la démocratie ouvrière est de *tirer parti* des conflits entre les libéraux et l'actuelle majorité de la Douma *pour* renforcer la démocratie au sein de cette dernière, et nullement de soutenir l'illusion libérale selon laquelle on pourrait « arracher la Douma des mains de la réaction ».

Notre auteur s'enferre encore bien davantage lorsqu'il aborde la question *de principe* de la *signification* qu'aurait le « renversement de la majorité octobriste — Cent-Noirs à la Douma par « *toute* l'opposition ».

« Les ouvriers ont intérêt, raisonne Martov, à ce que, dans l'Etat de classe, le pouvoir échappe aux mains du hobereau sauvage pour passer dans celles du bourgeois plus cultivé. »

Remarquablement raisonné ! Il n'a oublié qu'un détail... un tout petit détail : les « bourgeois plus cultivés » russes, les libéraux, les cadets, « *ont intérêt* » à *ne pas saper* le pouvoir du hobereau sauvage. Les libéraux « ont intérêt » à ne pas saper son pouvoir, à le partager avec lui, sans remettre la moindre arme aux mains de la démocratie.

C'est là le nœud du problème ! C'est en vain que vous prétendez, esquivant la question cruciale, rabâcher d'un air important des banalités dépourvues de tout contenu.

« Ayant renforcé leur représentation à la Douma, dit Martov, cadets et progressistes ne seront pas encore au pouvoir, mais s'en faciliteront l'accès. » Bien. Bien. D'où vient-il donc que cadets et progressistes allemands aient plusieurs fois « renforcé leur représentation » au Parlement depuis 1848, sans avoir jamais encore « accédé au pouvoir » ? D'où vient-il donc que pendant soixante-quatre ans ils ont laissé le pouvoir au junker, et *le lui laissent encore aujourd'hui* ? D'où vient-il donc que les cadets russes, ayant « renforcé leur représentation » à la I^re^ et à la II^e^ Douma ne se soient pas « facilité l'accès du pouvoir » ?

Martov n'admet le marxisme que dans la mesure où il est *acceptable* pour *tout* libéral instruit. Les ouvriers ont intérêt à ce que le pouvoir échappe aux mains du propriétaire foncier pour passer dans celles du bourgeois plus cultivé : tous les libéraux du monde applaudiront à une telle « compréhension » des « *intérêts de l'ouvrier* ». Mais ce n'est pas encore du marxisme. Le marxisme va plus

loin : 1) les libéraux ont intérêt à s'asseoir aux côtés du propriétaire foncier sans saper son pouvoir ; 2) les libéraux ont intérêt à partager le pouvoir avec le propriétaire foncier de telle manière que l'ouvrier et la démocratie n'obtiennent strictement rien ; 3) le pouvoir n'« échappe » *réellement* aux mains du propriétaire foncier pour « passer dans celles » du libéral *que lorsque* la démocratie remporte une victoire *en dépit* du libéral. Des preuves ? Toute l'histoire de la France et celle, toute récente, de la Chine : le pouvoir n'eût jamais passé, même provisoirement, même sous condition, au libéral Yuan Che-kaï, si la démocratie chinoise ne l'avait pas emporté *en dépit* de Yuan Che-kaï.

Mais si cette vérité banale qu'il vaut mieux un libéral qu'un Cent-Noirs condense *tout* le « marxisme » acceptable pour MM. Strouvé, Izgoïev et C^ie^, la dialectique de la lutte des classes est, tant pour le libéral que pour Martov, le livre aux sept sceaux.

Je résume : c'est précisément pour qu'en Russie le pouvoir « passe » réellement des mains du propriétaire foncier *dans* celles du bourgeois qu'il ne faut pas tromper et affaiblir la démocratie en général et les ouvriers en particulier par le *faux* mot d'ordre : « arracher la Douma des mains de la réaction ». Notre tâche pratique aux élections n'est nullement de « déloger la réaction de ses positions à la Douma », mais de renforcer la démocratie en général, et la démocratie ouvrière en particulier. Cela ira parfois à l'encontre de la « tâche » d'augmenter le nombre des libéraux : cinq démocrates de plus sont plus importants pour nous, et plus utiles au prolétariat, que cinquante libéraux de plus.

D'où cette conclusion, dont Martov ne veut pas, tout en semblant reconnaître que les cadets sont des libéraux et *non* des démocrates : 1) lors des ballotages dans les cinq grandes villes [179], *seuls* sont acceptables les accords avec les démocrates contre les libéraux ; 2) au second tour des élections, à *tous* les scrutins et dans *tous* les accords, il faut *d'abord* s'entendre avec les démocrates contre les libéraux, et ensuite seulement avec les libéraux contre la droite.

« Zvezda » n° 11 (47), 19 février 1912.
Signé : F. L — ko

Conforme au texte du journal

CONTRE L'UNITÉ AVEC LES LIQUIDATEURS

Le n° 7 du journal liquidateur *Jivoïé Diélo* publie un éditorial intitulé : « Pour l'unité, contre la scission », touchant à une question qui est, sans aucun doute, d'un intérêt et d'une importance extrêmes et qui préoccupe tous les ouvriers réfléchis. Nous estimons qu'il est de notre devoir de dire notre avis, fût-ce d'une manière incomplète, fût-ce brièvement, sur les points au sujet desquels *Jivoïé Diélo* donne à ses lecteurs des informations franchement et notoirement erronées.

Se fondant sur des informations des journaux *Goloss Zemli*, *Rousskoïé Slovo* et *Kievskaïa Mysl* [180] « lesquelles ne contredisent pas celles dont dispose le *Jivoïé Diélo* », ce dernier établit le fait qu'à l'étranger s'est tenue une conférence de tout le parti qui, dit-il, « a imposé à tous les marxistes de Russie une tactique précise dans la campagne électorale » et qui a entre autres déclaré le groupe de *Nacha Zaria* et de *Diélo Jizni hors du parti* (souligné par *Jivoïé Diélo*). Et, à ce propos il fait tous ses efforts (tout en truffant son article des calomnies et insinuations ordinaires à l'adresse des antiliquidateurs), premièrement, de discréditer la conférence, deuxièmement, de défendre *Nacha Zaria* et compagnie en disant qu'ils ne peuvent être mis « hors du parti », que les « écrivains » de cette orientation « répondent par un haussement d'épaules méprisant à une telle décision », etc.

Nous remarquerons en premier lieu que tout le contenu de l'article de *Jivoïé Diélo*, son ton hystérique, ses cris

en faveur de « l'unité », montrent clairement combien les liquidateurs ont été gravement touchés et combien ils sont malhabiles à étouffer *le fond des choses*. C'est ce *fond des choses* que nous allons maintenant aborder.

Il va de soi que nous ne pouvons ni défendre la conférence, ni compléter ou rectifier les informations parues dans les journaux que nous avons cités (et auxquels il faut maintenant ajouter le *Goloss Moskvy*). Et ce n'est pas là notre propos. Il suffit de reproduire *à la lettre* ne serait-ce qu'une seule phrase de *Jivoïé Diélo* : « Nous demandons, s'exclament les liquidateurs, qui les a élus (les délégués à la conférence), qui les a mandatés pour parler et décider au nom des marxistes de Moscou, de Pétersbourg, etc. ? » Si c'était par exemple M. Pourichkévitch, ou M. Zamyslovski qui « *demandaient* » cela ouvertement, ce serait tout naturel. Mais si ce sont les liquidateurs qui le *demandent* au public dans *Jivoïé Diélo*, cette seule question suffit si magnifiquement à faire apparaître leur nature liquidatrice, les démasque si remarquablement qu'il ne nous reste plus qu'à montrer du doigt leurs méthodes et à tirer l'échelle.

Nous le répétons, nous ne prêtons intérêt aux questions ici abordées que dans la seule mesure où notre devoir est de répondre à toutes les voix de la presse et de noter ce qui se rapporte à la campagne électorale ouvrière. Il faut que nos lecteurs sachent la vérité. Si les liquidateurs disent : « pour l'unité, contre la scission », notre devoir est de faire ressortir ce que cette phrase contient de mensonger. Premièrement, il ne sert à rien de jouer à cache-cache et de parler d'« unité » en général, alors qu'il s'agit en fait *uniquement* de *l'unité avec les liquidateurs*. Pourquoi *Jivoïé Diélo* se cache-t-il ? Pourquoi ne dit-il pas franchement, s'il est d'accord ou non avec *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* ? Deuxièmement, il est prématuré de parler de *scission*, tant que nous n'avons pas affaire à deux collectifs politiques organisés, cohérents, agissant dans le même milieu.

C'est de cela, *du fond des choses*, que devrait parler *Jivoïé Diélo* ; jurer et tempêter ne sert de rien.

L'unité avec les liquidateurs est une question non pas nouvelle, mais fort ancienne. Il y a deux ans passés, en janvier 1910, on a fait, dans toutes les formes, la tentative

la plus poussée qui soit, sanctionnée à la fois par un accord et une décision unanime, pour parvenir à cette unité. Elle a échoué, *tous* l'admettent, y compris les liquidateurs (cf. *Nacha Zaria*, 1911, n° 11, p. 130). Pourquoi cet échec ? Les gens qui s'intéressent sérieusement à la question doivent se faire une opinion eux-mêmes, *en étudiant les documents*. Nous n'en citerons que quelques-uns, mais ils sont décisifs.

L'« unificateur », ou le « conciliateur » M. Ionov, bien connu pour la part qu'il a prise à cette tentative d'unité avec les liquidateurs, écrivait *à ce moment-là* :

« Quel que soit le mal que l'otzovisme et le liquidationnisme puissent par eux-mêmes causer au parti, leur influence bienfaisante sur les fractions (il s'agit des fractions menchevique et bolchevique) semble hors de doute. La pathologie connaît deux sortes d'abcès : les bénéfiques et les pernicieux. Un abcès bénéfique est une maladie profitable à l'organisme. En mûrissant, il tire à lui les éléments nuisibles de tout l'organisme, permettant ainsi sa guérison. Je crois que c'est là le rôle qu'a joué le liquidationnisme par rapport au menchevisme, et l'otzovisme-ultimatisme — par rapport au bolchevisme. »

Voici l'un des documents établissant que la condition mise à l'unité avec les liquidateurs était leur complète renonciation au liquidationnisme. Cela se passait en janvier 1910. En février 1910, M. *Potressov* écrivait mot pour mot ce qui suit dans le n° 2 de *Nacha Zaria* :

« Car peut-il exister en été 1909 un courant liquidateur, qui ne soit pas une hallucination d'une imagination délirante mais une réalité authentique, un mouvement qui liquide ce qui est inliquidable, ce qui n'existe plus en fait en tant que tout organisé ? » (*Nacha Zaria*, 1910, n° 2, p. 61).

Tous les praticiens savent qu'*en fait*, les liquidateurs *ont exactement suivi* la direction que leur indiquait M. Potressov. *Vozrojdénié*, autre organe bien connu des liquidateurs, auquel collaboraient ces mêmes MM. Martov, Larine, Lévitski et consorts, écrivait le 30 mars 1910 au nom de la rédaction, en citant avec sympathie les paroles de M. Potressov que nous avons reproduites : « Il n'y a rien à liquider , et nous (la rédaction de *Vozrojdénié*) ajoutons de notre propre chef que le rêve de rétablir cette hiérarchie

sous son ancienne forme clandestine n'est qu'une utopie néfaste et réactionnaire... » (*Vozrojdénié*, 1910, n° 5, p. 51).

Ces déclarations ont-elles été appréciées par des personnes et des orientations autres que la nôtre comme une *rupture* des liquidateurs avec l'ancienne équipe politique ? Incontestablement. Voici des preuves : 1) l'article de M. Izgoïev dans la *Rousskaïa Mysl* de 1910, n° 8 : « Un viékhiste chez les marxistes ». M. Izgoïev apprécie toujours les événements qui se produisent chez les marxistes d'un point de vue « viékhiste » conséquent. « La réponse (de M. Potressov aux questions du mouvement ouvrier) *correspond entièrement* à ce qu'écrivait les *Viékhi* qu'il vilipende, dit M. Izgoïev, et à ce qu'expriment les publicistes de la *Rousskaïa Mysl* » (*Rousskaïa Mysl*, 1910, n° 8, p. 67). 2) En mai 1910, le menchevik Plékhanov écrivait, au sujet des paroles de Potressov que nous avons citées : « Il ne fait néanmoins aucun doute que *l'homme pour qui notre parti n'existe pas, n'existe pas pour notre parti* (souligné par Plékhanov). Tous les membres de celui-ci devront maintenant dire que M. Potressov n'est pas leur camarade, et certains d'entre eux cesseront peut-être de m'accuser d'avoir adopté cette attitude depuis longtemps déjà. »

C'est un fait. Ni les faux-fuyants, ni les subterfuges n'y peuvent rien. Les liquidateurs ont rompu avec l'équipe politique précédente dès 1910. Aucun historien de la vie politique russe ne peut passer sur ce fait s'il ne veut pas s'écarter de la vérité. Et en 1911, MM. Lévitski, Martov, Dan, Larine, Tchatski et compagnie ont fait à maintes reprises des déclarations qui abondaient dans le sens de Potressov. Rappelons simplement comment dans *Diélo Jizni* (1911, n° 6, p. 15), Larine enseignait aux ouvriers que « fabriquer dans chaque ville de petits cercles... rassemblant deux centaines de personnes » n'était pas difficile, mais que c'était une « mascarade » !

Notre profonde conviction est qu'on ne peut manquer de conclure, de l'expérience de plus de deux années, qu'aucune unité avec les *liquidateurs* n'est possible. Aucun accord non plus. Tout accord est *impensable*, car il s'agit de savoir si ce que les liquidateurs qualifient avec mépris de « hiérarchie » existera ou non. Et aucune insulte de *Jivoïé Diélo*, organe *des mêmes* liquidateurs de *la même*

orientation, n'y peut rien changer. Les liquidateurs sont *en dehors* du parti... c'est un fait définitif.

C'est ce fait qui marque une scission, nous objecterait-on, peut-être. Non. On appelle scission la formation de *deux* équipes politiques au lieu d'une. A l'heure actuelle, en mars 1912, celui qui observe notre vie politique, armé du meilleur des télescopes et regardant depuis Pétersbourg, Moscou, Kiev, New York, depuis l'endroit qu'il voudra, ne sera en mesure de voir *qu'une seule* équipe politique organisée et cohérente, que les insultes des liquidateurs ne font que renforcer parmi les ouvriers.

Le malheur des liquidateurs, c'est justement d'avoir *liquidé* leurs rapports avec le passé et de *n'avoir pas créé* quelque chose de neuf. Quand ils le feront, alors nous verrons et, accomplissant notre travail d'observateurs politiques, nous en informerons nos lecteurs. En attendant, un fait reste un fait : puisqu'il n'y a pas d'autre équipe politique cohérente, il n'y a donc pas de scission.

Les liquidateurs promettent depuis longtemps de créer une société politique « au grand jour ». Mais les promesses ne sont pas des faits. Et M. Lévitski « *lui-même* », le plus proche ami de Potressov et de Martov, écrivait *avec regret* dans l'éditorial du n° 11 de *Nacha Zaria* (1911) que « nous ne voyons aucune tentative de quelque importance pour organiser une société *politique* légale » (souligné par M. Lévitski). Il en accuse aussi bien les « masses » que les « dirigeants ». Mais il ne s'agit pas pour le moment de ces accusations, il s'agit d'établir un fait. *Si* M. Lévitski et ses amis créent une société politique légale, *si* cette dernière mène en fait une politique ouvrière marxiste (et non libérale), alors... alors, nous verrons. Seulement, pressez-vous messieurs, il reste peu de temps avant les élections, et il vous faudra des efforts herculéens pour rattraper en quelques mois *des années* de retard (ou pour *transformer* en son *inverse* ce qui a été fait auparavant).

Les liquidateurs se sont eux-mêmes coupé la tête. Quand on a la tête coupée, on ne regrette pas ses cheveux.

L'observateur de la vie politique russe ne pourra trouver qu'une seule équipe politique dans le secteur qui nous intéresse. Autour de lui, on trouve quelques personnes et des groupuscules inorganisés, qui ne savent même pas don-

ner de réponses cohérentes aux problèmes politiques *essentiels*. Autrement dit, alentour c'est la débâcle. Comme dans toute débâcle, on y trouve aussi bien des gens qui hésitent que d'autres qui espèrent (en vain hélas !) amener les liquidateurs à rompre *réellement* avec le liquidationnisme. Mais seuls des hommes politiques définitivement fourvoyés peuvent essayer de se nourrir d'espoirs pendant les quelque six mois qui nous séparent des élections.

Prenez simplement la question des mots d'ordre de la campagne électorale, de la tactique et des accords. Il n'existe qu'une seule réponse qui soit formulée, claire, précise, complète et déjà connue de tous les dirigeants ouvriers aux quatre coins de la Russie. *Il n'y en a pas d'autre.* Une fois de plus, messieurs les liquidateurs, quand on a la tête coupée, on ne regrette pas ses cheveux.

P.-S. Apparemment Trotski se range au nombre de ceux qui « espèrent » voir les liquidateurs s'amender : il traduit en langue populaire dans *Jivoïé Diélo* le début des résolutions de décembre 1908 sur la nature du régime du 3 juin. Nous serons très contents si Trotski réussit simplement à convaincre Larine et Martov par exemple, et qu'ils se mettent tous d'accord pour donner une réponse précise, exacte et claire à la question de savoir quelle est la nature de notre « constitution » actuelle. Ces gens discourent bruyamment sur les bienfaits de l'« unité » et les méfaits des « cénacles » et ils ne peuvent même pas parvenir à un avis unique au sein de leur cénacle « à eux », que ce soit sur les questions de principe ou de pratique de tout notre travail ! Ils se rattrapent sur le verbiage : « La social-démocratie, écrit Trotski, sait inscrire ses grands objectifs sur la surface interne de la boîte crânienne, et pas seulement sous forme de formule »... Trotski est un maître écrivain, il ne cède pas à Potressov et à Névédomski !

Prosvéchtchénié » n° 3-4, février-mars 1912.
Signé : M. B.

Conforme au texte de la revue

LES PARTIS POLITIQUES DURANT LES CINQ ANNÉES DE LA TROISIÈME DOUMA

I

L'« *Annuaire* » *du journal la* « *Retch* » *pour 1912*, cette petite encyclopédie politique du libéralisme, publie un article de M. Milioukov : « Les partis politiques *à la Douma d'Etat* pendant cinq ans ». Cet article, dû à la plume du chef reconnu du libéralisme, historien éminent, mérite d'autant plus de retenir l'attention qu'il est consacré, peut-on dire, au *thème essentiel de la campagne électorale*. Lorsqu'on choisit un tel thème, on est malgré soi amené à faire le point de l'activité des partis sur le plan politique, à examiner leur rôle, à se livrer à des généralisations scientifiques sur le rapport des forces sociales, à aborder les mots d'ordre de la prochaine campagne électorale, et M. Milioukov lui-même a beau s'efforcer de s'en tenir à la simple énumération des faits de l'« histoire extérieure » de la Douma, il est lui aussi *amené* à aborder ces problèmes.

On obtient ainsi un tableau intéressant, illustrant un sujet ancien, mais toujours neuf : comment la vie politique russe se reflète-t-elle dans l'optique du libéral ?

« Le parti de la liberté du peuple, qui dominait la I^re^ Douma numériquement et la II^e^ moralement, écrit M. Milioukov, n'était plus représenté à la III^e^ Douma que par 56-53 députés. De majorité dirigeante, il est passé dans l'opposition, conservant cependant dans les rangs de cette dernière une importance prépondérante, tant par le nombre

que par la qualité de ses membres et par la sévère discipline de fraction à laquelle était soumis leurs interventions et leurs votes. »

Dans un article sur les partis politiques, un chef de parti présente le sien comme « prépondérant » par la « qualité de ses membres ». C'est gentiment dit. Mais la publicité pourrait être plus discrète... Et est-il si vrai que les cadets dominaient par leur stricte discipline de fraction ? Non, car tout le monde se souvient des nombreuses interventions de M. Maklakov par exemple, qui se désolidarisait de la fraction des cadets pour prendre une position plus à droite. M. Milioukov a fait preuve d'imprudence : s'il n'y a pas de danger à vanter la « qualité » de son parti en ce sens que c'est là une appréciation purement subjective, en ce qui concerne la discipline de parti, les faits réfutent aussitôt les déclarations publicitaires. Il est caractéristique que ce soit précisément l'aile droite des cadets, tant à la Douma, en la personne de Maklakov, que dans la presse, en celle de M. Strouvé et Cie de la *Rousskaïa Mysl*, qui se soit désolidarisée du reste du parti cadet, jetant bas non seulement la sévère discipline, mais la discipline tout court de celui-ci.

« A sa gauche, poursuit M. Milioukov, la fraction de la liberté du peuple n'avait que quatorze troudoviks et quinze social-démocrates. Le groupe des troudoviks n'a conservé que l'ombre de la place qu'il occupait dans les deux premières Doumas. Le groupe social-démocrate, un peu mieux organisé, consacrait de temps à autre ses interventions à dénoncer violemment les « contradictions de classe », mais en définitive, il n'a pu mener d'autre tactique que celle de l'opposition « bourgeoise ».

C'est tout, littéralement tout ce que cet historien éminent trouve à dire dans les vingt pages de son article sur les partis situés à la gauche des cadets. Pourtant cet article est consacré aux partis politiques de la Douma d'Etat : il analyse dans les moindres détails les plus petits déplacements intervenus chez les propriétaires fonciers, les diverses « fractions de droite modérée » ou « octobristes de droite », il en examine les divers actes. Pourquoi troudoviks et social-démocrates sont-ils réduits à rien (car en parler *comme le fait* M. Milioukov, c'est les réduire à rien) ?

Il n'y a qu'une réponse possible à cette question : c'est que ces partis déplaisent particulièrement à M. Milioukov et que la simple constatation de faits largement connus au sujet de ces partis va à l'encontre des *intérêts* du libéralisme. En fait, M. Milioukov sait fort bien quels tripotages dans la répartition des grands-électeurs ont réduit les troudoviks à ne conserver « que l'ombre de la place » qu'ils occupaient dans les Doumas précédentes. Ces tripotages, œuvre de M. Kryjanovski et autres « héros » du 3 juin 1907, ont également sapé la majorité des cadets. Mais cela justifie-t-il que l'on puisse méconnaître, et à plus forte raison interpréter faussement la signification de partis très faiblement représentés à la Douma seigneuriale ? Les troudoviks sont très, très faiblement représentés à la IIIe Douma, mais ils ont joué un grand rôle au cours de ces cinq années, car ils étaient les mandataires de millions de paysans. Ce sont les intérêts des propriétaires fonciers qui ont précisément fait réduire la représentation paysanne. On se demande quels intérêts poussent les libéraux à faire fi des troudoviks ?

Ou bien, prenez la pointe de hargne de M. Milioukov contre les social-démocrates. Ignore-t-il vraiment que la « tactique » de ces derniers se distingue de celle des cadets non seulement parce que l'opposition prolétarienne se distingue de l'opposition bourgeoise, mais aussi parce que le démocratisme se distingue du libéralisme ? Evidemment, M. Milioukov le sait fort bien et il aurait pu donner des exemples de l'histoire la plus récente de tous les pays européens expliquant la différence entre démocrates et libéraux. Tout vient de ce que, dès qu'il s'agit de la Russie, le libéral russe *ne veut pas* voir ce qui le différencie des démocrates russes. Le libéral russe *a avantage* à se présenter à son lecteur comme le représentant de toute l'« opposition démocratique » en général. Avantage qui n'a rien à voir avec le souci de la vérité.

En fait, tout le monde sait qu'à la IIIe Douma, les social-démocrates ont mené une tactique *totalement* différente de celle de l'opposition bourgeoise en général et de l'opposition des cadets (libérale) en particulier. Si M. Milioukov avait essayé de mettre sous les yeux du lecteur n'importe quelle question politique concrète, on peut tenir pour certain qu'il n'en eût pas trouvé *une seule* sur laquelle

les social-démocrates n'aient observé une tactique *différente* dans son principe. M. Milioukov a pris pour thème les partis politiques à la IIIe Douma, mais il a déformé ce qui est essentiel et fondamental : trois groupes principaux de partis politiques ont mené trois tactiques différentes, les partis du gouvernement (de Pourichkévitch à Goutchkov), les partis du libéralisme (cadets, nationalistes et progressistes), les partis démocratiques (les troudoviks, démocrates bourgeois, et les démocrates ouvriers). Les deux premières généralisations sont claires à M. Milioukov, il voit très bien le lien profond qui apparente d'une part Pourichkévitch et Goutchkov, d'autre part, tous les libéraux. Mais il ne voit pas la différence entre ces derniers et les démocrates, parce qu'il *ne veut pas* le voir.

II

La même chose se reproduit à propos de la base de classe des divers partis. A droite, M. Milioukov la voit et la révèle, à gauche il devient d'un coup aveugle. « La loi du 3 juin elle-même, écrit-il, a été dictée par la noblesse unifiée. C'est l'aile droite de la majorité à la Douma qui a pris en main la défense des intérêts des nobles. Quant à son aile gauche, elle y a joint la défense des intérêts de la grande bourgeoisie urbaine. » Passage fort significatif, n'est-il pas vrai ? Quand le cadet regarde à droite, il souligne avec force les lignes de partage des « contradictions de classe » : ici les nobles, là les grands bourgeois. Mais dès que le libéral dirige ses regards vers la gauche, les mots « contradiction de classe » s'entourent aussitôt de guillemets ironiques. Les différences de classe disparaissent : les libéraux, « opposition démocratique » en général, représentent aussi bien les paysans que les ouvriers et que la démocratie urbaine !

Non, messieurs, ce n'est pas de l'histoire scientifique, ce n'est pas de la politique sérieuse, c'est de la politicaillerie et de la publicité.

Les libéraux ne représentent ni les paysans ni les ouvriers, mais seulement une partie de la bourgeoisie : urbaine, agraire, etc.

L'histoire de la IIIe Douma est si connue que M. Milioukov lui-même ne peut faire autrement que reconnaître les fréquentes occasions où les libéraux ont voté avec les octobristes, non seulement *contre* (contre le gouvernement), mais aussi *pour* certaines mesures positives. Ces faits, rattachés à l'histoire commune de l'octobrisme et du cadetisme (unis en 1904-1905 jusqu'au 17 octobre) *démontrent* à quiconque attache quelque importance à la réalité historique que les octobristes et les cadets sont les deux ailes *d'une même classe*, les deux ailes d'un *centre* bourgeois qui oscille entre le gouvernement et les propriétaires fonciers d'une part, et la démocratie (ouvrière et paysanne) de l'autre. Si M. Milioukov ne voit pas cette conclusion *essentielle* à tirer de l'histoire des « partis politiques à la IIIe Douma », c'est uniquement parce qu'il n'a pas intérêt à la voir.

La troisième Douma *a confirmé* sous un angle nouveau, dans des circonstances nouvelles, la division essentielle des forces et des partis politiques russes qui s'était dessinée tout à fait clairement à compter du milieu du XIXe siècle, s'est précisée de plus en plus de 1861 à 1904, s'est révélée et fixée dans l'arène de la lutte ouverte des masses en 1905-1907 et est restée la même en 1908-1912. Pourquoi cette division reste-t-elle encore effective aujourd'hui ? Parce que les tâches objectives du développement historique de la Russie, qui forment partout le contenu des transformations et révolutions démocratiques, depuis la France de 1789 à la Chine de 1911, ne sont pas encore réalisées.

Dans une telle situation, on a inévitablement affaire à une résistance acharnée de la « bureaucratie » et des propriétaires fonciers, ainsi qu'aux hésitations d'une bourgeoisie qui a besoin des transformations, mais qui craint que celles-ci ne soient utilisées par la démocratie en général, et les ouvriers en particulier. Cette crainte a été particulièrement visible, sur le plan de la politique parlementaire, chez les cadets de la Ire et de la IIe Douma et chez les octobristes de la IIIe, c'est-à-dire précisément lorsque ces partis constituaient la majorité « dirigeante ». Les cadets combattent les octobristes en restant sur la même position de principe qu'eux, c'est davantage une compétition qu'une lutte. Ils partagent avec eux un strapontin au pouvoir,

aux côtés des propriétaires fonciers : de là cette apparente violence du conflit entre ceux qui ont le pouvoir et les cadets, leurs concurrents les plus directs.

S'il ferme les yeux sur la différence qui sépare la démocratie du libéralisme, M. Milioukov étudie avec une précision, une richesse de détails extraordinaires, avec gourmandise, peut-on dire, les nuances qui interviennent au sein des propriétaires fonciers : droite, droite modérée, nationalistes en général, nationalistes indépendants, octobristes de droite, octobristes proprement dits, octobristes de gauche. Ces subdivisions et nuances n'ont, dans ce cadre, strictement aucune importance sérieuse : ils sont tout au plus liés au remplacement de quelque Tverdoonto par quelque Ougrioum-Bourtchéiev [181] dans l'administration, à des déplacements de personnes, à des victoires de petits cercles ou de coteries. Toutes choses qui n'ont aucun retentissement sérieux sur les orientations politiques fondamentales.

« Deux camps vont se combattre » (aux élections à la IVe Douma), affirme M. Milioukov, comme le fait sans répit toute la presse des cadets. Ce n'est pas vrai, messieurs. Il y a *trois* camps principaux qui *se combattent* et se combattront : le camp gouvernemental, le camp libéral et la démocratie ouvrière en tant que centre d'attraction de toute la démocratie en général. Cette division en deux camps est un piège tendu par la politique libérale, qui parvient parfois, malheureusement, à désorienter certains partisans de la classe ouvrière. Ce n'est qu'après avoir compris que la division en trois camps principaux est inévitable, que la classe ouvrière pourra mener *sa propre* politique ouvrière, et non celle des libéraux, *en tirant parti* des conflits entre le premier camp et le deuxième, mais sans se laisser tromper une seule minute par la phraséologie prétendument démocratique des libéraux. Et les tâches des ouvriers sont non seulement de ne pas se laisser tromper eux-mêmes, mais aussi de ne pas laisser tromper les paysans, principal appui de la *démocratie* bourgeoise. L'histoire des partis politiques à la IIIe Douma, elle aussi, conduit à cette conclusion.

« *Zvezda* » n° *14 (50), 4 mars 1912.*
Signé : K. T.

Conforme au texte du journal

RAPPORT SUR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R. DEVANT LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL [182]

Les dernières années ont été pour le P.O.S.D.R. une période de flottement et de désorganisation. Durant trois ans, le parti n'a pu convoquer ni conférence ni congrès et au cours des deux dernières années, le Comité central n'a pu avoir aucune activité. A vrai dire le parti continuait d'exister, mais sous la forme de groupes séparés dans toutes les villes de quelque importance, groupes dont chacun, en l'absence d'un Comité central, menait une vie quelque peu isolée.

Récemment, sous l'effet d'un nouvel éveil du prolétariat russe, le parti a repris force et, dans la toute dernière période, nous avons enfin eu la possibilité de convoquer une conférence (ce qui n'avait pas été possible depuis 1908) à laquelle étaient représentées les organisations des deux villes capitales, du Nord-Ouest et du Sud, du Caucase et de la région industrielle du centre. Au total, vingt organisations, c'est-à-dire presque toutes celles, tant bolcheviques que mencheviques, qui existent actuellement en Russie, ont établi des contacts étroits avec la Commission d'organisation de Russie qui convoquait cette conférence.

S'étant reconnu les droits et devoirs de l'instance suprême du parti, la conférence a consacré ses vingt-trois séances à discuter toutes les questions à l'ordre du jour, parmi lesquelles un bon nombre étaient d'une importance extrême. Elle a ainsi donné une appréciation approfondie

et très complète de la situation politique actuelle et de la politique du parti, appréciation qui est en plein accord avec les résolutions de la conférence de 1908 et les décisions du plénum du Comité central de 1910. La conférence a attaché une importance particulière aux élections à la Douma qui vont se dérouler dans quelques mois et a adopté à ce sujet une résolution en trois points éclairant avec netteté et en détail notre loi électorale embrouillée, précisant la question des accords électoraux avec d'autres partis, donnant une explication complète de la position et de la tactique du parti pour la période de la prochaine campagne électorale. Il a été également discuté de la lutte contre la famine, de l'assurance des ouvriers, des syndicats et des grèves, etc., et des décisions sur ces questions ont été adoptées.

La conférence a également examiné la question des « liquidateurs ». Ce courant rejette l'existence du parti illégal, le déclare déjà liquidé, qualifie d'utopie réactionnaire sa reconstitution et affirme que la renaissance du parti n'est possible que sous une forme légale. Il a rompu avec le parti illégal, mais il n'en reste pas moins qu'à ce jour, il n'a pu créer aucun parti légal. La conférence a constaté que le parti combat ce courant depuis quatre ans déjà, que la conférence de 1908 et le plénum du Comité central de 1910 se sont prononcés contre les liquidateurs, que malgré tous les efforts du parti, ce courant continue de se maintenir comme fraction isolée et mène la lutte contre le parti dans la presse légale. Aussi la conférence a-t-elle déclaré que les liquidateurs groupés autour des revues *Nacha Zaria*, *Diélo Jizni* (auxquelles il convient maintenant d'ajouter *Jivoïé Diélo*) se sont placés en dehors du P.O.S.D.R.

Enfin la conférence a élu le Comité central et la rédaction de l'Organe central, le *Social-Démocrate*. De plus, elle a particulièrement souligné qu'il existait à l'étranger une multitude de groupes, qui sont plus ou moins socialistes, mais qui n'en sont pas moins complètement coupés du prolétariat russe et de son activité socialiste, et, de ce fait, tout à fait irresponsables ; que ces groupes ne peuvent en aucun cas représenter le P.O.S.D.R. ou prendre position en son nom ; que le parti ne prend en aucun cas ces groupes sous sa responsabilité ou sous sa caution et que tous les

rapports avec le P.O.S.D.R. ne peuvent s'établir que par l'intermédiaire du Comité central, dont nous donnons ci-dessous l'adresse à l'étranger : Vladimir Oulianov, 4, rue Marie-Rose, Paris, XIVe (pour le Comité central).

Rédigé au début de mars 1912. Publié le 18 mars 1912 dans la circulaire n° 4 du Bureau Socialiste International

Conforme au texte de la circulaire

LA PLATE-FORME ÉLECTORALE DU P.O.S.D.R. [183]

Camarades ouvriers et citoyens de Russie !

Les élections à la IVe Douma d'Etat sont toutes proches. Les divers partis politiques, comme le gouvernement lui-même, s'y préparent déjà de toutes leurs forces. Parti du prolétariat conscient, qui par sa glorieuse lutte de l'année 1905 a porté le premier coup sérieux au tsarisme et lui a arraché des institutions représentatives, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie vous appelle tous, aussi bien ceux qui jouissent du droit de vote que l'énorme majorité des « sans-droit », à participer de la manière la plus énergique aux élections. Tous ceux qui aspirent à voir la classe ouvrière libérée de l'esclavage salarié, tous ceux qui ont à cœur la liberté de la Russie doivent se mettre immédiatement au travail pour que les élections à la IVe Douma seigneuriale servent elles aussi à réunir et à affermir les partisans de la liberté, à faire progresser la conscience et l'organisation de la démocratie russe.

Cinq ans ont passé depuis le coup d'Etat du 3 juin 1907, lorsque Nicolas le Sanglant, tsar de Khodynka [184] « vainqueur et exterminateur » de la Ire et de la IIe Douma, tourna le dos à ses serments, promesses et manifestes, pour s'employer, avec l'aide des propriétaires fonciers Cent-Noirs et des marchands octobristes, à prendre sa revanche de l'année 1905 sur la classe ouvrière et tous les éléments révolutionnaires de Russie, c'est-à-dire l'énorme majorité du peuple.

Toute l'époque de la IIIe Douma a été marquée par la vengeance du tsarisme contre la révolution. Jamais encore celui-ci n'avait déchaîné en Russie autant de persécutions. En cinq ans, les potences ont battu le record de trois siècles d'histoire russe. Jamais il n'y a eu autant de politiques en déportation, dans les bagnes et les prisons, jamais les vaincus n'ont été soumis à de telles tortures, à de telles violences que sous Nicolas II. On n'a jamais vu une telle vague de concussions, jamais l'arbitraire et les excès des fonctionnaires — auxquels tout est pardonné pour le zèle qu'ils apportent à combattre la « sédition » — n'ont atteint un tel degré, jamais le moindre représentant du pouvoir n'a pu se moquer à ce point des habitants en général et des paysans en particulier. Jamais on n'a persécuté les Juifs, et avec eux les autres minorités nationales avec autant de délectation sauvage, de haine et de frénésie.

L'antisémitisme et le nationalisme le plus grossier sont devenus la seule plate-forme politique des partis du gouvernement et le personnage de Pourichkévitch est devenu la seule expression complète, totale, exacte, de toutes les méthodes de gestion des affaires de la monarchie tsariste actuelle.

Et quel est le résultat de cette rage de la contre-révolution ?

Les classes exploiteuses « supérieures » de la société elles-mêmes commencent à réaliser qu'il est impossible de continuer sur cette lancée. Les octobristes, parti qui a dominé la IIIe Douma, parti des gros propriétaires et des marchands effrayés par la révolution et qui rampent devant l'autorité, expriment eux aussi de plus en plus dans leur propre presse la conviction que le tsar et les nobles, qu'ils ont servi corps et âme, ont conduit la Russie à l'impasse.

Il fut un temps où la monarchie tsariste était le gendarme de l'Europe, où elle protégeait la réaction en Russie et aidait à écraser par la force tout mouvement en faveur de la liberté en Europe. Nicolas II a poussé les choses à ce point que le tsar n'est plus seulement le gendarme de l'Europe mais aussi celui de l'Asie, qui s'efforce, par l'intrigue, l'argent et la violence la plus bestiale, d'écraser tout mouvement en faveur de la liberté en Turquie, en Perse, en Chine.

Mais les atrocités du tsarisme sont impuissantes à arrêter le développement de la Russie. Ces attardés du servage que sont les Pourichkévitch, les Romanov ou les Markov auront beau la meurtrir et l'estropier, elle ira quand même de l'avant. Et à chaque pas qu'elle fait dans la voie du progrès, l'exigence de liberté politique devient plus pressante. Sans liberté politique, la Russie ne peut pas vivre, pas plus qu'aucun autre pays au XX^e^ siècle. Or est-il pensable d'attendre des réformes politiques de la monarchie tsariste, alors que le tsar a dissous les deux premières Doumas et foulé aux pieds son propre manifeste du 17 octobre 1905 ? Des réformes politiques sont-elles pensables dans la Russie actuelle, alors qu'un ramassis de fonctionnaires se gausse de toutes les lois, sachant bien que le tsar et ses fidèles couvriront tout ? Est-ce que nous ne voyons pas comment, sous la protection du tsar lui-même ou de sa parenté, Héliodore hier, Raspoutine aujourd'hui, Tolmatchev hier, Khvostov aujourd'hui, Stolypine hier, Makarov aujourd'hui, foulent aux pieds toutes les lois sans exception ? Ne voyons-nous pas que même les chétives « réformes », ridicules d'insignifiance, de la Douma seigneuriale, destinées à replâtrer et à raffermir le pouvoir tsariste, sont repoussées, dénaturées par le Conseil d'Etat ou par un oukaze émanant directement de Nicolas le Sanglant ? Ne savons-nous pas que la bande des assassins Cent-Noirs, qui abattent lâchement par derrière les députés déplaisant à l'autorité, qui ont envoyé au bagne les députés social-démocrates à la II^e^ Douma, qui mijotent pogrome sur pogrome, qui volent impudemment le Trésor, jouit de la bienveillance particulière du tsar et en reçoit presque au grand jour aide, orientation et directives ? Regardez ce que sont devenues sous Nicolas Romanov les principales revendications politiques du peuple russe, au nom desquelles les meilleurs représentants de celui-ci ont mené une lutte héroïque pendant plus de trois quarts de siècle, au nom desquelles des millions d'hommes se sont levés en 1905. Le suffrage universel, égal, direct est-il compatible avec la monarchie des Romanov, alors que même le suffrage le moins universel, le moins égal, le moins direct à la I^re^ et à la II^e^ Douma a été piétiné par le tsarisme ? Est-elle compatible avec la monarchie du tsar, la liberté d'association, de coalition, de grève,

alors que gouverneurs et ministres réduisent à néant jusqu'à la loi réactionnaire, caricaturale, du 4 mars 1906 [185] ? N'ont-ils pas l'air d'une moquerie, les mots du manifeste du 17 octobre 1905 qui parlaient des « assises inébranlables de la liberté civique », de « réelle inviolabilité de la personne », de « liberté de conscience, de parole, de réunion, d'association » ? Chaque jour, chaque « sujet » du tsar le constate.

Non ! Nous en avons assez des mensonges libéraux sur la compatibilité de la liberté et du vieux pouvoir et sur la possibilité de réformes politiques sous la monarchie tsariste. Le peuple russe a payé ces illusions enfantines des dures leçons de la contre-révolution ! Quiconque veut sérieusement et sincèrement la liberté politique doit brandir audacieusement et fièrement le drapeau de la *république*, et la politique de la bande tsariste et seigneuriale poussera inévitablement sous ce drapeau *toutes* les forces vives de la démocratie russe.

Il fut un temps — pas si lointain — où le cri de guerre de : à bas l'autocratie ! semblait trop avancé pour la Russie. Mais le Parti ouvrier social-démocrate de Russie l'a lancé, les ouvriers d'avant-garde l'ont repris et l'ont fait résonner dans tout le pays ; en l'espace de deux ou trois ans, il est passé dans la langue. Au travail donc, camarades ouvriers et citoyens de Russie qui ne voulez pas que notre pays s'embourbe définitivement dans le marasme, la barbarie, la servitude et la misère effroyable dans laquelle sont plongées des dizaines de millions de personnes ! Les social-démocrates de Russie, les ouvriers de Russie parviendront à faire passer dans la langue le cri de : à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !

Ouvriers ! Rappelez-vous l'année 1905 : par votre lutte gréviste, vous avez élevé des millions de travailleurs à une vie nouvelle, à la conscience, à la liberté. Et des dizaines d'années de réformes tsaristes n'ont pas donné, ne peuvent donner le dixième des améliorations de votre vie que vous avez alors arrachées par votre lutte de masse. Le sort du projet de loi sur l'assurance des ouvriers, dénaturé par la Douma seigneuriale avec le concours des cadets, a montré, s'il en était besoin encore, ce que les ouvriers peuvent attendre « d'en haut ».

La contre-révolution nous a arraché presque toutes nos conquêtes, mais elle n'a pas arraché, elle n'a pu arracher à la jeunesse ouvrière, au prolétariat russe qui grandit et prend force, sa puissance, son élan, sa foi dans sa cause.

Vive la nouvelle lutte pour l'amélioration de la vie des ouvriers qui ne veulent pas rester esclaves du bagne des fabriques et des usines ! *Vive la journée de travail de huit heures* ! Quiconque veut la liberté en Russie doit aider de son concours la classe qui a creusé la tombe de la monarchie tsariste en 1905 et y précipitera le plus grand ennemi de tous les peuples de Russie lors de la révolution russe de demain.

Paysans ! Vous avez envoyé vos députés troudoviks à la Ire et à la IIe Douma parce que vous aviez foi en le tsar et que vous espériez obtenir pacifiquement son accord pour que les terres des propriétaires fonciers soient remises au peuple. Vous avez maintenant pu constater que, pour défendre les propriétaires fonciers et les fonctionnaires, le tsar — qui est le plus grand propriétaire foncier de Russie — ne reculait devant aucun parjure, aucune illégalité, aucune violence, aucune effusion de sang. Faut-il endurer le joug des attardés du servage, supporter sans rien dire les brimades et les insultes des fonctionnaires, et agoniser par centaines de milliers, par millions tenaillés par la faim, terrassés par les maladies qu'engendrent la disette et l'extrême misère, ou bien tomber en combattant la monarchie tsariste et sa Douma seigneuriale, afin de conquérir une vie quelque peu humaine et supportable pour nos enfants ?

Voilà la question qui presse les paysans russes. Et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie les appelle à lutter pour la liberté complète, pour que toutes les terres des propriétaires fonciers soient remises aux paysans sans aucun rachat. Ce n'est pas par des aumônes que l'on guérira la misère paysanne, que l'on libérera les paysans de la famine. Ce n'est pas la charité que réclament les paysans, c'est la terre, qu'ils ont arrosée pendant des siècles de leur sueur et de leur sang. Les paysans n'ont pas besoin de la sollicitude des autorités et du tsar, ils ont besoin d'être libérés des fonctionnaires et du tsar, d'être libres de régler eux-mêmes leurs affaires.

Que les élections à la IVe Douma servent donc à éclairer la conscience politique des masses, à les entraîner de nou-

veau dans une lutte résolue. La lutte électorale se déroule entre trois partis principaux : 1) les Cent-Noirs, 2) les libéraux, 3) les social-démocrates.

La droite, les « nationalistes » et les octobristes font partie des Cent-Noirs. Tous sont pour le gouvernement, par conséquent, les différences entre eux ne peuvent avoir aucune importance sérieuse. Lutte impitoyable contre tous ces partis Cent-Noirs, tel est notre mot d'ordre !

Les libéraux, c'est le parti des cadets (« constitutionnel-démocrate » ou de la « liberté du peuple »). C'est le parti de la bourgeoisie libérale, qui veut partager le pouvoir avec le tsar et les propriétaires féodaux de manière à ne pas détruire jusqu'au fondement le pouvoir de ceux-ci et à ne pas donner le pouvoir au peuple. Ils haïssent le gouvernement qui les écarte de la direction, ils aident à le démasquer, ils sont un facteur d'hésitation et de décomposition dans ses rangs, mais ils haïssent incomparablement plus la révolution, ils ont peur de toute lutte des masses, ils font preuve d'une indécision et d'une irrésolution encore plus grandes vis-à-vis de la lutte de libération du peuple, ils se rangent traîtreusement, aux moments décisifs, aux côtés de la monarchie. Pendant la contre-révolution, les libéraux ont repris les rêveries « slaves » du tsarisme, ils ont joué à l'« opposition responsable », se sont mis à plat ventre devant le tsar comme « opposition de Sa Majesté » et, couvrant de boue les révolutionnaires et la lutte révolutionnaire des masses, ils se sont de plus en plus détournés de la lutte pour la liberté.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a su lever l'étendard de la révolution jusque dans la III^e^ Douma noire ; même du sein de cette assemblée, il a su aider à l'organisation et à l'éducation révolutionnaire des ouvriers, à la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers. Le parti du prolétariat est le seul parti de la classe d'avant-garde, de la classe qui est capable de conquérir la liberté pour la Russie. Maintenant encore notre parti ne va pas à la Douma pour y jouer « aux réformes », pour « défendre la constitution », pour « convaincre » les octobristes ou pour en « chasser la réaction », comme prétendent les libéraux pour tromper le peuple, mais pour monter à la tribune et appeler les masses à la lutte, pour enseigner les conceptions

socialistes, pour dénoncer chaque tromperie du gouvernement et des libéraux, pour dissiper les préjugés monarchistes des couches arriérées du peuple et les racines de classe des partis bourgeois, en un mot, pour préparer l'armée des combattants conscients de la nouvelle révolution russe.

Le gouvernement tsariste et les propriétaires fonciers Cent-Noirs ont apprécié à sa juste mesure la force révolutionnaire que représentait la fraction social-démocrate à la Douma. La police et le ministère de l'Intérieur consacrent maintenant tous leurs efforts à empêcher qu'il y ait des social-démocrates à la IVe Douma. Unissez-vous donc, ouvriers et citoyens ! Rassemblez-vous autour du P.O.S.D.R. qui, à sa récente conférence, est sorti du désarroi des années terribles, a regroupé ses forces et relevé son drapeau ! Que chacun prenne part aux élections et à l'agitation électorale, et les efforts du gouvernement seront brisés ; déployé à la tribune de la Douma, le drapeau rouge de la social-démocratie révolutionnaire flottera jusque sur cette Russie policière, asservie, ensanglantée, écrasée et affamée !

Vive la république démocratique de Russie !

Vive la journée de travail de huit heures !

Vive la confiscation de la terre seigneuriale !

Ouvriers et citoyens ! Soutenez l'agitation électorale du P.O.S.D.R. ! Votez pour les candidats du P.O.S.D.R. !

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

Rédigé début mars 1912.
Publié en tract en mars 1912.

Conforme au texte du tract collationné avec le texte de la copie manuscrite corrigée par Lénine

À LA RÉDACTION DU JOURNAL « ZVEZDA »

(NOTE CONCERNANT LA « PLATE-FORME ÉLECTORALE DU P.O.S.D.R. »[188])

La présente plate-forme * vous est envoyée dans un simple but d'*information générale*, à l'intention, en particulier de ceux qui travaillent à en *rédiger*. Il est temps de *cesser de rédiger* des plates-formes, étant donné qu'il en *existe* une, éditée et ratifiée par le Comité central (un tract a *déjà été publié* en Russie à ce sujet, mais nous n'en possédons qu'*un seul* exemplaire et nous ne pouvons vous l'envoyer ; c'est pourquoi nous en avons fait une copie, que nous vous adressons). Il serait particulièrement stupide de composer des plates-formes *légales*. *Tous* les articles concernant la plate-forme et les « fondements de la plate-forme » doivent obligatoirement être publiés avec la signature de l'auteur et sous la *rubrique* : essai de commentaire.

Je conseillerais notamment *avec une insistance toute particulière* au collège que vous connaissez de *ne* ratifier aucune plate-forme. C'est une entreprise des liquidateurs visant à ce que quelqu'un d'autre que le Comité central ratifie une plate-forme ! Outre cela, sur le fond il ne serait pas bon que le collège ratifie une plate-forme. Qu'il approuve celle-ci ou qu'il garde le silence.

Rédigé le 13 (26) mars 1912. Expédié de Paris à Pétersbourg

Inédit. Conforme au texte du manuscrit

* Voir le présent tome, p. 512 (*N.R.*)

CARTES SUR TABLE [187]

Le langage de la principauté de Monaco est bien connu de notre noblesse, de messieurs les ministres, des membres du Conseil d'Etat, etc. On sait qui l'a introduit dans notre Conseil d'Etat ! Aussi avons-nous été quelque peu étonnés de rencontrer dans le n° 8 du journal *Jivoïé Diélo* l'expression que nous prenons pour titre du présent article.

Mais il ne s'agit pas du mode d'expression. L'autorité dont jouit — chez les liquidateurs — le personnage qui l'emploie (L. Martov), l'importance du thème abordé (« cartes sur table » à propos de la campagne électorale, de ses principes, de sa tactique, etc.) nous poussent à reprendre ce mot d'ordre, indépendamment de la manière dont il est exprimé.

« Cartes sur table » est un excellent mot d'ordre, et nous voudrions par-dessus tout qu'il soit appliqué au journal *Jivoïé Diélo*. Cartes sur table, Messieurs !

Les gens qui ont l'expérience de la chose écrite déterminent immédiatement le caractère d'une publication d'après ceux qui y collaborent, voire même d'après certaines expressions qui sont l'indice de l'*orientation* de l'organe, si celle-ci appartient à un courant quelque peu établi et connu. Il suffit à ces gens de jeter un seul regard sur le journal *Jivoïé Diélo* pour déterminer l'appartenance de celui-ci au courant liquidateur.

Mais le grand public ne s'y retrouve pas aussi facilement dans l'orientation des organes de presse, en particulier quand il s'agit non de développements théoriques, mais de politique vivante. Aussi est-il particulièrement

Premières lignes du manuscrit de Lénine «Cartes sur table». Mars 1912.

important et opportun de rappeler ici le mot d'ordre lancé avec tant d'à propos par Martov: « cartes sur table ». Car au *Jivoïé Diélo*, les cartes sont précisément sous la table !

Les idées que commence à promouvoir *Jivoïé Diélo* n'ont été élaborées quelque peu systématiquement et avec un certain esprit de suite *que* depuis deux ans, dans les organes *Nacha Zaria*, *Jizn*, *Vozrojdénié*, *Diélo Jizni*. Ceux-ci ont rassemblé en ces deux ans une matière assez considérable. Il n'y manque qu'une *récapitulation*, et en particulier une récapitulation qui serait faite précisément par ceux qui ont passé deux ans à élaborer cette matière. Il y manque un exposé *franc*, par les promoteurs des idées liquidatrices, des résultats qu'ont apportés leurs deux années de « travail » à *Nacha Zaria*.

Et c'est précisément là que ces gens, qui aiment tant parler d'un « parti ouvrier *au grand jour* », se trouvent aussi aimer *cacher* leur jeu ! On lit par exemple dans l'éditorial du n° 8 que « le chemin de la lutte pour la chose commune, pour l'amélioration générale et la transformation *radicale* des conditions de travail et de vie » passe *par* « la défense de droits *partiels* » (souligné par l'auteur de l'article). Dans le même numéro, on trouve une note consacrée à des « militants du mouvement ouvrier au grand jour de Pétersbourg » dans laquelle on lit que « *comme ils l'ont fait jusqu'ici* », ils « populariseront dans la social-démocratie les méthodes, qu'ils ont jusqu'à présent préconisées pour la renaissance et la création d'un parti social-démocrate prolétarien ».

Cartes sur table ! Qu'est-ce que cette théorie de la défense des droits partiels ? Elle n'existe dans aucune des thèses formulées, officielles, reconnues par les groupes d'ouvriers ou leurs représentants et *ouvertement* proclamées. Serait-ce celle dont nous entretenait M. Lévitski par exemple, dans le n° 11 de 1911 de *Nacha Zaria* ? Poursuivons : comment les lecteurs de ce journal peuvent-ils savoir *quelles* méthodes « pour la renaissance et la *création* d'un parti » — qui de toute évidence n'est pas créé, donc n'existe pas — ont défendues des militants du mouvement au grand jour que l'on ne nomme pas ? ! Pourquoi ne pas les nommer, s'ils sont réellement des militants d'un mouvement « au

grand jour » et si ces paroles ne sont pas une simple phrase de *convention* ?

Car la question des « méthodes pour la renaissance et la *création* d'un parti » n'est pas une de ces questions partielles que l'on peut aborder et résoudre en passant, parmi les autres questions politiques qui intéressent tout journal. Non. C'est une question fondamentale. On ne peut parler ni de la campagne électorale du parti, ni de sa tactique électorale, ni de ses candidats tant que cette question n'est pas résolue. Et elle doit l'être de la manière la moins ambiguë, la plus positive, car, outre une réponse théorique claire, il faut lui donner une solution *pratique*.

Les raisonnements que l'on rencontre fréquemment et selon lesquels les éléments de la renaissance et de la création du parti se créeront ou se rassembleront dans le cours de la campagne électorale, etc., etc., sont des sophismes, et de la pire espèce. Ce sont des sophismes, car le parti est quelque chose d'*organisé*. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de campagne électorale de la *classe* ouvrière s'il n'y a pas de décisions *uniques* de *tactique* unique, de plate-forme unique, de candidatures uniques de la classe tout entière, ou, à tout le moins, de sa couche la plus avancée.

Les sophismes de ce genre, les vagues déclarations faites au nom de militants légaux anonymes, inconnus et inconnaissables *pour le prolétariat* (qui donc ne s'intitule pas « militant du mouvement ouvrier au grand jour » ! Quels bourgeois cette appellation ne recouvre-t-elle donc pas ! ?), tout ceci représente un très grand danger, contre lequel il est impossible de ne pas mettre les ouvriers en garde. Le danger, c'est que cette action « ouverte » dont il est question *n'est que de la poudre aux yeux*, et en fait, on se trouve avoir affaire à la dictature *camouflée* d'un petit cercle, la pire qui soit !

On crie contre la « clandestinité », or c'est là qu'on trouve des décisions ouvertes, qui sont maintenant connues sur une échelle considérable grâce à la presse bourgeoise (*Goloss Zemli*, *Kievskaïa Mysl*, *Rousskoïé Slovo*, *Goloss Moskvy*, *Novoïé Vrémia*, des *centaines de milliers* de lecteurs sont maintenant *ouvertement* informés de décisions tout à fait précises marquant l'unité réelle de la campagne électorale). Mais ceux qui crient *contre* la clandestinité

ou *pour* l'« activité politique au grand jour » nous donnent l'image exacte de gens qui ont quitté une rive sans aborder à l'autre. Ils ont abandonné l'ancien, et du nouveau ne font que parler.

En fait de « méthodes pour la renaissance et la création » dont parle *Jivoïé Diélo*, nous ne connaissons — et tout le monde ne connaît *ouvertement* — que celles qui étaient développées et défendues dans *Nacha Zaria*. Nous n'en connaissons pas d'autre, ni ouvertement, ni de quelque autre manière. Il n'y a pas eu la moindre tentative pour que ces méthodes soient discutées — ouvertement ou d'une autre manière — par des représentants des groupes, elles n'ont *jamais été exposées* de manière formelle, cohérente et officielle. Les mots : ouvert, déclaré, au grand jour servent à couvrir quelque chose de tout à fait hermétique, qui appartient à un petit cercle, au véritable sens du mot, à un petit cercle de littérateurs.

Nous connaissons certains de ces littérateurs, qui ne sont responsables devant personne, qui ne se distinguent en rien des francs-tireurs de la presse bourgeoise. Nous connaissons *leurs* discours sur les « méthodes », sur la liquidation du passé.

Nous ne connaissons rien d'autre, et personne ne connaît rien d'autre dans l'activité politique *au grand jour*. Et voilà le paradoxe (paradoxe apparent, mais en réalité, produit logique et naturel de *toutes* les conditions de la vie russe) : la série des organes bourgeois très répandus que nous avons mentionnés tout à l'heure a informé les masses plus exactement, plus rapidement, plus directement de l'activité politique, des décisions, des mots d'ordre, de la tactique, etc., « non déclarés » que des décisions *inexistantes* des « militants du mouvement au grand jour » !

Quelqu'un soutiendra-t-il peut-être que l'on peut entreprendre la campagne électorale sans décisions cohérentes ? Que sans décisions cohérentes, des dizaines et des centaines de milliers d'électeurs aux quatre coins du pays pourraient déterminer la tactique, la plate-forme, les accords et les candidatures ? ?

En lançant son « cartes sur table », Martov a touché le point le plus sensible des liquidateurs, et on ne peut exagérer l'énergie avec laquelle il faut mettre les ouvriers

en garde. Sans décisions cohérentes, sans aucune réponse précise aux questions pratiques, sans que des dizaines ou des centaines d'hommes d'avant-garde à tout le moins participent à la discussion de chaque phrase, de chaque mot des décisions importantes, on propose à la masse ouvrière... les idées et les projets de « militants du mouvement au grand jour » *qui ne sont pas nommés ouvertement*, c'est-à-dire de MM. Potressov, Lévitski, Tchatski, Ejov, Larine.

Ils cachent leurs cartes, car leur plus petite tentative pour les étaler devant les ouvriers montrera clair comme le jour à ces derniers que ce n'est pas de parti ouvrier, ni de politique ouvrière qu'il s'agit, mais d'une harangue de publicistes *libéraux*, qui s'intéressent en libéraux aux ouvriers, qui ont liquidé le passé et sont impuissants à le remplacer par quoi que ce soit de neuf.

Le danger est grand. Les phrases sur une action « ouverte » pour... demain laissent les ouvriers *non seulement* sans réponse ouverte, mais *sans aucune* réponse aux questions pratiques les plus urgentes de la campagne électorale présente, de la vie présente du parti.

Que les ouvriers conscients réfléchissent à cette situation dangereuse.

P.-S.

(1) Ne manquez pas d'envoyer au plus tôt les livres concernant la loi électorale du 3.VI.07. Ou bien autre exemplaire de l'annuaire de 1910 [188]. Et outre cela, la *loi* (électorale) avec les commentaires d'un *juriste*. Réglez cela avec « les vôtres » et envoyez le tout rapidement. Sans cela, impossible de composer le guide de l'électeur [189]. (2) Je reçoit de nouveau la *Zvezda* irrégulièrement. Faites-le savoir au service des expéditions. Donnez-leur mon adresse (ancienne). Une telle irrégularité est intolérable. (3) Il *ne faut pas* soumettre l'article « Fondements de la plate-forme » au collège ; publiez-le avec sa signature et un sous-titre (essai de commentaire) ; le collège *ne* doit « ratifier » *aucune* plate-forme : considérez qu'il suffit d'une maladresse dans ce domaine et vous ne manquerez pas de soulever le vacarme. Que le collège s'abstienne et garde le silence. La ratification de la plate-forme est l'affaire d'une tout autre instance. (4) Envoyez des journaux, revues, livres.

Ils manquent terriblement. (5) Ecrivez exactement quand paraîtra le quotidien, quel sera son format, etc. (6) Attaquez *Jivoïé Diélo* avec plus d'énergie et la victoire est assurée. Autrement, c'est la catastrophe. N'ayez pas peur de polémiser. Il faut obligatoirement deux ou trois articles polémiques par semaine.

Rédigé le 12 ou 13 (25 ou 26) mars 1912.
Publié pour la première fois le 21 janvier 1935 dans la « Pravda » n° 21

Conforme au manuscrit

À PROPOS DU DÉPART DU DÉPUTÉ BÉLOOUSSOV DU GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIAL-DÉMOCRATE

C'est avec un grand étonnement que nous avons lu dans le n° 7 de *Jivoïé Diélo*, qui l'a reprise de la *Retch*, la déclaration venimeuse de M. Béloussov [190]. Il n'y a rien de surprenant à ce que la *Retch* ait accepté la déclaration de ce nouveau transfuge. Il est naturel que ce journal publie les imprécations de l'ancien social-démocrate, selon lequel l'appréciation portée par le groupe parlementaire social-démocrate sur sa défection aurait été dictée par un « sentiment de vengeance ». Mais pour quelle raison *Jivoïé Diélo* reprend-il la chose ? Et n'est-il pas étrange de voir dans ce même journal un article « Au sujet du départ du député Béloussov » qui déclare sur un ton aigre-doux que « les cas de désertion qui se sont produits ne doivent pas nous troubler » ?

D'une part, *Jivoïé Diélo* « ne se considère pas en droit de s'arrêter sur la signification du geste de Béloussov, tant que les motifs qui l'ont provoqué n'ont pas été rendus publics ». De l'autre, il *s'arrête* tout de même... à mi-chemin, en parlant d'un air pincé de « désertion » !

A quoi rime ce jeu ? N'est-il pas temps que la presse fasse son devoir et discute ouvertement les faits qui ont une importance politique ?

Le groupe parlementaire social-démocrate a déclaré *à l'unanimité* que M. Béloussov devrait *se démettre sans délai de son mandat de député*, car il a été porté à Douma par

les voix social-démocrates et il a été inscrit pendant quatre ans et demi au groupe parlementaire social-démocrate.

M. Béloussov publie dans la *Retch* une réponse qui *esquive* complètement le fond de la question. Mais l'opinion publique des ouvriers conscients *ne doit pas permettre* qu'il soit fait silence sur cette question. Si M. Béloussov désire se taire, nous n'avons pas le droit d'en faire autant. A quoi servirait alors la presse ouvrière, si ce n'est à débattre de faits importants pour la représentation parlementaire de la classe ouvrière ?

Est-il admissible, du point de vue des devoirs de tout démocrate, qu'un député, élu *en tant que* social-démocrate, qui a siégé pendant quatre ans et demi dans le groupe parlementaire social-démocrate, quitte celui-ci quelques mois avant les élections *sans renoncer à son mandat* ? Voici une question d'importance générale. Aucun démocrate conscient de ses responsabilités devant ses électeurs, de ses responsabilités non pas du seul point de vue du « défenseur » des intérêts locaux de ses mandats, mais comme militant *politique*, qui s'est présenté aux élections *devant tout le peuple* avec une étiquette *précise*, aucun démocrate ne niera que c'est là une question de principe d'une importance capitale.

Que tous les ouvriers qui lisent la presse ouvrière et s'intéressent à la question de la représentation des ouvriers à la Douma d'Etat examinent avec la plus grande attention le départ de M. Béloussov, y réfléchissent et en jugent. *Il n'est pas possible de se taire.* Il est indigne d'un ouvrier conscient de se taire dans des cas semblables. Il faut savoir défendre *son droit*, le droit de tout électeur à ce que les députés qu'il a élus restent fidèles à leur étiquette, à ce qu'ils *ne désertent pas* impunément.

Le groupe parlementaire a-t-il raison ou non d'exiger qu'un député qui a passé dans ses rangs quatre ans et demi et qui a été porté à la Douma par les voix social-démocrates, soit *obligé* en quittant *aujourd'hui* le groupe, de quitter la Douma ? Il a raison ! Le groupe social-démocrate a entièrement raison ! Si nous sommes partisans de l'unité, de la cohésion, de l'intégrité, de la fermeté sur les principes de la représentation ouvrière, et ce, non seulement en paroles, mais *en fait*, nous devons dire notre avis, nous devons tous, individuellement et collectivement, adresser des lettres (qu'il

faut aussi communiquer à la presse locale) tant à la *Zvezda* qu'à la fraction parlementaire, pour déclarer que nous condamnons résolument et irrévocablement le geste de M. Béloussov, et que non seulement tout partisan de la classe ouvrière, mais tout *démocrate* doit condamner de tels gestes. Réfléchissez un peu à ce que deviendra la « représentation *populaire* » si les députés élus sous une étiquette précise assistent aux neuf dixièmes des sessions de la Douma sous cette étiquette, pour déclarer *à la veille des élections* : je quitte la fraction, *mais* je reste député, je veux rester un représentant « du peuple » !

Permettez, M. le transfuge ! Quel *peuple* représentez-vous maintenant ? *Pas* celui qui vous a élu comme social-démocrate ! *Pas* celui qui vous a vu pendant les neuf dixièmes des sessions parlementaires dans les rangs de la fraction social-démocrate ! Vous ne représentez pas le peuple, vous le trompez, car dans le laps de temps qui nous sépare des élections, ce peuple *ne peut pas*, il lui est physiquement impossible (même s'il jouissait d'une entière liberté politique) d'étudier maintenant en fait, à partir de vos actes, *qui* vous êtes, *ce que* vous êtes devenu, *quelle pente* vous avez dévalée, *par qui ou par quoi* vous vous êtes laissé attirer. Vous devez quitter la Douma, sinon chacun sera en droit de vous traiter comme un aventurier politique et un imposteur !

Il y a départ et départ. Certains changements d'opinions sont clairs, précis, ouverts, motivés par des faits connus de tous, à tel point que certains départs ne provoquent aucune divergence d'appréciation et ne contiennent rien de malhonnête ni de blâmable. Mais ce n'est tout de même pas un hasard si la fraction parlementaire a fait paraître maintenant, et *seulement* maintenant, *seulement* dans ce cas précis, une protestation dans la presse ! Elle révèle que M. Béloussov « a exprimé le désir que son départ de la fraction ne soit pas rendu public ». Dans sa réponse, que publie *Jivoïé Diélo*, M. Béloussov fulmine, mais ne dément pas. Nous demandons : que doit penser tout ouvrier d'un homme qui quitte sa fraction en exprimant le désir de cacher son départ ? Si ce n'est pas là une tromperie, que peut-on alors appeler tromperie en ce monde ?

Le groupe social-démocrate déclare nettement qu'« il

ne peut absolument pas se représenter les limites où s'arrêtera l'évolution de son ancien membre ». Que le lecteur réfléchisse à ces paroles lourdes de sens ! Le groupe parlementaire n'a pas dit de choses aussi graves à propos de tous ceux qui sont partis, mais seulement à propos de celui-ci. C'est une parfaite motion de défiance, adoptée à l'issue d'un vote. Mieux. C'est prévenir tous les électeurs, tout le peuple, qu'on ne peut absolument pas faire confiance à ce député. La fraction social-démocrate unanime met chacun en garde. Tout ouvrier conscient doit maintenant répondre qu'il a reçu cette mise en garde, qu'il l'a comprise, qu'il la partage, qu'il ne regardera pas en silence s'établir en Russie chez des gens qui se réclament de la démocratie, des mœurs parlementaires (ou plutôt une immoralité parlementaire) où l'on voit les députés mettre la main sur les mandats comme sur un butin, pour ensuite se livrer « librement » à tous les trafics avec ce butin. Il en a été et il en est ainsi dans tous les parlements bourgeois, et partout les ouvriers, comprenant leur rôle historique, combattent cet état de choses et éduquent *dans la lutte* leurs propres députés ouvriers, qui ne sont pas des chasseurs de mandats, des affairistes parlementaires, mais des hommes de confiance de la classe ouvrière.

Que les ouvriers ne se laissent pas abuser par les sophismes. C'est un sophisme que le raisonnement de *Jivoïé Diélo* : « Nous ne nous considérons pas en droit de nous arrêter sur la signification du geste de Béloussov, tant que les motifs qui l'ont provoqué n'ont pas été rendus publics. »

Premièrement, dans la déclaration de la fraction parlementaire social-démocrate, on lit : « M. Béloussov a donné pour motif de son départ le fait que depuis deux ans déjà, la fraction lui était devenue un milieu totalement étranger. » N'est-ce pas un motif rendu public ? N'est-ce pas des mots russes clairs ? Si *Jivoïé Diélo* ne croit pas la déclaration de la fraction, qu'il l'avoue franchement, qu'il ne tergiverse pas, qu'il ne ruse pas, qu'il ne dise pas qu'il ne « se considère pas en droit de s'arrêter » alors que la fraction s'est *déjà* arrêtée, qu'elle a déjà rendu publics le ou les motifs qu'elle considère comme les principaux.

Deuxièmement, dans la réponse de M. Béloussov, publiée par le journal cadet la *Retch* et le journal liquidateur

Jivoïé Diélo, on lit : « Je signale que dans sa déclaration, la fraction n'a strictement rien dit (? ? !) sur les motifs réels de ma rupture avec elle. Je sais que des circonstances indépendantes de sa volonté ne permettent pas à la fraction de rendre publics mes désaccords avec elle, lesquels ont été exposés tant oralement que par écrit. »

Regardez à quoi l'on arrive. La fraction rend officiellement publics les motifs donnés par M. Béloussov. M. Béloussov fulmine (« insinuations, calomnies », etc.) mais ne dément pas. Il déclare que des circonstances indépendantes de sa volonté *ne permettent pas* à la fraction de « rendre public » autre chose. (Si réellement les circonstances ne permettent pas de *rendre public*, pourquoi donc, mon cher monsieur, *rendez-vous publique* une allusion à ce qu'il ne faut pas rendre public ? Est-ce que votre méthode ne tourne pas à l'insinuation ?) Et *Jivoïé Diélo* reproduit ce faux flagrant de M. Béloussov, ce faux qui saute aux yeux, en ajoutant aussitôt de lui-même : « nous ne nous considérons pas en droit de nous y arrêter *tant que* les motifs ne seront pas rendus publics »... motifs que des circonstances indépendantes « ne permettent pas » de rendre publics !! En d'autres termes, pour porter une appréciation sur le départ de M. Béloussov, *Jivoïé Diélo* attendra que soit rendu public ce qui ne peut pas l'être (selon la propre déclaration de M. Béloussov).

N'est-il pas clair qu'au lieu de démasquer le faux de M. Béloussov qu'il reproduit, *Jivoïé Diélo* lui accorde sa protection ?

Il nous reste peu de chose à ajouter. Se référer au fait que l'on n'a pas rendu public ce qui ne peut l'être, c'est se démasquer soi-même. Mais il est nécessaire et obligatoire pour tous ceux qui portent de l'intérêt à la représentation de la classe ouvrière à la Douma de donner leur appréciation sur ce qui a déjà été rendu public, sur ce qui est déjà connu. M. Béloussov assure : « mon départ de la fraction n'a pas modifié d'un iota l'orientation de mon activité politique et sociale ». Ce sont là des paroles creuses que répètent tous les renégats. Elles contredisent la déclaration de la fraction. Et nous faisons confiance à la fraction social-démocrate, et non à un transfuge. De même que la majorité des marxistes, nous ne savons de l'« orientation » de

M. Béloussov qu'une seule chose : c'était une orientation franchement *liquidatrice*. M. Béloussov en était arrivé à ce point dans ce domaine que la fraction a définitivement « liquidé » le lien entre lui et la social-démocratie. Autant de gagné pour elle, pour les ouvriers, pour la cause ouvrière.

Et ce n'est pas seulement tous les ouvriers, mais tous les démocrates qui doivent exiger le départ de M. Béloussov de la Douma.

« Zvezda » n° 17 (53), 13 mars 1912.
Signé : T.

Conforme au texte du journal

LA FAMINE

Voici de nouveau la famine, comme autrefois, dans la vieille Russie d'avant 1905. Tous les pays connaissent des mauvaises récoltes, mais *il n'y a qu'*en Russie qu'elles provoquent des calamités irréparables, qu'elles réduisent à la famine les millions de paysans. Et la présente catastrophe, comme les partisans du gouvernement et des propriétaires fonciers eux-mêmes ont été contraints de le reconnaître, dépasse en ampleur la famine de 1891.

Une population de trente millions de personnes a souffert au plus haut degré. Les paysans vendent pour une bouchée de pain leurs parcelles, leur bétail et tout ce qui peut être vendu. On vend des jeunes filles : les pires temps de l'esclavage reviennent. Le malheur du peuple révèle d'un coup la véritable nature de tout notre régime social prétendument « civilisé » ; sous d'autres formes, sous une autre enveloppe, avec une autre « culture », ce régime est celui de *l'ancien esclavage*, de l'esclavage de millions de travailleurs pour assurer la richesse, le luxe, la fainéantise de dix mille « privilégiés ». Travail de forçat, comme toujours, pour les esclaves, et totale indifférence des nantis pour le sort des esclaves : auparavant, on les faisait carrément mourir de faim, on prenait carrément leurs femmes pour les harems du seigneur, on les torturait carrément. Maintenant, on a recouru à tous les raffinements, découvertes et progrès de la civilisation pour spolier les paysans, à un point tel

qu'ils enflent de faim, se nourrissent d'arroche, mangent des mottes de boue en guise de pain, contractent le scorbut et meurent dans d'atroces souffrances. Tandis que les propriétaires fonciers russes, Nicolas II en tête, et les capitalistes russes amassent des millions : les proprié taires des lieux de plaisir des capitales disent qu'ils n'avaient pas fait d'aussi bonnes affaires depuis longtemps. Il y a longtemps qu'on n'avait pas assisté à un étalage de luxe aussi impudent, aussi effréné, dans les grandes villes.

Pourquoi en Russie, et seulement en Russie, voit-on subsister ces famines moyenâgeuses, à côté des plus modernes progrès de la civilisation ? Parce qu'un nouveau vampire, le capital, étend ses ailes sur les paysans russes, alors que ceux-ci ont pieds et mains liés par l'autocratie tsariste féodale, par les propriétaires fonciers féodaux. Pillés par les seigneurs, écrasés par l'arbitraire des fonctionnaires, empêtrés dans le réseau des interdits, des chicanes et des violences policières, enchaînés sous la surveillance perfectionnée des gardes, des popes, des *zemskié natchalniki*, les paysans sont aussi impuissants devant les catastrophes naturelles et devant le capital que les sauvages d'Afrique. Aujourd'hui, il n'y a que les pays sauvages où la famine fasse autant de victimes que dans la Russie du XX^e^ siècle.

Mais dans la Russie actuelle, après toutes les vantardises du gouvernement tsariste sur les bienfaits de la nouvelle organisation agraire, sur les progrès de l'exploitation par fermes isolées, etc., la famine ne manquera pas d'*apprendre* beaucoup aux paysans. La famine emportera des millions de vies, mais elle emportera aussi les survivances de la foi sauvage, barbare, de l'esclave dans le tsar, qui l'empêche de comprendre qu'il est nécessaire et inévitable de mener la lutte révolutionnaire contre la monarchie tsariste, contre les propriétaires fonciers. Les paysans ne trouveront d'issue qu'en détruisant la propriété foncière. Ce n'est qu'en renversant la monarchie tsariste, ce rempart des gros propriétaires fonciers, que l'on trouvera la voie qui mène vers une vie quelque peu humaine, vers la disparition des famines, de la misère noire.

C'est le devoir de chaque ouvrier conscient, de chaque paysan conscient d'expliquer cela. C'est là notre tâche es-

sentielle en ce qui concerne la famine. Bien entendu, c'est aussi une chose indispensable que d'organiser là où c'est possible, des collectes parmi les ouvriers au profit des paysans victimes de la famine et d'expédier l'argent par l'intermédiaire des députés social-démocrates.

« Rabotchaïa Gazéta » n° 8, 17 (30) mars 1912

Conforme au texte du journal

LA PAYSANNERIE ET LES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA

Le gouvernement a déjà commencé à se « préparer » aux élections à la IVe Douma. Aiguillonnés par les circulaires des gouverneurs et du ministre, les *zemskié natchalniki* se dépensent sans compter, les commissaires de police rurale et les Cent-Noirs font du zèle, les curés auxquels il a été ordonné de faire le maximum en faveur des partis « de droite » se mettent en quatre. Il est temps que les paysans eux aussi pensent aux élections.

Pour les paysans, les élections ont une importance particulièrement grande, mais ils sont dans une situation très défavorable. C'est chez eux que l'organisation politique est la plus faible, tant par comparaison avec les ouvriers qu'avec le parti libéral, cadet. Or, sans organisation politique, les paysans qui sont, en raison de leurs conditions de vie, une des couches de la population les plus morcelées, ne pourront absolument pas résister aux propriétaires fonciers et aux fonctionnaires qui les pressurent et les briment plus que jamais. La présence à la IVe Douma d'un groupe de députés paysans réellement dévoués à la cause de la paysannerie, conscients et capables d'en défendre les intérêts sur tous les problèmes, politiquement organisés et travaillant sans défaillance à étendre et consolider leurs liens locaux avec les paysans, pourrait être immensément utile pour rassembler les masses paysannes dans leur lutte pour la liberté et la vie.

Est-il possible de former un tel groupe à la IVe Douma ? A la IIIe, il y avait un groupe de *troudoviks* comprenant quatorze membres qui défendait les intérêts de la démocratie paysanne ; ils se plaçaient malheureusement trop souvent sous la dépendance des libéraux, des cadets qui mènent les paysans par le bout du nez en leur faisant miroiter le fantôme de la « paix » avec les gros propriétaires fonciers et la monarchie tsariste. En outre, on sait qu'à la IIIe Douma, les paysans « *de droite* » eux-mêmes ont pris, sur la question de la terre, une position plus démocratique que les cadets. Le projet agraire des quarante-trois députés paysans à la IIIe Douma le montre sans contestation possible, et la récente « intervention » de Pourichkévitch contre les députés paysans de droite montre que les Cent-Noirs ont des raisons d'être mécontents de ceux-ci.

Ainsi, par l'état d'esprit dans lequel elle se trouve, la paysannerie, qui a reçu sous la IIIe Douma de cruelles *leçons*, tant de la nouvelle politique agraire, de la « désorganisation agraire », que du plus grand des maux : la famine, est tout à fait capable d'envoyer des représentants *démocratiques* à la IVe Douma. Toute la difficulté vient de la loi électorale ! Etablie par les propriétaires fonciers à leur propre avantage et ratifiée par leur tsar, cette loi remet le choix du député des paysans *non aux grands-électeurs paysans mais aux propriétaires fonciers.* Ceux-ci peuvent élire à la Douma qui ils désirent parmi les grands-électeurs paysans ! Il est clair qu'ils choisiront toujours des paysans Cent-Noirs.

Donc, les paysans n'ont qu'*un seul moyen* de faire passer *leurs* députés à eux, des défenseurs vraiment sûrs et fermes de leurs intérêts. C'est de faire comme ont fait les ouvriers, c'est-à-dire de ne choisir comme grands-électeurs que des membres du parti, des gens, conscients, entièrement dévoués à la paysannerie et sûrs.

Lors de sa conférence, le Parti ouvrier social-démocrate a décidé que dès les réunions de *mandataires* (qui élisent les grands-électeurs), les ouvriers devaient déterminer *avec précision qui* serait leur élu à la Douma. Tous les autres grands-électeurs devaient se récuser, *sous peine d'être boycottés et jugés pour trahison.*

Que les paysans en fassent autant. Il faut commencer sans

délai à préparer les élections, en expliquant aux paysans leur situation et en constituant partout où cela sera possible dans les villages des groupes, même très réduits, de paysans conscients pour diriger les élections. Aux assemblées de *mandataires*, avant de désigner les grands-électeurs, les paysans doivent décider *avec précision qui* doit être élu à la Douma et exiger de tous leurs autres grands-électeurs qu'ils n'acceptent pas les propositions des propriétaires fonciers, qu'ils se *désistent* obligatoirement au profit du candidat *paysan*, sous peine d'être boycottés et jugés pour trahison.

Tous les ouvriers conscients, tous les social-démocrates, tous les démocrates authentiques doivent aider la paysannerie en vue des élections à la IVe Douma. Que les dures leçons de la famine et du pillage des terres paysannes n'aient pas été vaines. Que le groupe des députés paysans dévoués à la paysannerie et réellement démocratiques se renforce et s'affirme à la IVe Douma.

« *Rabotchaïa Gazéta* » n° 8, *17 (30) mars 1912*

Conforme au texte du journal

L'ANONYME DE « VORWÄRTS » ET LA SITUATION DANS LE P.O.S.D.R.[101]

Rédigé en mars 1912.
Publié sous forme de brochure en langue allemande à Paris, en 1912.
Signé : la Rédaction de l'Organe central du P. O. S. D. R. : le «Social-Démocrate»

Conforme au texte de la brochure

INTRODUCTION

Le *Vorwärts* du 26 mars a publié une information officielle sur la conférence du P.O.S.D.R. et un article anonyme dans lequel l'auteur, prenant exemple sur la résolution des groupes social-démocrates russes de l'étranger [192], déblatère contre la conférence. Celle-ci a été le couronnement de quatre années de lutte du P.O.S.D.R. contre les liquidateurs et s'est tenue malgré toutes les intrigues de ceux-ci, qui voulaient empêcher à tout prix la reconstitution du parti. Elle a prononcé leur mise hors du parti. Il est naturel que les liquidateurs et apparentés l'attaquent à présent.

Puisque le *Vorwärts* refuse de publier notre réponse à l'article mensonger et calomniateur de l'anonyme et poursuit sa campagne en faveur des liquidateurs, nous faisons paraître cette réponse sous forme de brochure, pour l'information des camarades allemands. Elle a pour objet essentiel d'exposer brièvement la signification, le déroulement et l'issue de la lutte contre les liquidateurs.

La Rédaction du «Social-Démocrate»,
Organe central du P.O.S.D.R.

P.-S. Notre brochure était déjà sous presse quand est paru le n° 16 des *Cahiers du Social-Démocrate* de Plékhanov (avril 1912). Ce numéro est la meilleure preuve de ce que le *Vorwärts* a été trompé par l'anonyme, et a lui-même induit en erreur les ouvriers allemands.

Plékhanov, tout en signalant nettement qu'il n'est toujours pas un partisan de la conférence qui s'est tenue en janvier 1912, affirme que le Bund convoque non une conférence des organisations *existantes* du parti, mais une conférence « *constitutive* », c'est-à-dire une conférence qui doit créer un nouveau parti ; que ses organisateurs se fondent sur un « *principe typiquement anarchiste* » ; qu'ils ont adopté une « résolution liquidatrice » ; que cette nouvelle conférence « est convoquée par les liquidateurs ».

On ne peut que s'étonner de la naïveté avec laquelle certains camarades allemands ont pris au sérieux les terribles paroles du genre : « usurpation », « coup d'Etat », etc., lancées par de petits groupes de la social-démocratie russe à l'étranger qui se déchaînent contre la conférence des organisations russes du P.O.S.D.R. Il ne faut d'ailleurs pas oublier le proverbe : tout condamné a le droit d'insulter ses juges pendant vingt-quatre heures.

L'article du *Vorwärts* du 26 mars, intitulé « Dans le parti russe », fait état de la communication officielle de la conférence signalant que les liquidateurs étaient exclus du parti. Les choses sont parfaitement claires : les organisations russes du P.O.S.D.R. se sont rangées à l'avis qu'il était impossible de travailler en commun avec les liquidateurs. Bien entendu, on peut avoir une opinion différente sur cette question, mais il conviendrait alors d'aborder un peu plus en détail les motifs de cette décision et toute l'histoire des quatre années de lutte contre la liquidation ! Or l'auteur de l'article anonyme du *Vorwärts* ne dit pas un mot sur le fond de *cette question essentielle*. C'est faire preuve de bien peu de respect pour le lecteur que d'escamoter ainsi le fond du problème et de se contenter de soulager son cœur en épanchements mélodramatiques. Que notre anonyme est donc impuissant ! Il ne peut rien opposer d'autre que des injures au fait de la rupture entre le parti et les liquidateurs !

Il suffit de pêcher au hasard quelques perles dans l'article prétentieux de l'anonyme. Il dit que les « courants » ou « groupes » du *Vpériod*, de la *Pravda*, du *Goloss Sotsial-Démokrata*, etc., n'ont pas participé à la conférence. Que pourrait-on dire d'un social-démocrate allemand qui se

désolerait parce que le « groupe » ou le « courant Friedberg », ou la *Sozialistische Monatshefte* * n'étaient pas représentés au congrès du parti ? Nous nous en tenons dans notre parti aussi à cette règle que ce sont les organisations militant en Russie qui participent à la conférence, et non toute espèce de « courants » ou de « groupes » de l'étranger. Le désaccord de ces « groupes » avec les organisations russes représente la plus dure des condamnations, l'arrêt de mort qu'ils ont entièrement mérité. L'histoire de l'émigration russe, comme celle de tous les autres pays, abonde en exemples de « courants » ou de « groupes » de ce genre qui, s'étant coupés du travail des ouvriers social-démocrates de Russie, mouraient de leur belle mort.

N'est-il pas ridicule de voir notre auteur s'écrier que les mencheviks proparti (c'est-à-dire les antiliquidateurs) qui ont participé à la conférence ont été désavoués par Plékhanov lui-même ? L'organisation de Kiev pourrait évidemment désavouer les « plékhanoviens » (partisans de Plékhanov) de l'étranger, mais aucun littérateur de l'étranger ne pourrait, lui, « désavouer » l'organisation de Kiev. Les organisations de Pétersbourg, de Moscou, du district de Moscou, de Kazan, de Saratov, de Tiflis, de Bakou, de Nicolaïev, de Kiev, d'Ekatérinoslav, de Vilna, de Dvinsk ont « désavoué » tous les petits groupes de l'étranger qui ont aidé les liquidateurs ou flirté avec eux. Il est douteux que les cris et les injures des « désavoués » y puissent changer quelque chose.

Poursuivons : n'est-il pas curieux de voir notre auteur déclarer carrément que les organisations social-démocrates « nationales » de Russie (Pologne, Lettonie, Bund) et le comité de Transcaucasie « sont les organisations les plus anciennes, les plus fortes de notre parti russe, qui constituent, peut-on dire, la charpente du mouvement » ? Chacun sait combien l'existence du comité de Transcaucasie est problématique, comme l'a montré le caractère de sa représentation à la conférence de 1908. Les Polonais et les Lettons ont eu une vie complètement isolée de celle du P.O.S.D.R. pendant les neuf premières années de l'existence de celui-ci (1898-1907) et cet isolement s'est maintenu en fait dans

* Le mensuel socialiste. (*N.R.*)

la période de 1907-1911. Le Bund est sorti du parti en 1903 et jusqu'en 1906 (plus exactement jusqu'en 1907) il s'est tenu en dehors. A l'heure actuelle, il n'a pas encore opéré sa fusion à la base avec le parti comme en avait officiellement décidé la conférence du P.O.S.D.R. de 1908 [193]. Au sein de l'organisation lettonne et du Bund, ce sont tantôt les courants liquidateurs, tantôt les courants antiliquidateurs qui l'ont emporté. Quant aux Polonais, en 1903, ils étaient du côté des mencheviks, en 1905, du côté des bolcheviks, en 1912 ils se sont efforcés de faire triompher la « conciliation » avec les liquidateurs et ils ont échoué.

L'auteur tente honteusement de dissimuler ce dernier échec sous la phrase suivante : « Au début, le représentant de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie participait également à cette conférence. » Pourquoi seulement *au début* ? Il suffit de lire le communiqué officiel du Bund sur la conférence pour y trouver l'explication de ce silence embarrassé. Il y est écrit noir sur blanc que le représentant des Polonais a quitté la conférence en présentant une explication écrite des raisons pour lesquelles il lui était devenu impossible de collaborer avec la conférence, au cours de laquelle s'étaient révélés son esprit partial et son penchant pour les *liquidateurs*.

Bien entendu, entasser des phrases vides, qui ne veulent rien dire, sur l'« unité » (avec les liquidateurs ?) comme notre auteur aime à le faire, est beaucoup plus facile que d'étudier la véritable nature de l'orientation des liquidateurs, leur refus de collaborer à la reconstitution du parti, leur travail de destruction du Comité central du parti. Et il est encore plus facile de prononcer des phrases creuses si en même temps on passe sous silence un fait tel que le refus du représentant polonais de travailler de concert non avec les bolcheviks ou les léninistes, Dieu nous en garde, mais avec les bundistes et les Lettons, car ce travail serait stérile.

Mais quelle est donc, à proprement parler, l'origine du courant liquidateur, et pourquoi la conférence de 1912 a-t-elle été obligée de se constituer en organe suprême du parti et d'exclure les liquidateurs ?

La contre-révolution en Russie a fortement désorganisé les rangs de notre parti. La répression la plus déchaînée, la plus furieuse qu'on ait vue s'est abattue sur le proléta-

riat. Dans les rangs de la bourgeoisie, l'esprit de reniement s'est développé sur une très large échelle. Les compagnons de route bourgeois, qui avaient naturellement rejoint le prolétariat, chef de notre révolution bourgeoise de 1905, se sont mis à tourner le dos au parti social-démocrate. Ce reflux a pris deux orientations : *la liquidation* et *l'otzovisme*. Le noyau de la première était constitué par la majorité des littérateurs mencheviques (Potressov, Lévitski, Larine, Martov, Dan, Martynov, etc.). Ils déclarèrent que le parti illégal était déjà liquidé et qualifièrent toute tentative pour le reconstituer d'utopie réactionnaire. Leur mot d'ordre était : parti ouvrier au grand jour. Il va de soi que dans les conditions politiques régnant en Russie, alors que le parti des libéraux (cadet) lui-même n'est pas légalisé, la création d'un parti ouvrier social-démocrate au grand jour ne devait rester qu'un vœu pieux. Les liquidateurs rejetèrent le parti illégal, mais ne tinrent pas leur engagement d'en créer un légal. Et on a en fin de compte abouti à ce que les organes légaux se moquaient de la « clandestinité », l'enterraient à l'unisson avec les libéraux et prônaient les idées de la politique ouvrière libérale. Et la comparaison que fait Plékhanov entre le journal liquidateur *Nacha Zaria* et la *Sozialistische Monatshefte* allemande est effectivement tout à fait juste ! Le menchevik Plékhanov (il va de soi qu'il n'est même pas besoin de parler des bolcheviks) a déclaré au courant liquidateur une guerre impitoyable, il a refusé de collaborer à tous ses organes et a rompu avec Martov et Axelrod. « Un homme pour lequel notre parti n'existe pas, écrivait-il de Potressov dans l'Organe central du parti, n'existe pas pour notre parti. » Déjà en décembre 1908, la conférence du parti avait résolument condamné la liquidation, qu'elle avait définie comme « tentatives d'un certain nombre d'intellectuels du parti de liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et la remplacer (notez bien cela !) par un regroupement imprécis tendant à *la légalité à tout prix* ». Il est évident que le P.O.S.D.R. non seulement ne conteste nullement qu'il faille utiliser toutes les possibilités légales, mais il le recommande au contraire de la façon la plus vive. Néanmoins, l'existence d'un *parti* au grand jour et légal est impossible en Russie, et seuls des intellectuels opportunistes peuvent parler d'une

chose semblable. On peut comparer — d'une manière qui ne sera bien sûr qu'approximative — le type d'organisation de notre parti avec celui du parti allemand au temps de la loi d'exception contre les socialistes : une fraction parlementaire légale, toutes sortes de sociétés ouvrières légales, comme condition indispensable, et cependant une *organisation illégale du parti*, comme fondement.

Les « otzovistes » voulaient rappeler le groupe social-démocrate de la III^e^ Douma et lancer le mot d'ordre du boycottage de cette dernière. Ils furent rejoints par une partie des bolcheviks, auxquels Lénine et d'autres déclarèrent une guerre sans merci. Les otzovistes et leurs défenseurs formèrent le groupe du *Vpériod*, dont les publicistes (Maximov, Lounatcharski, Bogdanov, Alexinski) prônaient les conceptions idéalistes les plus diverses sous le titre ronflant de « philosophie prolétarienne », et l'union de *la religion* et du socialisme. Ce groupe n'a jamais eu qu'une influence tout à fait insignifiante et s'il a réussi à vivoter, c'est uniquement en s'entendant avec toutes sortes de groupuscules de l'étranger, coupés de la Russie et impuissants. Toute scission fait inévitablement apparaître des groupes de ce genre, qui louvoient, s'occupent de toute sorte de manigances politiques, mais ne représentent aucune orientation ; leur activité se manifeste surtout dans des intrigues mesquines : c'est parmi ces groupes que se range également la *Pravda* de Trotski.

Il est bien évident pour tout marxiste que la liquidation comme l'otzovisme sont des tendances petites-bourgeoises qui ont attiré à elles des compagnons de route bourgeois du parti social-démocrate. La « paix » ou la « conciliation » avec ces *tendances* étaient par avance exclues. Le parti social-démocrate devait ou bien périr lui-même, ou bien s'en délivrer.

La justesse de cette déduction théorique a été prouvée par l'expérience de la tentative de conciliation de janvier 1910, quand le dernier plénum du Comité central avait proclamé *à l'unanimité, avec la participation des liquidateurs et des otzovistes*, que l'un et l'autre courants *n'étaient pas social-démocrates*. Mais les choses ne sont pas allées au-delà du stade des vœux pieux : il est vrai que les liquidateurs comme les otzovistes ont « signé » cette résolution, mais

ils n'en ont pas moins poursuivi de toutes leurs forces leur propagande antiparti et ont conservé leur organisation propre. Pendant toute l'année 1910 on a assisté à *une aggravation sans cesse croissante* de la lutte contre ces deux tendances. Les paroles de Plékhanov citées plus haut datent de mai 1910, et au même moment, Lénine déclarait au nom de tous les bolcheviks qu'après les violations de la résolution de janvier dont les liquidateurs s'étaient rendus coupables, il ne pouvait plus être question de conciliation avec eux *.

La tentative pour reconstituer le Comité central en Russie a échoué parce que les liquidateurs ont refusé de s'y associer. Il ne restait plus d'autre moyen pour sauver l'« unité » que de convoquer le Comité central à l'étranger. On en fit la tentative en mai 1911. Sur quinze membres du Comité central, neuf se trouvaient à l'étranger, *huit* se présentèrent à la réunion... et *deux liquidateurs*, Igorev, du *Goloss*, et le bundiste (Behr) la quittèrent aussitôt, démantelant définitivement le Comité central.

Le refus des liquidateurs de participer au Comité central consommait la désorganisation de celui-ci et leur retrait complet. Il restait encore un organisme central à l'étranger : l'instance que l'on nommait Bureau du Comité central à l'étranger. Les bolcheviks le quittèrent quand le Comité central se désagrégea. Y restèrent les Polonais, les Lettons, les bundistes et les partisans du *Goloss* (=les liliquidateurs de l'étranger), c'est-à-dire, comme peut le constater le lecteur qui connaît l'article du *Vorwärts*, les mêmes gens qui constituaient la fameuse conférence du Bund, étant donné que le Comité régional de la Transcaucasie avait remis ses mandats aux partisans du *Goloss* dès 1908. Mais voyons donc maintenant ce qu'ont fait ces organisations qui, à en croire la plus récente découverte de notre anonyme, seraient les « organisations russes les plus anciennes et les plus solides ». Elles *n'ont pas été capables de s'unir et ont même dissous le Bureau à l'étranger* ! Dès l'automne 1911, le Bureau du Comité central à l'étranger publiait une déclaration annonçant sa dissolution, et dans ses *Cahiers*, Plékhanov lui consacra l'oraison funèbre suivante :

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 217-273. (*N.R.*)

« Repose en paix ! Cette instance du parti, devenue un instrument à la discrétion des messieurs qui s'efforçaient de liquider le parti, et qui pour cette raison menaçait de porter un grave préjudice à la cause de la social-démocratie russe, n'a pu rendre au prolétariat révolutionnaire qu'*un seul* service : mourir à temps. » (Les *Cahiers du Social-Démocrate*, 2. Supplément au n° 15, p. 1.) Cette appréciation de Plékhanov, dont nul ne peut dire qu'il soit un partisan de la conférence, montre assez combien est ridicule l'affectation de ceux qui crient à l'« usurpation » et autres choses du même genre.

Il restait encore *un* moyen d'assurer l'unité du parti : convoquer une conférence des organisations de *Russie*. Etant donné qu'elles étaient complètement coupées du travail en Russie, les organisations nationales (Polonais, Lettons, bundistes) ne pouvaient absolument rien faire en faveur de cette conférence.

Le 26 novembre 1910, Trotski publia un appel pour la convocation d'une conférence. Les partisans du *Vpériod* et du *Goloss* (=les liquidateurs de l'étranger) le soutinrent (en paroles). Mais, comme cela était prévisible, l'impuissance de ces groupes empêcha leurs efforts de donner aucun résultat.

En juin 1911 parut un appel des bolcheviks, des « conciliateurs » (autrement dit des « bolcheviks proparti ») et des Polonais. Le travail commença à partir de l'invitation d'une des organisations les plus fortes à ce moment-là, *celle de Kiev*. En octobre 1911 apparut la « Commission russe (c'est-à-dire fonctionnant en Russie et créée par des organisations russes) d'organisation pour la convocation de la conférence ». Elle était l'œuvre des organisations de Kiev, Ekatérinoslav, Tiflis, Bakou et Ekatérinbourg, auxquelles vinrent rapidement se joindre vingt autres organisations. La venue des représentants des organisations *russes* donna *d'emblée* une nette supériorité aux bolcheviks (dits « léninistes ») et aux mencheviks proparti. Inde ira * des groupuscules de l'étranger qui étaient « désavoués » parce qu'ils n'avaient pas de partisans en Russie.

En janvier 1912, la Commission d'organisation de Russie réunit enfin la conférence, à laquelle étaient invitées

* D'où la colère. (*N.R.*)

toutes les organisations de Russie sans exception. Liquidateurs, « nationaux » (Polonais, Lettons, Bund) et les divers groupes irrésolus de l'étranger ne se présentèrent pas. Après s'être convaincue que les organisations *russes* étaient représentées de la manière la plus complète, compte tenu des difficultés sans précédent au milieu desquelles luttait le parti, après avoir constaté que le parti périrait s'il n'avait pas d'organe central en Russie, qu'à l'étranger la désorganisation s'aggravait, et que les prochaines élections à la IVe Douma exigeaient que l'on reconstituât sans délai le parti, la conférence *devait* se constituer en *organe suprême du parti* et élire son Comité central, après avoir prononcé la mise hors du parti des liquidateurs.

Tel a été le déroulement et l'issue d'une lutte longue de plusieurs années. L'avenir nous dira si les liquidateurs parviendront à créer un parti « au grand jour » où s'ils fabriqueront un parti fictif, fondé sur quelque compromis honteux.

Existe-t-il des chiffres accessibles et vérifiables sur la force des liquidateurs et des membres du parti favorables à une conférence en Russie *même* ? Oui. Il y a en Russie *deux* organes politiques diffusés dans tout le pays, et deux seulement, auxquels collaborent des auteurs marxistes et des membres de la fraction parlementaire. Ces organes représentent des « tendances », mais pas à la manière des petites feuilles vitupérantes de l'étranger : ils sont le fruit d'un travail de rédaction sérieux, mené au grand jour durant de nombreuses années. Bien entendu, ce ne sont pas des organes du parti ; ils sont strictement légaux et se cantonnent dans le cadre établi par le régime existant en Russie. Cependant, *toutes* les nuances quelque peu sérieuses de la pensée théorique de la social-démocratie s'y trouvent reproduites en général et dans leur ensemble d'une manière incontestablement exacte. A part les *deux* « tendances » liquidatrice et antiliquidatrice (partisans de la conférence), aucune autre n'est représentée, étant donné qu'*il n'en existe aucune autre* qui soit quelque peu sérieuse. Tous les groupuscules du genre de la *Pravda*, du *Vpériod*, des « bolcheviks proparti » (les « conciliateurs », ceux qui aspirent à une conciliation) etc., sont d'une importance nulle. Les opinions des liquidateurs s'expriment en Russie dans le mensuel *Nacha Zaria* (qui existe depuis 1910) et dans l'hebdomadaire *Jivoïé*

Diélo (qui en est à son numéro 8). Les opinions des partisans du parti (bolcheviks et mencheviks proparti) s'expriment à travers le mensuel *Prosvéchtchénié* [194] (qui existe depuis 1911 et fait suite à la *Mysl*) et dans le journal *Zvezda* (qui en est à son numéro 53). Rien n'est plus faux que de croire que les social-démocrates proparti rejettent le travail « légal » : au contraire, *même dans ce travail*, ils sont plus forts que les liquidateurs. La seule organisation au grand jour de social-démocrates légaux dont l'existence est incontestable et dont l'activité concerne tout le pays, c'est la fraction parlementaire social-démocrate. Elle est strictement légale et n'a aucun rapport direct avec le parti. Mais tous ses membres sont connus et l'on connaît également quelle orientation chacun d'eux représente.

Deux membres de la fraction parlementaire figurent dans l'organe liquidateur *Jivoïé Diélo* en tant que collaborateurs permanents : Astrakhantsev et Kouznetsov *. Dans le journal antiliquidateur *Zvezda*, on trouve huit membres de la Douma : Voronine, Voïlochnikov, Egorov, Zakharov, Pokrovski, Predkaln, Polétaïev et Sourkov. Deux députés, Tchkhéidzé et Géguétchkori, ne collaborent ni à l'un ni à l'autre. Un autre (Chourkanov) collabore aux deux organes.

Voilà quel est le rapport : deux à huit ! Ce sont des chiffres réellement incontestables, vérifiables, publics, qui permettent de juger du rapport des forces entre liquidateurs et antiliquidateurs. Dans ces conditions, inutile de gaspiller des paroles pour répondre à la vantardise de l'auteur anonyme, qui prétend que les liquidateurs disposent d'une majorité écrasante, etc. Ces phrases à la Tartarin de Tarascon nous rappellent trop Trotski ** pour qu'il soit possible d'en discuter sérieusement.

---

* Récemment encore, il y en avait un troisième : Béloussov. Maintenant cet ultra-liquidateur, ce Bissolati russe, a quitté la fraction parlementaire. Celle-ci met publiquement en garde tous les électeurs et exige qu'il quitte la Douma. Cela montre un peu jusqu'où peut parfois entraîner un liquidationnisme conséquent !

** Lors du congrès de Copenhague, Trotski fit paraître dans le *Vorwärts* un article anonyme rempli d'attaques si scandaleuses contre le P.O.S.D.R. que non seulement Lénine, mais aussi Plékhanov et Varski, membres de la délégation russe, furent obligés d'envoyer une protestation écrite à la Direction.

La lutte à l'intérieur du P.O.S.D.R. prend parfois des formes acharnées. Il ne peut en être autrement étant donné la vie des émigrés, il n'en a été autrement dans aucun pays condamné à la contre-révolution et à l'émigration.

« Condamner » ces formes de lutte en phrases grandiloquentes, les repousser, se satisfaire de raisonnements philistins onctueux sur les « avantages de l'unité », n'est qu'un témoignage de légèreté de pensée. Quiconque veut sérieusement étudier l'histoire du P.O.S.D.R. dans les difficiles années 1908-1911 a à sa disposition une grande quantité d'écrits illégaux, et une quantité plus grande encore d'écrits légaux. Ils contiennent de très précieux enseignements sur le caractère des tendances, sur l'importance de principe des divergences, les racines de la lutte, les circonstances et les conditions dans lesquelles elle s'est déroulée, etc.

Aucun parti social-démocrate au monde ne s'est constitué (surtout à une époque de révolutions bourgeoises) sans une lutte difficile et de nombreuses scissions avec les compagnons de route bourgeois du prolétariat. C'est dans une lutte difficile contre ces compagnons de route que, depuis 1898, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se forge, grandit, se renforce et se trempe lui aussi en dépit de tous les obstacles.

LETTRE AU SECRÉTAIRE DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL HUYSMANS [195]

Cher citoyen,

A propos de la résolution adoptée par quelques groupes de l'étranger et les membres des rédactions de deux journaux publiés également à l'étranger qui prétendent faire partie du P.O.S.D. de Russie, moi, le représentant du Comité central du P.O.S.D. de Russie, je constate ce qui suit :

1) Tandis que pendant plusieurs années on n'avait pu ni convoquer une conférence des organisations russes, ni même créer ou reconstituer un comité central, qui puisse relier ces organisations, la conférence du parti, qui vient d'avoir lieu, a su grouper 23 organisations du parti, travaillant en Russie. Tous les rapports sur la conférence qui ont été déjà faits à la grande majorité des organisations du parti en Russie ont été accueillis partout très chaleureusement et ces organisations ont toutes déclaré qu'elles soutiendraient le Comité central élu par la conférence ; et dans le n° du 30 mars 1912 de la *Rabotchaïa Gazéta* (organe édité par le Comité central du parti) nous avons pu déjà publier des ordres de jour accueillant chaleureusement et soutenant la conférence et le Comité central, des organisations de Pétersbourg - Vassilevski Ostrov - Moscou - Kiev - Samara - Nicolaïev (depuis que ce numéro a paru nous avons encore reçu une résolution du même genre de Tiflis). Nous ne pouvons par conséquent accorder la moindre importance

aux protestations de petits groupes de l'étranger qui ne sont appuyés par aucune organisation de membres du parti en Russie.

2) Cette conférence des militants du parti travaillant en Russie, contre laquelle protestent tous ces petits groupes de l'étranger, s'est occupée très spécialement de l'action désorganisatrice des groupes de l'étranger et du désarroi qu'ils introduisent souvent dans le travail du parti en Russie. Ces groupes, qui ne sont reliés à aucune organisation en Russie, profitent de leur entière irresponsabilité pour se permettre de parler au nom du parti. C'est un mal qui ronge notre parti depuis longtemps grâce au régime politique de la Russie qui d'un côté oblige notre parti à exister clandestinement et d'un autre force une grande quantité de militants à émigrer et à vivre à l'étranger. La conférence a condamné sévèrement l'action désorganisatrice de ces groupes, qui sont des groupes spécifiquement de l'étranger et entièrement irresponsables. Le parti ne peut donc guère s'étonner des invectives dont tous ces groupes cherchent à accabler la conférence qui a condamné toute leur conduite.

3) Parmi ceux qui ont signé la résolution nous voyons le groupe de la *Voix du Social-Démocrate*. Cette signature nous en dit très long, et nous explique le véritable sens de toute cette campagne haineuse menée contre la conférence aussi bien dans la presse russe des liquidateurs, que dans celle de la bourgeoisie, et même dans certains organes de la presse étrangère. Le fait est que la conférence dans une résolution qui dresse le bilan de toute la lutte de tendances de notre parti au cours de ces quatre dernières années, s'est notamment, et même spécialement, prononcée contre la tendance que défend la *Voix du Social-Démocrate*. Pour faire autour de cette question le plus de lumière possible, je crois utile de citer ici cette résolution. La voici :

« Considérant

(I) que le P.O.S.D. de Russie mène depuis 4 ans déjà une lutte des plus énergiques contre le courant des liquidateurs que déjà la conférence du parti de décembre 1908 avait caractérisé comme « une tentative d'une partie des intellectuels, membres du parti, à liquider l'organisation existante du P.O.S.D. de Russie et à la remplacer par des organisations informes et légales coûte que coûte même si cette légalité

était obtenue au prix de la négation du programme, de la tactique et de toutes les traditions du parti » ;

(II) qu'en janvier 1910 l'assemblée plénière du Comité central du parti continuant lui aussi la lutte contre cette tendance avait reconnu à l'unanimité qu'elle n'était qu'une manifestation d'influences bourgeoises sur le prolétariat et avait déclaré que l'unité du parti et la fusion des bolcheviks et des mencheviks n'était possible qu'à la condition de rompre définitivement avec le courant des liquidateurs et de surmonter entièrement cette déviation bourgeoise du socialisme ;

(III) que malgré des décisions du parti et malgré l'engagement pris à l'assemblée plénière de janvier 1910 par les représentants de toutes les fractions social-démocrates, une partie des social-démocrates se groupant autour des journaux *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* se sont ouvertement rangés du côté de la tendance que le parti tout entier avait déclaré n'être que le résultat d'influences bourgeoises sur le prolétariat ;

(IV) que les anciens membres du Comité central, M. L. Youri et Roman au printemps 1910 refusèrent non seulement de faire partie du Comité central mais même d'assister ne fût-ce qu'à une seule séance du comité central afin de lui permettre de coopter de nouveaux membres, et déclarèrent hautement qu'ils trouvaient que l'existence même du comité central était nuisible ;

(V) que les susdits journaux *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* qui sont les principaux organes des liquidateurs, se sont rangés définitivement et sur toute la ligne du côté des liquidateurs justement au lendemain de l'assemblée plénière de 1910 et qu'ils cherchèrent non seulement à diminuer (à l'encontre des décisions du plénum) l'importance du parti illégal, mais nièrent l'existence même du parti, déclarant qu'il était bien mort, que le parti était déjà liquidé, que la reconstitution du parti illégal n'était qu'une utopie réactionnaire, et accablèrent le parti dans la presse légale d'injures et de calomnies, invitant les ouvriers à reconnaître que tous les groupes du parti et toute sa hiérarchie étaient morts, etc., et que tandis que dans toute la Russie les partisans du parti, sans distinctions de fraction, s'unissaient dans un commun désir d'accomplir l'œuvre si indispensable et qui

était à l'ordre du jour, c'est-à-dire de convoquer une conférence du parti, les liquidateurs formèrent des groupes indépendants, et firent bande à part même là où les mencheviks partisans du parti étaient en majorité (par exemple à Ekatérinoslav et à Kiev), et se refusèrent à être aucunement liés aux organisations locales du P.O.S.D. de Russie, la conférence déclare que les groupes *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* par toute leur action et par toute leur conduite se sont mis définitivement en dehors du parti. La conférence invite tous les partisans du parti, quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent, à lutter contre le courant des liquidateurs, d'expliquer partout le préjudice qu'il cause à l'œuvre de libération du prolétariat et les engage à donner tout leur effort pour la reconstitution du parti illégal O.S.D. de Russie. »

4) Après cela il est parfaitement clair qu'il ne s'agit pas ici ni « d'usurpation » ni de « scission », etc., et que ce n'est pas du tout là que le bât les blesse. La conférence du P.O.S.D. de Russie s'est prononcée contre une tendance qui en réalité et depuis longtemps déjà avait complètement rompu avec tout le travail du parti, qui s'opposait de toutes ses forces à la reconstitution du comité central et qui transforme la dernière institution qui subsistait dans le parti (le bureau à l'étranger du Comité central) en « une arme entre les mains de ceux qui voudraient liquider le parti » (paroles du citoyen Plékhanov qui n'est pas partisan de la conférence).

5) En ce qui concerne les organisations nationales je dois constater que le P.O.S.D. de Russie existait en qualité de P.O.S.D. de Russie antérieurement à 1906 (ou plutôt 1907), date à laquelle les organisations nationales entrèrent dans notre parti (le Bund en sortit en 1903 et y rentra également en 1907). Par conséquent leur absence à la conférence a chargé son Comité central d'entamer les pourparlers avec les organisations nationales pour rétablir avec eux des rapports normaux.

Rédigé dans la seconde quinzaine de mars 1912.
Publié le 12 avril 1912 dans la circulaire n° 7 du Bureau Socialiste International.
Signé : N Lénine

Conforme au texte français de la circulaire

LE BLOC CADETS-PROGRESSISTES ET CE QU'IL SIGNIFIE

Il y a quelques jours, les journaux ont annoncé qu'une conférence réunissant d'une part les « progressistes indépendants » et de l'autre les cadets s'était tenue le 18 mars à Moscou.

L'éditorial officieux de l'organe officieux la *Retch* (du 21 mars) confirme la nouvelle et la commente. Même à l'examen le plus sommaire, il est facile de distinguer dans son appréciation le fond du problème, qu'il s'attache à dissimuler, et le voile qui sert à maintenir les apparences.

Le fond du problème, c'est que les progressistes et les cadets, groupes d'opposition, « appartiennent à cette partie de l'opposition qui se définit par le qualificatif de « responsable ». Ainsi parle la *Retch*. Les cadets ne peuvent pas par conséquent éviter de reconnaître qu'il y a deux « parties » dans l'opposition : l'une qui mérite le titre de « responsable », l'autre qui ne le mérite pas. Cet aveu des cadets nous porte aussitôt au centre de la question.

En parlant d'opposition « responsable », qui peut être définie encore plus souvent et encore mieux par les fameux mots d'ordre « londoniens » de Milioukov, qui font suivre « opposition » d'un complément de nom, les cadets établissent une distinction entre eux et les groupes qui leur ressemblent, d'une part, et la démocratie, c'est-à-dire les troudoviks et les ouvriers, d'autre part. En fait, par opposition « responsable », on entend le centre bourgeois libéral monarchique qui se tient à mi-chemin entre la dé-

mocratie d'une part et l'absolutisme et la propriété foncière féodale de l'autre. Ce centre, qui redoute encore davantage la démocratie conséquente que ce qu'il nomme la « réaction », est apparu depuis longtemps sur la scène politique russe. Il a derrière lui une histoire si longue et si riche d'enseignements qu'il serait tout à fait inadmissible de se tromper sur sa véritable nature et à plus forte raison de garder le silence ou de feindre l'ignorance pour éluder la question.

C'est à l'époque de l'abolition du servage qu'il a pris nettement corps. Dans l'intervalle de près d'un demi-siècle qui sépare cette époque de l'année 1905, la bourgeoisie libérale monarchiste a grandi tant dans les zemstvos que dans la représentation municipale, que dans l'école et la presse, pour se constituer en un facteur relativement défini. En 1905, la crise de l'ancien régime et l'intervention ouverte de toutes les classes de Russie ont définitivement formé et donné une structure de parti au centre bourgeois libéral monarchiste, avec une aile droite (octobristes) et une aile gauche (cadets). La séparation entre ce centre et la démocratie a été très nette et s'est produite dans tous les domaines de la vie sociale, à tous les « tournants brusques » des années 1905-1907, bien que les démocrates et même les démocrates ouvriers n'aient pas tous compris la nature et la signification de cette séparation.

La bourgeoisie russe est liée par mille attaches économiques à l'ancienne propriété foncière comme à l'ancienne bureaucratie. En outre, la classe ouvrière de Russie a montré qu'elle était suffisamment indépendante et capable de se défendre elle-même ; mieux : capable de prendre la direction de la démocratie en dépit du libéralisme. C'est pourquoi notre bourgeoisie est devenue libérale-monarchiste et antidémocratique, antipopulaire. C'est pourquoi elle craint davantage la démocratie que la réaction. C'est pourquoi sans cesse elle hésite, louvoie, trahit la première au profit de la seconde. C'est pourquoi elle est devenue contre-révolutionnaire après l'année 1905 et a reçu un « strapontin » dans le système du 3 juin. Si les octobristes sont devenus un parti gouvernemental (avec la permission de Pourichkévitch et sous sa surveillance), les cadets, eux, sont devenus une opposition *tolérée*.

La décision prise par la conférence des cadets d'admettre les blocs avec les octobristes « de gauche » (ne souriez pas !) et l'actuelle union « non formelle » entre cadets et « progressistes indépendants » ne sont que les maillons d'une seule longue chaîne, les étapes de la concentration du centre bourgeois libéral-monarchiste.

Mais, à la veille des élections, l'opposition ne peut manquer de se draper dans des vêtements « démocratiques ». Le cadet qui se prépare à attirer les voix non seulement de la grande et de la moyenne bourgeoisie, mais aussi de la petite bourgeoisie démocratique, des employés de commerce, etc., est obligé de souligner qu'il est membre du « parti de la liberté du peuple », qu'il est un « constitutionnel-*démocrate* », ne plaisantez pas ! Avant et en vue des élections, le parti cadet, qui est en réalité le parti du libéralisme monarchique modéré, s'accoutre en démocrate et jette un voile sur son rapprochement avec les « progressistes indépendants » et les octobristes « de gauche ».

D'où les multiples manigances, les artifices diplomatiques de la *Retch*, ses déclarations emphatiques : « le parti de la liberté du peuple ne cédera pas aux circonstances », etc., etc. C'est bien entendu d'un ridicule achevé. Pendant toute son histoire, le parti cadet n'a fait que se moquer de son propre programme, que « céder » aux circonstances, dans le pire sens du terme. « Dans d'autres circonstances politiques, si le parti de la liberté du peuple pouvait développer tout son programme à l'organe législatif, écrit la *Retch*, ceux que l'on nomme « progressistes » seraient, bien entendu, ses adversaires, comme ils l'ont été dans les moments les plus âpres du passé récent.»

Messieurs les cadets ne contesteront sans doute pas que l'époque de la II^e^ Douma fut un moment des plus âpres. Or, non seulement les progressistes, mais des éléments beaucoup plus à droite, loin d'être les adversaires des cadets, étaient à ce moment-là leurs alliés *contre* la démocratie. Ensuite, à la III^e^ Douma, les démocrates ont fait des déclarations qui allaient bien plus loin que n'importe quel point du programme cadet, autrement dit, le parti cadet aurait parfaitement pu « *développer tout son programme* » même dans un « *organe législatif* » tel que la III^e^ Douma ! S'il ne l'a pas fait, ce n'est pas par la faute des « conditions

politiques » — il ne faut pas dire : je ne peux pas, là où il faut dire : je ne veux pas —, c'est parce que les cadets sont tout à fait étrangers à la démocratie. *Ils auraient parfaitement pu* développer tout leur programme, mais ce qui les en a empêchés, c'est qu'ils ont *eux-mêmes* tourné le dos à la démocratie et ont *eux-mêmes* évolué *vers la droite*, et cela ne leur a pas permis de le faire.

Les raisonnements que donne l'éditorialiste de la *Retch* à propos du bloc avec les progressistes sont un des nombreux exemples de la facilité avec laquelle les chefs cadets tels que Milioukov et autres mènent les quelques cadets « de gauche » par le bout du nez. Ils les nourrissent de phrases, ils satisfont les Kolioubakine de références trompe-l'œil au « démocratisme », alors qu'en réalité ils orientent toute leur politique dans un sens antidémocratique, dans le sens du rapprochement et de la fusion avec les progressistes et les octobristes de gauche. La « division du travail » chez les cadets est exactement la même que chez tous les parlementaires bourgeois d'Europe occidentale : que les Kolioubakine et autres « cadets de gauche » parlent de « liberté » devant le peuple, tandis qu'au parlement, dans la politique pratique, le parti cadet fait entièrement cause commune avec les plus modérés des libéraux.

A propos des progressistes, les liquidateurs écrivent : « Ce nouveau groupe ne fait qu'accentuer, que renforcer le chaos, l'imbroglio politique dans lequel se débat l'électeur bourgeois *et qui détermine toute l'impuissance politique de la bourgeoisie russe.* »

L'impuissance politique de la bourgeoisie russe ne provient nullement du « chaos » qui règne chez « l'électeur bourgeois », il n'y a que les illusionnistes de l'aile gauche des cadets pour le croire ; elle provient des conditions économiques qui font de la bourgeoisie l'ennemi des ouvriers et l'esclave des Pourichkévitch, un esclave qui ne va pas plus loin que les grommellements et les vœux pieux.

Les parlementaires cadets de gauche, qu'ils partent d'une théorie idéaliste de la politique ou de la vulgaire crainte de perdre les voix d'un électorat qui, aigri par les Pourichkévitch, a évolué vers la gauche, peuvent combattre le parti cadet officiel par des exhortations du genre : il est temps de revenir à la raison, de nous remettre en mémoire notre pro-

gramme, de nous dresser contre le chaos, le terre à terre mesquin, l'absence de principes, etc., etc., toutes exhortations dans l'esprit des phrases démocrates bourgeoises ordinaires.

Les marxistes, eux, combattent les cadets de toutes nuances en partant de la théorie matérialiste de la politique, en expliquant les intérêts de classe communs à toute la bourgeoisie et qui la poussent à adopter un programme libéral-monarchiste, à se rapprocher des progressistes et des octobristes « de gauche ». Aussi au lieu d'en appeler à la « raison », à la « mémoire », aux « principes » des cadets, expliquerons-nous au peuple *pourquoi* le libéralisme devient contre-révolutionnaire et rompt avec la démocratie. Nous ne nous exclamerons pas : les cadets ne vont-ils bientôt pas revenir à la raison, ne vont-ils pas bientôt se remettre en mémoire leur programme ? Nous dirons : les démocrates ne vont-ils pas bientôt comprendre combien est profond ce qui les sépare des libéraux contre-révolutionnaires, des cadets ? Ceux dont les intérêts économiques ne sont attachés ni à la propriété foncière, ni aux places et aux revenus de la bureaucratie, du barreau, etc., vont-ils enfin comprendre qu'ils doivent, dans l'intérêt de la véritable liberté du peuple, marcher avec la démocratie ouvrière contre la droite et contre le parti cadet ?

« Zvezda » n° 23 (59), 29 mars 1913.
Signé : B.K.

Conforme au texte du journal

UNE MAUVAISE DÉFENSE DE LA POLITIQUE OUVRIÈRE LIBÉRALE

Dans le n° 8 du *Jivoïé Diélo*, Martov répond à mon article du n° 11 de *Zvezda* : « Un organe de la politique ouvrière libérale * ». La question concerne la ligne électorale fondamentale des ouvriers dans la campagne électorale et mérite par conséquent une attention particulière.

J'ai qualifié *Jivoïé Diélo* d'organe de la politique ouvrière *libérale* en motivant cette appréciation de la manière suivante : 1) Le mot d'ordre de Martov et de Dan : déloger la réaction de ses positions *à la Douma*, arracher *la Douma* des mains de la réaction n'est pas un mot d'ordre démocratique mais libéral. Non seulement la lutte contre la « réaction » en Russie ne se limite pas à arracher la Douma des mains de la réaction, mais ce n'est même pas là *son point central*. 2) Parlant de la possibilité d'atteindre le but qu'il pose, Martov a commencé par idéaliser notre loi électorale. Il déclare que « dans un nombre considérable d'assemblées de province, la majorité » est assurée « aux grands-électeurs des propriétaires fonciers et de la première curie urbaine ». J'ai rappelé les faits : cette majorité est assurée dans *toutes* les assemblées de province : dans 28 provinces sur 53, la majorité (à l'assemblée de province) appartient aux *seuls* propriétaires fonciers ; ces provinces envoient à la Douma 255 députés sur 440. 3) Lorsqu'il parle de déloger la réaction de ses positions à la Douma, Martov oublie qu'il

* Voir le présent tome, pp. 493-496. (*N.R.*)

est *impossible* d'amener la Douma plus loin que l'opposition libérale *des propriétaires fonciers*. Le mot d'ordre de Martov et de Dan, c'est d'arracher *le propriétaire foncier* des mains de la réaction. 4) Lorsqu'il dit que les ouvriers ont intérêt à ce que le pouvoir passe entre les mains du « bourgeois cultivé », Martov « oublie » de mentionner une chose : c'est que les libéraux ont intérêt à partager le pouvoir avec les Pourichkévitch de telle manière que la démocratie n'y gagne « aucune arme » ! 5) Lorsqu'il dit qu'en devenant plus forts à la Douma, les cadets « se facilitent l'accès au pouvoir », Martov oublie l'expérience des années 1905-1906 en Russie, de l'année 1789 et des suivantes en France, de l'année 1911 en Chine. Cette expérience montre que le pouvoir ne passe aux libéraux (ou plus à gauche) que lorsque la démocratie l'emporte *en dépit* d'eux. 6) Martov n'admet par conséquent le marxisme que dans la mesure où il est acceptable pour tout libéral cultivé.

Que répond Martov sur ces six points ? Strictement rien. Silence absolu. A quoi bon entreprendre une polémique si vous avez décidé de ne pas répondre ?

Tout en traitant par le silence l'*ensemble* de mes conclusions, il essaie de m'« attraper » sur la phrase suivante :

« Notre tâche pratique aux élections n'est nullement de « déloger la réaction de ses positions à la Douma », mais de renforcer la démocratie en général, et la démocratie ouvrière en particulier. Cela ira parfois à l'encontre de la « tâche » d'augmenter le nombre des libéraux : cinq démocrates de plus * sont plus importants pour nous, et plus utiles au prolétariat, que cinquante libéraux de plus. »

A la vue de cette phrase, Martov ne se tient plus de joie (il a pris en flagrant délit un « partisan de la réaction » croit-il) et s'exclame : « J'invite le lecteur à réfléchir à cette phrase. » Je suis de tout cœur d'accord avec sa proposition de *réfléchir*.

Il se met à réfléchir, et voici à quel syllogisme il parvient : La loi établit partout un second tour ; donc, « *il ne peut y avoir qu'une seule possibilité* » pour nous de faire

* Une coquille a substitué dans le texte du journal « forts » à « de plus ». Martov n'avait aucune peine à se rendre compte qu'opposer des démocrates « forts » à des libéraux « de plus » ne veut rien dire. Mais là n'est pas la question.

passer 5 démocrates en repoussant 50 libéraux ; cette « éventualité » c'est de *vendre* les voix des démocrates aux Cent-Noirs pour obtenir des sièges à la Douma.

Et Martov se livre à des transports d'allégresse sur une bonne centaine de lignes : il vient d'abattre un complice des Cent-Noirs, dit-il, et, en abattant F. L-ko, il a « blessé » du même coup V. Frei [196] qui, dit-il, « incline du même côté ».

Il prend vraiment ses lecteurs pour de grands naïfs ! Inviter le lecteur à *réfléchir* est imprudent de la part d'un auteur qui lui *ne le fait pas.*

Ma phrase, qui a tellement déplu à Martov, pose *deux* questions aux gens qui réfléchissent : 1) est-ce que réellement cinq démocrates sont plus utiles aux ouvriers que cinquante libéraux à la Douma ? 2) est-ce qu'une telle « opposition » d'objectifs peut se présenter dans la pratique ?

Notre réfléchi de Martov a *complètement* éludé la première question. Mais à tort. Vous esquivez de vous-mêmes la politique, messieurs les liquidateurs, pour nous accuser d'être passionnés d'arithmétique. Cinquante libéraux à la Douma donneront au peuple un monceau de discours *faussement démocratiques*, qui égareront le peuple, et *une poignée* de « réformes » qui, d'abord, n'iront pas plus loin que des questions de lavabos et, ensuite, s'enliseront au Conseil d'Etat et dans les *autres* instances. De la tribune de la Douma, cinq démocrates donneront au peuple une série d'explications sur les vérités de la *démocratie* (et en ce qui concerne les démocrates ouvriers, sur les vérités du socialisme). Qu'est-ce qui est le plus utile au prolétariat ?

Deuxième question. Martov a-t-il raison de dire que l'objectif de faire passer cinq démocrates (« de plus », c'est-à-dire en plus des députés démocrates actuels) *ne peut se trouver en opposition* avec celui de faire passer cinquante libéraux *que* dans le cas qu'il indique ? Car, après avoir invité les gens à réfléchir, il a déclaré tout net : « il ne peut y avoir qu'une seule possibilité ».

S'il a raison, alors le lecteur devra m'accuser, moi, F. L-ko, ou bien d'avoir choisi une possibilité irréelle, ou bien de nourrir le secret désir de vendre aux Cent-Noirs les voix des démocrates contre des sièges à la Douma (j'ajoute confidentiellement : le secret et *stupide* désir ; on voit Pou-

richkévitch achetant les voix des amis de Pétrov III et de Voïlochnikov *pour* qu'en échange Voïlochnikov aille siéger à la IVe Douma. Martov le « réfléchi » écrit d'une manière extraordinairement vraisemblable).

S'il peut y avoir un autre cas dans lequel ces deux objectifs sont en opposition, Martov a tort.

Donc, un autre cas est-il possible ? *Sans aucun doute* : lorsqu'*au ballotage* les démocrates, n'ayant pas conclu d'accord avec les libéraux, combattent à la fois ceux-ci et la droite.

Un point c'est tout *.

Comme tous les liquidateurs, Martov le réfléchi est prisonnier de l'idée des deux camps et ne voit pas la lutte du troisième à la fois contre le premier et contre le second !

Aussitôt après la phrase qui a tant indigné Martov, je dis :

« D'où cette conclusion (« d'où », mon cher Martov !) dont Martov ne veut pas, tout en semblant reconnaître que les cadets sont des libéraux et *non* des démocrates : 1) lors des ballotages dans les cinq grandes villes, *seuls* sont acceptables les accords avec les démocrates contre les libéraux ; 2) au second tour des élections, à *tous* les scrutins et dans *tous* les accords, il faut *d'abord* s'entendre avec les démocrates contre les libéraux, et ensuite seulement avec les libéraux contre la droite. »

Martov n'a mentionné *que* le second point, déclarant que je mentais, car il l'acceptait (reste à voir si *tous* les liquidateurs l'accepteront !) *mais il n'a pas parlé du premier* !

Encore une fois : ou bien l'on se tait, ou bien l'on polémise.

Dans cinq villes il y a ballotage. La ligne générale est : avec les démocrates *contre* les libéraux. Les accords avec les libéraux sont *interdits* (car l'expérience a montré que *dans l'ensemble*, il n'y avait pas là de danger Cent-Noirs).

---

* Il me vient une idée « effrayante » : tout l'article de Martov ne serait-il pas bâti sur *l'ignorance* du fait qu'aux termes de notre loi électorale, le ballotage signifie de nouvelles élections, et non la lutte de deux candidats ? Il faudrait alors, avant de « combattre la réaction » aux élections, combattre l'ignorance en matière de loi électorale !

Etes-vous *pour* ou *contre* cette interdiction ? Dites-le franchement.

Poursuivons. Quel *peut* être le résultat pratique de ces ballotages ? Les voix peuvent se répartir de manière *presque* égale entre les trois camps. C'est la majorité relative qui décide. Prenons l'exemple le plus simple : sur 100 voix, la droite en obtient 33, les libéraux 33, les démocrates 34. Le démocrate est élu. Si le social-démocrate recueille une voix de moins et le Cent-Noirs une de plus, c'est lui qui peut être élu !

Deux lignes s'offrent à la politique ouvrière : la ligne *libérale* : crains par-dessus tout l'élection du Cent-Noirs et, par conséquent, abandonne sans combat l'hégémonie au libéral ! La ligne *marxiste* : ne te laisse pas effrayer par les cris des libéraux sur le danger Cent-Noirs et entre *hardiment* dans le combat « triangulaire » (selon l'expression anglaise). En règle générale, il n'y a pas de danger Cent-Noirs et si, à titre d'exception, c'est le Cent-Noirs qui est élu, *en revanche, quelque part ailleurs, c'est le démocrate qui le sera* !...

Pour apprendre à nager, il faut se jeter à l'eau. Il n'y a pas au monde de lutte dans laquelle toutes les chances seraient connues d'avance. Si l'on se laisse effrayer par les cris des libéraux sur le danger Cent-Noirs, les ouvriers n'apprendront *jamais* à mener le combat « triangulaire ». Partout dans le monde, le camp de la réaction et celui des libéraux se sont constitués plus tôt et organisés mieux (avec l'aide des lois réactionnaires, bien entendu) que les ouvriers. Partout dans le monde, les libéraux tiennent aux ouvriers les mêmes discours que répète Martov.

Il nous reste à dire une dernière chose pour montrer au « réfléchi » Martov quelle est la signification du mot réfléchir.

Dans les cinq grandes villes, les accords avec les libéraux sont interdits lors des ballotages. Ailleurs, ils ne le sont pas. Cela signifie-t-il qu'il y aura *toutes les fois* des accords ? Plutôt non, n'est-ce pas ?

S'il *n'y a pas* d'accord, les voix ne peuvent-elles pas, à *chaque* ballotage, se répartir de manière presque égale entre les trois camps ?

Plutôt oui, si l'on y « réfléchit » réellement !

D'où notre conclusion. Il y a deux politiques ouvrières.

Politique ouvrière libérale : il y a une poussée à gauche dans le pays ; « par conséquent »... c'est le danger Cent-Noirs qui est le plus à craindre ; le mot d'ordre sera de déloger la réaction de ses positions à la Douma ; or, seuls les libéraux peuvent le faire ; aussi ne faut-il pas les « menacer », leur « extorquer » des sièges : un ouvrier « cultivé » peut-il décemment « faire chanter » d'aussi braves gens ? Dans les accords qu'on passera avec eux, il faut donc leur faire toutes les concessions et éviter le combat « triangulaire ».

Politique ouvrière marxiste : il y a une poussée à gauche dans le pays ; par conséquent, ne croyez pas les racontars des libéraux sur le danger Cent-Noirs ; dans les accords que vous passerez avec eux, *menacez-les* de toutes vos forces et *extorquez-leur* des sièges à la Douma ; et pour que vos menaces soient sérieuses, camarades ouvriers, ne redoutez pas le combat « triangulaire » ; engagez-le hardiment, en démasquant devant le peuple le caractère contre-révolutionnaire des libéraux ; bien entendu, il n'y a pas de combat qui ne comporte une possibilité de défaite : dans certains endroits, le Cent-Noirs passera, *en revanche, ailleurs ce sera le démocrate* ; il vaut mieux avoir cinq démocrates de plus à la Douma que cinquante libéraux ; en règle générale, les Cent-Noirs ne passeront pas, car les Pourichkévitch sont trop bien connus, et *c'est à dessein* que les libéraux brandissent le danger Cent-Noirs pour effrayer le peuple : ils veulent s'assurer l'hégémonie (bien que les Maklakov soient presque les égaux des Cent-Noirs) et détourner d'eux le danger « de gauche ».

Faisons le point. Martov ne m'a répondu sur aucun des six points concernant la politique ouvrière libérale que j'avais avancés. Il a « escamoté » la question de l'interdiction des blocs avec les libéraux dans les cinq grandes villes. Bien qu'il ait promis de réfléchir, il n'a pas envisagé les élections triangulaires *lors* des scrutins de ballotage. Mais il a fait deux choses : 1) il a défendu les libéraux contre les « menaces » ; 2) il a dévoilé que les amis de Voïlochnikov ont comploté avec Pourichkévitch pour lui vendre des voix, *afin que* Pourichkévitch puisse faire élire les Voïlochnikov à la IV[e] Douma !

« Zvezda » n° 24 (60), 1[er] avril 1912.
Signé : F. L — k e

Conforme au texte du journal

LE BALLOTAGE EN RUSSIE ET LES TÂCHES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

On rencontre de plus en plus d'exemples qui montrent combien le scrutin de ballotage prévu dans notre loi électorale induit les gens en erreur. Dans le n° 1-2 de *Nacha Zaria*, Dan écrivait que notre tactique lors du ballotage doit être identique à celle pratiquée en Europe occidentale. Dans le n° 8 du *Jivoïé Diélo*, Martov se référait nommément aux « ouvriers allemands » comme exemple de la tactique à suivre par les ouvriers russes. Tout récemment, Trotski a rédigé une note spéciale sur ce point, et qui était entachée de la même erreur.

La faute est si fréquente que l'on se demande involontairement si, dans certains milieux, le « penchant général » pour cette erreur de fait ne provient pas de ce qu'*on ne veut pas* comprendre les tâches de la démocratie ouvrière dans la lutte contre les cadets ?

Aux termes de la loi du 3 juin 1907, *il n'y a pas* en Russie de scrutin de ballotage de type allemand ; d'une manière générale, *il n'y a pas* de « ballotage » au sens exact du terme, il n'y a que des élections complémentaires ou de nouvelles élections. Chez les Allemands, lors du ballotage, le vote ne concerne que les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. C'est le scrutin de ballotage et lui seul qui décide lequel des deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix sera élu.

Rien de semblable chez nous. Notre loi stipule que toutes les candidatures, en n'importe quel nombre, sont admises pour le scrutin de ballotage. A proprement parler, ce n'est pas un ballotage, ce sont de nouvelles élections. Aussi toutes références à l'exemple allemand sont-elles erronées de bout en bout !

L'article fondamental de notre loi en matière de ballotage est l'article 106 des « dispositions sur les élections », qui dit : « Sont considérés comme mandataires des congrès préparatoires, et grands-électeurs des congrès électoraux, les personnes ayant obtenu plus de la moitié des voix des participants au congrès »...

Cela exprime clairement qu'il faut la majorité absolue au premier tour. Le même article dit ensuite que si la majorité absolue n'est pas atteinte, « des élections complémentaires ont lieu pour le nombre de grands-électeurs qui restent à désigner » (c'est-à-dire pour leur nombre total, à l'exception de ceux qui ont été élus à la majorité absolue).

Qui est considéré comme élu aux « élections complémentaires » ? « Sont considérés comme élus, dit la fin du même article, ceux qui ont obtenu la majorité relative des voix. »

La loi du 3 juin 1907 dit la même chose en ce qui concerne le ballotage lors des scrutins *directs*, c'est-à-dire dans les villes de Pétersbourg, Moscou, Odessa, Kiev, Riga. Simplement, au lieu de l'expression « majorité relative des voix », l'article 140 dit « le plus grand nombre de voix ». Enfin, lors de l'élection des membres de la Douma par les assemblées électorales de province, il y a de la même manière ballotage, si les candidats n'ont pas obtenu « plus de la moitié des voix », c'est-à-dire la majorité absolue, et « sont considérés comme élus les candidats ayant obtenu la majorité relative des voix » (article 350).

Donc notre loi électorale ne connaît rien qui ressemble aux ballotages allemands. Rien ne peut être plus erroné que de se référer à l'exemple, au comportement des ouvriers allemands. Le point 14 des commentaires à l'article 106, dans l'édition officielle des « Dispositions sur les élections à la Douma d'Etat », éditions du ministère de l'Intérieur, Saint-Pétersbourg, 1912, dit : « peuvent être également ad-

mises aux élections complémentaires des personnes n'ayant pas pris part au premier tour ». Il est clair qu'il ne s'agit pas seulement de nouveaux électeurs, mais aussi de nouveaux candidats. La loi permet à un candidat qui ne s'est pas présenté au premier tour de se présenter au scrutin de ballotage.

La question qui se pose est de savoir quelles conclusions politiques on peut tirer de ce point des dispositions du 3 juin sur les élections en ce qui concerne la tactique à suivre.

La première, la conclusion fondamentale et la plus générale, est que notre loi offre des possibilités *plus larges* que la loi allemande pour conclure des accords électoraux en cas de ballotage. En Allemagne il ne peut s'agir que de choisir *le moindre mal* : les vaincus du premier tour ne peuvent se fixer d'autre objectif (il faut considérer comme vaincus ceux qui ne peuvent parvenir au ballotage). Mais en Russie, s'il n'y a pas eu de vainqueur au premier tour, il n'y a pas non plus, à proprement parler, de vaincus, car *chacun* peut tenter le sort une deuxième fois dans une nouvelle bataille, avec les accords les plus divers, avec tels ou tels alliés.

En Allemagne, lors du ballotage, le candidat ouvrier ne peut pas, en particulier, tirer parti *pour lui*, c'est-à-dire directement, de la lutte entre la droite et les partis bourgeois d'opposition : il peut soutenir l'opposition des libéraux contre le représentant de la droite si les uns et les autres sont de force sensiblement égale, mais *lui-même* ne peut l'emporter si son adversaire libéral et son adversaire réactionnaire sont de force équivalente. Or en Russie, cela est possible.

D'où une deuxième déduction. En cas de ballotage, la loi électorale russe laisse *davantage de champ* que la loi allemande à la démocratie ouvrière pour combattre *les libéraux*. En Russie, comme dans la majorité des pays d'Europe occidentale, deux fractions (ou deux groupes de partis) des classes dominantes prédominent lors des élections : les « conservateurs » et les libéraux, les Cent-Noirs et l'« opposition ». Les ouvriers combattent *les uns et les autres*. Cependant, les couches retardataires du peuple s'éveillent d'abord à la lutte contre le féodalisme et contre l'absolutisme, elles ne prennent pas conscience d'emblée qu'il leur

faut combattre le capital et suivent d'ordinaire les libéraux pendant un temps assez long. C'est pour cela que les partis ouvriers, en renforçant leur influence, gagnent souvent à eux plus de gens influencés par les libéraux que de gens influencés par la droite. D'où les hypocrites criailleries dont sont coutumiers les « cadets » de *tous* les pays : les partis ouvriers font le jeu de la réaction, ils affaiblissent la « force commune de progrès », etc., etc.

En Allemagne, en cas de ballotage, le candidat ouvrier ne peut engager le combat avec le libéral que lorsque la droite est battue au premier tour et ne participe pas au ballotage. En Russie, lorsqu'il y a ballotage, le candidat ouvrier peut, et par conséquent doit *toujours* engager le combat contre le libéral *quand* le candidat de la droite a obtenu moins de voix que celui-ci au premier tour. Autrement dit, en Allemagne, l'ouvrier ne peut engager contre le libéral qu'un « combat singulier », tandis qu'en Russie le ballotage permet également le combat « triangulaire », entre la droite, les libéraux et les candidats ouvriers. En Russie par conséquent, lors du ballotage, il peut se trouver *davantage* de cas où les masses ouvrières ont intérêt à soutenir leur candidat.

Nous en arrivons à une troisième déduction. En Russie, compte tenu des divisions politiques actuelles, le ballotage ouvre un champ particulièrement vaste à ce qu'on nomme le *bloc des gauches* dans toutes les curies et à tous les stades où les libéraux sont plus forts que les Cent-Noirs (en comptant bien entendu parmi ces derniers toute la droite, tant les nationalistes que les octobristes, c'est-à-dire tous les partis gouvernementaux sans exception). Si au premier tour les libéraux sont plus forts que les Cent-Noirs, et les candidats ouvriers plus faibles que les libéraux, les ouvriers doivent *obligatoirement* (que l'on considère à la fois les objectifs politiques d'organisation des démocrates en général, et l'élection des candidats ouvriers à la Douma) s'unir à la démocratie bourgeoise (populistes, troudoviks, etc.) *contre* les libéraux.

Rencontrera-t-on souvent des cas de ce genre ?

Dans les assemblées de province, ce ne sera pas très fréquent ; la plupart du temps, les libéraux seront plus faibles que les Cent-Noirs et il faudra par conséquent

créer un bloc de l'ensemble de l'opposition pour faire échec à ceux-ci.

C'est dans la curie paysanne que les divisions politiques sont les moins précises et les moins structurées ; c'est là que l'oppression policière est la plus forte ; le mandataire, le grand-électeur, et même le candidat à la Douma y éprouvent de manière particulièrement vive le besoin de « cacher » leur véritable « visage » ; on y trouve peu de candidats ouvriers, au sens de l'appartenance de parti. Dans cette curie, la tâche politique est sans aucun doute d'organiser la démocratie, de lutter contre l'influence et les préjugés de la bourgeoisie libérale monarchiste. Quant aux ballotages, il est difficile de faire les déductions précises sur la fréquence de tel ou tel genre de cas, et même sur la fréquence (de fait) des ballotages en général.

Dans la curie des propriétaires fonciers et la première curie urbaine, le rôle de la démocratie en général, de la démocratie ouvrière en particulier, est trop insignifiant pour qu'il vaille la peine d'en parler.

Reste la seconde curie urbaine. Il s'y trouve un nombre appréciable d'électeurs ouvriers et proches des ouvriers : employés de commerce, ouvriers locataires, retraités, etc. On y trouve aussi des embryons de la presse politique, de réunions. En un mot c'est le terrain favori des ballotages, avec la participation des électeurs eux-mêmes. Quel est le tableau de la répartition des électeurs entre les divers partis ?

Les informations sur l'appartenance politique des grands-électeurs de la seconde curie urbaine à la III^e^ Douma d'Etat donnent à cette question une réponse assez précise, quoiqu'indirecte. D'après les chiffres globaux du journal cadet la *Retch* (1907, n° 241), portant sur 51 provinces de la Russie d'Europe et concernant 4 897 électeurs sur un total de 5 161, les 533 électeurs de la seconde curie urbaine se répartissaient de la manière suivante : 405 appartenaient à l'opposition (100 « gauches », 209 cadets et 96 progressistes), 101 à la droite (17 modérés, 19 octobristes et 65 de droite), 21 non inscrits et 6 non précisés. Les trois principaux groupes de partis en présence aux élections actuelles se détachent nettement : 100 démocrates, 305 libéraux, 101 électeurs de droite.

Les libéraux sont plus de trois fois plus forts que la droite, dont les forces sont à peu près égales à celles des démocrates. Il est clair qu'*en règle générale*, il n'y a pas ici le moindre danger Cent-Noirs. Il est clair en outre que la tâche *principale* de la démocratie ouvrière est précisément de combattre les libéraux dans ce secteur ; à l'heure actuelle, étant donné l'indubitable poussée à gauche de l'ensemble du pays, qui est reconnue à la fois par les libéraux, les octobristes et les Pourichkévitch, cette lutte prend plus que jamais une importance de premier plan. Evidemment, au premier tour, les candidats ouvriers doivent mener exclusivement leur propre lutte, sur leurs listes à eux. Au second tour, lors du ballotage, les choses se réduiront *dans la majorité des cas* à une lutte entre démocrates et libéraux.

Pour mener *cette* lutte, les marxistes doivent s'unir lors du ballotage à *tous* les démocrates (c'est-à-dire à la démocratie bourgeoise, aux populistes, troudoviks, etc.) *contre* les libéraux. Tout le comportement de la fameuse « opposition responsable » des cadets à la III^e^ Douma, toute la politique et la tactique de la bourgeoisie libérale monarchiste, puis le mouvement actuel des employés de commerce constituent un terrain particulièrement favorable à cette lutte des démocrates, organisés par les ouvriers, contre les libéraux, c'est-à-dire le parti cadet. Comme la seconde curie urbaine est le lieu principal des ballotages, la ligne *essentielle* des ouvriers dans les ballotages sera précisément : avec les démocrates *contre* la droite et *contre* les libéraux.

En somme, nous en arrivons à cette déduction qu'en matière de ballotages, les liquidateurs et leurs défenseurs commettent une faute à la fois « technique » et politique. Ils se trompent « techniquement » en confondant les ballotages allemands et les élections « complémentaires », ou nouvelles élections, russes. Ils se trompent politiquement et glissent vers la politique ouvrière libérale quand ils lancent des phrases générales sur le soutien qu'il faut apporter à l'opposition contre la droite. En fait, la tâche d'ensemble des marxistes dans la Russie actuelle qui est d'organiser les ouvriers en tant que détachement avancé de la démocratie, *à la fois* contre la droite et contre le libéralisme contre-révolutionnaire, et les particularités de la situation

dans laquelle nous nous trouvons dans la principale curie « à ballotage », nous forcent à donner un autre mot d'ordre. Lors des ballotages, en premier lieu et surtout dans la seconde curie urbaine, il faut la plupart du temps marcher avec tous les démocrates contre les libéraux et la droite ; ensuite seulement on pourra aller au ballotage en constituant un bloc de toute l'opposition contre les Cent-Noirs.

« Zvezda » n° 25 (61), 3 avril 1912.
Signé : M. C h.

Conforme au texte du journal

LE LIBÉRALISME ET LA DÉMOCRATIE

I

La conférence des troudoviks, dont nous avons déjà parlé, et dont plusieurs journaux ont informé le public (entre autres la *Retch* du 28 mars), présente une importance particulière en ce qui concerne la manière dont les partis se déterminent dans le cadre de toute la campagne des élections à la IVe Douma. Après le bloc des libéraux modérés (cadets et « progressistes indépendants ») et les décisions de la démocratie ouvrière en matière de tactique électorale, il restait encore aux troudoviks à « se déterminer » pour que le tableau soit complet.

Maintenant, *toutes* les classes de la société russe, en la personne de tous les partis politiques quelque peu sérieux et dignes d'attention, ont défini leur position dans la campagne électorale. Et si, pour les partis bourgeois, et notamment pour ceux d'entre eux qui se sont « solidement » installés dans l'édifice du régime du 3 juin, les élections sont essentiellement une période de publicité accrue, en revanche pour la démocratie ouvrière, pour les marxistes, la tâche essentielle de la campagne électorale, c'est d'*expliquer* au peuple quelle est la *nature* des divers partis politiques, *qui défend quoi*, quels sont les intérêts réels, vitaux, qui guident tel ou tel parti, quelles *classes* de la société se dissimulent derrière telle ou telle enseigne.

De ce point de vue, nous aurons *plus d'une fois* à nous arrêter à la conférence des troudoviks et, dans l'intérêt de la classe ouvrière, nous devons précisément attacher une importance particulière à la question de principe que nous

venons d'énoncer. Tant les partis Cent-Noirs, la droite, que les *libéraux* (cadets) se contentent de la passer sous silence, ou d'en déformer de mille manières l'énoncé et la solution, et ce, non par manque de discernement de certaines personnes, ou parce qu'elles sont mal intentionnées, mais parce que les intérêts *de classe* des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie *les forcent* à déformer la nature des partis des ouvriers et des paysans.

A leur tour, les troudoviks, parti essentiellement paysan, bien que n'ayant pas intérêt à passer sous silence ne serait-ce que la différence entre la démocratie et le libéralisme, donnent une réponse inexacte à la question. Si l'on se place au point de vue du paysan, c'est-à-dire du petit patron, il n'est d'ailleurs pas possible de lui donner une réponse exacte ; c'est seulement au point de vue de l'ouvrier salarié que la question est *résolue*, comme en témoignent non seulement la théorie, la science, mais aussi l'*expérience* de tous les pays européens, toute l'histoire économique et politique des partis européens, notamment au cours du XIX^e^ siècle.

Considérez simplement la manière dont les libéraux parlent des troudoviks, et les troudoviks d'eux-mêmes. Le journal libéral la *Retch*, principal organe du parti cadet, dit que ce sont les troudoviks qui ont le plus souffert de la modification de la loi électorale du 3 juin 1907, que leur tactique « ne peut se différencier notablement » de celle des cadets, car ceux-ci, voyez-vous, peuvent « répéter » et répètent presque tout ce que disent les troudoviks. « Enfin, écrit la *Retch*, il ne sera besoin de conclure des accords électoraux avec les troudoviks que dans quelques localités probablement, et qui seront en outre très peu nombreuses. »

Réfléchissez à cette appréciation et vous verrez que c'est celle d'un bourgeois libéral, auquel la loi du 3 juin a retiré sa prépondérance (qui lui était assurée par la loi du 11 décembre 1905 [197]), mais en lui donnant dans l'opposition une place considérable, *bien distincte* de la démocratie. Vous ne comptez pas pour nous, messieurs les troudoviks, et nous ne vous prenons pas sérieusement en considération, tel est le véritable sens de la déclaration de la *Retch*. Pourquoi ne comptez-vous pas pour nous ? Parce que la loi du 3 juin vous a privés de votre force aux élections.

Pour tout démocrate et en particulier pour tout ouvrier, les partis qui comptent ne sont pas ceux qui jouissent d'un monopole ou de privilèges dans le cadre de la loi électorale en vigueur, mais ceux qui représentent les larges masses de la population, et en particulier de la population travailleuse et exploitée. C'est justement la loi du 3 juin qui a *défendu* le bourgeois libéral contre ces masses, c'est pourquoi celles-ci comptent peu pour lui. Les avocats et les journalistes libéraux ont besoin de sièges à la Douma, le bourgeois libéral a besoin de partager le pouvoir avec les Pourichkévitch, voici ce à quoi ils aspirent. Mais quant à développer une pensée politique indépendante chez les masses paysannes, leur initiative politique en tant que classe distincte, cela le libéral n'en a pas besoin, mieux, c'est pour lui un danger patent. Le libéral a besoin d'électeurs, besoin d'une foule qui lui fasse confiance et le suive (pour amener les Pourichkévitch à composition) mais il redoute l'indépendance politique de la foule.

Pourquoi donc ne craint-il pas les troudoviks qui, comme parti « indépendant » particulièrement proche de la paysannerie, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population, représentent *non* le libéralisme, mais la démocratie bourgeoise ? C'est précisément parce que les troudoviks sont des démocrates *insuffisamment* indépendants par rapport aux libéraux, qu'*ils ne savent pas* disputer aux libéraux l'influence sur les masses ! On ne peut manquer de s'arrêter mille et mille fois sur cette question capitale de la vie politique actuelle en Russie, si l'on considère celle-ci sérieusement, scrupuleusement, sur la base des principes, et non dans un esprit de charlatanisme (ou de libéralisme), de chasse au mandat. Tant que la tâche historique de notre époque en Russie restera la transformation politique du pays dans un sens démocratique, cette transformation exigera comme *condition essentielle* que des masses *très* larges, que les masses les plus larges de la population deviennent consciemment des démocrates, c'est-à-dire les adversaires tout à fait précis, conséquents et résolus de toute espèce d'étroitesse, de médiocrité, d'équivoque, de lâcheté libérales. Et l'ouvrier n'est pas encore un ouvrier conscient, qui n'a pas compris que l'on ne peut lutter de manière conséquente pour la suppression de l'esclavage salarié *si l'on n'a pas*

assimilé et fait passer dans la vie cette tâche politique de notre temps.

Quand les libéraux, les cadets disent que leur « tactique » ne se différencie pas « notablement » de celle des troudoviks, ils font preuve d'une ignorance crasse, à moins qu'ils ne mentent de la manière la plus effrontée. Chaque page de l'histoire politique de la Russie au cours des dix dernières années contient des centaines et des milliers de faits qui réfutent ce mensonge. L'histoire la plus récente de la Russie nous montre, à partir de notre *expérience* russe, que la différence entre le libéralisme et la démocratie paysanne est incomparablement plus profonde que toutes les questions de « tactique » (car elle a toujours subsisté durant, par exemple, les huit dernières années, bien que le cours des événements ait plus d'une fois provoqué les revirements « tactiques » les plus brusques) qu'elle gît bien au-delà de tous les « programmes », car ceux-ci ne font qu'exprimer ce que *pensent* les esprits avancés d'une classe des tâches et de la situation de celle-ci. Ce ne sont pas les opinions des esprits avancés, mais les actions de masses fortes de millions de gens qui nous ont montré la différence radicale qui existait entre la situation économique et politique *actuelle* de la bourgeoisie libérale, d'une part, et celle de la paysannerie démocratique bourgeoise, de l'autre. D'où une divergence radicale *d'intérêts* de classe par référence aux « forces dominantes » de la Russie actuelle. D'où une différence radicale sur tous les présupposés et tout le développement de l'activité politique.

Il peut sembler au libéral et au troudovik qu'ils sont politiquement du même bord, car tous deux sont « contre Pourichkévitch ». Mais si l'on dépasse un tout petit peu ces *opinions* d'hommes politiques pour considérer la *situation de classe* des masses, on s'aperçoit que *dans la vie*, la bourgeoisie libérale partage les privilèges politiques des Pourichkévitch, et ils ne se querellent *que* pour décider si les Pourichkévitch auront les deux tiers de ces privilèges, et les Milioukov un tiers, ou l'inverse. Si l'on prend la « vie », si l'on prend la situation économique de la paysannerie russe actuelle, en tant que couche de petits patrons agricoles, on s'aperçoit qu'il ne s'agit nullement là de partager des privilèges politiques ou d'en avoir, mais qu'il faut

mettre le mot « *vie* » entre guillemets, étant donné que l'existence même des Pourichkévitch, c'est *la mort de faim* pour un million de ces petits patrons.

Il y a deux sortes de bourgeoisie dans la Russie actuelle. L'une est composée de la très mince couche de capitalistes mûrs et même blets, et qui travaillent *en fait*, en la personne de l'octobriste et du cadet, à partager entre les Pourichkévitch et eux-mêmes le pouvoir politique actuel, les privilèges politiques actuels. Il faut prendre le mot actuel dans un sens assez large, en y faisant entrer, par exemple, les privilèges que défend aujourd'hui la loi du 3 juin 1907 et ceux que défendait hier la loi du 11 décembre 1905.

L'autre bourgeoisie, c'est la très large couche des petits et d'une partie des moyens patrons, essentiellement paysans, qui ne sont pas parvenus à maturité, mais s'y appliquent énergiquement et pour qui *en fait* la question à résoudre, loin d'être celle de la répartition des privilèges à l'époque actuelle de la vie historique russe, c'est de n'être pas réduits à mourir de faim *par* les Pourichkévitch. Et cette question touche aux fondements mêmes du pouvoir des Pourichkévitch en général, aux sources de toute forme du pouvoir des Pourichkévitch.

Toute l'histoire de la libération politique de la Russie est l'histoire de la lutte entre la première et la seconde tendances bourgeoises. Tout le sens des milliers et des milliers de belles paroles sur la liberté et l'égalité, sur la répartition « égalitaire » de la terre et le « populisme » se ramène à la lutte de ces deux tendances bourgeoises. Cette lutte trouvera fatalement son aboutissement dans une Russie entièrement bourgeoise, qui aura pris entièrement ou principalement l'une de ces deux « couleurs ». Inutile de dire que l'ouvrier salarié ne reste nullement indifférent à ce combat ; au contraire, s'il est conscient, il y participera de la manière la plus énergique et s'efforcera de faire en sorte que le paysan le suive lui et non le libéral.

C'est précisément à quoi se résument également les autres questions que ne pouvait manquer d'aborder la conférence des troudoviks. Nous les traiterons en détail dans les articles suivants. Maintenant, résumons-nous brièvement. La question des troudoviks et des cadets est une des plus importantes pour toute la libération politique de la Rus-

sie. Rien n'est plus vulgaire que de la réduire à la « force » de tels ou tels partis à l'intérieur du système du 3 juin, au « rendement » à attendre de tels ou tels accords dans les élections basées sur ce système. Au contraire, du point de vue de l'ouvrier salarié, il ne peut être donné de solution juste à ce problème partiel des accords, des ballotages, etc., qu'une fois comprises les racines *de classe* de l'un et de l'autre de ces partis, des démocrates bourgeois (troudoviks) et du libéralisme bourgeois (cadets, « progressistes », etc.)

II

La conférence des troudoviks a posé une série de questions politiques très intéressantes et pleines d'enseignements. Nous avons maintenant un remarquable commentaire de ses décisions : l'article de M. V. Vodovozov sur « Le programme électoral du groupe troudovik », paru dans le n° 13 de l'hebdomadaire pétersbourgeois *Zaprossy Jizni* [198], à la rédaction duquel MM. Kovalevski et Blank prennent la plus grande part. Le commentaire de M. Vodovozov est « remarquable » non pas de notre point de vue, évidemment, mais parce qu'il reflète exactement les opinions et les aspirations des troudoviks. Quiconque s'intéresse à l'importance des forces démocratiques en Russie doit accorder une grande attention à l'article de M. Vodovozov.

« Le groupe du Travail, écrit-il, part de cette conviction que dans le moment historique actuel, les intérêts de la paysannerie, de la classe ouvrière et des intellectuels travailleurs, loin d'être contradictoires, sont au contraire presque identiques ; c'est pourquoi les intérêts de ces trois classes sociales pourraient très bien être servis par un seul parti. Mais en raison des conditions historiques, la classe ouvrière a trouvé sa représentation dans le parti social-démocrate, aussi le groupe du Travail devait-il naturellement être avant tout le représentant politique de la paysannerie. C'est ce qu'il a été. »

On voit d'emblée la faute essentielle, que commettent tous les populistes, y compris les plus « à gauche ». Ils partent d'une « conviction » qui est en contradiction avec toutes les vérités de la science économique et toute l'expérience des pays qui ont traversé une période semblable à celle que traverse actuellement la Russie. Ils continuent de s'y tenir même lorsque l'expérience de l'histoire russe

les force à reconnaître que chez nous aussi le cours des événements bat en brèche leur conviction.

La seconde phrase des troudoviks va à l'encontre de la première. Si les intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie pouvaient être défendus par un seul parti, d'où vient-il que la classe ouvrière ait le sien propre ? Et si celui-ci s'est constitué et affermi dans une période particulièrement importante, particulièrement critique de l'histoire russe (l'année 1905), si même les troudoviks doivent reconnaître vis-à-vis d'eux-mêmes que la classe ouvrière a « trouvé » son parti « en raison des conditions historiques », cela signifie que les « convictions » des troudoviks sont *battues en brèche* par les « conditions historiques ».

Si les troudoviks, qui *se trouvent être* le parti de la paysannerie, ont la conviction qu'ils ne devraient pas être que cela, leur conviction, incontestablement, est erronée, pleine d'illusion. Et cette illusion est exactement la même que celle de *tous* les partis bourgeois démocratiques d'Europe à l'époque de la lutte contre le féodalisme et l'absolutisme. Sous une forme ou une autre, l'idée dominante était celle de « partis en dehors des classes », mais la « force des conditions historiques » n'a pas manqué de la jeter bas, de détruire à chaque fois cette illusion. Les tentatives ou les vains efforts pour réunir différentes classes dans « un seul parti » sont propres, précisément, au démocratisme bourgeois de l'époque où il devait voir son principal ennemi derrière lui et non devant, chez les féodaux et non dans le prolétariat.

Cette prétention à vouloir « réunir » différentes classes rapproche les troudoviks des cadets : ces derniers aussi veulent être un parti *au-dessus des classes*, eux aussi affirment que les intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels travailleurs sont « presque identiques ». Par intellectuels travailleurs, ils entendent aussi les Maklakov ! L'ouvrier conscient combattra toujours toutes les idées de partis au-dessus des classes, toute tentative de masquer l'abîme de classe qui sépare l'ouvrier salarié du petit patron.

Mais si les troudoviks et les cadets s'apparentent en ceci que les uns et les autres partagent les préjugés bourgeois sur une fusion possible des différentes classes, ils

diffèrent par la classe *vers laquelle* le cours des événements entraîne les uns et les autres malgré leurs désirs, parfois malgré la conscience que certains d'entre eux en ont. L'histoire a appris aux troudoviks à être plus près de la vérité, à dire qu'ils sont un parti paysan. Les cadets continuent à s'intituler démocrates, alors qu'en fait ils sont des libéraux contre-révolutionnaires.

Malheureusement, les troudoviks sont loin de prendre nettement conscience de cette vérité, à tel point que dans les décisions officielles de leur conférence, *on ne trouve pas* la moindre caractérisation des cadets. Les résolutions officielles parlent seulement d'accord « *en premier lieu* avec les social-démocrates et *ensuite* avec les cadets ». Cela ne suffit pas. On ne peut donner une solution juste, conséquente et fondée sur les principes à la question des accords électoraux *qu'après* avoir pleinement mis en lumière la nature de classe des partis qui concluent l'accord, la différence fondamentale qui les sépare et la coïncidence provisoire de leurs intérêts.

Seul le commentaire de M. Vodovozov en parle. *Ce sont précisément ces points* que la *Retch*, en signalant et en discutant son article, a essayé de *cacher* complètement au lecteur. Nous considérons qu'il faut s'y arrêter et les considérer attentivement.

« Le groupe du Travail, écrit M. Vodovozov, a très bien compris que le régime russe actuel est un régime d'absolutisme et d'arbitraire, aussi a-t-il condamné résolument toutes les prises de position par lesquelles le parti cadet voulait faire savoir urbi et orbi qu'il existait en Russie un régime constitutionnel, et a-t-il refusé de s'associer aux rencontres solennelles organisées à l'intention des représentants anglais et français pour faire étalage de constitutionnalisme. Il ne fait pas de doute pour le groupe du travail que seul un bouleversement radical et profond de tout le régime politique et social peut mettre la Russie sur la voie d'un développement juste et sain ; aussi a-t-il considéré avec sympathie toutes les manifestations de cette même conviction dans notre vie sociale. C'est cette conviction qui a creusé un profond abîme entre lui et le parti cadet »... et un peu plus loin il reprend la même idée de l'« évolutionnisme pacifique des cadets, avec la tactique qu'il engendre »,

« et qui a toujours éloigné les troudoviks davantage des cadets que des social-démocrates ».

On comprend pourquoi le journal cadet la *Retch* devait s'appliquer à dissimuler ce raisonnement à ses lecteurs. On y voit nettement exprimé le désir de tracer une frontière entre le démocratisme et le libéralisme. Il y a une frontière, cela ne fait pas de doute, mais bien qu'il parle de « profond abîme », M. Vodovozov ne le comprend pas de manière assez profonde. D'après ce qu'il dit, la différence porte à proprement parler sur la tactique et l'appréciation du moment : les troudoviks sont partisans d'un bouleversement radical, les cadets sont pour une évolution pacifique ; les troudoviks estiment que nous avons un régime absolutiste, et les cadets, que nous avons, grâce à Dieu, une constitution. Une telle différence est possible entre l'aile droite et l'aile gauche de la même classe !

La différence entre les troudoviks et les cadets se limite-t-elle à cela ? M. Vodovozov lui-même n'a-t-il pas reconnu que les troudoviks sont le parti de la paysannerie ? N'y a-t-il pas, *dans la situation de classe* de la paysannerie, par rapport à Pourichkévitch et à sa clique, sans chercher plus loin, un trait qui la différencie de celle de la bourgeoisie libérale ?

S'il n'y en a pas, la différence entre troudoviks et cadets est peu profonde, même du point de vue de leur attitude envers le féodalisme et l'absolutisme. S'il y en a, c'est précisément cette différence *d'intérêts de classe* qu'il faut faire apparaître au premier plan et non la différence d'« opinions » sur l'absolutisme et la constitution, ou sur l'évolution pacifique.

Les troudoviks veulent être plus radicaux que les cadets. C'est très bien. Mais leur radicalisme serait plus conséquent et plus profond s'ils comprenaient clairement la nature de classe de la bourgeoisie libérale monarchiste, si dans leur plate-forme ils parlaient franchement du libéralisme contre-révolutionnaire des cadets.

C'est pourquoi sont vains les efforts que fait M. Vodovozov pour se « justifier » en invoquant les obstacles extérieurs en raison desquels, dit-il, les troudoviks « ont dû élaborer une résolution dans laquelle les points les plus essentiels étaient cachés derrière une référence, qui n'était pas tout

à fait claire pour la majorité des lecteurs, à la peu accessible « plate-forme du groupe du travail ». Premièrement, les troudoviks n'étaient pas obligés de s'en tenir à un champ limité par ces obstacles ; en s'y tenant, ils montrent, exactement comme nos liquidateurs, que la différence entre eux et les cadets n'est pas assez profonde. Deuxièmement, il était parfaitement possible, dans n'importe quelle arène, de formuler la nature de classe du libéralisme cadet et son caractère contre-révolutionnaire.

Nous voyons par conséquent que les hésitations des troudoviks entre les cadets et les social-démocrates ne sont pas le fait du hasard, mais qu'elles proviennent des conditions très profondes, des conditions fondamentales dans lesquelles la paysannerie se trouve placée. Cette position intermédiaire, en marge de la lutte directe entre le bourgeois et le prolétaire, fait naître l'illusion d'un parti en dehors ou au-dessus des classes. Leurs préjugés bourgeois communs, propres au patron et au petit patron, rapprochent les troudoviks et les cadets. D'où le manque d'esprit conséquent des troudoviks, en tant que démocrates bourgeois, jusque dans leur lutte contre les fondements du pouvoir des Pourichkévitch.

La tâche des ouvriers conscients est de contribuer au rassemblement d'une démocratie paysanne aussi peu dépendante que possible des libéraux, aussi peu soumise que possible à leur influence, et aussi conséquente et résolue que possible. La situation de l'immense masse de la paysannerie est telle que les aspirations formulées par M. Vodovozov à « un bouleversement radical et profond » ont des racines extrêmement solides, largement ramifiées et profondément implantées dans le sol.

« Zvezda » n^os 27 (63) et 32 (68), 8 et 19 avril 1912.
Signé : P. P.

Conforme au texte du journal

NOTES

1. *Le Collège russe du Comité central* fonctionnait en Russie et était formé de membres titulaires et suppléants du C.C. élu par le Ve Congrès (Congrès de Londres) du P.O.S.D.R. (1907) ; constitué initialement lors du plénum du C.C. du P.O.S.D.R. d'août 1908, il comprenait cinq membres (un menchevik, un bolchevik et trois représentants des organisations des minorités nationales). D'après les statuts du Comité central adoptés au plénum de janvier 1910, le Collège russe du Comité central fut porté à sept personnes, il devait comprendre quatre membres du Comité central et trois représentants des organisations nationales. En cas de défection de l'un de ses membres, le Collège se voyait accorder le droit de cooptation. Cependant après le plénum de janvier, on n'arriva pas à assurer une activité normale au Collège russe du Comité central. Tout le travail de parti en Russie (choix des agents, visite des organisations, relations avec le groupe social-démocrate à la Douma, etc.) était assuré par les membres suppléants et titulaires bolcheviques du C.C. : initialement I. Goldenberg (Mechkovski) et I. Doubrovinski (Innokenti), puis, après leur arrestation, V. Noguine (Makar) et G. Leiteizen (Lindov), qui constituèrent en 1910-1911 le Bureau russe du C.C. Les mencheviks liquidateurs membres titulaires ou suppléants du C.C. se tinrent complètement à l'écart du travail ; quant à I. Issouv (Mikhaïl), P. Bronstein (Youri) et K. Ermolaev (Roman), non contents de refuser leur concours, ils déclarèrent qu'ils considéraient l'existence même du C.C. comme nuisible. Les diverses tentatives du bureau de réunir le Collège russe aboutirent à l'échec.

L'arrestation de Noguine et de Leiteizen, en mars 1911, mit fin à l'existence du Bureau russe du C.C. — P. 11.

2. « *Goloss Sotsial-Démokrata* » [la Voix du social-démocrate], organe publié à l'étranger par les mencheviks ; parut à Genève, ensuite à Paris, de février 1908 à décembre 1911. Dès son premier numéro, le *Goloss Sotsial-Démokrata* prit la défense des liquidateurs, plaidant en faveur de leur activité antiparti. Une fois que Plékhanov, qui condamnait les positions liquidatrices du

journal, eut quitté la rédaction, le *Goloss Sotsial-Démokrata* se posa définitivement comme le centre idéologique des liquidateurs. — P. 11.

3. *Le plénum du Comité central du P.O.S.D.R.*, connu sous le nom de « plénum d'unification », se tint à Paris du 2 au 23 janvier (15 janvier-5 février) 1910.

La question des moyens de renforcer le parti et son unité avait revêtu une gravité particulière à l'automne de 1909. En application de la décision de la Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*, Lénine avait proposé, en novembre 1909, un plan de rapprochement des bolcheviks et des mencheviks proparti, qui faisaient bloc pour lutter contre les liquidateurs et les otzovistes. A l'opposé de ce plan, les conciliateurs G. Zinoviev, L. Kaménev et A. Rykov prônaient l'unification des bolcheviks avec les mencheviks partisans du *Goloss* (liquidateurs) et les trotskistes, ce qui revenait à liquider le Parti bolchevique. Les membres du C.C. I. Doubrovinski et V. Noguine manifestaient aussi des flottements. Etant donné que la situation qui s'était créée au sein du parti et en Russie exigeait de façon urgente que soient résolues les questions soulevées par l'unification des éléments favorables au parti, les bolcheviks adressèrent le 1er (14) novembre 1909 au Bureau du C.C. à l'étranger une demande de convocation dans les délais les plus brefs d'une session plénière du Comité central du parti.

Aux travaux du plénum de janvier 1910 prirent part des représentants de toutes les fractions et groupes, ainsi que des organisations social-démocrates des minorités nationales. La majorité appartenait aux conciliateurs.

Au plénum, Lénine combattit inlassablement les opportunistes et les conciliateurs, recherchant une condamnation résolue de la liquidation et de l'otzovisme, pratiquant une politique de rapprochement entre bolcheviks et mencheviks proparti.

Lors les débats sur la question essentielle, celle de la situation au sein du parti, les mencheviks partisans du *Goloss*, qui firent bloc avec les représentants du *Vpériod*, les trotskistes leur apportant leur soutien, prirent la défense de la liquidation et de l'otzovisme. Lénine parvint à obtenir du plénum qu'il condamne la liquidation et l'otzovisme et reconnaisse la nécessité de lutter contre eux.

Lénine n'en réprouva pas moins les décisions conciliatrices du plénum. Malgré son opposition, les conciliateurs unis à Trotski firent élire aux institutions centrales du parti non point des mencheviks proparti, mais des partisans du *Goloss* (liquidateurs). Le plénum décida de financer le journal de Trotski : la *Pravda* de Vienne, dans la rédaction de laquelle était introduit un représentant du Comité central. Le groupe du *Vpériod* fut reconnu comme un groupe d'éditions du parti. Le Centre bolchevique était dissous et la publication du journal *Prolétari* interrompue. Les bolcheviks remirent une partie de leurs biens au C.C., le reste étant confié à des tiers, dits les « dépositaires »

(Karl Kautsky, Franz Mehring et Klara Zetkin), qui auraient à charge de le remettre dans un délai de deux ans au C.C., à la condition que les mencheviks partisans du *Goloss* auraient liquidé leur centre fractionnel et mis fin à la parution de leur organe. Dans sa décision « Sur les centres fractionnels », le plénum nota que « les intérêts du parti et de son unité requièrent la fermeture dans un proche avenir du journal *Goloss Sotsial-Démokrata* ». Cependant, comme l'écrivait Lénine, le plénum se contenta des promesses verbales des gens du *Goloss* et du *Vpériod* de dissoudre leurs fractions et d'interrompre leurs publications fractionnelles. Les décisions conciliatrices du plénum firent le jeu des liquidateurs et des otzovistes et causèrent un grand tort au parti.

On trouvera de nombreux détails sur les travaux du plénum, sur la lutte qui s'y déroula contre les liquidateurs, les partisans du *Vpériod*, les trotskistes et les conciliateurs dans l'article de Lénine « Notes d'un publiciste » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 203-273). — P. 11.

4. Mikhaïl (Issouv), Roman (Ermolaev) et Youri (Bronstein), mencheviks-liquidateurs, membres suppléants du Comité central du P.O.S.D.R., élus par le Ve Congrès du P.O.S.D.R. — P. 11.

5. *Les partisans du « Vpériod »* (*groupe du « Vpériod »*), groupe antiparti d'otzovistes, d'ultimatistes, de constructeurs de Dieu, organisé en décembre 1909 sur l'initiative de Bogdanov et d'Alexinski ; ils publiaient un organe de presse du même nom.

La lutte menée par ce groupe contre les bolcheviks se distinguait par son absence totale de principes et son peu d'embarras sur les moyens. Après la conférence de Prague du parti, en 1912, le groupe du *Vpériod* s'unit aux mencheviks-liquidateurs et aux trotskistes pour lutter contre ses décisions.

Les menées antiparti et antimarxistes du groupe du *Vpériod* indisposaient les ouvriers. N'ayant pas leur soutien, ce groupe disparut pratiquement en 1913-1914. Sa dissolution formelle eut lieu en 1917, après la révolution de Février. — P. 11.

6. *L'Organe central du P.O.S.D.R., le « Social-Démocrate »*, journal illégal, qui parut de février 1908 à janvier 1917 ; il eut 58 numéros. Le premier numéro sortit en Russie, par la suite le lieu d'édition fut transféré à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. Le Comité de rédaction de l'Organe central était composé, selon une décision du Comité central du P.O.S.D.R., de représentants des bolcheviks, des mencheviks et des social-démocrates polonais. Dans le journal *Social-Démocrate* furent imprimés plus de 80 articles et notes de Lénine. Au sein de la rédaction du journal, Lénine mena la lutte pour une ligne bolchevique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) avait une attitude trop conciliante envers les liquidateurs et

essayait de saper la mise en œuvre de la ligne léniniste. Des membres de la rédaction, les mencheviks Martov et Dan, tout en sabotant le travail à la rédaction de l'Organe central, défendaient en même temps le courant liquidateur dans le *Goloss Sotsial-Démokrata*. La lutte impitoyable de Lénine contre les liquidateurs contraignit Martov et Dan en juin 1911 à quitter la rédaction du *Social-Démocrate*. A partir de décembre 1911, c'est Lénine qui assura la rédaction du journal. — P. 12.

7. *Courant liquidateur*, nouvelle forme d'opportunisme qui se fit jour parmi les social-démocrates mencheviques après la défaite de la révolution de 1905-1907.

Les liquidateurs ont été nommés ainsi parce qu'ils exigeaient la liquidation du parti révolutionnaire illégal de la classe ouvrière. Ils invitaient les ouvriers à cesser leur lutte révolutionnaire contre le tsarisme et caressaient le projet de convocation d'un « congrès ouvrier » sans parti où serait fondé un « large parti ouvrier » qui, remisant les slogans révolutionnaires, se consacrerait exclusivement à l'activité légale, tolérée par le gouvernement tsariste. Lénine et les autres bolcheviks dénoncèrent sans trêve cette trahison de la cause de la révolution. Les liquidateurs ne rencontrèrent pas beaucoup de succès auprès des masses ouvrières. La Conférence de Prague du P.O.S.D.R., qui eut lieu en janvier 1912, prononça l'exclusion des liquidateurs.

Courant otzoviste (du verbe russe « otozvat », qui signifie : rappeler) : courant opportuniste auquel adhérèrent quelques bolcheviks après la défaite de la révolution de 1905-1907.

Les otzovistes réclamaient le rappel des députés social-démocrates à la Douma et la cessation du travail au sein des syndicats et autres organisations de masse à caractère légal ou semi-légal. Habiles à manier la « phrase révolutionnaire », les otzovistes privaient en fait le parti de la possibilité d'utiliser les formes légales de lutte, le coupaient des masses et l'exposaient aux coups de la réaction. Lénine les critiqua vivement, les traitant de « liquidateurs nouvelle variante » et de « mencheviks à rebours ». — P. 12.

8. Lénine fait allusion à la déclaration (ou « traité ») signée par les bolcheviks, et dont ils donnèrent lecture au plénum (dit d'unification) du C.C. du P.O.S.D.R. de janvier 1910. Voir le présent tome, pp. 370-372. — P. 12.

9. *Igor* (Igorev, Gorev), pseudonyme du menchevik-liquidateur B. Goldman. — P. 12.

10. Le Bureau du Comité central du P.O.S.D.R. à l'étranger fut créé par le plénum du Comité central du P.O.S.D.R. en août 1908 en qualité de représentation générale du parti à l'étranger, subordonné au Collège russe du Comité central et responsable

envers lui. Peu après le plénum du Comité central de janvier 1910 la majorité du Bureau passa aux liquidateurs, et le Bureau à l'étranger devint un centre de rassemblement des forces antiparti. La tactique de liquidation du Bureau contraignit les bolcheviks léninistes à rappeler, en mai 1911, leur représentant Alexandrov (Sémachko). Quelque temps après furent rappelés également les représentants de la social-démocratie polonaise et lettonne. En janvier 1912, le Bureau à l'étranger se saborda. — P. 12.

11. Il s'agit des membres du Bureau du Comité central à l'étranger représentant la social-démocratie polonaise.

La *Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie* était le parti révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise, fondé en 1893, initialement, comme la social-démocratie du Royaume de Pologne, pour ensuite, à partir d'août 1900, après le congrès des organisations social-démocrates du Royaume de Pologne et de la Lituanie, où se produisit la fusion des social-démocrates polonais et d'une partie des militants lituaniens, prendre le nom de Social-démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie. Le mérite de ce parti était d'orienter le mouvement ouvrier polonais vers une alliance avec le mouvement ouvrier russe et de lutter contre le nationalisme.

A l'époque de la révolution de 1905-1907, la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie adopta des mots d'ordre proches de ceux du Parti bolchevique et manifesta une totale intransigeance envers la bourgeoisie libérale. D'autre part, ce parti n'assimila pas la théorie léniniste de la révolution socialiste, il ne comprenait pas le rôle dirigeant dévolu au prolétariat dans la révolution démocratique, sous-estimait le rôle que devait jouer la paysannerie comme alliée de la classe ouvrière, ainsi que la portée du mouvement de libération nationale. Tout en critiquant les conceptions erronées de la social-démocratie polono-lituanienne, Lénine fit ressortir ses mérites envers le mouvement révolutionnaire polonais.

Au IVe Congrès (dit d'unification) du P.O.S.D.R., en 1906, la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie fut admise au sein du P.O.S.D.R. en tant qu'organisation territoriale.

Elle accueillit favorablement la Révolution d'Octobre et lutta pour la victoire de la révolution prolétarienne en Pologne. En décembre 1918, au Congrès d'unification de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie et de la « gauche » du Parti socialiste polonais, de la fusion des deux organisations naquit le Parti communiste ouvrier de Pologne. — P. 13.

12. Il s'agit des membres du Bureau du Comité central à l'étranger représentant la Social-démocratie du Pays letton et le Bund.

La *Social-démocratie du Pays letton* (jusqu'en 1906, Parti ouvrier social-démocrate letton) fut fondée en juin 1904 à son premier congrès. Au IIe Congrès, en juin 1905, le parti adopta

son programme. En 1905-1907, le Parti ouvrier social-démocrate letton dirigea les actions révolutionnaires des ouvriers.

Au IVe Congrès (dit d'unification) du P.O.S.D.R., en 1906, la Social-démocratie lettone adhéra au P.O.S.D.R. au titre d'organisation territoriale et prit désormais le nom de Social-démocratie du Pays letton.

Bund, Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie ; fut organisé en 1897 au Congrès constitutif de Wilno des groupes social-démocrates juifs ; il comprenait surtout des artisans semi-prolétariens des régions occidentales de l'Empire russe. Au premier Congrès du P.O.S.D.R. (1898), le Bund adhéra au parti comme « une organisation autonome dont le pouvoir de décision s'étendait aux questions concernant exclusivement le prolétariat juif » (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, p. 14).

Le Bund introduisait un élément de nationalisme et de séparatisme dans le mouvement ouvrier de Russie.

Le IIe Congrès du P.O.S.D.R., ayant refusé de reconnaître le Bund comme l'unique représentant des ouvriers juifs, cette organisation quitta le parti. En 1906, sur la base des décisions du IVe Congrès (dit d'unification), le Bund réintégra le P.O.S.D.R.

Au sein du P.O.S.D.R., les bundistes soutinrent constamment l'aile opportuniste (« économistes », mencheviks, liquidateurs) et ne cessèrent de lutter contre les bolcheviks et le bolchevisme. A la revendication bolchevique du droit des nations à l'autodétermination, le Bund opposait l'exigence de l'autonomie culturelle. Dans la période de réaction baptisée du nom de Stolypine, le Bund adopta une position liquidatrice, et participa activement à la création du bloc antiparti d'Août. Pendant la première guerre mondiale, ses militants donnèrent dans le social-chauvinisme. En 1917, le Bund soutint le gouvernement provisoire contre-révolutionnaire et lutta aux côtés des ennemis de la révolution socialiste d'Octobre. Tandis que sa direction rejoignait les blancs et les interventionnistes étrangers durant la guerre civile, les militants de base du Bund commencèrent à pencher en faveur de la collaboration avec le pouvoir soviétique. En mars 1921, le Bund se saborda. — P. 13.

13. Il s'agit des mencheviks proparti, qui, Plékhanov en tête, s'élevèrent dans les années de réaction contre les liquidateurs. Tout en demeurant fidèles aux conceptions mencheviques, les plékhanoviens prônaient la conservation et le renforcement de l'organisation illégale du parti et dans ce but étaient pour une union avec les bolcheviks. En 1909, des groupes de mencheviks proparti se formèrent à Paris, Genève, San-Remo, Nice et dans d'autres villes. A Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Ekatérinoslav, Kharkov, Kiev, Bakou, de nombreux ouvriers mencheviques s'élevèrent contre les liquidateurs, pour la renaissance du P.O.S.D.R. illégal.

Lénine en appelant les bolcheviks au rapprochement avec

les mencheviks proparti, montrait qu'un accord avec eux était possible sur la base de la lutte pour le parti, contre les liquidateurs « sans aucun compromis idéologique, sans aucun escamotage des divergences de tactique et autres *dans les limites* de la ligne du parti » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, p. 103). Les mencheviks proparti et les bolcheviks militèrent ensemble dans les comités locaux du parti, collaborèrent aux publications bolcheviques *Rabotchaïa Gazéta*, *Zvezda*, à l'Organe central du parti *Social-Démocrate*. La tactique de Lénine d'un rapprochement avec Plékhanov et ses amis, suivis par la majorité des ouvriers mencheviques en Russie, aida à développer l'influence des bolcheviks dans les organisations légales d'ouvriers et à en évincer les liquidateurs.

A la fin de 1911, Plékhanov rompit l'union avec les bolcheviks. Sous prétexte de lutter contre le « fractionnisme » et le schisme à l'intérieur du P.O.S.D.R., il essaya de réconcilier les bolcheviks et les opportunistes. En 1912, les plékhanoviens, les trotskistes, les bundistes et les liquidateurs s'élevèrent contre les décisions de la Conférence de Prague du P.O.S.D.R. — P. 13.

14. « *Rabotchaïa Gazéta* » [Journal ouvrier], organe populaire illégal des bolcheviks, fut publié à Paris du 30 octobre (12 novembre) 1910 au 30 juillet (12 août) 1912 ; il en parut 9 numéros. Les mencheviks proparti participaient aussi à sa publication. Lénine fut le créateur et le directeur de la *Rabotchaïa Gazéta*. Il y fit paraître plus de dix articles.

La Conférence de Prague du P.O.S.D.R. (janvier 1912) nota que la *Rabotchaïa Gazéta* défendait d'une manière catégorique et continue le parti et l'esprit du parti, et la décréta organe officiel du Comité central du P.O.S.D.R. (bolchevique). — P. 13.

15. *L'école fractionnelle à l'étranger*, centre fractionnel des otzovistes, des ultimatistes et des constructeurs de Dieu unis dans la lutte contre le bolchevisme, fut créée en 1909 par Bogdanov (Maximov), Alexinski et Lounatcharski avec le soutien de Gorki, à Capri (Italie). Les partisans de Bogdanov obtinrent, en se réclamant de l'esprit de parti, que plusieurs organisations locales social-démocrates leur envoient des auditeurs. Ils furent treize. L'école fonctionna environ 4 mois (d'août à décembre 1909). En novembre une session divisa les élèves : une partie d'entre eux, avec à leur tête l'ouvrier Vilonov, se désolidarisa catégoriquement des partisans de Bogdanov. Les auditeurs léninistes envoyèrent à la rédaction du journal *Prolétari* une protestation contre l'attitude antiparti des professeurs, ce qui leur valut leur exclusion de l'école. A la fin de novembre 1909, sur l'invitation de Lénine, ils vinrent à Paris, écoutèrent une série de conférences au nombre desquelles on peut signaler celles de Lénine « Le moment présent et nos tâches » et « La politique agraire de Stolypine ». Restés à Capri, une partie des audi-

teurs formèrent avec les professeurs, en décembre 1909, le groupe antiparti du *Vpériod*.

La réunion élargie de la rédaction du *Prolétari* condamna l'école de Capri comme « le centre d'une fraction en rupture avec les bolcheviks ». — P. 13.

16. Lénine veut parler du travail en commun des bolcheviks et de Plékhanov au sein de la délégation du P.O.S.D.R. au congrès socialiste international de Copenhague du 28 août au 3 septembre 1910. Durant le congrès, Lénine et Plékhanov élevèrent une protestation auprès de la direction du Parti social-démocrate allemand au sujet de l'article calomniateur publié anonymement dans l'Organe central de la social-démocratie allemande, le *Vorwärts* sur la situation de la social-démocratie russe, article dont Trotski était l'auteur. — P. 14.

17. *La « Pravda » (de Vienne)*, journal de tendance menchevique liquidatrice, était l'organe fractionnel de Trotski. Elle parut de 1908 à 1912 à Vienne.

Se couvrant de la « non-appartenance à un groupe fractionnel » ce journal, dès ses premiers numéros, combattit le bolchevisme et soutint les liquidateurs et les otzovistes ; il prônait la « théorie » centriste de la collaboration des révolutionnaires et des opportunistes au sein d'un seul et même parti. A la suite du plénum du Comité central de janvier 1910, le journal adopta des positions franchement liquidatrices et prit la défense du groupe otzoviste et ultimatiste antiparti du *Vpériod*.

En 1912, Trotski et son journal furent les initiateurs du bloc antiparti d'Août. — P. 14.

18. *La lettre des seize*, lettre ouverte des mencheviks liquidateurs en réponse à l'intervention de Plékhanov dans le n° 9 des *Cahiers du Social-Démocrate* (août 1909) contre les liquidateurs et leur leader Potressov.

Lénine qualifiait cette lettre de « document d'une célébrité érostratique » (voir l'article « Le *Goloss* des liquidateurs contre le parti » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 161-169). — P. 18.

19. Les *Viékhi* réunissaient divers publicistes cadets en vue, porte-parole de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire, qui avaient fait paraître au printemps de 1909 à Moscou un recueil d'articles intitulé *Viékhi* [les Jalons]. Ces articles sur l'intelligentsia russe s'efforçaient de dénigrer les traditions révolutionnaires et démocratiques du mouvement de libération en Russie, réprouvaient le mouvement révolutionnaire de 1905 et remerciaient le gouvernement tsariste de ce que « grâce à ses baïonnettes et ses prisons » il avait sauvé la bourgeoisie de « la colère du peuple ». — P. 19.

20. *Cent-Noirs*, membres des « Centuries noires », bandes monarchistes créées par la police tsariste pour lutter contre le mouvement

révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, se livraient à des agressions sur la personne d'intellectuels progressistes, organisaient des pogromes. — P. 19.

21. « *Rossia* » [la Russie], quotidien à caractère réactionnaire, cent-noir ; parut à Pétersbourg de novembre 1905 à avril 1914. A partir de 1906, organe du ministère de l'Intérieur. Le journal était subventionné par les fonds secrets du gouvernement, mis à la disposition du ministre de l'Intérieur. — P. 19.

22. « *Retch* » [Parole], quotidien, organe central du parti des cadets ; parut à Pétersbourg à partir de février 1906. Supprimé par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Petrograd le 26 octobre (8 novembre) 1917. — P. 30.

23. L'article « De certaines particularités du développement historique du marxisme » fut publié dans le journal *Zvezda*.

Zvezda, journal bolchevique légal, précurseur de la *Pravda* ; parut à Pétersbourg du 16 (29) décembre 1910 au 22 avril (5 mai) 1912, d'abord toutes les semaines, puis, à partir de janvier 1912, deux fois par semaine, et à partir de mars, trois fois la semaine. Le 26 février (10 mars) 1912, en même temps que la *Zvezda*, parut le numéro 1 de la *Nevskaïa Zvezda* [l'Etoile de la Néva], appelée à continuer la *Zvezda* après la fermeture de celle-ci. Le 27e et dernier numéro de la *Nevskaïa Zvezda* parut le 5 (18) octobre 1912.

L'orientation idéologique de la publication était assurée de l'étranger par Lénine, dont la *Zvezda* et la *Nevskaïa Zvezda* firent paraître une cinquantaine d'articles. — P. 33.

24. « *Nacha Zaria* » [Notre aurore], mensuel légal des mencheviks liquidateurs ; parut de 1910 à 1914 à Pétersbourg. C'est autour de *Nacha Zaria* que se constitua le centre des liquidateurs en Russie. — P. 39.

25. « *Vorwärts* » [En Avant], quotidien, organe central de la social-démocratie allemande. Le journal commença à paraître à Berlin en 1891. Dans les colonnes de ce journal, Engels mena la lutte contre toute manifestation d'opportunisme. Dans la deuxième moitié des années 90, après la mort d'Engels, la rédaction du *Vorwärts* passa aux mains de l'aile droite du parti et fit paraître systématiquement des articles d'opportunistes. — P. 39.

26. Il s'agit de la Commission scolaire (ou Comité scolaire), nommée par le plénum du C.C. du P.O.S.D.R. de janvier 1910 pour organiser une école du parti à l'étranger. Elle comprenait neuf membres : deux bolcheviks, deux mencheviks, deux partisans du *Vpériod* et un représentant de chacune des organisations des minorités nationales : Bund, social-démocraties lettonne et polonaise. — P. 39.

27. *Socialistes-révolutionnaires, ou s.-r.*, parti petit-bourgeois russe, formé à la fin de 1901 et au début de 1902 par la fusion de divers groupes et cercles populistes. Les s.-r. ne voyaient pas de différence de classe entre le prolétaire et le petit propriétaire, ils estompaient les lignes de clivage social et les contradictions au sein de la paysannerie, niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. En préconisant la tactique du terrorisme individuel comme principal moyen de lutter contre l'autocratie, les s.-r. nuisirent au mouvement révolutionnaire et entravèrent l'organisation des masses en vue de l'affrontement révolutionnaire.

Le programme agraire des s.-r. prévoyait la suppression de la propriété privée de la terre, qui devait être remise à la communauté, l'introduction de la « jouissance égalitaire » du sol, en accord avec le « principe du travail », le développement des coopératives. Ce programme, que les s.-r. baptisaient « socialisation de la terre », ne contenait en fait rien de socialiste. En même temps, Lénine notait que la revendication de jouissance égalitaire du sol, sans être socialiste, n'en marquait pas moins un progrès dans le sens de la révolution démocratique, dans la mesure où elle attaquait la possession seigneuriale du sol.

Le Parti bolchevique dénonça les tentatives des s.-r. de se faire passer pour socialistes, lutta opiniâtrement pour dérober la paysannerie à leur influence, dénonça le dommage que causait au mouvement ouvrier leur tactique de terrorisme individuel, ce qui ne l'empêchait pas d'envisager en certains cas des accords limités avec les s.-r. dans la lutte contre le tsarisme.

L'hétérogénéité sociale de la paysannerie expliquait l'instabilité politique et idéologique et le relâchement de l'organisation dont souffrait le parti des s.-r., ses hésitations continuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès l'époque de la première révolution russe de 1905-1907, l'aile droite des s.-r. fit scission et constitua le parti légal « socialiste populiste du travail », de tendance cadet, tandis que l'aile gauche formait l'union semi-anarchiste des « maximalistes ». Durant la réaction stolypinienne, le parti s.-r. connut une période de confusion idéologique et structurelle totale. Pendant la première guerre mondiale, la plupart des socialistes-révolutionnaires adoptèrent une position social-chauvine.

Après la victoire de la révolution bourgeoise de Février 1917, les s.-r., aux côtés des mencheviks et des cadets, formèrent le principal soutien du gouvernement provisoire contre-révolutionnaire des bourgeois et des propriétaires fonciers, où leurs leaders (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) reçurent des portefeuilles. Le parti s.-r. se refusa à appuyer la revendication formulée par les paysans de l'abolition de la grande propriété terrienne, qu'il s'efforça, au contraire, de maintenir ; les ministres s.-r. allèrent jusqu'à faire donner la troupe contre les paysans qui s'étaient emparés de leur propre initiative des terres seigneuriales.

Fin novembre 1917, l'aile gauche des s.-r. se détacha pour former le parti des s.-r. de gauche. Pour conserver leur influence sur les masses paysannes, les s.-r. de gauche reconnurent d'une façon toute formelle le pouvoir des Soviets et conclurent un accord avec les bolcheviks, mais ils ne tardèrent pas à s'opposer par les armes au nouveau pouvoir.

Pendant la guerre civile et l'intervention étrangère, les s.-r. se livrèrent à une activité subversive contre-révolutionnaire, soutinrent les interventionnistes et les gardes blancs, trempèrent dans des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des attentats contre les dirigeants de l'Etat soviétique et du parti communiste. La guerre civile terminée, ils poursuivirent leurs menées antisoviétiques aussi bien à l'intérieur du pays qu'au sein de l'émigration blanche. — P. 40.

28. *Narodnaïa Volia* [Volonté du peuple], organisation politique secrète de populistes terroristes, formée en août 1879 à la suite d'un schisme dans l'organisation populiste « Zemlia i Volia » (Terre et Liberté). Son Comité exécutif comprenait A. Jéliabov, A. Mikhaïlov, M. Frolenko, N. Morozov, V. Figner, S. Pérovskaïa, A. Kviatkovski, etc. Tout en restant sur les positions du socialisme utopique populiste, les membres de l'organisation, les *narodovoltsy*, s'engagèrent en même temps dans la lutte politique, considérant comme un objectif de la plus haute importance le renversement de l'autocratie et la conquête de la liberté politique. Leur programme prévoyait l'organisation d'une « représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, l'attribution des terres au peuple, l'élaboration de mesures destinées à remettre les usines et les fabriques entre les mains des ouvriers.

Les *narodovoltsy* menèrent une lutte héroïque contre l'autocratie tsariste, mais, se basant sur la théorie erronée du héros « actif » et de la foule « passive », ils comptaient transformer la société sans la participation du peuple, par leurs propres forces, grâce au terrorisme individuel, à l'intimidation et à la désorganisation du gouvernement. A la suite du meurtre d'Alexandre II, le 1er mars 1881, le gouvernement anéantit l'organisation « Narodnaïa Volia » au moyen de farouches répressions, d'exécutions capitales et de provocations. Plusieurs tentatives pour faire renaître la « Narodnaïa Volia » échouèrent au cours des années 80. C'est ainsi qu'en 1886 apparut un groupe qui se réclamait de la tradition de la « Narodnaïa Volia » et à la tête duquel se trouvaient A. Oulianov (frère de Lénine) et P. Chévyrev. A la suite d'une tentative malheureuse d'organiser un attentat contre Alexandre III en 1887, l'organisation fut découverte et ses membres actifs exécutés.

Tout en critiquant le programme erroné et utopique des *narodovoltsy*, Lénine témoignait beaucoup de respect pour leur abnégation dans la lutte contre le tsarisme et faisait grand cas de leurs talents d'organisateurs et de militants clandestins. — P. 40.

29. Le « *Vestnik Narodnoï Voli* » [Courrier de la « Narodnaïa Volia »] parut à Genève de 1883 à 1886 en tant qu'organe à l'étranger du parti « Narodnaïa Volia » ; il en parut 5 numéros. — P. 40.

30. « *Birjëvyïé Viédomosti* » [Nouvelles de la bourse], quotidien bourgeois paraissant à Pétersbourg à partir de 1880. Son nom devint le symbole de la servilité, de la vénalité et de l'absence de principes. Le journal fut interdit à la fin du mois d'octobre 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Petrograd. — P. 41.

31. *Parti constitutionnel-démocrate* (cadet), principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale russe, constitué en octobre 1905. Il se recrutait dans le milieu de la bourgeoisie, des zemstvos et des intellectuels bourgeois. Pour mieux tromper les travailleurs, les cadets prirent le nom de « parti de la liberté du peuple », mais leurs revendications ne dépassaient pas l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Pendant la première guerre mondiale, les cadets soutinrent activement la politique de conquêtes du gouvernement tsariste. Lors de la révolution de Février 1917, ils se dépensèrent pour sauver la monarchie. Les cadets profitèrent de leur position privilégiée au sein du gouvernement provisoire pour faire une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire. Après la victoire de la Révolution socialiste le pouvoir des Soviets eut dans les cadets des ennemis jurés, qui participèrent à toutes les entreprises militaires et campagnes des interventionnistes contre le nouveau pouvoir. Après l'échec de celles-ci, les cadets, émigrés, ne mirent pas un terme à leurs activités antisoviétiques. — P. 41.

32. *Populisme*, courant petit-bourgeois du mouvement révolutionnaire russe, qui apparut dans les années 60-70 du XIXe siècle. Les populistes voulaient l'abolition de l'autocratie et l'attribution des propriétés foncières aux paysans. En même temps, ils niaient le développement inévitable en Russie des rapports de production capitalistes et, en conséquence, considéraient la paysannerie et non le prolétariat comme la principale force révolutionnaire ; ils voyaient dans la communauté rurale un embryon du socialisme. Aussi les populistes allaient-ils dans les campagnes (« au peuple ») et s'efforçaient de soulever les paysans contre l'autocratie, mais ils ne parvinrent pas à se gagner leur appui.

Au cours des années 80 et 90, les populistes tendirent à s'accommoder du tsarisme, se firent les porte-parole des intérêts des koulaks et menèrent une lutte acharnée contre le marxisme. — P. 44.

33. Ici et plus loin, Lénine fait allusion au *Manifeste du Parti communiste* ou bien le cite directement (voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, pp. 44-46, 54.) — P. 46.

34. L'article « Le marxisme et *Nacha Zaria* » a été imprimé dans le n° 3 de la revue *Sovrémennaïa Jizn*. Il avait été rédigé par Lénine sur la demande de S. Chaoumian.

Sovrémennaïa Jizn, revue politique et sociale légale, organe de l'organisation unifiée de Bakou, qui regroupait bolcheviks et mencheviks proparti ; parut une fois par semaine à Bakou du 26 mars (8 avril) au 22 avril (5 mai) 1911 sous la direction de Chaoumian. Il en parut 3 numéros. — P. 48.

35. « *Vozrojdénié* » [Renaissance], revue légale des mencheviks liquidateurs ; parut de décembre 1908 à juin 1910 à Moscou. — P. 49.

36. Il s'agit d'une proposition de Bernstein, l'un des porte-parole les plus francs du révisionnisme, fondateur du courant opportuniste, hostile au marxisme, au sein de la social-démocratie internationale : le bernsteinisme, apparu à la fin du XIX^e^ siècle en Allemagne. — P. 51.

37. Affirmation lancée par les « économistes » dans leur *Credo*, écrit en 1899 par E. D. Kouskova, et qui exposait leur programme.

Economisme, tendance opportuniste de la social-démocratie russe de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle, variété de l'opportunisme international. Les organes de presse des « économistes » étaient le journal *Rabotchaïa Mysl* (1897-1902) et la revue *Rabotchéïé Diélo* (1899-1902).

Les « économistes » considéraient que les objectifs de la classe ouvrière devaient se borner à une lutte sur le plan économique pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc., et soutenaient que la lutte politique était l'affaire de la bourgeoisie libérale. Ils déniaient au parti de la classe ouvrière le rôle de chef de file, considérant qu'il devait se contenter de contempler les progrès spontanés du mouvement, d'enregister les événements. S'inclinant devant la spontanéité du mouvement ouvrier, les « économistes » minimisaient l'importance de la théorie révolutionnaire, de la conscience et affirmaient que l'idéologie socialiste pouvait surgir du mouvement ouvrier spontané : ils niaient la nécessité de faire pénétrer du dehors dans le mouvement ouvrier la conscience socialiste par l'intermédiaire d'un parti marxiste, et frayaient ainsi la route à l'idéologie bourgeoise. Les « économistes » se faisaient les défenseurs des activités isolées et des méthodes artisanales au sein du mouvement social-démocrate et combattaient l'idée de la nécessité d'un parti centralisé de la classe ouvrière. L'« économisme » menaçait de détourner la classe ouvrière de la lutte de classe révolutionnaire et de la transformer en appendice politique de la bourgeoisie. — P. 51.

38. Lénine fait ici allusion aux conceptions de l'économiste allemand Lujo Brentano (1844-1931), qui mit en circulation une

variété de déformation bourgeoise du marxisme, appelée de son nom « brentanisme ». Brentano prônait la « paix sociale » dans le monde capitaliste, affirmait la possibilité de réduire les contradictions sociales du capitalisme sans lutte de classes, de résoudre la question ouvrière et de concilier les intérêts des ouvriers et des capitalistes au moyen de l'organisation de syndicats réformistes et de l'adoption d'une législation sur les fabriques.

En Russie, Piotr Strouvé, principal représentant du « marxisme légal », qui s'efforçait de mettre le marxisme au service des intérêts de la bourgeoisie, lança une théorie proche du brentanisme. Il eut parmi ses disciples A. Izgoïev, que Lénine appela de même que Strouvé, publiciste à gages des seigneurs terriens et des capitalistes. — P. 51.

39. *Maïevski*, de son vrai nom, le menchevik V. A. Goutovski. — P. 52.

40. Il s'agit des décisions de la Ve Conférence générale du P.O.S.D.R., qui se tint du 21 au 27 décembre 1908 (3-9 janvier 1909) (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, Ire partie, 1954, pp. 195-205). — P. 52.

41. Lénine veut parler de la brochure de Tchérévanine *Le Congrès de Londres du P.O.S.D.R. de 1907*, dans le dernier chapitre de laquelle l'auteur critique d'un point de vue liquidateur les décisions du Ve Congrès concernant le Congrès ouvrier et les organisations ouvrières non membres du parti. — P. 52.

42. « *Nos abrogateurs* » a été imprimé dans la revue *Mysl*.

Mysl [la Pensée] était un mensuel philosophique, social et politique légal des bolcheviks paraissant à Moscou à partir de décembre 1910; la revue fut créée sur proposition de Lénine pour contrebalancer les revues du courant liquidateur et pour lutter contre elles. Lénine dirigeait la revue de l'étranger.

Dans les quatre premières livraisons de *Mysl* Lénine a fait paraître six articles, dont le grand ouvrage « Sur les statistiques des grèves en Russie ». Prenaient une part importante à la rédaction de la revue : Vorovski, Olminski, Skvortsov-Stépanov. Des mencheviks proparti (comme Plékhanov et d'autres) collaboraient aussi à la revue. La revue parut jusqu'en avril 1911 ; il en sortit cinq numéros, le dernier, le cinquième, fut saisi. — P. 54.

43. « *Osvobojdénié* » [Libération], bihebdomadaire ; parut à l'étranger du 18 juin (1er juillet) de 1902 au 5 (18) octobre 1905 sous la rédaction de P. Strouvé. Il était l'organe de la bourgeoisie libérale russe. En 1903 se constitua autour du journal (pour recevoir un statut propre en 1904) l'« Union de l'*Osvobojdénié* », qui exista jusqu'en octobre 1905, et dont les membres formèrent le noyau du parti constitutionnel-démocrate (cadet), fondé en octobre 1905. — P. 57.

44. Lénine veut parler de son ouvrage « La victoire des cadets et

les tâches du parti ouvrier », écrit en mars et sorti en brochure séparée en avril 1906 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 201-286). — P. 58.

45. *Octobristes*, membres du parti de l'« Union du 17 octobre », créé en Russie après la publication du manifeste du tsar du 17 octobre 1905. C'était un parti contre-révolutionnaire, qui représentait et défendait les intérêts de la grande bourgeoisie et des propriétaires terriens de type capitaliste ; il avait à sa tête le gros industriel et propriétaire de maisons de rapports A. Goutchkov, de Moscou, et le grand propriétaire terrien M.. Rodzianko. Les octobristes apportaient un large soutien à la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. — P. 58.

46. L'oukaze « Sur les compléments à apporter à certaines dispositions de la loi en vigueur sur la possession et la jouissance de la terre par les paysans », édicté le 9 (22) novembre 1906 et la loi du 14 (27) juin 1910 « Sur les modifications et compléments à apporter à certaines dispositions sur la possession de la terre par les paysans » définissaient les conditions auxquelles les paysans pouvaient quitter la communauté et recevoir en propriété leur lot concédé. — P. 60.

47. *La plate-forme* (projet de loi agraire) des 104 députés troudoviks de la Ire et de la IIe Douma découlait des principes populistes de jouissance égalitaire du sol ; elle prévoyait la formation d'un fonds national à partir des terres du Domaine, de la Couronne, des apanages, des monastères et aussi des terres privées si les dimensions du domaine dépassaient la norme de travail établie ; un dédommagement était prévu pour les propriétaires dont les terres étaient ainsi saisies. L'application de la réforme agraire était confiée à des comités paysans locaux (sur la plate-forme des 104, voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 12, p. 199 et t. 13, pp. 281-286). — P. 61.

48. « Groupe du Travail », en russe : Troudovaïa Grouppa, créé en avril 1906 par les députés paysans à la Ire Douma d'Etat, rassemblait au sein des diverses Doumas les démocrates petits-bourgeois, paysans et intellectuels de tendance populiste.

Les troudoviks réclamaient l'abolition de toutes les restrictions de caste et de nationalité, la démocratisation de l'autoadministration des villes et des campagnes (zemstvos), l'élection de la Douma au suffrage universel. Le programme agraire des troudoviks s'inspirait des principes populistes de la jouissance égalitaire du sol et comportait la création d'un fonds national constitué par les terres du Domaine, de la Couronne, des apanages, des monastères, ainsi que par les terres des particuliers quand la superficie de l'exploitation dépassait la norme de travail établie ; une indemnisation était prévue pour les propriétaires dépossédés.

A la Douma, les troudoviks hésitaient entre les cadets et les social-démocrates. Cette attitude indécise s'expliquait par la nature de classe des paysans petits propriétaires. En raison du rôle de représentants des paysans joué malgré tout par les troudoviks, les bolcheviks suivirent à la Douma une politique d'entente avec eux sur certaines questions, en vue de la lutte commune contre l'autocratie tsariste et les cadets. En 1917, le groupe du Travail fusionna avec le parti des « socialistes populistes » et soutint activement le gouvernement provisoire bourgeois. Après la révolution d'Octobre, les troudoviks prirent le parti de la contre-révolution bourgeoise. — P. 61.

49. « *Jizn* » [la Vie], revue, organe des mencheviks liquidateurs paraissant à Moscou ; il en sortit deux numéros (août et septembre 1910). — P. 66.

50. « *Rousskaïa Mysl* » [la Pensée russe], revue littéraire et politique mensuelle, qui parut à Moscou de 1880 à 1918 ; jusqu'en 1905, de tendance populiste libérale (jusqu'en 1885 sous la rédaction de V. Lavrov). Dans les années 1890, à l'époque de la lutte des marxistes contre les populistes libéraux, publia certains articles marxistes. Après la révolution de 1905, organe de l'aile droite du parti cadet, paraissant sous la rédaction de Piotr Strouvé, prônant le nationalisme, l'esprit *Viékhi*, le cléricalisme, le respect de la grande propriété foncière. — P. 66.

51. Citation de la comédie lyrique de N. Nékrassov *La chasse à l'ours*. — P. 66.

52. Citation des paroles de Bazarov tirées du roman de Tourguéniev *Pères et enfants*. — P. 66.

53. *N. Beltov*, pseudonyme littéraire de Plékhanov sous lequel il fit paraître en 1895 son ouvrage *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*. — P. 68.

54. « *Obchtchestvennoïé Dvijénié* » [Mouvement social en Russie du début du XX^e^ siècle], ouvrage menchevique en cinq tomes (il en sortit quatre) sous la rédaction de Martov, Maslov, Potressov. Plékhanov qui faisait partie du comité de rédaction initial, le quitta à la fin de 1908, car il ne pouvait se résoudre à introduire dans le I^er^ tome de cette édition un article liquidateur de Potressov. — P. 73.

55. « *Rousskié Viédomosti* » [Nouvelles russes], quotidien ; publié à Moscou à partir de 1863, reflétait les vues des milieux intellectuels libéraux modérés. Au cours des vingt dernières années du XIX^e^ siècle, y collaborèrent des écrivains de tendance démocrate, comme Korolenko, Saltykov-Chtchédrine, Ouspenski, y parurent des textes de populistes libéraux. A partir de 1905 devint l'organe des cadets de droite. Supprimé en 1918 de même que les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 77.

56. *Progressistes*, groupement politique de la bourgeoisie monarchiste libérale russe, qui s'efforçait, lors des élections aux Doumas d'Etat, de regrouper en dehors de toute étiquette de parti des éléments appartenant à diverses formations bourgeoises et seigneuriales. — P. 78.

57. *Le Conseil de la noblesse unifiée* était une organisation de propriétaires terriens contre-révolutionnaires qui prit corps en mai 1906 et exista jusqu'en octobre 1917. L'objectif essentiel de cette organisation était la défense du régime autocratique, de la grosse propriété foncière et des privilèges de la noblesse. Lénine surnomma le Conseil de la noblesse unifiée, « conseil des féodaux unifiés ». Cette organisation se transforma en pratique en un organe semi-officiel qui dictait au gouvernement des mesures législatives destinées à défendre les intérêts des féodaux. Nombre de ses membres faisaient partie du Conseil d'Etat et des centres dirigeants des organisations Cent-Noirs. — P. 81.

58. *Koloupaïev*, type de koulak dont Saltykov-Chtchédrine fait le portrait dans son livre *La retraite de Mon-Repos*.
Lénine fournit une définition du capitalisme à la Koloupaïev dans son ouvrage *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907*. — P. 81.

59. *Tolmatchev*, gouverneur de la ville d'Odessa, un des plus acharnés des Cent-Noirs. — P. 81.

60. *Zemstvo*, administration locale autonome sous la direction de la noblesse, instaurée en 1864, dans les provinces du centre de la Russie tsariste. La compétence des zemstvos n'allait pas au-delà des problèmes d'économie locale (création d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). L'activité des zemstvos était contrôlée par les gouverneurs et le ministre de l'Intérieur qui pouvaient annuler les décisions jugées indésirables par le gouvernement. — P. 82.

61. *La loi d'exception contre les socialistes* fut édictée en Allemagne en 1878. Elle interdisait le parti social-démocrate, toutes les organisations ouvrières de masse et les publications socialistes. La promulgation de la loi donna le signal d'une campagne de répressions contre les social-démocrates. La pression du mouvement ouvrier de masse contraignit à rapporter la loi contre les socialistes en 1890. — P. 88.

62. « *Jeunes* », courant d'opposition semi-anarchiste petite-bourgeoise, apparu en 1890 au sein de la social-démocratie allemande. L'élément essentiel en était formé par des jeunes, écrivains et étudiants (d'où son nom), qui prétendaient au rôle de dirigeants et de théoriciens du parti. Cette opposition, qui ne tenait pas compte des changements intervenus avec l'abolition de la loi d'exception contre les socialistes (1878-1890) dans les conditions

d'activité du parti, niait la nécessité d'utiliser les formes légales de lutte, se prononçait contre la participation des sociaux-démocrates au parlement, accusait le parti de défendre les intérêts de la petite bourgeoisie, de verser dans l'opportunisme. Engels lutta contre l'opposition des « jeunes ». — P. 89.

63. *Gromoboï*, collaborateur du journal des octobristes *Goloss Moskvy*. *Izgoïev*, publiciste cadet, participant au recueil *Viékhi*, collaborateur du journal *Retch*. — P. 91.

64. Lénine cite la déclaration des soixante-six réprésentants des capitalistes marchands et industriels de Moscou, reproduite par le journal *Rousskié Viédomosti* dans son n° 33 du 11 (24) février 1911. Tout en considérant comme indispensable de lutter contre les grèves d'étudiants, les auteurs de la déclaration trouvaient que les mesures prises par le gouvernement envers les participants des agitations estudiantines mettaient en danger l'existence même de l'Université, et ils réprouvaient les actes du gouvernement. — P. 91.

65. « *Goloss Moskvy* » [la Voix de Moscou], quotidien, organe des octobristes, parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie industrielle et des gros propriétaires fonciers, parut à Moscou de décembre 1906 à juin 1915. — P. 92.

66. « *Zemchtchina* » [le Terroir], quotidien des Cent-Noirs, paraissant à Pétersbourg de juin 1909 à février 1917. — P. 96.

67. *Mechkovski* (Goldenberg), membre du Comité central du P.O.S.D.R., bolchevik conciliateur. — P. 102.

68. *Innokenti* (Innokentiev, Inok), Doubrovinski, membre du Comité central du P.O.S.D.R., bolchevik ; occupa une position de conciliateur dans les années 1910-1911. — P. 103.

69. *Olguine*, Fomine, menchevik proparti. — P. 104.

70. Suivent les signatures de Lénine, de Zinoviev et de Kaménev. — P. 105.

71. *V. V.* (pseudonyme de V. P. Vorontsov) et *N.-on*, ou Nicolaï-on (pseudonyme de N. F. Danielson), idéologue du populisme libéral des années 1880-1890. — P. 106.

72. *Le Règlement du 19 février 1861*, acte législatif qui consacra l'abolition du servage en Russie. — P. 106.

73. « *Novoïé Vrémia* » [Le temps nouveau], quotidien, publié à Pétersbourg de 1868 à 1917 ; appartint à plusieurs éditeurs et changea plus d'une fois d'orientation politique. C'était à l'origine un journal libéral modéré ; lorsque en 1876, A. Souvorine

le prit en main, il devint l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. A partir de 1905, il est l'organe des Cent-Noirs. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, le journal soutint la politique contre-révolutionnaire du gouvernement bourgeois provisoire et se livra à une campagne effrénée contre les bolcheviks. Il fut fermé par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Petrograd le 26 octobre (8 novembre) 1917.

Lénine disait de *Novoïé Vrémia* qu'il était le journal vénal par excellence. — P. 112.

74. « *Vestnik Evropy* » [Le Messager de l'Europe], mensuel historique, politique et littéraire de tendance libérale bourgeoise ; parut à Pétersbourg de 1866 à 1918. La revue publia des articles hostiles au marxistes révolutionnaires. Jusqu'en 1908, le rédacteur-éditeur de la revue fut M. M. Stassioulévitch. — P. 115.

75. Voir note n° 46. — P. 116.

76. *La communauté* (rurale) en Russie était une forme d'exploitation commune de la terre par les paysans ; elle incluait la rotation obligatoire des cultures et la possession indivise des forêts et pâturages. La communauté russe présentait les particularités suivantes : caution solidaire (les paysans étaient collectivement responsables du versement intégral et dans les délais des paiements en espèces et de l'exécution des diverses corvées dues à l'Etat et aux gros propriétaires fonciers) ; redistribution à intervalles réguliers de la terre, que les paysans n'avaient pas le droit de refuser, et qu'ils ne pouvaient ni acheter ni vendre.

Les gros propriétaires fonciers et le gouvernement utilisaient la communauté rurale pour renforcer le joug féodal et extorquer au peuple indemnités de rachat et redevances.— P. 119.

77. Lénine cite les paroles de Volguine, héros du roman de Nicolas Tchernychevski *Le prologue*. — P. 120.

78. Par le coup d'Etat réactionnaire du 3 (16) juin 1907, le gouvernement procéda à la dissolution de la Deuxième Douma d'Etat et à la modification de la loi électorale. La nouvelle loi accroissait considérablement la représentation des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante et industrielle, et réduisait celle, déjà fort étriquée, des ouvriers et des paysans. Elle privait du droit de vote la majeure partie de la population de la Russie d'Asie et diminuait de moitié la représentation de celle de la Pologne et du Caucase. A la IIIe Douma, élue d'après la nouvelle loi, et qui se réunit en novembre 1907, prédominaient les Cent-Noirs et les cadets. — P. 122.

79. *A. Moskovski*, de son vrai nom le menchevik G. Khoundadzé. — P. 127.

80. Il s'agit de I. Doubrovinski, arrêté en juin 1910. — P. 128.

81. Il est question du tract adressé « A tous les membres du Parti » par la réunion des mencheviks à Paris. Paris, 1911. — P. 129.

82. Lénine parle des événements qui se sont déroulés en mars 1911 après que le Conseil d'Etat eut repoussé le projet de loi sur l'introduction des zemstvos dans les provinces occidentales, qu'avait proposé le président du Conseil des ministres P. Stolypine.

En réponse, Stolypine donna sa démission, qui fut refusée par Nicolas II. Stolypine obtint la mise en congé pour trois jours (du 12 au 14 (du 25 au 27) mars) de la Douma d'Etat et du Conseil d'Etat et fit passer la loi sur l'introduction des zemstvos dans les provinces occidentales par le biais de l'article 87 qui donnait le droit au gouvernement de promulguer des lois sans consulter les organes législatifs dans l'intervalle des sessions « si des circonstances extraordinaires nécessitent une telle mesure ».

L'application de l'article 87, dans le but de tourner l'opposition des institutions législatives, provoqua la démission de son poste de président de la Douma d'Etat de A. Goutchkov et l'élection d'un nouveau président de la Douma, l'octobriste de droite Rodzianko. — P. 130.

83. *Rennenkampf et Meller-Zakomelski*, généraux du tsar qui se rendirent célèbres par leur férocité lors de la conduite d'expéditions punitives, au cours de la révolution de 1905-1907. — P. 138.

84. Lénine fait allusion au Premier congrès national pour la lutte contre l'alcoolisme, qui eut lieu à Pétersbourg du 28 décembre 1909 au 6 janvier 1910 (10-19 janvier 1910), et au Premier congrès national des médecins de fabriques et d'usines et des représentants de l'industrie, qui se tint à Moscou du 1er au 6 (14-19) avril 1909. — P. 145.

85. Lénine cite les paroles prononcées par le menchevik liquidateur Dan à la Ve Conférence du P.O.S.D.R. (1908) sur la question du moment présent et des tâches du parti. — P. 146.

86. L'expression de « troisième élément » a été mise en circulation par le vice-gouverneur de Samara V. Kondaïdi lors du discours qu'il prononça à l'ouverture, en 1900, de la réunion des zemstvos de la province de Samara, pour désigner les personnes « n'appartenant ni à l'administration, ni aux représentants des castes » : médecins, statisticiens, agronomes, employés des zemstvos, etc. L'expression de « troisième élément » fut largement reprise dans la littérature qui l'appliqua aux intellectuels démocrates relevant des zemstvos. — P. 147.

87. *Bourénine et Menchikov*, collaborateurs du journal Cent-Noirs et monarchiste *Novoïé Vrémia* dont la mauvaise foi était devenue proverbiale. — P. 149.

88. *Réformes opérées par Witte*, en 1892-1906 au poste de ministre des Voies de communications, puis de ministre des Finances et de président du Conseil des ministres, dans le domaine des finances, de la politique douanière, du développement des chemins de fer, de la législation ouvrière.

Réformes des années 60 : réformes bourgeoises entreprises par le gouvernement tsariste vers 1860-1870. Les principales d'entre elles furent : les réformes financières (1860-1864) ; la suppression des châtiments corporels (1863) ; les réformes concernant l'instruction publique (1862-1864) ; la création des zemstvos (1864) ; la réforme judiciaire (1864) ; la réforme touchant la presse et la censure (1865) ; la réforme de la gestion urbaine (1870) ; la réforme militaire (1874). — P. 152.

89. *Blanquistes*, partisans du grand révolutionnaire français Louis-Auguste Blanqui (1805-1881), représentant en vue du communisme utopique. Les blanquistes pensaient que « ce n'est pas la lutte de classe du prolétariat qui délivrera l'humanité de l'esclavage salarié, mais un complot d'une petite minorité d'intellectuels » (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, p. 411). La préférence qu'ils donnaient au complot d'un petit nombre, au préjudice de l'activité d'un parti révolutionnaire, ne tenait pas compte des conditions concrètes requises pour la victoire d'une insurrection et faisait fi des liens avec les masses. — P. 156.

90. *Profession de foi d'Erfurt*, programme de la social-démocratie allemande, adopté en 1891 au Congrès d'Erfurt. — P. 160.

91. Lénine pense au point de la résolution de la Ve conférence de Russie du P.O.S.D.R. (1908) « Sur le moment présent et les tâches du parti », qui appelait à lutter contre la liquidation. — P. 160.

92. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [Richesse russe], revue mensuelle qui parut à Pétersbourg de 1876 au milieu de 1918. Vers 1890, elle devint l'organe des populistes libéraux. A partir de 1906, elle joua le rôle d'organe du parti semi-cadet des socialistes-populistes. — P. 165.

93. Engels avait maintes fois parlé dans ses lettres à Sorge du caractère sectaire de la social-démocratie anglaise (voir lettres du 10 juin 1891, du 18 mars 1893, du 21 mai et du 10 novembre 1894). — P. 174.

94. L'article « Entretien d'un légaliste avec un adversaire des liquidateurs » fut rédigé par Lénine à la suite de l'envoi par Rojkov à la rédaction du *Social-démocrate* de l'article « Une initiative à prendre » dans lequel il développait son projet liquidateur de création d'un parti ouvrier légal sous le régime stolypinien. Lénine s'efforça de faire admettre à Rojkov le caractère

erroné de ses vues : « ...je vous prie instamment de patienter, de laisser tomber, de réfléchir, de vous concerter avec nous », écrivait-il à Rojkov le 23 février (8 mars) 1911 (Recueil Lénine, XXV, p. 66). Quand il se fut avéré que Rojkov tenait absolument à faire paraître son article, Lénine réagit dans la *Feuille de discussion* n° 3 du 29 avril (12 mai), publiée en supplément au *Social-Démocrate*, avec son « Entretien d'un légaliste avec un adversaire des liquidateurs ». — P. 178.

95. Après la défaite de la révolution de 1848-1849, dont l'objectif principal était la réunification de l'Allemagne en une république démocratique, la caste réactionnaire des junkers prussiens, avec Bismarck à sa tête, suivit une politique d'unification de l'Allemagne par le fer et le sang. Cette politique visait à créer un Etat monarchique unique dont le trône reviendrait au roi de Prusse. La grande bourgeoisie allemande accorda son soutien aux junkers prussiens pour la réalisation de cette « révolution par en haut ». — P. 187.

96. *La conférence des membres du C.C. du P.O.S.D.R. résidant à l'étranger*, convoquée sur l'initiative de Lénine, se tint à Paris du 28 mai au 4 juin (10-17 juin) 1911.

Le but de la conférence était de mettre au point des mesures susceptibles d'aboutir à une réunion rapide du plénum du C.C. du P.O.S.D.R. et d'une conférence générale du parti. A ce moment, tous les membres bolcheviques du C.C. militant en Russie avaient été arrêtés, et le Bureau du C.C. à l'étranger, composé de liquidateurs, refusait de convoquer le plénum à l'étranger. L'invitation à participer à la conférence fut lancée le 14 (27) mai 1911 au nom des bolcheviks et des représentants de la social-démocratie polonaise.

Assistèrent à la conférence trois bolcheviks, deux représentants de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie et un représentant du parti ouvrier social-démocrate letton. S'y rendit également un menchevik partisan du *Goloss* (qui quitta la conférence après l'adoption de la résolution d'habilitation et un représentant du Bund (qui quitta la conférence le second jour).

A l'ordre du jour figuraient les questions : 1) de la convocation d'un plénum du C.C. ; 2) d'une conférence sur les prochaines élections à la IVe Douma ; 3) de la réunion d'une conférence générale du parti ; 4) du Bureau du C.C. à l'étranger ; 5) de la création d'une Commission technique. La conférence décida de convoquer un plénum du C.C. à l'étranger et créa une Commission d'organisation pour la convocation d'une conférence générale du parti et une Commission technique à l'étranger chargée de l'organisation de l'édition, des transports, etc. La Conférence condamna la conduite antiparti du Bureau du C.C. à l'étranger et s'en remit au plénum du C.C. du soin de juger de l'opportunité de tolérer plus longtemps l'existence de cet organisme. La notification de la conférence, parue sur tract, invitait

les organisations du parti à se mettre en rapport avec la Commission d'organisation et à s'attaquer « sans délai au travail pratique de convocation de la conférence, qui seule peut aider le parti à resserrer ses rangs et à se préparer à la lutte future ». Les organisations locales du parti approuvèrent les décisions de la conférence. Au 1er (14) septembre 1911, une dizaine d'organisations importantes avaient témoigné leur confiance envers la conférence des membres du C.C. résidant à l'étranger et s'étaient mises en devoir de travailler pratiquement à la convocation de la conférence générale. — P. 195.

97. Le manuscrit n'a pas de titre. Le titre figurant ici a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 197.

98. *Youdine* (I. Aïzenstadt), *Kostrov* (N. Jordania), membres mencheviks liquidateurs du C.C. du P.O.S.D.R. — P. 197.

99. *Makar* (V. Noguine) et *Lindov* (G. Leiteizen), membres du C.C. du P.O.S.D.R., bolcheviks conciliateurs; furent arrêtés fin mars 1911. — P. 197.

100. Katsap, de son vrai nom A. Poliakov. — P. 197.

101. Au sujet des accusations lancées par Olguine (le menchevik proparti V. Fomine), voir le présent tome, p. 104. — P. 198.

102. *Piotr* (N. Ramichvili), membre du C.C. du P.O.S.D.R., l'un des leaders des mencheviks liquidateurs géorgiens. — P. 198.

103. Le manuscrit n'a pas de titre. Celui qui figure ici a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 204.

104. *La Douma de Boulyguine*, Douma consultative dont le projet de convocation avait été rédigé, sur la demande du tsar, par le ministre de l'Intérieur A. Boulyguine. Le 6 (19) août 1905 furent publiés un manifeste du tsar, la loi portant institution de la Douma d'Etat et le règlement sur le mode de scrutin employé. Ne jouissaient de droits électoraux que les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et un petit nombre de cultivateurs indépendants. La Douma ne pouvait adopter aucune loi, mais seulement discuter certaines questions en qualité d'organe consultatif assistant le tsar.

Les bolcheviks appelèrent ouvriers et paysans à boycotter activement la Douma de Boulyguine et centrèrent toute leur campagne sur les mots d'ordre : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement provisoire révolutionnaire. Les mencheviks considéraient qu'il était possible de participer aux élections à la Douma et ils préconisèrent une collaboration avec la bourgeoisie libérale.

Les élections à la Douma de Boulyguine n'eurent pas lieu, et le gouvernement ne parvint pas à la réunir ; la puissance croissante de la révolution et la grève générale politique d'octobre 1905 la balayèrent. — P. 207.

105. Il s'agit des arrestations effectuées le 13 (26) avril 1911, à la veille de l'ouverture du IIe congrès général des médecins de fabrique et d'usine et des représentants de l'industrie, parmi les délégués ouvriers arrivés pour prendre part à ce congrès. — P. 210.

106. *Le IIe groupe de Paris d'assistance au P.O.S.D.R.* fut créé le 5 (18) novembre 1908, au sein du groupe de Paris, qui comptait aussi des mencheviks ; il réunissait les bolcheviks, et parmi eux les membres du Centre bolchevique.

Le groupe comptait au total plus de quarante personnes. Il était en relation avec les organisations du parti en Russie, les aidait dans leur travail, luttait contre les liquidateurs et les trotskistes, menait une action parmi les ouvriers russes émigrés.

La réunion du IIe groupe de Paris d'assistance au P.O.S.D.R. qui discuta la question de la situation dans le parti, eut lieu le 18 juin (1er juillet) sous la présidence de M. Vladimirski. Par une majorité de 27 voix, le groupe adopta la résolution rédigée par Lénine. — P. 216.

107. *Liber, Ber* (M. Goldman), liquidateur, l'un des leaders du Bund. — P. 218.

108. *Okhrana* (protection ; son nom officiel était : département de la protection de l'ordre et de la sécurité publics), créée en 1881 en Russie dans le cadre des services de police pour la surveillance politique et la répression du mouvement révolutionnaire. — P. 219.

109. *La Commission d'organisation* (commission d'organisation à l'étranger) fut créée par la conférence des membres du C.C. du P.O.S.D.R. de juin 1911 en vue de préparer la convocation d'une conférence générale du parti. La C.O.E. comprenait des bolcheviks, des conciliateurs et des représentants de la social-démocratie polonaise. Les autres fractions (mencheviks proparti, gens du *Vpériod*, etc.) n'envoyèrent pas de représentants à la C.O.E.

La Commission publia la notification de la conférence de juin des membres du C.C. du P.O.S.D.R. et un tract sur la convocation de la conférence générale adressé « A toutes les organisations, groupes et cercles social-démocrates proparti », et envoya en Russie trois mandataires, dont G. Ordjonikidzé, chargés de préparer la réunion de la conférence générale et de former une Commission d'organisation de Russie.

Dès le début, la majorité au sein de la C.O.E. appartint

aux conciliateurs et aux représentants de la social-démocratie polonaise qui les soutenaient. En novembre 1911, la C.O.E. refusa de se soumettre aux décisions de la Commission d'organisation de Russie alors formée, à la suite de quoi les membres bolcheviques de la C.O.E. la quittèrent, déclinant toute responsabilité pour ses initiatives. La majorité conciliatrice de la C.O.E. finit par passer à la lutte ouverte contre la Commission d'organisation de Russie. Les actions antiparti de la C.O.E. furent dénoncées par G. Ordjonikidzé dans sa « Lettre à la rédaction » publiée dans le n° 25 de décembre 1911 du journal *Social-Démocrate*. — P. 220.

110. Il est question ici du journal bolchevique légal *Zvezda*. — P. 221.

111. *Cahiers du « Social-Démocrate »*, organe non périodique publié par G. Plékhanov ; parut à Genève à de rares intervalles de mars 1905 à avril 1912 ; il en sortit 16 numéros. La parution des *Cahiers* fut reprise en 1916 à Petrograd ; un numéro fut alors publié. — P. 222.

112. Dans sa résolution sur « L'attitude envers les partis non prolétariens », le Ve Congrès du P.O.S.D.R. (Congrès de Londres) (30 avril-19 mai (13 mai-1er juin) 1907) nota que les actions communes avec les partis populistes « devaient exclure toute possibilité d'abandons, si minimes fussent-ils, du programme et de la tactique social-démocrates et ne devaient servir qu'à renforcer l'assaut général donné aussi bien à la réaction qu'à la tactique de trahison de la bourgeoisie libérale » (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, p. 165).

La Troisième conférence du P.O.S.D.R. (« Deuxième conférence générale de Russie ») (21-23 juillet-3-5 août 1907) adopta le projet suivant d'accords électoraux avec les autres partis :

« 1. La social-démocratie se présente aux élections de façon indépendante, sans conclure aucun accord électoral au stade initial.

« 2. En cas de ballotage, des accords sont tolérés avec tous les partis qui se situent à gauche des cadets.

« 3. Au deuxième stade et aux suivants, sont possibles des accords avec tous les partis révolutionnaires et d'opposition, cadets (et apparentés : musulmans, cosaques, etc.) inclus.

« 4. Lors des accords, la social-démocratie doit toujours partir du classement suivant des partis non socialistes selon leur degré de démocratisme : 1) s.-r., 2) s.-p. (socialistes-populistes), 3) troudoviks, 4) cadets.

« 5. A la curie ouvrière, aucun accord avec d'autres partis ou formations n'est toléré, à l'exception des organisations social-démocrates des minorités nationales ne faisant pas partie du P.O.S.D.R., et du Parti socialiste polonais.

« 6. Seuls sont admis des accords de caractère technique » (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, pp. 177-178). — P. 225.

113. « *Prolétari* », journal illégal fondé par les bolcheviks après le IVe Congrès (dit d'unification) du P.O.S.D.R. ; parut du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la rédaction de Lénine. Le *Prolétari* portait le nom d'organe des comités de Moscou et de Pétersbourg, et, pendant un moment, du comité de la région de Moscou, des comités de Perm, de Koursk et de Kazan du P.O.S.D.R. En fait, le *Prolétari* était l'Organe central des bolcheviks. Il en parut 50 numéros ; les vingt premiers furent tirés à Vyborg (Finlande). Du 13 (26) février au 1er (14) décembre 1908, le *Prolétari* parut à Genève, et du 8 (21) janvier au 28 novembre (11 décembre) 1909, à Paris.

Le journal publia plus de cent articles et notes de Lénine. Durant la réaction stolypinienne, le *Prolétari* joua un grand rôle dans le maintien et le renforcement des organisations bolcheviques. — P. 226.

114. *La Commission technique* (Commission technique de l'étranger, ou C.T.E.) fut créée par la conférence des membres du C.C. du P.O.S.D.R. de juin 1911 pour remplir des fonctions techniques (travail d'édition, transports, etc.), en tant qu'organe provisoire en attendant la réunion du plénum du C.C. La C.T.E. était soumise à un groupe de membres du C.C. ayant pris part à la conférence de juin 1911. La C.T.E. était composée d'un représentant des bolcheviks, d'un des conciliateurs et d'un de la social-démocratie polonaise. La majorité conciliatrice de la C.T.E. fit échouer les mesures d'organisation des bolcheviks, refusa de se soumettre aux décisions de la Commission d'organisation de Russie, coupa les vivres au *Social-Démocrate*, organe central du parti, attaqua par voie de presse (dans des tracts et dans son *Bulletin d'information*) Lénine et les bolcheviks.

Le 19 octobre (1er novembre) 1911, le représentant des bolcheviks Vladimirski quitta la C.T.E., et les bolcheviks cessèrent toutes leurs relations avec elle. — P. 228.

115. Il s'agit ici de la lettre « Au parti » écrite par le bolchevik V. Taratouta au sujet des bruits colportés en 1906 sur le rôle qu'il aurait joué dans une provocation. La commission d'enquête nommée par le plénum de janvier 1910 du C.C. du P.O.S.D.R., après étude du dossier, constata à l'unanimité l'absence de tout élément en faveur de l'accusation et décida de classer l'affaire et de rétablir Taratouta dans ses droits de membre du parti. — P. 228.

116. Lénine appelait « Gironde socialiste » le courant opportuniste dans la social-démocratie et « jacobins prolétariens », « Mon-

tagne », les social-démocrates révolutionnaires. Après la scission du P.O.S.D.R. en bolcheviks et en mencheviks, Lénine souligna fréquemment que les mencheviks représentaient un courant girondin dans le mouvement ouvrier. — P. 232.

117. En 1889, le gouvernement tsariste, pour mieux soumettre les paysans à l'autorité des propriétaires fonciers, créa la charge de *zemskiē natchalniki*. Ces *zemskiē natchalniki*, choisis parmi les seigneurs de l'endroit, étaient investis de pouvoirs exorbitants, aussi bien dans le domaine judiciaire que dans le domaine administratif. Ils avaient même le droit d'arrêter les paysans et de leur infliger des peines corporelles. — P. 233.

118. La correspondance que mentionne Lénine, publiée dans le n° 23 du *Social-Démocrate* du 1er (14) septembre 1911, signalait qu'un éminent journaliste liquidateur de Pétersbourg avait proposé, dans une réunion d'ouvriers social-démocrates de l'arrondissement de Vyborg, plutôt que de rétablir l'organisation du parti, de créer des « groupes d'initiative » pour mener un travail d'éducation légal. Cette proposition rencontra une ferme opposition parmi les participants à la réunion (y compris les mencheviks proparti), dont aucun ne vota pour elle. — P. 245.

119. « *Rabotchéiē Diélo* » [la Cause ouvrière], revue des « économistes », organe non périodique de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », qui parut à Genève de 1899 à 1902. Lénine critiqua les vues du groupe du *Rabotchéiē Diélo* dans des articles de l'*Iskra* et dans son livre *Que faire* ? — P. 246.

120. « *Rabotchaïa Mysl* » [la Pensée ouvrière], journal des « économistes » ; elle parut de 1897 à 1902. Lénine fit la critique des idées de la *Rabotchaïa Mysl* en tant que variété russe de l'opportunisme international dans plusieurs de ses œuvres, notamment dans des articles de l'*Iskra* et dans *Que faire* ? — P. 246.

121. *Schwartz* (Iouri Elias), social-démocrate letton, liquidateur. — P. 247.

122. Cette *Note* de Lénine accompagnait la déclaration de la commission nommée par la conférence des membres du Comité central du P.O.S.D.R. en juin 1911 pour préparer la réunion du plénum du Comité central. La déclaration de la commission mentionnait des faits montrant l'activité désorganisatrice des liquidateurs du Bureau du Comité central à l'étranger, qui cherchaient à faire échouer le plénum en Russie et à l'étranger. — P. 248.

123. *Maréchal de la noblesse* (de province et de district), dans la Russie tsariste, représentant des nobles de la province ou du district, élu par l'assemblée de la noblesse. Il dirigeait les affaires de celle-ci, occupait une place influente dans l'administration et présidait les assemblées des zemstvos. — P. 251.

124. *17 octobre 1905*, jour où le tsar, effrayé par la révolution, promit au peuple dans un manifeste les libertés civiques et une constitution. — P. 253.

125. *Parti de la rénovation pacifique*, parti de la grande bourgeoisie commerçante et industrielle et des gros propriétaires fonciers. Formé en 1906, il réunissait les octobristes « de gauche » et les cadets de droite. — P. 253.

126. Le *Bulletin d'information* de la Commission technique à l'étranger paraissait à Paris. Deux numéros furent publiés (11 août et 24 octobre 1911). Les conciliateurs en avaient fait leur organe fractionnel et y menaient une lutte contre le bolchevisme. — P. 260.

127. Lénine fait allusion à l'école installée à Capri, centre fractionnel des otzovistes, organisé en 1909 par A. Bogdanov. — P. 263.

128. *Ionov* (E. Koïghen), l'un des leaders du Bund. — P. 264.

129. Lénine fait allusion à la résolution « Sur la liquidation », adoptée par la conférence des liquidateurs caucasiens au printemps de 1911. Son caractère antiparti fut démasqué par une correspondance intitulée « Lettre du Caucase » et publiée dans le n° 24 du *Social-Démocrate* du 18 (31) octobre 1911. — P. 272.

130. « *Rabotchaïa Jizn* » [la Vie ouvrière], organe mensuel des mencheviks partisans du *Goloss* et des conciliateurs. Elle parut à Paris du 21 février (6 mars) au 18 avril (1er mai) 1911. Trois numéros virent le jour. — P. 274.

131. *Guerman* : K. Danichevski. *Arkadi* : F. Kalinine. — P. 277.

132. *Liakhov*, colonel de l'armée tsariste. Il commandait les troupes russes qui écrasèrent le mouvement révolutionnaire en Perse en 1908. — P. 286.

133. Héliodore ; hiéromoine dans le monde. (S. Troufanov ; né en 1889) ; un des chefs des Cent-Noirs. — P. 287.

134. Le leader du parti cadet P. Milioukov, à un déjeuner donné par le lord-maire de Londres le 19 juin (2 juillet) 1909, déclara : « ...tant qu'en Russie existe une chambre législative, qui contrôle le budget, l'opposition russe demeurera une opposition de Sa Majesté, et non à Sa Majesté » (journal *Retch* n° 167, du 21 juin-4 juillet 1909). — P. 295.

135. *Lassalliens*, partisans et continuateurs du socialiste petit-bourgeois allemand F. Lassalle, membre de l'Union ouvrière générale allemande, fondée en 1863 au congrès des sociétés ouvrières de Leipzig. Le premier président de l'Union fut Lassalle, qui

formula son programme et les fondements de sa tactique. Le programme politique de l'Union était la lutte pour le suffrage universel ; son programme économique: la formation d'associations ouvrières de production subventionnées par l'Etat. Dans leur activité pratique, Lassalle, ses partisans et ses successeurs, qui prenaient leur parti de l'hégémonie de la Prusse, soutenaient la politique de grande puissance de Bismarck. Marx et Engels ont fait maintes fois une âpre critique de la théorie, de la tactique et des principes d'organisation du lassallisme en tant que courant opportuniste dans le mouvement ouvrier allemand. — P. 313.

136. Il s'agit des lettres de Marx à Sorge écrites le 20 juin et le 15 décembre 1881 que cite Lénine. — P. 314.

137. Il s'agit de l'article de N. Rojkov : « Situation actuelle de la Russie et tâche essentielle du mouvement ouvrier dans la période présente ». Un autre article de Lénine : « En prévenance du parti ouvrier « stolypinien » est consacré à la critique de cet article. (Cf. le présent tome, pp. 291-295.) — P. 317.

138. Lénine fait allusion à la préface écrite par Strouvé (et signée R.N.S.) au mémoire de Witte : « Autocratie et zemstvo ». Lénine en fait la critique dans l'article : « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme ». (Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77.) — P. 327.

139. *Mymretsov*, personnage du récit d'Ouspenski *La guérite*, type de policier grossier et ignorant de la Russie tsariste. — P. 328.

140. L'article (rapport) *Le groupe social-démocrate à la IIe Douma* fut publié par le Comité exécutif du Bureau socialiste international comme supplément à sa circulaire n° 21. L'article et les données de l'affaire furent publiés en allemand, français et anglais dans le n° 8 du *Bulletin périodique du Bureau socialiste international*. Après sa publication, la campagne menée à l'étranger en faveur de la libération des députés social-démocrates à la IIe Douma s'accentua. Une note du n° 8 de la *Rabotchaïa Gazéta* du 17 (30) mars 1912 indiquait : « Après l'appel du Bureau socialiste international, qui a fait parvenir à tous les partis le rapport de notre représentant au B.S.I., le camarade Lénine, les partis social-démocrates étrangers ont renforcé leur campagne. Tous les députés social-démocrates d'Allemagne, de France, de Belgique, de Suède, de Finlande, d'Autriche, etc., ont émis des protestations. » Le titre de ce document lui a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 329

141. « *L'Avenir* » [Boudouchtchéié], journal libéral bourgeois dirigé par Bourtsev qui parut en russe à Paris (certains articles étaient publiés en français) du 22 octobre 1911 au 4 janvier 1914 Il avait pour collaborateurs des mencheviks et des s.-r. — P. 330.

142. Les membres du groupe social-démocrate à la IIe Douma étaient 55 lorsqu'ils comparurent devant le tribunal. Mais deux d'entre eux devaient bientôt mourir en prison. C'est pour cette raison qu'à la séance de la Douma du 17 (30) octobre 1911 il est question de 53 députés. — P. 331.

143. L'interpellation du groupe social-démocrate fut débattue une première fois le 15 (28) novembre 1911, puis trois autres fois à huis clos. Elle fut ensuite remise à une commission qui la rejeta. — P. 335.

144. Lénine cite la résolution de la cinquième conférence du P.O.S.D.R. (de toute la Russie) de 1908 : « Le moment présent et les tâches du parti ». (Cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, p. 197). — P. 337.

145. Cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, pp. 164-165). — P. 338.

146. A. Voïlochnikov, membre de la fraction social-démocrate à la IIIe Douma d'Etat, prenant la parole le 2 (15) décembre 1911 à la 35e séance de la Douma lors de la discussion du projet de loi sur la modification de la réglementation des obligations militaires, traita l'armée tsariste de policière et proposa de remplacer l'armée permanente par l'armement de tout le peuple. Le président de la Douma proposa de punir ce discours d'une exclusion de cinq séances. Après une deuxième intervention de Voïlochnikov à cette même séance, le délai d'exclusion fut porté à 15 séances. Les cadets avaient voté la première proposition du président. — P. 346.

147. *Commission d'organisation de Russie* (C.O.R.) chargée de convoquer une conférence du parti, constituée fin septembre 1911 à la conférence des représentants des organisations locales du parti. Celle-ci s'ouvrit à Bakou sous la direction de G. Ordjonikidzé, mandaté par la Commission de l'organisation à l'étranger pour convoquer la conférence. Y prirent part les représentants des organisations de Bakou, Tiflis, Ekatérinbourg, Kiev et Ekatérinoslav. Parmi les délégués se trouvaient S. Chaoumian et S. Spandarian. En raison des persécutions policières et de la menace qu'elles faisaient peser sur son succès, la conférence se transféra à Tiflis. On y discuta des rapports locaux, de la constitution de la C.O.R., des rapports avec la Commission de l'organisation à l'étranger, des élections à la conférence, de la représentation des organisations légales, des élections par les organisations des minorités nationales de délégués à la conférence. Le compte rendu des séances fut publié par Ordjonikidzé dans le n° 25 du *Social-Démocrate* du 8 (21) décembre 1911. La con-

férence adopta un appel aux organisations locales qu'elle édita séparément, avec les résolutions de la conférence. (Cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, pp. 251-255). — P. 347.

148. Lénine fait allusion à des organes bolcheviques : le journal *Zvezda* et la revue *Mysl*, auxquels collaboraient également des mencheviks proparti. — P. 350.

149. *Constructeurs de Dieu*, courant religieux et philosophique hostile au marxisme qui apparut pendant la période de réaction stolypinienne chez certains intellectuels du parti qui s'étaient écartés du marxisme après l'échec de la révolution de 1905-1907. Ils prônaient (Lounatcharski, Bazarov, etc.) une nouvelle religion « socialiste » et tentaient de réconcilier le marxisme et la religion. Gorki sympathisa quelque temps avec eux.

La conférence élargie de la rédaction du *Prolétari* (8-17 (21-30) juin 1909) condamna les constructeurs de Dieu et déclara dans une résolution spéciale que les bolcheviks n'avaient rien à voir avec « une telle déformation du socialisme scientifique ». (Cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, p. 222.)

Lénine a montré la nature réactionnaire des idées des constructeurs de Dieu dans son livre *Matérialisme et empiriocriticisme* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 14) et dans ses lettres à Gorki de février à avril 1908 et de novembre-décembre 1913. — P. 351.

150. Pour plus de détails, se reporter à l'article de Lénine : « Résultats du jugement d'arbitrage des « dépositaires » (voir le présent tome, pp. 370-372). — P. 351.

151. *Mark* : pseudonyme de A. Lioubimov. — P. 352.

152. « *Otkliki Bunda* » [Echos du Bund], organe non périodique du Comité étranger du Bund. Cinq numéros en furent publiés à Genève, de mars 1909 à février 1911. — P. 352.

153. *L'organisation du parti* de Bakou était l'une des plus actives pendant la période de réaction et de reprise révolutionnaire. Au début de 1911 se réalisa la fusion du Comité bolchevique de Bakou avec l'« équipe dirigeante menchevique » (mencheviks proparti) sur la base de la lutte contre l'otzovisme et la liquidation, pour la reconstitution du P.O.S.D.R. illégal. Un comité unique du P.O.S.D.R. fut ainsi créé à Bakou. L'organisation de Bakou soutint les décisions de la conférence de juin 1911 des membres du Comité central de convoquer une conférence de tout le parti et prit une part active à la création de la Commission d'organisation de Russie.

L'organisation social-démocrate de Kiev fonctionna presque sans interruption durant les années de réaction. En 1910-1911, les bolcheviks travaillèrent en commun avec les mencheviks proparti. L'organisation de Kiev fut la première à soutenir la décision prise par la conférence de juin 1911 des membres du Comité central de convoquer une conférence générale du parti et l'idée de créer une Commission de l'organisation de Russie pour la convocation de cette conférence, elle détacha un des membres du Comité de Kiev pour aider le représentant de la Commission d'organisation de l'étranger. — P. 352.

154. Il s'agit de l'« Avis » et de la résolution de la Commission d'organisation de Russie, parus en tract en novembre 1911 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, pp. 251-255). — P. 353.

155. Lénine veut parler de la lettre de G. Ordjonikidzé à la rédaction du *Social-Démocrate*, publiée dans le n° 25 du 8 (21) décembre 1911 sous la signature de N. — P. 354.

156. *La ville de Z* est Bruxelles, où se trouvait le comité étranger de la social-démocratie lettonne. — P. 355.

157. Il s'agit de l'otzoviste Stanislas Volski (pseudonyme de A. Sokolov). — P. 355.

158. Lénine a en vue le bruit fait par les liquidateurs et Trotski autour de la pétition lancée par les liquidateurs pétersbourgeois en décembre 1910. Cette pétition revendiquait la liberté d'alliance, de réunion, de grève. Les liquidateurs se proposaient de la remettre à la IIIe Douma d'Etat. Ils la firent circuler dans les usines, mais elle n'eut pas de succès parmi les ouvriers et ne parvint à réunir que 1 300 signatures. Les bolcheviks dénoncèrent la nature de la « campagne de pétitions » des liquidateurs. — P. 366.

159. Lénine fait allusion à la résolution que les otzovistes de Pétersbourg avaient présentée à la séance élargie du Comité de Pétersbourg avant la conférence du parti de décembre 1908 (cinquième conférence du P.O.S.D.R.). Elle fut publiée dans le supplément au n° 44 du *Prolétari* (4 (17) avril 1909). Lénine en a fait la critique dans un article publié dans le même supplément sous le titre de : « Une caricature du bolchevisme ». (Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 410-453). — P. 367.

160. *M. Alexandrov*, le bolchevik M. Olminski. Ici et plus loin Lénine veut parler de sa brochure : *L'Etat, la bureaucratie et l'absolutisme dans l'histoire de la Russie*, Saint-Pétersbourg, 1910. — P. 367.

161. Suivent les signatures de Lénine, Kaménev et Zinoviev. — P. 371.

162. A la IIIe Douma d'Etat, Gololobov était l'un des membres les plus à droite du parti de l'« Union du 17 octobre » (octobristes). — P. 374.

163. La conférence des groupes bolcheviques de l'étranger se tint à Paris du 14 au 17 (27-30) décembre 1911. Elle avait été convoquée sur l'initiative du cercle parisien d'aide au journal bolchevique *Rabotchaïa Gazéta*. Elle avait pour but de rassembler les organisations bolcheviques à l'étranger et d'aider à la convocation d'une conférence générale du parti. Y participaient 11 délégués à voix délibérative, représentant les groupes bolcheviques de Paris, Nancy, Zurich, Davos, Genève, Liège, Brême, Berne et Berlin. Le rapport sur la situation dans le parti fut présenté par Lénine. C'est sur le projet de résolution établi par lui sur cette question que se basa la résolution générale adoptée par la conférence. L'« information » et les résolutions de la conférence furent éditées par le Comité de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger en tract le 12 janvier 1912. (Cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, pp. 256-264).

Le titre donné à ce document est de l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 398.

164. Cette résolution a été adoptée le 17 (30) décembre 1911, à la dernière séance de la conférence des groupes bolcheviques à l'étranger. Elle a été publiée dans l'« Avis » du Comité de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger avec la note suivante : « En adoptant une résolution spéciale, la conférence a voulu mettre en évidence aux yeux de tous les camarades la nécessité de soutenir énergiquement la Commission d'organisation de Russie et la conférence qu'elle travaille à réunir » (cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, p. 263).

Le titre donné à ce document est de l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 401.

165. Il s'agit du projet de loi agraire des députés paysans (non inscrits et de droite) déposé à la IIIe Douma d'Etat le 10 (23) mai 1908. Il prévoyait l'expropriation obligatoire, au prix moyen du marché, de la terre qui n'était pas travaillée par les propriétaires eux-mêmes. Pour appliquer la réforme agraire, il proposait de créer des commissions agraires locales élues au suffrage universel. Lénine a donné son appréciation de ce projet de loi dans ses articles « Une nouvelle politique agraire » et « Les débats agraires à la IIIe Douma » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 475-479 et t. 15, pp. 324-340). — P. 423

166. *Eisenachiens*, membres du Parti ouvrier social-démocracte d'Allemagne, fondé en 1869 au congrès constitutif d'Eisenach. Ses chefs étaient A. Bebel et W. Liebknecht, qui s'inspiraient de la pensée de Marx et Engels. Le programme d'Eisenach indiquait que le Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne se considérait comme « une section de l'Association internationale des travailleurs, dont il partage les aspirations ». Grâce aux conseils et aux critiques constants de Marx et d'Engels, le groupe d'Eisenach appliqua une politique plus résolument révolutionnaire que celui de Lassalle, l'Association générale des travailleurs allemands. En matière d'unité allemande notamment, il défendait une « voie démocratique et prolétarienne, en combattant les moindres concessions au prussianisme, au bismarckisme et au nationalisme ». (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, p. 314). — P. 424.

167. Lénine cite une lettre de K. Marx à F. Lassalle en date du 19 avril 1859. Au moment où Lénine écrivait son article, la lettre de Marx n'avait pas encore été publiée et Lénine utilise les extraits de cette lettre cités par Lassalle dans sa réponse à Marx et Engels en date du 27 mai 1859. — P. 424.

168. « *Obskaïa Jizn* » [la vie de l'Obi], quotidien d'orientation libérale bourgeoise, qui paraissait à Novo-Nikolaïevsk (Novosibirsk) en 1909-1912. — P. 426.

169. *L'interpellation sur l'Okhrana* (« à propos de l'assassinat du président du Conseil des ministres P. Stolypine ») fut discutée en séance de la IIIe Douma d'Etat le 15 (28) octobre 1911. Des demandes d'interpellation furent déposées d'une part par les groupes octobristes et nationalistes, de l'autre par le groupe social-démocrate.

L'interpellation sur la famine (« à propos de la non-adoption de mesures adéquates d'aide à la population des provinces ayant souffert de mauvaises récoltes »), introduite par les troudoviks, fut acceptée à la séance de la Douma du 15 (28) octobre 1911.

L'interpellation « à propos de la prolongation de l'effet du règlement approuvé par l'Empereur le 14 août 1881 sur les mesures de maintien de l'ordre de l'Etat et de la tranquillité publique », déposée par 54 membres du groupe cadet à la Douma, fut discutée le 17 (30) octobre 1911. — P. 438.

170. Pour distinguer plus facilement les uns des autres les députés portant le même nom, on le faisait suivre d'un numéro d'ordre. — P. 446.

171. *Jellinek*, juriste bourgeois allemand. — P. 448.

172. *La VIe Conférence générale du P.O.S.D.R.* (« Conférence de Prague ») se tint à Prague du 5 au 17 (18-30) janvier 1912. Plus

de vingt organisations du parti des principaux centres industriels y étaient représentées. La conférence se déroula sous la direction de Lénine, qui prononça le discours d'ouverture et un autre sur l'habilitation de la conférence, présenta les rapports sur le moment actuel et les tâches du parti, le travail du Bureau socialiste international, fit des communications et participa aux débats sur les tâches de la social-démocratie dans la lutte contre la famine, l'organisation, le travail de l'organisation du parti à l'étranger et d'autres problèmes. Lénine rédigea des projets de résolution sur toutes les questions importantes de l'ordre du jour de la conférence. Les résolutions adoptées par celle-ci avaient été soigneusement revues par lui. La conférence approuva également les modifications proposées par Lénine aux statuts d'organisation du parti adoptés par le Ve Congrès du P.O.S.D.R. (Congrès de Londres). La conférence élut un Comité central du parti.

La Conférence de Prague marqua l'aboutissement d'une longue période de lutte des bolcheviks contre les mencheviks et consacra la victoire de ceux-là. Les liquidateurs furent exclus du parti. Les organisations locales du parti se regroupèrent sur la base des décisions de la conférence. Cette dernière fit du P.O.S.D.R. une organisation d'ampleur véritablement nationale. Elle fixa la ligne politique et la tactique du parti dans le contexte du nouvel essor révolutionnaire. — P. 455.

173. Le titre de ce document est de l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S. — P. 457.

174. Le titre de ce document est de l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S. — P. 462.

175. Il s'agit de la *Pravda* de Vienne, journal fractionnel de Trotski, de tendance menchevique liquidatrice. — P. 488.

176. *Le Comité de l'organisation à l'étranger* fut créé en décembre 1911 à la conférence des groupes bolcheviques à l'étranger. Ses tâches furent définies dans la résolution d'ensemble adoptée par la conférence (cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, Moscou, 1954, pp. 262-263). — P. 490.

177. En janvier 1912 se terminait la campagne électorale au Reichstag allemand. Elle aboutit à une grande victoire de la social-démocratie, qui recueillit 4 millions et demi de voix et obtint 110 sièges.

Le salut du P.O.S.D.R. à la social-démocratie allemande fut publié dans le journal *Vorwärts*, n° 22 du 27 janvier 1912. — P. 492.

178. « *Jivoïé Dièlo* » [la Cause vivante], hebdomadaire légal des mencheviks liquidateurs qui parut à Pétersbourg du 20 janvier (2 février) au 28 avril (11 mai) 1912. Il en fut publié seize numéros. — P. 493.

179. Les cinq grandes villes dans lesquelles la loi électorale établissait le suffrage direct avec ballotage étaient : Pétersbourg, Moscou, Riga, Kiev et Odessa. — P. 496.

180. « *Goloss Zemli* » [la Voix de la Terre], journal libéral bourgeois paraissant à Pétersbourg en 1912.

« *Rousskoïé Slovo* » [la Parole russe], quotidien libéral bourgeois paraissant à Moscou depuis 1895. Fermé en novembre 1917.

« *Kievskaïa Mysl* » [la Pensée kiévienne], quotidien libéral bourgeois qui parut de 1906 à 1918 à Kiev. Ses plus proches collaborateurs étaient des mencheviks liquidateurs. — P. 497.

181. *Ougrioum-Bourtchéiev, Tverdoonto* : personnages de Saltykov-Chtchédrine. *Tverdoonto* est un administrateur en retraite qui voyage ; personnage de la série d'esquisses *A l'étranger. Ougrioum-Bourtchéiev* : portrait satirique d'un gouverneur de ville dans *Histoire d'une ville*, devenu la désignation courante des réactionnaires, des dignitaires stupides et bornés. — P. 508.

182. *Bureau Socialiste International* (B.S.I.), organe permanent d'information et d'exécution de la IIe Internationale. La décision de créer un Bureau socialiste international groupant les représentants des partis socialistes de tous les pays fut prise au congrès de Paris de la IIe Internationale (septembre 1900). Pour représenter les social-démocrates russes au B.S.I. furent élus Plékhanov et Kritchevski. A partir de 1905, Lénine fut membre du Bureau en qualité de représentant du P.O.S.D.R. En 1912, la Conférence de Prague réélut Lénine à ce poste.

Le rapport de Lénine fut envoyé le 18 mars 1912 par le secrétaire du Bureau internationale socialiste K. Huysmans à tous les partis socialistes, en tant que communiqué officiel de la Conférence du P.O.S.D.R. qui venait de se tenir. Il était accompagné de la circulaire n° 4 du Bureau internationale socialiste demandant aux partis socialistes de le publier dans leurs organes de presse. Il fut publié dans l'organe du Parti ouvrier belge *Le Peuple* du 23 mars 1912, dans l'organe central de la social-démocratie allemande *Vorwärts* du 26 mars 1912 (n° 72, Supplément I). Le *Vorwärts* le publia accompagné des commentaires calomnieux de Trotski (cf. l'article de Lénine : « L'anonyme du *Vorwärts* et la situation dans le P.O.S.D.R. », dans le présent tome, pp. 541-554). — P. 509.

183. La *Plate-forme électorale du P.O.S.D.R.* fut rédigée à Paris au début de mars par Lénine peu après la conférence de Prague. En Russie elle fut publiée sous forme de tract au nom du Comité

central. Ces tracts furent expédiés en dix-huit endroits, parmi lesquels les principaux centres prolétariens. La « Plate-forme électorale du P.O.S.D.R. » reprise de l'édition russe fut ajoutée à titre de supplément au n° 26 du *Social-Démocrate*. Elle fut également reproduite par de nombreuses organisations bolcheviques locales. A Tiflis, elle fut reproduite par le Bureau russe du Comité central du P.O.S.D.R. Lénine a mis en lumière le sens de ce document dans son article « La plate-forme des réformistes et la plate-forme des social-démocrates révolutionnaires ». — P. 512.

184. Le 18 mai 1896, pour marquer le couronnement du tsar Nicolas II, fut organisée sur le terre-plein de Khodynka (dans les faubourgs de Moscou) une grande fête populaire. En raison de la négligence criminelle des autorités, qui n'avaient pas prévu un service d'ordre suffisant, une bousculade se produisit qui causa la mort d'environ deux mille personnes, plusieurs dizaines de milliers d'autres étant blessées. — P. 512.

185. *Loi du 4 mars 1906*, réglementation provisoire sur les sociétés, les associations et les assemblées, qui autorisait l'organisation d'associations, de sociétés, etc., mais instituait en même temps une série d'obstacles réduisant en fait la loi à néant. Le ministre de l'Intérieur avait ainsi le droit, non seulement de dissoudre à son gré les sociétés et associations, mais aussi de refuser d'en enregistrer de nouvelles. — P. 515.

186. Ce document est une note jointe à la copie revue par Lénine du tract « Plate-forme électorale du P.O.S.D.R. ». Le manuscrit ne porte pas de titre. Le présent titre lui a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 519.

187. L'article « Cartes sur table » fut rédigé à Paris par Lénine en mars 1912 ; il était destiné au journal bolchevique *Zvezda*, mais n'y fut pas publié. Il était accompagné d'une lettre à la rédaction, sous forme de post-scriptum. — P. 520.

188. Il s'agit du livre : *La Douma d'Etat. III^e législation. 3^e session. Annuaire. 1910. 2^e fascicule.* Saint-Pétersbourg 1910. — P. 526.

189. La brochure *Guide de l'électeur* (*Notre loi électorale*) parut à Pétersbourg en 1912.

Lénine lui accordait une grande importance ; il réunit et revit personnellement les textes de ce livre. Dans une lettre à la rédaction de la *Zvezda* du 9 (22) avril 1912, il recommandait à celle-ci d'y inclure les deuxième et troisième chapitres de l'article « La campagne des élections à la IV^e Douma d'Etat » (cf. le présent tome, pp. 379-382). Il lui conseillait de faire « œuvre sérieuse » qui « serait utile en dirigeant efficacement les élections ».

Mais la rédaction de la *Zvezda* ne réussit à publier que la première partie du livre, concernant directement la loi électorale et le déroulement des élections à la Douma. — P. 526.

190. En février 1912, le menchevik liquidateur T. Béloussov, député de la province d'Irkoutsk à la IIIe Douma remit à la fraction parlementaire social-démocrate une déclaration informant de son départ de celle-ci. Le groupe social-démocrate estima à l'unanimité que Béloussov devait renoncer aussitôt à son mandat. La décision du groupe fut publiée dans le journal *Zvezda* n° 12 du 23 février 1912. Deux jours plus tard, Béloussov fit paraître dans la *Retch* une lettre reproduite par le *Jivoïé Diélo*, et dans laquelle il attaquait l'avis émis par le groupe parlementaire et s'efforçait de justifier sa rupture avec ce groupe. La question du départ de Béloussov de la Douma fut discutée le 29 février (13 mars) 1912 à la réunion du Comité boursier d'Irkoutsk. Les représentants du commerce et de l'industrie demandèrent à Béloussov de ne pas renoncer à son titre de membre de la Douma d'Etat. Béloussov adressa au comité ses remerciements pour « son appui et sa confiance ». Au moment où il écrivait son article, Lénine n'avait pas connaissance de l'échange de lettres entre Béloussov et le comité boursier d'Irkoutsk. La rédaction de la *Zvezda* accompagna l'article de Lénine d'un exposé du contenu de cette correspondance.

La parution de l'article de Lénine dans la *Zvezda* fut suivie de l'envoi par Béloussov d'un nouveau document au groupe parlementaire, dans lequel il couvrait d'injures la social-démocratie révolutionnaire. — P. 528.

191. Cette brochure est une réponse à un article calomniateur anonyme de Trotski paru dans l'organe central de la social-démocratie allemande (*Vorwärts*) et dirigé contre la Conférence de Prague et ses décisions. — P. 541.

192. Il s'agit de la résolution calomniatrice et antiparti adoptée le 12 mars 1912 à Paris, à la conférence de représentants du comité du Bund à l'étranger, du groupe du *Vpériod*, du *Goloss Sotsial-Démokrata*, de la *Pravda* de Vienne de Trotski, de mencheviks proparti et de conciliateurs. Cette résolution était dirigée contre la Conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague) et ses décisions. Parue en tract, elle fut publiée par la *Pravda* de Vienne et dans le n° 4 de la *Feuille d'Information* du Bund. En tant que représentant du Comité central du P.O.S.D.R. au sein du Bureau international socialiste, Lénine rédigea à ce sujet une déclaration officielle, puis une lettre au secrétaire du Bureau international socialiste, Huysmans (cf. le présent tome p. 235). — P. 543.

193. Il s'agit de la résolution de la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. (Conférence de 1908) « Sur l'unification à la base des organisations nationales ». (Cf. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, Moscou, 1954, p. 203.) — P. 547.

194. « *Prosvéchtchénié* » [Education], organe bolchevique mensuel, revue théorique ; parut légalement à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. Elle fut créée sur l'indication de Lénine en remplacement de la revue bolchevique *Mysl*, éditée à Moscou et fermée par le gouvernement tsariste. La revue avait pour collaborateurs V. Vorovski, A. Oulianova-Elizarova, N. Krouptskaïa, M. Olminski, M. Savéliev, etc. Lénine chargea Gorki de la direction de la section littéraire de la revue. Le tirage de *Prosvechtchénié* atteignit jusqu'à 5 000 exemplaires. Depuis Paris, puis de Cracovie et de Poronin, Lénine en assurait la direction, revoyant les articles, correspondant régulièrement avec les membres de l'équipe de rédaction. La revue publia divers travaux de Lénine.

La revue dénonçait les opportunistes liquidateurs, les otzovistes, les trotskistes, ainsi que les nationalistes bourgeois, faisait connaître les luttes de la classe ouvrière dans les conditions du nouvel essor révolutionnaire, répandait les mots d'ordre bolcheviques pour la campagne électorale en vue des élections à la IVe Douma ; elle attaquait le révisionnisme et le centrisme dans les partis de la IIe Internationale, informait sur le mouvement ouvrier international. La revue joua un grand rôle dans l'éducation marxiste internationaliste des ouvriers avancés de Russie.

A la veille de la première guerre mondiale, la revue *Prosvechtchénié* fut fermée par le gouvernement tsariste. A l'automne de 1917, elle reprit sa parution, mais un seul numéro (double) sortit, qui contenait les travaux de Lénine « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? » et « Pour une révision du programme du parti ». — P. 553.

195. Le 12 avril 1912 cette lettre de Lénine fut envoyée par le Bureau socialiste international à tous les partis socialistes, avec proposition de la publier dans la presse. — P. 555.

196. *F. L-ko*, *V. Frei* : pseudonymes de Lénine. — P. 566.

197. *Loi du 11 (24) décembre 1905.* Il s'agit de la loi du 11 (24) décembre 1905 sur la convocation de la Douma « législative », publiée par le gouvernement tsariste dans le feu de l'insurrection de Moscou. Elle assurait une écrasante prépondérance aux propriétaires fonciers et aux capitalistes à la Douma. La première Douma élue conformément à la loi du 11 décembre 1905 était sous l'influence des cadets. — P. 578.

198. « *Zaprossy Jizni* » [Les exigences de la vie], revue hebdomadaire qui parut à Pétersbourg en 1909-1912, avec la collaboration de cadets, de socialistes-populistes et de mencheviks liquidateurs. — P. 582.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE

CHRONOLOGIE

(Décembre 1910-avril 1912)

1910

Le 15 (28) décembre au plus tard	Lénine est à Paris, il écrit une lettre au Collège russe du Comité central du P.O.S.D.R. sur la situation dans le parti.
Décembre, 23 (5 janvier 1911)	Article de Lénine « De certaines particularités du développement historique du marxisme », publié dans la *Zvezda* n° 2.

1911

Après le 2 (15) janvier	Lénine écrit la note « Le rouge de la honte au front du « Petit Judas » Trotski.
Janvier, 5 (18)	A Paris, Lénine fait un exposé sur Tolstoï.
Janvier, 13 (26)	L'article de Lénine « La carrière d'un terroriste russe » est publié dans le n° 19-20 du *Social-Démocrate.*
Janvier, 22 (4 février)	Article de Lénine « L. Tolstoï et son époque », publié dans le n° 6 de la *Zvezda.*
Après le 22 janvier (4 février)	Lénine écrit l'article « Le marxisme et *Nacha Zaria* » publié le 22 avril (5 mai) dans le n° 3 de la revue *Sovrémennaïa Jizn* (Bakou).
Janvier	Parution du n° 2 de la revue *Mysl* avec l'article de Lénine « Nos abrogateurs (A propos de MM. Potressov et Bazarov) ».
Février, 8 (21)	Dans son n° 3, la *Rabotchaïa Gazéta* publie deux articles de Lénine : « Le cinquantenaire de l'abolition du servage » et « Paul Singer ».
Entre le 17 et le 26 février (2-11 mars)	Lénine écrit l'article « Notes. Menchikov-Gromoboï-Izgoïév », publié le 26 février (11 mars) dans le n° 11 de la *Zvezda.*

Février, 22 ou 23 (7 ou 8 mars) — Dans une lettre à N. Polétaïev, Lénine démasque la tactique de chantage des liquidateurs et exige que l'on mène une lutte résolue et conséquente contre eux.

Février — Lénine adresse une lettre au Collège russe du Comité central «au sujet des actes scissionnistes des partisans du *Goloss*, du *Vpériod* et de Trotski. Parution du n° 3 de la revue *Mysl*, contenant l'article de Lénine « A propos du jubilé » et la fin de « Nos abrogateurs ».

Mars 19 (1er avril) — L'article de Lénine « Les destructeurs du parti dans le rôle de « destructeurs de légendes », paraît dans le n° 21-22 du *Social-Démocrate.*

Entre le 23 mars et le 2 avril (le 5 et le 15 avril) — Lénine écrit l'article « Cadets et octobristes » qui est publié dans la *Zvezda* n° 16 du 2 (15) avril.

Entre le 8 et le 16 (21 et 29) avril — Lénine rédige l'article « Le Congrès du parti social-démocrate anglais », publié dans le n° 18 du 16 (29) avril 1911 de la *Zvezda.*

Avril, 15 (28) — L'article de Lénine « A la mémoire de la Commune » est publié dans le n° 4-5 de la *Rabotchaïa Gazéta.*

Entre le 28 avril et le 7 mai (11 et 20 mai) — Lénine écrit l'article « Regret » et « Honte » qui est publié dans la *Zvezda* n° 21 du 7(20) mai.

Avril, 29 (12 mai) — A Paris, Lénine prononce un discours consacré au 1er Mai. L'article de Lénine : « Entretien d'un légaliste avec un adversaire des liquidateurs » paraît dans le n° 3 de la *Feuille de discussion* (supplément à l'Organe central, le *Social-Démocrate*).

Fin avril — Lénine informe Gorki de la saisie du n° 5 de la revue *Mysl* et de l'interdiction de sa parution ; il lui demande son aide pour trouver un éditeur en vue de mettre sur pied une nouvelle revue à Pétersbourg.

Mai, 14 (27) — Dans une lettre à Gorki, Lénine s'affirme hostile au regroupement des bolcheviks, les mencheviks proparti et du groupe parlementaire social-démocrate autour d'un organe de presse, étant donné la

prépondérance des mencheviks au sein de groupe ; il critique la rédaction de la *Zvezda* pour son absence de ligne politique définie, fait état du bruit sur une circulaire de Stolypine qui interdirait tous les organes social-démocrates et insiste sur la nécessité de renforcer le travail illégal.
Lénine signe une lettre aux membres du Comité central du P.O.S.D.R. vivant à l'étranger pour les inviter à prendre part à une conférence sur la convocation des membres du Comité central.

Mai, entre le 19 et le 23 (1er et 5 juin) — Lénine envoie une lettre à la conférence des membres du Comité central à l'étranger, dans laquelle il démasque les intrigues des liquidateurs, qui font échouer la convocation du plénum du Comité central du P.O.S.D.R.
Lénine écrit le « Résumé (plan) du rapport des trois bolcheviks membres du C.C. à la conférence privée de neuf membres du C.C. »

Mai, 28 (10 juin) — Article de Lénine : « Aperçu sur le bilan d'une session de la Douma. « Notre œuvre commence » est publié dans le n° 24 de la *Zvezda*.

Mai, 28-juin, 4 (10-17 juin) — Lénine dirige les travaux de la conférence des membres du Comité central, convoquée sur son initiative à Paris en vue de mettre au point des mesures pour convoquer au plus tôt le plénum du Comité central du P.O.S.D.R. et la conférence du parti.

Juin, 11 (24) — Article de Lénine « Vérités anciennes, mais toujours nouvelles », publié dans le n° 25 de la *Zvezda*.

Juin, 18 (1er juillet) — Lénine participe à la réunion du IIe groupe parisien d'aide au P.O.S.D.R. et dépose un projet de résolution sur la situation dans le parti. La résolution est adoptée par le groupe et publiée en tract en juillet 1911.

Juillet, 20 (2 août) — Lénine rédige la préface à la brochure « Deux partis ».

Juillet — Lénine s'entretient avec M. Savéliev de la publication d'une revue bolchevique légale intitulée *Prosvechtchénié* et de sa participation à la direction de la revue.

Printemps et été jusqu'au 17 (30) août — Lénine et Kroupskaïa habitent Longjumeau (environs de Paris).
Lénine dirige l'organisation de l'école du parti à Longjumeau.
Lénine assure les cours d'économie politique (29

cours), sur la question agraire (12 cours), sur la théorie et la pratique du socialisme (12 cours). A la demande des auditeurs Lénine fait trois conférences sur la conception matérialiste de l'histoire et un exposé sur le moment présent et la situation au sein du parti.

Septembre, 1er (14) — N° 23 du *Social-Démocrate* contient une « Note de la rédaction » rédigée par Lénine au sujet de la déclaration de la commission de convocation du plénum du C.C. du P.O.S.D.R.

Septembre, 2(15) — Dans une lettre à Gorki, Lénine invite celui-ci à continuer de collaborer à la *Zvezda*.

Septembre, 9 ou 10 (22-23) — Lénine se rend en Suisse pour prendre part à la séance du Bureau socialiste International à Zürich.

Septembre, 10-11 (2-24) — A Zurich, Lénine participe à la séance du Bureau socialiste international et défend la position de Rosa Luxembourg contre l'opportunisme des social-démocrates allemands.

Septembre, 12 (25) — A Zürich, devant le groupe local du P.O.S.D.R., Lénine présente un rapport sur la situation dans le parti.

Septembre, 13 (26) — A Zürich, Lénine fait un exposé sur le thème « Stolypine et la révolution ».

Septembre, 15 (28) — Lénine fait un exposé à Berne sur le thème « Stolypine et la révolution ».

Septembre, 19 (2 octobre) — Lénine fait un exposé à Genève sur le thème « Stolypine et la révolution ».

Octobre, 18 (31) — Dans son n° 24, le *Social-Démocrate* publie plusieurs articles de Lénine : « Stolypine et la révolution », « Au sujet d'une nouvelle fraction de conciliateurs, les vertueux », « La campagne électorale et le programme électoral », « En provenance du parti « ouvrier » stolypinien ».
Lénine fait à Paris un exposé sur le thème : « Stolypine et la révolution ».

Octobre, 19 (1er novembre) — Lénine interroge le représentant du parti social-démocrate tchèque au Bureau socialiste international sur la possibilité de convoquer la conférence du P.O.S.D.R. à Prague et lui demande d'aider à son organisation.

Octobre, 23 (5 novembre)	L'article de Lénine « Un bilan » paraît dans le n° 26 de la *Zvezda.*
Novembre, 5 (18)	Deux articles de Lénine : « Les deux centres » et « L'ancien et le nouveau. Remarques inspirées par la lecture des journaux » paraissent dans le n° 28 de la *Zvezda.*
Novembre, 14 (27)	A Paris, Lénine fait un exposé sur le thème : « Un manifeste de la politique ouvrière libérale ».
Novembre, 20 (3 décembre)	Au nom du P.O.S.D.R., Lénine prend la parole aux obsèques de Paul et Laura Lafargue. Son discours est publié dans le n° 25 du *Social-Démocrate,* du 8 (21) décembre.
Novembre, 26 (9 décembre)	L'article de Lénine « Hyndman et Marx » paraît dans le n° 31 de la *Zvezda.*
Fin novembre-début décembre	Lénine écrit son article « La fraction social-démocrate à la IIe Douma » qui paraît dans le *Bulletin périodique du Bureau socialiste International* n° 8, décembre 1911.
Décembre, 3 (16)	L'article de Lénine « Le manifeste du parti ouvrier libéral » paraît dans le n° 32 de la *Zvezda.*
Décembre, 8 (21)	Plusieurs articles de Lénine : « A propos du mot d'ordre et la conception du travail social-démocrate à la Douma et en dehors », « Une officine de la bourgeoisie libérale », « Pour dénouer la crise dans le parti », « En provenance du parti « ouvrier » stolypinien », « A propos de diplomatie de Trotski et d'une plate-forme proparti » et « Les résultats du jugement d'arbitrage des « dépositaires » paraissent dans le n° 25 du *Social-Démocrate.*
Décembre, 10 (23)	L'article de Lénine « L'ancien et le nouveau » paraît dans le n° 33 de la *Zvezda.*
Décembre, 10 (23) au 6 (19) janvier 1912	Plusieurs articles de Lénine réunis sous le titre « La campagne électorale à la IVe Douma d'Etat » paraissent dans la *Zvezda* nos 33, 34, 36 de 1911 et n° 1 de 1912.
Décembre, au plus tard le 14 (27)	Lénine prépare la conférence des groupes bolcheviques de l'étranger : il travaille aux thèses du rapport sur la situation dans le parti, écrit un pro-

jet de résolution : « Organisation des forces des social-démocrates proparti à l'étranger et tâches des bolcheviks ».

Décembre, 14-17 (27-30) — A Paris, Lénine dirige la conférence des groupes bolcheviques de l'étranger.

Décembre, 14 (27) — Lénine ouvre la conférence par un discours d'accueil et présente un rapport sur la situation dans le parti.

Décembre, 15 (28) — Lénine dirige les débats de la conférence et prend la parole pour conclure les débats sur son rapport.

Décembre, 16-17 (29-30) — Lénine participe aux débats sur la mise au point du texte définitif de la résolution. Sur proposition de Lénine, la conférence élit un Comité de l'organisation à l'étranger, qu'elle charge d'élaborer ses statuts.
Lénine intervient sur le soutien à apporter à la Commission d'organisation de Russie et sur la convocation de la conférence du parti. La résolution qu'il propose est adoptée par la conférence.

Décembre, avant le 17 (30) — Parution du n° 1 de la revue *Prosvechtchénié* avec plusieurs articles de Lénine : « Questions de principe de la campagne électorale » (début), « Premières révélations sur les pourparlers du parti cadet et avec les ministres » et « Trois interpellations ».

Décembre, 22 (4 janvier 1912) — L'article de Lénine « La famine et la Douma noire » paraît dans le n° 7 de la *Rabotchaïa Gazéta*.

Fin de l'année — Lénine fait le plan d'un exposé sur la situation politique.

1912

Janvier, 5-17 (18-30) — Lénine dirige la Conférence de Prague du P.O.S.D.R. Il prononce le discours d'ouverture et présente le rapport sur le moment actuel et les tâches du parti. Il préside les séances. Il rédige les projets de résolutions sur l'habilitation de la conférence, sur le moment actuel et les tâches du parti, sur la liquidation et le groupe des liquidateurs, sur les tâches des social-démocrates dans la lutte contre la famine, sur la campagne de pétitions ; il compose un projet de modification des statuts du parti.

Janvier, 5 (18) — Lénine prononce le discours sur l'habilitation de la conférence.

Janvier, 6, 7 et 10 (19, 20 et 23) — Aux cinq séances de la conférence, Lénine prend des notes sur les rapports locaux présentés.

Janvier, 7 (20) — A la cinquième séance de la Conférence, Lénine intervient pour parler du travail de l'Organe central et présente un rapport sur le travail du Bureau socialiste international ; il répond aux questions des délégués et intervient dans la discussion sur la résolution concernant les rapports locaux.
A la sixième séance, il intervient deux fois dans les débats consacrés à son rapport sur le travail du Bureau socialiste international.

Janvier, 8 (21) — A la huitième séance, Lénine intervient dans la discussion sur la question des tâches des social-démocrates dans la lutte contre la famine.
La Conférence adopte le projet de résolution rédigé par Lénine sur cette question.

Entre le 9 et le 13 (22 et 26) janvier — La conférence charge Lénine de rédiger un message de félicitations pour la social-démocratie allemande, à l'occasion de son succès aux élections au Reichstag. Le message est publié dans le journal *Vorwärts* le 27 janvier 1912.

Janvier, 10 (23) — A la onzième séance de la conférence, Lénine prend la parole dans le débat sur le travail du parti à l'étranger.

Janvier, 11 (24) — A la douzième séance, Lénine prend la parole sur la question de l'organisation.

Janvier, 12 (25) — Le projet de résolution sur le moment actuel et les tâches du parti, rédigé par Lénine, est adopté par la Conférence lors de sa quinzième séance.

Entre le 12 et le 17 (25 et 30) janvier — La Conférence de Prague élit Lénine au Comité central, à l'Organe central et en fait son représentant au Bureau socialiste international.

Janvier, 19 (1er février) — A Leipzig, Lénine rencontre des députés social-démocrates de la Douma d'Etat et les informe des décisions de la Conférence de Prague.

Fin janvier — Lénine se rend de Leipzig à Berlin pour recevoir des anciens « dépositaires » l'argent appartenant

au parti, conformément à la décision de la conférence de Prague.

Février — Dans une lettre à Gorki, Lénine informe celui-ci de la Conférence du P.O.S.D.R. qui vient de se tenir et lui demande de rédiger un tract qui sera édité en Russie à l'occasion du 1er Mai.

Février, 19 (3 mars) — Publication de l'article de Lénine : « Un organe de la politique ouvrière libérale » dans le n° 11 de la *Zvezda*.

Février, 28 (12 mars) — Lénine, dans une lettre adressée à Chklovski à Berne, note la nécessité de faire des exposés sur les résultats de la Conférence de Prague dans toutes les villes de Suisse, donne des renseignements sur la composition et le déroulement de la conférence, sur les efforts déployés en Russie pour mettre les organisations du parti au courant des décisions prises, de la rupture intervenue avec les liquidateurs, de l'intention du Bund et de la social-démocratie lettonne de réunir une conférence avec la participation des liquidateurs et de l'opposition du groupe parlementaire social-démocrate.

Février — Lénine dirige la rédaction de la brochure « La Conférence générale du Parti ouvrier social-démocrate de Russie de 1912 ». Cette brochure paraît en février 1912 à Paris, éditée par le Comité central du P.O.S.D.R.

Mars, au plus tôt le 2 (15) — Lénine rédige son article « Contre l'unité avec les liquidateurs », qui est publié dans *Prosvechtchénié*, nos 3-4, février-mars 1912.

Mars, 4 (17) — L'article de Lénine « Les partis politiques durant les cinq ans de la troisième Douma » paraît dans le n° 14 de la *Zvezda*.

Mars, 5 (18) — Le rapport de Lénine au Bureau socialiste international sur la Conférence de Prague est envoyé par le secrétaire du Bureau aux partis socialistes, avec la circulaire n° 4 du 18 mars pour publication dans la presse des partis.

Début mars — Lénine rédige la « Plate-forme électorale du P.O.S.D.R. » qui est éditée sous forme de tract en Russie en mars 1912, et à l'étranger en avril, sous forme de supplément au n° 26 du *Social-Démocrate*.

Mars, 12-13 (25-26) — Lénine écrit l'article « Cartes sur table ». Dans une lettre à la rédaction de la *Zvezda*, Lénine demande qu'on lui envoie des livres sur la loi électorale du 3 (16) juin 1907 et d'autres matériaux nécessaires pour composer et rédiger la brochure *Le guide de l'électeur* (*Notre loi électorale*) ; il s'informe sur la parution d'un quotidien ouvrier, son format, etc.

Mars, 13 (26) — L'article de Lénine « A propos du départ du député Béloussov du groupe parlementaire social-démocrate » est publié dans le n° 17 de la *Zvezda*.

Entre le 13 et le 19 mars (26 mars et 1er avril) — Lénine rédige la brochure « L'anonyme du *Vorwärts* et la situation dans le P.O.S.D.R. », qui est éditée en 1912 à Paris sous forme de publication spéciale de la rédaction de l'Organe central du P.O.S.D.R., le *Social-Démocrate*.

Mars, 15 (28) — Dans une lettre à Ordjonikidzé et aux autres membres du Bureau russe du C.C. du P.O.S.D.R. à Tiflis Lénine indique qu'il est nécessaire de renforcer les liens des organisations locales du parti avec le centre de l'étranger et insiste pour que les rapports de la conférence de Prague soient ventilés au plus tôt dans les organisations.

Mars, 17 (30) — Dans son n° 8, la *Rabotchaïa Gazéta* publie deux articles de Lénine : « La famine » et « La paysannerie et les élections à la IVe Douma ».

Entre le 23 et le 26 mars (5 et 8 avril) — Lénine écrit l'article : « Le bloc cadets-progressistes et ce qu'il signifie », publié dans le n° 23 de la *Zvezda* du 29 mars (11 avril).

Mars, avant le 30 (12 avril) — Lénine rédige une lettre et une déclaration au secrétaire du Bureau socialiste international Camille Huysmans au sujet des prises de position des groupes liquidateurs et otzovistes de l'étranger contre les décisions de la Conférence de Prague. La déclaration de Lénine est envoyée le 30 mars (12 avril) par le Bureau socialiste international à tous les partis socialistes, avec la circulaire n° 7, aux fins de publication dans la presse socialiste.

Avril, 1er (14) — L'article de Lénine « Une mauvaise défense de la politique ouvrière libérale » paraît dans le n° 24 de la *Zvezda*.

Avril, 3 (16) — L'article de Lénine « Le ballotage en Russie et les tâches de la classe ouvrière » est publié dans le n° 25 de la *Zvezda*.

Avril, 8 et 19 (21 avril et 2 mai) — L'article de Lénine « Le libéralisme et la démocratie » est publié dans les nos 27 et 32 de la *Zvezda*.

Avril, avant le 9 (22) — Lénine revoit la brochure *Guide de l'électeur* (Notre loi électorale).

Avril — Lénine dirige l'organisation de la parution du journal bolchevique légal la *Pravda*.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1910

LETTRE AU COLLÈGE RUSSE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. 11

LA SITUATION INTÉRIEURE DU PARTI 17

DE CERTAINES PARTICULARITÉS DU DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DU MARXISME 33

1911

LE ROUGE DE LA HONTE AU FRONT DU PETIT JUDAS TROTSKI 39

LA CARRIÈRE D'UN TERRORISTE RUSSE 40

LÉON TOLSTOÏ ET SON ÉPOQUE 43

LE MARXISME ET « NACHA ZARIA » 48

NOS ABROGATEURS (*A propos de M. Potressov et de V. Bazarov*) 54

I 54
II 60
III 62
IV 66
V 72

LES « DEUX CAMPS » ET LE « COMPROMIS RAISONNABLE » VUS PAR LES CADETS 77

LE CINQUANTENAIRE DE L'ABOLITION DU SERVAGE . . . 82

PAUL SINGER 87

NOTES (*Menchikov, Gromoboï, Izgoïev*) 91

AU COLLÈGE RUSSE DU COMITÉ CENTRAL 102

A PROPOS DU JUBILÉ 106

LA « RÉFORME PAYSANNE » ET LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET PAYSANNE 115

LES DESTRUCTEURS DU PARTI DANS LE RÔLE DE « DESTRUCTEURS DE LÉGENDES » 125

CADETS ET OCTOBRISTES 130

A LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE 135

DE LA STRUCTURE SOCIALE DU POUVOIR, DES PERSPECTIVES FUTURES ET DU COURANT LIQUIDATEUR 141

NOTES POLÉMIQUES 163

LA SIGNIFICATION D'UNE CRISE 167

LE CONGRÈS DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ANGLAIS . . 172

ENTRETIEN D'UN LÉGALISTE AVEC UN ADVERSAIRE DES LIQUIDATEURS 178

« REGRET » ET « HONTE » 189

LA CONFÉRENCE DES MEMBRES DU C.C. DU P.O.S.D.R. 28 mai-4 juin (10-17 juin) 1911 195

1. LETTRE À LA CONFÉRENCE DES MEMBRES DU C.C. DU P.O.S.D.R. À L'ÉTRANGER 197

2. RÉSUMÉ (PLAN) DU RAPPORT DES TROIS BOLCHEVIKS MEMBRES DU C.C. À LA CONFÉRENCE PRIVÉE DE NEUF MEMBRES DU C.C. 200

3. PROJET DE RÉSOLUTION D'HABILITATION 204

APERÇU SUR LE BILAN D'UNE SESSION DE LA DOUMA. « *Notre œuvre commune* » 205

VÉRITÉS ANCIENNES MAIS TOUJOURS NOUVELLES 210

RÉSOLUTION DU II^e^ GROUPE DE PARIS DU P.O.S.D.R. SUR LA SITUATION DANS LE PARTI 216

Préambule 216

I 217

II 220

III 221

PRÉFACE À LA BROCHURE *DEUX PARTIS* 226

LE RÉFORMISME DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE . . 231

EN PROVENANCE DU PARTI « OUVRIER » STOLYPINIEN. (*Dédié à nos « conciliateurs » et nos « apaiseurs »*) 245

NOTE DE LA RÉDACTION DU « SOCIAL-DÉMOCRATE » AU SUJET DE LA DÉCLARATION DE LA COMMISSION DE CONVOCATION DU PLÉNUM DU C.C. DU P.O.S.D.R. 248

STOLYPINE ET LA RÉVOLUTION 250

AU SUJET D'UNE NOUVELLE FRACTION DE CONCILIATEURS, LES VERTUEUX 260

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET LE PROGRAMME ÉLECTORAL 282

EN PROVENANCE DU PARTI « OUVRIER » STOLYPINIEN . . . 291

UN BILAN 296

LES DEUX CENTRES 301

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU 304

DISCOURS PRONONCÉ AU NOM DU P.O.S.D.R. AUX OBSÈQUES DE PAUL ET LAURA LAFARGUE LE 20 NOVEMBRE (3 DÉCEMBRE) 1911 308

HYNDMAN ET MARX 310

LE MANIFESTE DU PARTI OUVRIER LIBÉRAL 317

I 317

II 321

III 325

LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE A LA IIe DOUMA. *Exposé de l'affaire* 329

A PROPOS DES MOTS D'ORDRE ET DE LA CONCEPTION DU TRAVAIL SOCIAL-DÉMOCRATE A LA DOUMA ET EN DEHORS . . 335

UNE OFFICINE DE LA BOURGEOISIE LIBÉRALE 346

POUR DÉNOUER LA CRISE DANS LE PARTI 347

EN PROVENANCE DU PARTI « OUVRIER » STOLYPINIEN . . 358

A PROPOS DE LA DIPLOMATIE DE TROTSKI ET D'UNE PLATEFORME PROPARTI 364

LES RÉSULTATS DU JUGEMENT D'ARBITRAGE DES « DÉPOSITAIRES » 370

LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS A LA IVe DOUMA D'ÉTAT . . 373

I. Questions de principe essentielles 373

II. Rôle des grands-électeurs ouvriers dans la campagne électorale 378

III. La paysannerie et les grands-électeurs paysans dans la campagne électorale 385

IV. Conclusions pratiques à tirer des élections à la IIIe Douma 389

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU 393

CONFÉRENCE DES GROUPES BOLCHEVIQUES DE L'ÉTRANGER 14-17 (27-30) DÉCEMBRE 1911 398

1. PROJET DE RÉSOLUTION A PROPOS DU RAPPORT SUR LA SITUATION A L'INTÉRIEUR DU PARTI. *Organisation des forces des social-démocrates proparti à l'etranger et tâches des bolcheviks* 398

2. RÉSOLUTION SUR LA COMMISSION D'ORGANISATION DE RUSSIE CHARGÉE DE LA CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE 401

QUESTIONS DE PRINCIPE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE . . 402

I 402
II 407
III 410
IV 412
V 417
VI 423
VII 425

PREMIÈRES RÉVÉLATIONS SUR LES POURPARLERS DU PARTI CADET AVEC LES MINISTRES 429

TROIS INTERPELLATIONS 438

LA FAMINE ET LA DOUMA NOIRE 451

1912

VI^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R. Conférence de Prague, 5-17 (18-20) janvier 1912 455

1. PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'HABILITATION DE LA CONFÉRENCE. *Résolution d'habilitation* 457
2. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MOMENT PRÉSENT ET LES TÂCHES DU PARTI 459
3. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES TÂCHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES DANS LA LUTTE CONTRE LA FAMINE . . 462
4. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE LIQUIDATIONNISME ET LE GROUPE DES LIQUIDATEURS. *Sur le liquidationnisme et le groupe des liquidateurs* 465
5. RÉSOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE 467

Sur la Commission d'organisation de Russie chargée de la convocation de la conférence 467
Sur l'habilitation de la conférence 467
Sur l'absence de délégués des centres des minorités nationales à la Conférence du parti 469
Sur les rapports locaux 470
Sur le moment présent et les tâches du parti 471
Sur les élections à la IV^e Douma d'Etat 473

I 473
II 474
III 475

Sur le groupe social-démocrate à la Douma 477
Sur le caractère et les formes d'organisation du travail du parti 478

Sur les tâches des social-démocrates dans la lutte contre la famine 479
Sur l'attitude à observer face au projet de loi de la Douma sur l'assurance des ouvriers par l'Etat 481
I 481
II 483
Sur la « campagne de pétitions » 485
Sur le liquidationnisme et le groupe des liquidateurs 486
Sur l'organe central 488
Sur la « Rabotchaïa Gazéta » 488
Sur la « Pravda » 488
Modifications des statuts d'organisation du parti . . 488
Sur les biens se trouvant aux mains de l'ancien dépositaire et sur les comptes 489
Sur la « Croix rouge » 490
Sur l'organisation du parti à l'étranger 490
Sur l'agression du gouvernement russe contre la Perse . 490
Sur la révolution chinoise 491
Sur la politique du tsarisme vis-à-vis de la Finlande . . 491
Salut à la social-démocratie allemande 492

UN ORGANE DE LA POLITIQUE OUVRIÈRE LIBÉRALE . . . 493

CONTRE L'UNITÉ AVEC LES LIQUIDATEURS 497

LES PARTIS POLITIQUES DURANT LES CINQ ANNÉES DE LA TROISIÈME DOUMA 503
I 503
II 506

RAPPORT SUR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R. DEVANT LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL . . . 509

LA PLATE-FORME ÉLECTORALE DU P.O.S.D.R. 512

A LA RÉDACTION DU JOURNAL « ZVEZDA » (*Note concernant la « Plate-forme électorale du P.O.S.D.R. »*) 519

CARTES SUR TABLE 520

A PROPOS DU DÉPART DU DÉPUTÉ BÉLOOUSSOV DU GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIAL-DÉMOCRATE 528

LA FAMINE 534

LA PAYSANNERIE ET LES ÉLECTIONS À LA IVe DOUMA . . . 537

L'ANONYME DE « VORWÄRTS » ET LA SITUATION DANS LE P.O.S.D.R. 541

Introduction 543

LETTRE AU SECRÉTAIRE DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONALE HUYSMANS 555

LE BLOC CADETS-PROGRESSISTES ET CE QU'IL SIGNIFIE. . . 559

UNE MAUVAISE DÉFENSE DE LA POLITIQUE OUVRIÈRE LIBÉRALE 564

LE BALLOTAGE EN RUSSIE ET LES TÂCHES DE LA CLASSE OUVRIÈRE 570

LE LIBÉRALISME ET LA DÉMOCRATIE 577

I 577
II 582

Notes 587

La vie et l'œuvre de V. Lénine 629

ILLUSTRATIONS

Couverture de la revue *Mysl* nº 2, janvier 1911, où furent insérés le chapitre II de l'ouvrage de Lénine « Sur les statistiques des grèves en Russie » et le début de l'article « Nos abrogateurs (A propos de M. Potressov et de V. Bazarov) » 55

Première page du manuscrit de Lénine « Cartes sur table ». Mars 1912 521

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR ROBERT GIRAUD

Achevé d'imiprmer en octobre 1968 par les Editions du Progrès, Moscou

В. И. ЛЕНИН
СОЧИНЕНИЯ
ТОМ 17

на французском языке

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT